



HAL
open science

Militer dans l'Etat : sociologie des intermédiations militantes de l'action publique au sein des classes populaires à Caracas (Venezuela)

Yoletty Bracho

► **To cite this version:**

Yoletty Bracho. Militer dans l'Etat : sociologie des intermédiations militantes de l'action publique au sein des classes populaires à Caracas (Venezuela). Science politique. Université Lumière - Lyon II, 2022. Français. NNT : 2022LYO20053 . tel-04364661

HAL Id: tel-04364661

<https://shs.hal.science/tel-04364661v1>

Submitted on 16 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

N° d'ordre NNT : 2022LYO20053

THÈSE de DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

École Doctorale : ED 483

Sciences sociales

Discipline : Science politique

Soutenue publiquement le 15 décembre 2022 par :

Yoletty BRACHO

Militer dans l'État.

Sociologie des intermédiations militantes de l'action publique au sein des classes populaires à Caracas (Venezuela).

Devant le jury composé de :

Camille HAMIDI, Professeure des Universités, Université Lumière Lyon 2, Présidente

Vincent DUBOIS, Professeur des Universités, Université de Strasbourg, Rapporteur

Hélène COMBES, Directrice de recherche, CNRS, Rapporteur

Veronica ZUBILLAGA, Professor, Universidad Simon Bolivar, Examinatrice

Julien TALPIN, Chargé de recherche, CNRS, Examineur

David GARIBAY, Professeur des Universités, Université Lumière Lyon 2, Directeur de thèse

UNIVERSITE LUMIERE LYON 2
École doctorale de Sciences sociales – ED 483
Unité mixte de rattachement 5206 Triangle

Thèse pour l'obtention du titre de Docteur en science politique
Présentée et soutenue publiquement à Lyon le 15 décembre 2022 par

Yoletty BRACHO

Militer dans l'État.
**Sociologie des intermédiations militantes de l'action
publique au sein des classes populaires à Caracas
(Venezuela)**

Sous la direction de M. David Garibay

Professeur des Universités

Membres du Jury

Mme Hélène Combes, Chargée de recherche en science politique au CNRS, Sciences Po (rapportrice).

M. Vincent Dubois, Professeur de sociologie et science politique à l'Institut d'études politiques de Strasbourg (rapporteur).

M. David Garibay, Professeur des universités en science politique à l'université Lumière Lyon 2 (directeur de thèse).

Mme Camille Hamidi, Professeure des universités en science politique à l'université Lumière Lyon 2.

M. Julien Talpin, Chargé de recherche en science politique au CNRS, Université de Lille.

Mme Verónica Zubillaga, Associate professor en sociologie à l'Universidad Simón Bolívar (Venezuela).

Résumé

Militer dans l'État. Sociologie des intermédiations militantes de l'action publique au sein des classes populaires à Caracas (Venezuela)

Dans quelle mesure l'insertion d'acteurs et de pratiques militantes dans le processus de mise en œuvre des politiques participatives façonne la relation entre l'État et les classes populaires ? En prenant appui sur le cas des politiques participatives des gouvernements chavistes au Venezuela, cette thèse propose le concept d'intermédiations militantes de l'action publique afin de rendre compte des transformations et des continuités qui caractérisent les rapports populaires à l'État et au politique. En suivant des militants issus des organisations populaires vénézuéliennes différemment positionnés entre leurs structures militantes d'origine et les institutions de la participation, il est question d'analyser la façon dont les catégories administratives s'imposent aux organisations populaires, ainsi que la manière dont les catégories militantes s'intègrent aux rouages de l'État.

D'une part, les intermédiations militantes de l'action publique insèrent des catégories et des pratiques militantes dans le quotidien des administrations, et modèlent les manières de faire et d'être des agents de l'État. D'autre part, elles réorientent les stratégies des organisations populaires, qui cherchent à adapter leurs structures aux exigences participatives des pouvoirs publics. Enfin, elles entrelacent le politique et l'action publique tout en permettant des réappropriations très politiques de la circulation des biens publics par les classes populaires.

Néanmoins, et en dépit de la nouveauté qu'elles représentent, les intermédiations militantes de l'action publique participent à la reconduction de la conditionnalité de l'accès des classes populaires à l'action publique. Ce faisant, elles contribuent à la reproduction de la situation de domination des classes populaires vis-à-vis des structures du champ politico-administratif.

Mots clés : Action publique ; Action collective ; Intermédiaires ; Militantisme ; Militantisme institutionnel ; Venezuela

Abstract

Activism within the State. A Sociology of the Militant Intermediation of Public Action in Caracas' Working Class. (Venezuela)

How does the integration of activists and militant practices in the process of implementing participatory policies shape the relationship between the state and the working class? Drawing from the participatory policies of Chavista governments in Venezuela, this thesis builds upon the concept of *militant intermediation of public action*, in order to account for the transformations and continuities of popular relationships to the state and to politics. By following activists from Venezuelan popular organizations occupying differentiated positions between their original militant structures and participatory institutions, the aim is to analyze how administrative categories are imposed on popular organizations, and conversely, how militant categories make their way into the state's inner workings.

On the one hand, the militant intermediation of public action entails the introduction of activist categories and practices in the daily life of public administrations, modeling the ways state agents carry out and identify to their work. On the other hand, it implies the reorientation of the strategies of popular organizations seeking to adapt their structures to the participatory requirements of public authorities. Finally, this type of intermediation embraces the overall intertwining of politics and public action, while the circulation of public goods becomes subject to strongly politicized re-appropriations among popular actors.

Nevertheless, and in spite of the relative novelty of such practices, the militant intermediation of public action contributes to the reaffirmation of the conditionality of the working class' access to the State, and hence to the reproduction of its situation of domination vis-à-vis the structures of the political-administrative field.

Keywords: Public action; Collective action; Intermediaries; Activism; Inside activism; Venezuela.

Resumen

Militar en el Estado. Sociología de las intermediaciones militantes de la acción pública dirigida a las clases populares de Caracas (Venezuela)

¿En qué medida la inclusión de actores y prácticas militantes en el proceso de construcción de las políticas participativas, configura por sí misma la relación entre el Estado y las clases populares? Sobre la base del caso de las políticas participativas de los gobiernos chavistas en Venezuela, esta tesis propone el concepto de intermediaciones militantes de la acción pública para dar cuenta de las transformaciones y continuidades que caracterizan las relaciones populares con el Estado y con la política. Tras seguir a activistas de organizaciones populares venezolanas que se posicionan de forma diferente entre sus estructuras militantes de origen y las instituciones encargadas de la participación, se pretende analizar la forma en la que las categorías administrativas se imponen a las organizaciones populares, así como la forma en la que las categorías militantes se integran en el funcionamiento del Estado.

Por un lado, las intermediaciones militantes de la acción pública insertan categorías y prácticas militantes en la vida cotidiana de las administraciones, como también configuran las formas de hacer y de ser de los agentes estatales. Por otra parte, reorientan las estrategias de las organizaciones populares, que tratan ellas mismas de adaptar sus estructuras a las exigencias de participación de los poderes públicos. Por último, estas intermediaciones entrelazan asimismo la política y la acción pública, a la vez que permiten reapropiaciones muy políticas de la circulación de los bienes públicos por parte de las clases populares.

Sin embargo, y a pesar de la novedad que representan, las intermediaciones militantes de la acción pública participan en la renovación de la condicionalidad del acceso de las clases populares a la acción pública; de esta manera, contribuyen por añadidura a la reproducción de la situación de dominación de las clases populares frente a las estructuras del campo político-administrativo.

Palabras clave: Acción pública; Acción colectiva; Intermediarios; Militantismo; Militantismo institucional; Venezuela

Conventions d'écriture

- Toutes les traductions de l'espagnol et de l'anglais vers le français sont réalisées par moi.
- Dans les propos des enquêtes, peuvent se voir des fautes de syntaxe à l'oral et à l'écrit. Dans le manuscrit je conserve ceci, afin de rendre compte du style d'expression de mes enquêtés, qui est une donnée en lui-même. Il s'agit pour moi d'éviter que la traduction ne constitue une forme de correction de classe des propos de mes enquêtés.
- L'anonymisation des acteurs varie selon les personnes en question. Ainsi, les figures publiques, à savoir celle dont les discours se trouvent exposés dans les médias, ne sont pas anonymisées. Cela concerne notamment des figures politiques et des militants des organisations populaires. Les autres acteurs du terrain sont anonymisés.

REMERCIEMENTS

Une vie entière s'est construite durant l'écriture de ces pages. Ainsi, dans un exercice qui pourrait s'apparenter à une liste, je remercie ici sincèrement toutes ces personnes dont l'accompagnement a été indispensable pour l'accomplissement de cette thèse.

Je remercie tout d'abord mon directeur de thèse, David Garibay pour son écoute attentive et pour son engagement à la fois sur les aspects scientifiques et pour affronter les épreuves personnelles de mon parcours de thèse. J'admire et remercie l'engagement de David Garibay pour tisser des liens entre le monde académique français et latinoaméricain sans lequel, mon parcours d'études et de recherche en France n'aurait jamais été possible. J'espère pouvoir en faire autant à l'avenir.

Je remercie aussi les membres de mon jury, Hélène Combes, Vincent Dubois, Camille Hamidi, Julien Talpin, Verónica Zubillaga. Leurs recherches ont inspiré la mienne, et je suis humblement remerciante du fait qu'ils aient accepté de lire et discuter mon travail qui s'inscrit dans leur sillage.

À l'Université d'Auvergne et au Centre de recherche Michel de l'Hospital, j'adresse mes remerciements pour l'obtention du contrat doctoral qui a rendu possible d'initier cette thèse. Plus particulièrement, je suis redevable du réseau de politistes clermontois, dont Mélanie Albaret, Antoine Faure, Silvia Serrano et Julie Voltaire pour cet espace de discussion privilégié en terres clermontoises. Je remercie aussi l'accueil sincère de Solange et Bruno qui m'ont offert un pied à terre à Clermont-Ferrand durant les froides journées de l'hiver pour mieux accomplir mes activités d'enseignement.

Je remercie l'Université Lumière Lyon 2 pour l'accueil depuis mon arrivée en France. Je suis fière d'avoir intégré le système universitaire français au sein de l'Université publique, et d'avoir connu les joies et les galères, ainsi que l'énorme qualité des enseignements qui s'y donnent. Je suis heureuse aussi d'avoir participé à leur construction durant mes périodes d'enseignement. Plus particulièrement, je remercie l'équipe de science politique de Lyon 2, dont Sophie Bérout, Ivan Bruneau, Nathalie Dompnier, Montserrat Emperador, Guillaume Gourgues, Nancy Venel, pour son accueil et amitié. Aux côtés de Lyon 2, se trouve aussi l'IEP

de Lyon dont je remercie sincèrement Maya Collombon pour les longues discussions sur la vie et la politique de l'Amérique latine, et sur l'avenir de nos luttes.

Puisque les Universités se construisent aussi par un ardue travail administratif, je remercie ici l'équipe administrative de Lyon 2, dont Melina Faveton, Nathalie Huot et Pauline Texeira, qui ont soutenu de tous leurs efforts mon parcours doctoral et d'enseignement.

Des années de discussions scientifiques et plus récréatives joignent mon parcours de thèse à ceux des doctorant.e.s (et pour beaucoup docteur.e.s) de Lyon 2 et l'IEP de Lyon. Les quelques mots que je peux écrire ici ne suffiraient pas à remercier toutes ces personnes dont le soutien a été central et dont l'amitié est au cœur de mon cheminement. Merci alors à François Alfandéari, Brice Angrand, Marjolaine Bédiat, Marlene Bouvet, Mélodie Bréton, Morane Chavannon, Jean Baptiste Devaux, Estelle Fisson, Josua Grabner, Dorna Javan, Francesca Quercia, Marion Lang, Lucie Laplace, Antoine Leveque, Simon Lévy, Geoffrey Merle, Gabriel Montrieux, Christophe Parnet, Luisa Salieri, Florent Schmitt, Lucía Valdivia, Pauline Vandeboscche.

Je tiens aussi à remercier le précieux soutien du laboratoire Triangle, dont l'équipe de direction et administrative a toujours été attentive à mes besoins, et m'a permis de construire des projets scientifiques dont je suis très fière. Merci à Pascal Allais, Sophie Bérout, Carole Boulai, Salimou Djabiri, Claude Gautier, Lydie Kowet, Cécile Laube, Marie Lucci, Anne-Sophie Presle, Anne Quezel, Anne Verjus.

Mon doctorat s'est enrichi des discussions et des projets construits aux côtés d'autres doctorant.e.s et chercheurs.euses travaillant sur des terrains latinoaméricains, dont l'amitié et l'émulation a été essentielle pour mes réflexions. Je remercie particulièrement, Mathilde Allain, Felipe Bosch, David Copello, Franck Gaudichaud, Marie-Laure Geoffray, Gilles Martinet, Florian Opillard, Glauber Sezerino, Frédéric Spillemaeker.

J'ai eu la chance de parcourir les rues et les bibliothèques parisiennes (feu notre chère bibliothèque de la FMSH du bâtiment de France) aux côtés de collègues doctorant.e.s à l'époque qui aujourd'hui continuent à inspirer mes réflexions et à susciter mon amitié. Merci toujours à Mathilde Allain, Juliette Duclos, Ruggero Iori, Mélissa Levailant, Julie Minoc, Yoann Morival, Alice Pannier, Damien Simonneau.

Mon travail de thèse est l'héritier des recherches de ceux qui, depuis la France, se sont adonnés aux terrains vénézuéliens, et à la constitution du Groupe d'études et de recherches sur

le Venezuela (GEIVEN). Mon enquête et mes analyses vous doivent aujourd'hui et pour toujours. Merci à Fabrice Andréani, Olivier Folz, Mila Ivanovic, Adeline Joffre, Cantaura La Cruz, Anne-Florence Louzet, Serge Ollivier, Anne Péné-Anette, Thomas Posado, Stéphanie Pryen, Yaneira Wilson-Wetter.

De l'autre côté de l'Atlantique, des chercheurs.euses engagées sur les terrains vénézuéliens font vivre des échanges vifs et percutants qui ont inspiré et continuent à stimuler mes réflexions. Pour votre travail et votre amitié, je vous remercie Andrés Antillano, Keymer Ávila, Maria del Pilar García Guadilla, Maryhen Jiménez, Victor Pineda, Arnoldo Pirela, Ivan Pojomovsky, Enrique Rey Torres, David Smilde, Carlos G. Torrealba M., Andreina Torres, Alejandro Velasco, Verónica Zubillaga.

Une thèse n'est jamais finie sans le regard attentif de ceux.elles qui se donnent à la lecture de brouillons, de pages de réflexion et tergiversation, et dont la patience permet de transformer les hésitations en affirmations. Merci à mes relecteurs.trices, Jean-Baptiste Devaux, Nicolas Fischer, Vincent Gay, Guillaume Gourgues, Laurène Le Cozanet, Marieke Louis, Antonin Plarier, Marie-Hélène Sa Vilas Boas.

Mon doctorat a été marqué par la pandémie de Covid-19, et par les inquiétudes que celle-ci a soulevé sur son développement dans un contexte de crise au Venezuela. L'engagement des hommes et des femmes, notamment des femmes, migrant.e.s vénézuélien.ne.s en France m'a poussé à l'action de solidarité. La force et le courage de ces personnes continuent à m'inspirer. Merci ainsi aux membres de la Fédération des associations de la communauté vénézuélienne en France (FédéAssoVen), dont Soraya Castillo, Víctor Cova Correa, Sevrine de Felice, Elizabeth Flores Paredes, Fernando Garlin, Mirla Le Coq, Jany Lesseur, Elvia Martínez, Mirla Oviedo, Carmen Rios-Seidel.

Mon travail de thèse doit tout aux hommes et femmes qui m'ont fait confiance, qui m'ont formé et qui m'ont ouvert les portes de leurs maisons, de leurs organisations et de leurs lieux de travail. Merci à mes enquêté.e.s et tout particulièrement à Francisco Pérez, devenu un ami. ¡Nos vemos pronto!

Les moments joyeux et les moments difficiles de ce parcours de doctorat ont été affrontés aux côtés d'ami.e.s qui, des deux côtés de l'Atlantique, ont toujours eu un mot doux et une phrase d'encouragement répondant à mes inquiétudes. Merci à vous, Angélica Andrade, Théo Arnulf, Agathe Bachmann, Bernat Bauza, Marie Bejanova, Elza Benitez, Anouk Bottero,

Guillaume Cassier, Pierre Chacón, Lamine Diallo, Cathy Ferré, Odile Gakuba, Irène Gimenez, Emilie Giraud, Salomé Guillemé, Pierre Lemerle, Clément Petitjean, Emily Lopez Puyol, Julien Meyer et Pauline, Aitor Patiño, Almarí Pérez, Elsa Pivo, Grabiela Rojas, Stephanie Santos, Claudia Uzcátegui, Pierre-Angelo Zavaglia.

Reparti.e.s entre deux continents, trois pays, et quatre villes différentes, les Bracho Padilla nous tenons fort les mains pour avancer. Nous sommes divers, nous ne sommes pas toujours d'accord, mais nous nous soutenons. Ce travail est notre victoire commune. Pour votre amour, Raynes, Alba, Yinette, toujours merci.

Merci infiniment à la famille Bollenot, qui m'a ouvert les portes et m'a donné une place. J'ai désormais une famille française sur qui compter. Merci pour votre soutien et votre patience lors de ces longs séjours dans le Beaujolais et en Bourgogne qui m'ont permis de faire avancer la thèse.

Une vie entière s'est construite durant l'écriture de ces pages. Et une vie entière est encore à construire. Vincent Bollenot, ces pages te doivent tout et plus de ce que je peux dire en quelques lignes. Mes mots sont courts, mais mon amour est pour toujours. Merci de *ser y estar*.

Sommaire

Introduction

Partie I - Les relations entre les organisations populaires et l'État contemporain vénézuélien : les intermédiations militantes au cœur de la conditionnalité de l'accès des classes et territoires populaires à l'action publique

Chapitre 1. Les organisations populaires et l'État vénézuélien : une histoire de longue date

Chapitre 2. La promotion du « pouvoir populaire » : la réinterprétation de l'impératif participatif des gouvernements chavistes du début du XXI^e siècle

Chapitre 3. Les intermédiations militantes de l'action publique : la construction de l'objet d'étude par l'enquête ethnographique

Partie II – Produire les institutions publiques depuis le militantisme, produire la communauté depuis les institutions publiques : ce que les intermédiations militantes font à la relation entre l'État et les classes populaires

Chapitre 4. Le travail militant au sein des institutions publiques : usages révolutionnaires de l'État

Chapitre 5. Construire *la communauté* depuis l'État : les intermédiations militantes de l'action publique dans la construction des quartiers populaires

Chapitre 6. Les usages politiques des ressources publiques par le biais des intermédiations militantes : le cas de la campagne pour les élections à l'Assemblée nationale de 2015

Conclusion

INTRODUCTION GENERALE

Toutes ces questions ont été traitées, de manière plus ou moins approfondie, durant la rencontre avec le Président. Iraida Morocoima, la première représentante du mouvement à prendre la parole, a mis l'accent sur le besoin « de bien entendre le peuple », et en particulier « ce peuple qui est dans la rue » et qui endure « les conséquences de la crise ». Elle a en plus ajouté : « Nous ne sommes pas venus pour vous demander de changer le ministre. Nous venons vous dire de mettre tous les ministres au service du mouvement populaire » puisque « le peuple se fait ignorer à chaque fois que cela les chante ». Plusieurs fois, elle a exigé « que l'État [nous] donne les ressources », « donnez-nous les ressources et nous construirons la révolution ». Elle a insisté sur le fait que « les politiques que nous proposons sont [des politiques] pour tous », pour l'ensemble du peuple vénézuélien, et non pas seulement pour [les membres] du mouvement. Elle a fini en affirmant : « si vous nous tournez le dos, nous allons le lui dire à Chávez... Gouvernez avec le peuple ! »¹

Le 21 juin 2022 une réunion publique se tient entre les porte-paroles du *Movimiento Pobladores* et le président vénézuélien Nicolás Maduro. L'évènement est retransmis en direct par *Venezolana de Televisión*, la principale chaîne publique du pays². D'un côté de la scène on voit le président assis au centre de la table posée sur la tribune, accompagné à sa gauche et à sa droite par des membres de son gouvernement. De l'autre côté de la scène, les porte-paroles du *Movimiento Pobladores* sont assis devant la tribune, entourés des membres de leur organisation qui applaudissent, agitent des drapeaux et réagissent aux échanges durant la petite heure que dure la rencontre.

Représentants d'une organisation consacrée aux luttes pour l'accès au logement des classes populaires, les porte-paroles du *Movimiento Pobladores* interpellent le président sur ce qu'ils conçoivent comme les défaillances de son gouvernement vis-à-vis des causes qu'ils défendent. Adoptant une approche technique, Juan Carlos Rodríguez, l'un des leaders du mouvement et architecte de profession, rappelle au président et au ministre du Logement les lois qui devraient garantir la propriété de la terre ou encore la durabilité de l'occupation de logements pour les classes populaires vénézuéliennes. Il exige le respect et la véritable application de ces lois, qu'il appelle « nos lois », puisqu'elles seraient issues des propositions

¹ Reinaldo ITURRIZA, « Politics of the Commons: Prometheus Unchained », *Venezuelanalysis.com*, 22 juillet 2022, URL complète en biblio. ; et Reinaldo ITURRIZA, « Prometeo desencadenado », *Saber y Poder*, 2 août 2022, URL complète en biblio.

² Il est encore possible d'accéder à l'enregistrement vidéo de cette réunion sur la chaîne YouTube du président Nicolás Maduro, sous le titre « Encuentro con el Movimiento de Pobladores y Pobladoras », [en ligne](#). Les citations suivantes sont extraites de cette source.

législatives avancées par le *Movimiento Pobladores*. Sur un plan plus politique, Iraida Morocoima souhaite, selon ses mots, « alerter » le président. Elle confirme la fidélité de l'organisation qu'elle représente et de ses membres à son gouvernement, tout en exigeant des preuves de la réciprocité. Morocoima demande alors que le peuple soit bien entendu, que ses souffrances soient prises en compte, et surtout, que le gouvernement lui fasse confiance pour être de manière autonome le bâtisseur de l'avenir de la révolution bolivarienne. Car ce peuple serait, par le biais de ses organisations dont le *Movimiento Pobladores*, le véritable garant du caractère révolutionnaire des gouvernements se réclamant du chavisme. Et si ces valeurs ne sont pas respectées, il s'agit d'aller en parler à l'ancien président et leader de la révolution bolivarienne, Hugo Chávez, dont l'esprit est présent à cette réunion, selon les dires d'Iraida Morocoima.

Si la réunion entre le *Movimiento Pobladores* et le président vénézuélien nous parvient en brut par un enregistrement vidéo, un retour critique en est produit par Reinaldo Iturriza dans la presse internationale et sur son blog en ligne « Savoir et pouvoir ». Ceci n'est pas anecdotique : Iturriza a été successivement ministre des Communes et de la Culture entre 2013 et 2015, sous la présidence de Nicolás Maduro. Désormais à la tête de l'*Unión Comunera*, plateforme réunissant des organisations se réclamant d'un chavisme « qui ne s'agenouille pas³ », Iturriza revient sur ce qu'il énonce comme étant la véritable leçon à retenir de la réunion en question :

Au-delà de la réceptivité du Président à cet ensemble de demandes, des instructions données à différents ministres au milieu de la réunion et des progrès qui pourraient être réalisés à la suite de cette réunion, ce qui est bien sûr extrêmement important, nous ne pouvons pas ne pas souligner ce qui, à notre avis, était la question centrale de la journée : la réunion du *Movimiento Pobladores* avec le Président a une fois de plus mis en évidence la nécessité impérieuse de la réarticulation du peuple organisé, de la mobilisation de rue et de la valeur extraordinaire de l'interpellation populaire⁴.

En effet, pour ces acteurs se réclamant en 2022 du « chavisme populaire, du chavisme de base⁵ », c'est par l'organisation collective des classes populaires qu'il serait possible d'interpeller les acteurs dominants du champ politique afin d'influencer la définition de l'action publique. C'est une prémisse structurelle, une formule à appliquer et dont le catalyseur est celui de l'organisation. Or, les réunions internes chez le *Movimiento Pobladores* après la rencontre

³ « Nace la Unión Comunera: “El chavismo que no se arrodilla” », *NODAL - Noticias de América Latina y el Caribe*, 31 janvier 2020, URL complète en biblio.

⁴ Reinaldo ITURRIZA, « Prometeo desencadenado », *op. cit.*

⁵ « Ángel Prado explica de qué va la Unión Comunera », [[en ligne](#)].

avec Maduro, selon le compte-rendu qu'Iturriza en fait, aboutissent au constat d'un manque de mobilisation générale parmi les organisations populaires du pays qui empêcherait de tenir le rapport de forces avec le gouvernement. Iturriza reprend, y compris dans le titre de son texte, la métaphore proposée par Juan Carlos Rodríguez pour se saisir de la situation : Prométhée est enchaîné alors qu'il importe qu'il partage à nouveau le feu avec l'humanité afin d'éveiller sa force collective. Il faut donc retrouver un « Prométhée désenchaîné⁶ ».

Si ces militants expriment leur déception, c'est qu'ils ont connu de meilleurs résultats par le passé. Onze ans auparavant, le 8 janvier 2011, c'est Hugo Chávez qui se réunissait avec les membres du *Movimiento Pobladores* et discutait avec ses porte-paroles à la télévision publique⁷. À l'époque, cette rencontre avait conduit à l'intégration du *Movimiento Pobladores* à l'instance de pilotage du programme phare des gouvernements chavistes sur la question du logement, à savoir, la *Gran Misión Vivienda Venezuela* (Grande mission logement Venezuela - GMVV). En cette période d'abondance pour le pays du fait des très hauts revenus pétroliers, a surgit le récit aujourd'hui central, et en partie mythifié, de la relation de proximité entre les organisations populaires, telles que le *Movimiento Pobladores*, et les gouvernements chavistes.

Les scènes décrites ci-dessus sont assez courantes sous les gouvernements chavistes au Venezuela dès le début du XXI^e siècle. Dans de nombreuses situations, les organisations populaires qui s'identifient aux branches des gauches vénézuéliennes fondues dans les réseaux du chavisme, entrent en contact avec les gouvernements chavistes⁸. Ces contacts sont pour ces derniers une manière de se montrer proches du peuple, à son écoute. Les militants populaires⁹ y investissent d'importantes ressources matérielles et symboliques dans l'espoir de faire avancer leurs luttes. De ces relations, émergent des formes de routinisation de la mobilisation collective et de la réponse gouvernementale à ces mobilisations.

La routinisation des échanges entre acteurs mobilisés et champ politico-administratif passe notamment par la consolidation des politiques participatives en tant que méthode par excellence de gouvernement des questions touchant les classes populaires. En effet, si les organisations issues des classes populaires obtiennent, en investissant l'offre participative, un

⁶ Reinaldo ITURRIZA, « Prometeo desencadenado », *op. cit.*

⁷ Ces échanges sont encore visibles : « Conversatorio del Pdte. Chávez con Movimiento de Pobladores », 8 janvier 2011 [[en ligne](#)].

⁸ Mathilde ALLAIN, « La révolution bolivarienne a-t-elle transformé l'État vénézuélien ? Classes populaires, État et militantisme au Venezuela. Entretien avec Yoletty Bracho », *Noria Research*, 2021, URL complète en biblio.

⁹ Ici, « militant populaire » ne signifie « qui a de la popularité » mais « qui est issu et se réclame des organisations populaires ».

accès aux ressources publiques, la mise en œuvre des programmes d'action publique participative requiert qu'elles s'adaptent aux structures – les dispositifs participatifs – proposées par les pouvoirs publics.

De manière dynamique, la mise en œuvre des politiques participatives a des effets sur la définition de l'action publique et sur les formes d'organisation des classes populaires. Les administrations publiques recrutent des acteurs pouvant tisser des liens avec les classes populaires et leurs quartiers. L'objectif de gouverner les classes populaires produit ainsi des inflexions sur l'organisation interne des institutions publiques et sur la définition des fonctions des agents de l'État. En réponse, les organisations populaires font émerger des leaders qui jouent le rôle des représentants auprès des pouvoirs publics. De ce fait, les politiques participatives infléchissent les structures d'organisation issues des classes populaires ainsi que la définition de leurs stratégies de lutte.

Cette relation est donc non seulement asymétrique, les pouvoirs publics imposant le rythme de la discussion et les structures des échanges aux organisations populaires, mais aussi médiée, puisqu'elle implique aussi des acteurs qui jouent le rôle d'intermédiaires entre le champ politico-administratif et les classes populaires. Les intermédiaires sont des militants populaires différemment positionnés entre les institutions publiques et leurs organisations d'origine. Ils peuvent se prévaloir alors de leur connaissance des codes populaires et de ceux de l'administration pour entretenir ces liens. Ils revendiquent aussi le caractère militant de leur travail d'intermédiation par lequel circulent des ressources publiques auprès des classes populaires. C'est ce que ces acteurs désignent par l'expression *militer dans l'État*.

Ces constats nourrissent les questionnements à l'origine de ma thèse, portant sur les intermédiations militantes de l'action publique qui accompagnent la mise en place des politiques participatives auprès des classes populaires dans le contexte des gouvernements chavistes au Venezuela. Je m'interroge en effet sur les effets individuels et collectifs de l'investissement participatif des militants populaires, ainsi que sur la manière dont cette stratégie façonne le fonctionnement de leurs organisations, le recrutement de leurs militants et la capacité à faire vivre les organisations dans le temps. J'articule ce premier volet de questions à un second, sur les effets de ces relations sur les pouvoirs publics, en particulier sur la définition des catégories d'action publique et sur le recrutement des agents de l'État. L'ensemble de ces questionnements me permettent, plus largement, d'étudier les liens entre action collective et action publique dans les formes contemporaines de relation entre l'État et les classes populaires.

Dans cette introduction, après avoir présenté les enjeux théoriques de ma recherche, au croisement de la sociologie de l'action publique, de la sociologie de l'action collective, des travaux sur la participation et sur les processus de politisation des classes populaires, je reviendrai plus en détail sur mon questionnement. J'examinerai ensuite les enjeux propres à la construction d'une recherche sur des terrains vénézuéliens, en m'inscrivant dans une discussion sur la possibilité de faire des montées en généralité à partir des terrains relevant du Sud global. Enfin, je présenterai mon enquête ethnographique et les matériaux que j'ai pu réunir et produire à partir de cette démarche, avant d'indiquer l'organisation générale de cette thèse.

1. La relation entre l'État et les classes populaires : au carrefour de la sociologie de l'action publique et l'action collective

Ma recherche se situe principalement à la croisée de deux champs. Considérant les politiques participatives comme une modalité de gestion des classes et territoires populaires par les pouvoirs publics, elle s'inscrit dans une tradition de recherches sur l'action publique. Dans le même temps, constatant que cette action publique n'est pas unilatéralement descendante et est investie par des militants de façon relativement autonome, elle s'inscrit également dans le cadre des recherches sur l'action collective. Dans ce premier temps de l'introduction, j'expose successivement les emprunts faits à ces deux littératures pour la construction de mon objet et de mon enquête.

L'action publique est ici envisagée à l'aune de l'accès des classes populaires aux ressources publiques. J'aborde l'État en tant que construction historique et sociale qu'il est possible de saisir par le biais d'enquêtes ethnographiques s'intéressant aux relations entre administrateurs et administrés. Plus précisément, j'explore les guichets de l'administration en tant qu'interface entre l'État et les populations dominées. Pour cela, je mobilise une sociologie des guichets développée pour le cas français, afin de dégager des outils analytiques précieux pour penser les guichets de l'administration au sein des quartiers populaires vénézuéliens. Cela m'amène, enfin, à revenir sur le vif débat quant à la nature clientéliste des guichets de proximité et des relations sociales qui les sous-tendent.

À son tour, l'action collective est examinée pour proposer une analyse de la construction de l'État « par le bas ». L'étude des organisations populaires et de leur rôle dans la gestion des classes et territoires populaires permet de poser un premier jalon de compréhension. Le second

vient de la déconstruction des figures de « représentant » et de « leader » des classes populaires, au cœur des échanges entre ces dernières et l'État par le biais des politiques publiques participatives. Enfin, je considère de plus près la piste d'une analyse de la place des militants associatifs dans les intermédiations propres aux politiques participatives, notamment en interrogeant leur recrutement au sein des administrations en charge de ces politiques¹⁰.

1.1. Faire la sociologie de l'accès des classes populaires aux biens et aux services publics

Imbriquées dans des analyses sur l'État en construction et en action, les relations entre l'État et les classes populaires et l'accès de ces dernières aux biens publics gagnent à être étudiées à partir de l'observation des guichets de l'administration. Au sein des relations sociales de domination qui se construisent lors des interactions entre administrateurs et administrés se produisent des échanges de biens matériels et symboliques.

1.1.1. Ethnographier l'État

L'État est à la fois au centre des préoccupations des politistes et l'objet insaisissable de la science politique, voire des sciences sociales. Nommer l'État demande toujours de l'accompagner d'un adjectif pour en saisir les contours, frustrant alors les ambitions des chercheurs les plus motivés par la montée en généralité. Ainsi, à la question « qu'est-ce que l'État ? », les politistes et autres chercheurs répondent par l'État-nation¹¹, l'État providence¹², l'État participatif¹³, l'État autoritaire¹⁴. L'objet « État » exige d'être décortiqué en sous-objets pour qu'on puisse lui adresser des questions dont les réponses puissent se trouver dans la matérialité des expressions de sa puissance. C'est ce que permet, grâce à l'anglais, la distinction classique entre « politics » et « policy ». Le terme de « politics » se réfère aux rapports de force individuels et collectifs entre les acteurs qui occupent et cherchent à occuper des positions dominantes au sein des structures gouvernementales. Le terme « policy » désigne l'action publique en tant qu'ensemble d'actions menées par la puissance publique pour répondre aux

¹⁰ Cette discussion de la littérature est complétée dans chaque introduction de chapitre par une discussion plus détaillée des auteurs, des concepts et des références mobilisées.

¹¹ Benedict ANDERSON, *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*, Londres, Verso, 2016.

¹² Gøsta ESPING-ANDERSEN, Bruno PALIER et Marianne GROULEZ, *Trois leçons sur l'Etat-providence*, Paris, Seuil, 2008.

¹³ Philippe ALDRIN et Nicolas HUBE (dir.), « L'État participatif. Le participationnisme saisi par la pensée d'État », *Gouvernement et action publique*, 2016, vol. 5, n° 2, pp. 9-29.

¹⁴ Olivier DABENE, Vincent GEISSER et Gilles MASSARDIER, *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2008.

problèmes ayant été classifiés comme problèmes publics¹⁵. Les deux concepts sont invariablement constitutifs de l'État qui, loin d'être la seule affaire de la bureaucratie idéal-typique de Max Weber, est bien le produit de rapports de force¹⁶ par lesquels les gagnants obtiennent la capacité de régir les définitions de ce qui est public et de ce qui est privé, et la gestion de ces frontières. Autrement dit, l'État est un fait pleinement politique, tout autant que l'est son action.

Si saisir le fait étatique est une affaire épineuse, une attention particulière doit être portée aux recherches qui proposent d'étudier l'État en tant qu'objet à ethnographier. En effet, le renouveau ethnographique des approches de l'État permet de rendre compte de sa construction au quotidien. Le quotidien de l'État renvoie à diverses questions, dont le recrutement et les routines au sein des administrations, la construction des catégories d'action publique ainsi que les interactions entre administrateurs et administrés.

Le recrutement et les routines des agents de l'État sont des objets investis autant par la socio-histoire de l'État que par la démarche ethnographique. Les études historiques, par la prosopographie et la plongée dans des archives routinières d'administrations, peuvent constater les évolutions et les permanences de la composition sociale de l'administration et ses modalités d'exercice, à travers lesquelles s'exprime l'État. L'inertie des pratiques administratives par laquelle se manifeste « l'État au quotidien¹⁷ » est ainsi mis en évidence¹⁸.

Le recrutement et les pratiques des agents de l'État sont le terreau socio-professionnel sur lequel se construisent des catégories administratives d'entendement du monde. Les catégories d'action publique peuvent ainsi être déconstruites par une observation au ras du sol de leurs conditions de production et d'actualisation. « Les pratiques de délimitation » des groupes

¹⁵ Jean LECA, « L'état entre politics, policies et polity », *Gouvernement et action publique*, 2012, n° 1, pp. 59-82, p. 61.

¹⁶ Ramenant alors l'objet État à une tradition Marxiste et néo-marxiste au sein de laquelle les textes de Nicos Poulantzas ont actualisé pour le XX^e siècle la définition problématisée et critique de l'État. Nicos POULANTZAS, *L'État, le pouvoir, le socialisme*, Paris, PUF, 1981, p. 155. Voir aussi Jean MORISOT, « Nicos Poulantzas : l'État comme champ stratégique – Période », URL complète en biblio.

¹⁷ Jean-Michel EYMERI-DOUZANS, « L'État au quotidien. Éléments d'observation ethnographique du travail des énarques en administration centrale », in *La France et ses administrations : un état des savoirs*, Bruvelles, Bruylant, 2013, pp. 331-378.

¹⁸ Baruch MARC-OLIVIER, *Servir l'Etat français, l'administration en France de 1940 à 1944*, Paris, Fayard, 1997. Jean-Michel EYMERI-DOUZANS, « L'État au quotidien. Éléments d'observation ethnographique du travail des énarques en administration centrale », *op. cit.* La socio-histoire est définie par François Buton comme « permet[ant] d'éclairer autant la construction historique de l'État que la production étatique du social » François BUTON, *L'administration des faveurs : l'État, les sourds et les aveugles (1789-1885)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, p. 25.

sociaux ainsi que « les modes de production¹⁹ » de l'ordre établi peuvent être saisis par la socio-histoire et l'ethnographie des agents de l'État²⁰. L'ensemble de ces pratiques et des catégories qui les sous-tendent contribuent à une « mise en administration²¹ » du social.

Au sein de ma thèse, je m'intéresse à la construction au quotidien de l'État contemporain vénézuélien en prenant appui sur ces traditions de recherche, prolongées par la littérature sur les « rapports ordinaires à l'État », définis comme « l'ensemble des représentations symboliques et des logiques pratiques qui découlent de la confrontation (conflictuelle ou non) avec une institution étatique »²². Les catégories et pratiques administratives ne sont pas reçues de façon univoque. J'étudie ainsi les rapports ordinaires à l'État des classes populaires vénézuéliennes, et plus particulièrement les phénomènes de domination mais aussi de politisation auxquels ces relations donnent lieu.

Pour rendre compte de la tension entre domination et réappropriation de l'État, l'attention aux catégories sur lesquelles prend appui la mise en place des politiques participatives est particulièrement fructueuse. Elle permet d'observer le rôle central de la catégorie de communauté dans la relation entre l'État et les classes populaires. D'une part, cette catégorie contribue à circonscrire les identités populaires et leur engagement participatif à l'appartenance collective aux territoires populaires, et plus précisément au quartier. D'autre part, elle est source de revendication et de mobilisation pour des acteurs qui, se réclamant de la communauté, cherchent à jouer un rôle dans le gouvernement des dispositifs participatifs. C'est ainsi que les dispositifs participatifs s'insèrent au sein des sociabilités populaires, devenant des guichets d'action publique à part entière.

1.1.2. Les guichets ou l'État en action

En tant qu'étudiante étrangère en France, j'ai très vite été confrontée aux guichets de la préfecture. Cette expérience a toujours été source de questionnement, notamment quand, à Lyon, il fallait faire la queue à l'extérieur et dans le froid afin de mener à bien la procédure

¹⁹ Sarah MAZOUZ, *La République et ses autres : politiques de l'altérité dans la France des années 2000*, Lyon, ENS Éditions, 2017, p. 18. Voir aussi dans une perspective proche : Narguesse KEYHANI et Sylvain LAURENS, « La production officielle des différences culturelles », *Cultures & Conflits*, 2017, n° 107.

²⁰ François BUTON et Nicolas MARIOT (dir.), *Pratiques et méthodes de la socio-histoire*, Paris, Presses universitaires de France, 2009. Pascale LABORIER et Danny TROM, *Historicités de l'action publique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2003. Renaud PAYRE et Gilles POLLET, *Socio-histoire de l'action publique*, Paris, La Découverte, 2013. Gérard NOIRIEL, *Les origines républicaines de Vichy*, Paris, Fayard, 1999.

²¹ Vincent DUBOIS, *La politique culturelle : genèse d'une catégorie d'intervention publique*, Paris, France, Belin, 1999.

²² Alexis SPIRE, « État des lieux. Les policy feedbacks et le rapport ordinaire à l'État », *Gouvernement et action publique*, 2016, vol. 5, n° 4, pp. 141-156.

nécessaire à l'obtention des documents me permettant d'attester de la légalité de mon séjour. Cette expérience m'a amenée à prêter une attention particulière aux politiques migratoires en France. J'ai notamment été intéressée par les recherches portant sur la construction des catégories de gestion de l'immigration²³, et sur le fonctionnement quotidien des guichets de l'immigration, éclairant les rapports sociaux qui s'y produisent²⁴. Cet intérêt était de plus nourri par une inquiétude particulière sur les effets objectifs et subjectifs de ces catégorisations, obéissant à des débats politiques français et européens, sur les populations d'étrangers et d'immigrés vivant sur le sol français²⁵.

Si je me permets ce détour par mon vécu personnel et mes recherches antérieures sur la gestion du droit d'asile en France²⁶, c'est que c'est par ce biais que j'en suis venue à m'intéresser aux contacts entre administrateurs et administrés, et aux guichets de l'action publique. Et plus particulièrement, aux guichets comme lieu par excellence d'interaction entre l'État et les populations dominées, dont les classes populaires. Ce détour thématique n'est pourtant pas seulement le fait de ma propre expérience. Les études sur la mise en administration du social et les rapports ordinaires à l'État ont largement investi la question de la gestion étatique des populations catégorisées comme étrangères²⁷. En effet, cela permet d'étudier ce qui est dans l'État par l'analyse de la construction de ses frontières catégorielles et pratiques.

L'entrée par les guichets ouvre l'analyse à plusieurs dynamiques, dont la construction sociale d'un corps administratif, l'homogénéisation administrative de la diversité des expériences sociales, et l'apprentissage, voire l'intégration, des codes de l'administration par les populations qui y font appel.

Les fonctionnaires font d'autant plus corps que la place de guichetier n'est pas la plus convoitée dans la hiérarchie administrative. Du fait de leur grande proximité physique avec les administrés, les guichetiers font le « sale boulot²⁸ » de l'administration. Ils développent alors des formes internes de valorisation dont le souci de maintien de l'ordre, que ce soit l'ordre

²³ Alexis SPIRE, « De l'étranger à l'immigré. La magie sociale d'une catégorie statistique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1999, vol. 129, n° 1, pp. 50-56.

²⁴ Alexis SPIRE, *Accueillir ou reconduire : enquête sur les guichets de l'immigration*, Paris, France, Raisons d'agir, 2008.

²⁵ Karen AKOKA, *L'asile et l'exil : une histoire de la distinction réfugiés/migrants*, Paris, La Découverte, 2020.

²⁶ Yoletty BRACHO, *Las ruinas circulares. Les demandeurs d'asile face à l'État : quand le passage de l'exil à l'existence est une affaire de langage*, Université Lumière Lyon 2, 2011. Yoletty BRACHO, *Les hommes de la frontière. Analyse des dynamiques de socialisation des demandeurs d'asile hébergés au Centre d'accueil des demandeurs d'asile*, Université Lumière Lyon 2, 2013.

²⁷ En témoignent, en plus des travaux mobilisés ci-dessous, les ouvrages de Gérard Noiriel ou de Sarah Mazouz cités plus haut, par exemple.

²⁸ Alexis SPIRE, *Accueillir ou reconduire : enquête sur les guichets de l'immigration*, op. cit.

national ou l'ordre social. L'agent au guichet en devient l'ultime garant du fait de sa capacité à faire le tri entre les bons et les mauvais migrants, entre les bons et les mauvais pauvres²⁹. L'endossement de ce rôle de gardien n'est pas une évidence et se produit chez des individus dont la diversité de trajectoires n'est pas toujours en phase avec l'ethos exigé du guichetier. Mais les barrières physiques et sociales entre ces agents de l'État et les administrés de l'autre côté de la vitrine sont suffisamment performatives pour entretenir le corps de l'administration.

Face aux guichetiers se trouvent les diverses populations qui font appel à l'administration pour accéder à différentes formes de droits et de soutiens publics. Ce sont notamment des populations en situation de précarité sociale ou de statut, dont le quotidien est façonné par un recours régulier aux guichets de l'administration³⁰. La fréquence de ces sollicitations est notamment le fait d'une surveillance accrue des populations dont la situation de précarité est synonyme de suspicion³¹. Lors de ces contacts, les administrés doivent savoir interagir avec les institutions publiques et leurs représentants, et être familiarisés avec les expressions légitimes de la nécessité aux yeux des agents de l'État³². Cela requiert un apprentissage, indispensable pour l'accès aux droits sous forme de prestations sociales, d'assistance ou de protection.

L'adaptation du récit de soi aux catégories administratives, demandée par les instances publiques tend aussi à exiger une certaine homogénéité des expériences sociales. Les conséquences de cette exigence sont particulièrement sensibles pour les populations dans le besoin, comme l'illustre la question de l'accès au droit d'asile en France. En effet, il ne s'agit pas seulement d'adapter le récit des demandeurs d'asile aux cinq catégories de persécution intégrées dans la convention de Genève de 1951, mais aussi de répondre aux interprétations que les juges de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) et de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) ont de ces catégories. Or, nombreux sont les récits rapportés

²⁹ Sur l'exemple du chômage en France : Emmanuel PIERRU, *Guerre aux chômeurs ou guerre au chômage*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2004. Vincent DUBOIS, *Contrôler les assistés : genèses et usages d'un mot d'ordre*, Paris, Raisons d'agir, 2021.

³⁰ Yasmine SIBLOT, « Les rapports quotidiens des classes populaires aux administrations. Analyse d'un sens pratique du service public », *Sociétés contemporaines*, 2005, vol. 58, n° 2, pp. 85-103.

³¹ Dont la suspicion des « profiteurs » des allocations sociales, ou des « vrais ou faux » demandeurs d'asile. Carolina KOBELINSKY, « « Sont-ils de vrais réfugiés ? ». Les tensions morales dans la gestion quotidienne de l'asile », in *Economies morales contemporaines*, Paris, La Découverte, Recherches, 2012, pp. 155-173.

³² « ... la rencontre bureaucratique est, tout particulièrement dans les administrations du secteur social, "structurellement asymétrique". Placés en situation de demandeurs, surtout s'ils sont pauvres et dépendants des prestations versées par l'organisme auquel ils se rendent, les visiteurs subissent un traitement administratif sur lequel ils n'ont guère prise » (Vincent DUBOIS, *La vie au guichet : relation administrative et traitement de la misère*, Paris, Economica, 1999, p. 53.). Toutefois, « l'intériorisation de l'ordre institutionnel par les allocataires n'en reste pas moins toujours partielle. [...] Il y a des différences dans la déférence, des marques de respect circonstancielle et d'autres qui entretiennent le double sens » (*Ibid.*, p. 162.).

par les demandeurs d'asile de la suspicion des juges sur les témoignages perçus comme calibrés, standardisés des dangers vécus par les populations de telle ou telle région du monde³³. L'organisation interne de ces instances par région provoque d'elle-même une surspécialisation des juges sur les récits qui en sont issus. Cette rationalisation administrative exige, par des effets de détachement de l'écoute, de nouvelles adaptations de ceux qui cherchent à accéder à l'asile et des associations qui les accompagnent.

La notion de guichet est ici entendue dans un sens large qui ne se limite pas à la figure des employés publics, mais qui observe comment les acteurs issus du monde associatif prolongent les guichets de l'État. Ce phénomène se manifeste en particulier par l'intermédiation associative de l'accès des populations dominées, dont les classes populaires, aux ressources publiques. Cela m'amène à considérer les guichets de proximité en tant que structures non-étatiques qui participent aussi à la production de l'action publique.

1.1.3. Clientélisme et échanges politiques au sein des guichets de proximité

En Amérique latine, les guichets de proximité prennent place au sein des quartiers populaires urbains et s'intègrent à leurs structures sociales, territoriales³⁴. Que ce soit dans les *villas* de l'Argentine, les *favelas* du Brésil, ou les *barrios* du Venezuela, ils sont structurellement insérés dans les réseaux de militantisme politique et associatif au sein des quartiers³⁵. La maison du représentant local du parti de gouvernement, le foyer des leaders associatifs historiques, ou encore les maisons communales entretenues par des militants politiques et associatifs sont les lieux de l'accès aux biens et services publics. Ainsi, les militants associatifs et les espaces qu'ils investissent se trouvent au cœur de l'intermédiation de l'action publique « au sens où la mise en œuvre des politiques publiques est concrètement prise

³³ Dont j'ai pu être témoin lors de mes enquêtes en Cada, de la part des demandeurs d'asile et des salariés de l'association Forum Réfugiés ayant la charge du centre.

³⁴ Gabriel VOMMARO, « Une bureaucratie para-étatique mouvante. La production locale du Welfare des précaires en Argentine à l'ère du capitalisme postindustriel », *Gouvernement et action publique*, 2019, vol. 8, n° 1, pp. 35-60. Voir aussi Doris BUU-SAO et Clémence LEOBAL, « Racialisation et action publique : les intermédiaires entre appropriation et contestation des catégories ethniques et raciales », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2020, vol. 131, n° 3, pp. 7-27. Caroline FRAU et Anne-France TAICLET, « Dans les marges de l'action publique. Enquêter sur les activités de(s) relais de la régulation politique », *Gouvernement et action publique*, 2021, vol. 10, n° 4, pp. 9-37.

³⁵ Hélène COMBES, « Un intermédiaire du quotidien », *Sociétés contemporaines*, 2021, vol. 3, n° 123, pp. 163-190. ; Yoletty BRACHO, « L'économie morale de la révolution. Échanges politiques entre l'administration et les associations populaires au Venezuela », *Sociétés contemporaines*, 2020, vol. 2, n° 118, pp. 79-102.

en charge par des acteurs sociaux non étatiques (et non implantés par le centre politique) qui assurent l'intermédiation entre l'État et les gouvernés³⁶ ».

L'intermédiation de l'action publique amène à questionner les frontières de l'État. Par diverses formes de délégation³⁷ ou de décharge³⁸, des structures notamment associatives en viennent à accomplir des tâches de sélection et d'accompagnement des potentiels bénéficiaires des programmes d'action publique. Elles se transforment alors en guichets de proximité auprès desquels diverses populations s'adressent afin de construire le chemin de l'accès aux droits. Si on reprend l'exemple des politiques de l'asile et migratoires en France, c'est ainsi que des associations comme Forum Réfugiés ou la Cimade deviennent des gestionnaires de centres d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada), ou encore se trouvent en position d'assister juridiquement des personnes dans les centres de rétention administrative (CRA). Quand les salariés de Forum Réfugiés ou de France Terre d'Asile sélectionnent les demandeurs d'asile qui obtiendront les rares places d'hébergement au Cada, ils déterminent aussi les populations qui, par cet hébergement, bénéficieront d'un suivi plus régulier de leurs dossiers de demande d'asile ou, plus souvent, de recours à la CNDA³⁹. De la même manière, les salariés et avocats de la Cimade pratiquent une sélection des dossiers qui seront défendus pour éviter l'expulsion des personnes migrantes retenues dans les CRA⁴⁰. Dans les deux cas, ces acteurs associatifs filtrent les populations potentiellement bénéficiaires de la protection de l'État français ou d'un séjour légal en France à partir de leurs connaissances pratiques des décisions des institutions publiques. Ils se trouvent ainsi dans des positions d'entre-deux, entre l'inspiration militante de leur engagement associatif, et la reproduction par anticipation de formes de sélection catégorielles et sociales de l'État⁴¹.

Les acteurs associatifs en Amérique latine font aussi l'expérience de la tension entre l'engagement associatif et la reproduction des catégories étatiques. C'est notamment le cas dans leur travail d'intermédiation entre l'État et les classes populaires, particulièrement façonné par

³⁶ Lorenzo BARRAULT-STELLA, Antoine MAILLET et Gabriel VOMMARO, « Étudier les transformations de l'action publique en Amérique latine. De terrains « exotiques » à la fécondité conceptuelle d'enquêtes situées. », *Gouvernement et action publique*, 2019, vol. 8, n° 1, pp. 9-34, p. 25.

³⁷ Mathilde PETTE, « Associations : les nouveaux guichets de l'immigration ? Du travail militant en préfecture », *Sociologie*, 2014, vol. 5, n° 4, pp. 405-421.

³⁸ Voir « Le partenariat public-privé comme figure emblématique de la 'décharge' contractuelle » (p. 81, *La bureaucratisation du monde à l'ère néolibérale*, Béatrice Hibou. La Découverte, 2012).

³⁹ Carolina KOBELINSKY, *L'accueil des demandeurs d'asile : une ethnographie de l'attente*, Paris, Éditions du cygne, 2010.

⁴⁰ Nicolas FISCHER, *Le territoire de l'expulsion : la rétention administrative des étrangers et l'État de droit en France*, Lyon, ENS Éditions, 2017.

⁴¹ *Ibid.*

l'inscription géographique des identités populaires. En effet, au sein des grandes métropoles latinoaméricaines, la *ville régulière* et la *ville des barrios*⁴² se distinguent par leur connexion plus ou moins stable aux infrastructures publiques garantissant l'accès à l'eau, à l'électricité, aux transports, à la gestion des déchets. Elles sont aussi très différemment positionnées vis-à-vis des lieux où s'installent les bureaux de l'administration et ceux où s'exerce le pouvoir politique. Cette distance géographique est issue d'une distance historique de l'État social vis-à-vis des classes populaires, distance qui pour autant n'est pas celle de l'État policier ou répressif⁴³.

Avec l'arrivée de gouvernements se réclamant de gauche dans plusieurs pays de la région au début du XXI^e siècle, une impulsion est donnée à la mise en place de dispositifs participatifs à proximité des populations cibles, à savoir, les classes populaires⁴⁴. L'introduction de ces programmes d'action publique et de leur exigence d'organisation collective, voire communautaire, a favorisé le développement des guichets de proximité. Au cœur de ces guichets se trouvent les intermédiaires de participation. Ce rôle est joué par des acteurs qui sont, ou de fait deviennent, des figures reconnues du quartier⁴⁵. En Argentine, par exemple, des figures de militants guichetiers de proximité se dégagent : à Santiago del Estero, dans le nord du pays, le foyer de Lucy est un véritable guichet de l'État. Dirigeante de quartier, péroniste et liée au mouvement social *Barrios de Pie*, Lucy est parvenue à obtenir une quarantaine de plans sociaux du Programme d'emplois communautaires dont elle fait profiter son quartier. Du fait d'un manque d'infrastructure et d'agents étatiques au niveau local, cette distribution se fait dans la maison de Lucy, où sont aussi organisés des repas de quartier et des activités culturelles pour les enfants des environs⁴⁶.

⁴² Serge OLLIVIER, « *Exisitir como comunidad* ». *Vivre la démocratie dans les barrios de Caracas sous la IV^e République vénézuélienne (1958-1998)*, Paris, Université Paris 1 Panthéon - Sorbonne, 2017.

⁴³ Alejandro VELASCO, *Barrio Rising – Urban Popular Politics and the Making of Modern Venezuela*, Oakland, University of California Press, 2015. Verónica ZUBILLAGA, Manuel LLORENS et John SOUTO, « Micropolitics in a Caracas Barrio: The Political Survival Strategies of Mothers in a Context of Armed Violence », *Latin American Research Review*, 2019, vol. 54, n° 2, pp. 429-443. Keymer ÁVILA, « Estado de excepción y necropolítica como marco de los operativos policiales en Venezuela », *Revista Crítica Penal y Poder*, 2018.

⁴⁴ Franck GAUDICHAUD, Massimo MODONESI et Jeffery WEBBER, *Fin de partie ? Amérique latine : les expériences progressistes dans l'impasse*, Paris, Syllepse, 2020. Fabrice ANDREANI, Yoletty BRACHO, Lucie LAPLACE et Thomas POSADO (dir.), *Alternances critiques et dominations ordinaires en Amérique latine. Crises, résistances et continuités*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, À paraître.

⁴⁵ David GARIBAY, « Vingt-cinq ans après Porto Alegre, où en est (l'étude de) la démocratie participative en Amérique latine ? », *Participations*, 2015, n° 11, pp. 7-52. Leandro Sebastián LOPEZ et Arnaud TRENTA, « La citoyenneté ordinaire dans les quartiers de Buenos Aires. Associations d'habitants et publicisation des problèmes de la vie quotidienne », *Revue Tiers Monde*, 2014, vol. 219, n° 3, pp. 179-196.

⁴⁶ Gabriel VOMMARO, « Une bureaucratie para-étatique mouvante. La production locale du Welfare des précaires en Argentine à l'ère du capitalisme postindustriel », *op. cit.*, p. 55.

Cet entrelacement du militantisme associatif ou politique au sein des quartiers populaires et de l'intermédiation de l'action publique suscite des débats normatifs sur le caractère potentiellement clientéliste des politiques participatives. C'est, plus précisément, la distribution des biens et services circulant à travers les dispositifs participatifs qui est visée. Ainsi, « à partir des travaux de certains politistes mobilisant une vision "instrumentaliste" du clientélisme [...], les analyses des rapports de clientèle se trouvent ainsi remplacées par les analyses d'"achat de votes" (*vote buying*)⁴⁷ ». Ces travaux réduisent la circulation de biens publics rendue possible par l'intermédiation de l'action publique à des échanges marchands ayant pour but d'orienter le vote des récepteurs de ces biens. C'est ainsi que le clientélisme devient synonyme de corruption, et est mobilisé dans le débat public par les acteurs politiques pour disqualifier les pratiques de leurs opposants⁴⁸. Ainsi, « le clientélisme passe souvent pour un trait permanent des cultures politiques latino-américaine⁴⁹ » et irrigue l'analyse des politiques participatives du Venezuela des gouvernements chavistes⁵⁰.

Face à ces perspectives particulièrement réductrices, se des analyses critiques cherchent à rendre compte de la construction sociale, politique et matérielle du clientélisme⁵¹. Si je trouve que le terme est suffisamment inséré au sein de querelles politiques pour qu'on soit fondé à en appeler à son dépassement, les analyses critiques portant sur le clientélisme inspirent pleinement ma recherche. En effet, ces travaux prêtent une attention particulière aux ordres sociaux au sein des quartiers populaires, et à la manière dont se construisent des définitions partagées des bons usages des biens publics et de leur répartition⁵². Ces définitions sont elles-mêmes intrinsèquement reliées aux attentes de loyauté et de redevabilité entre ceux qui répartissent et ceux qui reçoivent les biens. S'il s'agit de relations de domination, elles ne sont pas univoques. En effet, les relations clientélares se déploient dans le cadre d'une économie morale qui détermine les échanges de biens matériels et symboliques, et l'évaluation de ces échanges par les parties en interaction⁵³.

Ainsi, l'administration de biens et de services publics n'implique pas seulement des agents de l'État. Elle est aussi le fait des acteurs associatifs pleinement insérés au sein des

⁴⁷ Hélène COMBES et Gabriel VOMMARO, *Sociologie du clientélisme*, Paris, La Découverte, 2015, p. 92.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 5.

⁴⁹ Marie-Hélène SA VILAS BOAS et Federico TARRAGONI, « Le concept de clientélisme résiste-t-il à la participation populaire ? Une comparaison Brésil-Venezuela », *Critique internationale*, 2015, vol. 3, n° 68, pp. 103-124, p. 103.

⁵⁰ « ¿Por qué hay corrupción en las misiones? », *Transparencia Venezuela*, mars 2018, URL complète en biblio.

⁵¹ Hélène COMBES et Gabriel VOMMARO, *Sociologie du clientélisme*, *op. cit.*

⁵² Hélène COMBES et Gabriel VOMMARO, « Relations clientélares ou politisation : pour dépasser certaines limites de l'étude du clientélisme », *Cahiers des Amériques latines*, 2012, n° 69, pp. 17-35.

⁵³ *Ibid.*

sociabilités populaires. De ce fait, une attention particulière doit être portée aux mobilisations des classes populaires en tant que dynamiques de contestation, d'interpellation et de cogestion portées par les potentiels bénéficiaires de l'action publique.

1.2. Analyser le rôle des mobilisations populaires dans la construction de l'État *par le bas*

Les mobilisations populaires s'insèrent dans la gestion collective du quotidien des quartiers populaires. De l'organisation associative émergent des leaders qui prennent le rôle de représentants des quartiers vis-à-vis des pouvoirs publics. Ces dynamiques de représentation constituent des opportunités pour la transformation des carrières militantes en carrières professionnelles au sein des institutions publiques dédiées aux politiques sociales, et plus récemment aux politiques participatives.

1.2.1. Associations et gestion du quotidien au sein des quartiers populaires

Les évolutions contemporaines du travail, par l'éclatement de sa géographie et l'individualisation de la production, affaiblissent sa capacité à structurer les sociabilités populaires⁵⁴. Les syndicats, les partis, notamment communistes, ne sont plus en position d'organiser les activités productives, militantes et de loisir, tandis que l'identification à la catégorie de travailleur n'est plus nécessairement à la base des solidarités populaires. Ainsi, dans les classes populaires contemporaines⁵⁵, le quartier a acquis une place centrale à la fois en termes de construction d'identités individuelles, de revendications collectives⁵⁶ et de gestion du quotidien⁵⁷. Le quartier est alors le lieu de l'engagement et les associations la structure par excellence de cet engagement.

⁵⁴ Gérard MAUGER, « Précarisation et nouvelles formes d'encadrement des classes populaires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2001, vol. 136-137, n° 1-2, pp. 3-4.

⁵⁵ Yasmine SIBLOT, Marie CARTIER, Isabelle COUTANT, Olivier MASCLET et Nicolas RENAHY, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin, 2015.

⁵⁶ « On voit à quel point ce *nous* subsume différentes identifications : derrière le quartier, il y a “les mêmes catégories de personnes”, qui partagent des codes et des pratiques, où l'origine populaire joue également un rôle. Les liens d'interconnaissance ainsi que l'enracinement local contribuent à produire des formes d'identification positive, qui constituent une part importante de l'identité de certains enquêtés qui se définissent comme “citoyens de leur ville”, voire de leur quartier ». Julien TALPIN, Hélène BALAZARD, Marion CARREL, Samir HADJ BELGACEM, Sümbül KAYA, Anaïk PURENNE et Guillaume ROUX, *L'épreuve de la discrimination : enquête dans les quartiers populaires*, Paris, Presses universitaires de France, 2021, p. 108.

⁵⁷ Denis MERKLEN, « 55. La politique dans les cités ou les quartiers comme cadre de la mobilisation », in *Histoire des mouvements sociaux en France*, Paris, La Découverte, 2014, pp. 615-623.

Les activités du secteur associatif recouvrent de nombreux aspects du quotidien des quartiers populaires. Activités culturelles⁵⁸, alimentaires⁵⁹, mémorielles⁶⁰, pour n'en citer que quelques-unes : les associations participent à la gestion collective des besoins des habitants des quartiers. La centralité des acteurs associatifs est liée aux évolutions de l'action publique, avec lesquelles la gestion du social passe par la promotion de l'action publique territorialisée, localisée, de proximité, et par la quête de participation des habitants à la résolution des problèmes qui les concernent. En ce sens, le secteur associatif agit comme relais de l'action publique et son organisation devient fortement dépendante des financements publics⁶¹.

La place particulière des associations en tant qu'intermédiaires entre classes populaires et institutions publiques pose la question de la capacité des associations à être des vecteurs de politisation⁶². En effet, si une certaine littérature développe la thèse d'une corrélation entre l'engagement associatif et la performance démocratique, des recherches basées sur des enquêtes ethnographiques au contraire démontrent des pratiques d'évitement du politique au sein des associations, ou encore dans la relation entre associations et pouvoirs publics⁶³.

En contexte latino-américain, l'histoire particulière des quartiers populaires façonne les associations qui y émergent. En effet, de nombreux quartiers populaires sont des quartiers d'habitat spontané, auto-construit⁶⁴, ce qui suscite des formes de solidarité spécifiques à ce mode d'accès au logement. La prise en main collective des terrains où les futurs logements seront construits, la quête de matériaux de construction et la répartition du travail d'ouvrage sont autant d'étapes qui exigent et produisent des liens forts entre les futurs voisins⁶⁵. La formalisation de ces liens passe notamment par le biais associatif. Ici, formalisation ne renvoie pas obligatoirement à la déclaration aux autorités publiques d'une association naissante, mais à l'objectivation, à la reconnaissance et au maintien dans le temps de liens collectifs en se dotant

⁵⁸ Francesca QUERCIA, « Faire participer par le théâtre dans un quartier populaire de Turin », *Participations*, 2020, vol. 26-27, n° 1-2, pp. 251-275.

⁵⁹ Gabriel MONTRIEUX, *La Fabrique sociale de la consommation engagée : Sociologie politique des circuits-courts alimentaires alternatifs*, Université Lumière Lyon 2, 2021.

⁶⁰ Morane CHAVANON, « La mise en récit participative du passé migratoire local : le défi d'une mémoire partagée, entre projet urbain et mobilisation politique », *Participations*, 2014, vol. 10, n° 3, pp. 39-59.

⁶¹ Camille HAMIDI, « Associations, politisation et action publique », in *Sociologie plurielle des comportements politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, pp. 347-370.

⁶² Camille HAMIDI et Arnaud TRENTA, « Des classes populaires et des associations : quelles redéfinitions des rapports au politique ? », *Sociétés contemporaines*, 2020, vol. 118, n° 2, pp. 5-24.

⁶³ Nina ELIASOPH, *L'évitement du politique : Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Paris, Economica, 2010.

⁶⁴ Voir les travaux menés par le Groupe de travail thématique « Desigualdades urbanas » de la CLACSO, coordonné par Manuel Dammert-Guardia.

⁶⁵ Voir par exemple Manuel DAMMERT GUARDIA, Jérémy ROBERT et Pablo VEGA CENTENO, « Miradas sobre el hábitat popular en el Perú », *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, 2017, vol. 3, n° 46.

d'un nom, d'un lieu de rencontre et de méthodes de répartition du travail et de résolution des conflits. C'est pourquoi je propose d'appeler les structures associatives en contexte des quartiers populaires en Amérique latine, et plus précisément au Venezuela, « organisations populaires », renvoyant à une catégorie d'usage sur le terrain qui devient dans ma thèse catégorie d'analyse⁶⁶.

Les organisations populaires sont le point d'appui des classes populaires latinoaméricaines dans leur dynamique de relation et d'interpellation des pouvoirs publics. C'est notamment le rôle des leaders qui agissent alors en tant que représentants de leurs organisations, et en conséquence de leurs quartiers et des classes populaires en général.

1.2.2. Leaderships et enjeux de représentation des classes populaires

La capacité des leaders des organisations populaires à représenter les classes populaires repose sur des variables classiques de sélection sociale. En effet, ces leaders font généralement partie des fractions les plus formées des classes populaires, sont dotés de capitaux organisationnels par leur histoire familiale militante, et peuvent se prévaloir de forts ancrages locaux convertis en ressources de mobilisation.

C'est tout le paradoxe de la représentation des classes populaires. La sélection sociale des représentants reproduit des formes de domination sociale préexistantes. Ainsi, dans le cas des dispositifs participatifs ciblant les femmes des classes populaires au Brésil, « les sociabilités associatives, amicales et familiales qui unissent les participantes aux entrepreneurs de participation assurent une mobilisation “improbable” au sein des conférences des femmes, tout en s'accompagnant d'une reproduction des hiérarchies sociales⁶⁷ ». Ce phénomène est renforcé par le fait que l'accès à des positions de représentation est lui-même source de distinction pour les représentants, dont les positions de notabilité sont formalisées et nourries par la production de la représentation⁶⁸.

⁶⁶ Et dont je propose un développement en chapitre 5.

⁶⁷ Marie-Hélène SA VILAS BOAS, *Du quartier à l'État : sociologie des publics des dispositifs participatifs brésiliens*, Université d'Aix-Marseille, 2012, p. 34.

⁶⁸ Tel que l'observent Massardier *et al.* par l'exemple de la représentation des agriculteurs dans le cadre des politiques participatives et de développement rural au Brésil. Selon les chercheurs, les leaders ayant auparavant monopolisé les places dominantes au sein des associations agricoles deviennent par la suite les représentants des agriculteurs au sein des dispositifs participatifs, argumentant alors l'insertion des dynamiques de la démocratie représentative au sein des politiques participatives. Gilles MASSARDIER, Éric SABOURIN, Lauren LECUYER et Mario L. de AVILA, « La démocratie participative comme structure d'opportunité et de renforcement de la notabilité sectorielle », *Participations*, 2012, n° 2, pp. 78-102.

Les sociabilités qui sous-tendent les dynamiques de représentation des classes populaires se produisent au sein des territoires populaires. C'est au sein de ces géographies que se construit une « centralité populaire⁶⁹ », entendue comme l'investissement d'un espace *a priori* relégué par l'organisation de liens sociaux et économiques qui rendent possible la vie dans les marges. Ainsi, la centralité populaire est à la fois contrainte et ressource, « l'habitat, le quartier ou le domicile [devenant] les supports concrets de [la] subsistance⁷⁰ ». La question de la représentation des classes populaires prend appui sur ces supports concrets de subsistance. En effet, la capacité des potentiels leaders à mettre en avant des attaches durables au quartier va au-delà d'une question de géographie urbaine et touche à la subsistance, et à la construction des identités subjectives et politiques populaires. En ce sens, la représentation des classes populaires exige des formes de reconnaissance mutuelle entre représentants et représentés par la valorisation et la performance de codes populaires dont l'appartenance de classe, raciale ou religieuse par les représentants⁷¹. Cette performance trouve potentiellement des échos chez les populations représentées parmi lesquelles surgissent des carrières d'engagement qui répondent à la « fonction de modèle⁷² » propre aux entrepreneurs de cause.

Dans l'analyse des dynamiques de représentation des quartiers populaires vénézuéliens, ces problématiques s'actualisent pleinement : être ou ne pas être du *barrio*, y jouer un rôle social plus ou moins important, adhérer à aux codes populaires et militants qui y sont valorisés est ainsi le terreau de la légitimité des figures qui jouent le rôle de représentants des quartiers. Mais l'activité de représentation n'a pas seulement pour cible les populations représentées, elle s'adresse particulièrement aux pouvoirs publics face auxquels se construisent les efforts de mobilisation et d'interpellation. Le travail de représentation se transforme alors en intermédiation de l'action publique.

⁶⁹ COLLECTIF ROSA BONHEUR, *La ville vue d'en bas : travail et production de l'espace populaire*, Paris, Amsterdam, 2019, p. 76.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 77.

⁷¹ Julien TALPIN, « La représentation comme performance », *Revue française de science politique*, 2016, n° 66, pp. 91-115. Baptiste GIRAUD, Julian MISCHI et Étienne PENISSAT, « Que portent les porte-parole ? », *Agone*, 2015, vol. 56, n° 1, pp. 7-12.

⁷² Julien TALPIN, Hélène BALAZARD, Marion CARREL, Samir HADJ BELGACEM, Sömbül KAYA, Anaïk Purenne et Guillaume ROUX, *L'épreuve de la discrimination : enquête dans les quartiers populaires*, *op. cit.*, p. 214.

1.2.3. Intermédiations militantes de l'action publique au sein des classes populaires

Dans un contexte « d'impératif participatif⁷³ », la promotion des politiques participatives structure la relation entre l'État et les classes populaires. Les acteurs associatifs, dont les organisations populaires, se spécialisent dans la réponse aux appels à la participation des pouvoirs publics. En ce sens, les activités de représentation s'insèrent dans les processus participatifs et les leaders associatifs briguent les postes d'élus ou s'intègrent aux structures de pilotage des dispositifs participatifs. Cette tendance ne prédit pas nécessairement la prise en compte des paroles et des exigences populaires au sein des dispositifs participatifs, dont les contours sont définis par les décideurs publics. D'autant moins que l'encadrement public tend à délimiter au préalable les potentiels contenus et retombées d'un dispositif ou d'une politique participative⁷⁴. Les limites de la « participation publique⁷⁵ » font surgir des questionnements radicaux de la part des acteurs pleinement insérés dans le marché de la participation⁷⁶, dont celui d'« en finir avec... la démocratie participative ? » du fait de son incapacité à tenir « la promesse démocratique⁷⁷ ». À leur tour, les sciences sociales observent des formes de sur-sollicitation participative adressées aux classes populaires qui mènent à des dynamiques de lassitude, de prise de distance, voire de non-participation⁷⁸. En témoignent des taux de participation très bas, par exemple, dans les quartiers de logements sociaux de la région parisienne⁷⁹. Ces constats soulèvent la question de la participation en tant que source de dépolitisation des rapports sociaux et de la relation entre l'État et les classes populaires, ce d'autant plus face à des phénomènes de désinstitutionalisation⁸⁰ de la participation mettant en

⁷³ Marie-Hélène BACQUE, Henri REY et Yves SINTOMER, *Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative*, Paris, La Découverte, 2004.

⁷⁴ Jeanne DEMOULIN et Marie-Hélène BACQUE, « Les conseils citoyens, beaucoup de bruit pour rien ? », *Participations*, 2019, vol. 24, n° 2, pp. 5-25.

⁷⁵ Selon Guillaume Gourgues, il s'agit d'« un ensemble d'expériences, d'institutions, de démarches, bref, de dispositifs concrets qui visent à provoquer une forme institutionnelle et officielle de participation ». Guillaume GOURGUES, *Les politiques de démocratie participative*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2013.

⁷⁶ Alice MAZEAUD et Magali NONJON, *Le marché de la démocratie participative*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2018.

⁷⁷ Manon LOISEL et Nicolas RIO, « Faut-il en finir avec... la démocratie participative ? - Mediacités », *Médiacités*, septembre 2022, URL complète en biblio.

⁷⁸ Vincent Jacquet, Jessica Sainty, « La démocratie face à la non-participation : Approches pour une sociologie politique du désintérêt des citoyens envers les nouvelles formes de participation », Table-ronde au colloque de l'AFSP, 2022.

⁷⁹ Présentation de Benjamin Leclercq, « Les HLM : la non-participation des locataires à l'épreuve de la marchandisation de l'ingénierie participative », lors de la Table ronde organisée par Vincent Jacquet et Jessica Sainty, « La démocratie face à la non-participation : Approches pour une sociologie politique du désintérêt des citoyens envers les nouvelles formes de participation », colloque de l'AFSP, 2022.

⁸⁰ Carla DE PAIVA BEZERRA, Debora REZENDE DE ALMEIDA, Adrian GURZA LAVALLE et Monika Weronika DOWBOR, *Desinstitucionalização e resiliência dos conselhos no governo Bolsonaro* [Rapport], SciELO Preprints, 2022. Dans le prolongement de ces problématiques, je co-organise, avec Carlos Torrealba (IISUNAM), un panel intitulé « Transformations in institutional activism in the face of participatory constraints: intermediations, constraints and strategies » au congrès de LASA en 2023 à Montréal.

cause la place donnée aux classes populaires dans la définition des politiques dont elles sont les principales cibles et pour lesquelles elles ont autant été sollicitées par le passé.

Malgré le constat de ces limites, les politiques participatives ont toujours une place centrale dans les relations entre l'État et les classes populaires. Devenus une interface routinière, ces dispositifs façonnent les dynamiques d'organisation et d'engagement des classes populaires. Ainsi, dans une situation de très forte sollicitation par les autorités publiques à travers des dispositifs participatifs et de faible participation effective, la position des dirigeants des organisations populaires se trouve paradoxalement renforcée. La représentation se transforme en dynamique d'intermédiation⁸¹ entre les classes populaires et le champ politico-administratif⁸². Parmi les manières de construire cette intermédiation, l'intégration dans les institutions qui promeuvent les politiques participatives de militants associatifs et politiques a la part belle.

Cette insertion est au cœur des analyses de l'action publique participative. En effet, le développement du « *inside activism*⁸³ » ou du « militantisme institutionnel⁸⁴ » pose la question de la capacité des acteurs individuels ou collectifs insérés dans les institutions publiques à y faire avancer les causes des organisations qu'ils représentent. Plus particulièrement, il s'agit d'observer de quelle manière et dans quelle mesure l'arrivée d'acteurs issus des carrières militantes au sein de l'administration produit des effets sur la définition et la mise en place de l'action publique.

À ce questionnement répond celui des conséquences d'un tel recrutement sur les carrières individuelles et collectives des acteurs mobilisés⁸⁵. En effet, si « la démocratie participative

⁸¹ Olivier Nay et Andi Smit définissent les intermédiaires comme « Des acteurs individuels intervenant dans l'espace public étant pour la plupart "liés" aux intérêts d'un groupe ou d'une organisation, ils en sont les principaux vecteurs dans le choix qu'ils opèrent, dans les rôles qu'ils endossent, dans les contraintes qu'ils cherchent à faire peser sur leurs partenaires, dans les petites règles qu'ils utilisent pour faire aboutir les décisions concrètes, et surtout dans les savoirs et les croyances auxquels ils recourent pour entrer dans des jeux de négociation ». Olivier NAY et Andy SMITH, *Les intermédiaires en politique. Médiation et jeux d'institutions*, Economica, 2002, p. 58.

⁸² Marion LANG, *Publics populaires : Logiques de participation et production des positions sociales au sein des classes populaires urbaines : Une comparaison entre Barcelone et Marseille*, Université Jean Monnet de Saint-Étienne et Universitat Autònoma de Barcelona, 2020. Voir notamment le chapitre 3 « Organisation d'espaces locaux de participation autour d'entrepreneurs », p. 309-327.

⁸³ Rebecca ABERS et Luciana TATAGIBA, « Institutional Activism: Mobilizing for Women's Health from Inside the Brazilian Bureaucracy », in *Social Movements in Latin America: New Theoretical Trends and Lessons from Mobilized Regions*, London, Ashgate, 2014.

⁸⁴ « Militantismes institutionnels », *Politix*, 2005, vol. 2, n° 70.

⁸⁵ Lorenzo BARRAULT-STELLA, Antoine MAILLET et Gabriel VOMMARO, « Étudier les transformations de l'action publique en Amérique latine. De terrains « exotiques » à la fécondité conceptuelle d'enquêtes situées. », *op. cit.*

constitue un répertoire de l'action publique et de l'action collective »⁸⁶, il paraît important de questionner la manière dont des acteurs issus du monde militant, notamment engagés au sein des organisations populaires, se saisissent de ce répertoire⁸⁷. Ce qui nous amène à penser l'action publique aussi comme action collective, et l'État comme un objet, ou un lieu, au sein duquel il est possible de militer.

2. Problématique

Ainsi, au cœur de cette thèse se trouve un questionnement sur ce que *militer dans l'État* veut dire. À partir de cette image ayant potentiellement le caractère d'oxymore, se construit l'objectif de saisir ce qui se joue par les dynamiques d'engagement qui permettent aux acteurs mobilisés de devenir des intermédiaires d'action publique auprès des classes populaires. Dit autrement, je m'interroge sur la manière dont les intermédiations militantes de l'action publique façonnent la relation entre l'État et les classes populaires.

De cette question principale découlent deux séries d'interrogations qui guident ma réflexion tout le long de la thèse. La première concerne les carrières militantes individuelles et collectives, et la façon dont elles sont transformées par le travail d'intermédiation de l'action publique. Cette interrogation s'articule à une réflexion sur la manière dont les organisations populaires produisent des définitions de l'État en tant qu'objet politique à saisir par l'action collective, et agissent en conséquence. Ainsi, je me questionne sur les effets individuels et collectifs de cette approche du fait étatique, et sur ses réalisations concrètes.

Deuxièmement, je m'interroge sur la manière dont les intermédiations militantes de l'action publique façonnent le fonctionnement et le gouvernement interne des institutions publiques. En effet, il s'agit d'analyser la contribution des militants des organisations populaires à la définition et à la mise en place des dispositifs et autres politiques participatives. Ce faisant, je prête une attention particulière à la manière dont les codes militants inspirent la définition de ces politiques, et dont les pratiques militantes sont des outils pour naviguer dans les rapports de force propres aux institutions publiques.

⁸⁶ Marie-Hélène SA VILAS BOAS, *Du quartier à l'État : sociologie des publics des dispositifs participatifs brésiliens*, op. cit., p. 34.

⁸⁷ Luisina PERELMITER, *Burocracia plebeya: la trastienda de la asistencia social en el Estado argentino*, San Martín, UNSAM Edita, 2016.

L'hypothèse centrale de cette recherche est celle du rôle structurant et durable de l'État en tant qu'instance productrice des ordres institutionnels et sociaux qui reproduisent les inégalités sociales, et notamment la situation de domination des classes populaires. En effet, si les politiques participatives contribuent à transformer la manière dont les décisions publiques sont prises, ou encore la façon de gouverner les institutions publiques, le caractère participatif ou encore médié de l'action publique s'adressant aux classes populaires, ne modifie pas pourtant la conditionnalité de l'accès à l'action publique de ces dernières. Au contraire, les politiques participatives renforcent cette conditionnalité en véhiculant une exigence accrue d'organisation aux populations les plus démunies, afin d'accéder à un minimum de protection de l'État. Ceci produit alors des formes de vulnérabilité individuelles et collectives qui marquent le quotidien des classes populaires et informent les rapports au politique de ces populations.

Les hypothèses développées dans cette thèse sont mises à l'épreuve du cas vénézuélien, c'est-à-dire, celui d'un État vivant un processus de transformation à partir d'un projet révolutionnaire. Ce cas permet d'interroger sous un angle nouveau et complémentaire les rapports entre l'État et les classes populaires au travers des intermédiations qui les sous-tendent. En effet, l'avènement de la Révolution bolivarienne au début du XXI^e siècle apportait la promesse d'un changement radical de la situation des classes populaires vénézuéliennes. Ceci devait être accompli par le biais de politiques participatives développées de manière expansive et touchant aux diverses expressions de la situation de domination dans laquelle se trouvaient les classes populaires. Ainsi, à des inégalités sociales telles qu'un accès défaillant des quartiers populaires aux services et équipements publics, devait répondre l'ouverture de l'État à des représentants des populations concernées par ces problématiques. Les intermédiaires militants de l'action publique sont alors le point d'appui pour transmettre les demandes des classes populaires à l'État et pour leur faire parvenir les réponses publiques. Si ces politiques se sont accompagnées d'avancées sociales dans le Venezuela de la révolution bolivarienne, ces effets se sont avérés conjoncturels. En effet, elles n'ont pas résisté à l'épreuve du temps, et plus particulièrement aux crises économique et politique survenues à partir des années 2010. Durant l'expansion participative des gouvernements chavistes, les dispositifs participatifs ont reconduit la conditionnalité historique de l'accès des classes populaires vénézuéliennes à l'action publique. Ce faisant, ils ont participé à la reproduction de la situation de domination des classes populaires dont les graves conséquences se sont pleinement révélées avec la crise humanitaire

et migratoire dans le pays, et par des processus plus récents de désinstitutionnalisation de la participation.

Cette thèse entend ainsi contribuer à l'analyse de l'État en questionnant son inertie à l'aune de la perméabilité de ses frontières. Elle se propose aussi de nourrir les réflexions sur la reproduction des inégalités sociales, et la manière dont la relation entre l'État et les classes populaires structure cette reproduction. Puisque ces enjeux sont explorés à partir de terrains vénézuéliens, je me pose également la question de la capacité de cette recherche à proposer une montée en généralité à partir d'un cas qui, du fait des enjeux politiques qui le traversent, a pu être perçu comme étant très spécifique⁸⁸.

3. La montée en généralité à partir d'un terrain subalterne : controverses vénézuéliennes

Inserée dans des discussions sur la place des terrains subalternes dans les sciences sociales et sur la manière dont les débats politiques qui traversent ces sciences informent la production de connaissances, je revendique une pratique critique des sciences sociales. Ce faisant, il est possible de proposer des montées en généralité à partir de terrains subalternes.

3.1. Le Venezuela en tant que cas d'étude : les controverses sur les gouvernements chavistes et la place de mon travail de recherche

Ma problématique s'ancre dans un contexte d'enquête spécifique, celui des politiques participatives mises en place par les gouvernements chavistes du XXI^e siècle au Venezuela. J'entends par gouvernements chavistes les mandats présidentiels d'Hugo Chávez Frías, élu président de la République en 1998 et ayant exercé cette fonction de février 1999 jusqu'à sa mort en mars 2013. Cette catégorie comprend aussi les périodes présidentielles de Nicolás Maduro, successeur d'Hugo Chávez se réclamant du chavisme et président de la République depuis mars 2013 et jusqu'à nos jours. Ma recherche porte donc sur un terrain d'enquête qui fait l'objet d'interprétations politiques et d'investissements académiques fortement polémiques. Au moment de terminer cette thèse, le Venezuela connaît de graves crises politiques,

⁸⁸ Camille HAMIDI, « De quoi un cas est-il le cas ? Penser les cas limites », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2012, vol. 100, n° 4, pp. 85-98.

économiques, humanitaires, migratoires et le gouvernement de Nicolás Maduro est lui-même en cours de consolidation autoritaire.

Ces constats sont toujours objet de discussions politiques et académiques, tant le Venezuela du début du XXI^e siècle a signifié pour les uns un espoir, en particulier pour divers courants des gauches nationales et internationales, et pour les autres la plus grande déception du fait de la remise en cause du régime antérieur qui était considéré comme l'un des modèles de stabilité politique de la région latinoaméricaine durant le XX^e siècle⁸⁹.

Dans ce manuscrit et en tant que vénézuélienne ayant récemment acquis la nationalité française, je prends position vis-à-vis de certains de ces débats, et en particulier d'une histoire parfois idéalisée de ce qu'on appelle la transition démocratique du Venezuela. En effet, en 1958, la chute de la dictature de Marcos Pérez Jiménez conduit à l'alternance de gouvernements civils pendant une quarantaine d'années, situation exceptionnelle dans la région. Or, l'étude de la relation longue de l'État vénézuélien avec les classes populaires fait aisément apparaître les fortes limites démocratiques de cette période dont les conséquences se font sentir aujourd'hui dans le quotidien durablement précarisé de ces populations.

De la même manière, cette recherche exprime un regard critique sur la promesse révolutionnaire des gouvernements chavistes et un rejet sans appel de la dérive autoritaire de ce projet politique. Les grands espoirs que les gouvernements chavistes ont suscités dans le pays et plus généralement dans la gauche au niveau mondial, se fracassent aujourd'hui dans la vaste paupérisation de la population vénézuélienne soumise aux décisions erratiques de gouvernements dont l'autoritarisme politique et capitaliste ne fait plus de doute.

Cela dit, ce travail de recherche n'a pas pour but d'expliquer le Venezuela dans son ensemble, ni d'en faire un concept ou un objet d'étude à part entière. Consacré à la question de la relation entre l'État et les classes populaires, cette recherche entend produire une montée en généralité à partir d'un terrain subalterne.

3.2. La montée en généralité à partir des terrains subalternes : un questionnement qui perdure

Par terrains subalternes, j'entends ici les terrains d'enquête qui ne sont pas considérés comme centraux. Cela dépend, bien évidemment, du contexte d'énonciation de la centralité. Je me permets d'illustrer la catégorie de manière anecdotique. Les terrains subalternes sont ceux

⁸⁹ Yoletty BRACHO, « La catégorie "autoritarisme" et ses limites : une discussion à partir du cas vénézuélien ».

qui, par facilité de langage, deviennent des objets d'étude en soi dans les situations qui amènent les chercheurs à expliquer rapidement leurs travaux. C'est ainsi qu'un chercheur travaille « sur le Venezuela » ou « sur la Turquie » quand, à vrai dire, ces pays constituent seulement le contexte de leurs enquêtes de terrain et non pas leurs objets d'étude ni leur thématique de recherche. Le chercheur en question sera ainsi considéré comme « spécialiste du Venezuela » ou de « la Turquie ». Les terrains subalternes s'identifient par contraste avec ceux de nos collègues dont les travaux ne sont jamais, ou rarement, énoncés par le lieu de l'enquête mais par les objets de recherche en tant que tels. Par exemple, un chercheur travaillant sur la sociologie électorale ou sur l'action publique en France ne se présente pas en disant qu'il travaille « sur la France » et n'est pas considéré par ses pairs comme « spécialiste de la France ».

Pour formaliser cette réflexion, les terrains subalternes sont ceux dont la capacité d'énonciation de l'universel est réduite du fait de leur distance avec les centres internationaux de la production de connaissances et ayant historiquement été l'objet de regards exotisants les ramenant toujours à leurs particularités, voire à leurs particularismes. Ces regards ayant eu pour conséquence la production de catégories d'analyse réconfortant l'aspect dit spécifique de ces cas incomparables et par conséquence, incapables de dialoguer avec les sciences sociales produites sur les terrains centraux⁹⁰.

Je considère le Venezuela comme un terrain subalterne pour les sciences sociales. En effet, le Venezuela se trouve historiquement à distance de l'intérêt des centres de production de recherche internationaux. Les centres de recherche vénézuéliens, quand bien même prolifiques, ne sont aucunement en concurrence avec les institutions académiques du Nord global puisqu'ils n'ont pas les moyens de l'être. Preuve en est le nombre de productions en sciences sociales sur le pays qui sont le fait de chercheurs vénézuéliens en partie formés ou dont les carrières académiques se construisent dans le Nord global, ou de chercheurs non-vénézuéliens issus du Nord global qui ont choisi le Venezuela en tant que terrain d'enquête.

Par conséquent, travailler sur des terrains vénézuéliens mène à dialoguer avec des travaux issus des diverses traditions de recherche, ces échanges étant plus ou moins apaisés.

⁹⁰ Un exemple de ce genre d'analyse : Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN, « État, bureaucratie et gouvernance en Afrique de l'Ouest francophone. Un diagnostic empirique, une perspective historique », *Politique africaine*, 2004, vol. 96, n° 4, pp. 139-162.

3.2.1. Entre diverses traditions de recherche

Par tradition de recherche, j'entends la mise en commun des questions, des pratiques de recherche et de référents scientifiques par un ensemble de chercheurs du fait de leur proximité professionnelle et sociale. Les traditions de recherche se constituent et se solidifient avec le temps, et si elles ne sont pas figées, elles sont toutefois héritières de la construction historique et sociale du champ académique dont elles sont issues.

L'une des principales sources de différenciation des recherches produites sur les terrains vénézuéliens tient à la diversité des régimes d'autonomie des sciences au sein desquels s'inscrivent les chercheurs ayant travaillé sur le pays. En effet, la tradition de recherche-action caractérise les réseaux de recherche vénézuéliens et latino-américains⁹¹. Au contraire, la revendication d'autonomie des sciences est forte en contexte français⁹². Dans un entre-deux, les recherches étasuniennes dominent la production académique sur le Venezuela⁹³. À ces différentes définitions de la fonction des sciences sociales et des connaissances qui en sont issues correspondent des divergences dans le type de questions posées aux données, et les manières d'y répondre. Ceci marque jusqu'au style d'écriture et exige un travail d'adaptation aux codes selon le contexte d'énonciation ou de publication des travaux⁹⁴.

Ces divergences se prolongent dans les enjeux catégoriels, et particulièrement dans la navigation des chercheurs en sciences sociales entre les catégories d'usage et les catégories d'analyse. Un exemple prégnant des difficultés de cette navigation se trouve dans les recherches sur la classification des régimes politiques.

⁹¹ Approche aussi répandue dans d'autres contextes de recherche, dont les contextes anglosaxons, au sein desquels se développe une tradition de recherche pour laquelle « l'enquête ethnographique doit aider à résoudre des dysfonctionnements, à gagner en efficacité ou à réduire [le] déficit démocratique » de l'action publique. Vincent DUBOIS, « Ethnographier l'action publique. Les transformations de l'État social au prisme de l'enquête de terrain », *Gouvernement et action publique*, 2012, vol. 1, n° 1, pp. 83-101, p. 84. Voir aussi Camille GOIRAND, « Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine. Les approches des mobilisations depuis les années 1970 », *Revue française de science politique*, 2010, vol. 60, n° 3, pp. 445-466.

⁹² Relative car « les sciences sociales [françaises] entretiennent avec l'État des relations ambivalentes qui se révèlent aussi bien dans les mutations des arts de gouverner et le développement des interventions publiques sur la société, que dans l'essor des savoirs conçus pour mieux la connaître ». L'État à l'épreuve des sciences sociales. Bezes et al. P. 7. Ceci s'applique aux relations entre l'État français et les sciences sociales en France, explorées dans l'ouvrage Philippe BEZES, Michel CHAUVIERE, Nicole de MONTRICHER, Frédéric OCQUETEAU et Jacques CHEVALLIER, *L'État à l'épreuve des sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2017.

⁹³ David SMILDE et Daniel C. HELLINGER (dir.), *Venezuela's Bolivarian democracy: participation, politics, and culture under Chávez*, Durham, Duke University Press, 2011.

⁹⁴ Par exemple, la question de l'adaptation aux codes de publications scientifiques françaises des articles proposés par nombre de collègues vénézuéliens lors de la constitution de dossier pour les *Cahiers des Amériques Latines* sur les violences d'État au Venezuela dont je suis co-directrice (avec Fabrice Andréani) et à paraître en 2023.

3.2.2. La classification des régimes politiques peut-elle être une question de sciences sociales ?

Ainsi, les graves évolutions de la politique vénézuélienne vis-à-vis desquelles j'ai pu prendre position plus tôt mènent différents analystes à proposer des concepts pour rendre compte de la performance du gouvernement en place, et des politiques qu'il conduit. De multiples nomenclatures sont proposées parmi lesquelles « dérive autoritaire⁹⁵ », « gouvernement illibéral⁹⁶ », « dictature⁹⁷ », « État failli⁹⁸ », « pays hors service⁹⁹ », « nécropolitique¹⁰⁰ », et d'autres¹⁰¹. Ces catégories ne font pas toutes référence aux mêmes phénomènes. Si certaines d'entre elles servent à qualifier la nature du régime politique instauré par Hugo Chávez et Nicolás Maduro, d'autres sont employées pour saisir les effets des politiques mises en œuvre par ces gouvernements. Mais dans les discussions savantes et médiatiques sur l'actualité vénézuélienne, nombre d'analyses tendent à ne pas différencier ces phénomènes. En conséquence, s'entremêlent des objets dont la compréhension demanderait pourtant de distinguer le champ politique et les rapports de force qui s'y déploient, le champ administratif et les pratiques quotidiennes au sein des institutions publiques, les rapports ordinaires de la population avec le champ politico-administratif et les processus de réduction de la pluralité et des libertés politiques. Par conséquent, les questions posées ne parviennent pas toujours à différencier les termes du débat de ceux proposés par les acteurs dominants du champ politique, et peuvent par leurs réponses cantonner encore plus les terrains analysés à des positions subalternes au sein des sciences sociales. Ce faisant, ils éloignent la possibilité de proposer des montées en généralité depuis ces terrains.

Le retour à la montée en généralité ne passe pas par une négation du rôle social des sciences sociales produites au sein des terrains subalternes, ou encore par l'éloignement des chercheurs travaillant sur ces terrains du débat public. Proposer des montées en généralité à partir des terrains subalternes est possible par la pratique des sciences sociales à partir d'une

⁹⁵ Thomas POSADO, « Les classes populaires vénézuéliennes prises au piège », *Contretemps. Revue de critique communiste*.

⁹⁶ Tom LONG, « Venezuela: how Latin American tolerance of illiberalism let a nation slide into crisis », *The Conversation*.

⁹⁷ Christopher SABATINI, « The Final Blow to Venezuela's Democracy », 1 novembre 2016.

⁹⁸ Moisés NAIM et Francisco TORO, « Venezuela's Suicide », *Foreign Affairs*, 15 octobre 2018.

⁹⁹ Paula VASQUEZ LEZAMA, *Pays hors service : Venezuela : de l'utopie au chaos*, Paris, Buchet Chastel, 2019.

¹⁰⁰ Keymer ÁVILA, *El FAES no depende de nadie* [Rapport], Caracas, PROVEA, 2022, URL complète en biblio.

¹⁰¹ Un exemple de cette discussion peut être trouvé dans le texte de Fabrice ANDREANI, « Entre crash de l'État magique et boom de l'État bandit : le Venezuela dans le labyrinthe autoritaire », *Problèmes d'Amérique latine*, juillet 2018, N° 109, vol. 2, pp. 119-134.

position critique. Cette position se base sur la construction de catégories propres¹⁰² qui permettent de faire dialoguer les diverses productions scientifiques sans tomber dans la particularisation des terrains subalternes. À cette exigence catégorielle correspond la pratique rigoureuse des méthodes scientifiques, en l'occurrence de l'enquête ethnographique, afin de rendre compte des réalités sociales avec autant de finesse que possible. Enfin, la démarche ethnographique ne peut pas être conçue sans l'exercice de la réflexivité des chercheurs en sciences sociales, entendue comme un outil à part entière de production de données au cours de l'enquête de terrain. Je m'efforce dans mon travail de recherche de répondre à ces exigences scientifiques.

4. Méthodologie et matériaux

Ma thèse se construit sur la base d'une enquête ethnographique de terrain réalisée au Venezuela, principalement dans la ville de Caracas, capitale du pays, durant une période de 12 mois entre les mois de mai – août 2014 et les mois de mai – décembre 2015.

Le cœur de mon enquête est constitué par des observations participantes réalisées durant ces périodes au Venezuela entre 2014 et 2015. Ainsi, cette recherche repose sur mon insertion progressive au sein des réseaux des gauches *caraqueñas* se réclamant du chavisme, par le biais de mon engagement au sein des activités des organisations populaires des *barrios*, et de mon travail bénévole dans les institutions publiques au sein desquelles des acteurs issus de ces organisations étaient employés. Ainsi, j'ai pu accompagner les activités de diverses organisations populaires, les principales étant *Caribes de Itagua* dans le quartier de *La Vega*, à l'ouest de Caracas, et le *Movimiento Pobladores*, dont l'antenne principale se trouve au centre-ville de la capitale. J'ai également travaillé en tant que bénévole et en tant qu'experte auprès d'employés haut placés de la *Fundación para el Desarrollo y Promoción del Poder Comunal* (Fondation pour le développement et la promotion du pouvoir communal – Fundacomunal), qui dépend du ministère du Pouvoir populaire pour les Communes et les Mouvements Sociaux. J'ai pu prolonger cette activité auprès de la direction du Cabinet de Culture du District Capital,

¹⁰² Dont la pratique de « ce que l'on pourrait appeler une ethnographie critique de l'action publique ». Vincent DUBOIS, « Ethnographier l'action publique. Les transformations de l'État social au prisme de l'enquête de terrain », *op. cit.*, p. 86.

dépendant du gouvernement de la municipalité du Libertador qui correspond au territoire historique de la ville¹⁰³.

Ces observations s'accompagnent d'une série d'entretiens biographiques semi-directifs avec divers acteurs du terrain, dont des militants d'organisations populaires et des employés publics dans diverses positions hiérarchiques. J'ai tenu à réaliser ces entretiens avec des personnes avec qui j'avais pu tisser des liens, la recherche et réalisation de ces entretiens arrivant notamment à la fin de chacun de mes séjours au Venezuela. Toutefois, il n'a pas été aisé de réaliser des entretiens avec plusieurs acteurs, notamment les leaders des organisations populaires. Ceci obéit à différentes logiques que je développe plus longuement dans la thèse, mais que je peux ici résumer par la méfiance des militants vis-à-vis des chercheurs et mon intégration au sein du terrain en tant que nouvelle recrue des réseaux militants¹⁰⁴.

Du fait des relations de proximité tissées sur le terrain avec des militants des organisations populaires et avec des employés publics, et grâce à mon engagement dans des activités de campagne réalisées collectivement par les membres des réseaux de mon terrain d'enquête, j'ai pu accéder à une longue série de documents (écrits et audio-visuels) produits à la fois par les organisations populaires et par les administrations publiques. Comptes-rendus de réunions, rapports d'activité, organigrammes, projets de réaménagement de l'architecture interne des institutions publiques, propositions de lois, entre tant d'autres, ces nombreux documents sont ainsi mobilisés dans la thèse comme autant d'archives militantes et institutionnelles.

5. Plan de la thèse

Mon travail de recherche est présenté en deux parties. La première revient sur la construction des relations entre les organisations populaires et l'État contemporain vénézuélien, montrant que les intermédiations militantes de l'action publique contemporaines sont la

¹⁰³ Voir en annexe la liste d'observations. Je tiens à préciser que ces séjours au Venezuela accomplissaient pour moi une double fonction. En effet, ils étaient des périodes de travail et d'enquête intenses, mais aussi des périodes où je retournais à mon pays et pouvais revoir les membres de ma famille, dont notamment ceux de ma famille nucléaire habitant sur place. En ce sens, mon calendrier sur place est en quelque sorte « coupé » par des périodes de pause principalement dédiées à me rendre à la ville de Mérida où habite une bonne partie de ma famille. Une autre partie de ces « coupures » sont dédiées aux séjours à l'étranger dont des événements scientifiques organisés par les réseaux d'Instituts français d'études andines (IFEA) à Bogotá et à Lima auxquels j'ai pu participer activement par la présentation d'étapes de mon travail de recherche.

¹⁰⁴ Voir en annexes, la liste d'entretiens.

reconfiguration d'une conditionnalité historique de l'accès des classes et des territoires populaires à l'action publique.

Un premier chapitre est consacré à l'histoire de la relation entre l'État vénézuélien et les classes populaires, portant sur les origines de la conditionnalité de l'accès des classes populaires aux biens et services publics à une exigence d'organisation communautaire. Le deuxième chapitre propose une analyse de l'interprétation de l'impératif participatif par les gouvernements chavistes, réinvesti à partir de la notion de « pouvoir populaire ». Il porte une attention particulière sur la construction des catégories de l'action publique participative au Venezuela, et sur les réappropriations qui en sont faites par les publics appelés à la participation. Le troisième chapitre présente la catégorie d'intermédiations militantes de l'action publique participative et avance une typologie des acteurs intermédiaires sur le terrain. Pour y parvenir, il explique par un exercice réflexif la manière dont j'ai constitué mon objet d'étude et mon entrée au terrain. Ainsi, j'observe l'existence d'un noyau dur de l'intermédiation composé des acteurs issus des réseaux militants, qui sont différemment positionnés entre les organisations populaires et les institutions publiques. Leurs échanges produisent les intermédiations qui soutiennent la mise en place des politiques participatives des gouvernements chavistes.

La deuxième partie détaille les configurations d'un militantisme *dans l'État* sous les gouvernements chavistes. Dans ce contexte dit *révolutionnaire*, les intermédiaires militants de l'action publique investissent les politiques participatives en tant que stratégie professionnelle autant que comme moyen d'accomplir leurs objectifs politiques. Ils renégocient ainsi les frontières entre *policy* et *politics*. Par leur travail d'intermédiation, les intermédiaires reproduisent la conditionnalité historique de l'accès des classes populaires aux ressources publiques. Ce phénomène se produit notamment par l'imbrication du devenir des organisations populaires à celui des gouvernements chavistes.

Ainsi, le quatrième chapitre est consacré au suivi des intermédiaires militants de l'action publique placés au sein des institutions publiques et à leurs manières de gouverner ces institutions. Il montre comment les pratiques militantes sont mobilisées par les intermédiaires pour asseoir leur autorité, tout en se servant des ressources publiques pour soutenir les organisations dont ils sont issus. Le cinquième chapitre observe les intermédiaires se trouvant à la place de leaders des organisations populaires dans leur quête pour l'accès aux biens publics mis en circulation par les politiques participatives. Leur travail d'intermédiation permet de construire l'État au sein des quartiers populaires, tout autant qu'il structure la construction

étatique des identités collectives populaires les insérant dans les rouages de la conditionnalité à l'accès à l'action publique. Enfin, le sixième chapitre confirme l'existence du noyau dur de l'intermédiation par le suivi de l'engagement politique des intermédiaires en contexte de campagne électorale. Il s'agit alors de proposer un regard sociologique des usages pleinement politiques des biens publics. En effet, en période de crise économique, les concurrences pour les ressources publiques s'accroissent. Ainsi, les conflits de loyauté au sein des réseaux se réclamant du chavisme laissent entrevoir la fin des relations privilégiées entre les gouvernements chavistes et les intermédiaires militants de l'action publique. S'annonce alors la désinstitutionnalisation de la participation par la déconstruction des processus d'intermédiation militante de l'action publique.

PARTIE I

Les relations entre les organisations populaires et l'État
contemporain vénézuélien : les intermédiations
militantes au cœur de la conditionnalité de l'accès des
classes et territoires populaires à l'action publique

Chapitre 1. Les organisations populaires et l'État vénézuélien : une histoire de longue date

Pour la construction de ce chapitre trois perspectives aux contours poreux se confrontent : mon propre point de vue sur l'histoire vénézuélienne, les histoires académiques issues d'échanges complexes entre différents versants de l'historiographie du Venezuela, et la mémoire de mes enquêtés, qui donne son propre cadre au passé¹. L'objectif de ce chapitre est de donner une place à chacune de ces perspectives, de les faire dialoguer pour construire une esquisse de l'histoire des relations entre les organisations populaires et l'État vénézuélien. Les approches académiques permettent de mettre en perspective les deux autres. Cependant, mon objectif n'est pas de réifier une distinction hiérarchique complètement imperméable et figée entre ces approches complémentaires. Chacune a effectivement un statut différent qu'il serait artificiel de nier. En revanche, leur mise en regard permet d'établir un cadre pour la suite de l'analyse. Il s'agit de replacer mes observations sur la relation entre l'État et les classes populaires dans une histoire longue, pour éviter de tomber dans le récit de l'exceptionnalité.

La lecture de l'historiographie vénézuélienne et des débats qui existent dans ce cadre s'avère une expérience difficile en ce qu'elle confronte un ensemble de présupposés qui étaient les miens. Ayant été imprégnée d'une certaine histoire que l'on qualifierait dans un contexte français de « mythe national² », la lecture des débats historiographiques sur le passé récent vénézuélien, de l'inflexion démocratique de 1958 à nos jours, met en échec mes propres *vérités*. L'objectivation de mes attaches au mythe national vénézuélien s'est développée tout lo long de ma recherche, et plus particulièrement, par la formalisation de ma pensée durant le processus

¹ En français, pour une approche mémorielle, voir Cécile RAIMBEAU et Daniel HERARD, *Chroniques bolivariennes : Un voyage dans la révolution vénézuélienne*, Vulaines-sur-Seine, Editions du Croquant, 2014 ; et pour une approche académique Serge OLLIVIER, « La démocratie au barrio : intégration politique et politisation dans les quartiers populaires de Caracas, 1958-1979 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2011, n° 33, p. 27-38.

² Suzanne CITRON, *Le mythe national : l'histoire de France en question*, Paris, Éditions ouvrières, 1987. Pour un exemple de l'historiographie dominante au Venezuela voir : Germán Carrera DAMAS, *Una nación llamada Venezuela*, Caracas, Venezuela, Editorial Alfa, 2017.

de rédaction exigeant de trancher certains débats liés à mon passé individuel et collectif. Plus concrètement, la lecture de travaux académiques m'amène à porter un regard critique sur ce l'on s'accorde à appeler la période démocratique au Venezuela et son caractère proprement démocratique. Il s'agit, en fin de compte, d'un exercice réflexif qui me mène à objectiver ma position dans la société vénézuélienne, qui diffère de celle des personnes avec qui j'ai travaillé et milité.

Ce chapitre est notamment redevable au travail de deux historiens : Serge Ollivier et Alejandro Velasco³. Le premier à partir d'un regard large sur le système de gouvernement des *barrios* de Caracas et le second plus concentré sur le quartier emblématique du *23 de enero*, tous deux construisent à travers une approche socio-historique une analyse fine et riche des relations entre les quartiers populaires de Caracas et les pouvoirs publics à partir de l'année 1958. Ces travaux servent à traverser certains débats de l'historiographie du Venezuela. Le cadre donné par Ollivier et Velasco me permet de donner une historicité aux intermédiations militantes de l'action publique, à partir d'une perspective qu'inclut à la fois l'histoire des personnalités politiques, celle des institutions publiques, et celle des quartiers populaires de la capitale vénézuélienne. Ces recherches ont été croisées avec les études importantes menées par, entre autres, Margarita López Maya, Fernando Coronil, et Allan Brewer-Carias⁴.

Enfin, ce chapitre permet de donner une place à ce que l'on appellerait, en suivant des distinctions formelles des récits du passé, la mémoire de mes enquêtés. En effet, ces derniers se réfèrent au passé des relations entre organisations populaires et institutions publiques pour s'inscrire au présent dans la continuité de ces relations. Ce faisant, ils bâtissent une histoire qui leur est propre avec ses propres cadres chronologiques, ses ruptures générationnelles et ses continuités et ruptures organisationnelles. S'il m'a été difficile d'obtenir les informations qui permettent de reconstituer les liens exacts entre telle ou telle organisation, entre tel ou tel militant, ou entre telle ou telle pratique, la mémoire de mes enquêtés me donne des pistes fructueuses. Cette mémoire est bien sûr faite de certains liens qui au regard de travaux académiques peuvent paraître insuffisamment avérés, de reconstructions partielles du passé, ou

³ Serge OLLIVIER, « *Exisitir como comunidad* ». *Vivre la démocratie dans les barrios de Caracas sous la IVe République vénézuélienne (1958-1998)*, Paris, France, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2017 ; Alejandro VELASCO, *Barrio Rising*, *op. cit.*

⁴ Margarita LOPEZ MAYA, *Democracia participativa en Venezuela (1999-2010): orígenes, leyes, percepciones y desafíos*, Caracas, Venezuela, Fundación Centro Gumilla : Publicaciones UCAB, 2011 ; Fernando CORONIL, *El estado mágico: naturaleza, dinero y modernidad en Venezuela*, Caracas, Venezuela, Editorial Alfa, 2013 ; Allan-Randolph BREWER-CARIAS, *Cambio político y reforma del estado en Venezuela: contribucion al estudio del estado democratico y social de derecho*, Madrid, Editorial Tecnos, 1975.

encore de l'exaltation de certaines figures. Pour le propos de ce chapitre, mais aussi de la thèse, cette parole m'informe néanmoins sur le passé et le présent des dynamiques que je souhaite analyser dans mon travail, et de l'idée que s'en font mes enquêtés⁵. Aussi, il ne s'agit pas de prendre pour argent comptant le récit mémoriel des enquêtés, mais d'analyser la manière dont il donne forme et agit de manière effective sur leur vécu présent, sur leurs manières d'être et de faire⁶. En ce sens, il s'agit d'« investir la mémoire comme objet scientifique⁷ ».

Ces précautions méthodologiques prises, il m'est possible d'affirmer que l'objectif de ce chapitre n'est pas d'écrire une histoire longue du Venezuela ou une grande synthèse, mais de rendre compte de deux dynamiques importantes pour encadrer l'analyse de ma thèse : la gestion du quotidien au sein des *barrios* en tant que dynamique concurrentielle produite entre les *juntas* (conseils) et les organisations populaires⁸. Ces deux démarches, parallèles et concurrentielles, sont le cadre dans lequel s'inscrit la relation entre les organisations populaires et l'État vénézuélien.

Ainsi, pour cette analyse je m'appuie sur un relatif consensus sur l'histoire vénézuélienne qui affirme que la démocratie dans le pays est inaugurée en 1958 à la suite de la chute de la dictature du Général Marcos Pérez Jiménez. Il est tout à fait possible d'avoir un regard critique sur la nature démocratique de cette transition, laquelle est fixée le 18 octobre par la signature du Pacte de *Punto Fijo*⁹. Il s'agit en effet d'un accord entre les principaux partis politiques vénézuéliens, à savoir le parti social-démocrate Action démocratique (AD)¹⁰, le parti social-chrétien Comité d'organisation politique électorale indépendante (COPEI)¹¹, et le parti de centre gauche l'Union républicaine démocratique (URD)¹². Le pacte a pour objectif de garantir le respect des processus électoraux à venir, ainsi que l'alternance au pouvoir entre ces partis

⁵ Frédérique LANGUE, « « Lève-toi, Simón, ce n'est pas l'heure de mourir ». La réinvention du libérateur et l'histoire officielle au Venezuela », *Les Temps Modernes*, Juliette SIMONT (trad.), 2018, n° 697, pp. 210-230
Frédérique LANGUE, « De la Révolution bolivarienne au socialisme du XXI^e siècle Héritage prétorien et populisme au Venezuela », *Problèmes d'Amérique latine*, 2009, vol. 1, n° 71, pp. 27-45.

⁶ C'est le reproche que Serge Ollivier fait à certains chercheurs qui se sont intéressés aux quartiers populaires vénézuéliens et leurs relations aux pouvoirs publics durant le début des années 2000. Par exemple, par rapport au travail de Sujatha Fernandes : « L'auteur utilise de sans appareil critique [*sic*] les récits de ses témoins et ne les croise aucunement avec des sources d'époque, même issues de leurs formations révolutionnaires. Histoire et mémoire ne sont ainsi jamais dissociées. », note de bas de page N° 38, Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 16.

⁷ Sébastien LEDOUX, « La mémoire, mauvais objet de l'historien ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2017, n° 133, pp. 113-128.

⁸ Ce que Serge Ollivier appelle « l'associationisme ». Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 511.

⁹ Faisant allusion au nom de la maison dans laquelle ont été négociés les accords politiques et de gouvernement entre les partis politiques qui deviendront à ce moment les partis de gouvernement du Venezuela.

¹⁰ *Acción Democrática*.

¹¹ *Comité de Organización Política Electoral Independiente*.

¹² *Unión Republicana Democrática*.

politiques. Cependant, l'accord exclut le Parti communiste vénézuélien (PCV), ce qui aura de lourdes conséquences ultérieurement, notamment par le surgissement du mouvement des guérillas des années 1960¹³.

En plus de cette exclusion politique, la démocratie vénézuélienne naissante se lie de manière problématique avec les classes populaires du pays. Selon Alejandro Velasco¹⁴, la construction de la démocratie vénézuélienne est consubstantielle à l'installation durable des classes populaires dans les zones urbaines du pays, notamment à Caracas. Cette installation s'ancre dans des dynamiques tendues entre classes populaires et pouvoirs publics allant de la coopération à la contestation.

1.1. La gestion politique du *barrio* par le biais des *juntas*

Les *juntas* ou conseils sont des structures promues par les pouvoirs publics qui permettent de tisser des liens entre les quartiers populaires et les institutions publiques. Leur existence est une affaire politique en soi : ces *juntas* voient le jour parce qu'il existe une inégalité de statuts entre les différents espaces qui composent la ville¹⁵. C'est le cas de Caracas où le contraste entre la *ville régulière* et la *ville de barrios* est la manifestation spatiale de structures sociales inégalitaires, et des réponses publiques – ou de leur absence – à ces inégalités structurelles¹⁶. La gestion publique des *barrios* via les *juntas* laisse entrevoir la réalité matérielle des relations différenciées entre l'État et les citoyens Vénézuéliens selon leurs origines sociales. Par ce biais se construit au Venezuela, aussi bien que dans d'autres métropoles urbaines de la région latinoaméricaine, le vécu social de l'exclusion qui traverse l'expérience de ceux qui construisent et habitent la *ville de barrios*¹⁷.

¹³ Alejandro VELASCO, *Barrio Rising, op. cit.*, p. 87. (chapitre 3 « From Ballots to Bullets : The Rise of Urban Insurgency, 1958-1963 »).

¹⁴ *Ibid.*, p. 17.

¹⁵ Sur les inégalités socio-spatiales à Caracas, voir Virginie BABY-COLLIN, « Les barrios de Caracas ou le paradoxe de la métropole », *Cahiers des Amériques latines*, 31 décembre 2000, n° 35, pp. 109-128 ; Julien REBOTIER, « Pratiques de sécurité et inégalités à Caracas. Nouveaux ressorts d'une logique ancienne ? », *Justice spatiale - Spatial justice*, décembre 2011, vol. 4.

¹⁶ Serge OLLIVIER, *Exister como comunidad, op. cit.*, p. 9.

¹⁷ Daniela SOLDANO, Juan RUIZ, John GLEDHILL, Mercedes DI VIRGILIO et Mariano PERELMAN, *Ciudades latinoamericanas: desigualdad, segregación y tolerancia*, Buenos Aires, CLACSO, 2014. Voir aussi le travail du Grupo de Trabajo de Desigualdades Urbanas du Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO) dirigé par Manuel Dammert Guardia.

1.1.1. La gestion par l'urgence des quartiers populaires et la naissance des *juntas pro-mejoras*

L'émergence des quartiers populaires à Caracas est conçue comme un problème public par les gouvernements vénézuéliens, que ce soit durant la période dictatorial ou au moment de la transition démocratique¹⁸. La méthode pour s'attaquer à ce problème est celle de l'urgence, du gouvernement par l'exception¹⁹. Dans ce cadre surgissent les *juntas pro-mejoras* (conseils pro-améliorations), structures en lien étroit avec la politique partisane, promues par les pouvoirs publics, et qui permettent d'installer de manière durable et formelle la conditionnalité de l'accès aux biens et services publics des classes et territoires populaires.

1.1.1.1. Caracas : une ville en expansion, une ville d'exclusion

Caracas, capitale du Venezuela, est au milieu du XX^e siècle une ville en expansion. Elle accueille l'immigration interne des Vénézuéliens venus des zones rurales vers les zones urbaines attirés par la relativement nouvelle économie du pétrole, et l'immigration étrangère de populations venues notamment d'Europe pendant et après la Seconde Guerre mondiale²⁰. Le processus d'urbanisation de la population vénézuélienne – 54 % habitent déjà en zone urbaine en 1950 – produit une forte augmentation de la population de la capitale qui passe de 500 000 à 700 000 habitants entre 1945 et 1950. « Mais un plan officiel pour guider la croissance de Caracas a demeuré absent. Les élites et la classe moyenne ont abandonné de plus en plus le centre-ville qui devenait chaotique [...] établissant de nouvelles communautés sur les terres de l'est, anciennement productrices de café²¹ ». Le pouvoir politique se montre insatisfait de ces transformations de la ville. Là où les populations nouvellement arrivées à Caracas s'installent avec des moyens précaires tout en revendiquant leur volonté de mieux aménager ces espaces à l'avenir, le gouvernement voit dans cette installation le signe d'une misère économique et sociale qui met en péril le progrès et la modernisation de la ville et du pays. En effet, le projet de la *Junta de gobierno* (conseil de gouvernement) et du dictateur Marcos Pérez Jiménez est de

¹⁸ Virginie BABY-COLLIN, « Les barrios de Caracas ou le paradoxe de la métropole », *op. cit.*

¹⁹ Julien REBOTIER, « Pratiques de sécurité et inégalités à Caracas. Nouveaux ressorts d'une logique ancienne ? », *op. cit.* ; Keymer ÁVILA, « Las Operaciones de Liberación del Pueblo (OLP): entre las ausencias y los excesos del sistema penal en Venezuela », *Misión Jurídica. Revista de derecho y ciencias sociales*, 2017, vol. 10, pp. 67-92.

²⁰ En total le Venezuela accueille 373 000 Européens durant la période de 1947 et 1952, ce qui, par rapport à sa population, représente la deuxième plus large intégration de migrants durant la même période, derrière le Canada : Alejandro VELASCO, *Barrio Rising*, *op. cit.*, p. 252.

²¹ *Ibid.*, p. 27, traduit par moi.

« moderniser » le Venezuela²². Ceci suppose de repenser les espaces de vie des classes populaires pour les encadrer à la fois physiquement et moralement²³.

La *Junta de gobierno*, poussée par des rapports d'expertise architecturale, initie ainsi sa « bataille contre le *rancho*²⁴ » à travers un programme de construction publique piloté par la Banque ouvrière (BO)²⁵. Cette institution est née en 1928, durant la dictature de Juan Vicente Gómez²⁶. Elle est initialement rattachée au ministère du Développement, et plus tard reliée au ministère des Ouvrages Publics (MOP), avec l'objectif de construire des projets d'habitation pour s'attaquer à ce qui est perçu comme le problème du logement des classes populaires²⁷. En 1954, la *Junta de gobierno* approuve la destruction et la reconstruction de deux quartiers populaires qui deviennent les quartiers pilote de la politique du gouvernement envers les *barrios*. Deux complexes immobiliers sont donc construits à l'ouest et au nord de la ville, sous la forme de *bloques*²⁸. Ils comprennent en tout 2 100 appartements repartis dans des immeubles de quatre étages, équipés d'espaces commerciaux, de loisirs, et d'établissements scolaires²⁹. Ces constructions, conçues comme très fonctionnelles, sont vouées à devenir le modèle de la politique de logement visant les classes populaires de Caracas et du Venezuela, servant ainsi à la « mission civilisatrice³⁰ » de l'État. En effet, ces logements sont censés encourager une nouvelle et meilleure hygiène de vie pour ceux qui les habitent, promouvant une certaine

²² La *Junta de gobierno* la coalition de gouvernement issue de la *Junta militar* ou coalition militaire qui a gouverné le Venezuela de 1948 (à partir du coup d'État contre président démocratiquement élu, Rómulo Gallegos), jusqu'en 1958 (installation au pouvoir de celui qui serait connu comme le dernier dictateur du Venezuela du XX^e siècle, le général Marcos Pérez Jiménez). Ce dernier gouverne le pays d'abord à la tête de la *Junta de gobierno*, du 2 décembre 1952, au 19 avril 1953, et ensuite en tant que président (en ne reconnaissant pas les résultats de l'élection de décembre de 1952 qui donnaient la victoire au candidat de l'URD), depuis le 19 avril 1953 jusqu'au coup d'État contre lui le 23 janvier 1958.

²³ Alejandro VELASCO, *Barrio Rising*, *op. cit.*, p. 32.

²⁴ « Rancho » est le nom familier que l'on donne aux maisons des quartiers populaires. En principe le terme renvoie aux constructions fragiles, faites avec des matériaux précaires. Mais avec le temps, et par le processus selon lequel les définitions catégorielles renvoient à des significations politiques, le terme s'étend avec aux maisons (précaires ou en dur) érigées dans les quartiers populaires.

²⁵ *Banco Obrero*.

²⁶ Dictateur vénézuélien, ayant gouverné depuis 1908 jusqu'à sa mort en 1935. Il est réputé comme étant le bâtisseur de l'État moderne vénézuélien. Son mandat vient mettre fin à la guerre des *caudillos* ou chefs de guerre locaux qui se débattaient pour le pouvoir politique et les terres du pays. Durant cette période sont centralisées les fonctions régaliennes de l'État.

²⁷ *Ministerio de Obras Públicas*.

²⁸ Se traduit en français littéralement par « bloc ». C'est le terme mobilisé au Venezuela pour nommer ce qu'en France on appelle une barre d'immeubles.

²⁹ Alejandro VELASCO, *Barrio Rising*, *op. cit.*, p. 33-34.

³⁰ Dorothy PORTER, *Health, civilization, and the state: a history of public health from ancient to modern times*, Londres, Routledge, 1999.

hygiène morale qui, aux yeux du gouvernement dictatorial, permettrait l'intégration des classes populaires dans ce qu'il considère être la modernité³¹.

Le modèle des blocs est repris et amplifié par la suite. Le dictateur Marcos Pérez Jiménez, à travers le Nouvel idéal national (NIN), impose sa vision de la modernisation pour le pays³². Le NIN est « le programme de travaux publics le plus expansif, cher et ambitieux de l'histoire du Venezuela³³ » dont l'objectif selon son concepteur est de « transformer de manière rationnelle l'environnement physique et d'améliorer les conditions morales, intellectuelles et matérielles des habitants de la nation³⁴ ». Si le programme a bien une portée nationale, c'est à Caracas que les plus grands investissements sont réalisés, la capitale étant considérée comme la vitrine du pays vers le monde. Ce surinvestissement correspond aussi à la grande pression démographique que connaît la ville, qui dépasse le million d'habitants en 1955³⁵.

Un des objectifs du NIN est de s'attaquer à la question des *barrios*. Ainsi, dans la prolongation de la lutte contre le *rancho* naît le complexe d'habitations *Dos de diciembre* (Deux décembre) inauguré le 2 décembre 1955, en hommage à la date d'arrivée au pouvoir de Pérez Jiménez. Ce large complexe d'habitations est la fierté du pouvoir politique car qu'il est censé symboliser la fin du problème de l'habitat populaire dans la capitale. La particularité de ce complexe d'habitation est l'introduction des « super-blocs ». Les super-blocs sont de grands bâtiments caractérisés par une forte densité. Ils sont conçus comme des « unités de voisinage³⁶ » indépendantes, avec des commerces, des écoles et des services, inspirées de l'architecture de Le Corbusier, et notamment de la Cité Radieuse de Marseille. Les premiers abritent jusqu'à 144 appartements, puis les architectes de la BO imaginent des bâtiments de 150 appartements, 300, 450 et jusqu'à 520 appartements³⁷.

Ces habitations massives et en vertical contrastent fortement avec les espaces de vie populaires déjà présents dans la capitale. Et si dans certains cas ils peuvent représenter une amélioration dans l'accès aux services publics pour ceux qui les habitent, les nouveaux occupants évoquent aussi une certaine perte de liberté. En effet, au moment des

³¹ Maria Clélia Lustosa COSTA, *Le discours hygiéniste et la mise en ordre de l'espace urbain de Fortaleza, au Brésil*, Thèse de doctorat en géographie, Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2012.

³² Carl Luther CARPENTER, *The New National Ideal of General Marcos Pérez Jiménez and the Role of the Military in Twentieth Century Colombian Politics*, University of Texas at Austin, 1967.

³³ Alejandro VELASCO, *Barrio Rising*, *op. cit.*, p. 36.

³⁴ Cité dans *Ibid.*

³⁵ *Ibid.*, p. 35. Sur l'expansion très rapide de Caracas voir Janine BRISSEAU-LOAIZA, « Les Barrios de Petare, faubourgs populaires d'une banlieue de Caracas », *Cahiers d'outre-mer*, 1963, n° 61, pp. 5-42.

³⁶ *Unidades vecinales*.

³⁷ Alejandro VELASCO, *Barrio Rising*, *op. cit.*, p. 38.

déménagements, des contrôles sont réalisés sur les biens apportés par les futurs occupants, lesquels sont priés de laisser derrière eux des biens considérés comme trop abimés pour pouvoir intégrer les nouveaux logements. De la même manière, une fois installés dans les appartements, la vie quotidienne est encadrée par des normes de gestion des immeubles et de convivialité dont la BO est porteuse. Ces règles limitent les éventuels changements structurels au sein des appartements, ainsi que la possibilité des voisins de recevoir des visites ou d'organiser des festivités dans leurs nouveaux lieux de vie³⁸. Ce programme immobilier incarne la politique de modernisation du gouvernement dictatorial, sans que soit mis fin au problème de l'accès au logement des classes populaires de Caracas.

Le pouvoir est bientôt dépassé par la contestation. Le 23 janvier 1958, à la suite des révoltes civiles et militaires en réponse aux résultats douteux du plébiscite du décembre de 1957 qui permettait la réélection du général Marcos Pérez Jiménez, le dictateur rend le pouvoir. La révolte populaire a une place importante dans cet événement, et sa mémoire est encore aujourd'hui un motif de revendication politique au sein des classes populaires. Un des symboles les plus notables de la fierté populaire autour de cet événement est le changement du nom du quartier *Dos de diciembre*. À la suite d'une pétition de ses habitants, il devient le *23 de enero* (23 janvier) en hommage à la date de la fin de la dictature³⁹.

Mais si l'arrivée de la démocratie est porteuse d'espoir, cette transition n'apporte pas le dépassement des inégalités structurelles qui caractérisent la relation entre les pouvoirs publics et les classes populaires vénézuéliennes. Durant cette période se solidifie le gouvernement par l'urgence des classes et territoires populaires.

1.1.1.2. La gestion par l'urgence des barrios : quand l'exception devient la norme

À la suite de la chute de la dictature, une *Junta Militar* (Conseil Militaire) est constituée pour gouverner le pays. La *Junta Militar* se transforme pour accueillir la participation de civils et devient bientôt la *Junta Patriótica* (Conseil Patriotique), présidée par le contre-amiral Wolfgang Larrazábal. Durant cette période, le chômage des classes populaires, accru du fait de l'arrêt soudain des projets de construction prévus durant la dictature de Pérez Jiménez, est un problème urgent⁴⁰. Il a été une étincelle pour les révoltes populaires qui ont accompagné le coup d'État du 23 janvier, et il demeure ensuite une question à traiter pour le nouveau pouvoir

³⁸ *Ibid.*, p. 44-45.

³⁹ *Ibid.*, p. 51.

⁴⁰ Dans les quartiers populaires de Caracas les chiffres signalent jusqu'à 30 % de *desocupados* ou « sans occupation ». Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, op. cit., p. 81.

politique. Au mois de mars 1958, le ministre de l'Intérieur de la *Junta Patriótica* annonce la mise en vigueur du *Plan de Emergencia para los barrios* (Plan d'urgence pour les bidonvilles) qui doit s'attaquer au chômage par le biais de l'investissement public⁴¹. Le Plan bénéficie d'une grande popularité, et il sera reconduit au mois de juillet pour devenir le *Plan de obras extraordinarias* (Plan de travaux extraordinaires)⁴². Ce Plan, qui continue communément à être nommé Plan d'urgence, prévoit principalement deux types d'actions : « fournir la main d'œuvre et le matériel pour achever les projets déjà initiés par d'autres organismes publics ; [et] réaliser des travaux projetés par le Bureau d'études immédiates du Plan de travaux extraordinaires⁴³ ». Le directeur du Plan, l'ingénieur Carlos Fortoul, participe au Bureau d'études. C'est lui qui projette de donner une continuité aux priorités définies en mars 1958 par le ministère de l'Intérieur, à savoir la voirie, l'hygiène et l'éducation, tout en rajoutant aux objectifs du Plan l'amélioration des maisons individuelles

Cette optique est très significative : elle redonne du travail aux classes populaires touchées par le chômage en les réintégrant en tant que main-d'œuvre aux projets publics de construction. « C'est ce qui mettait de la nourriture sur la table⁴⁴ », affirme un des enquêtés d'Alejandro Velasco. Dans ce sens, le Plan est un levier essentiel pour la vie quotidienne de ses bénéficiaires. Toutefois, ces projets demeurent très modestes car ils n'envisagent pas de rénovations profondes des bidonvilles, mais seulement leur mise en viabilité. Autrement dit, « aucune infrastructure lourde n'est projetée, aucun plan d'urbanisme n'est envisagé [...]. On n'ambitionne pas d'alternative planifiée aux bidonvilles de Caracas, mais plutôt leur assainissement et – de fait – leur “consolidation”⁴⁵ ». Ainsi, la « guerre contre le *rancho* » se transforme en une sorte de gestion du *rancho*, en instaurant des dynamiques d'administration des territoires et des classes populaires qui deviendront durables. Derrière l'affichage fort ce plan n'est qu'un retour à des pratiques antérieures. Parmi celles-ci, la conditionnalité politique de l'accès des classes populaires aux biens et services de l'État est confirmée. Concrètement, la conditionnalité de l'accès aux équipements publics comme la voirie et aux services comme l'eau et l'électricité, à l'organisation d'une *junta pro-mejora* (conseil pro-améliorations), dont la mise en place est promue par le Plan d'urgence est réaffirmée.

⁴¹ *Ibid.*, p. 83.

⁴² *Ibid.*, p. 84.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ César Acuña, interviewé par l'auteur. Alejandro VELASCO, *Barrio Rising*, *op. cit.*, p. 92.

⁴⁵ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 85.

Les *juntas pro-mejoras* sont nées en 1939, « à la suite du triomphe de l'opposition de gauche aux élections municipales de décembre 1938 dans le district fédéral⁴⁶ ». Elles étaient alors le relais de la politique du Parti national démocratique (ancêtre d'AD) dans les *barrios*, permettant à la fois d'être réceptrices de subventions et de faire pression sur les élus en cas de manquement. A la fin des années 1950 cette forme d'organisation est réinvestie en devenant la condition *sine qua non* pour accéder au Plan d'urgence. Cette dynamique s'organise plus précisément autour de la figure du « Centre communal⁴⁷ ». Le Centre communal, qu'on devait trouver dans chaque quartier selon le « Rapport sur le programme à réaliser pour le Plan de travaux extraordinaires⁴⁸ », centralise autour de lui une ample offre de services (éducation, culture, commerce...), ainsi que la construction et le maintien des équipements publics construits par le Plan. La mise en place de ce Centre communal, qui conditionne l'accès aux équipements publics, est à son tour conditionnée par le niveau d'organisation interne au quartier, ce qui se traduit plus concrètement par la présence d'une *junta pro-mejoras*. Dit autrement, « tout chantier d'amélioration d'un *barrio* dans le cadre du Plan dépend en fait de la formation d'une *junta* par ses habitants. L'installation d'un égout et de l'eau courante, étape cruciale de la viabilisation, n'est ainsi accordée qu'aux “*barrios* qui réunissent certaines conditions minimales d'organisation”⁴⁹ ».

1.1.1.3. La conditionnalité de l'accès aux biens publics : une exigence d'organisation venue d'en haut

Cette conditionnalité de l'accès aux équipements publics à l'existence d'une *junta pro-mejora*, est doublement politique.

D'une part, en exigeant des classes populaires qu'elles s'organisent en tant que *junta pro-mejora* pour accéder aux biens publics, ce sont les pouvoirs publics qui imposent la forme à partir de laquelle ces populations interagissent entre-elles, et par là les moyens qu'elles peuvent et doivent mobiliser pour les interpeller. D'autant plus que cette demande d'organisation cantonne les classes populaires à une relation de nécessité (au sens de nécessaire, inéluctable) aux territoires qu'elles occupent dans la ville, depuis lesquels elles obtiendront les équipements publics dont elles sont demandeuses. Interpeller les pouvoirs publics à partir d'une *junta pro-mejora* demande d'être avant tout l'habitant d'un quartier, préalablement à toute autre

⁴⁶ *Ibid.*, p. 92.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 93.

⁴⁸ *Informe sobre el Programa a realizar por el Plan de Obras Extraordinarias*, (non paginé), cité dans *Ibid.*

⁴⁹ *Ibid.*

appartenance possible en termes de classe, de corporation de travail, de race, de genre. Ainsi, s'approcher aux questions de l'accès au logement et du chômage des classes populaires à partir d'une structure liée à un territoire ne fait qu'entériner leur occupation de ces mêmes territoires. Par ce biais, se reproduisent des problèmes qui sont structurels à ces espaces car ils sont de fait les plus éloignés des centres économiques et les moins bien munis en services publics. Par ailleurs, selon la vision des pouvoirs publics, la *junta pro-mejora* doit exister en lien étroit avec *la communauté* par le biais du Centre communal. Si la catégorie de communauté a diverses définitions selon les contextes, ce qui m'intéresse ici est d'observer comment une catégorie d'usage devient une catégorie d'action publique⁵⁰. C'est en tant que catégorie d'action publique que les pouvoirs publics la mobilisent, pour interagir avec les habitants des *barrios* moins comme des citoyens ayant des droits, qu'à partir de formes d'identification collectives basées exclusivement sur la présence dans un territoire. Sur la base de cette identification collective, doivent être codées les interpellations des classes populaires aux pouvoirs publics afin de chercher leur accès aux droits⁵¹. Ainsi, si *la communauté* en tant que catégorie vit historiquement des évolutions vers des réappropriations très politiques de la part des premiers concernés, ses usages publics continuent à participer de la gestion par l'exception des classes et territoires populaires vénézuéliens⁵². Ce phénomène ne fera que se renforcer, nous le verrons, à l'avenir.

D'autre part, la demande d'organisation introduite par les pouvoirs publics ouvre la porte à une installation durable des logiques de la politique partisane dans la gestion publique des classes et territoires populaires. En effet, les *juntas pro-mejoras* sont nées à la fin des années 1930 en lien fort avec les logiques de la politique partisane. Au moment de leur réinvestissement par le Plan d'urgence, elles en sont restées des lieux privilégiés. En conséquence, les *juntas pro-mejoras* deviennent à long terme le théâtre d'un ensemble de conditionnalités partisans de l'accès aux biens publics.

Ce type de dynamique a pu être par le passé, et est encore aujourd'hui, l'objet d'analyses dont l'on peut souligner le caractère normatif. Des travaux critiquent en effet la nature dite « clientéliste⁵³ » de la relation entre le champ politique et les classes populaires du fait des

⁵⁰ *Ibid.*, p. 8-9.

⁵¹ Spyros FRANGUIADAKIS, Édith JAILLARDON et Dominique BELKIS, *En quête d'asile : aide associative et accès au(x) droit(s)*, Paris, LGDJ, 2004.

⁵² Serge OLLIVIER, *Exister como comunidad*, *op. cit.*, p. 548.

⁵³ Guillermo A. O'DONNELL, Philippe C. SCHMITTER et Laurence WHITEHEAD (dir.), *Transiciones desde un gobierno autoritario*, Buenos Aires, Paidós, 1989 Guillermo A. O'DONNELL, Jorge VARGAS CULLELL et Osvaldo Miguel IAZZETTA (dir.), *The quality of democracy: theory and applications*, Notre Dame, University of Notre

usages politiques de l'action publique. Cette perspective, notamment portée par des spécialistes des transitions démocratiques, voit dans ces conditionnalités partisans de l'accès aux services publics une source d'achat du vote (*vote buying*), qui entérinerait avec lui des failles démocratiques structurelles. Ces critiques sont d'autant plus vives que les conditionnalités, selon ces analyses, sont communément pratiquées auprès de populations vulnérables économiquement, et en conséquence plus enclines à accepter ce type de transactions. Ainsi, l'intromission de logiques partisans dans la prise de décisions qui mènent à la construction de l'action publique démontrerait le caractère faible, voire corrompu, de l'État incapable d'être porteur d'une vraie démocratie libérale et ouverte à l'économie de marché⁵⁴.

Ces travaux qui cherchent à mesurer la « qualité de la démocratie » peuvent faire l'objet de critiques de deux sortes. D'un côté, ils sont porteurs d'une vision normative de la démocratie. D'un autre côté, ils sont revisités par un ensemble d'études d'inspiration sociologique et anthropologique qui, à partir d'observations attentives de terrain, ont mis l'accent sur les modalités et les effets des conditionnalités politiques de l'accès aux droits. Que ce soit le travail de Jean-Louis Briquet pour la France, de Javier Auyero et plus récemment de Gabriel Vommaro et Julieta Quirós pour l'Argentine, ou celui d'Hélène Combes pour le Mexique, tous s'accordent sur l'intérêt d'observer de plus près les dynamiques qui définissent ce qui peut être dès lors appelé des « échanges » entre patrons et clients de la relation de clientèle⁵⁵. Qu'elles soient liées à une proximité entre les acteurs⁵⁶ ou à l'existence d'une économie morale partagée⁵⁷, le fait est que ces relations sont définies par des variables sociologiques liées surtout aux caractéristiques sociales des acteurs qui y participent, dont l'appartenance politique n'est qu'une variable parmi d'autres. Cette dernière définit tout de même l'accès à des biens à échanger ou à des loyautés à monnayer. Ces analyses sont par ailleurs possibles du fait d'un changement d'échelle, allant vers des perspectives plus localisées de l'analyse de l'État. C'est

Dame Press, 2004 Thomas CAROTHERS, *Critical mission: essays on democracy promotion*, Washington, Carnegie endowment for international peace, 2004.

⁵⁴ Thomas CAROTHERS, « The End of the Transition Paradigm », *Journal of Democracy*, 2002, vol. 13, n° 1, pp. 5-21, p. 6-7.

⁵⁵ Javier AUYERO, *La política de los pobres: las prácticas clientelistas del peronismo*, Buenos Aires, Argentine, Manantial, 2001 ; Gabriel Alejandro VOMMARO, *Regards croisés sur les rapports des classes populaires au politique en Argentine: retour sur la question du clientélisme*, France, École doctorale de l'École des hautes études en sciences sociales, 2010 ; Julieta QUIROS, *El porqué de los que van: peronistas y piqueteros en el Gran Buenos Aires (una antropología de la política vivida)*, Buenos Aires, Editorial Antropofagia, 2011.

⁵⁶ Benoît DE L'ESTOILE, *Mondes en interaction. Pratiques politiques, relations personnelles, descriptions savantes*, Paris 1 Panthéon - Sorbonne, 2012.

⁵⁷ Hélène COMBES et Gabriel VOMMARO, « Relations clientélares ou politisation : pour dépasser certaines limites de l'étude du clientélisme », *op. cit.*

ainsi que s'intègre à l'analyse une perspective clairement interactionniste dans laquelle les notions d'acteur, d'individu, de relation, et d'échange rentrent en jeu.

Mais ce qui m'intéresse ici avant tout d'observer, avec l'aide de la perspective en termes d'échanges, est la régularité avec laquelle peut s'observer la présence du politique dans les rouages de la construction de l'action publique. Cette réalité fait norme du fait de sa régularité. Dans le cadre de la gestion des classes et territoires populaires vénézuéliens, il est possible d'observer la construction historique d'un lien étroit entre la politique de l'urgence et de l'exception et les aléas de la politique partisane. Autrement dit, il existe un lien structurel entre le gouvernement des classes populaires et les logiques du champ politique, qui à leur tour déterminent effectivement les accès – ou non-accès – aux droits des classes populaires. Cette liaison représente la continuité de la gestion politique des classes et territoires populaires, qui s'exprime par-delà les aléas de la politique partisane.

1.1.2. Une gestion politique : le développement de *la communauté* et les régimes partisans des *juntas*

Dans le cadre des politiques d'urgence, des théories développementalistes s'insèrent au sein des régimes de gestion des quartiers populaires. Les partis dominants de la démocratie vénézuélienne interprètent alors l'urgence et le développement à leur manière, irriguant à partir de ces définitions les *barrios* de Caracas. Durant ces quarante années de démocratie vénézuélienne que l'on nomme la IV^e République, les différentes réformes politiques et institutionnelles ne changent pas la gestion par l'exception des quartiers populaires de la capitale.

1.1.2.1. Les juntas pro-mejoras en tant que structures développementalistes traversées par la politique

Si les *juntas pro-mejoras* sont réinvesties par le gouvernement AD de Rómulo Betancourt (1959-1964) à travers le Plan d'urgence, elles ne sont pas conçues comme des objets politiquement neutres. Au contraire, elles visent à garder un contrôle politique sur les classes et territoires populaires urbains, notamment à Caracas. Ceci est possible du fait de l'organisation administrative dans laquelle elles sont inscrites, qui les relie structurellement au pouvoir exécutif national. Mais pour le voir il nous faut faire un détour sur le découpage administratif territorial du Venezuela, et ensuite sur celui de Caracas.

Selon la constitution de 1961 le Venezuela est un État fédéral, constitué de vingt États fédéraux, et d'un territoire particulier, celui du District fédéral⁵⁸. Chaque État est divisé en districts, chaque district en municipalités, et chaque municipalité est divisée en paroisses, celles-ci étant l'unité la plus réduite de la division territoriale et dont le nom rappelle la répartition territoriale coloniale et catholique. Le gouvernement du district est assuré par le Conseil municipal du District (communément nommé Conseil municipal), un organe collégial dont les membres « sont élus directement par scrutin de liste lors des élections législatives. Un président renouvelé généralement d'une année sur l'autre siège à la tête de ce conseil communément appelé “gouvernement municipal”⁵⁹ ».

Le Conseil municipal est en charge, entre autres, de l'aménagement du territoire et des services publics locaux. Mais si les membres du Conseil municipal sont élus, ce n'est pas le cas pour les gouverneurs de chaque État qui sont nommés par le Président de la République.

Pour le cas de Caracas, tout doit être multiplié par deux. En effet, le territoire qui est appelé communément Caracas est plutôt celui de l'Aire Métropolitaine de Caracas. Cette aire a été créée en 1950, et elle s'étend sur un État-District, l'État fédéral, et sur le District de Sucre, à l'est. En 1990, le District de Sucre est divisé en quatre municipalités : Sucre, Miranda, Chacao et El Hatillo. Elles appartiennent à l'État voisin de Miranda⁶⁰. Le gouvernement territorial de Caracas concerne donc deux gouverneurs d'État nommés par le Président de la République, et plusieurs Conseils municipaux élus par le même bulletin qui permet d'élire les parlementaires. Par ailleurs, concernant le logement et les équipements publics, compétences de la politique urbaine, les gouvernements du District fédéral et des autres districts qui conforment la capitale n'ont pas la capacité économique d'assumer les besoins de Caracas. Aussi se lient-ils au MOP et au Centre Simón Bolívar pour s'attaquer à ces questions⁶¹.

En conséquence, la politique urbaine de Caracas est inscrite dans une division politico-administrative et une gestion administrative (ministérielle et entrepreneuriale) partagée entre deux pôles politiques, celui des Conseils municipaux et celui de la Présidence de la République. C'est ce dernier qui prendra le dessus, du fait des moyens plus importants qu'il peut mobiliser

⁵⁸ Sur la constitution de 1961 replacé dans une longue histoire politico-administrative du Venezuela, voir Anne BONNEFOY, « Les collectivités locales au Venezuela », in Jean REVEL-MOUROZ (dir.), *Venezuela : centralisme, régionalisme et pouvoir local*, Paris, Éditions de l'IHEAL, Travaux et mémoires, 2014, pp. 25-53.

⁵⁹ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, op. cit., p. 19.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 191.

⁶¹ Le Centre Simón Bolívar est « une entreprise de droit privé dont les actionnaires sont des institutions publiques. En tant qu'actionnaire majoritaire légal, la présidence de la République garde donc la haute main sur sa gestion et en nomme le président... », *Ibid.*, p. 192.

à travers le MOP et les *gubernaciones*⁶². En ce sens, c'est bien le pouvoir exécutif représenté par le Président de la République qui a la main sur la politique urbaine en même temps qu'il garde des liens avec ses propres réseaux partisans.

Les membres de *juntas* sont conscients de la double inscription politique de la gestion urbaine de la ville. Mais le Conseil municipal étant le maillon politique le plus proche, ils font appel à lui en priorité. Par cette relation les *juntas* deviennent aussi, selon Serge Ollivier, des :

[...] relais politiques [car elles] sont le plus souvent fondées et dirigées par des habitants qui appartiennent à un parti politique, ce qui facilite grandement les démarches auprès des autorités, surtout auprès du Conseil municipal. Pétitions et lettres de demandes venant d'un *barrio* passent par sa *junta*, et elles sont systématiquement adressées par le président de la *junta* à un conseiller municipal (*concejala*) qui appartient au même parti que lui. Les relations entre les deux entités passent ainsi dans le domaine des sociabilités partisans.⁶³

Cette réalité est néanmoins vue d'un mauvais œil par le gouvernement de Rómulo Betancourt (1959-1964) du fait d'une inquiétude politique. En effet, à cette époque ce sont plutôt les militants du PCV, de l'URD, ou encore les *muchachos* d'AD qui assurent la liaison entre *juntas* et Conseil municipal dans les quartiers populaires de Caracas⁶⁴. Ceci obéit à des stratégies d'implantation et d'expansion, du moins de la part du PCV qui profite aussi de victoires électorales lui permettant d'avoir des représentants dans les Conseils municipaux de l'Aire Métropolitaine⁶⁵. Par conséquent, pour le gouvernement Betancourt qui entretient des relations contentieuses avec le PCV tout en cherchant un plus fort ancrage de son parti dans les quartiers populaires, il convient de trouver le moyen de court-circuiter l'implantation communiste. Il faut en effet faire en sorte que les *juntas* se tournent vers les organes en charge de la politique urbaine dirigées depuis la Présidence de la République, tout en cherchant une meilleure implantation d'AD dans les *barrios*. En conséquence, il faut mettre fin au Plan d'urgence. Cette décision, prise au mois d'août 1959 suscite un fort rejet populaire, qui s'exprime par des manifestations de rue. Celles-ci sont vues par le gouvernement comme la démonstration d'un « terrorisme communiste⁶⁶ ». Cette période marque le début du « mouvement vers l'insurrection⁶⁷ » de la part du PCV et d'autres partis connexes, poussés à la clandestinité. Pour le gouvernement AD c'est l'occasion de promouvoir une politique de

⁶² *Gobernación* est le terme générique mobilisé pour nommer l'exécutif de chaque État fédéré. *Ibid.*

⁶³ *Ibid.*, p. 95.

⁶⁴ Les jeunes hommes. Il s'agit de l'aile la plus à gauche du parti AD, qui est en tension avec sa direction, et qui fondera le *Movimiento de Izquierda Revolucionaria* (MIR) en 1960 après faire scission. Alejandro VELASCO, *Barrio Rising*, *op. cit.*, p. 103.

⁶⁵ Serge OLLIVIER, *Exister como comunidad*, *op. cit.*, p. 97.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 193.

⁶⁷ Alejandro VELASCO, *Barrio Rising*, *op. cit.*, p. 105.

construction privée qui va plutôt bénéficier aux couches moyennes de la population sans résoudre la question du logement des classes populaires⁶⁸. Ces dernières seront dès lors les bénéficiaires d'une politique développementaliste qui prend le nom de *desarrollo de la comunidad* (développement de la communauté), en suivant le modèle de la division des Affaires sociales de la Commission économique pour l'Amérique Latine de l'ONU (CEPAL)⁶⁹. La particularité de cette politique de développement de la communauté est l'articulation entre centralisation et participation. Celle-ci repose sur son inscription dans des nouvelles administrations dont, notamment, la *Oficina Nacional de Coordinación y Planificación* (Bureau national de coordination et de planification), ou CORDIPLAN, et la *Fundación para el desarrollo de la comunidad y el fomento municipal* (Fondation pour le développement de la communauté et l'amélioration municipale), ou Fundacomun, l'une rattachée à la Présidence de la République et l'autre dont le directeur est aussi nommé par l'exécutif national. Ainsi, la gestion des classes et territoires populaires est tenue fermement par le pouvoir exécutif, et notamment par le parti AD qui garde la mainmise sur ce dernier durant toute la décennie 1960.

À cette structure administrative fortement reliée à l'exécutif national et au parti politique qui l'occupe, s'ajoute la forme participative du développement. En effet, « la participation “populaire” ou “citoyenne” est le maître-mot du *desarrollo de la comunidad* vénézuélien dès la fondation de CORDIPLAN⁷⁰ », en s'inspirant de la norme participative qui circule parmi les coopérants onusiens de l'époque⁷¹. Dans le cadre vénézuélien, la participation est revêtue d'une double fonction. Premièrement, elle sert à fournir en moyens économiques et en main d'œuvre les programmes de développement de la communauté. Ainsi, durant la période de 1960 à 1963, 17 % des budgets de ces programmes d'action publique provient des contributions des communautés qui en sont bénéficiaires⁷². Deuxièmement, elle joue un rôle d'accompagnement du projet politique des dirigeants de la démocratie vénézuélienne naissante. En effet, la participation est vue par ses porteurs comme un moyen d'éduquer la population, et notamment les classes populaires, à une forme spécifique de démocratie. Plus concrètement, elle permet de mieux intégrer ces populations à une démocratie qui s'oppose au PCV et qui craint la place qu'il occupe dans les quartiers populaires, notamment à Caracas. En filigrane, la participation

⁶⁸ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, op. cit., p. 196.

⁶⁹ Comisión Económica para América Latina y el Caribe. *Ibid.*, p. 198. Kevin GOETZ, « Les dynamiques contemporaines du processus d'urbanisation au Paraguay », *Problèmes d'Amérique latine*, 2019, vol. 115, n° 4, pp. 37-62.

⁷⁰ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, op. cit., p. 205.

⁷¹ *Ibid.*

⁷² Note de bas de page 543. *Ibid.*, p. 206.

du PCV à l'organisation des mouvements de guérillas soutenus par Cuba est redoutée. Dans ce cadre, les *juntas* sont les lieux par excellence de l'intégration à la démocratie⁷³. C'est en effet à partir de ces instances que les communautés organisées peuvent communiquer avec les institutions en charge de la politique urbaine et de la politique de développement. Ces institutions sont à leur tour pilotées de près par la Présidence de la République qui nomme leurs dirigeants sur des critères de proximité partisane.

En ce sens, les « canaux bi-directionnels⁷⁴ » de communication entre *juntas* et institutions de développement sont des lieux d'intégration à la démocratie et de structuration de la politique partisane. L'obtention de biens et de services issus de ces programmes de développement exige la participation des communautés organisées aux structures prédéfinies par le champ politico-administratif⁷⁵.

1.1.2.2. Les coalitions des juntas : des mouvements à appartenance partisane

Cette logique s'observe notamment à partir de l'analyse de coalitions de *juntas*. En effet, les coalitions de *juntas* sont investies par les partis politiques pour s'assurer la place d'intermédiaires entre les institutions en charge des politiques publiques urbaines et les quartiers populaires. Les premières coalitions s'organisent autour du militantisme communiste. Le *Frente pro-fomentista* (Front pro-fomentista⁷⁶) est ainsi issu d'une mobilisation qui a réussi à faire réintégrer l'ingénieur Fortoul à son poste de directeur du *Plan de Emergencia*. Les principaux porteurs du Front ont été les *juntas pro-fomento* (conseils pro-fomento) et guidées par des militants du PCV⁷⁷. Mais le contexte de la politique développementaliste *adeca* conduit à l'éviction du PCV de la scène politique nationale et locale, et les coalitions commencent à prendre d'autres couleurs partisans⁷⁸. C'est ainsi que naît le *Movimiento pro-desarrollo de la comunidad* (Mouvement pro-développement de la communauté). Apparu en tant qu'association indépendante, le Mouvement pro-développement est fondé en 1962 par Alejandro Oropeza Castillo, gouverneur AD du District fédéral et proche du président Betancourt. À sa tête, se trouve Ruben Charlita Muñoz, militant *adeco* proche du gouverneur⁷⁹. Le Mouvement pro-

⁷³ *Ibid.*, p. 206-207.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 206.

⁷⁵ Ce terme est emprunté à Marie-Hélène Sa Vilas Boas dans Marie-Hélène SA VILAS BOAS, « Devenir porte-parole dans les conférences municipales des femmes de Recife, au Brésil », *Revue française de science politique*, 2016, vol. 66, n° 1, pp. 71-89.

⁷⁶ Le mot « fomento » ne m'a pas paru traduisible. Il renvoie à l'idée de « promouvoir » quelque chose.

⁷⁷ Serge OLLIVIER, *Exister como comunidad*, *op. cit.*, p. 96.

⁷⁸ *Adeca/adeco* : adjectif d'usage commun qui fait référence au parti AD. C'est aussi le nom donné à ses militants.

⁷⁹ Serge OLLIVIER, *Exister como comunidad*, *op. cit.*, p. 211.

développement regroupe des *juntas* pro-améliorations déjà existantes avec l'objectif de mieux coordonner leurs liaisons avec les institutions du développement de *la communauté*. En parallèle, l'affiliation des *juntas* au Mouvement pro-développement permet aux militants AD de les intégrer, voire d'y recruter des nouveaux militants.

La liaison entre Mouvement pro-développement et AD s'avère très profitable pour les *juntas* adhérant au Mouvement. À partir de cette affiliation elles peuvent faire des demandes de fonds directement à Funadacomun ou au Centre Simón Bolívar et en obtenir des réponses positives. Par ailleurs, le Mouvement lui-même fait des demandes à ces mêmes institutions et en obtient des fonds qu'il fait circuler vers les *juntas*. Enfin, à travers le Comité de remodelage des *barrios*, rattaché à l'Office de planification urbaine du gouvernement du District capital, des fonds peuvent à nouveau être sollicités et obtenus. Ces fonds circulent ensuite à travers le Mouvement pour arriver enfin aux *juntas*⁸⁰. Ces liaisons sont facilitées par l'appartenance partisane commune de tous les intermédiaires. Tout prend racine à la tête de l'exécutif, par le Président de la République qui nomme la direction des institutions développementalistes et le gouverneur du District fédéral. Ensuite, cela passe par le président du Mouvement pro-développement qui est lui-même nommé par le gouverneur. Le circuit s'achève avec les militants de base d'AD qui sont présents dans les *juntas* rattachées au Mouvement pro-développement⁸¹. Dit autrement, « la militance d'AD devient, dans la capitale, l'intermédiaire au développement de la communauté et incarne ainsi ces fameux “canaux bi-directionaux” souhaités par ses théoriciens ⁸²».

Le même type de configuration est reproduit à la fin de la décennie par le parti social-chrétien COPEI. En effet, le candidat COPEI Rafael Caldera remporte l'élection en 1969 et gouverne jusqu'en 1974. Il arrive à la présidence avec la promesse de construire 100 000 logements par an dont devraient bénéficier notamment les *barrios*. Mais pour ce faire, il faut contourner les réseaux d'AD qui tiennent les institutions développementalistes chargées de la politique urbaine ainsi que les *juntas* à partir du Mouvement pro-développement. Le Président Caldera crée alors par décret *la Secretaría de Promoción Popular* (Secrétariat de promotion populaire), rattaché à la Présidence de la République. Désormais c'est autour de cette nouvelle structure que s'organise le caractère participatif de la politique urbaine et de développement de la communauté, politique qui prend désormais le nom de *política de promoción popular*

⁸⁰ *Ibid.*, p. 212.

⁸¹ *Ibid.*

⁸² *Ibid.*, p. 210.

(promotion populaire). À sa tête, se trouve Adela Abbo Calvani, épouse d'Aristides Calvani, militant COPEI et ministre des Affaires étrangères⁸³. Elle travaille en lien avec Carlos Acedo Mendoza, militant COPEI et théoricien de la promotion populaire qui est nommé à la tête de Fundacomun.

Par ces réseaux, la *copeyanos* contrôlent désormais les institutions développementalistes⁸⁴. Suivant la même dynamique, les administrations municipales doivent être mises en concordance avec les nouvelles directions développementalistes. La présidence Caldera se penche plutôt sur la gestion des territoires populaires de l'État Miranda, dont la municipalité de Sucre fait partie, alors même qu'elle appartient à l'Aire Métropolitaine de Caracas. Arnoldo Arrocha, militant COPEI, est nommé au gouvernement de Miranda. Ceci entérine un lien avec la majorité *copeyana* au Conseil municipal de Sucre, qui sera dirigée par José Luis Rodríguez. Enfin, dans ce contexte de restructuration de la politique développementaliste autour du parti COPEI, une nouvelle coalition de *juntas* apparaît pour assurer le lien avec les *barríos* : le *Movimiento pro-fomento*⁸⁵. Celui-ci s'applique à fédérer les *juntas* des quartiers populaires de l'État de Miranda, notamment dans les *barríos* de Sucre. Ce nouveau Mouvement est dirigé par deux militants *copeyanos*, Antonio Yumare et Belén de Jesús Manero⁸⁶. Avec cette restructuration de la gestion des classes et territoires populaires, « le développement de la communauté selon COPEI prend les mêmes détours qu'avec AD, ceux de la mise en relation des *juntas* de quartiers avec l'administration municipale et les instituts d'urbanisme *via* les réseaux du parti⁸⁷ ».

Par ce biais, la conditionnalité politique de l'accès aux politiques publiques des classes et territoires populaires à leur intégration subordonnée dans des réseaux partisans se confirme. L'installation à long terme et par-delà des clivages partisans d'un même lien entre champ politique et classes et territoires populaires par le biais du gouvernement participatif des classes populaires est ainsi mis en évidence. L'alternance politique confirme cette tendance : l'élection de Carlos Andrés Pérez du parti AD en 1974 se traduit par une nouvelle reconfiguration des politiques développementalistes de gestion des territoires et classes populaires autour de son parti. Le Mouvement pro-développement est réinvesti et remis en relation avec Fundacomun.

⁸³ *Ibid.*, p. 218.

⁸⁴ Comme *adeco* pour les militants d'AD, *copeyano* est le nom commun donné aux militants du parti COPEI.

⁸⁵ Étonnement, il porte le même nom que la coalition des *juntas* menée par les militants communistes une décennie auparavant.

⁸⁶ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 221.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 222.

L'institution est cette fois-ci dirigée par Sonia Pérez qui y porte un regard de technocrate puisqu'elle y travaille depuis dix ans. Il se trouve aussi qu'elle est la fille du Président de la République.

1.1.2.3. *La chimère de la Réforme de l'État*

Par la suite, durant les années 1980, le débat sur la réforme de l'État apporte ses propres contraintes à la gestion politique des classes et territoires populaires. À cette époque deux questions prennent une large place au sein du débat public vénézuélien : le problème de la dette publique, et celui de la Réforme de l'État⁸⁸. Le Président Luis Herrera Campins, dont le mandat s'étend de 1979 à 1984, affirme dans son discours de prise de pouvoir avoir reçu un « pays hypothéqué », exprimant une critique acérée de la gestion précédente qui selon lui « avait mis ses intérêts personnels et ceux de son parti Action démocratique au-dessus de ceux de la nation⁸⁹ ». Le contexte de récession économique lié au contre-choc pétrolier de 1979 et de tension politique entre les deux partis de gouvernement touche fortement les classes et territoires populaires qui, après vingt ans de gouvernement démocratique, ne retrouvent pas de solutions aux problèmes structurels qui les concernent.

Le gouvernement d'Herrera Campins investit alors la question de la politique urbaine développementaliste d'une nouvelle variable, celle de l'approfondissement de la démocratie. En effet, pour lui, la démocratie représentative vénézuélienne, résultant d'un pacte entre les partis AD et COPEI, met à distance les citoyens de la vie républicaine⁹⁰. Aussi, en approfondissant la démocratie par le biais d'une véritable participation citoyenne, il serait possible de mieux gouverner le pays, et de mieux s'attaquer aux fléaux touchant les plus démunis. Cette vision obéit à une réflexion de longue date au sein de l'aile gauche de COPEI, dont Herrera Campins est membre, et qui est en lien étroit avec la doctrine sociale de l'Église catholique⁹¹. La traduction politique de ce projet participatif est visible par son inscription dans le texte du VI^e Plan de la Nation de 1979⁹². Néanmoins, si le volontarisme participatif du gouvernement est notable, il ne garantit pas la mise en place de politiques publiques qui permettent de traduire la participation en accès effectif au logement par les classes populaires,

⁸⁸ Luis Gómez CALCAÑO et Margarita LOPEZ MAYA, *El tejido de Penélope: la reforma del estado en Venezuela (1984-1988)*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, 1990.

⁸⁹ Angel Luis DE LA CALLE, « « Recibo un país hipotecado », afirmó Herrera Campins ante Carlos Andrés Pérez », *El País*, 14 mars 1979, URL complète en biblio.

⁹⁰ Serge OLLIVIER, *Exister como comunidad, op. cit.*, p. 235.

⁹¹ Margarita LÓPEZ MAYA, « Iglesia Católica y democracia participativa y protagónica en Venezuela », *Latin American Research Review*, 2014, vol. 49, S, pp. 45-60, p. 45-46.

⁹² Serge OLLIVIER, *Exister como comunidad, op. cit.*, p. 237.

ou encore aux équipements publics et services publics au sein des quartiers populaires. D'autant plus que le cadre participatif, et notamment les coalitions d'associations de voisins issues de la Loi organique du régime municipal (LORM) de 1978⁹³, est mobilisé par les cadres de COPEI pour dirimer leurs luttes internes. Ainsi, se confrontent les courants herreristes et calderistes qui créent respectivement leur propre coalition d'association de voisins : la Confédération unique d'associations de voisins du Venezuela (CONFAFEV) pour les uns, et la Confédération d'associations de voisins du Venezuela pour les autres⁹⁴.

Dans ce sens, si le cadre de la participation évolue en une discussion sur la nature démocratique de la démocratie vénézuélienne, la norme de la gestion politique des classes et territoires populaires est reconduite. En d'autres termes, l'accès des classes populaires aux biens et services publics est durablement inscrit à l'intérieur de rapports de forces partisans, même intra-partisans, dans lesquels les différentes échelles de l'État et ses institutions alliées sont des outils politiques et participent de manière structurelle aux rapports de force propres au champ politique.

Mais si ces usages politiques des outils de gouvernement sont la norme, ils n'en sont pas moins considérés comme problématiques. Ainsi, le président Jaime Lusinchi (1984-1989), du parti AD, arrive au pouvoir avec la « promesse [...] de chercher par le biais des réformes un “nouveau pacte social” qui permette de remonter la crise économique et approfondir la démocratie⁹⁵ ». Pour réfléchir à ces réformes, la Commission Présidentielle pour la Réforme de l'État (COPRE) est créée. Elle est dirigée par l'avocat et historien Ramón J. Velasquez. Après deux ans de travail, à partir de l'année 1986 la COPRE commence à présenter ses propositions pour l'approfondissement de la démocratie vénézuélienne. Elle identifie cinq axes d'action : l'approfondissement de la démocratie au sein des partis politiques, la réforme de la Loi organique de suffrage, l'élection populaire, directe et secrète des gouverneurs d'États, la réforme de la LORM et la législation sur le financement des partis politiques⁹⁶. Ces axes sont censés promouvoir la décentralisation de l'État vénézuélien, en impulsant une démocratie véritablement participative. La proposition de la COPRE est finalement rejetée par le gouvernement, en reportant son vote aux calendes grecques, et en empêchant la constitution d'une majorité en sa faveur au sein du Sénat. Cependant, certaines de ses suggestions sont

⁹³ Ley Orgánica del Regimen Municipal *Ibid.*, p. 230.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 242-243.

⁹⁵ Margarita LOPEZ MAYA, « Iglesia Católica y democracia participativa y protagónica en Venezuela », *op. cit.*, p. 53.

⁹⁶ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 245-246.

intégrées durant le mandat présidentiel suivant, à la suite des événements politiques majeures et tragiques.

En effet, le gouvernement de Carlos Andrés Pérez, élu pour la période 1989-1994, donne lieu à un « ''grand virage'' libéral en matière de développement économique⁹⁷ » qui s'exprime notamment par le *paquetazo* (grand paquet) des mesures qui impulsent la privatisation d'un ensemble d'entreprises publiques et l'augmentation des prix des services publics. La conséquence de ces décisions, ainsi que des décennies d'accumulation de tensions politiques et sociales entre Vénézuéliens sur fond d'extrêmes inégalités, est l'évènement communément connu comme *le Caracazo* du 27 février 1989⁹⁸. Après cette révolte populaire ayant été sévèrement réprimée, le gouvernement Caldera vote en avril 1989 la Loi sur l'élection et la révocation des Gouverneurs des États et la réforme de la Loi organique du régime des municipalités⁹⁹. Ces décisions ouvrent la voie à une discussion plus profonde sur la constitution vénézuélienne de 1961 en tant que cadre légal à repenser. Mais à nouveau, la discussion est interrompue : le gouvernement de Rafael Caldera (1994-1999), cette fois élu en tant que candidat de la coalition des partis *Convergencia*, met un coup de frein à l'éventualité d'une réforme constitutionnelle mal acceptée par les partis politiques du Pacte de Punto Fijo¹⁰⁰.

Dans cette période de réformes, la question de la gestion des classes et territoires populaires est un point central des discussions. Si la démocratie vénézuélienne est vue comme problématique, c'est aussi parce qu'elle est traversée par des contestations populaires de problèmes structurels que connaissent toujours les plus démunis. Cela est particulièrement visible dans les *barríos* de Caracas, où les effets d'une gestion publique qui se décentralise fait peser un poids économique très lourd sur les municipalités accueillant les populations les plus appauvries, tout en affranchissant les municipalités qui hébergent les classes dominantes d'une quelconque répartition des moyens¹⁰¹. Cette répartition inéquitable des moyens se produit dans un contexte de privatisation des services publics et de politiques d'austérité qui contraignent toujours plus la vie dans les quartiers populaires. Dans ce sens, la bataille partisane pour les *juntas* et les usages partisans de la politique publique urbaine ne font qu'entériner des structures inégalitaires qui produisent et reproduisent le *barrio*, tout en confirmant le poids des rapports

⁹⁷ *Ibid.*, p. 251.

⁹⁸ Margarita LÓPEZ MAYA, « The Venezuelan « Caracazo » of 1989: Popular Protest and Institutional Weakness », *Journal of Latin American Studies*, 2003, vol. 35, n° 1, pp. 117-137.

⁹⁹ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 246.

¹⁰⁰ Margarita LOPEZ MAYA, « Iglesia Católica y democracia participativa y protagónica en Venezuela », *op. cit.*, p. 55.

¹⁰¹ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 247.

de force politiques dans les processus de définition de l'action publique vis-à-vis des classes et territoires populaires.

Si la gestion des classes et territoires populaires du XX^e siècle se fait avec des tonalités très partisans par le haut, depuis les quartiers populaires urbains surgissent aussi des discussions, des formes de rattachement et de réadaptation des demandes publiques d'organisation des quartiers. Ainsi, que ce soit dans le cadre des *juntas* devenues ensuite des associations de voisins, ou dans le cadre des organisations populaires, les rattachements de la politique de la gestion des *barrios* depuis les quartiers populaires est une affaire de voisinage qui se transforme en affaire politique. En effet, la gestion des contours de la communauté se construit non seulement par des investissements issus du champ politique mais est aussi le fait de l'action à l'échelle locale, et l'occasion de construire des carrières militantes et des guichets de proximité.

1.2. Sur les réappropriations de la politique de gestion des *barrios* : les *juntas* et les organisations populaires

Analyser les réappropriations de la politique de gestion des *barrios* demande d'observer deux objets : les *juntas* et les organisations populaires. Les *juntas* surgissent d'abord en lien avec le militantisme partisan *adeco*, avant de devenir la forme d'organisation proposée et promue par les pouvoirs publics pour garantir un dialogue entre les *barrios* et les institutions publiques. Ainsi, pour les pouvoirs publics, la présence d'une *junta* est une condition préalable à l'arrivée des programmes d'action publique aux *barrios*, en vue de l'installation des équipements publics qui permettent l'accès à l'eau, l'électricité, la voirie. Éventuellement, ces *juntas* se transforment en associations de voisins, suivant les nouvelles normes issues de la Loi organique du régime municipal de 1978. Quant à leur fonctionnement, les contours des *juntas* sont relativement faciles à définir étant données les fonctions formalisées qui les structurent. Un président et un conseil directif choisis lors d'une élection tenue au sein d'une assemblée générale réunissant la communauté dirigent la *junta*. Celle-ci doit à son tour rendre des comptes

à la communauté dont elle surgit et dépend¹⁰². Cela est moins le cas avec les organisations populaires, pour lesquelles le choix de leur nomenclature est déjà un enjeu en soi¹⁰³.

Les différentes sources ne s'accordent pas sur la manière de nommer les mêmes objets. L'historien Serge Ollivier emploie le terme d'« associations¹⁰⁴ » non seulement du fait de sa discipline, mais aussi de son contact avec un contexte et une littérature française qui nomme ainsi les organisations normées par la loi de 1901¹⁰⁵. La sociologue Magaly Sánchez désigne le même objet par la catégorie de « mouvement social¹⁰⁶ », plus en consonance avec la littérature latino-américaine et états-unienne. Ces termes sont aussi des catégories d'usage mobilisées par les acteurs sur le terrain pour rendre compte de leurs diverses manières d'agir ensemble¹⁰⁷. Dans ma thèse, je fais le choix de nommer ces « associations » ou « mouvements sociaux » par le terme d'« organisations populaires ». Ce choix vient de la volonté de donner une définition à mon avis plus appropriée à des dynamiques collectives qui ne sont pas suffisamment définies par les deux termes précédents. En effet, il ne s'agit pas d'associations au sens formel du terme car les organisations populaires ne sont pas toujours construites en suivant un cadre légal en particulier. Et il ne s'agit pas non plus de « mouvements sociaux », dans le sens où ce terme renvoie, dans la littérature française, à « la multiplicité de conflits sociaux et de mobilisations visant à la défense de causes spécifiques, tout comme la diversité des organisations qui les animent¹⁰⁸ », renvoyant plutôt au cadre scientifique de « l'espace des mouvements sociaux comme un univers de pratique et de sens relativement autonome à l'intérieur du monde social, et au sein duquel les mobilisations sont unies par des relations d'interdépendance¹⁰⁹ ». Cependant, on peut dire que les organisations populaires font partie de l'espace des mouvements sociaux, étant des acteurs à part entière de cet espace¹¹⁰. Dans le cadre de la gestion

¹⁰² *Ibid.*, p. 232.

¹⁰³ Camille GOIRAND, « Participation institutionnalisée et action collective contestataire », *Revue internationale de politique comparée*, 2014, vol. 4, n° 20, pp. 7-28.

¹⁰⁴ Voir le chapitre 6 de sa thèse, « L'associationnisme au *barrio* ou la communauté (re)organisée ». Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 511.

¹⁰⁵ Camille HAMIDI, « Associations, politisation et action publique », *op. cit.*

¹⁰⁶ Magaly SANCHEZ R, Yves PEDRAZZINI et Ariana TARHAM, « ¿Hacia una estrategia cultural de los movimientos sociales urbanos? », in *Ambiente, Estado y Sociedad: crisis y conflictos socio-ambientales en América Latina y Venezuela*, Caracas, Venezuela, Centro de Estudios del Desarrollo (CENDES), 1991, pp. 105-130.

¹⁰⁷ Christian PAPINOT, « Pour une sociologie du ticket d'entrée », in *Ateliers Lausannois d'Ethnographie. 3ème édition.*, Lausanne, 2018.

¹⁰⁸ Lilian MATHIEU, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2007, n° 77, pp. 131-151.

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ Un exemple de cette dichotomie dans les termes selon le cadre de production des sciences sociales, que ce soit en Amérique Latine ou en France, se trouve dans le travail du sociologue Arnaud Trenta. Pour parler de ce qu'il nomme de manière générale des « organisations intermédiaires », il parle dans un texte en espagnol d'« organisations populaires » ou « organisations sociales », et dans un texte en français d'« associations », s'accommodant à chacune des traditions de recherches spécifiques dans lesquelles il produit et publie son travail.

des territoires et classes populaires, les organisations populaires émergent des liaisons entre les traditions militantes communistes, les mobilisations liées à l'Église catholique et les luttes pour l'installation durable des *barrios* dans la ville.

Les deux structures, *juntas* et organisations populaires, ont tout de même des caractéristiques en commun. En effet, au sein des *juntas* et des organisations populaires se développent les carrières militantes¹¹¹ des militants du quotidien¹¹² qui, par leur action, produisent des guichets de proximité au sein de leurs quartiers¹¹³.

1.2.1. Les *juntas* et les associations de voisins : des leaderships locaux en lien avec la politique municipale

Au sein des *juntas pro-mejoras*, ensuite associations de voisins, se construisent les carrières militantes des personnes qui deviennent des référentes au sein de leurs quartiers¹¹⁴. Référentes à la fois pour leurs voisins, car c'est auprès d'eux que l'on se dirige pour régler un problème lié à la quotidienneté de la vie dans le *barrio*, et notamment au manque de services dont l'absence rend compliqué ce quotidien ; et référentes aussi pour les pouvoirs publics avec qui ils peuvent être en contact du fait de leurs positions de notables dans le quartier, soutenues

Arnaud TRENTA, « Les pratiques associatives dans les banlieues de Paris et Buenos Aires. La comparaison de cas contrastés. », *Espaces et sociétés*, 6 novembre 2015, n° 163, pp. 41-55 ; et « Políticas sociales y organizaciones populares en Argentina (2003-2011): mediación social y movilización política en los barrios periféricos de Buenos Aires. », *Caderno CRH*, 2017, vol. 30, pp. 523-538.

¹¹¹ Olivier FILLIEULE, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel, Abstract », *Revue française de science politique*, 2001, n° 51, pp. 199-215 Éric AGRICOLIANSKY, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, 2001, vol. 51, n° 1, pp. 27-46. Les deux textes se réfèrent à la tradition interactionniste, dont Erving Goffman est un des plus grands représentants, se basant lui-même sur le travail d'Everett Huges. Goffman définit la carrière (morale plus précisément) de la manière suivante : « D'un côté, il s'applique à des significations intimes que chacun entretient précieusement et secrètement, image de soi et sentiment de sa propre identité ; de l'autre, il se réfère à la situation officielle de l'individu, à ses relations de droit, à son genre de vie et entre ainsi dans le cadre des relations sociales. Le concept de carrière autorise donc un mouvement de va-et-vient du privé au public, du moi à son environnement social, qui dispense de recourir abusivement aux déclarations de l'individu sur lui-même ou sur l'idée qu'il se fait de son personnage ». Erving GOFFMAN, *Asiles : études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*, France, Éditions de Minuit, 1984, p. 179-180.

¹¹² Si le langage du militantisme du quotidien est plus régulièrement mobilisé pour l'analyse du militantisme féministe (voir Martine CHAPONNIERE, Lucile RUAULT et Patricia ROUX, « Légitimité du féminisme contemporain », *Nouvelles Questions Féministes*, 2017, vol. 36, n° 2, pp. 6-14), il peut aussi être utilisé pour étudier nombre d'autres sujets et contextes de militantisme (voir les contenus de la journée d'étude « Sous les pavés, le quotidien. Regards croisés sur l'imbrication entre vie quotidienne et militantisme » organisée par Marcos Ancelevici et Montserrat Emperador. 21 octobre 2016, ENS de Lyon).

¹¹³ Hélène COMBES, « Trabajo político territorial y (auto)clasificaciones del quehacer político. Perspectiva desde la trayectoria de un líder barrial en la Ciudad de México », *Íconos - Revista de Ciencias Sociales*, 2018, n° 60, pp. 31-56.

¹¹⁴ Ici je fais allusion au *referente* de la littérature sur les militants dans les *villas* (bidonvilles) argentines. Javier AUYERO, *La política de los pobres: las prácticas clientelistas del peronismo*, *op. cit.*

par leurs appartenances politiques partisans¹¹⁵. Ainsi, l'entrelacement entre capital d'autochtonie et capital politique entérine la position de notabilité, et les capitaux peuvent éventuellement être reconvertis pour accéder à des postes administratifs et d'élu local¹¹⁶. Tout ceci n'est cependant pas toujours durable : non seulement ces positions peuvent toujours être remises en causes, mais cela l'est particulièrement dans les *barrios* où ces notabilités dépendent de la capacité à construire et maintenir des liens avec des acteurs politiques de l'extérieur. Au fur et à mesure que les *barrios* se consolident, les *juntas* et associations de voisins perdent leur primauté, et les positions d'intermédiation des notables sont donc mises en cause.

1.2.1.1. Les méthodes de fondation des barrios et les formes de l'autorité locale

En suivant l'argumentaire de Serge Ollivier¹¹⁷, il est possible de remarquer des relations très étroites entre la manière dont un quartier populaire est fondé et les formes que prennent ses configurations sociales et politiques. En effet, si le quartier a été fondé par achat de terrains ou par *invasión* (occupation ou squat)¹¹⁸, les liens entre les voisins et les formes de l'autorité locale ne se constituent pas de la même manière. Serge Ollivier le démontre à partir de deux exemples, ceux du *barrio* Maca et du *barrio* Julián Blanco, tous deux dans la municipalité de Sucre, à l'est de Caracas.

Le *barrio* Maca a été fondé par achat. Ses premiers habitants sont les époux Ruiz qui y arrivent en 1935. À cette époque les terrains du *barrio* Maca font partie d'une ferme, la *Granja Camacaro*. Les Ruiz achètent alors des droits d'usage, ou de *bienechuría*, au propriétaire de la ferme et construisent un *rancho*, laissant une partie de leur terrain en tant que terre cultivable.

¹¹⁵ Le terme de notable est utilisé par une socio-histoire du politique pour désigner des individus ayant fait des carrières d'élus durant le processus de professionnalisation de la politique au XIX^e siècle en France comme chez Eric PHELIPPEAU, « La fin des notables revisitée », in *La profession politique aux XIX^e et XX^e siècles*, Belin, Michel Offerlé, pp. 69-92.) Il est aussi mobilisé pour étudier la profession d'élu et ses évolutions récentes dans la politique locale. Mais cette catégorie est aussi applicable à des individus qui ne sont pas des élus au sens classique du terme, mais qui peuvent tout de même être élus au sens d'être choisis (par leurs caractéristiques et par leurs circonstances) pour accomplir des rôles d'intermédiation au sein « des réseaux relationnels, dans des environnements de contraintes et d'opportunités, au sein d'une société localisée ». Cesare MATTINA, « Mutations des ressources clientélares et construction des notabilités politiques à Marseille (1970-1990) », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2004, vol. 17, n° 67, pp. 129-155, p. 130.

¹¹⁶ Sur la notion de capital d'autochtonie, voir Jean-Noël RETIERE, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2003, vol. 16, n° 63, pp. 121-143 ; et Nicolas RENAHY, *Les gars du coin : enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, France, La Découverte, 2010. Sur le capital politique, voir Pierre BOURDIEU, « La représentation politique [Éléments pour une théorie du champ politique] », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1981, n° 36, pp. 3-24. Enfin, sur les reconversions de ces capitaux, voir Sylvie TISSOT, Christophe GAUBERT, Marie-Hélène LECHIEN et Yvon LAMY (dir.), *Reconversions militantes*, Limoges, Pulim, 2005.

¹¹⁷ Serge OLLIVIER, *Exister como comunidad*, op. cit., p. 260.

¹¹⁸ Quand l'on dit qu'un quartier populaire est fondé par invasion, cela fait référence à l'occupation illégale des terrains inoccupés faite par un ensemble de personnes avec le projet de se faire octroyer à posteriori la propriété légale de ces terrains par droit d'usage, ceci avec le soutien d'une autorité administrative et/ou politique.

nouveaux arrivants achètent, comme les premiers, des droits d'usage de la terre, en devenant de manière plus au moins formelle des propriétaires au même titre que leurs prédécesseurs. Dans ce quartier en construction, il n'y a pas de leaders très visibles ou encore de personnes jouant un rôle d'intermédiation avec les pouvoirs publics. Les personnages les plus visibles du quartier sont notamment les Ruiz et Juan Villegas, qui du fait de leurs conditions d'installation respectives sont en capacité soit d'héberger les nouveaux arrivants en attendant qu'ils construisent leurs propres *ranchos*, soit de leur offrir des fruits et des légumes issus de leur *conuco*. Ce type d'installation est visible par ailleurs dans la ville, comme au « sud de Petare [où] d'autres *barrios* voient le jour à la même époque : El Campito, El Nazareno, La Línea, Unión, El Carmen... Tout comme à Maca, [...] les habitants y ont généralement acheté la *bienechuría* avant de s'installer. On peut penser que cette histoire commune [...] implique aussi des traits communs, et notamment sur les relations de voisinage, qui seraient donc relativement équilibrées et non polarisées par des figures fortes¹²² ».

À la différence de Maca, le *barrio* Julián Blanco est un *barrio* construit par occupation. Dans ce sens, l'histoire du quartier commence par l'histoire d'un leader, en l'occurrence Luis Marcano¹²³. En 1960 Luis Marcano est policier, ce qui ne lui garantit pas des revenus suffisants pour accéder au système de location ou d'achat au sein de la *ville régulière*. Ainsi, Marcano habite, comme d'autres de ses collègues, dans un *rancho* loué au *barrio* José Félix Ribas à proximité de Petare, chef-lieu de la Municipalité de Sucre, et des terrains de l'hacienda La Urbina. Mais si son métier ne lui assure pas un bon salaire, Marcano compte parmi ses amis des personnes bien placées au sein du Conseil municipal et de la police municipale. En effet, il est proche de Julián Blanco, conseiller municipal et de Silvestre Hernández, sous-commandant de la police municipale. Ces amitiés forment une partie du capital social de Marcano, qu'il sait mobiliser pour résoudre la question de son logement¹²⁴. À cette époque, au tout début de la période démocratique vénézuélienne, la construction des *barrios* par occupation devient

¹²² Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad, op. cit.*, p. 266.

¹²³ Les données sur Luis Marcano dans la thèse de Serge Ollivier proviennent d'une thèse en urbanisme dont l'autrice est Iraida Montaña. Cette dernière a changé le nom de son enquête par souci d'anonymat. Aujourd'hui le nom réel de cette personne ne pourrait être récupéré que par entretien direct avec la chercheuse, ou encore avec ses propres enquêtés. Iraida MONTAÑO, *Les invasions de terres urbaines au Venezuela : un problème... ou une solution ?*, Paris, Institut d'Urbanisme. Université de Paris Val-de-Marne, 1980.

¹²⁴ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad, op. cit.*, p. 268.

fréquente¹²⁵. Pour Serge Ollivier, qui suit lui-même le raisonnement de Talton F. Ray¹²⁶, le succès de cette pratique vient des nouveaux rapports de force instaurés entre occupants, propriétaires de terres et autorités publiques grâce à l'action des conseillers municipaux. En effet, les nouveaux élus cherchent à construire leur légitimité auprès des classes populaires urbaines, qui après s'être impliquées dans les révoltes qui ont permis l'avènement de la démocratie, exigent l'action des nouveaux gouvernants en leur faveur¹²⁷. De la même manière, le succès des occupations est possible grâce aux liens de proximité qui existent entre élus locaux et leaders d'occupation du fait de leurs origines sociales partagées et du de leur militantisme partisan commun. C'est le cas de la relation entre Luis Marcano et Julián Blanco. Serge Ollivier observe des signes de proximité sociale et partisane entre ces deux hommes, qui s'expriment par l'emploi de Luis Marcano au sein de la police municipale, et dans leur identification mutuelle en tant que *compadres* (compères)¹²⁸. Julián Blanco et Luis Marcano partagent non seulement leurs attaches au parti AD, mais aussi leurs origines sociales populaires. De son côté, le policier n'est pas seulement un militant AD de longue date, il est aussi syndicaliste et ancien participant des *juntas pro-mejoras*. Ces traits de son parcours lui ont permis de se faire une place au sein des réseaux *adecos* de la municipalité de Sucre¹²⁹. Ainsi, quand Luis Marcano demande à son *compadre* s'il est possible d'occuper des terrains à proximité de son actuel logement, Julián Blanco lui indique un lieu propice à cette démarche. Le policier organise alors l'occupation d'une partie des terrains de l'hacienda La Urbina avec dix-sept familles, notamment celles de ses collègues et voisins. La nuit du 8 août 1960 les familles dirigées par Luis Marcano occupent le terrain prévu, construisent des *ranchos*, et s'y installent très rapidement. Grâce à la relation de Luis Marcano avec le sous-commandant de la police municipale, les occupants ne sont pas dans l'immédiat inquiétés par la police. Plus tard, quand

¹²⁵ Elle est présente non seulement à l'heure de construire des *barrios*, mais aussi au moment d'occuper les logements construits par la dictature, dont la plupart étaient vacants au moment de la révolution de 1958. C'est ainsi que les bâtiments du complexe d'habitations inaugurés par la dictature sous le nom *2 de diciembre*, ont été occupés par invasion et ont été renommés par décision de ses nouveaux habitants *23 de enero*, en hommage au jour de la chute de la dictature. Voir le chapitre « Democracy's Projects », Alejandro VELASCO, *Barrio Rising*, *op. cit.*, p. 52.

¹²⁶ Talton F. RAY, *The Politics of the Barrios of Venezuela*, Berkeley, University of California Press, 1969.

¹²⁷ Ce qu'Alejandro Velasco relève multiples fois dans son ouvrage, notamment en analysant les différentes formes d'action collective des classes populaires en vue de la question du logement urbain. Celles-ci vont des initiatives plus formelles comme les coalitions des *juntas*, jusqu'aux plus conflictuelles comme les séquestrations des représentants des institutions publiques en charge de la distribution des services publics dans la ville. Notamment dans les parties I et II de son livre. Alejandro VELASCO, *Barrio Rising*, *op. cit.*

¹²⁸ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 270. *Comadre* au féminin, le terme est utilisé communément au Venezuela pour désigner la relation entre deux personnes, l'une père ou mère d'un enfant, la deuxième parrain ou marraine du même enfant. Mais cet usage n'est pas exclusif, et le terme désigne aussi la proximité entre deux personnes appartenant à un corps commun, que ce soit par des relations familiales, de travail, politiques, entre autres.

¹²⁹ *Ibid.*, p. 310.

la Garde Nationale intervient, déloge les familles et emprisonne Luis Marcano, Julián Blanco le fait libérer et fait comprendre aux autorités militaires que cette occupation est parrainée par un élu municipal. Ainsi, le *barrio La Policía* (La Police), futur *barrio Julián Blanco*, est né¹³⁰.

Dans ce cadre, c'est bien Luis Marcano la figure forte du quartier car c'est lui qui permet l'occupation qui donne naissance au *barrio La Policía*. Et si lui-même ne reste pas suffisamment longtemps dans le quartier dont il est fondateur pour en devenir le représentant, la structure sociale du quartier est durablement marquée par la place du leader de l'occupation.

1.2.1.2. Les autorités locales et les relations avec le pouvoir municipal : les carrières d'intermédiation

La consolidation des quartiers populaires urbains passe nécessairement par une relation avec les pouvoirs publics. C'est la conséquence de la conditionnalité de l'accès aux biens et services publics à la présence d'une *junta pro-mejoras* en tant que structure officielle d'interlocution entre *barrios* et pouvoirs publics. Suivre le fonctionnement des *juntas pro-mejoras* permet de saisir les réappropriations locales de l'exigence organisationnelle qui se produisent au sein des quartiers populaires. Selon l'organisation sociale interne du quartier, qui elle-même est façonnée par la méthode de fondation du *barrio*, les *juntas* peuvent aller des plus éphémères aux plus personnalisées et durables. Cependant, la *junta* n'est pas la seule source d'intermédiation entre les quartiers et les pouvoirs publics. Parmi les habitants des *barrios* se trouvent des militants partisans qui du fait de leur militantisme obtiennent des postes au sein des institutions en charge des politiques publiques ciblant les quartiers populaires. Ils prennent appui sur ces positions pour orienter l'action des institutions publiques au bénéfice de leurs quartiers d'origine. Surgissent ainsi des intermédiaires qui participent à différentes échelles et à travers de divers réseaux à faire le rapprochement entre pouvoirs publics et *barrios*.

¹³⁰ *Ibid.*, p. 269.

Les intermédiaires de l'action publique : une première approche

Je me réfère ici à la définition des intermédiaires proposée par Olivier Nay et Andy Smith pour qui l'intermédiaire « est d'autant plus en mesure d'intercéder entre des institutions qu'il dispose d'une capacité d'interprétation des règles qui régissent localement les rencontres entre les milieux institutionnels ; qu'il peut s'affranchir (momentanément) des dépendances horizontales et verticales que son statut lui impose ; qu'il sait utiliser des règles et endosser des rôles propres aux différents milieux dans lesquels il intervient ; qu'il parvient à mobiliser et contrôler les images légitimes des groupes et des univers qu'il met en contact ; qu'il est en mesure de s'appuyer sur la référence à une "grandeur" faisant appel à un principe universel ou à un intérêt général. Il privilégie généralement l'arrangement sur le conflit, l'accommodement par rapport à la règle et l'adaptation au contexte de la situation¹³¹ ». Central dans cette thèse, la notion d'intermédiaire est mobilisée et discutée dans les prochains chapitres.

Au *barrio* Maca les *juntas pro-mejoras* sont présentes mais éphémères, tellement que les enquêtés de Serge Ollivier ne gardent pas particulièrement le souvenir de leurs dirigeants ni des activités dont elles ont été porteuses¹³². Mais étant donné que « les instituts d'urbanisme n'auraient pas entrepris de chantiers dans le quartier sans avoir une *junta* reconnue par le conseil municipal pour interlocuteur¹³³ », l'historien conclut qu'il y a bien eu une *junta* à Maca, mais de manière ponctuelle et ceci à l'occasion de mobilisations particulières en vue de l'installation d'un équipement public. La construction par achat du *barrio* Maca implique que la *junta* n'a pas joué un rôle central dans le processus de construction du quartier et, de ce fait, qu'aucun leader identifiable et durable n'a surgit. Les enquêtés de Serge Ollivier se souviennent plus facilement des hommes du voisinage qui étaient des militants partisans et occupaient la place d'employés au sein des instituts d'urbanisme en charge des ouvrages publics, plus particulièrement au sein du MOP. Pour le *barrio* Maca il s'agit de la figure d'Isaac Cabrices¹³⁴. Cabrices est un militant AD qui travaille en tant qu'ouvrier spécialisé à l'Institut national d'ouvrages sanitaires (INOS), en charge du service public de l'eau. Cette position lui permet d'être le porteur de la demande d'installation de l'eau courante et du tout-à-l'égout pour son quartier. Il apporte la nécessaire pétition à la fois à l'INOS et au Conseil municipal, et il

¹³¹ Olivier NAY et Andy SMITH (dir.), *Le gouvernement du compromis : courtiers et généralistes dans l'action politique*, Paris, Economica, 2002, p. 17.

¹³² Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, op. cit., p. 277-278.

¹³³ *Ibid.*, p. 277.

¹³⁴ *Ibid.*, p. 278.

supervise les travaux une fois qu'ils se mettent en place¹³⁵. En plus de ces activités essentielles pour la consolidation du quartier, Isaac Cabrices organise aussi une association sportive qui propose des activités aux jeunes. Cette multiplication de fonctions laisse un souvenir très vif de Cabrices au *barrio* Maca, souvenir que Serge Ollivier peut recueillir en 2012 auprès des habitants du quartier qui étaient des enfants ou des jeunes adolescents à l'époque. Pour l'historien, la multiplicité des activités de Cabrices dans son quartier s'explique par le croisement entre ses appartenances populaires et son activité de militant partisan. En effet, les réseaux d'AD (et de COPEI par la suite) irriguent les quartiers populaires. Dans ces réseaux, il est valorisé de participer à la vie du *barrio* et de s'engager auprès des « 'organisations périphériques' » à caractère social¹³⁶ ». Ainsi, Cabrices avait certainement des motivations locales liées à la gestion de la vie quotidienne au quartier, mais aussi des aspirations de reconnaissance partisane. En effet, la reconnaissance au sein du parti en tant que leader de quartier est une source de rétribution permettant, entre autres, de s'assurer de la durabilité des emplois publics¹³⁷.

Si à Maca, la figure de l'intermédiaire n'a pas été figée par sa formalisation au sein de la *junta*, à Julián Blanco, la figure centrale du leader de l'occupation est reprise et formalisée par le surgissement du leader de la *junta*. Ce dernier devient un intermédiaire clairement identifiable, unique et polémique qui reste longtemps une figure forte au sein du quartier.

Il s'agit d'Edmundo Rondón. Rondón est né en 1938 au sein d'une famille pauvre et rurale de l'État de Miranda. Sa famille migre à Caracas en 1947, et s'installe dans les *barrios* de Petare. En deux ans, elle doit déménager deux fois à cause de la pression immobilière qui s'exerce sur les terrains des *barrios* pour construire des complexes résidentiels ou *urbanizaciones*¹³⁸. Finalement, lorsque Edmundo a onze ans, la famille Rondón s'installe dans

¹³⁵ La pétition est « la demande écrite envoyée au conseil par la *junta* qui représente le *barrio*. Elle est envoyée à un conseiller municipal de la même couleur politique que celle du président de la *junta*. Mais le conseil doit généralement être poussé à agir. Pour s'en assurer, les habitants élaborent des stratégies de mobilisation qui passent bien souvent par la médiatisation de leur demande ». *Ibid.*, p. 304.

¹³⁶ Serge Ollivier cite la *Cartilla del Militante* ou le Manuel du Militant du parti Action Démocratique. Note de bas de page N° 764. *Ibid.*, p. 279.

¹³⁷ La texte de Serge Ollivier ne permet pas de savoir très clairement quel est le statut d'emploi d'Isaac Cabrices. Il dit que Cabrice travaille à l'INOS, qu'il y est salarié, et il utilise en fin de son propos sur cet acteur le terme fonctionnaire. Ollivier produit plutôt une autre catégorie, dont je ne me sers pas particulièrement dans ma thèse, celle d'*assimilés* aux administrations publiques *Ibid.*, p. 278. Cela lui sert à construire une typologie des « voisins qui comptent » au sein du quartier, que je n'explore pas dans cette partie, mais qui est très utile pour comprendre l'organisation sociale interne aux quartiers populaires, tout en gardant les limites intrinsèques à la démarche typologique. Voir : « Idéaux-types des voisins qui comptent ». *Ibid.*, p. 298.

¹³⁸ « Les *urbanizaciones* sont des secteurs résidentiels formels, construits sur des terrains acquis de droit et destinés, en fonction du niveau des prestations, à des populations de classe moyenne basse à très favorisée ». Note de bas de page N° 1. Julien REBOTIER, « Les principes alternatifs de la planification. Statut des terres et logement

le *barrio Ciudad Cartón* (ville de carton)¹³⁹. Edmundo grandit dans ce quartier, et du fait des difficultés économiques que traverse sa famille, il ne peut pas finir ses études primaires. Il commence alors à faire des petits boulots dans la rue, que ce soit en cirant des chaussures ou en vendant des journaux. Plus tard, vers l'âge de 17 ans il commence à travailler en tant qu'ouvrier non qualifié dans la zone industrielle de Los Cortijos à l'ouest de Petare. À ce moment, il commence à participer à la *junta pro-mejoras* de son *barrio*. Au sein de la *junta* il acquiert des connaissances et des compétences sur son fonctionnement interne, qu'il s'agisse des aspects pratiques (organiser une réunion, rédiger un compte rendu), ou des aspects plus politiques, dont les rapports de forces et la résolution de conflits. Il se forme surtout aux démarches administratives à suivre pour demander l'intervention des institutions publiques afin de faire arriver des équipements publics au quartier. Ainsi, quand il devient secrétaire général de la *junta*, il compte au sein de son réseau d'interconnaissances des travailleurs de l'INOS et des membres du Conseil municipal, tous issus des réseaux *adecos* au sein desquels il est inséré.

Toute cette expérience se mue en capital qu'il sait mettre à son profit et à celui de son nouveau quartier d'installation, quand marié et avec un enfant il emménage au *barrio Julián Blanco*. L'espace libre laissé par le départ du leader de l'occupation Luis Marcano est ainsi investi par Edmundo Rondón. Il renverse la *junta* existante et en met en place une nouvelle dont il devient le secrétaire général. Il se donne d'autant plus à ce rôle qu'il est à l'époque sans emploi. Il devient ce que Serge Ollivier appelle un « entrepreneur de *junta*¹⁴⁰ ». Effectivement, Rondón devient l'homme incontournable, au point où il commence à occuper tous les rôles internes à la *junta*, que ce soit comme secrétaire général ou encore à la tête des commissions de jeunesse, de sport, des pétitions, entre autres. Il s'investit dans ce rôle aussi en tant que militant d'AD, faisant campagne dans son quartier lors des échéances électorales. Son implication lui permet de vivre de la *junta*, puisqu'il va être à la fois le directeur des chantiers de consolidation du quartier, le percepteur des paiements des services publics auprès de ses voisins une fois ceux-ci installés, l'administrateur des nouveaux arrivants et ainsi de la cession des terrains du *barrio*, cela en échange d'un salaire ou d'autres formes de revenus. Dans ce sens, il vit de la *junta* comme l'on peut vivre de la politique¹⁴¹, pratiquant le nouveau « métier de la *junta* [qui] est donc indissociable des chantiers de “consolidation” du *barrio*¹⁴² ».

à Caracas », in *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2009, pp. 169-183.

¹³⁹ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, op. cit., p. 281.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 299.

¹⁴¹ Max WEBER, *Le savant et le politique*, Paris, 10 / 18, 2002.

¹⁴² Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, op. cit., p. 284.

À travers ces deux exemples, la présence des intermédiaires comme centre névralgique de la politique de gestion des classes et territoires populaires commence à se dessiner avec plus de clarté. Ces individus, inscrits dans des positions de notables au sein de leurs quartiers, accomplissent la fonction d'interface entre la *junta*, les élus locaux et les administrations publiques, construisent ce que j'appelle ici des carrières d'intermédiation¹⁴³. Il s'agit en effet de carrières, puisque durables dans le temps, et parce qu'elles produisent la place objective et subjective que ces individus occupent au sein de leur quartier. Ces carrières sont aussi le produit des méthodes de gouvernement des quartiers populaires de la part des pouvoirs publics. Leur inaction ou encore leur capacité à conditionner l'accès aux biens et services publics des classes populaires ouvrent à des dynamiques d'entrelacement entre le politique et l'action publique. C'est au sein de ces dynamiques qui surgissent les intermédiaires, dont la place est durable du fait de la continuité de la relation conditionnée entre les institutions publiques et les classes et territoires populaires.

1.2.1.3. La consolidation des quartiers et la moindre place de l'association de voisins : le lieu des carrières individuelles ascendantes

Au cours du processus d'installation et de consolidation des quartiers populaires surgissent des intermédiaires qui traversent des carrières ascendantes. Ainsi, le *barrio* Julián Blanco est nommé en hommage au conseiller municipal AD, lui-même issu des classes populaires, et dont l'influence a été centrale au moment de l'occupation des premiers terrains et aussi pour l'obtention des équipements et services publics nécessaires à la consolidation¹⁴⁴. Dans les années 1970 c'est au tour du *copeyano* Antonio Clemente, qui grâce à ses liens partisans accède à des emplois municipaux, et du fait de son long engagement auprès de la *junta pro-mejoras* de son *barrio* se fait remarquer par le parti et se fait porter candidat au poste de conseiller municipal¹⁴⁵. Mais ces deux figures restent relativement exceptionnelles. « Leurs parcours respectifs représentent l'aboutissement de carrières politiques de militantes issus des milieux populaires dont l'importance comme truchement social leur a permis d'exercer la charge prestigieuse de conseiller municipal. Ils sont les deux seuls à avoir connu une telle

¹⁴³ Olivier NAY et Andy SMITH (dir.), *Le gouvernement du compromis : courtiers et généralistes dans l'action politique*, op. cit., p. 14. Sur la notion de carrière, voir également Howard S. BECKER, *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Editions Métailié, 1985.; et Everett C. HUGHES, *Men and Their Work*, Glencoe, The Free Press, 1958. Pour une mise au point en français, certes déjà datée, voir Jean-René TREANTON, « Le concept de « carrière » », *Revue française de sociologie*, 1960, n° 1, pp. 73-80.

¹⁴⁴ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, op. cit., p. 309.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 311.

ascension dans le district Sucre, ascension politique et sociale depuis les *barrios* et attachée aux *barrios*. Leur carrière reste ainsi cantonnée à l'échelon municipal¹⁴⁶ ».

Mais si ces carrières sont exceptionnelles, les processus d'intermédiation de l'action publique dont elles sont l'exemple ne le sont pas. Avec l'arrivée de la LORM en 1978, le besoin d'intermédiation entre les quartiers et les pouvoirs publics est toujours d'actualité, même si cela se produit en contexte de consolidation aboutie des quartiers. Les *asociaciones de vecinos* (associations de voisins) surgissent alors. Cette structure participative se place dans la continuité des *juntas pro-mejoras*. Elles deviennent aussi le lieu où s'expriment et se dénouent les nouvelles tensions au sein des *barrios* qui voient leurs populations fortement augmenter à partir des années 1970, les relations de voisinage ne pouvant plus dépendre des liens historiques entre les familles fondatrices. Réputées pour être relativement inactives, les associations de voisins n'ont pas la même prééminence que les *juntas pro-mejoras* puisque l'urgence du début de l'installation des quartiers est déjà passée. Les associations de voisins deviennent alors des tremplins pour des carrières administratives à proximité du conseil municipal.

Ainsi, au *barrio* Maca, le quartier est scindé en deux après la constitution de deux associations de voisins distinctes, la première en bas de la pente pour le nouveau quartier Cecilio Acosta, et la deuxième en haut de la pente pour le secteur Maca-El Grupo¹⁴⁷. À Julián Blanco, la division se fait autour de la rue Panorama et la rue Pamplona. En effet, les voisins de la rue Panorama, la principale du quartier, parmi lesquels Edmundo Rondón, ont la main sur l'association de voisins. Si l'association obtient des avancés pour l'ensemble du quartier, l'accroissement de la population entraîne de nouvelles demandes de la part des voisins dont les maisons sont moins bien desservies par les services publics que les plus anciennes¹⁴⁸. C'est le cas des maisons qui se trouvent sur la rue Pamplona, en bas de la ligne de crête. Les habitants de la rue Pamplona mettent alors en place leur propre association de voisins pour répondre à leurs besoins, pas suffisamment pris en compte par la première association.

La constitution de nouvelles associations de voisins formalise les plus récentes divisions territoriales au sein des quartiers, et fait surgir de nouveaux rapports de force desquels émergent de nouveaux leaders d'associations qui agissent en tant qu'intermédiaires, tel que l'ont fait les anciens leaders des *juntas*. Cependant, dans les quartiers où les grands ouvrages ont été finalisés par le passé, les associations ne sont plus aussi estimées que les *juntas* auparavant, et « ses membres sont perçus comme des “enchufados”, des “pistonnés” opportunistes et attentistes

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 312-313.

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 316-317.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 318-319.

qui espèrent de leur statut de “leader” certains bénéfiques de la part des autorités élues¹⁴⁹ ». Ce qu’ils peuvent en effet obtenir. Serge Ollivier observe notamment le parcours de Gladys Ascaño, militante COPEI et fondatrice de l’association des voisins de la rue Pamplona au *barrio* Julián Blanco.

Gladys Ascaño a 25 ans, un enfant, et peu de formation quand elle commence à militer au sein de COPEI. En 1978, année d’élection présidentielle, elle participe au collage d’affiches de propagande pour le parti et pour son candidat, Luis Herrera Campins. Par ce biais, elle obtient une source de revenus complémentaires en tant que « travailleuse municipale surnuméraire¹⁵⁰ ». Quand COPEI gagne les élections présidentielles tout en remportant la majorité du conseil municipal de la municipalité de Sucre, Gladys Ascaño décroche un poste d’agent d’entretien. Neuf ans après elle est licenciée, ce qui la choque profondément puisque la récente mairie, née après les lois de décentralisation de 1989, est remportée par un candidat COPEI. Elle interpelle directement le nouveau maire, et ce dernier remet Gladys à son poste en reconnaissance de sa longue carrière de militante au sein de COPEI, et de son rôle d’instigatrice de l’association de voisins de son quartier. Grace au soutien du maire Gladys Ascaño décroche rapidement un emploi qualifié de travailleuse sociale. « Gladys Ascaño prend en effet ses fonctions au département de Protection citoyenne de la mairie de Sucre à la même époque où elle fonde l’association de voisins de la rue Pamplona. [...] Légitimée par son statut de présidente de l’association de voisins de sa rue, elle déploie alors son activité à l’échelon municipal [... en plus de devenir] la secrétaire des affaires féminines de la fédération des associations de voisins du district Sucre¹⁵¹ ». Elle continue ainsi ce qui va devenir sa carrière d’employée municipal qui se trouve entrelacée à sa carrière de militante. Si Gladys Ascaño n’en tire pas fortune, ses rôles de militante partisane et de leader d’association de voisins lui permettent de s’offrir une certaine sécurité d’emploi en même temps qu’elle s’établit comme une figure reconnue de son quartier et de son parti.

Les politiques publiques de gestion des classes et territoires populaires sont réappropriées et réinterprétées au sein des *barrios*. L’exigence organisationnelle en lien avec l’incitation au militantisme partisan encadrent les relations sociales au sein de ces quartiers en construction. Dans ce contexte, des acteurs intermédiaires surgissent et tissent des liens entre les quartiers populaires et les pouvoirs publics. Ces acteurs sont divers et les formes d’intermédiation qu’ils mettent en place dépendent des ressources qui leur sont propres. Ils sont, dans leur diversité,

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 318.

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 320.

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 322.

une pièce essentielle des politiques publiques adressées aux classes populaires tout en restant dans la position de courtiers, sans majeures revendications contestataires.

Il demeure néanmoins des espaces où cet encadrement est moins efficace, et où les formes de l'organisation populaire cherchent moins à travailler avec l'État qu'à s'y confronter.

1.2.2. Les organisations populaires et la gestion non partisane du quartier : des réflexions sur l'autonomie

La ville de Caracas évolue, s'élargit, et se peuple. Elle devient une grande métropole. La terre devient un enjeu dans la bataille entre la *ville régulière* et la *ville des barrios*. Du fait des politiques de promotion immobilière soutenant le secteur privé et la construction publique à haut prix, les *barrios* vivent des pressions constantes et des menaces de délogement¹⁵². À cela s'ajoutent des pressions policière et sécuritaire qui augmentent au fur et à mesure que l'économie de la drogue s'insère au sein des quartiers populaires, donnant alors une mauvaise réputation aux *barrios* et à leurs habitants¹⁵³. Dans ce contexte, s'organiser pour affronter les menaces de délogement sert aussi à résoudre les problèmes internes issus de l'agencement social et économique des quartiers. L'organisation est aussi le moyen de faire face aux pouvoirs publics avec qui les relations varient entre la connivence et la confrontation¹⁵⁴. S'organiser est d'autant plus important en période d'ajustements économiques et d'austérité, puisque c'est la manière de construire une réponse collective à un quotidien de plus en plus complexe pour les classes et territoires populaires¹⁵⁵. C'est dans ce contexte que des *barrios* comme le 23 de enero, La Vega et San Agustín acquièrent leur visibilité et leur réputation de quartiers combattifs, voire révolutionnaires.

Si la mémoire des luttes au sein des quartiers dits combattifs leur est spécifique et de fait ne peut pas être généralisée à l'ensemble de *barrios* de la capitale, elle est productrice de ressources matérielles et symboliques revendiquées comme faisant partie de l'histoire des luttes

¹⁵² Voir p. 196, p. 226, p. 238. Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, op. cit.

¹⁵³ Pour un regard critique sur l'économie de la drogue et les politiques publiques anti-drogues dans le cas vénézuélien, voir : Andrés ANTILLANO et Verónica ZUBILLAGA, « La conexión drogas ilícitas violencia. Una revisión de la literatura y consideraciones a la luz de la experiencia venezolana », *Espacio Abierto. Cuaderno Venezolano de Sociología.*, 2014, n° 23, pp. 129-148. « War on the urban poor : from a benefactor to a repressive State » dans le chapitre 2 de Sujatha FERNANDES, *Who can stop the drums?: Urban social movements in Chávez's Venezuela*, Duke University Press, 2010, p. 74.

¹⁵⁴ Voir le chapitre 5 « Water, Women and Protests : The Return of Local Activism, 1969-1977 ». Alejandro VELASCO, *Barrio Rising*, op. cit., p. 133.

¹⁵⁵ Edgardo LANDER, « The Impact of Neoliberal Adjustment in Venezuela, 1989-1993 », *Latin American Perspectives*, 1996, vol. 23, n° 3, pp. 50-73.

populaires et des gauches vénézuéliennes en général. Par cette mémoire circulent aussi des répertoires d'action réactivés selon les circonstances¹⁵⁶.

1.2.1.1. Les menaces de délogement et les réponses organisationnelles et culturelles

Dans le contexte du choc pétrolier de 1973, et avec l'arrivée à la présidence de Carlos Andrés Pérez, une politique de dépense publique est engagée. Or cette dépense publique profite à un marché immobilier qui cherche du profit en construisant des *urbanizaciones* destinées aux classes moyennes et dominantes là où des *barrios* ont été bâtis auparavant. Ceci s'opère sans que des solutions de relogement convenables soient données aux habitants des quartiers populaires sous risque de délogement. À la suite d'une carrière de technocrate au sein notamment de la Banque interaméricaine de développement, Diego Arria¹⁵⁷ est nommé gouverneur du District fédéral et directeur du Centre Simón Bolívar. Durant son mandat, « l'éradication¹⁵⁸ » des « zones marginales¹⁵⁹ » de Caracas est prévue, impliquant l'évacuation des quartiers ouest de la ville dans des secteurs comme Catia, La Vega, San Agustín, soit 385,91 hectares de *barrios* devant disparaître¹⁶⁰. Ces pressions trouvent différentes réponses au sein des quartiers populaires¹⁶¹. Des coordinations surgissent afin de mener des actions comme des grèves de la faim ou des occupations de l'espace public¹⁶². Des actions culturelles pour la défense de l'identité populaire et afro-descendante sont également organisées afin de promouvoir la protection des lieux populaires où ces identités se déploient¹⁶³.

À La Vega, dans le secteur Los Canjilones, un *Comité contra los desalojos* (Comité contre les délogements) est créé en 1975. Il est principalement formé d'activistes locaux et de militants révolutionnaires. Les premiers sont nommés « coordinateurs et coordinatrices », dont

¹⁵⁶ « Le concept de répertoire d'action collective désigne le stock limité de moyens d'action à la disposition des groupes contestataires, à chaque époque et dans chaque lieu. Charles Tilly, à qui l'on doit ce concept, le définit comme 'une série limitée de routines qui sont apprises, partagées et exécutées à travers un processus de choix relativement délibéré' (1995, p. 26) ». Cécile PECHU, « Répertoire d'action », in *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2009, pp. 454-462.

¹⁵⁷ Qui par la suite fera une carrière à l'internationale et sera une des figures fortes des oppositions de droite au gouvernements chavistes. Voir son site d'internet personnel : diegoarria.com (consulté le 18 juin 2018).

¹⁵⁸ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 454.

¹⁵⁹ *Ibid.*

¹⁶⁰ *Ibid.*

¹⁶¹ Magaly SANCHEZ R, Yves PEDRAZZINI et Ariana TARHAM, « ¿Hacia una estrategia cultural de los movimientos sociales urbanos? », *op. cit.*

¹⁶² Chapitre 5 - Section 3 : « La grève de la faim de septembre 1975 : convergence révolutionnaire contre les délogements ». Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 453.

¹⁶³ Chapitre 4 « Culture, Identity and Urban Movements ». Sujatha FERNANDES, *Who can stop the drums?*, *op. cit.*, p. 113.

notamment des prêtres ouvriers et leurs proches¹⁶⁴. Les deuxièmes sont issus des Comités de luttes populaires (CLP)¹⁶⁵.

Le dimanche 14 septembre 1975 les membres du CLP de La Vega décident d'occuper l'école de leur secteur, l'école Vicente Emilio Sojo, pour faire pression sur les autorités et empêcher les délogements. L'occupation se transforme aussitôt en grève de la faim, avec comme premiers grévistes des jeunes ayant été formés à la fois par des jésuites et par des militants marxistes. La grève dure jusqu'au 22 septembre. Les grévistes sont réprimés par la police, notamment par la Direction d'investigation des services d'intelligence et de prévention (DISIP), et se voient obligés de quitter l'école pour se réinstaller dans une maison à proximité¹⁶⁶. Leur grève devient très visible grâce au soutien des réseaux ecclésiastiques et militants. Les médias relaient aussi le conflit. Enfin, les grévistes de la faim obtiennent gain de cause quand Diego Arrias, le gouverneur de Caracas, reçoit les autorités de l'Église en leur représentation et propose une solution radicale au conflit, à savoir, la fin des délogements à Los Canjilones¹⁶⁷.

Cette mobilisation victorieuse devient une référence des luttes populaires aussi bien au *barrio* La Vega que dans d'autres *barrios* de la capitale. Elle inspire à la mise en place de structures d'organisation durables, dont la création par les membres du CLP et d'autres acteurs impliqués dans la grève de l'association civile Terepaïma (ASOCITE). Celle-ci devient une école de militantisme populaire pour les jeunes, et les moins jeunes de La Vega jusqu'à la fin des années 1980¹⁶⁸.

¹⁶⁴ Sur le rôle de l'église dans les quartiers populaires de Caracas, et notamment les liens avec la théologie de la libération et les prêtres ouvriers, voir « L'Église des étrangers dans les *barrios* de Caracas (1965- années 1990) ». Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad, op. cit.*, p. 396.

¹⁶⁵ Durant les années 1960, après avoir été poussé à la clandestinité, le Parti Communiste Vénézuélien et l'aile gauche d'Action Démocratique, le *Movimiento de Izquierda Revolucionaria* (MIR), parcourent un chemin vers l'insurrection armée et donc vers la conformation des guérillas (pour plus de détails sur les guérillas et le rôle qu'elles ont pu jouer à Caracas, et notamment au *barrio 23 de enero*, voir les chapitres 3 et 4 de l'ouvrage de Velasco. Alejandro VELASCO, *Barrio Rising, op. cit.*). A la fin de la décennie, un processus de « pacification » s'est accompli marquant la fin de l'insurrection armée. Durant ce processus, mis en exécution par le gouvernement COPEI de Rafael Caldera en 1969, certaines garanties sont données aux anciens guérilleros et la légalisation du PCV et du MIR est obtenue (*Ibid.*, p. 120.). Durant la décennie suivante les anciennes formations *guerrilleras* comptent encore avec des militants insurgés, nommés les *ñángaras*, mais elles se concentrent surtout dans la reconversion de leurs luttes au sein des quartiers populaires, avec l'objectif de soutenir, voire diriger, les mobilisations des classes et territoires populaires. Ainsi, les formations *Bandera Roja* ou Drapeau Rouge, la Ligue Socialiste et *Ruptura* constituent à partir de 1975 les premiers Comités de luttes populaires. Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad, op. cit.*, p. 378.

¹⁶⁶ Sujatha FERNANDES, *Who can stop the drums?*, *op. cit.*, p. 52.

¹⁶⁷ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad, op. cit.*, p. 457-460.

¹⁶⁸ Voir la section 4 « ASOCITE, une association pour un mouvement barrial organisé, 1976 et 1978 » et la section 6 « 1982-1999 La Vega, ce quartier rouge » du chapitre 5 de Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad, op. cit.*

Dans ce contexte de lutte contre les délogements, les mobilisations se multiplient et prennent appui sur divers supports. Un de ces supports est le « travail culturel¹⁶⁹ » qui prend appui sur la revendication de la culture afro-vénézuélienne énoncée comme intrinsèquement liée aux cultures populaires¹⁷⁰. En effet, les habitants des *barrios* « s’approprient des traditions populaires comme un moyen d’exprimer les réalités et les expériences de la vie urbaine tout en reliant [leurs] propres origines à un passé rural, d’esclavage issu de la diaspora africaine¹⁷¹ ». D’une certaine manière, cet ancrage dans le passé est une façon de se donner de la légitimité au présent, et de rendre visible les vies populaires vécues au sein de la *ville des barrios*.

Au *barrio* 23 de enero surgissent des groupes culturels comme le Mouvement social culturel et artistique dans le secteur Sierra Maestra¹⁷². À La Vega, cette place est prise par le *Grupo Autóctono*¹⁷³. Mais le plus reconnu des groupes culturels surgit à San Agustín, et notamment au *barrio* Marín où s’organisent à partir de l’année 1977 des concerts de *tambores*¹⁷⁴ et de salsa sur la place derrière le théâtre Alameda¹⁷⁵. Sur cette place alternent concerts et réunions d’organisation contre les délogements. L’évènement est appelé *El Afinque de Marín*. « ”El Afinque”, car c’est le lieu pour *afincarse*, soit en argot, “s’y mettre” (sous-entendu : à danser)¹⁷⁶ ». El Afinque est animé par le *Grupo Madera* (Groupe bois), faisant référence au matériel avec lequel l’on fabrique les percussions traditionnelles. Les membres de *Madera* sont issus du *barrio*, et avec leur musique ils participent à la gestion interne du quartier. Cela passe par l’animation des moments festifs qui servent aussi à rassembler les voisins autour des discussions politiques, et par l’accompagnement de la jeunesse grâce à la mise en place d’un

¹⁶⁹ « Le “travail culturel” qui se met en place dans les *barrios* au cours des années 1970 est un combat profondément politique contre ce double stigmatisme urbain et racial, contre cette relégation sociale doublement symbolisée. Il est une lutte “pour la dignité” c’est-à-dire une lutte symbolique et catégorielle ». *Ibid.*, p. 512.

¹⁷⁰ La question de la racialisation des rapports sociaux au Venezuela mérite, et a peu fait l’objet, d’un travail de recherche en soi. En effet, l’idée communément admise qu’au Venezuela il existerait une sorte de démocratie raciale est fautive. L’idée de la démocratie raciale au Venezuela se base sur l’histoire coloniale du pays selon laquelle tous les Vénézuéliens seraient pareillement métisses, et de ce fait n’auraient pas entre eux des rapports sociaux hiérarchisés du fait des appartenances raciales socialement construites. Mon vécu personnel et celui de mes enquêtés me permettent d’affirmer qu’il existe bel et bien des dominations raciales au Venezuela, lesquelles s’enchevêtrent avec d’autres formes d’hiérarchisation sociale (classe, genre, handicap...). Pour aller plus loin : Jesús María HERRERA SALAS, « Ethnicity and Revolution: The Political Economy of Racism in Venezuela », *Latin American Perspectives*, 2005, vol. 2, n° 32, pp. 72-91.

¹⁷¹ Sujatha FERNANDES, *Who can stop the drums?*, *op. cit.*, p. 123.

¹⁷² Le nom du groupe est aussi un jeu de mots. En effet, *mosca*, qui signifie mouche en espagnol, est aussi une expression utilisée au Venezuela pour dire à quelqu’un qu’il faudrait qu’il soit attentif, qu’il soit réactif.

¹⁷³ Sujatha FERNANDES, *Who can stop the drums?*, *op. cit.*, p. 29.

¹⁷⁴ C’est le nom communément donné aussi bien au style de musique qu’aux différents instruments de percussion utilisés pour jouer cette branche de la musique traditionnelle vénézuélienne. Elle est issue des influences africaines apportées par les esclaves déportés du continent africain envers le continent américain par les colonisateurs européens.

¹⁷⁵ Sujatha FERNANDES, *Who can stop the drums?*, *op. cit.*, p. 54.

¹⁷⁶ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 517.

groupe *Maderita*, (Petit bois) au sein duquel les enfants apprennent à jouer des percussions¹⁷⁷. C'est ainsi que le travail culturel se relie à son corolaire, le « travail social¹⁷⁸ ».

Madera a du succès à San Agustín et en dehors. Le groupe se produit sur différentes scènes à Caracas et dans le reste du pays, allant jusqu'à jouer sur la chaîne publique *Venezolana de Televisión* (VTV), ce qui lui assure une visibilité à échelle nationale. Cette visibilité est d'autant plus importante que la musique de *Madera* s'inspire de revendications populaires, les paroles et la musique mettant en valeur la richesse culturelle des *barrios* contre le stigmate social qui légitime les politiques de délogement¹⁷⁹. Les musiciens du groupe *Madera* rendent visibles les luttes des quartiers populaires urbains, ce qui permet de leur donner une légitimité et de faire des liens concrets avec d'autres acteurs de la scène intellectuelle et artistique des réseaux des gauches vénézuéliennes. Ainsi, « durant les années 1980, l'action culturelle devient [...] le lieu de rencontre entre un certain activisme radical issu des *barrios* et un engagement [de gauche] de classe moyenne¹⁸⁰ ». Tout ceci s'ancre dans un cadre de promotion publique de la culture à partir notamment de la fondation du Conseil national de la culture (CONAC), fondé par l'ancien militant PCV, journaliste et écrivain Miguel Otero Silva¹⁸¹. Durant cette période « les politiques publiques [...] jouent paradoxalement un rôle doublement incitatif [vis-à-vis de l'engagement culturel au sein des *barrios*] : comme soutien, par un patronage sans précédent, aux associations artistiques en milieu populaire – et échappant partiellement aux élus – ; et comme repoussoir, par des plans de rénovation urbaine qui menacent des *barrios* établis¹⁸² ». Si l'organisation par la culture et le travail culturel proposent un cadre de mobilisation pour les quartiers populaires, celui-ci n'existe pas sans l'accompagnement du travail social.

1.2.2.2. *Le travail social : la gestion de la jeunesse et du quotidien au sein des barrios*

Durant la décennie de 1970 les difficultés d'installation et de consolidation des *barrios* paraissent dépassées, mais ouvrent la porte à de nouvelles problématiques. L'accès aux services publics reste précaire, et les conditions de travail et de vie des habitants des *barrios* sont plus que compliquées¹⁸³. Les problèmes de la criminalité, de la délinquance et du trafic de drogues

¹⁷⁷ *Ibid.*

¹⁷⁸ *Ibid.*, p. 512.

¹⁷⁹ Sujatha FERNANDES, *Who can stop the drums?*, *op. cit.*, p. 55.

¹⁸⁰ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 524.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 522.

¹⁸² *Ibid.*, p. 524.

¹⁸³ Comme le démontrent les luttes contre les manquements du service de l'eau au 23 de enero au mois de mai 1969. Ce « petit » évènement arrive au lendemain de ce qui est considéré comme un « grand » évènement démocratique au Venezuela, à savoir, la première alternance pacifique entre un gouvernement AD, présidé par

pèsent lourdement, touchant notamment la population jeune, majoritaire dans ces quartiers qui devient alors la cible des forces de l'ordre¹⁸⁴. Ces problématiques vont notamment être traitées par le biais du *trabajo social* (travail social)¹⁸⁵. Définir cette catégorie d'usage comporte certaines difficultés, notamment car ses usages sont multiples et parce qu'elle peut être difficile à différencier d'autres catégories d'usage, dont certaines sont devenues des catégories d'analyse, comme le « travail culturel¹⁸⁶ », le « travail politique¹⁸⁷ », ou le « travail communautaire¹⁸⁸ ». Ici je définis le « travail social » comme les multiples efforts collectifs faits au sein des *barrios* pour bâtir de manière autonome la gestion interne du quotidien et les problèmes qui en découlent. Ce travail social se distingue donc des autres formes d'intermédiation par l'importance accordée à l'autonomie par les organisations populaires. Ici, l'autonomie renvoie au fait que les organisations populaires se construisent à partir d'une vision critique des partis politiques, et sans adhésion formelle à ceux-ci. Bien sûr, cela ne veut pas dire qu'aucun lien n'existe entre les partis politiques et les organisations populaires. Au contraire, parmi les membres de ces organisations l'on trouve des militants partisans et des anciens guérilleros. Bien plus, les réseaux qui constituent les organisations populaires ainsi que leurs pratiques ont pour origine ceux du PCV et de l'Église catholique¹⁸⁹. Toutefois, durant la période ces origines politiques fusionnent au sein des organisations populaires qui par leur travail militant produisent le *barrio* et la communauté qui l'habite¹⁹⁰.

L'historien Alejandro Velasco analyse l'apparition des différentes organisations populaires au sein du quartier *23 de enero*. Ainsi, l'organisation *Juventud en marcha* (La jeunesse en marche), notamment dirigée par des femmes, réunit à partir du secteur Zona Central

Raúl Leoni, et le nouveau gouvernement COPEI de Rafael Caldera. Alejandro VELASCO, *Barrio Rising*, *op. cit.*, p. 133.

¹⁸⁴ Velasco nous explique qu'il peut être difficile de trouver des chiffres par quartier à ce propos. Tout de même, il observe grâce à des sources officielles (du ministère de la Justice) et journalistiques comment les arrestations liées au trafic de drogue ont augmenté de façon exponentielle passant de 209 en 1969, à 409 en 1970, jusqu'à 1200 en 1971. « De ceux qui ont été détenus, 80% était des jeunes entre les âges de 15 et 29 ans ». *Ibid.*, p. 141.

¹⁸⁵ La catégorie est utilisée à tour de rôle par les enquêtés de Serge Ollivier (Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 526.) et ceux d'Alejandro Velasco (Alejandro VELASCO, *Barrio Rising*, *op. cit.*, p. 143.) pour décrire leurs activités au sein de leurs quartiers.

¹⁸⁶ Voir *supra*.

¹⁸⁷ Edison HURTADO ARROBA, Martín PALADINO et Gabriel VOMMARO (dir.), « El trabajo político en América Latina: actores, recursos y trayectorias », *Íconos. Revista de Ciencias Sociales*, 2018, vol. 60 Julieta QUIROS, *El porqué de los que van*, *op. cit.* Javier AUYERO, *La política de los pobres: las prácticas clientelistas del peronismo*, *op. cit.*

¹⁸⁸ *Community oriented* pour Alejandro VELASCO, *Barrio Rising*, *op. cit.*, p. 182. Et travail communautaire pour Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 513.

¹⁸⁹ Comme cela a été le cas pour Asocite à La Vega, par exemple.

¹⁹⁰ Maud SIMONET-CUSSET, *Le travail bénévole : engagement citoyen ou travail gratuit ?*, Paris, La Dispute, 2010. Mathilde PETTE, « Associations : les nouveaux guichets de l'immigration ? Du travail militant en préfecture », *op. cit.*

du 23 de enero « jusqu'à trois-mille jeunes du quartier autour "d'activités culturelles, athlétiques, sociales et de récréation avec l'objectif de travailler autour du développement de la communauté" »¹⁹¹ ». Le *Grupo de Trabajo La Piedrita* (Groupe de Travail Le petit caillou) surgit dans le secteur Los Arbolitos, et sa réponse à la pression des trafiquants de drogue et de la police est double. D'une part, le groupe Petit caillou organise des activités festives pour les jeunes ainsi qu'une brigade muraliste afin de diffuser des messages anti-drogue. D'autre part, le groupe met une place ce que Velasco appelle une « para-police ». Cette para-police est formée d'anciens guérilleros qui reprennent les pratiques héritées de l'insurrection armée afin de défendre le quartier face aux violences, que celles-ci viennent de la part des trafiquants de drogue ou des forces policières¹⁹². À San Agustín, naissent différentes organisations, parmi lesquelles l'organisation des jeunes *La inquietud*¹⁹³ et le *Club Mi Futuro* (Club mon avenir)¹⁹⁴. À La Vega, dans le secteur Las Casitas, l'organisation *Caribes de Itagua* est formée¹⁹⁵.

De la même manière que pour les *juntas pro-mejoras*, l'analyse des organisations populaires et de leur fonctionnement s'enrichit de l'analyse des trajectoires de ceux qui en ont été les porteurs¹⁹⁶. En l'occurrence, pour l'organisation *Caribes de Itagua* il s'agit du couple d'Edgar Pérez et Alicia Cortés.

Edgar Pérez est né en 1957 à Caracas et a vécu dans le *barrio* Los Canjilones de La Vega. Il grandit dans un foyer précaire avec une mère célibataire. À l'âge de dix ans, disposant de beaucoup de liberté, il rejoint les activités dirigées par le père Franz Wuytack, un prêtre ouvrier belge qui devient un personnage emblématique du quartier¹⁹⁷. Ainsi, en participant au groupe *Jóvenes para Cristo* (Jeunes pour Christ) fondé par Wuytack et qui organise des activités artistiques et des chantiers collectifs, Edgar rencontre Alicia Cortés¹⁹⁸.

¹⁹¹ Alejandro VELASCO, *Barrio Rising*, op. cit., p. 139.

¹⁹² *Ibid.*, p. 181-182.

¹⁹³ Le mot « inquietud » se traduit littéralement par « préoccupation ». Cependant, ici il renvoie à une métaphore sur le caractère inquiet et actif de la jeunesse, n'ayant donc pas de « quietud », de calme. Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, op. cit., p. 528.

¹⁹⁴ *Ibid.*, p. 530.

¹⁹⁵ *Ibid.*, p. 536.

¹⁹⁶ La trajectoire tel que définie par Pierre Bourdieu « comme série des *positions* successivement occupées par un même agent (ou un même groupe) dans un espace lui-même en devenir et soumis à d'incessantes transformations ». Pierre BOURDIEU, « L'illusion biographique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1986, n° 62, pp. 69-72, p. 71.

¹⁹⁷ Franz Wuytack est un prêtre belge venu dans les années 1960 au Venezuela pour travailler en tant que prêtre ouvrier. Il s'installe à La Vega et commence à organiser des activités collectives avec ses habitants. Il organise notamment un groupe de jeunes nommé *Jóvenes para Cristo*. Il accompagne des grèves et des luttes face aux autorités publiques pour l'obtention des services publics dans son quartier d'installation. N'ayant pas le soutien de l'Église catholique vénézuélienne et ayant attiré beaucoup d'attention sur lui en participant à ces mobilisations, le prêtre Wuytack se fait expulser du pays au début des années 1970 par le gouvernement social-chrétien de Rafael Caldera. Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, op. cit., p. 403.

¹⁹⁸ *Ibid.*, p. 533.

Alicia Cortés est née en 1959 et a aussi grandi à Los Canjilones. Ses parents sont tous les deux militants du PCV. Elle arrête ses études assez tôt car elle est placée à 10 ans en tant que domestique pour subvenir à ses besoins¹⁹⁹. Sa mère s'engage auprès du prêtre Wuytack, et Alicia la suit en participant au groupe *Jóvenes para Cristo*, où elle rencontre Edgar. Alicia apprend par ses parents les pratiques des militants des quartiers. À quinze ans elle participe aux manifestations face aux institutions publiques pour obtenir l'installation d'une école dans à Los Canjilones²⁰⁰.

Edgar Pérez et Alicia Cortés deviennent un couple stable et ont un enfant, Francisco, en 1977 quand ils ont respectivement vingt et dix-huit ans. Ils sont tous les deux très actifs dans leur quartier, tout en conservant, comme l'observe Serge Ollivier, une division genrée de leurs activités militantes respectives : « l'enracinement dans les affaires les plus locales pour Alicia, [et] la mobilité et les réseaux en dehors du quartier pour Edgar²⁰¹ ». Ils partagent, au sein de cette division des rôles, une vision de leurs activités dans le quartier comme un « travail social et culturel²⁰² » à réaliser pour la communauté²⁰³. Ils reconstruisent ce rôle dans leur nouveau secteur de quartier, à *Las Casitas* (les Petites maisons), où ils s'installent après avoir obtenu une maison construite par le Centre Simón Bolívar quand Alicia, bébé dans les bras et enceinte de son deuxième enfant, descend au centre-ville pour interpeller directement les fonctionnaires de cette institution. À Las Casitas, leur nouvelle maison est très vite connue comme *la casa de Alicia* (la maison d'Alicia)²⁰⁴. À *la casa de Alicia* se tiennent régulièrement, sous l'impulsion d'Alicia et *el gordo* Edgar (Edgar le gros)²⁰⁵, des réunions entre voisins de pour traiter les problèmes du quartier. En 1987, et après la première rencontre d'organisations populaires de La Vega en avril de 1986, Edgar décide de formaliser ce cadre de travail et de discussion par l'instauration de l'organisation *Caribes de Itagua*²⁰⁶. Ce nom renvoie aux racines indigènes aussi revendiquées par les classes populaires. À partir de sa fondation, Caribes de Itagua est l'organisation qui encadre le travail culturel et le travail social à Las Casitas, celui qui permet la construction et la reproduction de sa communauté.

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 534.

²⁰⁰ *Ibid.*

²⁰¹ *Ibid.*

²⁰² *Ibid.*, p. 535.

²⁰³ A propos de la division genrée du travail militant, voir : Olivier FILLIEULE et Patricia ROUX, *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

²⁰⁴ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 536.

²⁰⁵ Il est communément appelé ainsi dans son quartier, et au-delà. Il peut être retrouvé dans l'ouvrage de Sujatha FERNANDES, dans son index comme « Pérez, Edgar (El Gordo) » en renvoyant à une dizaine d'apparitions. Sujatha FERNANDES, *Who can stop the drums?*, *op. cit.*, p. 313.

²⁰⁶ « Les voisins de Las Casitas se disent être les indiens Caraïbes (Caribes) de la montagne (Itagua, en langue caraïbe ou arawak). Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 547.

1.2.2.3. Face aux virages libéraux, encore plus d'organisation

À partir de la fin des années 1970, le Venezuela devient le théâtre de privatisations, de plans d'ajustement, de décentralisation et de restrictions de la dépense publique. Ces décisions touchent notamment les services publics urbains, qui sont tour à tour privatisés ou restructurés. C'est le cas pour l'INOS, gestionnaire du service de l'eau qui devient une société anonyme nommée HIDROVEN, et dont les contrats se font à l'échelle municipale. Pour Caracas, c'est HIDROCAPITAL qui assure la gestion de l'eau²⁰⁷. De la même manière, l'IMAU (Institut municipal de propreté urbaine) en charge de collecter et traiter les déchets à Caracas depuis sa création en 1976, est transformé en une administration en charge de la délégation du service de gestion des déchets envers des entreprises privées²⁰⁸. La BO, créée en 1928, dont l'activité de construction des logements sociaux a connu des transformations multiples au cours du siècle, devient l'Institut national du logement (Instituto Nacional de Vivienda – INAVI) en 1976²⁰⁹. Ce nouvel institut entreprend à partir de 1986 la cession de la propriété des superblocs du quartier 23 de enero aux habitants. Pour ce faire, la BO propose des plans d'achat aux habitants disposant d'un capital économique suffisant, et crée une association de *condominio* (copropriétaires) en capacité de percevoir les loyers des habitants ne pouvant pas acheter. Or à travers cette opération qui se fait sous discours de responsabilité personnelle et d'autonomie citoyenne, « l'INAVI pourra se décharger des coûts d'entretien de ces propriétés [au 23 de enero], soit environ [1,25 millions de dollars] par an, ce qui signifie une décharge importante des fonds limités de l'Institut²¹⁰ ». Le processus de privatisations s'intensifie durant les années 1980 et atteint son paroxysme avec *el paquetazo*, les mesures d'ajustements structurels annoncées par Carlos Andrés Pérez au lendemain de son élection en 1974, en accord avec les exigences du Fond Monétaire International (FMI). Les conséquences de ces politiques touchent de plein fouet les classes populaires vénézuéliennes. À Caracas, les populations des *barrios* se retrouvent donc dans une situation d'exclusion économique et de défection des services publics qui produit des effets concrets dans le quotidien de ces quartiers²¹¹. C'est aussi la période où se relancent les luttes populaires urbaines. Autrement dit, « le progressif désinvestissement de l'État dans les logements populaires et dans des programmes d'améliorations pour les *barrios*, l'appauvrissement de la population urbaine, l'effondrement et la privatisation des services

²⁰⁷ *Ibid.*, p. 251.

²⁰⁸ *Ibid.*, p. 240.

²⁰⁹ Alejandro VELASCO, *Barrio Rising*, *op. cit.*, p. 189.

²¹⁰ Comme cela a été affirmé par le chef de recollection de l'institut, Iván Beiruti. *Ibid.*, p. 185.

²¹¹ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 548.

urbains de base [...] permettent de comprendre [...] le nouvel élan des luttes spécifiquement urbaines menées par les habitants des *barrios*²¹² ». Ces luttes prennent différentes formes.

Dans le secteur Las Casitas de La Vega, les mobilisations pour l'établissement d'un service d'eau régulier sont notamment portées par les femmes, avec Alicia Cortés à la tête²¹³. En effet, depuis que le quartier a été construit par le Centre Simón Bolívar il n'y a jamais eu d'eau courante. Huit années de visites aux locaux de l'INOS s'écoulent jusqu'au moment où, en 1988, Alicia obtient la visite à Las Casitas des responsables de l'institut. Les femmes mobilisées passent alors à l'offensive : elles décident de retenir au quartier les représentants de l'INOS jusqu'à obtenir un engagement définitif de leur part²¹⁴. Le terme mobilisé pour cette action est celui de *secuestro* (séquestration), qui dans ce contexte renvoie à la rétention ou réquisition d'objets et de personnes. Le problème de l'eau continue jusqu'en 1992, quand les habitants des quartiers des hauteurs de La Vega, c'est-à-dire, des secteurs Los Mangos et Las Casitas, s'organisent pour *tomar*²¹⁵ (occuper) le carrefour de La India à l'entrée de La Vega²¹⁶. Trois occupations ont lieu entre le mois de juin et le mois de juillet, jusqu'à celle du 13 juillet où le carrefour est bloqué depuis tôt le matin. À la suite de cette occupation, qui est par ailleurs relayée par la presse nationale, « la directrice d'Hydrocapital [*sic*] promet [...] une réorganisation du service d'eau courante dans tout La Vega, qui est désormais découpée en trois zones – basse, médiane, haute. Chaque zone reçoit l'eau courante un jour sur trois²¹⁷ ».

Les *secuestros* en tant que répertoire d'action surgissent dix ans auparavant au sein du 23 de enero. Les habitants du quartier se mobilisent pour la gestion des déchets. Ainsi, entre décembre 1981 et janvier 1982 jusqu'à onze réquisitions de camions-poubelles ont été pratiquées²¹⁸. Elles sont pour les premières relativement spontanées, alors que les dernières se font à la suite d'assemblées générales d'habitants où sont discutés les usages des camions réquisitionnés en même temps que sont imaginées d'autres stratégies pour faire pression sur les pouvoirs publics. Les *secuestros* des camions-poubelles se multiplient puisque les réponses des autorités publiques, y compris celles venues après la déclaration sur la question du président

²¹² Andrés ANTILLANO, « La lucha por el reconocimiento y la inclusión en los barrios populares: la experiencia de los comités de tierras urbanas », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, septembre 2005, vol. 11, n° 3, pp. 205-218, p. 208.

²¹³ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 533.

²¹⁴ *Ibid.*, p. 553.

²¹⁵ Se traduit littéralement par « prendre ». Les *tomas* sont des occupations des lieux publics ou des bâtiments d'institutions avec l'objectif d'exercer pression sur un sujet en particulier.

²¹⁶ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 498.

²¹⁷ *Ibid.*, p. 499.

²¹⁸ « 'We have to find another way' : the *secuestros* begin ». Alejandro VELASCO, *Barrio Rising*, *op. cit.*, p. 173-179.

Herrera Campins, sont loin d'être satisfaisantes²¹⁹. Mais ces mobilisations prennent fin le 19 janvier 1982 quand les directeurs de l'IMAU, de l'INOS et de la compagnie d'électricité se réunissent face à une assemblée de 400 habitants des superblocs pour signer des engagements à travers lesquels ils promettent de « mobiliser suffisamment de ressources pour accomplir une rénovation complète et durable du quartier²²⁰ ».

Les différentes mobilisations portées par les organisations populaires des divers *barrios* de Caracas se donnent des lieux de concertation, avec l'aide notamment d'autres secteurs mobilisés des classes moyennes, y compris les universitaires²²¹. C'est le cas de l'assemblée des *barrios* de Caracas. Cette assemblée surgit lors de la rencontre internationale pour la réhabilitation des quartiers [*barrios*] du tiers-Monde²²², plus précisément au sein de la table-ronde des *pobladores* (ceux qui peuplent) qui s'engagent à continuer à travailler ensemble pour donner force aux mobilisations dans les différents *barrios* de la ville²²³. « Cette "assemblée" constitue un espace collaboratif d'échange et d'information [où] les représentants d'une quarantaine d'organisations de quartier et les habitants de plus de deux cents *barrios* de la capitale se rendent au cours de [...] deux années, [et] y partagent leurs expériences, débattent des solutions et des projets possibles²²⁴ ». Ces réunions ont en effet influencé les mobilisations au sein des quartiers, notamment par le partage d'informations et des pratiques. Ainsi, les femmes de Las Casitas ayant participé aux ateliers de l'assemblée des *barrios* y apprennent la mise en place d'une nouvelle instance de consultation sur l'accès à l'eau, à savoir les *mesas técnicas del agua* (tables-rondes techniques de l'eau). Celles-ci sont proposées par la nouvelle mairie de gauche de la Municipalité de Libertador dirigée par Aristóbulo Istúriz²²⁵. Au sein de ces tables-rondes techniques se réunissent des élus locaux, des représentants des organisations

²¹⁹ *Ibid.*, p. 176.

²²⁰ *Ibid.*, p. 179.

²²¹ Magaly SANCHEZ R, Yves PEDRAZZINI et Ariana TARHAM, « ¿Hacia una estrategia cultural de los movimientos sociales urbanos? », *op. cit.* Peter GROHMANN, *Macarao y su Gente : movimiento popular y autogestión en los barrios de Caracas*, Caracas, Nueva Sociedad, 1996.

²²² Dont l'ensemble de communications ont été publiées dans l'ouvrage Teolinda BOLIVAR et Josefina BALDO, *La cuestión de los barrios*, Caracas, Monte Avila Editores Latinoamericana, 1996.

²²³ Andrés ANTILLANO, « La lucha por el reconocimiento y la inclusión en los barrios populares: la experiencia de los comités de tierras urbanas », *op. cit.*, p. 207.

²²⁴ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 549.

²²⁵ Élu par sa candidature au sein du parti *La Causa R* (R pour radicale), en contexte de suffrage universel direct pour les élections municipales à partir de 1988, et de réforme municipale en 1989. « Le mandat d'Aristóbulo Istúriz [*sic*] se caractérise par une déconcentration à l'échelle des paroisses de tout un pan d'une gestion urbaine plus participative » *Ibid.*, p. 548. Voir aussi Benjamin GOLDFRANK, « Caracas: Scarce Resources, Fierce Opposition, and Restrictive Design », in *Deepening Local Democracy in Latin America: Participation, Decentralization, and the Left*, University Park, Penn State Press, 2011, pp. 84-120 Margarita LOPEZ MAYA, « Alcaldías de izquierda en Venezuela: gestiones locales de La Causa Radical (1989-1996) », in *Gobiernos de izquierda en América Latina: el desafío del cambio*, México, Plaza y Valdes, 1999, pp. 81-110.

populaires et d'HIDROCAPITAL pour décider ensemble des solutions face à la question de l'accès à l'eau. Selon l'analyse de Serge Ollivier, la participation aux tables techniques du quartier Antímáno par des membres de l'organisation Caribes de Itagua de La Vega a stimulé les mobilisations qui mènent aux occupations du carrefour de La India²²⁶. Ceci montre non seulement la capacité de mobilisation des classes populaires du fait du surgissement des organisations populaires, mais aussi la capacité de ces organisations à mettre en place des alliances et à partager des répertoires d'action qui circulent dans les différents quartiers populaires de Caracas. Ces mobilisations sont aussi l'occasion de l'émergence de carrières d'intermédiation qui, à la suite de mobilisations contestataires éphémères, se stabilisent par le travail de gestion du quotidien des quartiers populaires.

Ainsi, il est possible d'observer des réappropriation et réinterprétations des cadres d'action publique ciblant les classes et territoires populaires par les habitants des *barrios* eux-mêmes. Que ce soit par des réappropriation coopératives comme c'est le cas pour les *juntas* et les associations de voisins, ou des réappropriation contestataires à visée autonomiste comme celles des organisations populaires, les classes et territoires populaires se donnent les moyens d'interagir avec les pouvoirs publics tout en produisant la gestion interne des quartiers populaires. Si les formes que ces réappropriations prennent dépendent des caractéristiques sociales de ceux qui construisent au quotidien les *barrios*, elles sont, de fait, circonscrites par l'offre publique.

Conclusion : La normalisation de la gestion politique des classes et territoires populaires.

Durant la deuxième moitié du XX^e siècle, la population vénézuélienne devient majoritairement urbaine. Au cours de ce processus d'urbanisation, les inégalités géographiques et sociales qui lui sont structurelles se creusent encore. En contexte dictatorial, l'habitat des classes populaires est constitué comme un problème public. La réponse des pouvoirs publics est celle de la construction de logements sociaux qui se muent en lieux de contrôle des sociabilités populaires. Ces contrôles n'empêchent pas les classes populaires urbaines d'être au cœur des révoltes qui amènent à la chute de la dictature et à l'arrivée de la transition démocratique dans le pays.

²²⁶ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad, op. cit.*, p. 544.

En contexte démocratique, les nouveaux gouvernants comprennent vite qu'il faut agir sur les fléaux qui touchent les classes et territoires populaires pour gagner une certaine stabilité politique et sociale. C'est l'action par l'urgence qui est privilégiée, et ainsi s'installe de manière durable une gestion par l'exception des quartiers populaires. Cette exceptionnalité s'accompagne d'une conditionnalité de l'accès des classes et territoires populaires aux biens et services publics. En effet, l'organisation des habitants des quartiers en *junta pro-mejoras* est une condition *sine qua non* de l'action des institutions publiques au sein des quartiers. La politique de l'exception et la conditionnalité de l'accès à cette politique ouvre la porte des quartiers populaires aux rapports de force issus du champ politique. En effet, dans les rapports de force entre institutions d'urbanisme, pouvoir exécutif et pouvoir municipal, ce sont les appartenances partisans qui font pencher la balance. Ainsi, le succès de l'interpellation des pouvoirs publics par les membres des *juntas pro-mejoras* dépend notamment des liens partisans qu'ils peuvent revendiquer avec les représentants des institutions publiques en charge de la politique de l'exception. De ce fait, la variable politique s'installe de manière durable au cœur de l'action publique visant les classes et territoires populaires au cours du XX^e siècle.

Les interprétations et réappropriations au sein des quartiers populaires de ce cadre d'action publique sont tout aussi diverses que les quartiers eux-mêmes. Elles suivent, toutefois, certaines logiques d'ensemble. En effet, l'organisation sociale interne des *barrios* ainsi que la structuration des diverses formes d'autorité locale est le corolaire du processus de fondation des *barrios*. Certains quartiers vivent des relations de voisinage relativement horizontales, d'autres voient très vite apparaître des figures fortes. L'un ou l'autre, ces configurations déterminent durablement l'organisation sociale interne des quartiers, ainsi que leurs processus de consolidation.

Le surgissement des figures jouant le rôle d'intermédiaires des quartiers populaires auprès des pouvoirs publics est le penchant local de la politique de l'exception et de la conditionnalité à laquelle elle est soumise. Les intermédiaires construisent des carrières potentiellement durables qui leur permettent de faire parvenir des biens publics au sein de leurs quartiers, en même temps qu'ils vivent du travail d'intermédiation. Aussi, la position d'intermédiaire est soumise à de fortes critiques au sein du voisinage, notamment une fois qu'ils estiment le processus de consolidation des quartiers accomplis. Or, ces processus ne sont pas linéaires, et des nouvelles subdivisions des quartiers surgissent au fur et à mesure de l'augmentation de la population. Dans ce contexte, de nouveaux intermédiaires apparaissent, et les rapports de force internes aux quartiers populaires se reconfigurent.

La multiplication des quartiers populaires urbains se poursuit, ainsi que l'installation durable des classes populaires dans des contextes de vie très précaires. Des décisions prises depuis le champ politique et relayées par le champ administratif tendent en effet à la privatisation des services publics et au désinvestissement de l'État dans la société. Les politiques participatives accompagnent ces programmes d'action publique, sans résoudre ce qui commence à être analysée comme le caractère défaillant de la démocratie vénézuélienne. Dans ce contexte, diverses formes de mobilisation contestataire surgissent au sein des quartiers populaires. Face aux menaces de délogement et aux manquements structurels des services publics, les organisations populaires mettent en place leur propre gestion interne des *barrios* au travers du travail social et culturel. Les organisations populaires deviennent alors des structures de militantisme au quotidien au sein desquelles la construction de la communauté rime avec la gestion autonome des problèmes vécus par les habitants. Cette autonomie est d'autant plus revendiquée dans le contexte de virage libérale et austéritaire au cœur duquel les difficultés de la vie quotidienne au sein des *barrios* se démultiplient. La confrontation avec l'État semble être le seul moyen pour en obtenir des réponses.

L'histoire de la relation entre l'État et les classes populaires au cours de la IV^e République vénézuélienne appelle au constat central de la normalisation de la gestion publique très politique des classes et territoires populaires. Elle est structurée par le pouvoir exécutif à échelle nationale et municipale. Elle est articulée par les partis politiques, qui prenant la main sur les structures participatives de la politique de l'exception y impriment leurs propres rapports de force. Elle atterrit au sein des quartiers populaires par le biais des guichets de proximité, que ceux-ci prennent la forme de *juntas* en tant que structure légitimée par les pouvoirs publics, ou celle d'organisations populaires en tant que structures de contestation accomplissant aussi des tâches d'intermédiation.

Ainsi, la normalisation de l'exception rend possible les entrelacements complexes entre *politics* et *policy* qui structurent de manière durable la gestion politique des classes et territoires populaires. Avec l'arrivée des gouvernements chavistes, ces schémas perdurent à partir des réinterprétations propres aux codes politiques de la période.

Chapitre 2. La promotion du « pouvoir populaire » : la réinterprétation de l'impératif participatif des gouvernements chavistes du début du XXI^e siècle

À travers un détour par l'histoire des approches états-uniennes de l'État, l'administration et les politiques publiques, Philippe Bezes et Frédéric Pierru font une analyse détaillée et critique des évolutions des approches françaises des mêmes objets¹. Ils se préoccupent de la capacité des sciences sociales, et notamment de la science politique, à produire des analyses à la fois détaillées et ambitieuses de ces objets nécessairement reliés les uns aux autres. Ainsi, ce texte peut en partie être lu comme une continuité des questionnements de Jean Leca à ce propos². Il s'achève par un plaidoyer pour « retrouver le goût de la totalisation³ », dans le sens d'avoir la capacité de penser et nommer ensemble *politics* et *policy*⁴.

Ce chapitre en particulier est né en s'inspirant de cette démarche. En effet, je m'inscris dans une discussion sur la capacité de la science politique à saisir l'« État⁵ » en tant qu'objet à

¹ Philippe BEZES et Frédéric PIERRU, « État, administration et politiques publiques : les dé-liaisons dangereuses », *Gouvernement et action publique*, 2012, n° 2, pp. 41-87.

² Jean LECA, « L'état entre politics, policies et polity », *op. cit.*

³ Philippe BEZES et Frédéric PIERRU, « État, administration et politiques publiques : les dé-liaisons dangereuses », *op. cit.*, p. 78.

⁴ « La sociologie politique étudie les politics, i/ ce qui se passe dans l'état, et particulièrement ses hauteurs gouvernementales, administratives et parlementaires, les jeux de procédures et la manipulation des institutions, ii/ les positions sociales de ses élites, leur mode de recrutement par la reproduction mais aussi par l'élection ou l'occupation brutale du centre, iii/ leur compétition stratégique pour la conquête de positions par le jeu de coalitions, de « causes » ou de « partis » ; iv/ la formulation et la politisation des clivages sociaux, et enfin v/ l'interaction de l'état avec son « environnement » sociétal. [...] Les politiques publiques analysent les policies, ce qui se passe quand l'état « traite » des « problèmes » dans différents « secteurs » et quelles en sont les conséquences, voulues ou non, pour la production et la répartition de ressources ainsi que pour la satisfaction, rationnellement justifiée ou ressentie sans trop de raison, des « populations cibles », unifiées ou non, dans la même situation sociale ou non ». Jean LECA, « L'état entre politics, policies et polity », *op. cit.*, p. 61.

⁵ « Insaisissable par une pensée systématique et cependant toujours là, l'État ne se laisse pas oublier », *Ibid.*

part entière, et à proposer des réflexions « totalisantes⁶ » sur l'État à partir de l'observation de son action.

Ainsi, puisqu'il « est désormais impensable de penser l'État sans l'analyser au concret à travers ses interventions sur la société⁷ », ce deuxième chapitre envisage l'action de l'État à partir d'une entrée catégorielle développée en deux mouvements.

Le premier mouvement consiste à relier la réflexion historique sur la relation de l'État avec les classes populaires, à l'analyse des évolutions plus récentes de cette relation. Cela pose la question du changement des manières d'agir de l'État, à laquelle il faut répondre en acceptant aussi bien le poids du passé qu'en évitant de tomber sur un écueil analytique qui verrait le présent seulement comme la continuité de ce qui aurait été déterminé auparavant⁸. Pour accomplir cet objectif, il est pertinent de se tourner vers les outils de la socio-histoire de l'action publique⁹. Il s'agit notamment d'analyser de façon détaillée la construction des catégories d'action publique¹⁰.

Le deuxième mouvement implique d'observer les usages concrets des catégories d'action publique. Ceci impose d'analyser les usages qu'en font non seulement les agents de l'État, mais aussi les populations cibles desdites catégories¹¹. Pour ce faire, les outils de la sociologie de

⁶ Ainsi, Bezes et Pierru nous rappellent que « la sociologie de l'État, la sociologie de l'administration et l'analyse des politiques publiques constituent trois déclinaisons d'un programme général dont la compréhension du fait étatique, dans son rapport à la démocratie, est l'enjeu... », Philippe BEZES et Frédéric PIERRU, « État, administration et politiques publiques : les dé-liaisons dangereuses », *op. cit.*, p. 43.

⁷ *Ibid.*, p. 61.

⁸ Ainsi, Bezes et Pierru mettent en garde sur les usages abusifs de la notion de « path dépendance », qui permet d'« identifier précisément les mécanismes de reproduction et de continuité institutionnelles », mais qui peut aussi « empêcher de penser la singularité du présent en focalisant l'attention sur les formes de résistance de l'"ancien monde" à sa déconstruction », *Ibid.*, p. 77.

⁹ Ayant ses racines dans la sociologie historique de l'État, la socio-histoire de l'action publique porte « une attention toute particulière aux "règles de la méthode sociologique", [...à] une problématisation construite grâce à la "boîte à outils" et aux différents modèles d'analyse des politiques publiques, [...à] un respect scrupuleux des principes de la recherche historique [...] ». Renaud PAYRE et Gilles POLLET, *Socio-histoire de l'action publique*, *op. cit.*, p. 37.

¹⁰ Je me permets ici de suivre la proposition méthodologique de Vincent Dubois pour qui « l'enquête historique sur la formation de catégories d'intervention publique permet aussi de montrer comment ces catégories historiquement construites de perception et d'action informent les pratiques d'intervention, et plus généralement, contribuent à orienter les représentations et les pratiques des groupes sociaux auxquelles cette intervention est destinée. Une telle perspective conduit dans le même temps à révéler ce que ces catégories peuvent avoir d'instable, à montrer qu'elles peuvent être renégociées et redéfinies, et ce faisant à ne pas cantonner l'analyse de la genèse à celle des moments d'émergence ». Vincent DUBOIS, « La sociologie de l'action publique. De la socio-histoire à l'observation des pratiques (et vice-versa). », in *Historicités de l'action publique*, Paris, Presses universitaires de France, 2003, p. 349.

¹¹ Je parle de « population cible » en sens large, tout en sachant que les processus de construction de catégories d'action publique viennent nommer aussi leurs cibles, lesdites populations devenant des « "usagers", "assujettis", "administrés", "ressortissants" », entre autres. *Ibid.*, p. 356.

l'action publique sont mobilisés¹². Ils nous permettent de saisir la manière dont les autorités publiques définissent les objets sur lesquels leur pouvoir s'exerce, et les effets de ces définitions sur la société¹³. L'objectif est de comprendre la mise en administration de la société, en observant comment le fait de « tracer les contours d'une catégorie d'intervention ne renvoie donc pas seulement à la délimitation d'un "territoire administratif" mais consiste aussi à entériner ou promouvoir un mode particulier de représentation des objets, des problèmes et des groupes sociaux¹⁴ ». Dans ce sens, les interventions de l'État sur la société sont aussi productrices de représentations des manières de concevoir une population, et de la façon dont celle-ci se conçoit elle-même. Ce cadrage définit d'emblée la relation avec l'État à laquelle cette population peut aspirer, et les types de problèmes et de solutions qui peuvent ainsi surgir. Ici, la notion de cadrage ou cadre, notamment mobilisée dans l'analyse de l'action collective, vient de la sociologie interactionniste goffmanienne et se réfère aux « schèmes d'interprétation qui permettent aux individus de "localiser, percevoir, identifier, étiqueter" des situations¹⁵ ». Si je mobilise cet outil théorique pour rendre compte des gouvernements chavistes, cela est en lien à deux propositions analytiques. D'une part, prendre en compte le fait que ces gouvernements produisent, et sont les récepteurs, des schémas qui agissent sur les militants des gauches vénézuéliennes faisant vivre leurs politiques participatives. D'autre part, avancer qu'il est aussi possible de comprendre l'action publique en tant qu'action collective. Dans ce sens, il est important pour la suite de la thèse de saisir les schémas, ou cadres, qui accompagnent mes enquêtés et à partir desquels ils font sens de leur travail.

Aussi, ces deux méthodes – l'analyse de la construction des catégories d'action publique, et celle des cadrages produits par les mêmes catégories et des usages qui en sont issus –, sont appliquées à l'étude de l'État par le biais de son action publique participative. En effet, la

¹² « La sociologie de l'action publique recourt [...] à un ensemble de disciplines pour comprendre l'articulation des régulations sociales et politiques, les conflits et les activités politiques de leur règlement. [Dans ce cadre,] les questions de la légitimité des acteurs et en premier lieu de l'État, des gouvernements et des gouvernants sont aujourd'hui très prégnantes ». Pierre LASCOUMES et Patrick LE GALES, *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin, 2018, p. 11.

¹³ En partant du principe selon lequel le concept de politique publique « désigne les interventions d'une autorité investie de puissance publique et de légitimité gouvernementale sur un domaine spécifique de la société ou du territoire », Jean-Claude THOENIG, « Politique publique », in *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, pp. 462-468, p. 462.

¹⁴ Vincent DUBOIS, « La sociologie de l'action publique. De la socio-histoire à l'observation des pratiques (et vice-versa). », *op. cit.*, p. 352.

¹⁵ Mathilde ALLAIN, *Défendre le territoire : la construction de solidarités internationales par les organisations paysannes colombiennes*, Université de Bordeaux, 2016, p. 59. L'auteure fait référence au travail d'Erving GOFFMAN, *Frame analysis: an essay on the organization of experience*, New York, Harper and Row, 1974.).

participation en tant tournant de l'action publique est un phénomène majeur¹⁶. L'impératif participatif est une réalité qui apparaît aujourd'hui comme prégnante¹⁷. Ainsi, l'avènement de ce que les recherches appellent un « participationnisme d'État¹⁸ » nous mène à voir dans les politiques participatives un objet pertinent pour saisir les évolutions contemporaines de l'État¹⁹. Plus précisément, enquêter l'État par son action publique participative doit nous permettre de produire une analyse détaillée de sa relation avec les classes populaires. L'action publique participative est ainsi souvent mobilisée comme une méthode de gouvernement ayant pour cible les classes populaires²⁰. Pour le cas particulier qui concerne cette thèse, il s'agit d'observer la relation entre le champ politique, le champ administratif et les classes et territoires populaires vénézuéliens durant les gouvernements chavistes du XXI^e siècle en portant une attention particulière sur la construction des catégories d'action publique participative, et à leurs usages et réappropriations sur le terrain.

Dans un premier temps il s'agira d'analyser l'émergence de l'action publique participative des gouvernements chavistes du XXI^e siècle qui prend la forme de la promotion du « pouvoir populaire²¹ ». En effet, en tant que cadre de construction « par le bas²² » de *la*

¹⁶ Marie-Hélène BACQUE, Henri REY et Yves SINTOMER, « La démocratie participative, un nouveau paradigme de l'action publique ? », in *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative.*, Paris, La Découverte, 2005.

¹⁷ Charlotte HALPERN, « Concertation/délibération/ négociation », in *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019, pp. 155-163.

¹⁸ Philippe ALDRIN et Nicolas HUBE (dir.), « L'État participatif. Le participationnisme saisi par la pensée d'État », *op. cit.*

¹⁹ En effet, les recherches en sciences sociales sur les politiques publiques participatives touchent à des phénomènes divers qui accompagnent de près le devenir des États contemporains. Ainsi, les évolutions des démocraties (Marie-Hélène BACQUE et Yves SINTOMER (dir.), *La démocratie participative: histoire et généalogie*, Paris, France, Ed. la Découverte, 2011.), l'institutionnalisation de certaines formes de médiation sociale (comme en résulte de la circulation internationale des « budgets participatifs » comme forme de médiation de la démocratie locale : David GARIBAY, « Vingt-cinq ans après Porto Alegre, où en est (l'étude de) la démocratie participative en Amérique latine ? », *op. cit.*), la mise en gouvernement de la société (Guillaume GOURGUES et Alice MAZEAUD (dir.), *L'action publique saisie par ses « publics »: gouvernement et (dés)ordre politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2018.), entre autres. Toutes ces recherches nous montrent comment l'action publique participative contribue à la définition de ce qu'est l'État et de son (ses) rôle(s). À ce propos, deux dossiers de revue revêtent d'une grande importance, à savoir : Alice MAZEAUD, Marie-Hélène SA VILAS BOAS et Guy-El-Karim BERTHOME, « Participation et action publique », *Participations*, 2012, vol. 2. et Philippe ALDRIN et Nicolas HUBE (dir.), « L'État participatif », 2016, vol. 5, n° 2, *Gouvernement et action publique*.

²⁰ Hélène COMBES et Gabriel VOMMARO, « Relations clientélares ou politisation : pour dépasser certaines limites de l'étude du clientélisme », *op. cit.*

²¹ Selon la loi, « Le Pouvoir populaire est le plein exercice de la souveraineté par le peuple dans les domaines politique, économique, social, culturel, environnemental, international, et dans tous les domaines du développement et de l'épanouissement de la société, à travers ses formes d'organisation diverses et dissemblables, qui édifient l'État communal. » Ley Orgánica del Poder Popular ; *Gaceta Oficial* N° 6.011 Extraordinario 21 de diciembre de 2010, artículo 1. Pour une mise en perspective de la notion, voir María Pilar GARCIA GUADILLA et Ulyses CASTRO, « ¿Logrará sobrevivir el poder popular? », *NACLA*, 2022, URL complète en biblio.

²² Sur cette approche, voir Pierre LASCUMES et Patrick LE GALES, *Sociologie de l'action publique*, *op. cit.*, p. 27 Jean-Gustave PADIOLEAU, *L'État au concret*, Paris, Presses universitaires de France, 1982.

*Révolution*²³, la promotion du pouvoir populaire est un outil de recomposition de la dimension politique de l'action publique. Toutefois, cette recomposition ne met pas en cause le caractère hautement centralisé des politiques participatives, ni la place dominante de l'exécutif national sur ces politiques. Dans un deuxième temps il s'agira de saisir ce que la promotion du pouvoir populaire devient sur le terrain. Par le suivi de ceux qui promeuvent le pouvoir populaire, il est possible d'observer l'apparition de guichets de proximité²⁴. Ces guichets permettent l'établissement d'une relation qui se veut de proximité entre le champ politique et les classes populaires.

L'argument principal de ce chapitre est celui d'une action publique participative des gouvernements chavistes qui reconduit la conditionnalité de l'accès à l'action publique des classes et territoires populaires héritée de la IV^e République. Ainsi, les rapports entre les classes populaires et le champ politique sont non seulement façonnés par la conditionnalité, mais aussi par les intermédiations au cœur de cette relation. La question de la construction sociale de l'intermédiation de l'action publique participative au cours des gouvernements chavistes du XXI^e siècle peut alors être envisagée.

Ce chapitre est notamment redevable aux travaux du Groupe d'études interdisciplinaire sur le Venezuela (GEIVEN) en France²⁵. Il s'inspire aussi des recherches portant sur le Venezuela contemporain faites depuis les États-Unis²⁶. Il prend enfin en compte les travaux de

²³ Cette thèse ne s'inquiète pas du caractère révolutionnaire des gouvernements chavistes du XXI^e siècle. En effet, si certains chercheurs se sont penchés sur la question de la définition de « la Révolution » en tant que catégorie à la fois d'action et d'analyse et ont mobilisé le cas vénézuélien pour nourrir leurs réflexions, mon travail de recherche ne cherche pas à participer de ces discussions. Ainsi, quand j'avance le terme « la Révolution », je mobilise une catégorie d'usage très présente sur mon terrain qui me sert à nommer les gouvernements chavistes du XXI^e siècle. Cependant, là où la Révolution sera mise en discussion, c'est quand elle devient un facteur qui détermine l'action de mes enquêtés. Notamment, quand les militants des différents réseaux des gauches vénézuéliennes se revendiquant révolutionnaires mobilisent cette nomenclature pour définir le contexte au sein duquel ils agissent, ou prennent appui sur cette catégorie pour définir les bons et mauvais comportements militants de ceux et celles qui s'en réclament. Ainsi, s'il ne s'agit pas d'une catégorie neutre ou absente de ma réflexion, la catégorie de Révolution n'est pas mobilisée dans ma recherche avec l'objectif de débattre sur ses définitions ou contenus. Pour des débats sur la Révolution en tant que catégorie d'action et une discussion du cas vénézuélien, voire Federico TARRAGONI, *L'énigme révolutionnaire*, Les Prairies Ordinaires, 2015.

²⁴ Pour une discussion depuis l'Amérique latine, et notamment depuis le Mexique, voir la sous-section « Las ventanillas de la política de los pobres », Hélène COMBES, « Trabajo político territorial y (auto)clasificaciones del quehacer político. Perspectiva desde la trayectoria de un líder barrial en la Ciudad de México », *op. cit.*, p. 39.

²⁵ Notamment du travail de ceux et celles qui ont contribué à la production des ethnographies détaillées des dispositifs participatifs comme c'est le cas des thèses de Jessica Brandler-Weinreb, Mila Ivanovic, Anne-Florence Louzé, Federico Tarragoni, entre autres. D'autres chercheurs n'ayant pas fait partie du GEIVEN ont aussi exploré le Venezuela des gouvernements chavistes du XXI^e siècle, et ce chapitre prend appui sur leur travail réuni dans l'ouvrage central dans la littérature en français sur le Venezuela : Olivier COMPAGNON, Julien REBOTIER et Sandrine REVET (dir.), *Le Venezuela au-delà du mythe : Chávez, la démocratie, le changement social*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2009.

²⁶ Travaux multiples, réunis dans certains ouvrages clés comme David SMILDE et Daniel C. HELLINGER (dir.), *Venezuela's Bolivarian democracy: participation, politics, and culture under Chávez*, *op. cit.* Ou encore des

l'ancienne équipe de recherche du ministère du Pouvoir populaire pour les Communes et Mouvements sociaux (MPPCMS) au Venezuela²⁷. Si cette présentation n'est pas exhaustive, il s'agit de se servir de ces productions avec l'objectif de présenter le cadre général au sein duquel se déploie la promotion du pouvoir populaire au cours des gouvernements chavistes du XXI^e siècle.

2.1. La participation sous forme de « pouvoir populaire ».

Esquisse de sociohistoire d'une catégorie d'action publique

Cette section esquisse une socio-histoire de catégories administratives qui sont ensuite saisies par les acteurs localement (« commune », « peuple » etc.). Il n'est donc pas question de faire une généalogie détaillée des luttes internes aux administrations qui ont présidé à leur mise en place, mais d'en proposer une analyse en tant que manières de cadrer l'action publique. Ceci permet ensuite d'observer la façon dont ce cadrage est reçu, réinterprété et modifié sur le terrain.

La promotion de la participation par les gouvernements chavistes est censée leur permettre d'accomplir l'objectif politique du renouvellement de l'État vénézuélien et de la démocratie vénézuélienne. Ainsi, la participation doit garantir que les citoyens les plus éloignés de l'action publique et de la représentation politique puissent s'en rapprocher.

D'abord traitée comme un enjeu constitutionnel, la participation est ensuite investie d'une nomenclature spécifique au contexte vénézuélien : la promotion du pouvoir populaire. Cette recomposition permet à l'impératif participatif de trouver une place centrale dans le programme politique de reconstruction de l'État vénézuélien en un « État communal²⁸ ». La participation

travaux plus récents, ou en cours comme ceux de Rebecca Hanson, Iselin Åsedotter Strønen, Rebecca J. McMillan, entre autres.

²⁷ Je dois ici des remerciements sincères aux chercheurs dont les travaux et l'accompagnement scientifique sont essentiels pour ce chapitre, et en général pour la thèse, comme Andrés Antillano, Enrique Rey Torres, Víctor Pineda, Iván Pojomovsky, Doris Ponce Lozada, Chelina Sepúlveda et Andreina Torres.

²⁸ Víctor ÁLVAREZ R., *Del Estado burocrático al Estado comunal*, Caracas, Centro Internacional Miranda. Ministerio del Poder Popular para la Educación Universitaria, 2011. Le travail des chercheurs du Centro Internacional Miranda (CIM) a été très entendu par l'administration Chávez et Hugo Chávez lui-même. Le CIM accomplissait, en effet, un certain travail de formalisation des réflexions politiques du président Chávez, tout en proposant leurs propres visions du devenir politique, économique et social du Venezuela. Néanmoins, la relation entre Hugo Chávez et les membres du CIM est vite devenue tendue, notamment à partir du moment où Juan Carlos Monedero, professeur de science politique à l'Université Complutense de Madrid, et plus tard un des fondateurs du parti Podemos en Espagne, a commencé à faire des critiques ouvertes à la centralisation du pouvoir politique et institutionnel autour du pouvoir exécutif au Venezuela (et donc d'Hugo Chávez lui-même). Même si après certaines tensions, le président Chávez offre lui-même ses excuses de manière publique à Monedero lors d'une interview qui est faite à ce dernier par la chaîne de télévision publique Venezolana de Televisión (VTV).

devient le moyen à partir duquel il serait possible de donner des formes juridiques et administratives à la Révolution comme projet politique, et de se servir de l'État en tant qu'outil de sa propre transformation. Plus concrètement, si les accents révolutionnaires pris par les gouvernements chavistes sont mis en récit comme étant en rupture radicale avec le passé, les contours légaux de la participation qu'ils mettent en place héritent des discussions sur la participation issues de l'histoire récente du Venezuela, et entérinent l'injonction à s'organiser de la part des pouvoirs publics aux classes et territoires populaires établie durant le XX^e siècle.

Les formes concrètes données au projet participatif de la Révolution se trouvent dans la mise en place de dispositifs participatifs censés permettre aux classes et territoires populaires de s'investir dans la co-construction de l'action publique. Ces dispositifs sont, d'une part, sectoriels et, d'autre part, territoriaux. Premièrement, les *Misiones* (Missions) sont des programmes devant garantir l'accès à la santé, à l'éducation, à l'alimentation des classes populaires. Deuxièmement, les Conseils communaux, héritiers des Comités de terres urbaines, des Tables de l'eau et des Conseils locaux de planification publique (CLPP) doivent permettre la gestion des territoires populaires par leurs habitants. Or, ces dispositifs à tutelles initialement très variables, finissent par se développer en tension, voire en rejet, des institutions publiques existantes, censés jusqu'ici gérer les secteurs d'activité auxquels ils se consacrent. Ils se développent par des liens étroits, voire de dépendance, avec l'exécutif national. Ainsi apparaît un appareillage politique, légal et administratif qui, par le biais participatif, tend à la mise en place d'une administration publique parallèle et dépendante qui est censée agir non seulement sur la gestion de certains aspects de la vie quotidienne des classes populaires, mais aussi tisser des liens directs entre ces dernières et le champ politique.

2.1.1. La Révolution sera participative ou ne sera pas. La participation comme moyen de construire l'action publique révolutionnaire.

Si la participation se trouve au cœur des discussions constitutionnelles qui ont lieu à la suite de l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez en 1999, le sujet continue à être présent à la suite de ses mandats, même si les moyens de sa mise en œuvre évoluent. Ainsi, la « démocratie participative et protagoniste²⁹ » doit être accomplie par la promotion du pouvoir populaire, tout

Actuellement, des membres reconnus du CIM comme Gonzalo Gómez, Nicmer Evans et Víctor Álvarez sont des opposants ouverts au gouvernement de Nicolás Maduro.

²⁹ L'expression « *democracia participativa y protagónica* » est présente dans la constitution de la République Bolivarienne du Venezuela depuis son préambule et est mobilisée communément par les gouvernements chavistes pour différencier leur projet de refondation de la démocratie, vis-à-vis de la démocratie représentative qui aurait

en travaillant dans la transformation profonde de la société et l'État, avec l'objectif de la construction d'un État communal³⁰. Ainsi, la mise en place d'une action publique participative comme cadre précis de développement de La Révolution tend à la reconfiguration politique de l'action publique, présentée comme un outil politique à part entière.

2.1.1.1. *La participation en tant qu'enjeu constitutionnel*

La question de la participation, héritée des tensions politiques autour de la réforme de l'État et de la démocratie vénézuélienne à la fin du XX^e siècle, se place au cœur de la politique du pays au tournant de siècle. Hugo Chávez avait fait de la mise en place d'une Assemblée nationale constituante (ANC) un de ses arguments de campagne. Le 2 février 1999, il prête serment en posant sa main sur la constitution qu'il dit « mourante³¹ » de 1961 promettant l'écriture d'une nouvelle « Magna Carta adaptée aux nouveaux temps³² ». Pour ce faire, un processus constituant est lancé très vite après sa prise de pouvoir³³.

Un ensemble de questionnements juridiques s'ouvrent pour déterminer les moyens par lesquels il sera possible, de manière légale, d'écrire une nouvelle constitution³⁴. Ceux-ci trouvent leur résolution dans la définition des « Bases électorales pour le référendum consultatif sur la convocation de l'ANC³⁵ » proposées par l'exécutif national le 10 mars 1999. Par ce biais, il est décidé tout d'abord de consulter les électeurs vénézuéliens sur la tenue même du processus

été celle au cœur de l'ancienne IV^e République. Selon l'avocat constitutionnaliste Ricardo Combellas, l'adjectif « protagonique » (qu'il considère par ailleurs confus) donné à la nouvelle démocratie de la V^e République, est une idée d'Hugo Chávez, présentée comme une exigence difficilement négociable à l'Assemblée nationale constituante de 1999. Ricardo COMBELLAS, « El proceso constituyente y la Constitución de 1999 », *Revista Politeia*, 2003, n° 30, pp. 183-208, p. 18.

³⁰ Si l'on suit l'analyse de Jessica Brandler-Weinreb sur l'évolution de l'offre publique participative, il est possible d'observer comment à partir de 2009 les gouvernements chavistes parlent moins de la cogestion publique, et tendent à théoriser la participation autour de la notion d'autonomie, et notamment d'autonomie dite communale. Dans ce sens, la promotion du pouvoir populaire devient le mot d'ordre à partir duquel se constituent des offres participatives visant notamment les classes et territoires populaires, lesquels doivent accompagner à leur tour la mise en place effective de l'action publique *révolutionnaire* et ses nouvelles visées politiques revendiquant le « Socialisme du XXI^e siècle ». Je développerai ces idées plus précisément au cours de ce chapitre. Jessica BRANDLER-WEINREB, *Participation, politisation et rapports de genre : changement social en milieu populaire (Venezuela, 2002-2012)*, IHEAL-CREDA Université Paris III Nouvelle Sorbonne, 2015, p. 19.

³¹ « Je jure devant dieu, la patrie et mon peuple que sur cette Constitution mourante, j'accomplirai et favoriserai les transformations démocratiques nécessaires pour que la République dispose d'une Magna Carta adaptée aux nouveaux temps ». « Venezuela celebra 18 años de la primera juramentación de Chávez », *teleSUR*, 2 février 2017, URL complète en biblio.

³² *Ibid.*

³³ À propos de ce processus, voir Allan-Randolph BREWER-CARIAS, « The 1999 Venezuelan Constitution-Making Process as an Instrument for Framing the Development of an Authoritarian Political Regime », in *Framing the State in Times of Transition Case Studies in Constitution Making*, Washington, United States Institute of Peace, 2010, pp. 505-531.

³⁴ Ricardo COMBELLAS, « El proceso constituyente y la Constitución de 1999 », *op. cit.*, p. 188.

³⁵ *Ibid.*, p. 191.

constituant. Ainsi, le premier référendum du 25 avril propose deux questions aux Vénézuéliens, à savoir : « 1/ Appelez-vous à une Assemblée constituante avec l'objectif de transformer l'État et créer un nouvel ordre juridique qui permette le fonctionnement d'une démocratie sociale et participative ? ; 2/ Êtes-vous d'accord avec les bases proposées par l'exécutif national pour la convocation à l'Assemblée nationale constituante [...] ?³⁶ ». Le contenu de ces questions référendaires permet d'observer la centralité de la thématique participative.

Ce premier référendum est marqué par un fort taux d'abstention (62,35 %) ³⁷. Les électeurs qui s'expriment répondent majoritairement par l'affirmatif aux deux questions posées. Ces premières réponses ouvrent la voie d'une nouvelle campagne électorale, cette fois-ci en vue de l'élection des membres de l'ANC lors du suffrage du 25 juillet. Pour 128 sièges, 93 candidats nationaux et 1 140 candidats régionaux se présentent³⁸. Les électeurs finissent par donner une large majorité aux candidats du « Pôle patriotique³⁹ », formé des partis des gauches vénézuéliennes proches de Chávez et de son propre parti politique, le Mouvement V^e République (MVR)⁴⁰.

Ces résultats façonnent fortement le fonctionnement interne de l'ANC. Il s'agit d'un cadre favorable au président Chávez, qui garde un regard attentif et constant sur les débats de l'Assemblée à travers sa liaison avec son président, Luis Miquilena⁴¹. En conséquence, l'expérience des parlementaires est très contrastée selon la position politique de chacun d'entre eux, et notamment selon la proximité ou la distance avec le projet politique de Chávez⁴².

³⁶ Les questions originelles et résultats de la consultation peuvent être consultés [\[en ligne\]](#) (source : Consejo Nacional Electoral).

³⁷ Données du Conseil National Electoral. DIRECCION GENERAL SECTORIAL DE INFORMACION ELECTORAL, *Resultados electorales referendo consultivo nacional* [Rapport], Caracas, 1999, URL complète en biblio.

³⁸ *Elecciones de Representantes a la Asamblea Nacional Constituyente del 25 de julio de 1999* [Rapport], Washington D.C., Organización de Estados Americanos, Serie Américas, 2000, p. 10. Au total, 131 parlementaires siègent à l'ANC. Les trois places restantes sont réservées aux représentants des peuples autochtones dont l'élection ne se fait pas par le même biais que celle des 128 premiers députés.

³⁹ 120 sièges, 6 pour le Pôle démocratique, et 2 indépendants. *Ibid.*, p. 43.

⁴⁰ Notamment le *Movimiento al Socialismo* (MAS), le parti *Patria Para Todos* (PPT) et le *Partido Comunista de Venezuela* (PCV).

⁴¹ Ricardo COMBELLAS, « El proceso constituyente y la Constitución de 1999 », *op. cit.*, p. 199.

⁴² Si l'avocat Allan Brewer Carías, parlementaire indépendant de l'ANC parle d'emblée d'un « coup d'État constitutionnel » (Allan-Randolph BREWER-CARIAS, *Golpe de Estado y proceso constituyente en Venezuela*, México, Universidad Autónoma de México, Doctrina Jurídica, n° 68, 2002.), l'avocat parlementaire Ricardo Combellas (élu MVR et ancien membre de la COPRE) semble critique mais revendicatif (Ricardo COMBELLAS, « El proceso constituyente y la Constitución de 1999 », *op. cit.*), et le journaliste et parlementaire Vladimir Villegas (élu MVR) en revendique le résultat encore en 2014, tout en étant un fort critique des gouvernements chavistes (Vladimir VILLEGAS, « La Constitución de 1999 es un proyecto de país por realizarse », *Correo del Orinoco*, 14 décembre 2014, URL complète en biblio.).

Les débats au sein de l'ANC conduisent à un texte qui, théoriquement, donne une place centrale à la question de la participation⁴³. Celle-ci trouve des expressions à la fois dans le préambule de la Constitution, dans les « Principes fondamentaux⁴⁴ » qui définissent la nouvelle République bolivarienne du Venezuela, et dans des sections spécifiques qui lui sont dédiées⁴⁵. Ainsi, dans le Chapitre IV « Sur les droits politiques et le référendum populaire⁴⁶ », notamment dans l'article 62, la Magna Carta propose « La participation du peuple dans la conception, exécution et contrôle de la gestion publique [comme moyen de son propre] développement, à la fois individuel et collectif » ; et donne à l'État et à la société la responsabilité de « faciliter la génération des conditions les plus favorables pour sa mise en pratique ».

Ces principes constitutionnels trouvent des expressions diverses dans l'offre publique participative des gouvernements chavistes. Ainsi, l'offre participative évolue dans le temps, et les changements qu'elle traverse sont liés aux mutations du cadrage politique des gouvernements chavistes. Après avoir exprimé leur intérêt pour la mise en place d'une démocratie participative et protagoniste, la focale est mise sur la construction du dit « Socialisme du XXI^e siècle⁴⁷ ». Avec ces changements de cadrage, changent aussi les contenus du projet participatif et les objectifs qui y semblent être projetés.

2.1.1.2. La promotion du pouvoir populaire en tant que nomenclature de la participation pour les gouvernements chavistes du XXI^e siècle.

Les travaux portant sur la période du début du XXI^e siècle au Venezuela créent différentes périodisations des gouvernements chavistes, et ceci selon les objets observés, ou encore selon les temporalités sur lesquelles les recherches ont été faites. Un certain accord peut néanmoins être observé entre eux. Une distinction identifie une première période des gouvernements Chávez portée par le discours de la démocratie participative et protagoniste (1999-2007) ; et

⁴³ Le projet de nouvelle constitution a été soumis à référendum le 19 décembre 2019. Il a été approuvé par 71,78% des votants, avec une participation de seulement 44,05% des électeurs inscrits au registre électoral. DIRECCION GENERAL SECTORIAL DE INFORMACION ELECTORAL, *Referendos nacionales efectuados en Venezuela (1999-2000)* [Rapport], Caracas, 1999, URL complète en biblio.

⁴⁴ Il s'agit du préambule de la constitution.

⁴⁵ Margarita LOPEZ MAYA, *Democracia participativa en Venezuela (1999-2010)*, *op. cit.* Voir notamment le chapitre 2, « El concepto participativo en la constitución de la República Bolivariana de Venezuela, leyes y normas ».

⁴⁶ *Nueva Constitución de la República Bolivariana de Venezuela. Edición definitiva corregida, según Gaceta Oficial Extraordinaria N° 5453 del 24 de marzo de 2000*, Caracas, Almorca, C.A., 1999, p. 22. Les citations suivantes sont extraites du même document.

⁴⁷ Le terme, qui fait ses premières apparitions dans le discours d'Hugo Chávez entre les années 2004 et 2005, devient par la suite le mot d'ordre des gouvernements chavistes. Ces idées seront développées plus en détail dans les paragraphes qui suivent.

une seconde période dite de « radicalisation⁴⁸ » (2007-2013) durant laquelle le discours se penche sur la construction du « Socialisme du XXI^e siècle ». Les raisons que les différents travaux donnent à cette évolution sont multiples. Certains insistent sur la réponse au coup d'État contre le gouvernement d'Hugo Chávez en 2002⁴⁹. D'autres mettent en avant l'arrivée d'une augmentation importante de ressources de l'État central du fait de la montée des cours des matières premières, et donc du prix du pétrole⁵⁰. Enfin, les derniers avancent les rapprochements avec Cuba et les circulations des cadres de légitimation des gouvernements se revendiquant *révolutionnaires* dans la région latino-américaine⁵¹. Tous s'accordent néanmoins sur le fait qu'un certain changement de cadrage s'opère à partir du milieu des années 2000, et s'accompagne d'évolutions dans l'offre publique participative.

Dans un premier temps, l'offre participative est orientée par le principe de la démocratie participative et protagoniste. Les dispositifs mis en place s'inspirent de ceux ayant été développés durant le XX^e siècle, tout en créant de nouvelles instances⁵². Dans le cadre des Lignes générales du Plan de développement économique et social de la Nation (2001-2007), des structures participatives devant contribuer à la résolution des problèmes touchant les quartiers populaires sont mis en place. Les Tables techniques de l'eau⁵³ et les Comités des terres urbaines (CTU)⁵⁴ appellent à la participation des citoyens et des *comunidades*. Ces dispositifs sont conçus comme des espaces d'organisation permettant de gérer l'accès à l'eau et la tenue de la terre dans les *barrios* ainsi que dans d'autres lieux touchés par ces problématiques. Les

⁴⁸ Margarita LÓPEZ MAYA, *El ocaso del chavismo. Venezuela 2005-2015*, Caracas, Editorial Alfa, 2016, p. 95.

⁴⁹ Mila IVANOVIC et Enrique REY TORRES, « Cultura participativa y actores emergentes: aproximaciones desde la experiencia venezolana (1999-2014) », *Revista de Ciências Sociais*, 2015, vol. 5, n° 2, pp. 215-244.

⁵⁰ L'histoire du Venezuela des XX^e et XXI^e siècles est traversé par les liens forts entre les revenus du pétrole et l'investissement public. C'est le sujet d'un ouvrage structurant dans les sciences sociales vénézuéliennes : Fernando CORONIL, *El estado mágico, op. cit.* Plus récemment, Emiliano Terán Mantovani a construit des analyses intéressantes sur les limites économiques et écologiques de l'économie publique du pétrole : Emiliano TERAN MANTOVANI, « Historia decolonial del mito del « desarrollo » en la Venezuela del siglo XX: discurso, soberanía y control de la naturaleza », in *El siglo XX venezolano: análisis y proyección histórica de una centuria*, Caracas, Fundación Centro de Estudios Latinoamericanos Rómulo Gallegos, 2014, pp. 55-118. Dans une perspective comparée, voir Terry Lynn KARL, *The Paradox of Plenty. Oil Booms and Petro-States*, Berkeley, University of California Press, 1997.

⁵¹ Marie-Laure GEOFFRAY et Jan VERLIN, « Circulations révolutionnaires, légitimations croisées : Cuba-Nicaragua-Venezuela », *Critique internationale*, 2015, n° 68, pp. 125-144.

⁵² Margarita LOPEZ MAYA et Luis E. LANDER, « Democracia participativa en Venezuela: concepción y realizaciones », in Julie MASSAL (dir.), *¿Representación o participación? : Los retos y desencantos andinos en el siglo XXI*, Lima, Institut français d'études andines, Travaux de l'IFEA, 2015, pp. 141-168.

⁵³ Mesas Técnicas del Agua (MTA), héritières des « Tables de travail » sur la question de l'eau mises en place par le gouvernement d'Aristóbulo Istúriz au moment durant son mandat de maire de la municipalité de Libertador de Caracas entre les années 1993 et 1996. Margarita LOPEZ MAYA, *Democracia participativa en Venezuela (1999-2010)*, op. cit., p. 29.

⁵⁴ Comités de Tierras Urbanas (CTU), héritières de l'Assemblée des Barrios. Voir Andrés ANTILLANO, « La lucha por el reconocimiento y la inclusión en los barrios populares: la experiencia de los comités de tierras urbanas », op. cit.

Comités locaux de planification populaire (CLPP) sont proposés en tant que dispositif de cogestion publique à échelle municipale. Ils permettent de réunir des élus locaux et des organisations de quartier ou sectorielles, afin de décider de la gestion de jusqu'à 30 % du budget municipal.

Dans un deuxième temps, le cadrage révolutionnaire lié au Socialisme du XXI^e siècle, vient modifier en substance à la fois le discours participatif dans ses nomenclatures et les entités visées, et les dispositifs mis en valeur.

Comme pour les périodisations des gouvernements chavistes, celles données au Socialisme du XXI^e siècle varient selon les analyses. Une des premières apparitions du terme semble être le discours donné par Hugo Chávez au Forum social mondial de Porto Alegre en 2005, où il déclare vouloir s'éloigner d'un socialisme dogmatique issu du passé pour instaurer un socialisme pour le XXI^e siècle⁵⁵.

Dans le cadre national vénézuélien, ce nouveau socialisme s'exprime de manière progressive dans les années qui suivent. À partir de 2006, les Conseils communaux (CC), des organes ayant fait partie des CLPP, sont transformés en instances indépendantes et deviennent le dispositif privilégié en termes de participation territoriale⁵⁶. Ces structures sont mises en avant dans le cadre des cinq moteurs de la révolution développés par Hugo Chávez dans ses discours publics à partir du moment où il gagne les élections pour un deuxième mandat en décembre 2006. Un des moteurs de cette nouvelle Révolution socialiste est donc « l'explosion du pouvoir populaire⁵⁷ ». Celle-ci doit être menée à bien par la mise en fonctionnement des CC, qu'une première loi définit en 2006, suivi d'une Loi organique en 2009. Les nouveaux dispositifs participatifs ont deux particularités. La première est leur attache au projet politique du Socialisme du XXI^e siècle, ce qui les relie à la politique partisane et au nouveau Parti Socialiste Uni de Venezuela, créé en 2007⁵⁸. La seconde est leur lien étroit et directe avec le pouvoir présidentiel, notamment du fait de leur financement par le biais de la « Commission présidentielle du pouvoir populaire, entité du gouvernement central, dont les membres étaient nommés par le Président de la République⁵⁹ ».

⁵⁵ Iselin Asedotter STRONEN, *Grassroots Politics and Oil Culture in Venezuela: The Revolutionary Petro-state*, Cham, Palgrave Macmillian, 2017, p. 24.

⁵⁶ Jessica BRANDLER-WEINREB, *Participation, politisation et rapports de genre : changement social en milieu populaire (Venezuela, 2002-2012)*, op. cit., p. 25.

⁵⁷ Margarita LOPEZ MAYA, *Democracia participativa en Venezuela (1999-2010)*, op. cit., p. 38.

⁵⁸ Article 2 de la Loi Organique pour les Conseils Communaux.

⁵⁹ Margarita LOPEZ MAYA, *Democracia participativa en Venezuela (1999-2010)*, op. cit., p. 38.

Cette dynamique, qui relie de manière étroite le champ politico-administratif, et notamment les gouvernements chavistes et les dispositifs participatifs de promotion du pouvoir populaire est approfondie à travers la naissance des Communes et du projet de l'État communal.

2.1.1.3. Les Communes et l'horizon de l'État communal comme aboutissement du projet révolutionnaire

Les dispositifs participatifs mis en place par les gouvernements chavistes en lien avec le projet politique du Socialisme du XXI^e sont censés servir de levier pour la reconfiguration de la géographie politique du pays. Cette idée est présente dans la proposition de réforme constitutionnelle exposée par Hugo Chávez et soumise au référendum en 2007. Selon ce texte, la « nouvelle géographie du pouvoir⁶⁰ » doit être accomplie en faisant des CC l'unité de base de l'organisation territoriale du pays, à partir desquelles des Communes et des « villes communales⁶¹ » doivent se construire. Si la réforme n'est pas approuvée lors du référendum, certaines de ses propositions, y compris les contenus traitant de la question territoriale, sont tout de même portés au rang de loi par les gouvernements chavistes. En effet, fin 2010, l'alliance entre la présidence Chávez et l'Assemblée nationale entièrement composée de députés chavistes ou soutiens du chavisme⁶², leur permet d'approuver un ensemble de lois qui intègrent le projet socialiste au cadre législatif du pays⁶³. Ceci est réalisé à leur faveur des derniers jours de cette législature, peu avant les élections parlementaires de 2011.

Entre les lois approuvées fin 2010, la Loi organique du pouvoir populaire (LOPP)⁶⁴ et la Loi organique des Communes (LOC) sont votées⁶⁵. Selon l'article 7 de la LOPP, « le Pouvoir populaire a comme finalité : 1. de promouvoir le renforcement de l'organisation du peuple, afin de consolider la démocratie protagoniste révolutionnaire et construire les bases de la société

⁶⁰ *Ibid.*, p. 37.

⁶¹ *Ibid.*

⁶² Ceci est le résultat de l'élection parlementaire de 2005, lors de laquelle la coalition opposante décide de ne pas se présenter arguant que les garanties démocratiques nécessaires à sa participation n'étaient pas réunies. Dans ce cadre, et après une élection avec un haut taux d'abstention (75%), la coalition chaviste obtient la presque totalité des sièges de l'assemblée nationale pour une période législative de cinq ans. « Chávez controlará por completo la Asamblea tras el boicot de los principales partidos opositores », 5 décembre 2005, URL complète en biblio.

⁶³ Les opposants au chavisme ont appelé cet ensemble de lois « *el paquetazo* » ou « le grand paquet », un terme péjoratif qui leur permet de critiquer ce qui pour eux est un abus du pouvoir, qui s'exprime notamment dans le fait d'approuver des lois importantes à la fin d'une période législative, d'autant plus qu'elles récupèrent des contenus ayant été rejetés par vote populaire lors du référendum de 2007. Margarita López Maya reprend le terme « *paquetazo* » dans son texte sur la démocratie participative au Venezuela juste avant de proposer ses critiques sur la construction des politiques participatives sous les gouvernements chavistes. Margarita LOPEZ MAYA, *Democracia participativa en Venezuela (1999-2010)*, op. cit., p. 40.

⁶⁴ Loi Organique du pouvoir populaire, Gaceta Oficial 6011 extraordinaria del 21 de diciembre de 2010.

⁶⁵ Loi Organique des Communes, Gaceta Oficial 6011 extraordinaria del 21 de diciembre de 2010.

socialiste, démocratique, de droit et de justice⁶⁶ ». Dans l'objectif de construire cette société socialiste il conviendrait de bâtir « l'État communal », c'est-à-dire, une « forme d'organisation politico-sociale, fondée sur l'État démocratique et social de droit et de justice [...], dans laquelle le pouvoir est exercé directement par le peuple, à travers des autogouvernements communautaires, [et dont l'unité de base est] la Commune⁶⁷ ». La Commune est définie comme « un espace socialiste » formé des *comunautés* voisines, qui partagent des histoires et des pratiques communes, « qui se reconnaissent dans le territoire qu'elles occupent », et qui travaillent ensemble à leur intégration dans un système de production sociale et de développement durable⁶⁸.

L'appareillage législatif autour du Socialisme du XXI^e siècle vient rediscuter le rôle de l'État dans la société vénézuélienne, promouvant sa transformation en État communal. Cet ensemble de lois ne se tient pas par lui tout seul. En effet, de multiples débats au sein des champs politique, académique et journalistique accompagnent la construction de cette législation. Ils mettent la question de la réorganisation locale de l'État au cœur des controverses sur l'avenir politique du pays.

Hugo Chávez et ses ministres ont promu à échelle nationale et internationale⁶⁹ l'objectif politique de l'État communal toujours en lien avec le discours du Socialisme du XXI^e siècle, qui serait la source de l'approfondissement de la démocratie vénézuélienne⁷⁰. Ainsi, la Commune se retrouve au centre du deuxième Plan de la Patrie, le « Plan Socialiste de la Nation Simón Bolívar pour la période 2013-2019⁷¹ », notamment sur l'objectif national 2.3 qui propose

⁶⁶ Loi Organique du pouvoir populaire, article 7.

⁶⁷ Loi Organique des Communes, article 4, numéro 10.

⁶⁸ *Ibid.*, article 5.

⁶⁹ Par exemple, lors du panel « Démocratie et objectifs de développement du millénaire » et lors du séminaire « Analyse du processus démocratique vénézuélien » ayant eu lieu à New York au mois de septembre et décembre 2010 respectivement. Ces discussions ont été menées dans le cadre des Nations Unies durant la présidence du Venezuela du « Mouvement des démocraties nouvelles et restaurées » qui lui est accordée par l'Assemblée Générale des Nations Unies pour la période 2010-2012. Ces deux moments de discussion ont compté avec la participation d'universitaires comme Edgardo Lander, Sujatha Fernandes et Juan Carlos Monedero, et d'acteurs politiques comme Reinaldo Iturriza (plus tard ministre du Pouvoir populaire pour les Mouvements Sociaux et les Communes) et l'ambassadeur aux Nations Unies, Jorge Valero. Les interventions des différents participants ont été compilées dans l'ouvrage Jorge VALERO, *Democracias nuevas o restauradas. El caso de Venezuela*, Caracas, El perro y la rana, 2012.

⁷⁰ Et comptent à ce propos des fortes critiques comme celle exposé par Allan Brewer-Carías lors du séminaire « Sur le pouvoir populaire et l'État communal au Venezuela (ou sur comment est imposé au vénézuéliens un État socialiste, par le non-respect de la constitution, et la fraude à la volonté populaire) », ayant été impartit à l'école de droit de l'Université Monte Ávila à Caracas l'année 2010.

⁷¹ Les « Plans de la Patrie » sont des documents qui recueillent les orientations de gouvernement générales proposées par la présidence Chávez pour le Venezuela depuis la prise de pouvoir en 1999. Ils font écho aux « Plans de la Nation », des documents d'orientation et planification présentés par les différents présidents vénézuéliens à

de « consolider et élargir le pouvoir populaire et la démocratie socialiste⁷² ». À ce propos, le Plan projette la formation de trois mille communes socialistes qui regrouperaient jusqu'à vingt et un millions de citoyens vénézuéliens, soit presque 68 % de la population nationale⁷³. Ces Communes sont censées bénéficier graduellement du transfert de compétences de la part des autorités administratives territoriales et sectorielles, comme moyen de « restituer pleinement le pouvoir au peuple souverain⁷⁴ ». Ces réflexions sont ensuite approfondies dans le discours qui est considéré comme le testament politique d'Hugo Chávez. Prononcé le 20 octobre 2012 après sa victoire aux élections présidentielles et seulement quelques mois avant sa mort, le *Golpe de Timón* (Coup de gouvernail) est le nom donné à l'allocution de Chávez lors de sa première réunion publique et télévisée avec son nouveau cabinet de ministres⁷⁵. Lors de cette intervention il se donne à ce qu'il appelle un exercice d'autocritique, durant lequel il regrette de ne pas avoir pu construire une hégémonie culturelle qui permette de convaincre les Vénézuéliens de la pertinence du projet socialiste en tant que projet démocratique. De la même manière, il observe que le travail de construction des Communes a été cantonné au MPPCMS, le reléguant à un aspect périphérique de l'action gouvernementale. Il appelle donc à rectifier le tir et à remettre le projet de l'État communal au cœur de la Révolution. Nicolás Maduro est ainsi appelé à accomplir cette tâche, en tant que son successeur politique désigné⁷⁶.

En lien avec la discussion sur l'État communal proposée depuis le champ politique, cette proposition est à la fois reprise et restructurée par le champ académique et intellectuel⁷⁷. Ceci

partir des années 1960 comme moyen de rendre compte de leurs objectifs de gouvernement pour leurs périodes respectives.

⁷² II Plan Socialista de la Nación Simón Bolívar: Programa de Gobierno 2013-2019.

⁷³ *Ibid.*, point 2.3.1.4. Ceci à l'époque où le plan a été rédigé. En effet, si en 2012 la population vénézuélienne est de trente million de personnes approximativement, en 2019 le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés compte jusqu'à quatre millions de vénézuéliens ayant quitté le pays en fuyant la grave situation économique et politique sur place. Il s'agit de 10% de sa population. ALTO COMISIONADO DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LOS REFUGIADOS, *Refugiados y migrantes de Venezuela superan los cuatro millones: ACNUR y OIM* [Rapport], 2019, URL complète en biblio.

⁷⁴ *Ibid.*, point 2.3.2.

⁷⁵ Hugo Chávez, « El golpe de timón », Editorial MINCI, 2015.

⁷⁶ Il est intéressant d'observer la mise à disposition publique de ce discours. En effet, les années suite à la mort de Chávez différentes formes de reproduction papier du « Coup de gouvernail » circulent gratuitement au Venezuela, ou du moins à Caracas, imprimées par différentes institutions publiques comme le ministère du Pouvoir populaire pour la Communication et l'Information (MINCI), ou encore le journal public *Correo del Orinoco*.

⁷⁷ Pour le contexte vénézuélien il paraît important de ne pas produire une distinction trop stricte entre les universitaires et les intellectuels. Un premier aspect à prendre en compte est le rôle que les sciences sociales ont dans la société. À différence d'une pratique relativement stricte de l'autonomie des sciences en France, issue d'une histoire spécifique de la relation entre le savoir et le pouvoir politique dont la séparation commence à prendre forme aux alentours du XIX^e siècle ; la pratique des sciences sociales au Venezuela prend appui sur la tradition de la « recherche-action » dont le sociologue colombien Orlando Fals Borda est un des fondateurs. Deuxièmement, mais cela est la conséquence du premier aspect, les universitaires dans le sens plus strict du terme, c'est-à-dire, des personnes ayant des postes dans des institutions universitaires depuis lesquelles ils font de la recherche, peuvent

passer par des efforts éditoriaux du ministère du Pouvoir populaire de la Culture (MPPC) et du MPPCMS. Le MPPC finance ainsi la maison d'édition *El perro y la rana* (Le chien et la grenouille), dont les livres sont vendus à des prix modiques dans les librairies du même nom. *El perro y la rana* publie de nombreux textes parmi lesquels de multiples essais et recueils à propos de l'État communal⁷⁸. Le MPPCMS quant à lui accueille la maison d'édition *La Estrella Roja* (l'Étoile Rouge). Les jeunes directeurs de cette maison d'édition, issus des réseaux de l'intellectualité de gauche vénézuélienne (notamment *caraqueña*⁷⁹), promeuvent la publication de textes portant sur les expériences politiques qu'ils catégorisent comme communales. Un texte sur la commune de Paris, un autre sur les soviets en Russie, et deux ouvrages sur l'organisation des tribus autochtones vénézuéliennes sont ainsi diffusés. D'autres livres portent sur les expériences de certaines Communes urbaines et rurales déjà établies dans le pays selon les formes prévues par les lois approuvées par les gouvernements chavistes.

Le travail éditorial s'accompagne de celui d'universitaires et d'intellectuels qui participent à la discussion sur le rôle de l'État dans la société vénézuélienne. À partir de leurs travaux de recherche, ils discutent des modalités de transformation de l'État.

Ainsi, Luis Bonilla Molina, vice-ministre de Planification stratégique du ministère du Pouvoir populaire pour l'Éducation universitaire (MPPEU), dirige le Centre international Miranda (CIM). Ce *think-tank* vit notamment du soutien financier du MPPEU. Il publie l'ouvrage de l'économiste Víctor Álvarez R. *De l'État bureaucratique à l'État communal. La transition au socialisme de la Révolution Bolivarienne*⁸⁰. Dans cet ouvrage Álvarez se questionne sur la meilleure manière de transformer l'État en État communal. En effet, pour la tradition de pensée qu'il incarne, l'État serait d'abord un outil de la bourgeoisie et il fonctionnerait en reproduisant les habitudes bureaucratiques de ceux qui l'ont historiquement construit et fait fonctionner. Alors, pour le transformer il conviendrait de bâtir les structures nécessaires à l'exercice du pouvoir direct par le peuple, qui selon l'auteur serait représenté

aussi participer au débat public comme intellectuels organiques d'une organisation populaire, d'un *think tank*, et tant d'autres structures qui permettent de relier les sciences sociales aux discussions politiques traversant le pays.

⁷⁸ Le catalogue est très vaste et difficile de résumer. Je me permets de nommer ici la collection « Alfredo Maneiro » (pour l'homme politique fondateur du parti de gauche La Causa R), au sein de laquelle la série « *Pensamiento Social* » ou « Pensée sociale » a publié de multiples textes sur la révolution, le socialisme, le pouvoir populaire, et ainsi de suite. Si les textes sont difficiles à trouver ailleurs qu'au Venezuela, le catalogue de la maison éditoriale peut être retrouvé sur son site internet www.elperroylarana.gob.ve. Tout de même, ce catalogue est voué à disparaître, avec beaucoup d'autres sites internet non entretenus (et donc non payés) par le gouvernement vénézuélien à la suite des politiques d'austérité mises en place depuis les débuts de la présidence Maduro.

⁷⁹ De Caracas.

⁸⁰ Víctor ÁLVAREZ R., *Del Estado burocrático al Estado comunal*, op. cit.

notamment par les travailleurs et les membres des communautés⁸¹. Dans ce sens, les propositions participatives des gouvernements chavistes, et notamment les Communes, offriraient la bonne voie pour accomplir la transformation profonde de l'État.

Saisir le « peuple »

Difficile de trouver une seule définition du « peuple » pour les différentes traditions de pensée de la gauche. Dans le cas vénézuélien, les gouvernements chavistes ont fait exister la catégorie « peuple » en lien avec des revendications nationalistes, le peuple étant parfois synonyme de la nation ; de revendications politiques des classes populaires ; ou comme superposition à la figure d'Hugo Chávez. En effet, à partir du slogan *Yo soy Chávez* (Je suis Chávez), s'impose l'idée selon laquelle Chávez n'est plus un individu en particulier, mais une identité collective dont ses soutiens peuvent se revendiquer. Ceci est une manifestation des liens entre le chavisme et la pensée du philosophe argentin Ernesto Laclau, et notamment avec ses propositions théoriques et stratégiques autour de sa définition du « populisme ». En effet, les circulations des différentes branches des gauches latino-américaines apportent au chavisme la pensée de Laclau. Dans son ouvrage *La pensée populiste*, Laclau propose le concept de « signifiant vide » qui serait un objet (discursif) autour duquel un ensemble divers d'entités politiques pourraient se rassembler et y investir les contenus nécessaires à construire du commun entre elles⁸². Pour George Ciccariello-Maher, chercheur proche du chavisme, l'usage stratégique des différents signifiants vides qui se seraient offerts aux forces révolutionnaires, la figure de Chávez, du peuple, et la nouvelle constitution, aurait permis l'alliance politique entre les classes populaires organisées et les gouvernements chavistes à la base de la situation révolutionnaire que le Venezuela aurait vécu depuis le début du XXI^e siècle⁸³. De multiples théorisations comme les précédentes accompagnent les débats des gauches soutenant le chavisme, et participent à structurer, et parfois justifier, leurs relations avec les gouvernements chavistes⁸⁴.

⁸¹ Víctor ÁLVAREZ R., *Del Estado burocrático al Estado comunal*, op. cit., p. 158. Voir notamment à partir de la page 156 toute la discussion sur l'État communal, construite entre les réflexions de l'auteur et la reprise des discours à ce propos tenus par des ministres des gouvernements chavistes et des textes de loi.

⁸² Ernesto LACLAU, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008.

⁸³ George CICCARIELLO-MAHER, *We Created Chávez: A People's History of the Venezuelan Revolution*, Durham, Duke University Press, 2013.

⁸⁴ Voir la thèse actuellement préparée par Fabrice ANDREANI, « Les "français" de l'intelligentsia euro-latino-américaine du pétro-État chaviste au Venezuela (1999-2016) », Thèse de doctorat en science politique, Université Lumière Lyon 2.

En dernier exemple, nous pouvons observer le travail des chercheurs en sciences sociales dirigés par les sociologues Chelina Sepúlveda et Andrés Antillano durant le projet de recherche « Territoires populaires, sujets et pouvoir⁸⁵ ». Accueillie et financée par le MPPCMS, cette recherche s'interroge sur la possibilité de construire le socialisme à partir d'une appartenance territoriale, la Commune, qui viendrait substituer les appartenances au monde du travail dont l'appartenance ouvrière, comme base de la revendication de classe. Sur l'aspect théorique, les chercheurs se réfèrent au marxisme classique et ses révisions plus contemporaines chez des auteurs comme David Harvey, Raul Zibechi, Marisella Svampa⁸⁶. Ils s'inspirent enfin des propositions spécifiques en termes de participation faites par les gouvernements chavistes. Sur les aspects méthodologiques, ils produisent des données à partir d'enquêtes ethnographiques dans des territoires populaires de Caracas afin d'observer les formes propres de l'organisation sociale, économique et politique des *barrios*. À partir de ces données ils s'interrogent sur la place que l'organisation en forme de Commune a pu réellement prendre dans ces territoires populaires.

Ainsi, la Révolution bolivarienne se nourrit des débats politiques et intellectuels qui s'orientent vers une discussion sur le rôle de l'État dans la société, et proposent sa transformation en État communal en tant que moyen de consolider la démocratie et le socialisme du XXI^e siècle.

Au cours des longues années de construction législative, discursive et intellectuelle autour de la participation, les gouvernements chavistes lui donnent de multiples définitions. La question participative est intégrée à un projet politique plus large, qui prend la forme du Socialisme du XXI^e siècle. Le pouvoir populaire en tant que nomenclature de la participation pour les gouvernements chavistes devient un outil pour l'accomplissement d'un projet politique. Il est question désormais d'observer les formes concrètes de ce pouvoir populaire.

2.1.2. L'administration parallèle et dépendante de la promotion du pouvoir populaire

Deux types de questions sont récurrentes à l'analyse des cadres administratifs créés par les gouvernements chavistes pour la promotion du pouvoir populaire. Premièrement, les différents dispositifs participatifs promeuvent-ils véritablement la pratique du pouvoir politique

⁸⁵ Séminaire « Territorios populares, sujetos y poder », tenu en 2014 en partenariat entre l'université Bolivarienne du Venezuela et le MPPCMS.

⁸⁶ Andrés Antillano, Chelina Sepúlveda (dir.), « Segundo informe del proyecto de investigación territorios populares, sujetos y poder », rapport d'expertise pour le MPPCMS, 2015.

autonome et émancipateur de la part des participants⁸⁷ ? Deuxièmement, quel est le degré d'indépendance des dispositifs participatifs vis-à-vis des autres institutions publiques, et surtout vis-à-vis du pouvoir exécutif national⁸⁸ ?

Sur la question de la promotion de l'autonomie et l'émancipation, pour moi le point de départ consiste à affirmer que les dispositifs participatifs promus par ces gouvernements, comme tout autre dispositif participatif, sont des outils d'action publique et plus généralement de gouvernement⁸⁹. Il n'est pas propre à ce genre de dispositif de produire des pratiques citoyennes autonomes ou émancipatrices en soi. Il s'agit plutôt d'instruments d'action publique⁹⁰. En ce sens, le rôle des participants et potentiels bénéficiaires est en bonne partie défini au préalable par les pouvoirs publics qui les convoquent⁹¹. Le design du dispositif lui-même délimite les contours des discussions et décisions possibles⁹². Ceci n'implique pas l'absence d'appropriations possibles de la part des publics concernés⁹³. Il s'agit plutôt de comprendre les dispositifs participatifs comme des objets au sein desquels se construisent des rapports de force nécessairement limités.

Quant à leur degré d'indépendance, les dispositifs participatifs des gouvernements chavistes se retrouvent à la même place que les ceux du siècle précédent. Il s'agit de structures administratives parallèles aux institutions publiques déjà concernées par les thématiques

⁸⁷ Par exemple, sur les *Misiones* : « ces missions sont souvent analysées au prisme de la dialectique entre émancipation et (re)production partielle de l'ordre social qui s'y joue (Brandler-Weinreb, 2015 ; Ivanovic, 2012 ; Tarragoni, 2012) ». Clémentine BERJAUD, « Les missions bolivariennes au Venezuela », *Gouvernement et action publique*, 24 mai 2019, n° 1, pp. 61-85, p. 64.

⁸⁸ María Pilar GARCÍA GUADILLA, « Exclusionary Inclusion: Post-Neoliberal Incorporation of Popular Sectors and Social Movements in New Left 21st Century Socialism: the experience of Venezuela », in *Reshaping The Political Arena in Latin America: From Resisting Neoliberalism to the Second Incorporation*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2018, pp. 60-77.

⁸⁹ « Pour le dire d'une formule : nous proposons de sortir d'une posture critique "externe" de la participation, menée selon le ressort de la démystification, pour nous engager dans une analyse des tensions critiques soulevées par l'avancée de la démocratie participative, en vue de saisir plus finement, sans naïveté ni sarcasme, les mutations des "manières" de gouverner à l'époque contemporaine ». Guillaume GOURGUES, Sandrine RUI et Sezin TOPÇU, « Gouvernementalité et participation », *Participations*, 2013, vol. 2, n° 6, pp. 5-33, p. 10.

⁹⁰ « Un instrument d'action publique constitue un dispositif à la fois technique et social qui organise des rapports sociaux spécifiques entre la puissance publique et ses destinataires en fonction des représentations et des significations dont il est porteur ». Charlotte HALPERN, Pierre LASCOUMES et Patrick Le GALES, « Instrument », in *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019, pp. 321-330, p. 321.

⁹¹ Camille GOIRAND, « Rituels démocratiques et mise en scène de la participation populaire dans les assemblées du budget participatif à Recife (Brésil) », *Participations*, 2015, n° 11, pp. 53-85.

⁹² Alice MAZEAUD, « L'instrumentation participative de l'action publique : logiques et effets. Une approche comparée des dispositifs participatifs conduits par la région Poitou-Charentes », *Participations*, 2012, n° 2, pp. 53-77.

⁹³ Marie-Hélène Sa Vilas BOAS, « Des street level bureaucrates dans les quartiers : la participation aux conférences municipales des femmes à Recife », *Revue internationale de politique comparée*, 2013, Vol. 20, n° 4, pp. 55-76.

auxquelles elles sont censées s'attaquer⁹⁴. Elles dépendent à la fois économiquement et politiquement du pouvoir exécutif central⁹⁵. En conséquence, les politiques participatives des gouvernements chavistes reconduisent, à travers de nouvelles structures et catégories, la conditionnalité de l'accès à l'action publique des classes et territoires populaires comme modalité quasi-exclusive de l'accès aux biens publics de la part de ces populations. Les limites propres aux politiques participatives des gouvernements chavistes n'empêchent pas un fort enthousiasme politique⁹⁶ et académique⁹⁷. Celui-ci prend notamment pour objet les dispositifs participatifs ayant contribué de manière conjoncturelle à la circulation des revenus issus du pétrole de l'État vénézuélien au sein de la société⁹⁸.

Ces définitions établies, l'objectif ici est d'analyser les politiques participatives des gouvernements chavistes qui prennent la forme de promotion du pouvoir populaire. Pour ce faire, j'étudie plus en détail les dispositifs participatifs autour desquels ces politiques ont été mises en place.

2.1.2.1. Missions sociales ou gestions sectorielles parallèles.

Les *Misiones*, ou missions sociales sont un large ensemble de programmes publics présentés comme des étendards des gouvernements chavistes et de la promotion du pouvoir populaire⁹⁹. En effet, l'objectif affiché de ces différentes Missions est celui de s'attaquer aux problématiques qui touchent le quotidien des classes et territoires populaires tout en promouvant la participation de leurs populations cibles à leur conception et mise en place. En suivant la classification qui en est faite par Clémentine Berjaud, les missions se consacrent

⁹⁴ Voir notamment la sous-section « Y a-t-il un “modèle” chaviste ? ». Olivier COMPAGNON, Julien REBOTIER et Sandrine REVET, « Introduction. Le Venezuela contemporain dans le regard des sciences sociales », in *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*, Paris, Les Editions de l'Atelier, 2009, pp. 12-23, p. 18.

⁹⁵ Margarita LÓPEZ MAYA et Luis E. LANDER, « Participatory Democracy in Venezuela: Origins, Ideas and Implementation », in *Venezuela's Bolivarian Democracy. Participation, Politics and Culture under Chávez*, Durham, Duke University Press, 2011, pp. 58-79.

⁹⁶ Fabrice ANDREANI, « Du nomadisme idéologique à l'allégeance partisane : les mondes franco-vénézuéliens de la réélection de Hugo Chávez (2012) », *Critique internationale*, 2013, n° 59, pp. 119-132.

⁹⁷ Pour le contexte français, je renvoie à nouveau aux travaux des membres du Groupe d'Études Interdisciplinaire sur le Venezuela (GEIVEN) en France ainsi qu'à l'ensemble des activités de vulgarisation porté par le groupe et dont il est possible de retrouver un recueil dans son carnet hypothèses : <https://geiven.hypotheses.org/>

⁹⁸ David RECONDO, « Pétrodollars et politiques sociales », in *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie et le changement social*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2009, pp. 45-57.

⁹⁹ Les *Misiones* ont connu une myriade de suffixes tout au long de leur histoire : *Misiones sociales*, *Misiones bolivarianas*, *Misiones socialistas*, entre autres. Je garde la nomenclature de Missions sociales qui rappelle leur caractère de programmes publics à vocation sociale.

notamment à trois grands secteurs : l'accès aux services élémentaires, à l'éducation et à la citoyenneté¹⁰⁰.

La première Mission et probablement la plus emblématique est la *Misión Barrio Adentro* (Au cœur du quartier). Née en 2003, son objectif est de donner accès aux soins aux populations les plus éloignées du système de santé hautement privatisé du pays¹⁰¹. À ses débuts, la *Misión Barrio Adentro* se concrétise par la mise en place de dispensaires au sein des quartiers populaires, tenus par des médecins cubains. Leur venue est rendue possible par un programme d'échange entre le gouvernement vénézuélien et le gouvernement cubain : le premier vend au deuxième des barils de pétrole à un prix préférentiel contre les services des médecins¹⁰². Par la suite, la mission est complexifiée et devient un large programme d'accès à la santé, qui se donne pour objectif de traiter les maux les plus simples jusqu'aux pathologies les plus complexes. En effet, les dispensaires de « *Barrio Adentro 1* », qui prennent la forme d'édifices octogonaux en brique, très visibles dans la géographie des quartiers populaires, sont ensuite accompagnés par les Centres de diagnostic intégrale (CDI), les Salles de réhabilitation intégrale et les Centres de haute technologie de « *Barrio Adentro 2* ». D'autres missions complètent la première : la *Misión Milagro* (Miracle), permettant l'accès à des soins ophtalmologiques, et la *Misión Sonrisa* (Sourire), pour les soins dentaires.

Aux côtés de la *Misión Barrio Adentro* axée sur la santé, d'autres missions ayant des objectifs sociaux ambitieux sont créées. Ainsi, concernant l'accès à l'éducation, la *Misión Robinson* (alphabétisation et école primaire), la *Misión Ribas* (école secondaire) et la *Misión Sucre* (éducation universitaire) fonctionnent de façon complémentaire¹⁰³. L'accès à l'alimentation est au cœur de la *Misión Mercal*, qui prend la forme de supermarchés subventionnés, et l'accès au logement de la *Misión Vivienda* (Logement), qui devient la *Gran*

¹⁰⁰ Clémentine BERJAUD, « Les missions bolivariennes au Venezuela », *op. cit.*

¹⁰¹ Sur le système de santé public démantelé par les politiques de désinvestissement de l'État et de transfert vers les assurances et cliniques privées durant les années 80 et 90 au Venezuela, voir Johanna LEVY, « Démocratiser la démocratie vénézuélienne par des politiques sociales participatives », in *La Gauche en Amérique Latine, 1998-2012*, Presses de Sciences Po., Paris, 2012, pp. 237-266.

¹⁰² « En échange de 115 000 barils de pétrole quotidiens fournis par le Venezuela à un prix préférentiel, Cubat met à sa disposition dès 2004 près de 20 000 professionnels de la santé ». *Ibid.*, p. 246.

¹⁰³ Les Missions portent des noms symboliques. Ainsi, la Mission d'accès à l'éducation « Robinson » fait hommage par son pseudonyme à Simón Rodríguez, enseignant et ami du héros de l'indépendance Simón Bolívar. La Mission « Sucre » porte le nom de Antonio José de Sucre, général de la guerre d'indépendance et ami de Bolívar.

Misión Vivienda Venezuela (Grande Mission Logement Venezuela, GMVV). En 2011, son objectif est de construire deux millions de logements pour l'année 2019¹⁰⁴.

Les missions sociales partagent trois caractéristiques qui leur sont propres. La première, individuellement mais aussi dans leur ensemble, est leur place primordiale dans la politique participative des gouvernements chavistes. Ainsi, à la fois selon leurs cadres législatifs et les discours politiques, les missions sont censées fonctionner par un travail commun de « l'État Vénézuélien, en conjonction et en articulation avec le Pouvoir populaire, sous ses diverses formes d'expression et organisation [...] »¹⁰⁵. Le caractère participatif de la mise en place et du fonctionnement des missions se confirme à plusieurs égards. Si l'on reprend l'exemple de la *Misión Barrio Adentro*, les premiers dispensaires médicaux aménagés dans les quartiers populaires de Caracas s'installent dans les logements des leaders communautaires qui accueillent les médecins cubains, les accompagnent dans leur prise de fonctions et garantissent leur sécurité¹⁰⁶. La participation s'inscrit de plus, dans un système parallèle aux administrations et institutions publiques déjà existantes et dont la fonction recouvre les secteurs d'activités qui sont désormais aussi délégués à ces missions sociales. Ainsi, la liaison entre la *Misión Barrio Adentro* ne communique pas toujours bien avec les hôpitaux publics, ce qui rend difficile le parcours de soins des bénéficiaires¹⁰⁷. Le caractère d'administration parallèle se renforce enfin par la relation de dépendance qui existe entre les missions et le pouvoir exécutif national. Cette dépendance est notamment économique, puisque les missions sont financées par des fonds issus des revenus pétroliers dont l'allocation est décidée par la Présidence de la République. En effet, les politiques sociales des gouvernements chavistes reposent sur les revenus de la vente du pétrole, qui circulent à la fois par l'investissement direct de l'entreprise pétrolière nationale *Petróleos de Venezuela, Sociedad Anónima* (PDVSA), et par la mobilisation des réserves internationales excédentaires rendue possible après la réforme de la Banque centrale du Venezuela (BCV) en 2006¹⁰⁸. Calculés à 14 milliards sur les trois premières

¹⁰⁴ « Aló Presidente » N°370 le 13 février 2011 [[en ligne](#)]. Sur la méthode de gouvernement d'Hugo Chávez, qui avait l'habitude de faire des très longues allocutions télévisées et de prendre des décisions en termes d'action publique durant ses émissions voir Clémentine BERJAUD, « *Cinq sur Cinq, Mi Comandante !* » : contribution à l'étude des réceptions des discours politiques télévisés, Paris, Dalloz, 2016.

¹⁰⁵ « Ley Orgánica de Misiones, Grandes Misiones y Micro-Misiones », Article 1, *Gaceta oficial* N° 6154, 19 novembre 2014.

¹⁰⁶ Mariela HOYER et Patricia CLAREMBAUX, *Barrio Adentro. Historias de una misión*, Los libros de El Nacional., Caracas, 2009.

¹⁰⁷ Johanna LEVY, « Démocratiser la démocratie vénézuélienne par des politiques sociales participatives », *op. cit.*, p. 252.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 245.

années, l'investissement des gouvernements chavistes en termes de politiques sociales est notable¹⁰⁹. Le désinvestissement et l'endettement de l'entreprise pétrolière l'est aussi¹¹⁰.

Ainsi, les missions sociales prennent une place importante dans la politique de promotion du pouvoir populaire, actualisant les caractéristiques qui traversent ce modèle administratif tout à la fois participatif, parallèle et dépendant du pouvoir exécutif.

2.1.2.2. *Les Conseils communaux et la participation territoriale hautement dépendante de l'exécutif national*

Le modèle participatif se développe aussi dans le cadre de la gestion territoriale à travers la figure des CC. Les CC sont définis par la Loi organique des conseils communaux comme :

des instances de participation, d'articulation et d'intégration entre les citoyens, citoyennes et les diverses organisations communautaires, mouvements sociaux et populaires, qui permettent au peuple organisé d'exercer le gouvernement communautaire et la gestion directe des politiques publiques et des projets orientés à répondre aux besoins, potentialités et aspirations des communautés, dans le cadre de la construction du nouveau modèle de société socialiste, égalitaire, équitable et juste.¹¹¹

Par définition, les CC se trouvent donc étroitement attachés à la fois à la figure du citoyen (figure individuelle), à la communauté (figure collective et territoriale), et au projet socialiste des gouvernements chavistes.

En termes de fonctionnement, les CC s'installent à la suite d'une « Assemblée constitutive communautaire¹¹² », réunissant au minimum 30 % des potentiels électeurs recensés sur la « Base de population de la communauté¹¹³ », soit *a minima* 150 à 400 familles en milieu urbain, 20 familles au milieu rural, et 10 familles pour les populations autochtones. L'Assemblée élit les *voceros* (porte-paroles)¹¹⁴ qui seront à la tête des trois unités qui forment le CC aux côtés de l'Assemblée des citoyens et des citoyennes, à savoir l'unité exécutive, l'unité communautaire administrative et financière, et l'unité de contrôle social¹¹⁵. Ces unités ont pour fonction de se coordonner entre elles et avec les membres de l'Assemblée citoyenne, afin

¹⁰⁹ Clémentine BERJAUD, « Les missions bolivariennes au Venezuela », *op. cit.*, p. 63.

¹¹⁰ Pour une analyse de la place de l'entreprise pétrolière dans l'investissement social des gouvernements chavistes voir : David RECONDO, « Pérodollars et politiques sociales », *op. cit.*

¹¹¹ Loi Organique des Conseils communaux, Article 2, *Gaceta oficial*, N° 39.335, 28 décembre 2009.

¹¹² *Ibid.*, Article 10.

¹¹³ *Ibid.*, Article 4.

¹¹⁴ *Ibid.*, Article 11.

¹¹⁵ *Ibid.*, Article 19.

d'identifier ensemble les besoins de la communauté, et de construire à partir de ce diagnostic le plan d'action que le CC doit mettre en œuvre.

Pour mettre en place leurs plans d'action, les CC doivent faire financer leurs projets. C'est sur cet aspect que la liaison entre l'ensemble des CC en tant qu'outil de la politique participative territoriale et le pouvoir exécutif central est la plus structurante. En effet, les projets proposés par les CC sont évalués par la Commission nationale présidentielle du Pouvoir populaire, et financés par le Fonds national des conseils communaux, instances toutes deux reliées directement à la Présidence de la République¹¹⁶. Cet aspect en particulier du fonctionnement de la politique participative territoriale des gouvernements chavistes est source de débat. Cet appareillage a pu être analysé comme positif puisqu'il permettrait de contourner les écueils administratifs et bureaucratiques¹¹⁷. Au contraire, il a pu être interprété comme une des sources du caractère dit clientélaire de la relation des gouvernements chavistes avec les classes populaires¹¹⁸. Le fait est qu'il existe indéniablement une liaison forte entre l'échelle territoriale et le pouvoir exécutif central qui conditionne le fonctionnement des CC. Cette structure politico-administrative a des effets visibles. Premièrement, les CC en tant que dispositifs d'action publique participative territoriale sont surreprésentés au sein des territoires populaires urbains¹¹⁹. Cette surreprésentation s'explique en partie par les caractéristiques propres aux lieux d'habitat populaires urbains, dont le quotidien est marqué par un déficit d'infrastructures. Les CC proposent en effet un protocole pour pallier ces difficultés en coopération avec les pouvoirs publics. Elle obéit aussi à la proximité politique entre les quartiers populaires et les gouvernements chavistes. En effet, les classes populaires se réapproprient l'offre publique participative inscrite au sein du projet socialiste qu'elles soutiennent à l'époque¹²⁰.

Deuxièmement, au sein des territoires populaires, les CC dont les porte-paroles sont plus clairement identifiés comme des soutiens du chavisme ont pu bénéficier de traitements

¹¹⁶ Anne-Florence LOUZE, « Les Conseils communaux au Venezuela : un outil d'émancipation politique ? », in *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2009, pp. 91-103, p. 95.

¹¹⁷ Mathieu UHEL, « La démocratie participative entre subordination et autonomisation politique. Les Conseils communaux à Maracaibo (Venezuela) », *Cahiers des Amériques latines*, 2013, n° 69, pp. 57-80, p. 66.

¹¹⁸ María Pilar GARCIA GUADILLA, « La praxis de los Consejos Comunales en Venezuela: ¿poder popular o instancia clientelar? », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, 2008, n° 14, pp. 125-151.

¹¹⁹ Jesús E. MACHADO M., *Estudio de los Consejos Comunales en Venezuela* [Rapport], Caracas, Fundación Centro Gumilla, 2008.

¹²⁰ Federico TARRAGONI, « Entre dépendance et rêve d'autonomie. Les usages populaires de l'État au Venezuela contemporain », *Politix*, 2015, vol. 2, n° 110, pp. 171-193.

préférentiels au moment de l'obtention de fonds pour leurs projets¹²¹. Comme par le passé avec les *juntas*, le financement des CC est structuré par la question des proximités politiques avec ceux qui décident des financements¹²².

Les CC deviennent donc le deuxième pilier de la politique participative des gouvernements chavistes. Aux côtés des missions et de la politique sectorielle, ils développent la politique participative territoriale. Cette dernière est approfondie par l'émergence des Communes, censées être la base de la nouvelle organisation politico-administrative du territoire national.

2.1.2.3. Les Communes dans l'entre deux de l'autonomie des communautés et l'emprise du pouvoir central

La figure de la Commune, intégrée aux lois vénézuéliennes par la Loi Organique des Communes de 2010, est censée permettre la construction d'une nouvelle géographie du pouvoir au Venezuela. Selon cette loi, une Commune peut être bâtie par « initiative populaire à travers l'agrégation des communautés organisées¹²³ ». Plus précisément, « l'initiative pour la constitution d'une Commune revient aux conseils communaux et aux organisations sociales qui font vie au sein des communautés organisées¹²⁴ ». Reste à savoir comment se définissent ces « communautés organisées ».

Pour établir une Commune, un « référendum d'approbation¹²⁵ » doit être organisé. Lors de ce référendum, les électeurs de la Commune en gestation doivent se prononcer sur le projet communal, rédigé au préalable par la « commission de promotion¹²⁶ ». Pour définir le projet et les potentiels électeurs, il faut fixer un critère de délimitation de la Commune. Cette fois-ci, à différence des Conseils communaux pour qui la loi définit des barèmes en termes de quantité de familles, la Loi organique des Communes met en avant le critère géographique¹²⁷. Ainsi, la commission de promotion doit proposer quelle est l'étendue de la nouvelle Commune. L'étendue (variable géographique) est reliée à la définition que la loi donne à la communauté (variable sociale). Celle-ci est définie comme le « noyau essentiel et indivisible

¹²¹ Ce que Mathieu UHEL montre par son enquête sur des conseils communaux de la ville de Maracaibo, deuxième ville du Venezuela et au cœur de l'exploitation pétrolière. Mathieu UHEL, « La démocratie participative entre subordination et autonomisation politique. Les Conseils communaux à Maracaibo (Venezuela) », *op. cit.*

¹²² Voir *supra*.

¹²³ Loi Organique des Communes, article 8.

¹²⁴ *Ibid.*, article 10.

¹²⁵ *Ibid.*, article 14.

¹²⁶ *Ibid.*, article 11.

¹²⁷ *Ibid.*, article 12.

constitué par des personnes et familles qui habitent une étendue géographique précise, reliées entre elles par des caractéristiques et intérêts communs ; qui partagent une histoire, des besoins et potentialités culturelles, économiques, sociales, territoriales et autres¹²⁸ ». Autrement dit, les Communes s'installent certes au sein des territoires caractérisés par des communautés d'expérience. Plus fondamentalement, elles s'implantent surtout là où la population a déjà auparavant suivi l'offre participative des gouvernements chavistes en s'étant organisé en Conseil communal. Dans ce contexte, la Commune est une alliance censée permettre de porter des revendications politiques et territoriales communes à un ensemble de Conseils communaux. Selon la loi, une Commune est officiellement née quand le projet communal a été approuvé lors du référendum, et que ses résultats ont été pris en charge par les autorités compétentes, et publiés dans le journal officiel¹²⁹.

Ce complexe appareillage participatif territorial a pour objectif avoué de promouvoir « l'autogouvernement populaire » dont est porteur le projet du Socialisme du XXI^e siècle. Dans les faits, l'ambition de promouvoir des Communes en tant que nouvelle forme d'organisation territoriale participative est difficile à accomplir. Superposées aux Conseils communaux, les Communes ne sont pas aussi nombreuses que souhaité. En effet, si « le II Plan Socialiste de la Nation Simón Bolívar pour la période 2013-2019 prévoyait l'installation de trois mille communes à échelle nationale, [en 2012] il existe seulement 250 Communes qui respectent les prérequis formels¹³⁰ » pour être reconnues en tant que telles. Ces difficultés doivent être comblées avec l'aide des pouvoirs publics, et notamment par le travail du MPPCMS. Le MPPCMS est né en 2013 de la fusion du ministère du Pouvoir populaire pour l'Économie communale et du ministère du Pouvoir populaire pour la Participation et la Protection sociale¹³¹. Le MPPCMS se doit de « développer des programmes destinés au conseil et accompagnement des communautés en vue de leur constitution en commune¹³² ». Ainsi, il vient prendre une place centrale dans la mise en œuvre des politiques participatives territoriales des gouvernements chavistes.

¹²⁸ *Ibid.*, article 4.

¹²⁹ *Ibid.*, articles 16 et 17.

¹³⁰ María Pilar GARCIA GUADILLA, « De la exclusión neoliberal a la inclusión-excluyente de los sectores populares y los movimientos sociales en el socialismo del siglo XXI en Venezuela », *Artículo inédito*, 2015, p. 16, URL complète en biblio.

¹³¹ Consulté régulièrement pendant mes recherches, le site internet du ministère des Communes n'est plus accessible au moment de l'écriture de ces lignes : <https://www.mpcomunas.gob.ve/2017/01/19/mision-vision-y-antecedente/>

¹³² Loi Organique des Communes, troisième disposition finale.

Au-delà des définitions législatives de la Commune, cette catégorie est mobilisée en contexte des gouvernements chavistes pour nommer diverses expériences d'organisation territoriale urbaines et rurales plus au moins formalisées. Les expériences communales les plus avancées sont régulièrement montrées comme des exemples, et leur place au sein du projet politique de l'État communal réaffirmé. Par exemple, la consigne « Commune ou rien ! » énoncée par Hugo Chávez lors d'un des derniers conseils de ministres auxquels il a participé¹³³, est portée par le MPPCMS et est rendue visible par les publications de mise en valeur des expériences communales exemplaires que le ministère accueille et finance¹³⁴.

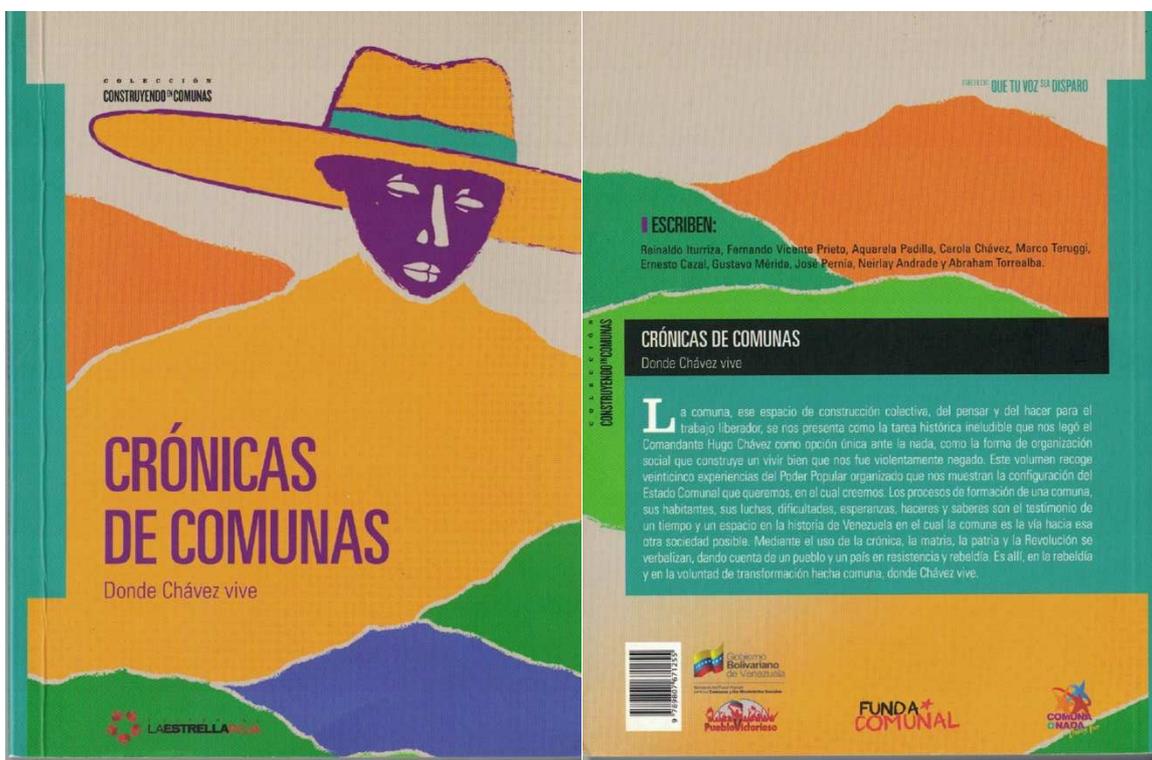


Figure 2 : Couverture de l'ouvrage *Crónicas de Comunas, Donde Chávez vive*, publié par la maison d'édition *La Estrella Roja*¹³⁵.

De la structure légale à la structure ministérielle, les Communes suivent des procédures de construction et de légitimation qui s'inspirent de celles des CC. Les Communes en tant que dispositifs qui actualisent la gestion participative territoriale, sont au cœur du projet politique

¹³³ Margarita LOPEZ MAYA, « Socialismo y comunas en Venezuela », *Nueva Sociedad*, 2018, n° 274, pp. 59-70, p. 67.

¹³⁴ Orión HERNANDEZ (dir.), *Crónicas de comunas. Donde Chávez vive*, Caracas, La Estrella Roja, 2015.

¹³⁵ *Ibid.*

des gouvernements chavistes de transformation de l'État. Elles fonctionnent par un lien fort avec des structures institutionnelles et ministérielles qui incarnent ce projet politique.

Les cadres politiques, législatifs et administratifs que les gouvernements chavistes ont donné à la promotion du pouvoir populaire en tant qu'interprétation de l'impératif participatif proposent des formes de gestion sectorielle et territoriale, qui se construisent à la fois par la participation des populations cibles, et leur prise en charge directe par le pouvoir exécutif central. Cet encadrement économique et politique est intrinsèque aux politiques participatives. Après avoir étudié ce cadre, il convient de se pencher sur les réappropriations de ces contraintes par le biais des usages au quotidien des dispositifs de promotion du pouvoir populaire.

2.2. Le pouvoir populaire au concret : les usages d'une catégorie d'action publique sur le terrain

L'objectif de cette section est d'observer les usages des catégories participatives des gouvernements chavistes sur le terrain, que nous avons identifiées dans la précédente sous la nomenclature de promotion du pouvoir populaire. De ce fait, cette section se place dans le sillage d'une large littérature qui, à partir d'enquêtes ethnographiques, se donne pour objet la conception, la mise en place et le fonctionnement des politiques publiques participatives et des dispositifs participatifs qui en sont l'expression¹³⁶.

Les cas d'étude sont nombreux du fait de l'impératif participatif en tant que norme à échelle internationale¹³⁷. Néanmoins, certains questionnements sont transversaux. Les travaux ethnographiques sur la participation se penchent sur la conception et la circulation des politiques publiques participatives et des dispositifs participatifs¹³⁸. Ils interrogent la

¹³⁶ Dans le contexte des sciences sociales françaises, le rôle du Groupement d'intérêt scientifique (GIS) « Démocratie et participation » est structurant pour ces recherches, ainsi que celui de la revue *Participations* qui est née au sein du GIS.

¹³⁷ Pour un regard critique sur la norme participative internationale, voir : Alice MAZEAUD, Magali NONJON et Raphaëlle PARIZET, « Les circulations transnationales de l'ingénierie participative », *Participations*, 2016, n° 14, pp. 5-35.

¹³⁸ Ce qui est visible notamment par les nombreuses recherches sur les budgets participatifs, leur circulation et les différents usages qui en sont faits à échelle internationale. Entre autres, voir : Leonardo AVRITZER, « Nouvelles sphères publiques au Brésil : démocratie locale et délibération politique », in *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative.*, Paris, La Découverte, 2005, pp. 231-251. ; Gianpaolo BAIOCCHI et Ernesto GANUZA, « The Power of Ambiguity: How Participatory Budgeting Travels the Globe », *Journal of Public Deliberation*, 2012, vol. 8, n° 2, pp. 1-12. ; Osmany Porto de OLIVEIRA, « La diffusion globale du budget participatif : le rôle des « ambassadeurs » de la participation et des institutions internationales », *Participations*, 2016, n° 14, pp. 91-120.

construction sociale de la participation, et dans ce sens cherchent à savoir qui s'estime ou non légitime à participer¹³⁹. Un intérêt constant est porté sur les marges de manœuvre réelles que les participants ont au sein des discussions et autres dynamiques internes aux dispositifs participatifs¹⁴⁰. Les effets que les politiques participatives ont sur le processus de construction de l'action publique, ou encore sur la prise de décisions publiques sont également questionnés¹⁴¹. Enfin, les inflexions que la participation a sur les participants sont au cœur de ces travaux¹⁴².

Dans les contextes latino-américains, l'analyse des politiques publiques participatives est traversée par deux grands questionnements : celui de la relation de l'État aux classes populaires¹⁴³ ; et celui des « frontières de l'État¹⁴⁴ ». En effet, sur les terrains latino-américains, les politiques publiques participatives sont mises au-devant de la scène par l'arrivée durant les années 2000 d'un ensemble de gouvernements se réclamant de gauche, parfois catégorisés comme « progressistes¹⁴⁵ ». Parmi ces gouvernements, on compte non seulement le cas vénézuélien¹⁴⁶, mais aussi celui du gouvernement de Ignacio Lula Da Silva au Brésil, de Néstor et Cristina Kirchner en Argentine, de Rafael Correa en Équateur et d'Evo Morales en Bolivie¹⁴⁷. Ces gouvernements arrivent au pouvoir en portant des discours de justice sociale et

¹³⁹ Marion CARREL et Julien TALPIN, « Cachez ce politique que je ne saurais voir ! », *Participations*, 2012, vol. 3, n° 4, pp. 179-206.

¹⁴⁰ Guillaume PETIT, « Participations ordinaires et extraordinaires. Des appropriations différenciées d'une offre institutionnelle de participation municipale », *Participations*, 2014, vol. 3, n° 10, pp. 85-120.

¹⁴¹ Lorenzo BARRAULT-STELLA, « Participer sous l'aile de la bureaucratie », *Participations*, 2012, n° 2, pp. 103-125.

¹⁴² Julien TALPIN, « Ces moments qui façonnent les hommes », *Revue française de science politique*, 2010, vol. 60, n° 1, pp. 91-115.

¹⁴³ Dont un des grands ouvrages, qui influence fortement les recherches qui s'en suivent, est celui de Javier AUYERO, *La política de los pobres: las prácticas clientelistas del peronismo*, *op. cit.*

¹⁴⁴ Le numéro de la revue *Gouvernement et action publique* sur « L'action publique aux frontières de l'État : regards d'Amérique latine » est introduit par un excellent article qui met en perspective les recherches relativement récentes sur l'action publique en Amérique latine, par rapport au champ de recherche plus structuré de l'analyse de l'action publique aux États-Unis et en Europe. Lire : Lorenzo BARRAULT-STELLA, Antoine MAILLET et Gabriel VOMMARO, « Étudier les transformations de l'action publique en Amérique latine. De terrains « exotiques » à la fécondité conceptuelle d'enquêtes situées. », *op. cit.*

¹⁴⁵ Franck GAUDICHAUD et Thomas POSADO, *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018) : la fin d'un âge d'or*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021.

¹⁴⁶ J'intègre ici le cas vénézuélien, en sachant que l'usage de la catégorie « progressiste » pour nommer les gouvernements chavistes est, à minima, source de débats. La nature autoritaire du gouvernement de Nicolás Maduro n'est plus en question de nos jours. Tout de même, la discussion en sciences sociales sur la nature des régimes politiques est un sujet périlleux. En science politique, la tradition de recherche sur la classification des régimes politiques est une de sources de la Politique comparée, et est largement mobilisée dans le travail sur les aires géographiques. Dans les sciences sociales françaises, un des ouvrages qui fait référence et qui traite les complexités de la classification des régimes est : Vincent GEISSER, Olivier DABENE et Gilles MASSARDIER (dir.), *Autoritarismes démocratiques Démocraties autoritaires au XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2012.

¹⁴⁷ Olivier DABENE, *La Gauche en Amérique latine, 1998-2012*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

de démocratisation de la démocratie¹⁴⁸. Dans ce sens, ils se présentent comme étant en rupture avec un passé marqué par des politiques d'austérité d'inspiration néolibérale héritées du consensus de Washington et appliquées à la fin du XX^e siècle par des gouvernements issus des élites économiques et sociales de ces pays¹⁴⁹. Les gouvernements dits progressistes s'appuient donc sur les politiques participatives et font fleurir des dispositifs participatifs afin de remédier aux « dettes sociales¹⁵⁰ » acquises par le passé.

Cet enthousiasme participatif doit aussi avoir pour rôle celui d'étendre le champ d'action des États latino-américains. Cette extension concerne plusieurs espaces. Premièrement, les zones urbaines surpeuplées où les quartiers populaires se sont historiquement construits de manière informelle¹⁵¹. Deuxièmement, les zones rurales à large étendue dont la vie s'organise autour de la tenue oligarchique de la terre. Troisièmement, les zones amazoniennes, forestières et fluviales où les précarités prennent des formes multiples¹⁵². Ainsi, les États latino-américains se perçoivent et sont analysés comme en constant débat pour la définition de leurs frontières. Cette dernière notion ne renvoie pas seulement à une limite géographique *stricto sensu*, mais aussi aux limites sociales qui peuvent mettre en cause les capacités des États à agir publiquement, et en conséquence à être perçus comme légitimes à gouverner des populations, des territoires, des secteurs d'activité¹⁵³.

¹⁴⁸ La nature et les performances de ces gouvernements ont été, et sont toujours, régulièrement discutées au sein du monde militant, du monde académique, comme dans leurs points de jonction. Un exemple en France est celui de la revue « Contretemps » dans ses versions papier et web, qui dédie toutes les deux avec une certaine régularité des articles à ces questions. Entre autres, voir : Franck GAUDICHAUD, Edgardo LANDER et Miriam LANG, « Amérique latine : fin d'un âge d'or ? Progressismes, post-néolibéralisme et émancipation radicale », *Contretemps. Revue de critique communiste.*, 2018.

¹⁴⁹ Hugo GOEURY, « Néolibéralisme et politiques de réduction de la pauvreté en Amérique latine », *Contretemps. Revue de critique communiste.*, 2020.

¹⁵⁰ La notion de « dette sociale » est mobilisée dans le contexte académique et militant pour parler des conséquences inégalitaires des politiques néolibérales de la fin du XX^e siècle dans le contexte Latino-américain. Olivier DABENE, « La gauche latino-américaine en action », in *La gauche en Amérique latine, 1988-2012*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, pp. 13-34.

¹⁵¹ Les quartiers populaires urbains sont beaucoup étudiés par les sciences sociales latino-américaines à partir de la notion de « droit à la ville » d'Henri Lefebvre, laquelle est plus récemment explorée en profondeur par le groupe de travail « Desigualdades urbanas » de CLACSO, travaillant en lien avec l'Institut Français d'Études Andines (IFEA). Fernando CARRION MENA et Manuel DAMMERT-GUARDIA, *Derecho a la ciudad: una evocación de las transformaciones urbanas en América Latina*, Lima, CLACSO, 2019.

¹⁵² Lauriane DOS SANTOS, *Faire justice aux marges : une ethnographie à bord des « tribunaux spéciaux itinérants » du Brésil (État de l'Amapá, région amazonienne)*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 2019.

¹⁵³ Les versions les plus conflictuelles de ces luttes de définition des frontières des États latino-américains se trouvent dans la mise en cause de leur hégémonie sur l'usage légitime de la force et le contrôle des territoires. Différentes formes de guérillas, auto-défenses, ainsi que d'autres formes d'auto-organisation armée existent dans nombreux pays de l'Amérique latine. Par ailleurs, les longues années d'histoire d'exclusion et reproduction d'inégalités sont de fait le résultat d'un éloignement fort des États qui laissent eux-mêmes la place au surgissement d'autres acteurs qui construisent des formes de gestion de l'ordre, de répartition de richesses, et acquièrent une légitimité locale en concurrence à celle de l'État (par exemple, les expériences Zapatistes, pour nommer un cas

Ainsi, les questions sur la légitimité de l'action publique, sur sa réception et sur la relation des gouvernés à l'État qui se posent à travers la notion des frontières de l'État peuvent aussi être saisies à partir d'une approche en termes de « rapport ordinaire à l'État¹⁵⁴ ». Celui-ci se définit comme « l'ensemble des représentations symboliques et des logiques pratiques qui découlent de la confrontation (conflictuelle ou non) avec une institution étatique¹⁵⁵ ». En conséquence, étudier le rapport ordinaire à l'État exige d'analyser, à partir de la recherche empirique, les différentes échelles qui permettent de saisir la production, la mise en œuvre et la réception de l'action de l'État¹⁵⁶. Cette perspective permet de saisir les politiques publiques participatives des gouvernements progressistes en Amérique latine, censées retravailler les frontières de l'État, à partir des rapports ordinaires que les producteurs et bénéficiaires de ces politiques ont construit avec l'État à travers leur participation.

L'objectif est ici d'appliquer cette approche aux politiques publiques participatives des gouvernements chavistes. En effet, le Venezuela a attiré le regard de nombreux chercheurs issues de différentes traditions qui se sont penchés sur les politiques participatives des gouvernements chavistes. Cet ensemble de recherches s'insère au sein de fortes controverses sur la définition de leurs objets, sur la légitimité des questions de recherche posées, ou encore sur la capacité de ces travaux à rendre compte des failles démocratiques des gouvernements chavistes. En effet, la question du caractère autoritaire ou dictatorial de ces gouvernements et de leurs politiques publiques participatives est au cœur des débats¹⁵⁷. N'ayant pas la volonté d'intégrer dans ce chapitre ces discussions sur lesquelles j'ai explicité mes positions auparavant, je souhaite ici me pencher surtout sur les ethnographies des dispositifs participatifs qui permettent de saisir les formes concrètes prises sur le terrain par les politiques participatives des gouvernements chavistes¹⁵⁸. Les usages, appropriations et conflictualités produits autour de cette offre publique sont l'objet de cette section.

controversé : Maya COLLOMBON, « Les à-côtés du zapatisme contemporain. Réseaux de résistance et mobilisations dans le Chiapas des années 2000 », *Mouvements*, 2013, vol. 4, n° 76, pp. 117-129.).

¹⁵⁴ Alexis SPIRE, « État des lieux. Les policy feedbacks et le rapport ordinaire à l'État », *op. cit.*, p. 152.

¹⁵⁵ *Ibid.*

¹⁵⁶ Anne REVILLARD, « Saisir les conséquences d'une politique à partir de ses ressortissants. La réception de l'action publique », *Revue française de science politique*, 2018, vol. 68, n° 3, pp. 469-491, p. 490.

¹⁵⁷ Paula Vásquez LEZAMA, « Introduction », *Les Temps Modernes*, 2018, n° 697, pp. 4-10.

¹⁵⁸ Questions que j'ai en partie traitées au Congrès de l'AFSP en 2019 : Yoletty BRACHO, « La catégorie « autoritarisme » et ses limites : une discussion à partir du cas vénézuélien. », in *Congrès de l'Association française de science politique*, Bordeaux, 2019. J'ai le projet d'actualiser et publier cette communication à la suite de la thèse.

2.2.1. Ceux qui participent : les sociologies de la participation dans le cadre des dispositifs participatifs vénézuéliens.

Qui participe ? Il s'agit à priori d'une question simple, dont les réponses sont aussi complexes que les dynamiques participatives en tant que telles. Ici, je propose d'envisager les participants à partir de la proposition de Guillaume Gourgues et d'Alice Mazeaud de saisir l'action publique par ses « publics¹⁵⁹ ». Pour ce faire, je propose de suivre les ethnographies de la participation au Venezuela afin de rendre compte de la communauté comme cible de la participation ; des porte-parole comme notables de la participation ; et de l'émergence de la question de l'intermédiation de l'action publique participative.

En somme, répondre à la question « qui participe ? » permet de saisir les structures sociales qui sous-tendent les politiques participatives une fois qu'elles se déploient au concret. Se dégagent alors des usages de la participation comme moyen de structurer à la fois les rapports sociaux au sein des quartiers populaires, et les rapports populaires à la politique et à l'État.

2.2.1.1. La communauté en tant que cible de la participation : les croisements entre populaire et local

Le cadrage politique et législatif des politiques participatives des gouvernements chavistes fait régulièrement appel à la communauté à la fois comme cible et actrice. Par ses propres frontières géographique et sociale, elle viendrait déterminer les limites des dispositifs participatifs. La définition, les moyens de construction, la localisation de la communauté autant que ses liens avec les politiques publiques participatives constituent donc des enjeux majeurs.

Si la communauté en tant que catégorie renvoie à une entité à part entière, les communautés au concret, celles qui participent, ont des caractéristiques sociales plus précises. Un premier attribut qui les définit est leur caractère populaire, dans le sens de l'appartenance des membres des communautés aux classes populaires. Il n'est pas aisé de trouver des statistiques relatives aux appartenances socio-économiques des membres des communautés ni des participants des dispositifs précédemment décrits¹⁶⁰. Cette absence de statistiques a même

¹⁵⁹ Guillaume GOURGUES et Alice MAZEAUD (dir.), *L'action publique saisie par ses « publics » : gouvernement et (dés)ordre politique*, op. cit.

¹⁶⁰ Ce serait tout à fait possible en ayant accès aux diagnostics communautaires que les CC et communes doivent préparer avant de se faire reconnaître en tant que tels par les pouvoirs publics vénézuéliens. Si personnellement mon enquête ne m'a pas amené à chercher ces documents, d'autres chercheurs semblent y avoir eu accès sans forcément en avoir produit un usage systématique dans la construction de leurs analyses.

été signalée comme une question pouvant être résolue de façon exclusivement théorique¹⁶¹. En effet, l'essentiel des registres disponibles sur les réappropriations des politiques participatives des gouvernements chavistes est issue d'observations auprès des classes populaires, notamment *caraqueñas*. Ceci est en partie la conséquence d'un tropisme propre au regard des chercheurs ayant réalisé ces registres. Cela obéit aussi au centralisme vénézuélien et à la place de la capitale dans le processus de fabrication d'une cible populaire de la part des pouvoirs publics. Un lien historique entre les classes populaires et les revendications communautaires s'y est développé. Ainsi, en me tenant à nommer seulement quelques-unes des enquêtes réalisées depuis des institutions universitaires françaises, Mila Ivanovic a pu analyser les appropriations des politiques participatives dans des quartiers populaires de l'ouest de Caracas comme le très reconnu 23 de enero et à La Candelaria. Mathieu Uhel a quant à lui pu construire ses observations dans les *barrios* de Maracaibo, deuxième ville du pays et historiquement connue pour sa place centrale dans l'économie du pétrole. À son tour, Jessica Brandler-Weinreb a étudié la place des femmes au sein des dispositifs participatifs des quartiers populaires et zones rurales de Mérida (dans les Andes) et des quartiers populaires de Valencia, ville du centre du pays, et qui par le passé était au cœur d'une région industrielle.

¹⁶¹ C'est le cas, par exemple, de Federico Tarragoni quand il affirme sur « les classes populaires des *barrios* : [...] s'agissant d'un référent sociographique très homogène, une analyse documentée de la stratification interne n'a pas été envisagée. [En effet,] dans le sous-continent [latino-américain] mener des enquêtes sur les classes populaires veut dire essentiellement travailler sur les *barrios*. Ainsi, si des micro-variations peuvent être observées à l'intérieur du référent populaire [...] le référent *barrial*, à savoir, d'une condition d'exclusion socio-économique et de ségrégation urbaine, nous a permis [...] de comparer des rapports à l'État socialement différents [...] émanant des habitants des *barrios* de la capitale, des ex-ouvriers en voie de reconversion dans la région de Valencia, des paysans habitant dans des hameaux à trois mille sept cent mètres et des indigènes vivant dans des villages très dispersés dans la Media Guajira et la Sierra de Perijá ». Federico TARRAGONI, « Entre dépendance et rêve d'autonomie. Les usages populaires de l'État au Venezuela contemporain », *op. cit.*, p. 175. Si en effet les méthodes de la comparaison en sciences sociales sont amples et performantes, on observe ici une comparaison entre des populations rassemblées par leur seul vécu de l'exclusion territoriale, et ceci sans une objectivation claire de leurs caractéristiques sociales. Ainsi, une appartenance « barriale » permettrait d'analyser sans appareil d'objectivation socio-économique le vécu des populations urbaines de la capitale, rurales des Andes, indigènes des frontières du Venezuela avec la Colombie, et des ouvriers (dont on ne connaît pas l'appartenance territoriale, mis-à-part le fait qu'ils habitent la région de Valencia). Ce flou sociologique est aussi visible dans les travaux sur les politiques participatives des chercheurs Vénézuéliens. C'est le cas, par exemple, du rapport du reconnu Centro Gumilla sur les CC, qui explique que ce dispositif participatif a été notamment saisi par les « secteurs populaires », sans donner d'élément de compréhension de la composition interne de ces populations. Jesús E. MACHADO M., *Estudio de los Consejos Comunales en Venezuela*, *op. cit.*, p. 48. Sans prétendre faire une critique générale aux recherches portant sur les classes populaires vénézuéliennes, il me paraît important de soulever le besoin d'un véritable programme de recherche qui permette de construire une sociologie des classes populaires vénézuéliennes, voir latino-américaines. Un tel programme serait à construire dans le sillage des travaux historiques et d'une grande finesse sur les compositions internes et les vécus des classes populaires (*cf.* le travail d'Olivier Schwartz), ou encore de leurs actualisations plus contemporaines (*cf.* Yasmine SIBLOT, Marie CARTIER, Isabelle COUTANT, Olivier MASCLET et Nicolas RENAHY, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, *op. cit.*). Pour ce faire, il faut prendre au sérieux la complexité interne des sociétés latino-américaines, dont la distance avec les centres névralgiques de la recherche internationale ne saurait pas effacer la nécessité de la production d'analyses fines.

Jessica Brandler-Weinreb explore plus en détail l'appartenance populaire des femmes qui participent aux dispositifs participatifs. Elle rencontre ainsi des femmes habitant des quartiers populaires, qui exercent les rôles de mères, d'épouses et de *luchadoras sociales* (littéralement « combattantes sociales », c'est-à-dire organisatrices de leurs communautés). Ces femmes ont peu de capitaux scolaires, même si cette donnée évolue dans le temps. En effet, du fait de la mise en place des missions promouvant l'accès aux études, ces femmes réussissent à terminer des scolarités qu'elles avaient dû interrompre par le passé. Certaines terminent des études secondaires ce qui leur permet d'engager des études supérieures, formations professionnelles ou universitaires. Ces femmes sont aussi des migrantes internes au pays, ce qui est extrêmement déterminant dans leurs parcours. Dans ce sens, que ce soit à la suite de ruptures familiales ou par la quête d'un nouveau lieu d'installation pour surpasser les contraintes économiques vécues dans le lieu d'origine, les femmes qui participent partagent pour beaucoup d'entre elles l'expérience du déplacement. Ce vécu inspire et nourrit leur participation aux dispositifs participatifs territoriaux. C'est le cas de Maigualida Marín et de Irene de Becerra, toutes les deux suivies par Jessica Brandler-Weinreb dans la ville de Valencia. Les deux femmes n'appartiennent pas aux mêmes segments des classes populaires, ce que la chercheuse identifie du fait du niveau de consolidation des quartiers qu'elles habitent. Néanmoins, à leur arrivée à Valencia, elles perçoivent toutes les deux leur lieu d'installation comme fortement touchés par la précarité en termes d'accès aux services publics. En réponse à cet état des lieux, ces deux femmes opèrent une extension de leur travail féminin de *care*, qui dépasse les limites de la famille nucléaire pour s'étendre jusqu'au quartier. Ainsi, madame Marín et madame Becerra s'engagent toutes les deux pour l'amélioration des conditions de vie à échelle locale. Cette opération, qui s'inscrit dans l'appartenance genrée et localisée de ces femmes, est par la suite transformée en une fonction formalisée et instituée quand les deux *luchadoras* s'intègrent aux dispositifs participatifs territoriaux¹⁶².

Ces deux exemples nous amènent à observer la deuxième caractéristique prégnante des communautés au concret, à savoir, leur caractère local, ou localisé. Comme nous l'avons vu auparavant, les lois qui encadrent la participation sous forme de pouvoir populaire définissent les communautés à partir de la variable de voisinage, délimitée par la proximité du lieu de vie d'une certaine quantité de familles qui, sur l'aspect symbolique, partageraient une histoire et

¹⁶² Analysée par Jessica Brandler-Weinreb en suivant le travail de Jeanne Bisilliat sur les femmes issues des classes populaires, migrantes et engagées dans les mobilisations des favelas de Sao Paulo. Jeanne BISILLIAT, « Migration féminine comme parcours initiatique », *Les cahiers du Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes*, 2000, n° 8-9, pp. 67-85.

des référents culturels communs. Par l'aspect local de la communauté, se mêlent donc l'histoire propre aux revendications communautaires populaires, et les exigences des pouvoirs publics qui prédéterminent les cibles des politiques participatives. Toutefois, il faut comprendre cette appartenance locale comme une construction issue des rapports de forces internes aux quartiers, ou aux segments des quartiers.

***El barrio* : une catégorie à multiples usages**

La catégorie *barrio* peut désigner des objets différents qu'il faut connaître afin d'éviter les écueils analytiques auxquels les divers usages autochtones de la catégorie peuvent conduire.

Ainsi, *el barrio* est un objet matériel et symbolique.

Sur l'aspect symbolique, on se réclame du *barrio* pour signifier une appartenance sociale et politique populaire, et pour rendre compte de son attachement aux sociabilités propres de ces lieux de vie qui sont l'envers de la ville régulière, de *la ciudad*.

Sur l'aspect matériel et territorial, *un barrio* (el 23 de enero, La Vega, Petare...) désigne une large zone géographique qui au fur et à mesure du temps est peuplée de manière plus au moins formelle par des populations poussées à habiter les périphéries des villes. Le *barrio* se définit ainsi comme un vaste lieu de vie, formé de zones résidentielles, de commerces, d'écoles et de centres d'activités sociales et sportives.

Le *barrio* est traversé par des subdivisions que l'on appelle aussi *barrios*. Ces subdivisions surgissent par l'installation en continu des classes populaires exclues de la ville régulière. C'est le cas, par exemple, du *barrio* 23 de enero, quartier exploré par de nombreux chercheurs et journalistes, dont les divisions internes sont nombreuses : *barrio* La Piedrita, *barrio* Cristo Rey, entre autres.

En effet, des définitions concurrentielles des contours locaux de la communauté coexistent au sein des quartiers populaires. Les acteurs qui les portent se disputent l'attention des pouvoirs publics au moment de définir des projets de développement à mettre en place dans un *barrio*. Comme cela a été observé par Iselin Åsedotter Strønen, quand il s'agit de signaler un problème aux pouvoirs publics, différents acteurs se réclament de la communauté pour faire

valoir leurs intérêts propres et ceux de la section du quartier dont ils sont issus. C'est ce que la chercheuse constate quand elle s'intéresse au conflit autour de la mise en fonctionnement d'un CDI en face du *barrio* Cristo Rey, une section du quartier 23 de enero. En effet, le projet de construire le CDI est issu d'un accord entre plusieurs comités de santé de différents CC du 23 de enero. La décision prise est de construire le CDI face au *barrio* Cristo Rey, et plus précisément face aux stades de basket et de football qui se trouvent aux bords de ce *barrio*. La décision est prise en 2005, et les travaux de construction démarrent rapidement. Pourtant, en 2009, le bâtiment qui devait abriter le CDI n'est pas encore terminé. À cette époque-là Oscar, un des enquêtés d'Åsedotter Strønen, essaie de rassembler des forces afin de relancer les travaux qui sont alors à l'arrêt. La chercheuse assiste alors à une série de réunions entre des habitants du 23 de enero et des représentants des pouvoirs publics concernés par le projet. Ces derniers sont notamment représentants de l'INAVI et de Fundacaracas, organe en charge des projets immobiliers de la Municipalité de Libertador¹⁶³. Au cours des différentes réunions, trois groupements d'acteurs revendiquent la catégorie de communauté et leurs attaches locales afin d'orienter les décisions.

Oscar et Felipe, les enquêtés dont Åsedotter Strønen est les plus proche, se présentent comme les défenseurs des intérêts de *la* communauté du fait de leur statuts d'habitants de longue date du 23 de enero. Ainsi, ils défendent la construction du CDI permettant l'accès à la santé des habitants du *barrio*. De son côté, madame Yurelia pèse de tout son poids en tant qu'habitante du *barrio* Cristo Rey, adjacent au lieu de construction du CDI, pour signifier le rejet de *sa* communauté au projet puisque les travaux de construction ont été à l'origine des problèmes avec les tuyauteries d'eau de la zone et d'une invasion de rats, tous deux occasionnant des problèmes de santé à la population de son *barrio*. Enfin, les groupes armés organisés (*colectivos*) du secteur *La Piedrita* affichent leur volonté de prendre en charge la reprise des travaux de construction et la surveillance du site¹⁶⁴. Ils légitiment leur position en s'affichant comme les seuls ayant pu démontrer par le passé leur efficacité dans la gestion de ce type de projets, vu leur succès dans la construction et mise au fonctionnement des centres d'attention type 1 (cabinet médicaux) de la *Misión Barrio Adentro* au sein de *leur* communauté.

La résolution du conflit se fait par un compromis qui n'est pas perçu comme très juste par tous les acteurs impliqués. Le CDI est finalement construit, apparemment avec des fonds

¹⁶³ Nom issue de la jonction des mots *Fundación*, donc Fondation en espagnol, et Caracas.

¹⁶⁴ Sur ces derniers acteurs, voir Alejandro VELASCO, « From "Grupos de Trabajo" to "Colectivos": The Evolution of Armed Pro-Government Groups in the Chávez Era », *Espacio Abierto*, 2022, vol. 31, n° 2, pp. 103-120.

octroyés par le cabinet de la Présidence de la République. Toutefois, sa gestion revient notamment à madame Yurelia et les travaux bénéficient notamment le *barrio* Cristo Rey et sa communauté. En effet, Yurelia réussit à faire intégrer au chantier du CDI les travaux de réparation des stades de football et de basket abimés durant les premiers travaux en 2005. Une fois que le CDI est installé, Yurelia garde, selon Oscar, la mainmise sur le centre en réussissant à y faire embaucher des membres de son entourage. Enfin, une fois que les réparations des stades sont terminées, les installations sont inaugurées en présence du maire de la municipalité de Libertador, Jorge Rodríguez, et de la présidente du District Capital, Jacquelin Farías. Dans leurs discours, ils remercient *la* communauté pour son initiative et son engagement vis-à-vis de ce projet au profit des jeunes du quartier qui deviendront certainement les prochains joueurs professionnels du basket et du football du pays. Ce faisant, ils réifient la communauté représentée par Yurelia comme *la* communauté au général du quartier.

Par cet exemple nous observons comment une communauté populaire et localement située se fait consacrer par les administrations publiques et les acteurs du champ politique comme *la* communauté. Le pluriel qui détermine l'expérience concrète des communautés disparaît au profit d'une communauté homogène dont la valeur s'exprime par le sens moral de l'engagement de ses membres pour le bien commun. *La* communauté apparaît donc comme une entité sociale à la fois recherchée et construite par les pouvoirs publics, afin d'en faire la réceptrice par excellence des bienfaits de l'action publique participative.

Les exemples précédents laissent aussi entrevoir que la liaison entre communautés et pouvoirs publics ne se fait pas sans l'entremise des porte-paroles, figures notables qui produisent et entretiennent les relations entre les quartiers populaires et les acteurs qui promeuvent les politiques participatives.

2.2.2.2. *Les porte-paroles : qui peut représenter la communauté ?*

Le statut de la catégorie de porte-parole dans l'analyse des politiques publiques participatives des gouvernements chavistes doit être défini avec précision. En effet, ici porte-parole est la traduction la plus proche dans la langue française du mot *vocero* (celui qui porte la voix), qui désigne dans la loi de 2009 sur les Conseils communaux « la personne élue par un processus d'élection populaire, afin de coordonner le fonctionnement du Conseil communal, [et] la mise en pratique des décisions prises par l'Assemblée de citoyens et citoyennes¹⁶⁵ ».

¹⁶⁵ Loi Organique des Conseils communaux, article 4, définition n° 6, *Gaceta oficial*, N° 39.335, 28 décembre 2009.

Toutefois, la construction sociale du rôle de *vocero* ou porte-parole est à interroger. En effet, il est possible de questionner la place occupée par les porte-paroles au sein des communautés, ainsi que les dynamiques qui leur permet d'endosser de manière légitime ce rôle.

Les porte-parole et l'accès au terrain.

Nombre de recherches sur les politiques participatives des gouvernements chavistes se sont penchées à un moment ou à un autre sur la figure de porte-parole. Si cet intérêt peut être analysé comme un reflet de la centralité de la figure du porte-parole au sein des dynamiques sociales étudiées, elle doit aussi être comprise en lien avec la question de l'accès au terrain. En effet, il est aisé de se faire introduire aux quartiers populaires urbains du Venezuela par une figure notable, qui tend justement à être le porte-parole ou un de ses proches. C'est d'autant plus le cas durant ce début du XXI^e siècle, période durant laquelle certains quartiers populaires deviennent des sortes de vitrines des gouvernements chavistes auprès des divers visiteurs, journalistes, militants et chercheurs étrangers qui s'intéressent à la *Révolution bolivarienne* au concret. Dans ce contexte, la focale sur les porte-parole résultant de leur rôle de courtiers de l'accès aux quartiers populaires, est renforcée à son tour par les difficultés à enquêter sur les populations habitant ces quartiers et ayant des appartenances catégorielles diverses dont les limites sont plus difficiles à définir (« les habitants », « les voisins », « la communauté »).

Ainsi, dans le processus d'approximation du chercheur aux territoires et classes populaires, les structures sociales propres à ces espaces sociaux délimitent les possibilités de l'enquête, et rendent plus ou moins probable le suivi de certains acteurs. Dans ce sens, l'observation des politiques participatives rapproche les chercheurs des porte-paroles, à la fois participants à la fois moteurs de la participation, multi-positionnés, visibles et particulièrement disponibles. Ma propre enquête est aussi, bien évidemment, le reflet des orientations que l'accès au terrain propose et impose, mes enquêtés étant d'une certaine manière les plus visibles et accessibles des catégories que j'analyse.

Dans la thèse de Federico Tarragoni nous trouvons une description sociologique précise des porte-paroles, qui par ailleurs contraste avec sa définition des classes populaires des *barrios* en tant que « référent sociographique très homogène¹⁶⁶ ». Ainsi, Tarragoni analyse les capitaux économiques, scolaires et sociaux propres aux porte-paroles qui les différencient des membres de leurs communautés. La conjonction de ces capitaux permet à ces acteurs de construire les

¹⁶⁶ Federico TARRAGONI, « Entre dépendance et rêve d'autonomie. Les usages populaires de l'État au Venezuela contemporain », *op. cit.*, p. 175.

rôles de représentants des communautés auprès des pouvoirs publics, et de leaders au sein de leurs communautés¹⁶⁷.

Une première caractéristique des porte-paroles est leur capital économique, en moyenne plus élevé que celui des membres des communautés. Au moment où Tarragoni réalise son enquête, entre 2007 et 2012, il lui est possible de mesurer ces écarts en se basant sur les revenus en Bolivars déclarés par les porte-parole et par les membres des communautés lors du recensement réalisé en amont de l'installation officielle des CC¹⁶⁸. Ainsi, pour le *barrio* Santa Rosa, au sein du quartier 23 de enero de Caracas, les porte-parole « déclarent tous disposer de ressources comprises entre 1000 et 2000 BsF¹⁶⁹, c'est-à-dire, [...] dans les quatre déciles les plus riches du voisinage¹⁷⁰ ». Ce n'est pas seulement la quantité, mais aussi la qualité des revenus et les possibilités économiques que ceux-ci ouvrent qui différencie les porte-parole des membres des communautés. En effet, les porte-parole disposent davantage que leurs voisins de revenus mensuels réguliers, de l'usage d'un compte bancaire, ou encore de la propriété de leur logement¹⁷¹. Ces capitaux économiques qui placent les porte-parole en haut de la hiérarchie économique des quartiers leur permettent de se présenter auprès des communautés en tant que « non-nécessiteux¹⁷² », ce qui les rendrait plus aptes à faire bon usage des biens et des moyens à obtenir à travers les programmes publics participatifs. Ne pas en avoir besoin pour soi, serait la garantie de mieux se donner à la construction du bien commun.

¹⁶⁷ C'est par ailleurs une construction sociale classiquement observée dans différents pays de l'Amérique latine qui surgit en lien avec les politiques publiques dites sociales, redistributives ou de *cash transfert*. Bruno LAUTIER, « Universalisation de la protection sociale et protection des plus vulnérables », *Revue Tiers Monde*, 2013, vol. 2, n° 214, pp. 187-217.

¹⁶⁸ « Bolívares » : nom de la monnaie nationale, mise à mal par les années consécutives d'inflation et hyperinflation débutant approximativement en 2014, qui amènent plus récemment à une dollarisation *de facto* de l'économie du pays. Manuel SUTHERLAND, « Hiperinflación, crisis, trabajo asalariado, poder adquisitivo. Crónica de una ruina anunciada », *Cuadernos del CENDES*, 2019, n° 100, pp. 35-55.

¹⁶⁹ Abréviation de « Bolívares Forts », nom qui a été donné à la monnaie nationale à la suite de la reconversion monétaire de 2008.

¹⁷⁰ Federico TARRAGONI, « *Il faut faire le peuple !* » *Sociologie d'un populisme « par le bas » dans les conseils de barrio en Amérique latine contemporaine (Venezuela et Bolivie)*, Paris, Université Paris X Nanterre, 2012, p. 262.

¹⁷¹ Même si l'importance statistique et analytique de cette variable pourrait être discutée. En effet, la propriété de la terre ou d'un bien immobilier au sein d'un quartier populaire ne donne pas forcément les mêmes bénéfices en termes de statut social que la propriété au sein de la ville régulière. De la même manière, au sein des *barrios* la propriété du logement est relativement acquise. Des variables comme la qualité du logement (matériaux de construction, accès à l'eau potable, à l'électricité, au gaz de ville, à une ligne téléphonique, quantité de chambres privatives...), ou encore la quantité de personnes qui habitent le logement (les foyers étant souvent multigénérationnels) qui permettraient plus précisément de différencier et hiérarchiser les propriétaires au sein des quartiers populaires.

¹⁷² Federico TARRAGONI, « *Il faut faire le peuple !* » *Sociologie d'un populisme « par le bas » dans les conseils de barrio en Amérique latine contemporaine (Venezuela et Bolivie)*, *op. cit.*, p. 260.

Le niveau du capital économique des porte-parole est en partie le corollaire de leur capital scolaire, les porte-parole ayant aussi en moyenne fait plus d'études que les membres des communautés. Comme cela a été observé par Jessica Brandler-Weinreb, l'accès aux missions éducatives des gouvernements chavistes a permis la prolongation des études pour certains leaders de quartier, et a ouvert la porte des études universitaires à travers les Universités bolivariennes à une minorité d'entre eux¹⁷³. Ainsi, « 60 % de leaders du *barrio* Santa Rosa est [...] composé de bacheliers (25 % *via* la mission Ribas) contre 51 % des voisins, et 20 % dispose de diplômes de l'enseignement supérieur (technicien supérieur ou niveau licence)¹⁷⁴ ». Si les études garantissent en partie un meilleur avenir économique, ils sont aussi la source de connaissances spécifiques qui permettent de prendre en main les programmes participatifs. En effet, en suivant l'exemple des dispositifs participatifs territoriaux, il est facile de constater que l'installation d'un CC ou d'une Commune est une entreprise très procédurale. Entre les démarches électorales, les recensements, la définition et la présentation des projets communautaires afin d'obtenir des financements pour leur mise en place, il est nécessaire de savoir répondre aux exigences des administrations publiques de la participation et de se les approprier pour en faire des usages stratégiques au bénéfice de sa communauté. En lien avec cette réalité bureaucratique, Tarragoni observe que parmi les porte-parole ayant fait des études supérieures au sein des Universités bolivariennes, nombre empruntent les parcours en Administration économique et sociale et en Planification sociale et travail communautaire qui préparent à répondre aux exigences des politiques participatives¹⁷⁵.

Enfin, ces capitaux sont notamment utiles quand les porte-parole peuvent s'en servir auprès d'un important réseau de connaissances. En effet, le capital social, acquis notamment par l'expérience militante préalable, ou encore par l'implication dans le travail communal promu par l'offre publique des gouvernements chavistes, est central pour la pratique du rôle de porte-parole¹⁷⁶. Ainsi, un porte-parole est celui à qui le réseau permet d'être en contact avec des acteurs des administrations en charge des programmes publics participatifs, avec des militants bien placés au sein du PSUV, et avec des ingénieurs au sein des entreprises publiques ou privées de gestion des services publics. Ces connaissances sont régulièrement mises à contribution par les porte-parole afin de s'assurer de l'obtention des soutiens économiques et logistiques qui permettent la mise en place concrète des projets définis par les communautés pour

¹⁷³ *Ibid.*, p. 264.

¹⁷⁴ *Ibid.*, p. 265.

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 264.

¹⁷⁶ *Ibid.*, p. 268.

l'amélioration de leur quotidien. Dans ce sens, Tarragoni observe qu'en moyenne le porte-parole possède 4,2 contacts personnels, stratégiquement placés et auprès desquels il peut jouer le rôle de représentant de sa communauté¹⁷⁷.

La différenciation sociale entre les porte-parole et les membres des communautés amène Tarragoni à parler de la formation d'une élite interne au *barrio*, ou encore d'une élite populaire¹⁷⁸. Sans vouloir nécessairement rentrer dans la discussion sur le caractère élitaire ou non du rôle de porte-parole, les données de Tarragoni permettent d'observer l'existence de divisions internes aux classes populaires urbaines vénézuéliennes. Dit autrement, il existe une complexité sociologique aux appartenances populaires au Venezuela dont on ne peut pas faire l'économie analytique. C'est bien l'analyse de cette complexité qui permet de questionner les mécanismes à partir desquels les porte-paroles deviennent légitimes auprès de leurs communautés et des pouvoirs publics. Cette question est d'autant plus périlleuse que ce rôle a tendance à être réservé à un ensemble réduit de personnes qui se spécialisent et qui deviennent à long terme des représentants quasi-professionnels des communautés¹⁷⁹. Une partie de la réponse se trouve dans l'observation des usages stratégiques que les porte-paroles font de leurs appartenances et capitaux sociaux. Entre la revendication des appartenances populaires auprès des pouvoirs publics et la critique des administrations publiques au profit d'une vision autonomiste de la participation face aux communautés, le tout encodé dans les catégories participatives et politiques des gouvernements chavistes¹⁸⁰, les porte-parole reproduisent leurs

¹⁷⁷ *Ibid.*

¹⁷⁸ Idée à laquelle il dédie une bonne partie de la section I de son Chapitre II ayant pour titre « Écologie des comités populaires ». *Ibid.*, p. 253.

¹⁷⁹ Un point de comparaison « lointain » mais riche d'apports analytiques est celui des « community organizers » observés, entre autres, par Julien Talpin (Julien TALPIN, *Community organizing: de l'émeute à l'alliance des classes populaires aux États-Unis*, Paris, Raisons d'agir, 2016.) et Clément Petitjean (Clément PETITJEAN, « Experts en mobilisation des pauvres ? », *Mouvements*, 2016, n° 85, pp. 71-79. aux États-Unis. À la différence des porte-parole, les *community organizers* sont formellement des professionnels de la participation. Toutefois, la pratique de ce rôle pose aussi la question de leur proximité sociale avec les communautés qu'ils aident à organiser. Une certaine performativité des appartenances sociales est propre au rôle d'*organizer*, comme elle l'est pour le rôle de porte-parole. En effet, ils doivent mettre en avant leurs appartenances populaires et militantes pour être reconnus par leurs *communautés* et par les pouvoirs publics en tant que représentants légitimes des communautés. Or, leur relatif éloignement social vis-à-vis de ceux qu'ils représentent crée un contraste reconnu et reconnaissable, et qui parfois leur est reproché. Sur le porte-parolat en Amérique latine, voir Javier AUYERO, *La política de los pobres: las prácticas clientelistas del peronismo*, *op. cit.* Marie-Hélène SA VILAS BOAS, « Devenir porte-parole dans les conférences municipales des femmes de Recife, au Brésil », *op. cit.* Camille FLODERER, *Du quartier à la politique instituée: émergence de leaderships localisés dans les quartiers populaires du Costa Rica*, Aix-Marseille, 2017.

¹⁸⁰ Mathieu COMMET, « Une révolution dans la révolution ? Mobilisations collectives et démocratie participative dans les barrios de Caracas. », in *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social.*, Ivry-sur-Seine, Les Editions de l'Atelier/Éditopns Ouvrières, 2009, pp. 105-127, p. 113.

positions de domination au sein des quartiers populaires et en tirent des bénéfices matériels et symboliques¹⁸¹.

Les porte-parole ont une place fondamentale dans la mise en œuvre des programmes publics participatifs. Représentants de leur communauté, leur capacité à entretenir un réseau d'interconnaissances dont les membres ont des positions stratégiques au sein des pouvoirs publics est essentielle pour l'arrivée des dispositifs participatifs au sein des quartiers populaires. Ainsi, si ces politiques définissent des critères sociaux à partir desquels il est possible d'en être le bénéficiaire, l'accès concret aux biens et services que les dispositifs participatifs mettent en circulation passe par un ensemble d'intermédiations entre administrations publiques et quartiers populaires au sein desquelles les porte-paroles jouent un rôle fondamental¹⁸².

Cela dit, les porte-parole n'agissent pas seuls. Les dynamiques d'intermédiation au cœur de la mise en œuvre des politiques participatives concernent aussi les agents de l'État.

2.2.1.3. *Les agents de l'État au cœur de l'action publique participative*

Les récits de terrain des différents chercheurs qui se penchent sur l'action publique participative au Venezuela permettent d'observer la présence régulière d'acteurs présentés comme des agents de l'État. Ils sont visibles sur multiples théâtres et y occupent des places différenciées selon leur degré de proximité avec la communauté ou le quartier dont il est question.

Suivant le travail d'organisation de l'offre culturelle de la Maison culturelle Alameda, Sujatha Fernandes observe de manière critique le rôle joué par les représentants des administrations publiques dédiées à la culture face aux habitants du quartier San Agustín, fortement impliqués dans le fonctionnement de la Maison culturelle¹⁸³. En effet, la Maison culturelle Alameda était auparavant le Théâtre Alameda, une installation privée et abandonnée depuis plusieurs décennies¹⁸⁴ ayant par le passé elle servi de salle de cinéma et de concert, ainsi

¹⁸¹ Voir, entre autres, « Démocratie Participative : visibilité et circulation des trajectoires de femmes leaders » dans la thèse de Jessica BRANDLER-WEINREB, *Participation, politisation et rapports de genre : changement social en milieu populaire (Venezuela, 2002-2012)*, op. cit., p. 300.

¹⁸² Pour le cas argentin, l'enquête de Julieta Quirós est particulièrement riche, notamment dans la description fine des personnalités de quartier autour desquelles se construisent des réseaux de militantisme du quotidien qui entremêlent vie publique et vie privée. Au sein de ces réseaux se bâtissent des normes morales à partir desquelles sont mesurés les besoins et les mérites de ceux qui aspirent à bénéficier d'un programme social et participatif. Julieta QUIROS, *El porqué de los que van*, op. cit.

¹⁸³ Sujatha FERNANDES, *Who can stop the drums?*, op. cit., p. 144.

¹⁸⁴ Trente septs ans à l'année 2004. *Ibid.*, p. 218.

que comme lieu d'organisation politique pour les communautés de San Agustín¹⁸⁵. En avril 2004, après des mois d'organisation autour de la Commission générale des groupes organisés de la paroisse de San Agustín, deux-cent soixante-dix-huit résidents du quartier occupent le théâtre avec l'objectif de le récupérer pour leur usage collectif¹⁸⁶. Ayant besoin de soutien financier afin de remettre les installations en état, les occupants se tournent vers diverses institutions publiques et finissent par en attirer l'attention. Ainsi, en juillet 2004, Sujatha Fernandes observe les échanges entre vingt-cinq résidents de San Agustín très actifs dans la gestion de la Maison Culturelle et Maria Borges, représentante de la Cinémathèque nationale, et coordinatrice du Programme de salles de cinéma associatives¹⁸⁷. Lors de cette rencontre, prenant la forme d'un atelier de travail sous la direction de Maria Borges, cette dernière tient à expliquer aux participants comment adapter la programmation de la Maison culturelle afin de la présenter aux pouvoirs publics et d'être ainsi éligibles à des subventions publiques. Cette proposition ne retient pas l'attention des participants qui, selon la chercheuse, expriment même des signes d'ennui à son propos, en griffonnant sur du papier, par exemple¹⁸⁸.

Pour Sujatha Fernandes, le manque de résonance entre Maria Borges et les organisateurs de la Maison culturelle est le reflet de deux visions opposées de ce qui constitue la culture et de son rôle au sein du quartier. Ainsi, pour Sujatha Fernandes, l'agent de l'État porte avec elle une vision technocratique et instrumentale de la culture comme outil de gestion de problèmes sociaux. Les organisateurs de la Maison culturelle, eux, voient l'action culturelle comme un moyen pour construire la cohésion politique et sociale au sein de leur quartier. Ces différences sont exacerbées par la distance sociale entre la représentante de la Cinémathèque nationale et les participants à l'atelier. En effet, la chercheuse décrit madame Maria Borges comme une femme blanche, de classe moyenne, ayant une formation professionnelle, caractéristiques qui lui confèrent une appartenance de classe lointaine à celle des classes populaires de San Agustín. Ce contraste fait de madame Borges une *outsider* (une personne externe) à la communauté, ce qui réduit la crédibilité de ses propos auprès des participants à l'atelier¹⁸⁹.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 217.

¹⁸⁶ *Ibid.*, p. 218.

¹⁸⁷ Program of Associated Cinema Halls. *Ibid.*, p. 144.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 147.

¹⁸⁹ *Ibid.*

Si les représentants des administrations publiques sont parfois des acteurs que tout semble éloigner des classes et territoires populaires, ils peuvent aussi être des membres actifs et reconnus de la communauté.

Mila Ivanovic présente dans sa thèse Chaca, qui est à la fois « militant du PSUV, leader d'un collectif du 23 de Enero et membre du conseil communal de son quartier »¹⁹⁰. Chaca est donc bien intégré au sein de son *barrio*, et est reconnu comme faisant partie de la communauté du fait de ses longues années de vie au 23 de Enero et de ses engagements locaux. À certains égards, Chaca ressemble aux porte-parole, représentants des communautés auprès des pouvoirs publics. On peut même envisager qu'il ait déjà joué ce rôle auparavant. Mais au moment de l'enquête de Mila Ivanovic, Chaca travaille au sein du ministère de l'Intérieur et de la Justice¹⁹¹. La chercheuse n'obtient pas cette information de première main puisqu'en entretien, Chaca affirme travailler dans une institution « de l'État révolutionnaire¹⁹² » sans forcément spécifier laquelle. Ici, ne pas informer la chercheuse de l'institution publique précise qui l'emploie indique un certain manque de confiance entre les individus en interaction. Cela peut aussi être compris comme une stratégie déployée par cet agent de l'État pour ne pas dévoiler sa position au sein des réseaux qui relie le champ politique et les classes populaires à travers des administrations publiques.

Par ailleurs, rappeler ce qui est présenté comme le caractère révolutionnaire de l'État est aussi un outil répandu entre les membres des communautés travaillant pour l'État afin de légitimer leurs emplois vis-à-vis d'un public formé des leaders populaires et membres de leurs organisations pour qui l'État est historiquement source de suspicion¹⁹³. Cette suspicion se pose en effet sur Chaca même si cela ne l'empêche pas d'exercer de multiples rôles et d'obtenir de la reconnaissance de la part des membres de sa communauté du fait des biens publics dont ils bénéficient grâce à ses intermédiations. Ainsi, Chaca réussit à faire profiter sa communauté, à travers son CC, de prêts à taux préférentiels (6 % contre 20 % chez la banque privée) pour

¹⁹⁰ Mila IVANOVIC, *La démocratie participative dans le Venezuela chaviste : ethnographie politique de trois quartiers de Caracas*, Paris, Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, 2012, p. 444.

¹⁹¹ *Ibid.*, p. 284.

¹⁹² *Ibid.*

¹⁹³ Ces dynamiques seront développées plus en détail dans le 3^{ème} chapitre. Elles sont aussi expliquées de manière succincte dans la sous-section « Militer dans les institutions par dévouement révolutionnaire » de mon article : Yoletty BRACHO, « L'économie morale de la révolution. Échanges politiques entre l'administration et les associations populaires au Venezuela », *op. cit.*, p. 86.

l'achat de produits électroménagers dans le cadre du programme « Ma maison bien équipée » financé par le Fond de développement et microfinance (FONDEMI)¹⁹⁴.

Ces deux exemples, celui de Chaca et de Maria Borges, mettent en évidence quelques-unes des caractéristiques des agents de l'État au sein des politiques publiques participatives des gouvernements chavistes. Distants, comme Borges, ou très proches comme Chaca, les agents de l'État ont pour rôle de garantir la mise en place concrète des divers programmes et dispositifs qui composent les politiques participatives. Ce rôle s'accomplit avec plus ou moins de succès, selon une série de variables complexes. Ainsi, les relations entre agents de l'État et communautés, en partie déterminées par leurs appartenances de classe, permettent ou empêchent les circulations des biens publics auprès des classes et territoires populaires. De ce fait, je peux dire ici que ces acteurs se trouvent au cœur de la construction et de la mise en place des politiques participatives, agissant comme des intermédiaires de l'action publique. Ils construisent, aux côtés des porte-parole, ce que je propose d'analyser par la suite à travers la catégorie d'intermédiations militantes de l'action publique participative. En effet, les agents de l'État ont des parcours militants qui se transforment en parcours administratifs, mais ils s'efforcent de revendiquer le sens engagé de leur travail au sein des administrations publiques. L'expression ultime de cet engagement est donc celle de la matérialisation au sein des quartiers populaires des biens et des ressources dont l'origine se retrouve dans les administrations publiques dédiées aux politiques participatives.

Nous observons donc trois séries d'acteurs autour desquels se construisent les politiques publiques participatives des gouvernements chavistes du XXI^e siècle : les communautés, les porte-parole et les agents de l'État. Socialement situées, les interactions entre ces différents acteurs déterminent les matérialisations de ces politiques publiques. Ainsi, les définitions catégorielles des politiques participatives doivent être comprises de manière dynamique avec les usages qu'en font ceux qui les font vivre sur le terrain. Désormais il est possible d'explorer ce que les communautés, les porte-paroles et les agents de l'État font du pouvoir populaire au quotidien.

¹⁹⁴ Mila IVANOVIC, *La démocratie participative dans le Venezuela chaviste : ethnographie politique de trois quartiers de Caracas*, op. cit., p. 352-354.

2.2.2. Ce qu'on fait du pouvoir populaire : les accents politiques de l'action publique participative des gouvernements chavistes

La mise en place et le fonctionnement des politiques publiques participatives passe par l'interaction d'acteurs différemment positionnés, dont les aspirations et inquiétudes produisent des effets sur les contenus formels proposés par les cadres législatifs et administratifs de ces politiques. La dialectique entre les desseins et les mises en forme concrètes construisent au quotidien le sens très politique que les divers acteurs donnent à l'action publique participative.

2.2.2.1. Les agencements entre pouvoirs publics et organisations populaires : une source d'institutionnalisation des rapports sociaux ?

Une forte inquiétude quant à la nature de la relation entre l'État et les classes populaires apparaît dans nombre des recherches qui se penchent sur les programmes et dispositifs participatifs promus par les gouvernements chavistes. Plus précisément, le degré d'autonomie que les organisations populaires peuvent garder face à l'État une fois qu'elles s'approprient de l'offre publique participative est interrogé.

Ce questionnement entre en écho avec les discussions stratégiques qui se tiennent au sein des organisations populaires quant à leurs relations à l'État et ses diverses manifestations concrètes, que ce soit sous la forme des guichets de l'action publique participative, des employés publics qui les font vivre, ou encore des ressources qui circulent à travers ces politiques¹⁹⁵. Cette problématique est aussi présentée comme partie prenante des analyses des processus « alternatifs » de formation de l'État¹⁹⁶. Pour mon analyse, je souhaite retenir surtout deux constats que je tire de ces recherches, tout en gardant à distance les paradoxes qu'elles

¹⁹⁵ Faisant allusion aux organisateurs du site d'information alternatif et de gauche « Aporrea », Daniel Hellinger affirme : « ... la conception libérale de la société civile n'est pas utile pour comprendre ces groupes qui cherchent de l'autonomie sans forcément chercher à se couper de l'État. Dans le contexte d'une société hautement polarisée dans laquelle le leadership des masses a été octroyé, au moins pour le moment, à un leader extrêmement charismatique, à un missionnaire politique, se pose la question de si l'autonomie peut véritablement être gardée ». Daniel HELLINGER, « Defying the iron law of oligarchy II. Debating democracy online in Venezuela », in *Venezuela's bolivarian democracy. Participation, politics and culture under Chávez*, Durham, Duke University Press, 2011, pp. 219-243, p. 223.

¹⁹⁶ En présentant son analyse comme un point d'inflexion par rapport à celles proposées par le professeur Edgardo Lander, sociologue vénézuélien reconnu, Naomi Schiller affirme : « Mon point de vue de départ n'est pas celui d'une "inévitabilité tension" entre l'État et la société. [...] Au contraire, je prends au sérieux la manière dont les producteurs de médias alternatifs des *barrios* qui dépendent de ressources gouvernementales imaginent, discutent et s'approprient la logique de l'État. [...] Je considère ces débats, réflexions, et négociations comme des relations d'échange, comme des modalités de formation de l'État (*State formation*) ». Naomi SCHILLER, « Catia sees you. Community television, clientelism, and the State in the Chávez era », in *Venezuela's bolivarian democracy. Participation, politics and culture under Chávez*, Durham, Duke University Press, 2011, pp. 104-130, p. 109. Ces formulations prennent appui sur James C. SCOTT, *Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition have Failed*, New Haven, Yale University Press, 1999.

soulèvent. Le premier constat est le fait que les organisations populaires perçoivent l'État comme un objet à la fois problématique et stratégique. Cette conception de l'État, qui est par ailleurs vécue comme dichotomique, façonne les multiples manières dont les organisations populaires s'approprient les politiques publiques participatives. Le deuxième constat, plus central pour la suite de mon raisonnement, est le fait que les politiques participatives des gouvernements chavistes se construisent à travers des « guichets de proximité¹⁹⁷ », c'est-à-dire, à travers des points de jonction entre les administrés et les administrateurs qui s'implantent au sein des relations sociales populaires. « On est donc face à une prise en charge de la gestion des politiques sociales par des acteurs sociaux non étatiques – des activistes des associations de quartier, des militants de mouvements sociaux implantés territorialement, des militants de partis politiques assurant la permanence de comités de base, etc. – qui se consacrent à l'intermédiation entre la bureaucratie formelle de l'État et les bénéficiaires à travers l'administration quotidienne de guichets de proximité¹⁹⁸ ». Me plaçant dans la continuité de ce que Gabriel Vommaro propose ici comme définition du guichet de proximité, j'affirme que les acteurs sociaux non-étatiques, une fois qu'ils endossent le rôle d'intermédiaires de l'action publique, deviennent des acteurs étatiques. Ainsi, je les observe comme des agents de l'État, en concevant cette catégorie comme mobile, souple et non-exclusive. Un leader d'une organisation populaire peut aussi être un agent de l'État et donc agir en tant que responsable d'un guichet de proximité. Les guichets de proximité sont ainsi multiples puisqu'il peut s'agir d'un individu (un porte-parole), d'un ensemble de personnes (les élus d'un CC), d'un lieu (comme la Maison culturelle Alameda). Ces guichets se trouvent au cœur de la mise en place des politiques publiques participatives en direction des classes populaires.

Ces constats nous portent vers la question de l'institutionnalisation des rapports sociaux, ou encore des organisations populaires. Cette question peut être explorée à travers le travail de Naomi Schiller et Sujatha Fernandes qui étudient toutes les deux la mise en place et le fonctionnement des médias alternatifs sous les gouvernements chavistes. En effet, au début des années 2000 le gouvernement Chávez instaure deux lois qui promeuvent et encadrent les radios et chaînes de télévision indépendantes. D'abord, la « Loi organique de télécommunications » assume et formalise l'existence des radios communautaires à partir de 2000. Ensuite, le « Règlement de radiodiffusion sonore et de télévision ouverte communautaire de service public

¹⁹⁷ Gabriel VOMMARO, « Une bureaucratie para-étatique mouvante. La production locale du Welfare des précaires en Argentine à l'ère du capitalisme postindustriel », *op. cit.*, p. 36.

¹⁹⁸ *Ibid.*

et à but non lucratif¹⁹⁹ », approuvé en 2002, définit les conditions de fonctionnement légal des radios et chaînes de télévision indépendantes et communautaires²⁰⁰. À la suite de ces lois, des financements importants sont octroyés à la mise en place de médias indépendants et ceci à travers deux ministères, à savoir, le ministère du Pouvoir populaire pour les Télécommunications et l'Informatique (MPPTI), et le ministère du Pouvoir populaire pour la Communication et l'Information (MINCI). L'ensemble de ces financements sont allés jusqu'à 4,3 millions de dollars étatsuniens en 2008, selon le budget de l'État²⁰¹.

Ce soutien à la fois législatif et monétaire de la part du gouvernement Chávez vient confirmer le rôle politique qu'il souhaite faire jouer aux médias indépendants, vus comme un outil pour garantir la pluralité de l'information à une époque (début des années 2000) où les médias traditionnels vénézuéliens soutiennent largement les forces opposantes²⁰². Plus précisément, les médias indépendants profitent de la sympathie du gouvernement chaviste du fait du rôle qu'ils ont joué lors du coup d'État manqué de 2002. En effet, les récits de l'époque des partisans d'Hugo Chávez montrent que tandis que les médias traditionnels (RCTV, Venevisión, Televén...) agissaient en soutien aux opposants organisateurs du coup d'État et transmettent des émissions de divertissement occultant en partie les événements en cours ; les médias communautaires et clandestins ont permis aux soutiens du chavisme de s'informer, s'organiser et d'accompagner par de larges manifestations l'action des militaires qui restituent finalement Hugo Chávez au pouvoir le 13 avril 2002²⁰³.

Dans ce contexte de promotion de médias indépendants par les gouvernements chavistes, Naomi Schiller et Sujatha Fernandes s'intéressent toutes les deux à leur fonctionnement concret. Ainsi, Naomi Schiller se penche sur la chaîne de télévision CatiaTVe, ainsi baptisée en raison du nom du quartier où elle est née (Catia), et comme un jeu de mots entre l'acronyme

¹⁹⁹ Reglamento de Radiodifusión Sonora y Televisión abierta comunitarias de Servicio Público, sin fines de lucro.

²⁰⁰ Sujatha FERNANDES, *Who can stop the drums?*, op. cit., p. 166.

²⁰¹ *Ibid.*

²⁰² La question de la pluralité des médias est extrêmement discutée dans le contexte vénézuélien. Si au début des années 2000 les médias traditionnels sont, en effet, des puissants acteurs de la politique d'opposition aux gouvernements chavistes ; durant la décennie suivante ces derniers ont bâti une politique de réduction du champ médiatique jusqu'à retourner le sens de l'hégémonie de la communication. À la fin des années 2010, ce sont les médias dits « officiels », qui se correspondent à la catégorie de médias publics en France, qui occupent le gros des ondes radio et télévision. Ces médias publics produisent des contenus en soutien des gouvernements chavistes dans un contexte où les alternatives d'information et d'expression de la critique se raréfient. En effet, les médias papier disparaissent du fait des manques budgétaires et logistiques (notamment le manque de papier), les chaînes de télévision privées et critiques aux gouvernements chavistes sont seulement accessibles par abonnement, le mauvais fonctionnement d'internet et les pannes d'électricité rendent très difficile l'accès aux médias en ligne, et nombreux médias (sites internet, radios, télévision) sont soumis à la censure et à la menace sur leurs journalistes.

²⁰³ Sujatha FERNANDES, *Who can stop the drums?*, op. cit., p. 167.

de télévision (TV) et la phonétique en espagnol d'« [elle] te voit » (TVe – *te ve*). Le nom se traduirait alors par « Catia te voit ». De son côté, Sujatha Fernandes suit différentes radios communautaires dont radio Negro Primero, radio Perola et radio Macarao, toutes installées au sein des quartiers populaires de l'ouest de Caracas²⁰⁴.

Le fonctionnement de l'ensemble des médias suivis par les deux chercheuses se base sur les relations de proximité que les organisateurs de ces médias peuvent construire auprès des administrations publiques dédiées aux télécommunications, et auprès des figures politiques du chavisme. En effet, ce sont ces relations qui garantissent les moyens matériels de fonctionnement de ces radios, par l'obtention de subventions publiques. De plus, ces relations sont à l'origine des cadres légaux et symboliques de leur fonctionnement. Les autorisations à émettre dans les ondes hertziennes, et par le soutien exprimé par des figures politiques reconnues des rangs du chavisme, sont des effets de ces relations.

Ainsi, Schiller décrit le modèle de CatiaTVe dont le fonctionnement est garanti par l'obtention de financements publics qui absorbent les frais de fonctionnement, et par le maintien de relations de proximité avec « des alliés dans des positions de gouvernement²⁰⁵ ». Leur alliance principale est celle établie avec Blanca Eekhout, figure du chavisme qui a été à la direction de la chaîne publique ViVeTV, du MINCI et qui a aussi été députée à l'Assemblée nationale²⁰⁶. Ces relations permettent aux membres de CatiaTVe non seulement de bénéficier de l'argent public, mais aussi de participer à la définition des contenus transmis par les chaînes de télévision publiques nationale, grâce à l'invitation qui leur est faite à coproduire des contenus pour ViveTV²⁰⁷. Les radios suivies par Sujatha Fernandes ne bénéficient pas du même accompagnement. La chercheuse remarque le caractère ponctuel et insuffisant des subventions que ces médias obtiennent, les poussant à trouver des sources de financement non-étatiques dont la publicité et de menus dons, octroyés par les opérateurs des antennes eux-mêmes, et par les communautés auxquelles ces radios sont rattachées²⁰⁸. Le caractère asymétrique de ces configurations tient aux différents degrés de proximité que les organisateurs des médias indépendants entretiennent avec les agents publics et les acteurs du champ politique.

²⁰⁴ Et dont elle parle notamment dans le chapitre « Barrio-Based Media and Communications », numéro 5 de son ouvrage : *Ibid.*, p. 160-211.

²⁰⁵ Naomi SCHILLER, *Channeling the state: community media and popular politics in Venezuela*, Durham, Duke University Press, 2018, p. 44.

²⁰⁶ *Ibid.*

²⁰⁷ *Ibid.*, p. 59.

²⁰⁸ Sujatha FERNANDES, *Who can stop the drums?*, *op. cit.*, p. 188-189.

Dans ce contexte, les deux chercheuses observent chez leurs enquêtés des formes de discussion sur le rôle que l'État peut ou doit jouer au sein de leurs opérations médiatiques. Par ces discussions, ces acteurs donnent du sens au financement public, à la coopération avec les médias publics, ou encore aux contenus critiques vis-à-vis des gouvernements chavistes qu'ils peuvent produire et transmettre ou non. Ainsi, les contenus de ces discussions et les solutions à « la question de l'État » qu'ils posent sont en cohérence avec le type de relation que les représentants de ces médias indépendants entretiennent avec les acteurs du champ politico-administratif. De ce fait, surgissent des positions qui peuvent paraître plus formalistes ou légalistes de la part des médias comme CatiaTve dont le fonctionnement se construit dans une relation de forte dépendance aux subventions publiques et des soutiens politiques du chavisme ; et d'autres plus critiques ou contestataires surgissent de la part des médias qui se construisent à distance de ces pouvoirs. Sujatha Fernandes a observé ces divergences *in situ* lors d'une réunion avec des représentants de médias communautaires organisée en 2004 par la Commission nationale de télécommunications (CONATEL). L'objet de la réunion est la gestion collégiale, sous forme de coopérative, d'un financement de taille qu'Hugo Chávez a décidé de leur faire parvenir²⁰⁹. Parmi les médias présents, se trouvent entre autres des représentants de CatiaTve et des radios Macarao, Negro Primero et Perola. Au début de la réunion, les représentants de Radio Perola proposent que puissent participer à la réunion les médias communautaires non-reconnus, c'est-à-dire ceux dont les statuts légaux et l'autorisation à émettre sur les ondes radiophoniques ne sont pas encore acquis. Ils proposent aussi qu'une partie du financement dont il est question leur soit réservé, afin de les accompagner dans le processus de formalisation de leurs opérations. Face à ces demandes, qui vont à l'encontre des paramètres définis au préalable par les représentants de CONATEL pour la réunion, un vote est organisé maintenant l'exclusion des médias non-reconnus. Parmi ceux qui votent pour l'exclusion en s'alignant sur la position de CONATEL se retrouvent les représentants de CatiaTve. De leur côté, les représentants des radios Macarao, Negro Primero et Perola qui sont en désaccord avec le résultat du vote et quittent la salle, décidant de ne plus participer à la réunion²¹⁰.

Ces exemples nous parlent de l'institutionnalisation des rapports sociaux, et notamment des organisations communautaires, dans le sens où les paramètres de la relation des organisations populaires avec les administrations publiques et avec les acteurs du champ politique se mettent au centre de l'équation organisationnelle. Les formes et la régularité des

²⁰⁹ 5 milliards de Bolivars. *Ibid.*, p. 155.

²¹⁰ *Ibid.*, p. 156.

subventions d'État et des soutiens politiques des acteurs gouvernementaux ouvrent ou ferment des fenêtres d'opportunité pour des organisations qui orientent leur action et leur fonctionnement en fonction. Par ailleurs, la place importante de la reconnaissance administrative d'une organisation populaire, cette fois-ci sous la forme de l'autorisation à émettre dans les ondes radiophoniques et/ou hertziennes, finit par être le paramètre selon lequel les organisations populaires sont reconnues comme des interlocuteurs légitimes de l'État. Dans ce sens, s'appropriier des codes institutionnels et parcourir le chemin de la formalisation devient plus qu'une simple stratégie parmi d'autres, une véritable source de ressources matérielles et symboliques qui garantit la durabilité de l'entreprise organisationnelle. Ainsi, par l'institutionnalisation, les organisations populaires intègrent et s'approprient des formes d'organisations propres à l'État et dont il est demandeur. Ceci s'applique aussi aux organisations qui se mettent à distance des exigences de l'État, mais dont la critique à toutefois pour point de départ la proposition étatique en tant que source d'opportunités et des contraintes.

Le phénomène d'institutionnalisation des organisations populaires s'installe et traverse aussi l'organisation populaire territoriale. Les politiques participatives qui cherchent à construire le bien être des territoires populaires par la co-construction de l'action publique participent à l'institutionnalisation des rapports sociaux locaux, et à déléguer la responsabilité de la gestion des politiques sociales à leurs bénéficiaires et leurs organisations.

2.2.2.2. La délégation de service public à échelle territoriale : une source de privatisation de l'action publique ?

Nombre de recherches se sont penchées sur le fonctionnement concret des CC et Communes du fait de la place importante qui leur est donnée au sein de la politique participative des gouvernements chavistes. La particularité de ces dispositifs étant leur caractère territorial, ou territorialisé.

La question du degré d'autonomie de ces CC et Communes face à l'État central se pose d'autant plus qu'il en est le principal financeur²¹¹. Par ailleurs, le caractère véritablement inclusif de ces dispositifs est un enjeu : sur la durée, ils peinent à entretenir l'enthousiasme des

²¹¹ « Néanmoins, si l'on considère les secteurs populaires et les organisations sociales au Venezuela au cours des dernières décennies, il est évident que la relation entre les deux sujets de la transformation sociale, c'est-à-dire l'État et les citoyens organisés, est inégale. L'État vénézuélien peut compter sur des ressources financières, institutionnelles et organisationnelles qui lui confèrent des avantages politiques et économiques par rapport aux secteurs populaires. Et les initiatives et les pressions de l'État mettent en danger l'autonomie des organisations civiques et communautaires. » Margarita LÓPEZ MAYA et Luis E. LANDER, « Participatory Democracy in Venezuela: Origins, Ideas and Implementation », *op. cit.*, p. 75.

participants et des potentiels bénéficiaires²¹². Ces deux aspects soulèvent des doutes quant à la capacité de la Révolution bolivarienne à dépasser par la participation les limites de la démocratie représentative²¹³.

Si ces débats sont particulièrement structurants au sein de la littérature dédiée aux dispositifs participatifs territoriaux des gouvernements chavistes, j'opère ici un pas de côté pour intégrer leur analyse à un autre cadre problématique : celui de la délégation de la gestion de l'action publique territoriale depuis l'État sur des acteurs associatifs. En effet, d'une part la mise en place des dispositifs participatifs des gouvernements chavistes est une forme de territorialisation de l'action publique²¹⁴. Ce processus se nourrit de l'idée selon laquelle la gestion des problèmes publics à partir des formes de participation locales permettrait de mieux répondre aux besoins des citoyens²¹⁵. D'autre part, cette territorialisation de l'action publique à travers des outils participatifs constitue une délégation de service public transformant les acteurs associatifs, les organisations populaires, en partenaires des pouvoirs publics. Cette dynamique réduit la capacité des organisations populaires à contrôler ou critiquer les politiques dont elles deviennent des actrices à part entière²¹⁶.

²¹² « [...] nous avons constaté que des problèmes peuvent parfois survenir qui font que le diagnostic [communautaire] ne reflète pas les besoins et les aspirations de l'ensemble de la communauté. [Ces problèmes sont en partie la conséquence de] la faible fréquentation des assemblées, qui n'est pas nécessairement due à une "apathie", comme le soulignent les institutions gouvernementales, mais parce que les convocations sont incomplètes, puisque ce sont notamment les amis et les gens avec qu'il existent des affinités politiques qui sont invités ; les horaires de ces activités ne sont pas les plus adéquats, certaines personnes n'ont pas de temps disponible parce qu'elles doivent travailler, elles n'ont pas les ressources nécessaires pour se déplacer, ou même si les réunions ont lieu le soir ou le week-end, elles doivent résoudre dans ces horaires les problèmes découlant de la rareté des services tels que la collecte de l'eau ou d'autres tâches domestiques. » María Pilar GARCIA GUADILLA, « Democracia, inclusión y metodologías participativas: La experiencia de los consejos comunales en Venezuela », in *Construyendo democracias y metodologías participativas desde el Sur*, Santiago de Chile, LOM Ediciones, 2012, pp. 219-243, p. 229.

²¹³ « Le conflit aigu qui a suivi 2002 a été interprété par le gouvernement Chávez comme la preuve que la simple mobilisation des masses n'était pas suffisante. Les partisans de Chávez, à leur tour, ont cherché à lui donner plus de pouvoir en tant que celui qui pouvait interpréter le sentiment du "pueblo" comme la volonté générale ; et ils ont considéré que cela était plus important que les institutions de la démocratie représentative. Cette cohérence sous-jacente est la raison pour laquelle nous utilisons le terme "Démocratie bolivarienne" [...]. » David SMILDE, « Participation, Politics and Culture. Emerging Fragments of Venezuela's Bolivarian Democracy », in *Venezuela's Bolivarian Democracy. Participation, Politics and Culture under Chávez*, Durham, Duke University Press, 2011, pp. 1-27, p. 11.

²¹⁴ Patrice DURAN, « Territorialisation », in *Dictionnaire des politiques territoriales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, pp. 529-537.

²¹⁵ Rémi LEFEBVRE, « Démocratie locale », in *Dictionnaire des politiques territoriales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, pp. 136-141.

²¹⁶ « En devenant des partenaires étroits des pouvoirs publics, ces associations se trouvent prises dans une série de tensions et de contradictions politiques, qui tiennent au fait de devoir travailler avec l'État, de chercher à obtenir des financements de sa part, d'être parfois pris dans des relations de convention ou de délégation de service public, tout en cherchant à contrôler, à encadrer voire à contester ses orientations et ses décisions ». Camille HAMIDI, « Associations, politisation et action publique », in *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche...*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, pp. 347-370, p. 357.

L'observation de la territorialisation de l'action publique sous forme de délégation de service public fait émerger la problématique du caractère dit corruptible des dispositifs participatifs. Ainsi, quand Mathieu Uhel analyse le fonctionnement des CC dans la périphérie de Maracaibo, il observe comment autour de ces dispositifs se construisent des relations sociales asymétriques au sein desquelles les porte-paroles, élus à la tête des organes administratifs des CC, prennent des positions dominantes par rapport aux habitants du secteur ou du quartier où les dispositifs s'installent²¹⁷. Dans le cas du secteur 2 du quartier Brisas del Norte, Mathieu Uhel observe que le premier projet décidé au sein du CC est la construction d'une maison communale qui doit servir de lieu de réunion et d'assemblée. Cette maison communale a été bâtie juste à côté de la maison appartenant à une des figures fortes du quartier, qui est aussi un des porte-parole du CC. La même dynamique se répète autour du même porte-parole à l'arrivée au quartier de la Mission *Barrio Adentro* : la maison médicale est installée sur la rue où se trouve la maison communale, avoisinant ainsi la maison du porte-parole²¹⁸. Cette proximité géographique entre les lieux où s'établissent les équipements obtenus par les CC et les lieux d'habitation des porte-parole est aussi visible dans le secteur *Ecos del Zulia* du quartier *Santa Rosa de Agua*. En effet, Mathieu Uhel observe dans ce contexte comment la maison médicale de la Mission *Barrio Adentro* et la cantine populaire fournie par la Mission *Mercal* ont été installées sur des terrains appartenant à un couple de leaders locaux, qui sont tous les deux porte-paroles du CC de leur secteur²¹⁹.

Le poids des porte-parole au sein des CC, et leur capacité à rapprocher les biens obtenus par les CC de leurs propres biens personnels, pourrait nous faire rentrer dans des polémiques sur le caractère corrompu des dispositifs participatifs des gouvernements chavistes. Ici, il me semble important d'éviter cet écueil et de comprendre les exemples précédents, comme le propose Mathieu Uhel, c'est à dire comme le résultat des reconfigurations des rapports de force à échelle locale provoquées par l'arrivée de dispositifs participatifs territoriaux. En effet, les formes de leadership communautaire déjà existantes dans les quartiers populaires se voient parfois déplacées, parfois renforcées, dépendant de la capacité des leaders à formaliser leurs rôles à travers l'élection de porte-paroles à la tête des organes administratifs des CC. Une fois que les porte-parole sont élus, les règlements qui organisent le fonctionnement des CC leurs donnent une place de taille dans la gestion des biens publics qui circulent à travers ces instances

²¹⁷ Mathieu UHEL, « La démocratie participative entre subordination et autonomisation politique. Les Conseils communaux à Maracaibo (Venezuela) », *op. cit.*, p. 70.

²¹⁸ *Ibid.*, p. 71.

²¹⁹ *Ibid.*, p. 72.

jusqu'aux quartiers populaires²²⁰. Ainsi, dans un cadre où la norme donne une prééminence légitime à des acteurs qui ont déjà des positions dominantes au sein de leurs quartiers, et dans lequel les formes de contrôle des communautés sur ces figures sont peu exercées, il est commun d'observer des phénomènes de privatisation des biens publics par les figures centrales des CC²²¹. Par contre, cette privatisation doit aussi être comprise à travers les variables matérielles et morales qui permettent aux acteurs associatifs de définir les bonnes et mauvaises répartitions des biens publics obtenus du fait des positions qu'ils occupent au sein des politiques participatives. Les définitions locales de la valeur et du mérite justifient aux yeux des acteurs dominants au sein des dispositifs participatifs la répartition des allocations et des bénéfices²²². Cette dynamique est visible quand un des porte-parole du CC du secteur 2 de Brisas del Norte observé par Marthieu Uhel obtient une des 10 subventions octroyées par l'État pour des travaux de rénovation des habitations, alors qu'elles devaient être réparties par tirage au sort. Aux yeux des autres porte-paroles, il est pertinent de donner ce bénéfice à leur collègue en rétribution de ses efforts dans le travail communautaire, justifications qu'ils assument face à l'assemblée de potentiels bénéficiaires dont les éventuelles critiques ne parviennent pas à mettre en cause cette décision²²³.

Pour plus inégalitaires et asymétriques qu'elles soient, ces relations jouent un rôle dans la définition des rapports au politique des classes populaires et dans les évolutions de l'État contemporain.

2.2.2.3. *Rapports au politique des classes populaires et politiques participatives : limites et critiques au sein des structures inégalitaires*

Les chercheurs qui se penchent sur les politiques participatives des gouvernements chavistes intègrent généralement à leurs travaux des extraits d'entretiens avec des participants. Ceux-ci donnent leurs propres analyses de ces politiques, des dispositifs pour les mettre en place, des relations qu'elles ont avec l'histoire des organisations populaires, avec le champ politique, avec le devenir de l'État vénézuélien. Le chercheur Cristóbal Valencia fait écho à ses propres discussions avec ses enquêtés par le titre de son ouvrage *We are the State! (Nous*

²²⁰ Gilles MASSARDIER, Éric SABOURIN, Lauren LECUYER et Mario L. de AVILA, « La démocratie participative comme structure d'opportunité et de renforcement de la notabilité sectorielle », *op. cit.*

²²¹ L'exercice de *contraloría social* est difficile à mettre en place depuis les assemblées communautaires, et l'instance de *contraloría social* est elle-même tenue par des porte-parole.

²²² Des idées que j'explore aussi dans mon article : Yoletty BRACHO, « L'économie morale de la révolution. Échanges politiques entre l'administration et les associations populaires au Venezuela », *op. cit.*

²²³ Mathieu UHEL, « La démocratie participative entre subordination et autonomisation politique. Les Conseils communaux à Maracaibo (Venezuela) », *op. cit.*, p. 71.

sommes l'État !)»²²⁴. En effet, « être l'État » signifie pour les acteurs issus des organisations populaires et aussi pour ceux qui prennent part à la mise en place et au fonctionnement des dispositifs participatifs, qu'ils sont bel et bien les premiers souverains et que le pouvoir qu'ils octroient aux représentants par le vote doit leur être restitué afin qu'ils l'exercent directement par le biais de leurs actions politiques au quotidien.

En quelques pages, Cristóbal Valencia nous montre des situations de son enquête où cette discussion prend toute sa place. Par exemple, il rapporte sa conversation avec le « Catire²²⁵ », un ancien syndicaliste et initiateur de diverses organisations populaires dans le secteur de Coche, au sud-est de Caracas. Au cours de cet échange il était question des définitions concurrentes de la démocratie :

Le vote et les échéances électorales, c'est ça pour toi la démocratie ? Ce n'est pas comme ça que nous définissons la démocratie. Ça ne vaut rien du tout. Tu ne peux pas dire la même chose par rapport à ceux qui ont été historiquement exclus. La souveraineté réside dans le peuple, pas chez le gouvernement. Le Pouvoir populaire ne peut pas être institutionnalisé ou transformé en gouvernement. Il ne peut que transformer l'État. Regarde, nous, on est en train de demander accès à un pouvoir que de toute façon est déjà à nous. On galère à prendre la main sur quelque chose qui nous appartient. L'État est à nous. Maintenant on doit travailler sur le gouvernement pour qu'il nous le cède.²²⁶

Cristóbal Valencia rapporte ensuite sa conversation avec Yarabid, qu'il décrit comme un « participant local au CC et le gestionnaire d'une radio indépendante²²⁷ » et avec qu'il discute du processus de cession du pouvoir entre représentants élus et le peuple :

L'article 5 de la constitution établit que l'autorité maximale réside chez le peuple. Ce type de structure a pour objectif de réduire le pouvoir des gouvernements locaux et régionaux en accord avec l'augmentation du pouvoir des Communes, en même temps qu'il réduit le pouvoir des représentants élus, inclus le président, faisant en sorte que l'État se plie aux demandes du public. Nous devons continuer à défendre ces droits que nous avons gagnés à travers la révolution et que nous avons sécurisés dans la constitution.²²⁸

Enfin, le chercheur nous permet de suivre ses échanges avec Berlys, très active dans la mise en place des CC de sa localité, El Valle, aussi au sud-est de Caracas, au nord de Coche. Ils discutent du devenir de l'État dans le contexte révolutionnaire :

²²⁴ Cristobal VALENCIA, *We Are the State!: Barrio Activism in Venezuela's Bolivarian Revolution*, Tucson, University of Arizona Press, 2015.

²²⁵ « Catire » au Venezuela veut dire « blond ». Il s'agit d'un surnom commun donné aux personnes ayant des cheveux clairs selon les catégories chromatiques pratiquées sur place. Ainsi, le teint de couleur qu'on appelle « blond » au Venezuela serait nommé « châtain » dans le contexte français.

²²⁶ Cristobal VALENCIA, *We Are the State!: Barrio Activism in Venezuela's Bolivarian Revolution*, op. cit., p. 102.

²²⁷ *Ibid.*

²²⁸ *Ibid.*, p. 103.

Actuellement, l'État est un ensemble d'institution où la politique publique et les intérêts collectifs convergent. L'objectif ultime des CC et des Communes devrait être d'établir un gouvernement local collectif où chaque porte-parole agisse comme s'il ou elle était l'État, ou un ministre ou une ministre. J'envisage qu'à l'avenir l'État se transforme, et c'est le peuple qui devient l'État. C'est bien ça la démocratie.²²⁹

Ces riches extraits d'entretien sont mobilisés par Cristóbal Valencia pour chercher à comprendre les origines du processus révolutionnaire et les dynamiques sociales qui soutendent le pouvoir du président Hugo Chávez. Les débats dans lesquels il s'insère font des gouvernements chavistes une sorte de paradoxe dont l'explication se trouve pour des chercheurs comme Cristóbal Valencia, dans la relation que ces gouvernements entretiennent avec les populations qui s'en revendiquent. Cristóbal Valencia affirme ainsi « que ce sont les Chavistes qui sont la force qui se trouve derrière le transfert de pouvoir depuis l'État vers la société civile²³⁰ ». Tout comme Naomi Schiller, il analyse ce qu'il appelle la formation de l'État à partir de deux processus : le travail des militants issus des organisations populaires pour relocaliser le pouvoir chez le peuple et non pas chez l'État ; et la réintégration du pouvoir populaire au sein du projet de construction de la démocratie à partir de la quête de la justice sociale²³¹.

La perspective proposée par Cristóbal Valencia est propre à une série de travaux qui cherchent à résoudre ce qu'ils présentent comme le paradoxe chaviste. Pour ce faire, ils se proposent de rendre compte du rôle important joué par les organisations populaires dans l'histoire sociale de l'arrivée d'Hugo Chávez au pouvoir. Ces recherches opèrent toutefois une certaine réappropriation du langage commun et des catégories militantes. En effet, elles tendent à intégrer dans leurs analyses les clivages propres au terrain dont notamment celui des revendications mémorielles des organisations populaires, à travers lesquelles elles produisent le récit de leur place dans l'histoire de la construction du pouvoir politique chaviste. Ces revendications sont certes basées sur des dynamiques vérifiables à la fois sur les aspects historiques comme sur les réalités plus contemporaines. Mais une critique peut être émise à ces travaux qui se font leurs les questions stratégiques des acteurs sur le terrain.

Pour moi, il est important d'étudier les propos tenus par les enquêtés de Cristóbal Valencia à partir d'une perspective qui pose la question des rapports au politique des classes populaires²³². Plus précisément, il s'agit d'analyser la manière dont les politiques publiques

²²⁹ *Ibid.*, p. 115.

²³⁰ *Ibid.*, p. 97.

²³¹ *Ibid.* Il s'agit d'une paraphrase de la présentation du plan du chapitre trois de l'ouvrage de Cristóbal Valencia, qui porte le même titre que celui de son livre : *Ibid.*, p. 96.

²³² Camille HAMIDI, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation », *Revue française de science politique*, 2006, n° 56, pp. 5-25.

participatives, construites au sein de relations inégalitaires et asymétriques, produisent des effets chez les participants. Ces effets sont distincts selon les positions des participants au sein des dispositifs participatifs, positions qui dépendent de leurs propres caractéristiques sociales et de leurs carrières personnelles et collectives. Dans ce sens, les différents extraits d'entretien issus de l'ouvrage *We are the State!* nous permettent d'affirmer que l'arrivée des gouvernements chavistes et de leur offre participative crée des lieux et des espaces où sont retravaillées les définitions que les classes populaires ont de l'État, de la démocratie, de la participation, de la légitimité du pouvoir politique. Les extraits nous permettent aussi d'observer que ce travail est produit par différents acteurs populaires, et ceci au sein d'un quotidien en partie rythmé par l'offre participative.

La dynamique d'intégration du politique dans le quotidien des Vénézuéliens, ou encore la réappropriation de la politique par les classes populaires a été analysée comme source de conflit. Parmi les diverses analyses de ces phénomènes de politisation, certaines se sont penchées sur les dynamiques dites de « polarisation²³³ » de la politique vénézuélienne²³⁴. Toutefois, certains débats sur la polarisation finissent par introduire dans le sens commun l'idée selon laquelle les clivages et l'existence d'un échiquier politique complexe au Venezuela serait l'origine des affrontements que le pays a traversé sous les gouvernements chavistes. Or, à partir d'une perspective qui pose la question des rapports au politique des classes populaires, il est possible de réproblématiser la question de la polarisation pour observer les dynamiques de réappropriation populaire des politiques participatives. En effet, l'on observe des formes de concurrence des acteurs populaires qui prennent appui sur la légitimité qui leur serait propre du fait de leur intégration à la catégorie du peuple pour mettre au défi le gouvernement et les administrations publiques. La revendication de la souveraineté populaire n'empêche donc pas la construction d'attentes vis-à-vis de l'État qui s'expriment par le récit régulier de ce qui est perçu comme ses manquements à l'accord révolutionnaire selon lequel il est censé céder son pouvoir aux classes populaires organisées. Or, ces manquements sont finalement l'expression du design formel et politique de l'offre publique participative des gouvernements chavistes. Cette offre publique cantonne ses cibles à des rôles de participants très limités.

²³³ Thomas POSADO, « Le Venezuela en crise : entre polarisation politique aiguë et effondrement du mode de développement », *IdeAs. Idées d'Amérique*, 2017, n° 10.

²³⁴ Pour une mise en perspective de la notion de politisation, voir Yves DELOYE et Florence HAEGEL, « La politisation : du mot à l'écheveau conceptuel », *Politix*, 2019, vol. 3, n° 127, pp. 59-83.

Ainsi, nous observons la façon dont la mise en place concrète de la participation est pratiquée par des acteurs organisés qui se voient dans le besoin d'introduire des normes et des catégories institutionnelles au sein de leurs organisations afin de profiter des biens en circulation à travers l'offre participative. Le processus d'institutionnalisation des organisations populaires s'ancre dans une dynamique participative inégalitaire au sein de laquelle la répartition des biens publics obéit à des définitions locales et variables du mérite. Ces définitions concurrentes retravaillent les rapports au politique des classes populaires, qui se construisent entre des catégories à visée universalistes et des contraintes pratiques de la participation en contexte des gouvernements chavistes.

Conclusion : Les politiques participatives des gouvernements chavistes comme continuité de la conditionnalité de l'accès à l'action publique des classes populaires.

Ce chapitre a eu pour objectif de présenter les politiques participatives des gouvernements chavistes, mais aussi la manière dont ces politiques ont été traitées par les sciences sociales. Ainsi, si l'on suit la construction de l'offre participative des gouvernements chavistes, on observe la construction d'un complexe appareillage législatif, politique et intellectuel qui encadre par la suite la mise en place des politiques participatives. Sur les aspects législatifs, la participation est un enjeu de taille puisqu'elle s'intègre directement dans la nouvelle constitution vénézuélienne. En 1999, elle est à la base de la nouvelle V^e République qui se construit à partir d'un rejet fort des accords politiques qui avaient permis d'instaurer et de faire vivre la IV^e République. Dans ce sens, Au fur et à mesure des gouvernements d'Hugo Chávez, les lois qui encadrent les politiques participatives évoluent, et sont intégrées au cœur du projet révolutionnaire, censé construire le Socialisme du XXI^e siècle. Comme par le passé, la communauté, et notamment les communautés populaires sont mises au cœur du projet participatif, que ce soit par le biais des programmes à caractère sectoriel, comme les missions sociales, ou à caractère territorial, sous forme de dispositifs très formalisés comme les CC et les Communes.

Une des particularités majeures de ces programmes est la forte emprise que le pouvoir exécutif a sur eux. En effet, c'est notamment autour du cabinet de la Présidence de la République que se trouvent les sources de financement de la politique participative des

gouvernements chavistes. Historiquement, il ne s'agit pas d'une nouveauté puisque j'avais montré dans le premier chapitre que les politiques participatives de la IV^e République étaient aussi construites à partir de liens forts à l'exécutif national. Il existe donc une forme de continuité historique dans la conditionnalité de l'accès des classes populaires à l'action publique. Toutefois, l'ampleur en termes de financement, de secteurs et des territoires touchés par les politiques participatives des gouvernements chavistes laisse entrevoir la volonté de construire une politique participative à la fois très expansive et très centralisée. La centralisation s'accompagne d'un fort investissement politique, notamment à partir du moment où les propositions participatives se relient au projet révolutionnaire et socialiste, dont l'accomplissement serait la restructuration de la géographie du pouvoir à partir de la mise en place des Communes.

L'offre participative, expansive, centralisée et hautement politique est investie par des participants qui se l'approprient et produisent les usages concrets des catégories administratives et politiques qui se trouvent dans les textes de loi et au sein des discours politiques. La chronologie de la naissance et de la mise en pratique de la loi et des discours n'est qu'un outil heuristique qui permet de séquencer des phénomènes qui se produisent de manière plus dynamique.

Ainsi, grâce à l'intérêt de nombreux chercheurs produisant des enquêtes ethnographiques depuis les réseaux académiques vénézuélien, états-unien et français, il est possible de reconstruire une sociologie de la participation en contexte des gouvernements chavistes. En posant la question « qui participe ? » nous confirmons le caractère performant des catégories définies par les pouvoirs publics afin de construire leurs cibles participatives. Ainsi, à la proposition de mettre en place des CC, à bâtir sur la base de liens géographiques et sociaux propres à la communauté, répondent des communautés au pluriel qui sont à la fois populaires et localisées. Ainsi, l'observation en détail de la composition des communautés permet d'entrevoir le caractère hétérogène des classes populaires vénézuéliennes, notamment urbaines, et la manière dont les pouvoirs publics participent (par leurs exigences catégorielles) aux rapports de force qui définissent les frontières au sein de ces populations. Une fois établies et formalisées sous forme de CC, les communautés se donnent des représentants dont les rôles sont à la fois issus des logiques propres aux sociabilités populaires, et le résultat des exigences des pouvoirs publics qui cherchent à avoir des interlocuteurs légitimes et légitimés. Sur les aspects plus sociologiques, le rôle de *vocero* ou porte-parole est assez clairement joué par des acteurs dont les parcours personnels, professionnels, éducatifs et militants les dotent de capitaux

qui les différencient des autres membres de leurs communautés et les rend aptes à jouer le rôle d'intermédiaire auprès des pouvoirs publics. L'institutionnalisation du porte-parolat tend donc à réifier des structures de domination sociale propres aux classes populaires, et à rendre durables les formes de domination qui y existaient auparavant. Il s'agit là aussi de dynamiques déjà observées par le passé au sein des politiques participatives des gouvernements vénézuéliens précédents, et qui semblent bien s'installer et s'élargir du fait du caractère expansif des politiques des gouvernements chavistes. Enfin, les ethnographies de la participation nous permettent d'observer le surgissement des co-intermédiaires des porte-paroles, différemment positionnés mais tout aussi nécessaires pour concrétiser la circulation de biens publics depuis les administrations publiques jusqu'aux quartiers populaires. Surgissent alors les agents de l'État, parfois très éloignés des communautés, parfois membres actifs de celles-ci. Ils sont au cœur de ce que j'appellerai par la suite les intermédiations militantes de l'action publique participative qui permettent donc le contact entre administrés et administrations.

Enfin, les ethnographies de la participation en contexte des gouvernements chavistes confirment le caractère conditionné de l'accès des classes populaires aux politiques participatives. Ainsi, quand les communautés populaires se mettent en contact avec les diverses administrations publiques porteuses de politiques participatives, elles le font notamment à partir de leurs propres structures associatives. Or, ce contact oblige ces organisations à s'adapter aux dispositifs participatifs proposés par les gouvernements chavistes, jusqu'au point de devoir intégrer dans leurs calculs organisationnels les catégories, méthodes et clivages propres aux politiques participatives. S'opère alors une forme d'institutionnalisation des rapports sociaux populaires, et notamment des organisations populaires afin de répondre aux demandes de l'État et de pouvoir bénéficier des biens en circulation au travers des programmes participatifs. Cette dynamique se voit d'autant plus affirmée que la formalisation et l'institutionnalisation du rôle de porte-parole, notamment au sein des dispositifs territorialisés (CC et Communes) tend à créer des opportunités pour la privatisation des biens publics en circulation. La privatisation doit être comprise à partir des formes de répartition de biens qui obéissent aux définitions morales et localisées du mérite et du besoin. Elles se construisent à l'intérieur de rapports sociaux inégalitaires dans lesquels les acteurs dominants en tirent bénéfice. Finalement, il est important d'observer comment les processus de mise en place et de réappropriation des politiques participatives retravaillent les rapports au politique des classes populaires. En effet, la construction de la participation et les multiples réappropriations de son système d'opportunités et de contraintes, se fait à partir d'une série de discussions stratégiques par lesquelles les

différents acteurs de la participation se positionnent et nourrissent des définitions de la démocratie, de la légitimité du pouvoir politique, des politiques participatives et enfin, de l'État. L'État est effectivement au centre de ces productions idéologiques et pratiques, devenant à la fois l'objet de grands espoirs et de grandes déceptions. Ainsi, quand l'État est censé céder son pouvoir au peuple à travers les dispositifs de la participation, et qu'il manque à ses devoirs, c'est une véritable trahison du projet révolutionnaire qui s'opère. Un clivage fort de sens politique que les outils des sciences sociales nous permettent d'objectiver en observant donc comment les politiques participatives des gouvernements chavistes se trouvent dans la continuité d'une gestion conditionnée de l'accès des classes populaires vénézuéliennes aux politiques publiques. Ces continuités se reproduisent par-delà même un discours de rupture selon lequel la Révolution aurait opéré des changements dans les structures de domination sociale qui composent la société vénézuélienne par l'élargissement de la pratique d'une citoyenneté pleine.

Chapitre 3. Les intermédiations militantes de l'action publique : la construction de l'objet d'étude par l'enquête ethnographique

Les deux premiers chapitres de la thèse ont eu pour objectif de planter le décor, de rendre compte d'un contexte historique, social et aussi analytique au sein duquel s'inscrit mon travail. Ces chapitres ont montré que la relation entre l'État contemporain vénézuélien et les classes et territoires populaires s'est historiquement construite comme une relation conditionnée par des exigences administratives et politiques. Nous avons aussi constaté que les classes populaires se réapproprient les codes sociaux et politiques qui déterminent cette relation de domination afin de garantir leur accès aux biens publics. Enfin, nous avons vu que les politiques publiques participatives ont une place centrale dans cette relation conditionnée et inéquitable entre État vénézuélien et classes populaires depuis la fin du XX^e siècle, et que cette dynamique a été prolongée et élargie par les gouvernements chavistes au XXI^e siècle.

À partir de ce troisième chapitre il s'agira d'explorer une des dimensions indispensables à la mise en place des politiques participatives sous les gouvernements chavistes, à savoir, les intermédiations militantes de l'action publique. En effet, comme je l'ai mentionné dans le chapitre 2, les diverses recherches portant sur les politiques participatives montrent l'émergence d'acteurs dont le rôle est de construire les liaisons entre les classes populaires et le champ politico-administratif qui sous-tendent ces politiques¹. Ainsi, en choisissant de me pencher sur les acteurs intermédiaires et sur leur travail d'intermédiation, j'analyse ce qui se passe à trois niveaux. Le premier est celui des quartiers et des organisations populaires qui agissent à la fois

¹ Olivier NAY et Andy SMITH (dir.), *Le gouvernement du compromis : courtiers et généralistes dans l'action politique*, op. cit. Patrick HASSENTEUFEL, « Les acteurs intermédiaires des politiques publiques », in *Sociologie politique : l'action publique*, Paris, Armand Colin, 2011, pp. 213-242. Julien BARRIER, Jean-Marie PILLON et Olivier QUERE, « Les cadres intermédiaires de la fonction publique. Travail administratif et recompositions managériales de l'État », *Gouvernement et action publique*, 2015, vol. 4, n° 4, pp. 9-32.

comme réceptrices et gestionnaires de l'action publique participative par le bas. Le deuxième est celui des administrations dédiées à la promotion des politiques participatives, et notamment des employés publics ayant pour rôle de représenter l'État au plus près du terrain. Le troisième est le niveau des ministères, et notamment des décideurs qui produisent les cadres de la participation.

Par cette approche, je me positionne de façon critique et complémentaire par rapport aux travaux sur les politiques participatives dans le contexte des gouvernements chavistes et antérieurs explorés lors des deux chapitres précédents. En effet, je fais le choix de ne pas prendre pour objet d'étude un dispositif participatif en particulier, un quartier populaire ou une institution publique. Je propose au contraire d'étudier les politiques participatives des gouvernements chavistes par l'analyse des relations sociales qui rendent possible leur mise en place. Ces relations sociales traversent les dispositifs participatifs, les quartiers populaires et les institutions publiques en charge des politiques participatives. Ainsi, prendre en tant qu'objet les intermédiations militantes de l'action publique exige d'analyser l'action publique en tant que production sociale construite par des acteurs, inscrits dans des rapports de force et des luttes pour les définitions pratiques des frontières de l'État². Pour rendre compte de la construction de ce questionnement, ce chapitre est divisé en deux temps, répondant à deux objectifs.

Le premier objectif est celui d'aborder les aspects méthodologiques de mon enquête de terrain et la manière dont elle m'a portée à construire un regard attentif aux intermédiations militantes qui rendent possible l'action publique participative. Pour ce faire je produis un travail de réflexivité par lequel j'explore les aspects de mon parcours personnel et collectif qui m'ont disposée à m'intéresser aux politiques participatives des gouvernements chavistes. De ce fait, mon travail se place dans le sillage de discussions en sciences sociales sur la pratique des enquêtes ethnographiques en tant que méthode de production de savoirs. En effet, produire une enquête ethnographique exige de penser la place du chercheur au sein du terrain d'enquête exploré³. En ce sens, je me propose ici d'explorer les qualités qui me sont propres et qui m'ont rapproché d'un réseau d'acteurs se réclamant du chavisme et dont le quotidien est structuré par

² Je suis en ce sens, implicitement, la proposition de Vincent Dubois de croiser l'analyse de l'action publique et la théorie des champs. Vincent DUBOIS, « L'action de l'État, produit et enjeu des rapports entre espaces sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2014, vol. 201-202, n° 1-2, pp. 11-25.

³ Au-delà des approfondissements de la première section, voir sur la réflexivité Pierre BOURDIEU, *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'agir, 2001. Sur l'épistémologie féministe des savoirs situés, voir Donna HARAWAY, « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective », *Feminist Studies*, 1988, vol. 14, n° 3, pp. 575-599.

la mise en place des politiques participatives⁴. De la même manière, j'explore les dynamiques qui ont permis à ces acteurs de m'accueillir en tant que doctorante en science politique au sein de leurs espaces de vie et de travail⁵. Par ce parcours réflexif, il s'agit de rendre compte de la construction des intermédiations militantes de l'action publique en tant qu'objet d'étude à partir d'un dialogue dynamique avec mon terrain d'enquête. Je considère ainsi la construction d'un objet d'étude en tant qu'objet sociologique dont l'émergence se produit en relation entre les intérêts scientifiques et l'être social et politique du chercheur⁶.

Le deuxième objectif du chapitre est de présenter les intermédiations militantes de l'action publique participative. Cette présentation est réalisée en deux temps. Un premier temps est dédié aux trois types d'acteurs qui intègrent la catégorie d'intermédiaires militants de l'action publique⁷. Un deuxième temps rend compte des lieux où les intermédiations se déploient. Ici, la catégorisation des intermédiaires est envisagée en tant qu'outil heuristique permettant de nommer un ensemble d'acteurs dont les positions se construisent dans un continuum entre les quartiers populaires et les bureaux des institutions publiques, entre les revendications militantes et le travail administratif. Or, c'est notamment l'identité de militant qui est revendiquée par les intermédiaires. En ce sens, si les intermédiaires militants de l'action publique se trouvent au cœur de la mise en place des politiques participatives, leur identité et leurs pratiques militantes et leurs parcours d'engagement sont au cœur de mes analyses de leurs activités d'intermédiation⁸. Se pose ainsi la question de l'action publique en tant qu'action collective à part entière, et de l'utilité des outils de la sociologie des mobilisations pour la saisir⁹.

Les intermédiaires militants de l'action publique évoquent la tension propre à leurs parcours entre les activités de militants populaires et celles d'agents de l'État. À partir de leurs positions en tension, ils produisent un gouvernement des institutions publiques qui se veut

⁴ « Citoyen-ne-s plus ou moins politisé-e-s, travailleur-e-s aux statuts juridiques, conditions d'exercice et formes de subordination pour le moins variés, êtres de chair et de sang, sexués, inscrits dans une histoire familiale et sociale, les sociologues qui observent, analysent, mettent en lien toutes ces dimensions de la vie pour expliquer *les autres* seraient-ils/elles, de leur côté, tenus d'être des humains sans qualités pour faire une recherche de qualité ? » Delphine NAUDIER et Maud SIMONET, *Des sociologues sans qualités ?*, Paris, La Découverte, 2011, p. 13.

⁵ Sur la place des chercheurs en tant qu'acteurs de la participation, voir : Loïc BLONDIAUX, Jean-Michel FOURNIAU et Clément MABI, « Chercheurs et acteurs de la participation : liaisons dangereuses ou collaborations fécondes ? », *Participations*, 2016, vol. 16, n° 3, pp. 5-17.

⁶ Xavier DUNEZAT, « Travail militant et/ou travail sociologique ? Faire de la sociologie des mouvements sociaux en militant », in *Des sociologues sans qualités ?*, Paris, La Découverte, Recherches, 2011, pp. 80-97.

⁷ Hélène COMBES, « Un intermédiaire du quotidien », *op. cit.*

⁸ Julian MISCHI, « Observer un collectif militant en milieu populaire », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2012, vol. 100, n° 4, pp. 113-128.

⁹ Hélène COMBES, Choukri HMED, Lilian MATHIEU, Johanna SIMEANT-GERMANOS et Isabelle SOMMIER, « Observer les mobilisations. Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2011, vol. 93, n° 1, pp. 7-27.

militant, et un militantisme populaire qui prend appui sur le travail administratif. Cette tension s'exprime aussi par le dialogue analytique entre la sociologie de l'action publique et la sociologie de l'action collective, nécessaire à l'étude de la mise en place des politiques participatives des gouvernements chavistes.

3.1. L'enquête ethnographique par la mise en circulation de soi-même : accéder au terrain, s'y intégrer, construire un objet d'étude

Ma recherche se construit à partir d'un exercice devenu classique pour les chercheurs en sciences sociales qui, soucieux de mieux saisir les phénomènes auxquels ils s'intéressent, produisent des connaissances à partir d'enquêtes de terrain¹⁰. Ce point de départ implique pour moi de m'inscrire dans une tradition de sciences sociales qui hérite des méthodes de l'anthropologie (et notamment de « la révolution malinowskienne¹¹ ») tout en lui apportant certaines critiques¹². L'objectif de cette tradition des sciences sociales est de produire des connaissances à partir de l'intégration durable du chercheur au sein de son terrain d'enquête. La pratique de l'enquête ethnographique oblige donc à produire un ensemble de réflexions sur la manière dont se définissent les contours du terrain d'enquête¹³ ; le type d'intégration que le chercheur peut y construire et les conséquences de cette intégration pour son terrain et pour sa recherche¹⁴. L'objectivation des expériences vécues au sein du terrain à la suite d'une observation participante est aussi un enjeu central¹⁵. L'enquête ethnographique en sciences sociales implique aussi un questionnement sur la capacité des chercheurs à produire des connaissances à vocation universelle à partir de leurs cas d'étude, nécessairement circonscrits

¹⁰ Pour une introduction au travail empirique en sciences sociales, voir Howard Saul BECKER, *Les ficelles du métier*, Paris, La Découverte, 2002.

¹¹ Sur ces enjeux, voir notamment Daniel CÉFAÏ (dir.), *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2003.

¹² Voir par exemple Benoît de L'ESTOILE, « Une petite armée de travailleurs auxiliaires ». La division du travail et ses enjeux dans l'ethnologie française de l'entre-deux-guerres », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques. Archives*, 2005, n° 36. Voir aussi le travail actuel de Chloé Rosner qui étudie les rapports coloniaux au sein des équipes d'archéologie Israélienne en Palestine : Chloé ROSNER, « Histoire sociale de l'archéologie israélienne », *Les Cahiers de l'Orient*, 2018, vol. 130, n° 2, pp. 101-118.

¹³ Philippe BONGRAND et Pascale LABORIER, « L'entretien dans l'analyse des politiques publiques : un impensé méthodologique ? », *Revue française de science politique*, 2005, n° 55, pp. 73-111.

¹⁴ Valerie YOW, « « Do I like Them Too Much? »: Effects of the Oral History Interview on the Interviewer and Vice-Versa », *The Oral History Review*, 1997, vol. 24, n° 1, pp. 55-79.

¹⁵ Pierre BOURDIEU, « L'objectivation participante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2003, vol. 150, n° 5, pp. 43-58.

dans l'espace et dans le temps¹⁶. Enfin, une série de question éthiques se posent quant à la place du chercheur au sein de la société, que ce soit au moment même de produire son enquête, d'en rendre compte, ou encore de mobiliser sa recherche pour agir sur la société¹⁷.

Héritière de cette tradition de sciences sociales qui conçoit l'enquête ethnographique comme moyen de saisir et de comprendre le monde social, ma recherche se construit à partir d'une longue intégration personnelle, collective et politique au sein d'une série de relations sociales dont l'objectivation me permet de *découvrir* mon objet d'étude. En effet, partant d'un exercice inductif il s'agit dans les prochaines pages de rendre compte de mon accès et de mon intégration au terrain¹⁸. Cette démarche explique la manière dont ces processus à la fois individuels et collectifs m'ont donné à voir la centralité des intermédiations militantes de l'action publique dans le contexte des gouvernements chavistes. Ainsi, les exercices propres de l'enquête ethnographique, au sein desquels je mobilise « les outils traditionnels de l'ethnologue : [mon] corps, [ma] mémoire et [mon] journal¹⁹ », sont à mettre en relation avec mon histoire personnelle qui est celle d'une femme, non-blanche, vénézuélienne, migrante, formée aux sciences sociales dans des contextes scientifiques et politiques divers et contrastés, qui par son travail de recherche en sciences sociales se construit aussi en tant qu'être social et politique²⁰.

Ainsi, dans cette section il s'agit d'abord de suivre ce que j'appelle mon « terrain avant l'enquête » aux alentours de la mort d'Hugo Chávez en 2013, et la façon dont cette période est celle d'une curiosité politique qui se transforme en question scientifique. J'observe ensuite comment mon enquête de terrain est un moyen de (re)découvrir une série d'espaces politiques et sociaux au sein desquels je traverse une période charnière de l'histoire politique de mon pays. Cette (re)découverte est une expérience politique qui me permet de relier mon cas d'étude aux

¹⁶ Jean-Louis FABIANI, « La généralisation dans les sciences historiques. Obstacle épistémologique ou ambition légitime ? », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2007, n° 62, pp. 9-28.

¹⁷ Voir par exemple Léo COUTELLE, *La science au pluriel : essai d'épistémologie pour des sciences impliquées*, Versailles, Éditions Quae, 2015.

¹⁸ Florence WEBER et Stéphane BEAUD, *Guide de l'enquête de terrain : Produire et analyser des données ethnographiques*, Paris, La Découverte, 2003 Daniel CEFALI (dir.), *L'enquête de terrain*, op. cit. Howard Saul BECKER, *Les ficelles du métier*, op. cit.

¹⁹ Stéphane BEAUD et Florence WEBER, « Le raisonnement ethnographique », in *L'enquête sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p. 245.

²⁰ Donna HARAWAY, « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective », op. cit.

questions générales de la science politique à propos des croisements entre l'action collective et l'action publique²¹.

3.1.1. Le terrain avant l'enquête : la transformation d'une curiosité politique en questionnement scientifique durant la période de la mort d'Hugo Chávez

Le 5 mars 2013 Nicolás Maduro, alors vice-président du Venezuela, annonce dans une allocation télévisée la mort du président Hugo Rafael Chávez Frias à l'âge de 58 ans, après une longue bataille contre le cancer²². Cet événement de « la grande histoire » est le théâtre d'un autre, de « la petite histoire » celui-ci : mon premier retour au Venezuela après trois années d'études en France. Il s'agit pour moi d'une période de redécouverte durant laquelle mes curiosités politiques se muent en un ensemble de questionnements scientifiques autour desquels j'ai initié mon parcours doctoral.

3.1.1.1. Le Venezuela de la mort d'Hugo Chávez en 2013 : un moment d'effervescence et de tension

Le jour où la mort d'Hugo Chávez est annoncée, je suis à Mérida, ville des Andes vénézuéliennes où se trouve la maison familiale et où j'avais initié ma formation en science politique lors de mes études de licence à l'Université des Andes (ULA) en 2006. À cette époque, je suis encore étudiante de Master 2 en sociologie politique à l'Université Lumière Lyon 2, ayant pris une deuxième année pour réaliser mon mémoire de fin de master. Je reçois aussi la visite d'un de mes collègues de Master, arrivé au Venezuela deux semaines auparavant.

Le jour de l'annonce, la rumeur va bon train dans le pays, suffisamment pour qu'elle atteigne ma ville (à approximativement 800 kilomètres de la capitale) au cours de l'après-midi. Dans mon cas, ces rumeurs me parviennent par le biais de ma mère qui appelle sur la ligne fixe de la maison, comportement étrange puisque nous avons l'habitude de communiquer par nos téléphones portables. Elle m'explique qu'elle a entendu dire que la mort d'Hugo Chávez doit

²¹ Sur l'ethnographie par le biais de l'engagement, voir Christophe BROQUA, « L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant », *Genèses*, 2009, vol. 75, n° 2, pp. 109-124.

²² Cette annonce prend la forme d'une *cadena nacional*, impliquant l'interruption des émissions de toutes les chaînes de télévision nationales afin de transmettre le même message au même moment. On peut retrouver la vidéo de l'annonce de sa mort sur la chaîne YouTube du journal Últimas Noticias [[en ligne](#)]. Selon les mots de Nicolás Maduro : « ... nous avons reçu l'information la plus dure et la plus tragique que l'on puisse transmettre à notre peuple : à 4h25 de l'après-midi du jour d'aujourd'hui 5 mars est mort le commandant-président Hugo Chávez Frias après s'être fortement battu contre une maladie durant presque deux ans, soutenu par l'amour du peuple, par les bénédictions de tous les peuples, et par l'absolue loyauté de ses compagnons et compagnones de lutte et l'amour de toute sa famille ».

être annoncée dans les heures suivantes. Ma sœur, de son côté, est témoin des effets de la rumeur en ville durant l'après-midi. Se trouvant dans un bus qui devait arpenter les rues quadrillées du centre-ville de Mérida, elle et tous les autres passagers sont priés de descendre du véhicule puisque le conducteur décide de ne pas poursuivre son chemin. En effet, il s'agit pour lui d'éviter les premiers mouvements de foule et pillages qui éclatent dans le centre-ville commerçant durant ces heures de confusion. Ma sœur se retrouve obligée de rentrer en courant à la maison familiale, observant autour d'elle les phénomènes qui ont fait craindre au conducteur du bus d'amener ses passagers à leur destination. À l'arrivée de ma sœur à la maison, ma mère est déjà sur place et nous nous retrouvons tous dans un moment de panique. En effet, on s'interroge sur le meilleur moyen pour que mon camarade de Master, citoyen français, puisse aller à Caracas et se mettre en contact avec son ambassade pour retourner rapidement en France avant que la conflictualité ambiante s'aggrave. De mon côté, je me demande si je peux aussi aspirer à rentrer en France grâce à mon titre de séjour d'étudiante. Ma sœur et ma mère rentrent quant à elles en contact avec les membres de leur entourage pour s'assurer qu'ils se trouvent à l'abri. En général, ces échanges avec nos proches dans différentes villes du pays nous permettent de constater la généralisation (du moins dans nos réseaux) d'une forte inquiétude relative à ce qui pouvait arriver dans les heures à venir.

Aux alentours de 18 heures, quand l'annonce de la mort d'Hugo Chávez est faite à la télévision, ma sœur, ma mère, mon collègue d'études et moi-même nous retrouvons dans la chambre de ma grand-mère face à son petit poste de télévision²³. Nous regardons l'allocution de Nicolás Maduro, qui confirme alors les rumeurs de l'après-midi, tout en provoquant chez les membres de ma famille et moi de vives réactions. Ma mère, farouche opposante au gouvernement d'Hugo Chávez, se trouve finalement en larmes face à l'annonce. Enfin, quelques instants plus tard mon camarade et moi décidons de rejoindre la Place Bolívar²⁴. Au cœur du centre-ville, elle est le lieu de rassemblement habituel pour les *merideños*²⁵. Face à la Place Bolívar, se trouve le bâtiment qui accueille à la fois la mairie de la ville et la *gobernación*²⁶ de l'État de Mérida, dont la ville de Mérida est la capitale. En arrivant sur place,

²³ Je mobilise ici le terme « collègue » pour parler de mon « camarade d'études » car le terme « camarade » est une catégorie d'usage sur mon terrain, qui plus tard dans la thèse devient aussi catégorie d'analyse. Ainsi, je préfère les différencier.

²⁴ Au Venezuela, toutes les villes et villages du pays ont une « Plaza Bolívar », en hommage au héros de l'indépendance, Simón Bolívar. Dans les grandes et moyennes villes, comme c'est le cas de Mérida, ces places se trouvent dans les centres-villes historiques, c'est-à-dire ceux hérités de l'histoire coloniale du pays et placés, selon les standards de l'architecture espagnole de l'époque, au centre d'une série de rues quadrillées qui conformaient les anciennes villes coloniales.

²⁵ Gentilé des habitants de Mérida.

²⁶ Gouvernement de l'État.

nous retrouvons une foule réunie pour veiller Hugo Chávez. Au sein de la foule, nous croisons un de mes anciens amis de l'Université et sa compagne, tous les deux ayant comme nous décidé d'*aller voir ce qui se passe au centre-ville*, comme cherchant à retrouver du collectif dans un moment que l'on sait historique.



Figure 3 : Balcon de la mairie de la ville de Mérida. Parmi les présents l'on observe des personnes portant des vêtements et casquettes rouges, couleur associée à la révolution bolivarienne. À droite, un prêtre catholique fait la messe portant lui aussi des habits cérémoniaux rouges. Sur le balcon est pendue une pancarte où l'on voit Hugo Chávez au centre, l'inscription « Chávez siempre²⁷ » à droite, et à gauche l'inscription « Viviremos y venceremos²⁸ », cris de ralliement devenus des slogans révolutionnaires.

L'exercice d'objectivation de ce récit demande pour moi de construire une analyse en trois temps. Le premier est celui d'une auto-analyse, en tant que témoin de la période de la mort de Chávez et de la manière dont je m'en suis saisi. Le deuxième est celui de l'étude des phénomènes marquants de cette journée, à savoir les rumeurs, les violences, le rassemblement, et de leur place au sein de cette temporalité historique. Le troisième est la compréhension de la place que ce récit occupe dans la construction des questionnements qui structurent ma thèse.

²⁷ « Chávez pour toujours. »

²⁸ « Nous vivons et nous vaincrons. »

Sur l'aspect personnel, ce vécu s'inscrit au sein d'un premier voyage de retour au Venezuela après trois années de vie et de formation en France. Le retour au pays prend les formes d'une redécouverte marquée par l'évolution de mon regard sur son histoire sociale et politique. En effet, ma formation en sciences sociales et notamment à la sociologie critique au sein de l'école de science politique de Lyon 2, ainsi que les sociabilités étudiantes et artistiques que j'avais pu construire dans mon parcours en France, avaient eu sur moi de forts effets socialisateurs. J'avais ainsi acquis de nouveaux codes politiques et sociaux critiques de ceux qui avaient structuré ma vie au Venezuela par le passé. J'observe donc mon passé personnel et familiale à l'aune de nouvelles catégories qui me permettent d'identifier le parcours de déclassement vécu entre mon enfance et mon adolescence. Durant cette période chacun de mes parents perd, à quelques années d'intervalle, son emploi au sein de PDVSA, ce qui pour mon père a été une conséquence directe du coup d'État manqué contre Hugo Chávez en 2002²⁹. Je constate aussi que les fortes critiques que ma famille et mon entourage en général émettent vis-à-vis des gouvernements chavistes sont en bonne partie inscrites dans des tentatives de protection de leurs anciennes positions sociales et économiques dominantes. Enfin, je peux vérifier comment leur récit méritocratique d'un passé brillant au cours duquel chacun pouvait tirer son épingle du jeu, est pour le moins incohérent au regard d'une histoire des classes et territoires populaires au XX^e siècle³⁰. Cet exercice analytique me dispose à produire une critique à la fois intime et politique des frontières sociales qui ont structurée ma vie au Venezuela, et à parcourir avec une sincère curiosité de nouveaux espaces politiques et sociaux. C'est ce processus qui me permet, le soir de l'annonce de la mort d'Hugo Chávez, de rejoindre la Place Bolívar de Mérida sans m'inscrire dans un clivage conflictuel avec les *chavistes* qui allaient nécessairement être présents à ce rassemblement, ni non plus céder aux discours

²⁹ Isabelle ROUSSEAU, *Tribulaciones de dos empresas petroleras estatales, 1900-2014*, México, El Colegio de México, 2017, p. 554-557.

³⁰ La culture du mérite ou de la méritocratie se développe fortement au Venezuela à la suite de la nationalisation de l'entreprise pétrolière en 1974. À cette époque, les échanges entre les écoles d'ingénierie des différentes universités du pays et l'entreprise pétrolière cherchant des nouvelles recrues vénézuéliennes sont très fluides. Mes parents, comme beaucoup de vénézuéliens de leur génération (nées à la fin des années 50) profitent de cette période d'aubaine de courte durée. En effet, PDVSA et autres entreprises d'extraction vénézuéliennes emploient des milliers de personnes, dont une part dans les postes de cadre, en partie réservés aux ingénieurs. Une ou deux générations plus tard, c'est-à-dire, pour les vénézuéliens nés entre les années 60 et 70 et arrivant aux bancs de l'université à la fin des années 70 et courant des années 80, les portes de « las empresas básicas » (les entreprises de base) comme elles sont couramment appelées commencent à se renfermer. Ce phénomène laisse dans l'instabilité économique et professionnelle nombre de personnes ayant fait des formations longues et aspirant à la même ascension par les études qui avait été possible pour leurs frères et sœurs plus âgés. Voir notamment Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad, op. cit.*, p. 637. qui propose de « réévaluer l'histoire de la Cuarta República à l'aune de celle des *barrios* de Caracas ».

alarmistes de l'opposition, voire de ma famille, sur l'existence éventuelle de troubles durant la soirée.

Pour autant, mes nouvelles perspectives sur le Venezuela et mes nouvelles positions au sein de la société vénézuélienne ne m'empêchent pas de vivre avec mon entourage un moment de crainte face à la rumeur de la mort d'Hugo Chávez. L'instabilité politique du passé contribue en effet à nos réactions de ce 5 mars 2013. Les plus âgés d'entre nous – dans mon récit, ma mère – se souviennent des révoltes civiles et militaires qui ont marqué les années 1990 (le *Caracazo* en 1989, la tentative de coup d'État d'Hugo Chávez en 1992, les nombreuses confrontations entre étudiants et forces de l'ordre à échelle nationale). Les moins âgés – moi-même et ma sœur – avons le souvenir de la tentative de coup d'État contre Hugo Chávez en 2002 à la suite de manifestations massives à Caracas qui terminèrent dans le sang, ou encore des manifestations des étudiants contre la réforme constitutionnelle de 2007, auxquelles j'ai moi-même participé et durant lesquelles j'ai été témoin des affrontements entre les forces de l'ordre et mes collègues étudiants. Il s'agit là d'un ensemble de connaissances à la fois pratiques et héritées par récit des manières dont diverses formes de violence peuvent potentiellement s'exprimer lors d'un moment politique d'envergure. À ces référentiels s'ajoute l'apprentissage de stratégies à mettre en place pour tenter autant que possible de se protéger de ces violences : rentrer à la maison au plus vite, contacter les proches pour savoir comment ils vont et croiser des informations, faire des stocks de nourriture et de médicaments pour affronter des possibles pénuries. Ces connaissances informent sur les potentiels moments de calme qui peuvent aussi survenir durant des périodes de tension politique, qui comme la veillée à la Place Bolívar ou les soirées passées dans l'enceinte de l'Université après les manifestations de 2007, sont rendus possibles par une gestion exceptionnelle des espaces et du temps³¹.

Enfin, le récit de mon vécu de ces heures aux alentours de l'annonce de la mort d'Hugo Chávez doit être mis en relation avec un parcours personnel et collectif qui a rendu possible

³¹ Dont le fait de rejoindre une place publique ou rester dans les locaux universitaires la nuit, activités normalement proscrites par les craintes sécuritaires qui structurent le quotidien des villes vénézuéliennes, notamment du fait des très hauts taux d'homicide, de la circulation d'armes et des abus policiers. Voir Pedro José GARCIA SANCHEZ, « Caracas : (habiter la) ville « fragilisée », (se rendre compétent dans la) cité vulnérable », *in* , Paris, La Découverte, 2007, pp. 169-188. Sur la question de la sécurité, la question des violences et de la légalité policière est au cœur de recherches actuelles. Voir notamment Keymer ÁVILA, « Las Operaciones de Liberación del Pueblo (OLP): entre las ausencias y los excesos del sistema penal en Venezuela », *op. cit.* Rebecca Hanson ZUBILLAGA Verónica, « Venezuela. Du punitivisme carcéral aux exécutions systématiques », *Barril.info*, URL complète en biblio.

mes contacts avec les acteurs qui ont inspiré mes premières questions de recherche vis-à-vis de l'action publique participative au Venezuela.

En effet, il s'agit pour moi de continuer à dévoiler ce « terrain avant l'enquête » dont la suite se déroule à Caracas, dans le contexte de la procession nationale et internationale pour l'enterrement d'Hugo Chávez.

3.1.1.2. Rencontrer les intellectuels internationaux : la mondanité révolutionnaire du Venezuela au-delà de ses frontières

Avant que la mort d'Hugo Chávez soit annoncée, mon camarade de Master en moi avions pour objectif de rejoindre les plages sur le centre-ouest de la côte du pays. Nous étions même en train de remplir nos sacs à dos quand j'ai reçu l'appel de ma mère. Mais une fois l'annonce de la mort du Président faite et à la suite de notre participation à la veillée à la Place Bolívar de Mérida le 5 mars au soir, notre attention est aimantée par cet évènement. Étudiants de science politique, il nous semble logique de laisser la plage de côté pour suivre autant que possible l'épisode en cours. Le 6 mars nous retournons à la Place Bolívar de Mérida en journée. Nous y retrouvons encore plus de monde que la veille. Nous y rencontrons aussi davantage de mes anciens camarades d'études de licence, notamment deux soutiens du chavisme et militants de l'organisation étudiante qui en représentait ce courant politique à l'Université. Nous discutons ensemble de ce que la mort de Chávez peut signifier pour le pays, et de la forte émotion visible chez les personnes rassemblées au centre-ville. Mercedes, touchée aux larmes, s'inquiète de l'avenir de la révolution sans Chávez. Ricardo semble plus distant, mais conçoit tout autant que Mercedes qu'il s'agit d'un moment stratégiquement difficile pour le chavisme. Ce jour-là nous apprenons que le corps d'Hugo Chávez sera veillé durant encore quelques jours dans les installations de l'Académie militaire de Caracas, et que les Vénézuéliens sont invités à rejoindre les lieux afin de rendre un dernier hommage au *Comandante*. Mon collègue d'études et moi décidons de rejoindre la capitale. Or, il s'agit d'une mission difficile, puisqu'un mouvement de masse à destination de Caracas a alors commencé. Les bus commerciaux faisant la liaison entre les différentes villes du pays et Caracas sont en effet pris d'assaut depuis la veille. Des moyens de transports alternatifs se mettent donc en place, l'information passant de bouche à oreille. Nous apprenons par Ricardo que le syndicat d'ouvriers de l'Université organise des départs groupés pour Caracas avec les véhicules de transport universitaire, anciens autobus avec de longues banquettes pensées pour des trajets courts jusqu'aux différents campus de l'ULA. Il peut même nous y réserver des places. Nous acceptons son offre et partons le 7 mars au matin

avec les bus affrétés par les syndicalistes, pour la plupart des hommes d'origines populaires, pour rejoindre la capitale. Le voyage est long, traversant les Andes vénézuéliennes, passant par la plaine, et traversant tout le centre du pays pour nous déposer tard le soir aux alentours de l'Académie militaire.

À l'arrivée, en plus de la fatigue, reste l'impression que nous ne pourrions jamais voir le cercueil de Chávez vue la quantité de gens sur place, dont témoignent les dizaines et dizaines de bus garés le long de l'avenue. À Caracas nous restons chez mon père, à l'est de la ville où se trouvent les municipalités les plus aisées de la capitale. Le lendemain, 8 mars, nous retournons à l'ouest pour rejoindre l'Académie militaire. Le centre-ville est extrêmement vide. Les jardins de l'Académie militaire et ses alentours sont, au contraire, bondés : c'est le jour de l'enterrement d'Hugo Chávez, auquel assistent des milliers de personnes ainsi que de nombreux dignitaires, personnalités vénézuéliennes et du monde entier³².



Figure 4 : Foule devant le bâtiment principal de l'Académie militaire, où se déroule la cérémonie avec les dignitaires et les personnalités invités à l'enterrement d'Hugo Chávez.

³² Voir par exemple « Fotos: El funeral de Hugo Chávez », 8 mars 2013, URL complète en biblio.



Figure 5 : Des personnes font la queue pour tenter de voir le corps d'Hugo Chávez. Le temps d'attente était calculé en heures, alors qu'une fois devant le cercueil les endeuillés n'avaient que quelques secondes pour faire leurs adieux.

Lors de cette après-midi, mon collègue d'études et moi faisons connaissance d'autres personnes qui comme nous viennent suivre la cérémonie d'enterrement. Parmi eux, Juan Carlos Monedero³³, un des futurs fondateurs du parti *Podemos* en Espagne et qui à l'époque a une certaine place dans le débat politique vénézuélien. Comme lui, nombreux sont les intellectuels, militants et (futurs) hommes politiques espagnols³⁴, argentins, états-uniens, entre autres

³³ Professeur de science politique à l'Université Complutense de Madrid qui a aussi été conseiller du président Hugo Chávez et fondateur du think tank Centre International Miranda.

³⁴ À l'époque de la mort de Chávez le parti *Podemos* n'existait pas. Toutefois, les fondateurs du parti agissaient déjà en réseaux du fait de leurs attaches à l'Université Complutense de Madrid, entre les écoles de philosophie et science politique. Ils avaient, par ailleurs, agit en tant que conseillers des gouvernements du « virage à gauche » en Amérique latine dans les années 2000 et 2010, y compris pour les gouvernements chavistes. Ce sont donc ces liens qui expliquent leur présence à Caracas. De mon côté, ayant parcouru avec différents degrés d'intégration ces réseaux, j'ai donc rencontré sur place des personnes devenues une année plus tard des figures du parti *Podemos* comme Pablo Iglesias, Juan Carlos Monedero, Ínigo Errejón, Rita Maestre entre autres. Leurs liaisons avec le Venezuela leurs ont été longuement reprochées lors des campagnes électorales en Espagne. Ainsi, des années plus tard je retrouve sur Facebook une photo dénonçant la présence de Monedero, Iglesias et Carlos Fernández Liria au Palais de Miraflores, la résidence présidentielle vénézuélienne, aux côtés de militaires gagnés au pouvoir. Il s'agit en réalité d'une photo à l'entrée du *Cuartel de la Montaña* où, entre les militaires et les intellectuels espagnols se trouve Marianne, une militante chaviste que j'ai pu rencontrer plus tard lors de mes enquêtes de terrain, et moi-même au milieu de l'image. Je n'ai jamais su qui a pris la photo, ni comment elle a pu se retrouver dans les mains

nationalités, réunis à Caracas à l'occasion de la mort d'Hugo Chávez et que je peux rencontrer durant les semaines suivantes.

En effet, après le retour de mon collègue d'études en France, la suite de mon parcours est particulièrement marquée par la rencontre de ces intellectuels internationaux pour qui le Venezuela et son avenir sont un enjeu international. Je rencontre de jeunes militantes argentines dans un trajet de métro en direction de l'Hôtel Alba Caracas³⁵, lieu où de nombreux invités internationaux sont hébergés et où il est alors facile d'obtenir des informations sur les événements organisés durant la journée. Sur place, je tisse des liens d'amitié avec un militant de gauche espagnol qui avait déjà fait de nombreux séjours à Caracas durant la période des gouvernements chavistes et qui guide alors nombre des invités espagnols sur place. Avec lui, je peux m'insérer dans les visites en avant-première du *Cuartel de la montaña 4F*³⁶, ancien musée d'histoire militaire transformé en musée à la gloire d'Hugo Chávez et où sa dépouille est durablement installée dans un sarcophage au milieu de l'enceinte. Pour ces visites, des bus sont affrétés afin de transporter les invités internationaux depuis leur hôtel jusqu'au cœur du *barrio 23 de enero*. J'assiste aux divers débats publics entre des figures politiques et intellectuelles dans des lieux politiques et culturels à l'époque effervescents de l'ouest de Caracas, que ce soit dans les installations de l'Assemblée nationale vénézuélienne, dans les locaux du théâtre Teresa Carreño ou dans les salles de réunion du Parque central. Enfin, durant cette semaine où le gouvernement national décrète la *ley seca*³⁷, je partage des repas et des soirées accompagnés des bonnes bouteilles de vin importées ou du rhum vénézuélien dans les restaurants de l'Alba Caracas et ses alentours, ou encore dans le quartier chic de *Las Mercedes*, à l'est de la ville.

Poursuivant l'exercice d'objectivation initié lors du point précédent, il s'agit ici à nouveau d'analyser ce récit sur les aspects personnel et collectif, et par rapport à la construction des premiers questionnements inspirant ma recherche.

Sur l'aspect personnel, il est évident que l'ensemble de mes interactions avec les intellectuels et personnalités étrangères invitées par le gouvernement chaviste pour

des réseaux anti-podemos. Voir « Pablo Iglesias y Juan Carlos Monedero con sus amigos de la Guardia en el Palacio del tirano chavista », *Periodista Digital America*, 1 août 2014, URL complète en biblio.

³⁵ Ancien Hotel Hilton, ayant été nationalisé en 2007.

³⁶ La caserne de la montagne 4F. Les chiffres 4F font référence à la tentative de coup d'État d'Hugo Chávez contre le gouvernement de Carlos Andrés Pérez le 4 février 1992. Le *Cuartel* se trouve dans le secteur Monte Piedad du quartier *23 de enero*.

³⁷ Interdiction de vendre de l'alcool dans tout établissement commercial.

accompagner les hommages à Hugo Chávez sont extrêmement flatteuses pour moi. Jeune femme au début de ma vingtaine, je construis en quelques semaines de forts liens amicaux, amoureux et politiques qui nourrissent une image valorisante de ma propre personne. Ces liens mettent en valeur une série de capitaux sociaux qui me sont propres et qui d'une certaine manière me permettent de gagner une nouvelle place au sein de la société vénézuélienne lors de ce premier retour au pays. En effet, le fait d'être une jeune femme vénézuélienne non-blanche – ce qui renvoie à des caractéristiques qui pour nombre de mes interlocuteurs semblent surprenantes chez une personne faisant des études de Master en science politique – d'habiter en France, d'être trilingue et de pouvoir parler de politique vénézuélienne et internationale deviennent des capitaux très valorisés. Esthétiquement, mes vêtements, mes accessoires et ma coupe de cheveux afro me distinguent des pratiques vestimentaires locales courantes, pour m'identifier à la jeunesse militante et intellectuelle à la fois vénézuélienne et internationale qui parcourt alors les rues de Caracas. Enfin, je dispose d'une liberté de mouvement grâce aux quelques devises que j'avais réussi à me procurer pour ce séjour me permettant de circuler dans la ville sans trop de contraintes. En conséquence, je suis à ce moment enthousiaste de rejoindre ces acteurs internationaux, de discuter avec eux mais aussi de les flatter avec mes propres regards afin de m'intégrer autant que possible dans ce « petit monde », me permettant de gagner une place propre au sein de ce moment historique que j'avais commencé à vivre depuis Mérida.

Toutefois, si je rencontre les intellectuels et militants internationaux, si je parcours les rues de l'ouest de Caracas et si je vis des moments festifs, c'est aussi du fait d'un effort très important de la part du gouvernement chaviste pour faire de la mort d'Hugo Chávez un véritable événement international. À une époque où les signes de la crise économique vénézuélienne s'annoncent déjà, le gouvernement chaviste fait de larges dépenses pour subventionner les voyages des militants et des intellectuels internationaux, les déplacements des soutiens du chavisme depuis l'intérieur du pays jusqu'à Caracas, ou encore les travaux permettant de transformer le musée militaire en panthéon dédiée à Hugo Chávez. Ces investissements sont le fruit des efforts d'acteurs du champ politique qui s'inquiètent des effets que la mort de Chávez pourrait avoir pour l'avenir du chavisme. Dans ce contexte, il y a une volonté de mettre en scène une démonstration de force en réunissant dans la capitale les soutiens nationaux et internationaux du gouvernement, aux côtés des diverses couches de la société vénézuélienne qui par leur présence doivent démontrer que le chavisme occupe encore une place primordiale. Cette démonstration est aussi spatiale : la ville est suffisamment surveillée par les forces de l'ordre pour permettre aux diverses populations réunies sur place de parcourir ses rues sans trop

de craintes sécuritaires. De la même manière, les expressions politiques des opposants sont contraintes, au point qu'à l'ouest de Caracas tout semble porter à croire que l'hommage à Chávez émergerait d'un large consensus populaire que le gouvernement chaviste ne ferait qu'honorer. Autant de dynamiques liées à une période politique périlleuse où se jouent déjà, à l'échelle symbolique et matérielle, les suites du chavisme en tant que force politique nationale et internationale.

Enfin, dans cette conjonction entre les variables individuelles et collectives qui déterminent mon vécu de la conjoncture de la mort de Chávez, les liens que je tisse avec les intellectuels et personnalités internationales, et notamment avec les réseaux espagnols, m'ouvrent de manière inattendue les portes des quartiers populaires de Caracas. En effet, c'est en suivant ces réseaux que je visite pour la première fois de ma vie les *barríos*, lieux qui par le passé m'étaient interdits et qui désormais inspirent chez moi fascination, admiration et des envies d'y revenir en chercheuse.

3.1.1.3. De l'international au quartier : une première approche idéalisée des politiques participatives par le biais du tourisme politique

Au printemps 2013, mon intégration dans les réseaux intellectuels et politiques espagnols est particulièrement stabilisée par ma relation amoureuse avec Pedro, le militant qui servait de guide à certains d'entre eux durant la période de l'annonce de la mort d'Hugo Chávez³⁸. En tant que guide, Pedro a donc le rôle d'accompagner ces acteurs durant leur séjour à Caracas, en leur proposant des parcours d'intérêt politique et touristique dans la ville et ses alentours, tout en gérant les aspects logistiques qui rendent possibles ces activités. De mon côté, connue en tant que compagne de Pedro, je me joins à ces balades et visites. Le groupe que Pedro guide est constitué autour du couple Carlos Fernandez Liria³⁹ et Silvia Casado Arenas⁴⁰. Carlos Fernández Liria est particulièrement bien reçu à Caracas. Quelques années auparavant, avec Luis Alegre Zahonero⁴¹, il publie un ouvrage très apprécié et préfacé par Santiago Alba Rico,

³⁸ Sur les relations intimes dans l'enquête ethnographique, voir Isabelle CLAIR, « La sexualité dans la relation d'enquête. Décryptage d'un tabou méthodologique », *Revue française de sociologie*, 2016, vol. 57, n° 1, pp. 45-70.

³⁹ Carlos Fernández Liria est maître de conférences en philosophie à l'Université Complutense de Madrid. Il est l'auteur de différents textes étudiant le chavisme au Venezuela. Il fait partie, même si de manière relativement distante, des intellectuels fondateurs de *Podemos*. Son fils, Eduardo Fernández Rubiño fait partie des premiers cadres de *Podemos* et plus récemment a été sénateur pour le parti *Más Madrid*.

⁴⁰ Enseignante d'histoire et militante pour l'éducation publique en Espagne, elle coauteure de deux ouvrages dédiés à l'enseignement critique de l'histoire de la guerre civile espagnole et de la deuxième république. Carlos FERNANDEZ LIRIA, Silvia CASADO ARENAS et David OURO, *¿Qué fue la Segunda República?: nuestra historia explicada a los jóvenes*, Madrid, Akal, 2019. *Ibid.*

⁴¹ Ancien élève de Fernández Liria, il est maître de conférences en philosophie à l'Université Complutense de Madrid et a aussi participé à la naissance du parti *Podemos*.

un essayiste marxiste espagnol : *Comprendre le Venezuela, penser la démocratie. La débâcle de la morale des intellectuels occidentaux*⁴². Le livre gagne même la mention honorifique du Prix Libertador à la Pensée critique du MPPC.

En accompagnant Pedro dans son rôle de guide pour le couple Fernandez-Casado et ceux qui les entourent, je parcours divers sites d'intérêt touristique et politique de Caracas. Ainsi, je monte pour la première fois sur le téléphérique qui depuis le nord-ouest de la ville remonte le pic Ávila, ou pic Wuaraira Repano selon son nom autochtone et officialisé par les gouvernements chavistes.

Je visite surtout avec eux pour la première fois un *barrio*, en l'occurrence le 23 de enero⁴³. Nous descendons à l'arrêt de métro Caño Amarillo pour ensuite initier notre tour du quartier par une visite des locaux de l'organisation politique et culturelle locale, la Coordinadora Simón Bolívar. Les représentants de la Coordinadora nous font visiter cet ancien commissariat de police et nous racontent l'histoire de sa prise par la force en 1993. Ils nous montrent les différentes salles de réunion, ainsi que les dortoirs où ils accueillent des militants nationaux et internationaux de passage à Caracas. Les espaces de vie collective, dont la cuisine et le salon sont décorés de photos des figures politiques dont l'organisation se réclame, telles que le chanteur Alí Primera et le président Hugo Chávez Frías⁴⁴. Enfin, les membres de la Coordinadora nous amènent aux alentours des locaux afin de rencontrer des militants et leaders politiques du quartier. Nous sommes donc dirigés en direction des *bloques* face aux locaux de la Coordinadora pour nous faire d'abord visiter le boulevard Simón Bolívar où se trouvent des locaux commerciaux et une série de bustes dédiés aux figures politiques et historiques

⁴² Carlos FERNANDEZ LIRIA et Luis ALEGRE ZAHONERO, *Comprendre Venezuela, penser la démocratie: el colapso moral de los intelectuales occidentales*, Hondarribia, Hiru, 2006. L'ouvrage a été réédité au Venezuela par la maison d'édition *El perro y la rana*, rattachée au ministère du Pouvoir populaire pour la Culture en 2007.

⁴³ Tous les quartiers populaires ne sont pas des *barrios*. Ainsi, ma famille du côté maternel habite une zone populaire du centre-ville de Mérida. J'ai vécu avec ma mère et ma sœur dans la maison de ma grand-mère dans cette zone populaire de mes 11-12 ans jusqu'à mon départ en France en 2009. Cette géographie populaire n'est pas considérée comme faisant partie d'un *barrio* et fait ainsi partie de la ville régulière. Or, les configurations géographiques et architecturales ne se distinguent pas nécessairement beaucoup des parties les plus anciennes, consolidées et formalisées de certains *barrios* de la capitale que j'ai pu parcourir. Par ailleurs, d'importants efforts de distinctions sont produits par les habitants des zones populaires non-*barriales* pour justement garder à distance cette nomenclature. Dans le contexte de ma propre famille, la comparaison architecturale et géographique avec les *barrios* est inaudible, notamment pour ma mère pour qui le retour à la maison familiale est non seulement perçu comme un échec individuel, mais aussi comme le signe d'un déclasserment qu'il ne faut pas aggraver par ladite comparaison.

⁴⁴ Alí Primera (1942-1985) est un chanteur, compositeur et militant de la gauche vénézuélienne, ayant été militant du PCV. Ses chansons font partie du répertoire culturel des militants révolutionnaires vénézuéliens et latino-américains. Sa musique est beaucoup promue et mobilisée par les gouvernements chavistes lors des diverses activités publiques : allocutions, activités culturelles, campagnes électorales.

revendiquées par l'organisation⁴⁵. Aux côtés d'Hugo Chávez et de Simón Bolívar, on peut y voir les héros de la période de l'Indépendance Antonio José de Sucre et Ezequiel Zamora, ainsi que les protagonistes de la guérilla vénézuélienne et internationale comme le commandant Elías (Balthasar Ojeda Negretti) et Pakito Arriarán. En effet, la Coordinadora Simón Bolívar revendique des origines historiques et idéologiques dans le mouvement de guérilla des années 1960, et continue à construire des alliances avec des organisations *guérilleras* à échelle internationale⁴⁶. Ainsi, en suivant le boulevard nous arrivons place Manuel Marulanda, en hommage au fondateur et commandant en chef des Forces armées révolutionnaires colombiennes, les Farc⁴⁷. Sur les bancs de cette place nous sommes invités à rencontrer Maritza et Andrés, tous les deux présentés comme des leaders locaux et membres de la Coordinadora. Maritza plus particulièrement nous est présentée comme « l'ambassadrice du *barrio*⁴⁸ ». Andrés nous est introduit comme faisant partie de la famille de Maritza et travaillant auprès d'elle dans les activités associatives du quartier. Avec Andrés, j'ai une conversation qui marquera fortement la suite de mon parcours. En effet, il est le premier interlocuteur ayant une expérience de première main des politiques participatives des gouvernements chavistes avec lequel je peux discuter. Lors de nos échanges, Andrés me raconte comment il a pu participer en tant qu'habitant et leader local à l'installation de la Misión Barrio Adentro dans le 23 de enero. Il m'explique donc comment lui et ses voisins ont reçu les premiers médecins cubains arrivés au quartier, comment ils les ont accueillis chez les uns et les autres en attendant de leur trouver un logement durable, comment ils ont prêté les salons de leurs propres maisons pour en faire des cabinets médicaux d'appoint, et comment depuis ces débuts très précaires la Mission a évolué jusqu'à la construction et à la mise en place des premiers CDI.

⁴⁵ Les *bloques* (blocs) sont des barres d'immeubles (voir *supra*).

⁴⁶ Voir *supra*, ainsi que Mila IVANOVIC, *La démocratie participative dans le Venezuela chaviste : ethnographie politique de trois quartiers de Caracas*, op. cit., p. 51-58.

⁴⁷ David GARIBAY, « Le conflit armé interne en Colombie : échec des solutions négociées, succès apparent de la solution militaire, poursuite des violences », in *Résistances, insurrections, guérillas*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, pp. 127-140. Sur la justice post-conflit, voir Pauline VANDENBOSSCHE, *La quête de justice. Carrières victimaires au sein de la Juridiction spéciale pour la paix en Colombie*, Université Lumière Lyon 2, En cours de préparation. Sur la gestion des réfugiés colombiens en Amérique latine, notamment en Équateur, voir Lucie LAPLACE, *Les politiques de gestion des populations exilées colombiennes en Équateur*, Université Lumière Lyon 2, En cours de préparation.

⁴⁸ Présentation dont une certaine réalité est vérifiable en suivant le compte Facebook de Maritza, qui en effet montre des photos où elle accueille chez elle différents militants internationaux, dont le couple Fernandez-Casado et le comédien espagnol Willy Toledo, ou encore où elle et Andrés accompagnent ces militants durant leurs visites des sites révolutionnaires de Caracas. On observe aussi qu'elle a pu réaliser au début des années 2010 des voyages internationaux, dont des visites à Cuba, en Espagne et en France. En croisant ces informations avec le compte Facebook d'Andrés on peut voir que lors de ces voyages, notamment lors d'un séjour à Barcelone en Espagne, ils participent à une présentation pour des militants de gauche locaux de l'Alliance bolivarienne pour les peuples des Amériques (ALBA), le réseau de solidarité internationale construit par le gouvernement Chávez comme alternative au Traité de libre commerce des Amériques (ALCA), promu par les États-Unis.

L'expérience de la première visite au *barrio* et du récit participatif d'Andrés est une grande surprise. En effet, dans ma famille nucléaire aussi bien mon père que ma mère ont connu une ascension sociale par les études à une époque où les *barrios* vénézuéliens étaient de plus en plus criminalisés par les acteurs du champ politique et médiatiques. Cette trajectoire, soutenue par des valeurs de mérite et de progrès, a produit un éloignement de la géographie des *barrios* au sein de mon cercle familial et amical. En conséquence, durant mon enfance rien n'aurait pu me rapprocher de ces territoires ou d'une quelconque sociabilité avec des personnes issues des *barrios* des villes où j'ai grandi⁴⁹. Plus encore, cet éloignement se reproduit dans les définitions pratiques de mes propres géographies sociales qui m'interdisaient toute exploration en dehors de la ville régulière dont les frontières devaient me protéger d'un ensemble de dangers vaguement définis. Enfin, il s'agit d'une distance sociale qui réduit le *barrio* à un lieu dont il faut se tenir à distance, sans jamais savoir véritablement comment il est construit, ni comment la vie s'y organise. À la suite d'un parcours d'extrême obéissance vis-à-vis des frontières géographiques et sociales que j'ai héritées de mon milieu d'origine, cette visite du 23 de enero s'apparente à une exploration, à un voyage initiatique. Je me sens d'autant plus autorisée à traverser la frontière entre la ville régulière et la ville des *barrios* que je le fais entourée de personnes qui à l'époque font pour moi figure d'autorité.

Il ne s'agit pas seulement d'aller voir le *barrio*, mais aussi de le découvrir en tant que lieu construit à partir de fortes revendications politiques et citoyennes, y compris par l'engagement participatif de ses habitants et leaders locaux. Durant les années de doctorat j'ai été menée à raconter cette anecdote à plusieurs reprises. À l'occasion de manifestations scientifiques, j'ai toujours raconté la même blague : « si j'avais été une meilleure étudiante de science politique, ou si j'avais été plus attentive à mes cours de sociologie de l'action publique, peut être que le récit participatif d'Andrés ne m'aurait pas autant surpris ». Cette présentation critique sous forme d'autodérision révèle une variable à objectiver afin de mieux comprendre mon étonnement quant au récit d'Andrés, à savoir, celle de mon ancienne appartenance aux réseaux historiquement opposants au chavisme. En effet, les politiques participatives des

⁴⁹ Ceci sans compter la présence de femmes issues des milieux populaires qui durant toute mon enfance, l'une après l'autre selon la continuité ou rupture de leurs accords de travail informels avec mes parents, ont travaillé chez nous au quotidien en tant que nounous, femmes de ménage et cuisinières (ce qu'on appelle au Venezuela « una señora de servicio » ou « une femme qui sert »). Si ces relations peuvent être très intimes, notamment quand la présence d'une même femme est durable dans le temps (ce que l'on observe à travers le film *Roma* du réalisateur mexicain Alfonso Cuarón). Cela ne veut pas dire qu'il s'agirait de relations permettant à ces femmes d'ouvrir la porte de leurs espaces de vie populaires aux enfants qu'ils gardent. Ainsi, ayant été gardée, entre autres, par une femme Wayuu de la Guajira vénézuélienne, et encore par une femme noire de la ville de Cabimas – ville de mon enfance –, je n'ai jamais connu leurs lieux de vie, je n'ai jamais acquis une connaissance pratique de leurs espaces géographiques et sociaux d'origine.

gouvernements chavistes se mettent en place durant les années 2000. Ma formation en science politique a commencé à la ULA en 2006. J'aurais donc pu croiser à un moment ou à un autre un des dispositifs participatifs des gouvernements chavistes. Or, tous les interdits géographiques, sociaux et politiques des *barrios* dont j'ai hérités, ont créé des barrières difficiles à franchir qui m'ont longuement éloignée de tout contact avec ces dispositifs et avec l'ensemble des politiques, programmes et manifestations culturelles et artistiques qui se faisaient en lien avec les gouvernements chavistes. Mon espace social et géographique était donc très restreint, au regard du caractère expansif des politiques publiques des gouvernements chavistes, et notamment de leurs programmes d'action publique participative. Facilement identifiables, toute devanture colorée par le rouge ou avec l'image de Chávez était à fuir. Enfin, si mon parcours en France m'avait disposé à mieux prêter attention aux dynamiques participatives, que ce soit par les expériences associatives ou par les enseignements reçus à l'Université, ce nouveau regard critique n'a pas trouvé un ancrage concret jusqu'à ce voyage de retour au Venezuela entre 2012 et 2013.

Si mes propres dispositions m'amènent à avoir un regard admiratif de l'expérience participative de mes interlocuteurs du 23 de enero, cela provient aussi du travail de présentation et de promotion politique auquel s'emploient différents réseaux militants liés aux gouvernements chavistes. En effet, les opportunités offertes aux invités internationaux sont le résultat d'une stratégie politique dans laquelle s'intègre l'accueil de militants internationaux. L'objectif est de tisser des liens durables avec des acteurs et des organisations politiques à l'échelle internationale tout en réaffirmant les liens avec les gouvernements chavistes. Ainsi, l'accueil des militants de la Coordinadora Simón Bolívar n'est pas spontané. Au contraire, l'intérêt de ces militants est de mettre en scène leur quartier comme un bastion révolutionnaire, un haut-lieu de l'histoire des luttes. Ils présentent leur organisation comme ayant forgé des liens forts avec les gouvernements chavistes leur permettant de saisir les opportunités politiques et matérielles que le pouvoir a proposé à travers les politiques participatives. Les militants de la Coordinadora maîtrisent bien cet exercice, les treize années de mandat d'Hugo Chávez ayant attiré de nombreux militants, chercheurs, journalistes et autres acteurs dans leur quartier emblématique⁵⁰. Ils se donnent d'autant plus à cette tâche qu'ils estiment eux aussi que l'avenir du chavisme est en jeu après la mort d'Hugo Chávez. Ainsi, je suis face à une entreprise de promotion des politiques participatives bien rodée et efficace, tout en étant moi-même très

⁵⁰ Sur ce que désigne sous l'expression de « tourisme politique », voir Fabrice ANDREANI, *Les « Français » de l'intelligentsia euro-latino-américaine du pétro-État chaviste au Venezuela (1999-2016)*, Université Lumière Lyon 2, En cours de préparation.

sensible à leur message et ne possédant pas un appareil critique suffisamment construit qui m'aurait permis de mieux objectiver le discours de mes interlocuteurs. Toutefois, il s'agit d'un ensemble d'interactions particulièrement marquantes qui ont inspiré mes réflexions et m'ont donné une grande envie de revenir au Venezuela, aux quartiers populaires de Caracas, et d'explorer en détail le fonctionnement des politiques participatives des gouvernements chavistes. À la suite de ce séjour au Venezuela, et à la fin de mes études de Master 2 à l'Université Lumière Lyon 2, je décide de continuer mon parcours d'études en doctorat avec à l'époque l'objectif d'étudier de nouvelles formes de citoyenneté bâties grâce aux politiques participatives, à travers l'analyse de la mise en place et du fonctionnement de la Misión Barrio Adentro⁵¹.

Par ce terrain avant l'enquête, cette exploration et redécouverte du Venezuela à partir d'un regard critique sur mon propre passé, motivée par le vécu d'un évènement politique et historique ayant de nombreuses implications individuelles et collectives, et fascinée par le récit des expériences participatives, je commence un chemin qui m'amène à construire une question scientifique à partir de ces expériences structurantes. Ainsi, j'initie un parcours de recherche qui se construit à la fois comme un dialogue avec les sciences sociales du politique, et comme un moyen de chercher ma nouvelle place au sein de la société vénézuélienne.

3.1.2. Construire une recherche scientifique comme une expérience personnelle : travailler, militer et circuler pour devenir intégrer le terrain dans le Venezuela post-Chávez

Entre les mois de mai à août 2014 et les mois de mai à décembre 2015, pendant un total de 12 mois, je séjourne au Venezuela afin de réaliser une enquête ethnographique dont l'objectif

⁵¹ Comme beaucoup de mes choix depuis mon arrivée en France en 2009, tout se construit dans l'équilibre entre la continuité de mon parcours professionnel et ma capacité à avoir un statut légal qui me permette de prolonger mon séjour. Ayant fait un master recherche, et ayant été accompagnée par mes enseignants à participer aux concours pour l'obtention d'un contrat doctoral, j'ai été véritablement incitée à poursuivre mon parcours en doctorat. L'inscription doctorale, qui s'est finalement faite durant les premières années à l'Université d'Auvergne avec un contrat doctoral ministériel, a été aussi une première source de stabilité économique et de séjour dans mon parcours d'étudiante étrangère non-européenne. Par ces réflexions il me paraît important d'observer la nécessaire liaison entre le vocationnel et le matériel. Au sein du monde universitaire, je fais partie d'une minorité qui heureusement a pu avoir sa place durant des années tout en traversant des difficultés propres aux parcours des étudiants étrangers : renouveler le titre de séjour, louer un logement sans garants, précarité matérielle – même si celle-ci touche en général les étudiants. Cependant, des parcours comme le mien sont rendus impossibles par l'augmentation de frais d'inscription pour les étudiants étrangers non-européens. Une telle politique brise le projet universel de l'enseignement, le réservant aux élites économiques du Sud global qui sont certainement plus attirées par les institutions dites d'« excellence » concentrées dans le monde anglo-saxon que par les universités publiques françaises, autrefois ouvertes à tous. Voir les ressources proposées par le collectif <https://universiteouverte.org>.

initial est celui d'observer la mise en place des politiques participatives des gouvernements chavistes, et notamment de la Misión Barrio Adentro. Le contact avec le terrain fait évoluer mes questionnements scientifiques et personnels. Lors de ces séjours, construits dans un va-et-vient entre Caracas et Paris, je parcours les quartiers populaires de la capitale vénézuélienne, je travaille au sein des administrations publiques dédiées aux politiques participatives, et je milite dans les organisations populaires se réclamant du chavisme. J'intègre ainsi un terrain qui me permet d'observer et d'analyser les intermédiations militantes de l'action publique participative.

3.1.2.1. Redécouvrir les quartiers populaires vénézuéliens : transformer la peur en revendication

Une fois arrivée à Las 4 esquinas, j'appelle Francisco qui devait venir me chercher. Je suis dans un quartier qui ressemble aux quartiers populaires de la région des Andes, c'est-à-dire, des petites maisons de chaque côté de la rue avec les murs peints de plein de couleurs. Entre elles, les commerces de quartier, les câbles de communication et d'électricité qui s'entrecroisent dans le ciel, et beaucoup de gens dans la rue (du bruit aussi). Attendant Francisco [...] quelques personnes autour de moi ont l'air de remarquer que je suis un peu perdue (je ne suis pas arrivée au point de rdv exact), et que je ne viens pas du coin. [...] Une fois que Francisco arrive, je devais avoir un visage qui exprimait la nouveauté que tout cela signifiait pour moi, et peut-être aussi la crainte, résultat de l'imaginaire autour des *barrios* avec lequel j'ai grandi. Du coup, en arrivant, Francisco me demande de manière ironique « t'as eu peur ? ». Évidemment cette blague est faite pour me mettre en évidence, et pour mettre en évidence les réactions que j'ai eu en arrivant à cet endroit.⁵²

À mon retour au Venezuela au mois de mai 2014, j'ai notamment deux entrées pour commencer à construire mon enquête de terrain. Une première entrée est Alberto, militant argentin que j'avais rencontré en 2013 par le biais de Pedro et qui habite au 23 de enero, et Francisco, habitant du quartier de La Vega, avec qui je suis en contact grâce à un de mes collègues français ayant fait de la recherche sur des terrains vénézuéliens⁵³. C'est cette seconde entrée qui devient progressivement le cœur de mon ancrage dans mon terrain. L'immersion dans le réseau des militants et intellectuels à l'occasion de la mort d'Hugo Chávez constitue ainsi davantage une première approche des politiques participatives des gouvernements chavistes qu'une opportunité d'accès au terrain.

⁵² Note de terrain, 7 mai 2014.

⁵³ Plus concrètement, j'ai été mise en contact avec Francisco par Serge Ollivier, docteur en histoire de l'Université Paris 1-Sorbonne, ayant travaillé sur l'histoire de la relation entre classes populaires et État vénézuélien durant le XX^e siècle. Le profil de Francisco, ici introduit, est détaillé plus précisément *infra*.

Après quelques échanges à distance avec Francisco, il m'invite à faire une première visite du secteur Las Casitas (Les petites maisons) où il vit, tout en haut de quartier de La Vega, au sud-ouest de Caracas⁵⁴.

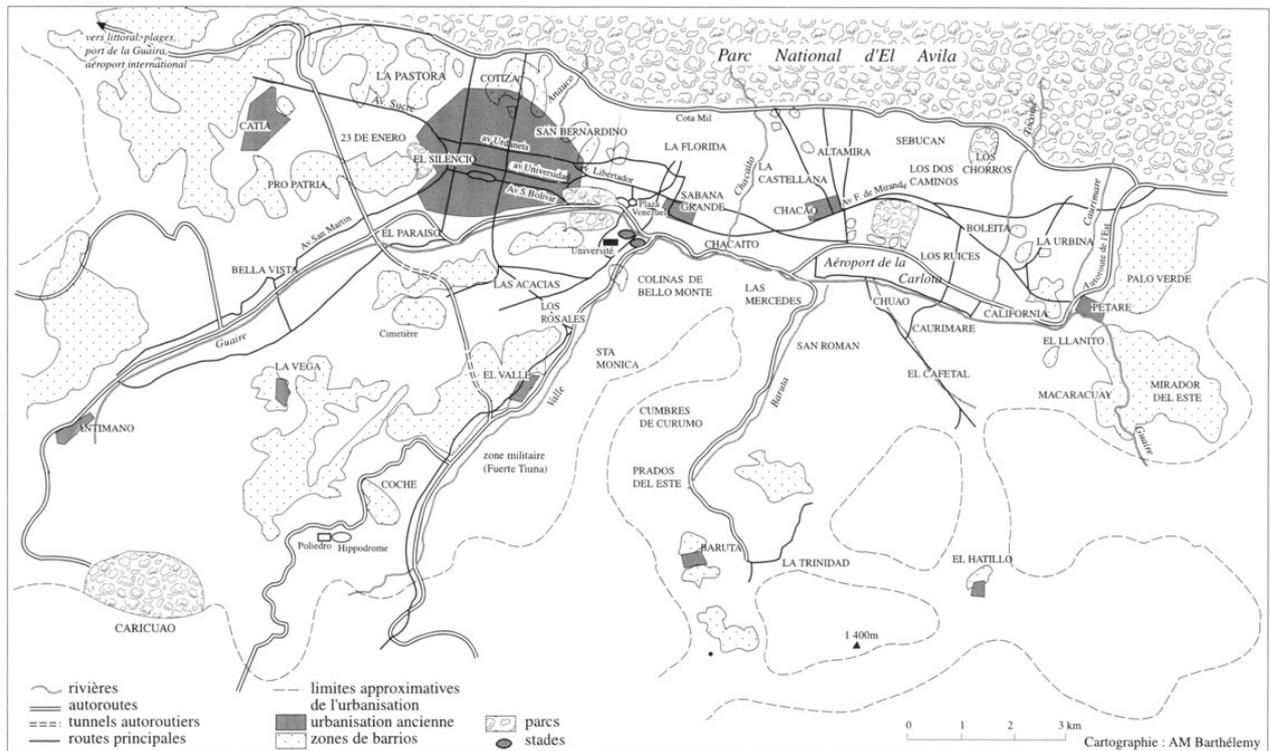


Figure 6 : Les barrios de Caracas⁵⁵

Indéniablement cette invitation comporte une forme de défi pour moi. En effet, un an après mes premières explorations des quartiers populaires de Caracas en 2013, réalisées en suivant un chemin très encadré aux côtés d'intellectuels et militants étrangers venus rendre hommage à Hugo Chávez, j'initie un parcours que je conçois comme devant être plus autonome et devant me permettre de connaître en profondeur la relation entre l'État vénézuélien et les classes populaires urbaines. Ce parcours a aussi une réalité matérielle : un trajet d'une heure et demie en métro et en jeep entre l'auberge dans laquelle je séjourne alors, et le point de rendez-vous que m'a indiqué Francisco⁵⁶. Sur ce trajet, mes notes de terrain sont claires :

⁵⁴ La Vega désigne aussi la paroisse à laquelle appartient le *barrio* du même nom. Elle fait partie de la Municipalité de Libertador.

⁵⁵ Carte tirée de Virginie BABY-COLLIN, « Les barrios de Caracas ou le paradoxe de la métropole », *op. cit.*

⁵⁶ À l'époque l'auberge s'appelait « La posada de la vida » (l'auberge de la vie). À proximité des installations de l'Université Bolivarienne du Venezuela (UBV) au centre-ouest de Caracas, j'avais pris une chambre dans cette auberge après l'avoir fréquentée en 2013 aux côtés des militants espagnols. En effet, l'établissement était tenu par

Une fois arrivée à l'arrêt de jeep, il a fallu attendre une demi-heure pour que le transport arrive. [...] J'ai été pas mal observée par les personnes qui attendaient à l'arrêt avec moi. [...] Étant donné que la jeep montait beaucoup [...], j'ai dû demander aux autres passagers, qui me faisaient comprendre que pour arriver à Las Casitas il fallait aller jusqu'à la fin de la route, et du coup que la distance était certainement plus longue que ce que je pensais.⁵⁷

Oui, j'avais peur. J'avais commencé à saisir par le passé la distance géographique et sociale qui me séparait des *barrios*. Ce premier trajet à La Vega marque le début de mon enquête de terrain. Je décide désormais de me confronter à cette distance à partir de mon travail de recherche.

À la suite de mes périodes d'enquête et après mes années de recherche, la peur vis-à-vis des quartiers populaires vénézuéliens s'est transformée en un regard analytique, nourri des dialogues entre des revendications politiques et des questions scientifiques. Difficile de parcourir les quartiers populaires urbains vénézuéliens aux côtés des acteurs mobilisés construisant des projets politiques pour ces territoires sans être sensible aux revendications de justice sociale dont ils sont porteurs. Dans le contexte des gouvernements chavistes, la question des inégalités sociales prend une nouvelle dimension, car leur discours se construit précisément autour de la lutte contre ces inégalités. Aussi, au milieu des années 2010, parcourir les quartiers populaires implique d'être mise face à l'histoire des mobilisations populaires qui ont porté la lutte pour l'égalité dans l'espace public au point de l'intégrer à l'agenda politique.

Les questions du rôle des sciences sociales dans l'analyse des inégalités et de la place de la chercheuse se pose frontalement. Me réclamant de la méthode ethnographique, je me sais inexorablement étrangère à mon terrain pour plus intégrée que je puisse y être. Le fait d'être une femme vénézuélienne et non-blanche me permet de me rapprocher des terrains populaires. D'autres caractéristiques m'en éloignent : le fait d'être doctorante, vivant en France, née de parents ayant fait des études supérieures. Au sein de cette relation tendue entre des convictions politiques gagnées au cours de mes études, et des questions scientifiques émanant d'un parcours d'enquête très politique, je m'inscris dans une forte proximité avec mon terrain. Ceci m'amène à me positionner comme actrice de ce terrain, en suivant autant que cela m'a paru possible et autant que cela m'a été permis, les acteurs issus des classes et territoires populaires dans leurs

des membres du parti REDES. Il hébergeait divers publics dont des militants étrangers et des médecins cubains travaillant pour la Misión Barrio Adentro. Difficile de savoir exactement par quel biais le parti REDES avait pu accéder à la gestion de ces locaux, mais ils servaient sans au financement des activités politiques.

⁵⁷ Note de terrain. 7 mai 2014.

parcours personnels, amicaux, professionnels et politiques dans le contexte de la Révolution de l'ère post-Chávez.

Ce parcours m'a très vite amené à entrer en contact avec les institutions publiques vénézuéliennes, et notamment avec celles en charge de la mise en place et du fonctionnement des programmes d'action publique participative des gouvernements chavistes.

3.1.2.2. Travailler au sein des administrations publiques des gouvernements chavistes : un bénévolat inconfortablement informatif

Durant le premier mois de mon premier séjour d'enquête à Caracas je suis séparément mes deux principaux contacts de terrain, Alberto et Francisco. Tous les deux me conseillent de rencontrer différentes personnes, de visiter différents lieux et d'observer diverses situations qui à leurs yeux peuvent nourrir ma recherche⁵⁸. En effet, si je leur ai présenté mon envie d'étudier la Misión Barrio Adentro en tant qu'exemple phare des politiques participatives des gouvernements chavistes, je finis par être très peu directive et me laisse porter par leurs conseils. J'intègre ainsi les diverses situations auxquelles ils semblent bien vouloir me donner accès. Par cette dynamique je suis amenée à fréquenter le secteur Las Casitas de La Vega avec régularité, y compris le soir du 31 mai 2014 durant lequel a lieu la fête en honneur de la Croix de Mai et de Saint Jean⁵⁹. Ce soir-là, je vois arriver un groupe d'invités qui, selon mes observations précédentes, ne fait pas partie du voisinage. Francisco nous présente les uns et les autres et c'est ainsi que je rencontre cet ensemble de personnes qui se présentent à moi à la fois comme des militants de diverses organisations des gauches vénézuéliennes et latino-américaines et comme des employés de la Fondation pour le développement et la promotion du pouvoir communal (Fundacomunal)⁶⁰.

Dans cette situation, j'observe les liens forts qui existent entre les organisations populaires et leurs leaders locaux, dont Francisco, et ce profil de travailleurs des administrations publiques

⁵⁸ Sans oublier, bien évidemment, les usages stratégiques que chacun d'entre eux pouvait avoir de ma présence en tant que chercheuse sur leurs lieux de vie, de travail et de militantisme. Par ailleurs, leurs différentes insertions dans les espaces de vie et dans les réseaux militants auxquels ils me présentaient, ainsi que le caractère plus ou moins ouvert des pratiques militantes de chacun de ces réseaux finissent par donner à Francisco un poids bien plus important dans la définition de mon parcours d'enquête par la suite. Par exemple, au 23 de enero, l'héritage guérilléro rend la pratique de la suspicion et du secret bien plus présente qu'entre les proches de la famille Pérez – dont Francisco – à La Vega.

⁵⁹ La fête de la Croix de mai et de la Saint Jean de Las Casitas est un exemple des liens forts entre administrations publiques et quartiers populaires, construits à partir des proximités sociales et politiques entre leaders locaux et militants de gauche travaillant pour ces administrations. Je dédie le chapitre 5 de ma thèse à cette dynamique. Elle est aussi explorée dans mon article YOLETY BRACHO, « L'économie morale de la révolution. Échanges politiques entre l'administration et les associations populaires au Venezuela », *op. cit.*

⁶⁰ Voir *infra*.

des gouvernements chavistes revendiquant des appartenances militantes. Je m'intéresse alors à ce lien, et je déploie des efforts pour suivre en même temps les organisations des quartiers populaires, et les administrations publiques qui travaillent auprès d'elles.

Durant mes deux séjours d'enquête, je tisse les liens nécessaires afin de m'intégrer au sein des réseaux des militants de gauche travaillant pour les administrations publiques dédiées aux politiques participatives. Ce parcours s'inspire des propositions méthodologiques et analytiques des chercheurs qui, comme Vincent Dubois ou Alexis Spire, ont construit des enquêtes qui se donnent pour objet le fonctionnement au quotidien des administrations publiques, et plus précisément de leurs guichets. À la différence de ces travaux, les administrations que j'étudie sont investies par des militants. Ainsi, pour intégrer ces réseaux et observer de près les administrations en fonctionnement, je propose autant que possible mon travail bénévole à la fois pour Fundacomunal (rattaché au MPPCMS) et pour le Cabinet de culture du District capital (dépendant du MPPC), deux entités où je suis les militants employés par ces institutions dans leur travail au quotidien.

Ce travail bénévole, que je propose en échange de l'accès à des observations et à des entretiens, prend la forme d'un travail d'expertise. Prenant au sérieux la définition très politique que ces militants donnent à leur travail dans les institutions publiques, je propose la construction de rapports d'évaluation ainsi que mon accompagnement dans la réflexion sur les méthodes d'organisation du travail au sein de ces institutions.

Extrait du projet de recherche pour Fundacomunal

Les grandes questions :

L'action de Fundacomunal est encadrée par le désir de construire ce que l'on a appelé jusqu'à présent l'État Communal. Un État qui semble être orienté vers le dépassement des structures de l'État bourgeois et devenir un cadre institutionnel qui favorise l'organisation de la base, la gestion par le bas et une nouvelle façon de penser la relation entre le citoyen et les institutions. Malgré tout, il y a encore de grandes questions auxquelles il faut répondre dans ce processus de construction. Parmi elles :

- Qu'est-ce que l'État communal ?
- Comment un tel État est-il construit ?
- Comment est-il prévu d'utiliser les structures de l'État bourgeois pour la construction de ce nouvel État communal ?

Répondre à ces questions, c'est-à-dire réfléchir aux principaux objectifs du travail de la Fondation, est une tâche essentielle pour avancer correctement dans l'action. Cependant, cela doit être fait selon une méthodologie qui nous permet d'éviter le piège du grand débat d'idées sans fondements objectifs. En d'autres termes, éviter le processus « déductif » avec une tendance à imposer, au profit d'un processus « inductif », dans lequel la réflexion est nourrie par les expériences réelles de ceux qui travaillent jour après jour pour construire cet État Communal.⁶¹

En faisant écho aux questions stratégiques de mes enquêtés, j'intègre leurs lieux et réseaux de travail et y suis perçue comme légitime. Même si je n'ai pas de fonction précise dans chaque espace et à chaque instant, et si ma capacité à rentrer et partir des bureaux des deux ministères est subordonnée à l'accompagnement de mes enquêtés les plus proches, je peux régulièrement observer et participer à diverses situations où ces militants portent leur fonction d'employés publics.

Cet exercice est à la fois très enrichissant pour ma recherche et très inconfortable à un niveau personnel. En effet, intégrer en tant que bénévole deux institutions publiques vénézuéliennes, et y observer le travail réalisé au quotidien m'informe des définitions diverses et concurrentes du devoir être et du devoir faire des administrations qui circulent entre les employés publics durant la période post-Chávez au Venezuela. L'enquête m'informe aussi du travail d'intermédiation produit par des militants qui, depuis leurs emplois publics, tissent des liens avec leurs anciens quartiers ou avec les organisations populaires afin de mettre en circulation des biens publics. Enfin, cela me permet de construire une enquête sur les frontières entre action publique et action collective dans le cadre de la mise en place des politiques participatives, et sur les rapports de force qui s'y jouent.

Cette partie de mon enquête est difficile car l'observation des administrations publiques au quotidien met au jour de fortes tensions. Elles sont d'une part, relatives à mes propres définitions normatives de l'organisation du travail et de la fonction d'une administration publique. Les méthodes et les conditions de travail, les objectifs à accomplir, l'accès du public à l'institution, n'ont cessé de m'interroger. D'autre part, un contraste existe entre les aspirations que mes enquêtés nourrissent vis-à-vis de ces institutions et leur fonctionnement au concret.

⁶¹ J'ai réalisé ce projet de rapport (intégralement reproduit en annexes) que j'ai présenté au directeur de la Coordination nationale des processus de Gouvernement communautaire (CNPGC), le 3 juillet 2014. Le CNPGC est une direction de Fundacomunal.

Or, si l'un des propos de mon travail de recherche est de participer à la discussion sur les frontières relativement fluides entre acteurs mobilisés et acteurs étatiques, il est aussi important d'observer les moments où ces frontières sont affirmées par les uns ou par les autres, et le sens donné à cette affirmation. Ainsi, du fait de ma proximité avec mes enquêtés au sein des quartiers populaires, je pouvais partager une certaine insatisfaction à l'égard du travail administratif. La manière dont se construisent les liens entre les agents de l'État et les acteurs qu'ils définissent comme public cible autant que comme alliés politiques suscitait chez moi un malaise.

L'expression de ces malaises personnels issus de mon enquête s'ancre dans un questionnement plus général sur les possibles perceptions et usages politiques de mon travail de recherche. Dans un contexte où le Venezuela vit une longue précarisation économique et politique, il est difficile de présenter un travail basé sur l'intégration au sein de réseaux dans lesquels beaucoup cherchent aujourd'hui des « coupables » à la situation du pays. Or, l'objectif de mon travail est d'analyser ce que faire vivre la Révolution bolivarienne a voulu dire au concret et au quotidien pour les acteurs qui s'en sont réclamés. Ainsi, j'affirme le fait d'avoir construit une intégration rare au sein de réseaux d'acteurs revendiquant des appartenances politiques de gauche, pour beaucoup se réclament du chavisme, et essayant de bâtir ce que pour eux doit alors être un véritable État révolutionnaire. Cet ensemble d'aspirations tiraille mes enquêtés et les mène à produire un travail d'intermédiaires de l'action publique à partir d'une vision qui se veut militante de ces fonctions.

Le militantisme au sein des administrations connaît des prolongements éminemment politiques, voire électoraux. Les acteurs dominants du champ politique pèsent de tout leur poids pour imposer leurs définitions de la Révolution et leur conception du véritable militantisme révolutionnaire. Ces questions émergent tout particulièrement en périodes électorales, durant lesquelles les exigences de ces acteurs ne se trouvent pas nécessairement en accord avec les aspirations des militants des organisations populaires et ceux travaillant pour les institutions publiques. Dans une conjoncture défavorable, ils parcourent ensemble l'expérience de la défaite politique, que je partage avec eux à la fois sur la période d'enquête et en dehors.

3.1.2.3. Militer avec les militants révolutionnaires : se former à la défaite politique

En contexte de gouvernements chavistes et après l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez à la suite de l'élection présidentielle de 1998, les Vénézuéliens sont appelés aux urnes en moyenne une fois par an. Ce rythme soutenu imposé depuis le champ politique sur tous les autres secteurs de la société marque le quotidien de ceux qui se réclament du chavisme et de la

Révolution. Ainsi, lors de mon deuxième séjour d'enquête au Venezuela en 2015, beaucoup de mes espaces et réseaux d'observation sont touchés par l'approche d'une échéance électorale de taille : l'élection parlementaire du début du mois de décembre. En effet, deux ans après la mort d'Hugo Chávez, à un moment où la crise économique se manifeste déjà par l'hyperinflation, le manque de liquidités, la dollarisation de l'économie et la réduction drastique de la dépense publique, les forces politiques se réclamant du chavisme se trouvent en position de perdre la majorité au sein de l'Assemblée nationale face à l'opposition traditionnelle. Ses candidats s'appuient sur le mécontentement de la population pour se présenter comme des porteurs de changement.

Cette échéance électorale a beaucoup été analysée par rapport à la confrontation entre chavistes et opposants⁶². Mon travail d'enquête m'a permis de la connaître du point de vue des clivages internes aux forces du chavisme et de leurs diverses expressions au sein des espaces administratifs, associatifs et politiques⁶³. À l'approche des échéances électorales, les acteurs du champ politique se réclamant du chavisme exigent aux chavistes d'orienter tous leurs efforts vers l'objectif de vaincre les opposants. Cette dynamique s'observe d'autant plus en 2015 : Nicolás Maduro affirme alors que le Venezuela se trouve en situation de « guerre économique » face aux forces impérialistes étrangères et à leurs alliés nationaux. L'impératif électoral oriente par exemple le travail au sein du MPPC vers l'organisation d'événements culturels ayant pour objectif de montrer la cohésion des forces chavistes. Pour nombre d'organisation populaire, ce contexte impose de participer à l'organisation des primaires du PSUV, puis à la campagne électorale à proprement parler, afin de démontrer leur capacité de mobilisation.

Ainsi, ces exigences s'imposent sur des acteurs qui participent de l'expression d'un mécontentement généralisé, même s'ils partagent avec le gouvernement la volonté de protéger la Révolution et ne soutiennent pas les forces opposantes traditionnelles. Les militants des organisations populaires et ceux employés dans les institutions publiques commencent en effet à questionner de manière de plus en plus publique le caractère véritablement révolutionnaire de ce gouvernement. Ainsi, tiraillés entre les injonctions du champ politique et leurs expériences personnelles et collectives, les militants des organisations populaires et ceux qui travaillent

⁶² Voir par exemple Sabrina FLAX, Camila VOLLENWEIDER et Gisela BRITO, « Venezuela: informe post electoral comparativo legislativas 2010-2015 », *Centro Estratégico Latinoamericano de Geopolítica*, 2016 Phil GUNSON, « Elecciones parlamentarias en Venezuela 2015: unos dados cargados », *International Crisis Group*, 26 novembre 2015, URL complète en biblio « Misión de Estudio del Instituto Interamericano de Derechos Humanos. Elecciones Asamblea Nacional 2015 Venezuela », *Instituto Interamericano de Derechos Humanos*, 2016.

⁶³ Je consacre le sixième chapitre de la thèse à l'analyse détaillée de cette échéance, et à ce qu'elle dit des prolongements politiques du travail associatif et administratif des intermédiaires de l'action publique participative.

auprès des administrations publiques construisent diverses formes d'arrangement vis-à-vis de cette conjoncture politique par laquelle ils se savent condamnés à la défaite.

Ils sont alors conduits à réorienter l'offre culturelle de la municipalité de Libertador afin d'accompagner les actes publics promus par les figures fortes du chavisme, tout en piétinant le travail des associations culturelles de terrain. Ils présentent des candidats aux primaires du PSUV pour ensuite les voir déplacés derrière les candidats proposés par les cadres du parti. Enfin, ils construisent une campagne électorale sans candidat, avec la volonté de présenter les exigences législatives des organisations populaires. En somme, les acteurs de mon terrain et moi-même avons produit un travail politique dont l'issue négative était connue d'avance.



Figure 7 : Lancement de la campagne Cada latido cuenta (« Chaque battement de cœur compte »), une campagne sans candidat, promouvant les lois que les acteurs du chavisme dit populaire souhaitent voir promues par les candidats au parlement se réclamant de la gauche.

En effet, si cette issue est connue d'avance c'est qu'une victoire électorale des opposants était plus que probable. Mais la certitude de la défaite ne vient pas seulement de l'issue de la confrontation électorale avec le camp politique adverse. Elle naît aussi des clivages internes au chavisme. Même dans un scénario où les forces chavistes auraient gagné l'Assemblée nationale, ce résultat n'aurait pas garanti pas aux acteurs de mon terrain une issue victorieuse étant donné le décalage qui s'était érigé entre leurs aspirations politiques et sociales et les évolutions du

gouvernement de Nicolás Maduro. Pour mes enquêtés, cette distance est le résultat d'une forme de dénaturalisation de la Révolution qui produit pour eux une véritable perte de sens par rapport aux efforts qu'ils accomplissent à leurs propres échelles. Cette sensation de défaite doit aussi être analysée à partir de la perte de centralité de mes réseaux d'enquête dans les rapports de force internes au chavisme, ce qui les laisse de plus en plus exposés aux conséquences de la chute économique du pays ainsi qu'au caractère de plus en plus autoritaire du gouvernement Maduro.

Toutefois, mes enquêtés tendent à intégrer ces vécus de défaite politique qui se cristallisent autour de la période électorale de 2015, dans la longue histoire des luttes des gauches latino-américaines et vénézuéliennes. Selon ces connaissances historiques et parfois pratiques du devenir des luttes de gauche dans le continent et dans le pays, toute expérience politique de gauche poussée jusqu'aux victoires électorales serait nécessairement mise à l'épreuve des forces politiques réactionnaires qui feraient tout leur possible pour les interrompre. Autrement dit, les gauches au gouvernement ne seraient que des exceptions et les avancées qui seraient possibles durant ces périodes exceptionnelles seraient toujours en danger du fait des attaques internes et externes du système capitaliste global et du conservatisme politique⁶⁴.

C'est ici que mon vécu personnel croise exploration de mon terrain d'enquête durant cette période électorale. En effet, je participe à divers efforts de campagne. Cela est rendu possible par mon intégration préalable au sein de réseaux de militants positionnés entre les organisations populaires et les administrations publiques. Je suis régulièrement invitée à des réunions d'organisation de la campagne. Durant les premières réunions, mon rôle est clairement celui d'une observatrice. Toutefois, à mesure que le temps passe, je deviens une actrice utile aux efforts de campagne. Ma capacité à prendre des notes, à rédiger des comptes rendus ou encore à organiser des activités sur un calendrier collectif est très appréciée. Ce rôle de secrétariat basé sur mes capitaux scolaires (prise de note rapide, capacité de synthèse) et économiques (j'ai avec moi un ordinateur portable récent et rapide, denrée rare sur place), me permet de gagner la légitimité nécessaire pour participer à des discussions de définition des actions et des contenus de la campagne. Dans ce contexte, je participe à des réunions où j'apporte des idées, à l'oral

⁶⁴ À l'inverse de militants révolutionnaires dans des contextes non révolutionnaires, pour lesquels la révolution est une aspiration sans débouché politique envisageable au niveau de l'État. Pour un témoignage historique, voir André THIRION, *Révolutionnaires sans révolution*, Arles, Babel, 1999. Pour une analyse sociologique, voir Florence JOHSUA, *Anticapitalistes*, Paris, La Découverte, 2015.

comme à l'écrit, en reproduisant le langage politique du réseau auquel je suis intégrée, comme je l'avais fait auparavant au moment d'enquêter dans les administrations publiques. Or, ici la reproduction de ce langage n'est pas seulement un acte stratégique au profit de mon enquête. Il s'agit aussi d'un acte de conviction vis-à-vis des actions politiques menées par ces acteurs avec lesquels j'ai déjà tissé des liens forts et qui se revendiquent d'une certaine gauche et d'un certain chavisme populaire. Ainsi, si à l'époque je partage déjà avec nombre de mes enquêtés la conviction du rejet du gouvernement de plus en plus autoritaire de Nicolás Maduro, je suis aussi convaincu qu'il reste politiquement pertinent et honnête d'essayer de renouveler la Révolution depuis l'intérieur. Au cœur de mon enquête de terrain, je vis une expérience de formation de militante de gauche par laquelle j'apprends l'importance du fait de continuer à construire le travail militant y compris quand celui-ci ne peut donner les résultats politiques souhaités. Il s'agit dès le moment de l'enquête d'une expérience politique que j'ai conscience de devoir objectiver, mais que je vis aussi comme une forme de prolongation de mon militantisme au sein des milieux de gauche en France et pour lesquels les déceptions politiques sont aussi monnaie courante⁶⁵.

L'expérience du tiraillement entre les convictions militantes et la certitude de la défaite politique ne se circonscrit pas à la période de mon enquête de terrain entre 2014 et 2015. Elle trouve ses prolongements tout au long de mon parcours doctoral, construit entre les réseaux académiques et militants à sensibilité de gauche auxquels je me suis intégrée en France et au Venezuela, en Europe et en Amérique latine. Dans ce contexte, j'observe mes convictions politiques comme faisant partie structurante de ce qui construit mon approche à la recherche en sciences sociales, et de ma manière de produire le travail de recherche. Elles sont aussi à la base de ce que j'ai construit comme ma question de recherche initiale, et de ses évolutions tout au long de mon enquête. Elles m'ont permis de construire une liaison particulière et forte avec mon terrain d'enquête, et de participer à des scènes d'observation rares. Enfin, mes convictions politiques continuent à participer d'un dialogue bâti à l'aune de connaissances scientifiques à partir desquelles je continue à penser le Venezuela et son devenir⁶⁶.

⁶⁵ Florence JOHSUA, *Anticapitalistes*, *op. cit.*

⁶⁶ Mathilde ALLAIN, « La révolution bolivarienne a-t-elle transformé l'État vénézuélien ? Classes populaires, État et militantisme au Venezuela. Entretien avec Yoletty Bracho », *op. cit.*

Entre la période du « terrain avant l'enquête » en 2013, et les celles d'enquête à proprement parler entre 2014 et 2015, j'ai construit un parcours à la fois personnel et collectif qui m'a amenée à intégrer de manière forte et durable des réseaux de la gauche vénézuélienne et internationale qui ont mis en place et entretenu les politiques participatives des gouvernements chavistes. De ces expériences par lesquelles j'ai pu circuler géographiquement entre les quartiers populaires et les bâtiments des administrations publiques, et socialement entre les organisations populaires et diverses branches des réseaux militants des gauches vénézuéliennes, j'ai conclu au besoin d'étudier la mise en place des politiques participatives du point de vue de ses intermédiations. Ayant eu pour objectif initial d'étudier la mise en place de la Misión Barrio Adentro, le travail d'enquête m'a permis d'observer que les politiques participatives dans leur ensemble dépendent d'un nombre multiple d'actes d'intermédiation entre le champ politique, le champ administratif et les classes populaires vénézuéliennes. Mais encore, j'ai pu observer que ces intermédiations sont réalisées par un nombre relativement restreint d'acteurs, qui revendiquent des appartenances militantes à gauche, et dont le travail est de garantir la tenue de ces intermédiations. En refusant de construire ma recherche à partir de l'observation d'un quartier, d'un dispositif participatif ou d'une institution en particulier mais au contraire en circulant entre tous ces lieux géographiques et ces réseaux d'acteurs, je propose de saisir les politiques participatives des gouvernements chavistes à partir des intermédiations militantes qui les sous-tendent. Cette proposition suppose la réalisation d'une analyse détaillée des intermédiaires militants de l'action publique. La seconde section se donne donc pour objet de décrire ces intermédiaires ainsi que les espaces sociaux au sein desquels ils construisent leur travail d'intermédiation.

3.2. Penser l'intermédiation militante de l'action publique : les intermédiaires, les lieux de l'intermédiation et leurs frontières

Les catégories de militant et d'intermédiaire ne vont pas de soi. Dans cette thèse, je mobilise le terme militant comme un substantif et comme un adjectif, tel que cela se fait sur mon terrain. Je m'approprie donc une catégorie d'usage dans l'objectif d'en faire une catégorie d'analyse. Le terme militant me permet ainsi de désigner l'ensemble des acteurs qui sur mon terrain d'enquête sont porteurs d'une forme d'engagement, qu'il soit politique ou associatif, et

qu'ils présentent comme le fil rouge de leurs diverses carrières professionnelles, associatives et personnelles⁶⁷. Sans céder à l'*illusio* qui s'exprime dans le cadre des récits autobiographiques, il est important d'observer la manière dont ces acteurs font sens de leur vie et du monde qui les entoure à partir des définitions relativement concurrentes du vrai et du faux militant, et du militantisme en tant qu'activité continue qui rythme le quotidien⁶⁸. Ainsi, se saisir de la catégorie de militant comme une catégorie d'analyse permet de rendre compte des frontières du monde social tel qu'elles sont conçues par mes enquêtés, tout en produisant le travail d'objectivation nécessaire à la compréhension de ces frontières.

Au contraire, la catégorie d'intermédiaire est une catégorie d'analyse que je mobilise pour rendre compte de la position de mes enquêtés et de ce qu'ils font quand ils agissent en militants. Plus précisément, il s'agit pour moi de montrer comment des capitaux sociaux, économiques et militants permettent à mes enquêtés de jouer le rôle d'intermédiaires entre les champs politique et administratif d'un côté et les classes et territoires populaires urbaines de l'autre. Ainsi, si ces militants sont en effet en capacité d'« intervenir dans différentes arènes dont les règles, les procédures, les savoirs et les représentations peuvent être éloignées⁶⁹ », ce qui m'intéresse ici est la manière dont ils mobilisent ces capacités afin d'accomplir l'objectif commun de la mise en place des politiques publiques participatives.

Des acteurs diversement positionnés entre les quartiers populaires, les bureaux des administrations publiques et les organisations populaires font partie de la catégorie d'intermédiaires militants de l'action publique. Tous s'intègrent à un maillage qui permet que les programmes et les dispositifs participatifs se déploient et atteignent leurs cibles. Ainsi, penser l'intermédiation militante de l'action publique est possible en refusant « de hiérarchiser

⁶⁷ Le terme de « carrière » est mobilisé dans le cadre d'une perspective interactionniste, tel que j'ai pu le développer en première section. J'ajoute ici la référence à l'entrée sur la carrière militante d'Olivier Filleule dans le *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Ainsi, selon lui, « depuis une vingtaine d'années, la sociologie du militantisme a été profondément renouvelée par une conception du militantisme comme activité sociale inscrite dans le temps, et qui articule des phases d'enrôlement, de maintien de l'engagement et de défection [...]. D'où le recours à l'expression de carrière militante qui renvoie directement à la tradition interactionniste de l'École de Chicago ». Olivier FILLIEULE, « Carrière militante », in *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, pp. 91-98.

⁶⁸ Pierre BOURDIEU, « L'illusion biographique », *op. cit.* Pierre Mercklé et Sylvie Octobre résument très bien la définition bourdieusienne dans les termes suivants : « celle-ci [l'illusion biographique] désignant moins le fait que les agents se mentiraient à eux-mêmes ou mentiraient aux autres que l'idéologie générale qui consiste pour les individus à relire leur trajectoire biographique a posteriori de telle façon qu'ils tendent à conférer une signification unifiée et cohérente aux différents éléments qui la constituent ». Pierre MERCKLE et Sylvie OCTOBRE, « Les enquêtés mentent-ils ? Incohérences de réponse et illusion biographique dans une enquête longitudinale sur les loisirs des adolescents », *Revue française de sociologie*, 2015, vol. 56, n° 3, pp. 561-591, p. 562.

⁶⁹ Olivier NAY et Andy SMITH (dir.), *Le gouvernement du compromis : courtiers et généralistes dans l'action politique*, *op. cit.*, p. 12.

– en surplomb – les différents sites d’interactions entre gouvernés et agences de gouvernementalité plurielles, qui impliquent des participations, des médiations individuelles ou collectives, organisées ou informelles, dans ou en dehors de la légalité, à visée universaliste ou particulariste, autour de l’accès à des biens, à des droits, à la justice et à la reconnaissance⁷⁰ ». Autrement dit, j’intègre au sein de cette catégorie une série d’acteurs qui ont une relation plus au moins formelle et plus au moins constante avec les administrations publiques en charge des politiques participatives, et qui pourtant sont essentiels à leur fonctionnement. J’intègre aussi à la catégorie d’intermédiation militante de l’action publique des actions plus ou moins inspirées par des objectifs universalistes, qui pourtant sont à l’origine de l’accès aux biens publics de certaines couches des classes populaires urbaines. Enfin, j’observe en tant qu’intermédiations de l’action publique des activités qui pourraient être qualifiées de politiques, et qui pourtant se construisent à partir d’usages stratégiques des administrations publiques ayant pour objectif de garantir la circulation des biens entre administrations publiques et quartiers populaires.

Avant de présenter en détail les intermédiaires et les intermédiations de l’action publique participative, il est nécessaire d’évoquer la catégorie de travail. En effet, les catégories d’intermédiation et d’engagement militant entrent en tension avec celles de travail (emploi, contrat, travail au noir), et de travail militant⁷¹. J’observe ainsi les effets que le travail en relation avec l’État produit sur ceux qui se réclament du militantisme⁷². Les militants produisant les intermédiations militantes de l’action publique sont tiraillés entre les analyses politiques et fortement engagées de leur travail au quotidien, les conditions concrètes de réalisation du travail d’intermédiation, et les engagements formels ou informels qui leur permettent d’avoir des revenus et dont ils parlent très peu (contrats de travail, statuts précaires, relation aux employeurs, ou encore durabilité des postes administratifs). Toutefois, la question de la subsistance est perceptible entre lignes, et s’érige en outil qui permet d’objectiver le décalage entre le discours des militants et leurs contraintes matérielles.

⁷⁰ Mounia BENNANI-CHRAÏBI, « Jeux de miroir de la « politisation » : les acteurs associatifs de quartier à Casablanca », *Critique internationale*, 2011, n° 50, pp. 55-71, p. 3.

⁷¹ Sur la manière d’étudier l’engagement à l’aune des outils de la sociologie du travail, voir Maud SIMONET, « L’exploitation des bénévoles ? Des questions de l’enquête au questionnement des catégories », *Sociologie*, 2021, vol. 12, n° 4, pp. 411-418.

⁷² Mathilde PETTE, « Associations : les nouveaux guichets de l’immigration ? Du travail militant en préfecture », *op. cit.*

Dans cette section je me propose dans un premier temps de décrire les intermédiaires militants de l'action publique, pour dans un deuxième temps observer les lieux de l'intermédiation en tant qu'espaces géographiques et sociaux où ce travail est produit.

3.2.1. Les intermédiaires militants de l'action publique : des quartiers populaires aux ministères

Pour présenter les acteurs de mon terrain je propose ici de les classer à la fois par leur degré de proximité avec les territoires et classes populaires, et par leurs positions par rapport aux institutions en charge des politiques publiques participatives. Je présente ici les représentants des quartiers populaires, les serviteurs publics et les élites administratives. Ces trois types d'acteurs constituent ce qui pourrait être observé comme le noyau dur de l'intermédiation militante de l'action publique participative.

3.2.1.1. Les représentants des quartiers et des organisations populaires en tant qu'acteurs à part entière de l'action publique participative

Puisque nous habitons dans le dernier secteur, nous accédons à l'eau les derniers, notre électricité est vraiment la pire, le transport n'a jamais fonctionné, et du coup il a fallu se battre pour tous ces trucs, et normalement la terrasse qui se bat le plus est la dernière et donc c'est elle qui reçoit tout. [...] Donc c'est pour ça que nous avons autant de choses durant cette période. Et plus que nous les donner comme des faveurs politiques, on nous les donne comme le résultat des luttes que nous avons historiquement menées.⁷³

Quand Francisco Pérez parle de son parcours personnel, il tisse un lien étroit entre celui-ci et les luttes menées par le passé par ses parents, l'organisation qu'ils ont bâtie, et les liens que grâce à celle-ci toute la famille entretient avec le quartier où ils résident. En effet, à la fin de sa trentaine⁷⁴, Francisco est désormais à la tête de l'organisation Caribes de Itagua fondée dans les années 1980 par ses parents, Edgar et Alicia Pérez, dans le but de donner un cadre aux luttes pour l'accès aux équipements publics de leur quartier. Caribes de Itagua s'est ainsi vouée au travail social et culturel entre voisins afin de construire et entretenir la communauté⁷⁵. Francisco hérite de la position de notabilité acquise dans le quartier par ses parents, et la prolonge par son engagement dans l'accompagnement de la jeunesse du secteur Las Casitas par le biais de cours de percussions et de photographie. Francisco s'érige ainsi en représentant de l'organisation populaire Caribes de Itagua et du secteur Las Casitas et du *barrio* La Vega. Ici, j'entends la représentation comme étant « d'abord une prétention formulée par un acteur. Elle

⁷³ Entretien avec Francisco. 24 juillet 2014.

⁷⁴ Francisco est né à Caracas en 1977. Lors de notre entretien, il a 37 ans.

⁷⁵ Sur cette notion, voir *supra*.

peut, ou non, être reconnue par les citoyens et ses contours varient selon les contextes dans lesquels elle est produite⁷⁶ ». Dans ce sens, si le caractère représentatif de la représentation peut être discutée par les représentés, et si la position de représentant peut être insérée dans des formes de concurrence entre divers acteurs aspirant à endosser ce rôle, ceci n’empêche pas d’observer les représentants agir en tant que tels auprès d’acteurs externes aux réseaux sociaux dont ils se font les porte-paroles. Dans le cas concret de Francisco et de la famille Pérez, le travail de représentation se fait auprès du champ politico-administratif, et notamment des acteurs en position de faire circuler des biens publics, de manière plus au moins formelle, jusqu’au secteur Las Casitas. Quand Francisco parle de toutes « ces choses [que nous avons] durant cette période⁷⁷ », il se réfère aux divers biens circulant par le biais de dispositifs participatifs et redistributifs que lui et sa famille ont pu faire parvenir au quartier par le biais de leurs relations avec les agents de l’État. Ainsi, lors de mes échanges avec la famille Pérez⁷⁸, ses différents membres mentionnent les nombreux dispositifs, biens, et prestations publiques auxquels leur quartier a pu accéder et dont ils seraient à l’origine. Les acquis les plus marquants sont l’installation du premier cabinet médical de la Misión Barrio Adentro, celle du centre d’accès à internet gratuit par le biais de la fondation Infocentro, et celle du supermarché Mercal, qui vend des produits à prix subventionnés. De ce fait, les membres de la famille Pérez, et plus particulièrement Francisco, sa mère Alicia et sa sœur Ayarí, se présentent comme ayant « d’une part, [des] connaissances des besoins des habitants de [leur] quartier, et, d’autre part, [l’]aptitude à accéder aux services et acteurs politico-administratifs locaux pour y répondre⁷⁹ ». Cette position est à l’origine de circulations de biens, comme celles qui permettent la tenue de la fête de la Saint Jean⁸⁰. Mais elle rencontre parfois des échecs, comme lorsque des

⁷⁶ Marie-Hélène SA VILAS BOAS, « Devenir porte-parole dans les conférences municipales des femmes de Recife, au Brésil », *op. cit.*, p. 72. Voir aussi Olivier COMPAGNON, Julien REBOTIER et Sandrine REVET (dir.), *Le Venezuela au-delà du mythe : Chávez, la démocratie, le changement social*, *op. cit.*, p. 111.

⁷⁷ Entretien avec Francisco. 24 juillet 2014.

⁷⁸ Dont des nombreux échanges avec Francisco puisqu’il s’agit de quelqu’un avec qui j’ai été en contact régulièrement, mais aussi des moments de convivialité dans la maison familiale en présence de sa mère, sa sœur, le mari de sa sœur (décédé des suites d’un AVC quelques mois après sa rencontre), les enfants de sa sœur, et les nombreuses personnes qui entraient et sortaient de cette maison accueillant trois générations de la famille Pérez. En effet, lors de mes périodes d’enquête de terrain la maison des Pérez était toujours aussi bouillonnante que les récits de l’époque des années 1970 et 1980, servant aussi comme lieu de réunion pour diverses initiatives à caractère associatif allant de celles les plus en lien avec le quartier (l’organisation des fêtes populaires afro-vénézuéliennes, dont je parlerai plus tard dans la thèse), jusqu’aux plus internationales (comme l’organisation des activités du réseau de *communicadores* populaires de l’ALBA). Ces nombreuses observations auprès de la famille Pérez ont été complétés par un entretien avec madame Alicia en 2014 et deux entretiens avec Francisco en 2014 et en 2015.

⁷⁹ Marie-Hélène SA VILAS BOAS, « Devenir porte-parole dans les conférences municipales des femmes de Recife, au Brésil », *op. cit.*, p. 84.

⁸⁰ La fête de la Saint Jean a lieu historiquement le premier jour du mois de juin. Dans nombreux quartiers populaires de Caracas ainsi que dans divers villages côtiers revendiquant des origines africaines, se joignent la fête de la Croix de Mai (31 mai) et la fête de la Saint Jean (1 juin) lors de la même célébration. Ainsi, la soirée commence à 18h

représentants de l'Institut national de formation et éducation socialiste (INCES) tentent de transformer le centre d'accès à internet Infocentro en un centre de formation professionnalisant. L'une comme l'autre de ces configurations relève d'une relation régulière entre les membres de la famille Pérez en tant que représentants de leur quartier et les autorités publiques en charge des politiques participatives et redistributives des gouvernements chavistes. Chacune de ces expériences illustre des échanges routiniers avec des travailleurs des administrations publiques également originaires des quartiers populaires de Caracas, désireux d'y faire parvenir les biens qu'ils sont en position de faire circuler.

3.2.1.2. Les serviteurs publics : quand les classes populaires engagées obtiennent des emplois publics

Une fois qu'on a fini ce processus à la mairie... Bon, quand on dit « fini », [ça veut dire] qu'on commence à sortir, parce que normalement on ne reste pas dans les institutions. Mais rester ou transiter dans les institutions, ça a toujours été pour renforcer l'articulation avec les gens du mouvement populaire.⁸¹

Álvaro, ainsi que ses collègues travaillant à la tête de la CNPGC au sein de Fundacomunal, se présente avant tout comme un militant populaire⁸². Lorsque je le rencontre en 2014, Álvaro peut se prévaloir d'une large expérience au sein des institutions dédiées à la promotion des politiques participatives des gouvernements chavistes. Ce long parcours de plus de 10 ans a aussi la particularité d'être intermittent. Il a notamment travaillé pour le développement des politiques culturelles de l'État de Bolívar, ainsi qu'à la promotion de l'accès à l'informatique au sein de la fondation Infocentro. Toutefois, les propos en entretien d'Álvaro démontrent une forte volonté de sa part d'encoder ce parcours professionnel dans le langage militant, se présentant donc comme un militant populaire qui a choisi de travailler au sein de l'État pour en faire un outil révolutionnaire à part entière. Álvaro inscrit son parcours personnel tout d'abord au sein du passé militant de sa famille, dont les membres étaient engagés auprès des associations populaires du quartier de La Vega⁸³. Durant son adolescence pendant les années 1980 et 1990, il s'engage lui-même dans les luttes de la jeunesse, notamment dans les mobilisations contre le service militaire obligatoire construites en lien avec les mouvements de

en hommage solennel à la Croix, et se transforme en fête de percussions, chants et danses à partir de minuit. J'ai suivi l'organisation de ces fêtes lors de mes deux années d'enquête, en 2014 et 2015 au sein de *Las Casitas*, à La Vega. Ces observations seront plus développées lors de la deuxième partie de la thèse.

⁸¹ Entretien avec Álvaro, 11 août 2014.

⁸² Le profil d'Álvaro, ici introduit, est détaillé plus précisément *infra*.

⁸³ Notons ici que Francisco et Álvaro viennent tous les deux du même quartier de la capitale vénézuélienne. J'explorerai cette liaison pas anodine par la suite de la thèse, notamment pour rendre compte des liens concrets entre organisations de quartiers et administrations publiques dédiées aux politiques participatives.

défense des droits de l'homme. De ce fait, le début du parcours militant d'Álvaro se fait après le tournant néo-libéral des années 1980, ce qui l'inscrit au sein d'une génération de jeunes des quartiers populaires vénézuéliens qui perçoit l'État comme un objet de suspicion, présent pour la répression, mais absent dès lors qu'il s'agit d'assurer aux classes populaires un accès convenable aux services publics. En conséquence, Álvaro n'était pas nécessairement prédisposé à travailler durant sa vie adulte au sein des administrations publiques vénézuéliennes avant que les gouvernements chavistes construisent de forts rapprochements entre le champ politique et les organisations populaires. Le contexte est marqué par des efforts d'unification et homogénéisation des gauches partisans et associatives autour du projet révolutionnaire⁸⁴. De plus, l'offre publique participative se développe à grande échelle. De jeunes militants issus des classes populaires, comme Álvaro, sont alors appelés à répondre aux besoins de main-d'œuvre des politiques participatives en devenant des employés au sein des institutions publiques qui en prennent la charge.

Si les militants des classes populaires acceptent ces offres de travail (précaires) venues du champ politique, c'est dans l'espoir d'obtenir des biens matériels et symboliques pour leur propre subsistance et celle de leurs quartiers. Il s'agit aussi de faire vivre les organisations populaires au sein desquelles ils ont débuté leurs parcours d'engagement, et avec lesquelles ils peuvent encore garder des liens. C'est sur ce point que se joue la question de la proximité. En effet, les militants associatifs devenus serviteurs publics sont fréquemment engagés à des postes qui leur confèrent la responsabilité de faire la liaison entre les institutions publiques et les représentants des organisations populaires, ou encore avec les porte-parole des dispositifs participatifs, dont notamment ceux des CC et des Communes. De ce fait, ils sont à proprement parler les *street level bureaucrats* des politiques participatives des gouvernements chavistes⁸⁵. Marie-Hélène Sa Vilas Boas observe comment les représentantes des associations des quartiers populaires de Recife agissent en *street level bureaucrats*⁸⁶. En effet, elles font parvenir aux administrations publiques et aux autorités locales les demandes de leurs quartiers en se servant des places qu'elles occupent au sein des dispositifs participatifs. Ici, je propose de suivre une définition plus classique du terme *street level bureaucrats*. Il s'agit d'observer les acteurs qui, du côté des administrations, reçoivent les interpellations de la part des représentants des

⁸⁴ Ceci en dépit de la pluralité politique. Voir Mathilde ALLAIN, « La révolution bolivarienne a-t-elle transformé l'État vénézuélien ? Classes populaires, État et militantisme au Venezuela. Entretien avec Yoletty Bracho », *op. cit.*

⁸⁵ Michael LIPSKY, *Street Level Bureaucracy: Dilemmas of the Individual in Public Services*, New York, Russell Sage Foundation, 1980.

⁸⁶ Marie-Hélène Sa Vilas BOAS, « Des street level bureaucrats dans les quartiers », *op. cit.*, p. 69-70.

organisations populaires. Autrement dit, je propose un regard complémentaire à celui de Marie-Hélène Sa Vilas Boas pour rendre compte des dynamiques individuelles et collectives qui mènent des acteurs engagés à occuper la place d'employés des institutions publiques.

Le rôle de serviteurs publics en tant que *street level bureaucrats* se joue en tension avec les militants des organisations populaires qui portent un regard ambivalent sur ces acteurs. D'un côté, ils les suspectent de ne pas être capables de garder des liaisons sincères avec les organisations populaires. De l'autre, ils valorisent leur capacité à faire circuler des biens publics jusqu'aux quartiers populaires. Il s'agit alors pour les serviteurs publics d'œuvrer à garder leur légitimité militante et populaire, tout en conservant leur place d'employés de l'administration publique⁸⁷. C'est pourquoi Álvaro présente son parcours au sein des institutions publiques comme « transitoire » et devant « toujours [servir à] l'articulation [du] mouvement populaire⁸⁸ ».

Dans ce va et vient se construit la liaison entre représentants des organisations populaires et serviteurs publics, dont les activités se produisent au sein de cadres administratifs et législatifs entretenus par des acteurs étant plus hauts placés au sein des hiérarchies administratives, atteignant ainsi des postes à capacité décisionnelle.

3.2.1.3. *Les élites administratives : quand les militants de gauche obtiennent des postes à responsabilité*

Ben, je cherchais du travail et donc j'ai écrit à des amis de ma mère (rires), des gens du Chili. En fait, le cercle post-exile est très grand, disons grand non pas en termes de quantité de gens mais en longévité temporelle. Donc des gens qui faisaient partie du Frente, qui militaient avec mère et qui ensuite étaient ici, c'est comme ça que je suis arrivée à la Pedro Gual. Et quand j'étais à la Pedro Gual, je croise le Directeur des Cabinets des États qui à l'époque était Michel Bonnefoy, qui est aussi un Chilien et qui militait au MIR, et donc, je le croise un jour, je m'en souviens, et je lui dis : je suis fatiguée de mon travail au ministère des Affaires Étrangères, et il me dit : mais vient à la Culture !!! (Elle imite des cris enthousiastes.) Et je l'ai rejoint.⁸⁹

⁸⁷ Magali NONJON, « Professionnels de la participation : savoir gérer son image militante », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2005, vol. 70, n° 2, pp. 89-112.

⁸⁸ Entretien avec Álvaro, 11 août 2014.

⁸⁹ Entretien avec Marta. 13 novembre 2015. Au moment où j'ai réalisé cet entretien les attentats de Paris n'avaient pas encore eu lieu. J'ai appris les graves nouvelles en fin d'après-midi, quand je suis rentrée dans mon lieu de résidence de l'époque. Du fait du décalage horaire, la nuit parisienne était bien avancée alors que la soirée vénézuélienne commençait. En apprenant les nouvelles je suis rentrée en contact avec mes amis à Paris, dont beaucoup n'étaient pas au courant de ce qui se passait occupés lors de leurs propres soirées. Les heures qui ont suivi, j'ai rejoint des amis et collègues chercheurs vénézuéliens, qui m'ont accompagné en solidarité durant cet étrange moment où la distance géographique avec la France était très malheureusement une chance mais aussi une souffrance.

Si la proximité sociale encodée dans le langage militant des gauches vénézuéliennes permet aux gouvernements chavistes d'entretenir la liaison entre ses administrations participatives et les organisations populaires, cela n'empêche pas une sélection sociale plus élitiste au moment de choisir les cadres intermédiaires de la fonction publique⁹⁰. Cette sélection ne s'opère pas systématiquement par la formation, phénomène observée par Olivier Quéré dans le cas français. Toutefois, mes enquêtés ont en commun avec ceux d'Olivier Quéré le fait de traverser les filières de formation habituelles pour les cadres intermédiaires des administrations publiques vénézuéliennes. En effet, plusieurs d'entre eux font des études en sciences sociales, notamment à l'UCV, pour ensuite intégrer des postes de cadre au sein des institutions publiques des gouvernements chavistes. Dans le cas vénézuélien il n'existe pas véritablement une figure parallèle de celle du haut fonctionnaire en France. Ainsi, les cadres intermédiaires représentent les élites administratives et sont en contact direct avec les cadres politiques, ministres, des administrations qu'ils rejoignent. À eux donc de traduire les volontés politiques des ministres en actes, et de définir les programmes d'action publique capables d'accomplir les objectifs politiques de la Révolution.

Le parcours de Marta est dans un contraste fort avec celui des représentants des organisations populaires et des serviteurs publics. Marta est née en 1985 en Espagne, lieu de transit dans le parcours d'exil de ses parents, anciens militants du Front Patriotique Manuel Rodríguez (qu'elle nomme El Frente), un mouvement de guérilla issu du Parti communiste chilien qui luttait contre la dictature d'Augusto Pinochet⁹¹. Dans sa petite enfance, elle retourne au Chili pendant que ses parents s'installent au Venezuela. Elle est ensuite « sortie⁹² » du Chili et arrive à Caracas en 1989. Ainsi, Marta m'explique que son « premier souvenir du Venezuela est le Caracazo⁹³ », faisant référence à la révolte populaire contre les politiques d'austérité du gouvernement de Carlos Andrés Pérez et à sa répression⁹⁴. En évoquant la résistance contre la dictature chilienne ou encore la lutte contre les politiques d'austérité promues par les institutions internationales au Venezuela, Marta inscrit son histoire personnelle dans le contexte

⁹⁰ Olivier QUERE, « La fabrique des cadres intermédiaires de la fonction publique », *Gouvernement et action publique*, 2015, vol. 4, n° 4, pp. 33-54.

⁹¹ Laquelle s'installe depuis le 11 septembre 1973, à la suite du coup d'État contre le gouvernement de Salvador Allende, et finit le 11 mars 1990 après le référendum de 1988, et avec l'élection du président Patricio Aylwin au nom de la *Concertation*. Xavier MONTANYA, *Les derniers exilés de Pinochet : des luttes clandestines à la transition démocratique, Chili 1984-1991*, Marseille, Agone, 2009.

⁹² Elle utilise l'expression « me sacaron » laquelle je pourrai traduire littéralement par « on m'a fait sortir ». Toutefois, l'expression en espagnol dénote une certaine difficulté, le fait que cette action de se faire sortir du Chili a été plus que compliqué. Entretien avec Marta. 13 novembre 2015.

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ Voir *supra*.

des luttes historiques des gauches latino-américaines de la deuxième moitié du XX^e siècle. Les capitaux politiques et sociaux de ses parents, exilés dans un pays qui a soutenu ces parcours d'exil, ouvrent la porte pour Marta et sa famille à une vie de classe moyenne intellectuelle dans la capitale vénézuélienne⁹⁵. En effet, Marta grandit à Los Palos Grandes, secteur qui fait partie de la municipalité de Chacao à l'est de Caracas. Ce secteur est connu pour accueillir des établissements commerciaux, de restauration, culturels, et le grand Parc de l'Est rebaptisé en 2002 par le gouvernement Chávez Parc Généralissime Francisco de Miranda, en hommage à l'une des figures de l'indépendance. Dans un contexte économique et géographique privilégié en comparaison à celui des *barrios* de Caracas, Marta fait une grande partie de ses études primaires et secondaires dans le Colegio Santiago de León de Caracas⁹⁶, avant de se faire expulser pour cause de mauvais comportement et de devoir intégrer le lycée public Gustavo Herrera pour obtenir son baccalauréat. Selon Marta, ce changement d'établissement scolaire lui a « changé la vie⁹⁷ ». En effet, elle passe d'un « colegio super prout-prout⁹⁸ » à un lycée « où étudiaient les enfants des femmes de ménage qui nettoyaient les maisons de ceux avec qui j'étudiais avant⁹⁹ ». Marta s'inscrit ainsi dans un parcours où, côtoyant les enfants des classes populaires, elle se serait remémoré les origines populaires de sa propre famille au Chili, retrouvant une sensibilité politique et sociale qui avait guidé le parcours politique des siens par le passé et qui désormais était la sienne.

À la fin de sa formation secondaire, Marta fait des études universitaires en lettres à l'UCV à partir de 2000. De ce fait, Marta fait sa formation universitaire au sein d'une faculté de lettres qu'elle considère conservatrice, mais dans le contexte bouillonnant des débuts du pouvoir chaviste et de ses liaisons conflictuelles avec les Universités historiques vénézuéliennes¹⁰⁰.

⁹⁵ Le gouvernement vénézuélien de l'époque a eu une politique d'accueil d'exilés du cône sud.

⁹⁶ Le mot « Colegio » au Venezuela désigne les établissements d'éducation privés. Ces établissements peuvent proposer l'ensemble de la formation primaire et secondaire, comme ils peuvent se consacrer à l'une ou l'autre des deux étapes de formation des enfants et adolescents. Les établissements publics qui proposent la formation primaire sont eux appelés « Escuelas », et ceux qui proposent la formation secondaire sont appelés « Liceos ». Ces distinctions catégorielles sont très affirmées, notamment par ceux qui assistent aux établissements privés.

⁹⁷ Entretien avec Marta. 13 novembre 2015.

⁹⁸ « ¡Un colegio super sifrino! ». Le mot « sifrino » n'a pas de traduction littérale, mais au Venezuela il s'agit d'un adjectif qui peut être donné aux objets et aux personnes impliquant leur nature élitiste. Loin d'être un compliment, ce terme exprime une critique, aussi forte qu'il se peut quand la critique vient des subalternes, ou des dominants pratiquant des efforts de distinction au sein des milieux dominants. *Ibid.*

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ J'entends par « Universités historiques » les institutions universitaires de longue date dans le pays et en contraste des institutions universitaires, dont l'Université bolivarienne, fondées par les gouvernements chavistes avec l'objectif avoué de donner des meilleures chances aux classes populaires d'accéder aux formations universitaires. Tantôt lieux de militantisme étudiant dans lequel se sont développés les nouvelles élites chavistes et opposantes, tantôt lieux de confrontation entre les autorités universitaires et les gouvernements chavistes. Ces derniers ont construit une relation conflictuelle avec les Universités historiques, et ont produit des formes de répression notamment économiques contre ces structures. La répression physique des mobilisations d'étudiants a

Venant d'une famille chaviste de la première heure, elle explique que c'est durant cette période universitaire qu'elle a tissé des liens personnels avec le chavisme en participant aux mobilisations en soutien à la réforme agraire proposée par Hugo Chávez en 2001¹⁰¹.

Ainsi, à la suite de sa formation universitaire, en mobilisant alors ses capitaux scolaires, militants et sociaux, notamment par le lien avec le réseau d'exilés chiliens au Venezuela, Marta rejoint le MPPC en 2008, au début de sa vingtaine. En rejoignant le ministère elle commence un parcours professionnel qui se fait de manière intermittente entre des phases courtes où elle travaille pour les administrations publiques vénézuéliennes, et des périodes plus longues où elle en ressort. Pendant ces périodes elle garde un lien fort avec les politiques culturelles. Elle est notamment membre fondatrice de la fondation de l'Armée communicationnelle de libération, une coopérative spécialisée dans le design et la communication travaillant pour diverses institutions publiques des gouvernements chavistes¹⁰².

Enfin, au moment où l'on se rencontre, Marta est de retour au MPPC et cette fois-ci à la tête de la Direction générale du suivi et d'évaluation des politiques publiques. Elle est en charge à la fois de la conception des programmes d'action publique du ministère et de l'évaluation des programmes auparavant mis en place. Autrement dit, elle est en position de prendre des décisions qui orientent les politiques publiques auxquelles se rattachent les serviteurs publics et les représentants des organisations populaires. Ainsi, elle peut décider de soutenir les activités culturelles des organisations populaires depuis le ministère, permettant par la suite à l'organisation Caribes de Itagua de chercher ce soutien par le travail d'intermédiation.

Comme les serviteurs publics, les élites administratives construisent un discours sacrificiel quand il s'agit de rendre compte de leur situation d'employés des institutions publiques. Marta évoque que, pour elle, travailler au sein de l'État a constitué un « conflit¹⁰³ » qu'elle n'a dépassé que parce qu'elle « devait aider ces gens¹⁰⁴ », répondant à l'appel d'une très proche amie devenue vice-ministre de la Culture. Ce sacrifice serait consenti dans le but de

aussi été développée, et ceci à grande échelle. María Pilar GARCIA-GUADILLA, « Democracia participativa, protestas sociales y autoritarismo en el socialismo del siglo XXI: el movimiento estudiantil venezolano. », *América Latina Hoy. Revista de Ciencias Sociales*, 2020, n° 85, pp. 73-89.

¹⁰¹ Ley de tierras y desarrollo agrario, Decreto N° 1,546 de 9 de noviembre de 2001.

¹⁰² El Ejército comunicacional de liberación. Leur site internet n'existe plus mais il est encore possible de voir leur travail sur leur page Facebook trouvable comme @ejercitocomunicacional et se présentant comme une « organisation politique ». Sur la politique de promotion des coopératives des gouvernements chavistes, voir Andreia LEMAITRE, Madeleine RICHER et Genauto CARVALHO DE FRANÇA FILHO, « L'économie solidaire face à l'État en Amérique latine. Les dynamiques contrastées du Brésil et du Venezuela », *Revue Tiers Monde*, 2011, vol. 208, n° 4, pp. 159-175.

¹⁰³ Entretien avec Marta. 13 novembre 2015.

¹⁰⁴ *Ibid.*

s'assurer de la continuité du projet révolutionnaire à la suite de la mort d'Hugo Chávez en 2013. De ce fait, ces deux groupes d'intermédiaires, les serviteurs publics et les élites administratives peuvent être considérés comme des « militants institutionnels¹⁰⁵ ». En effet, les profils des serviteurs publics et des élites administratives partagent la particularité d'avoir construit leurs parcours dans une tension entre le rôle de militants associatifs et celui d'agents de l'État. Nous le verrons plus tard, cette tension est à la fois structurelle et structurante pour ces acteurs et pour la manière dont ils construisent leurs rôles politiques et professionnels dans le contexte des gouvernements chavistes.

Les représentants des organisations populaires, les serviteurs publics et les élites administratives se trouvent différemment positionnés vis-à-vis des structures organisationnelles et institutionnelles qui rendent possibles la mise en place des politiques participatives des gouvernements chavistes. Entre les quartiers populaires et les décideurs politiques, ils construisent ensemble ce que je propose d'appeler l'intermédiation militante de l'action publique. Intermédiation, puisque ces acteurs produisent une série d'actions qui permettent de construire les liaisons entre les décideurs et les bénéficiaires de l'action publique. Intermédiation militante puisque ces acteurs présentent et se représentent pour eux même leur travail d'intermédiation comme un travail militant à part entière. Ayant donc fait connaissance des principaux acteurs de mon enquête, à partir d'exemples précis, il paraît désormais utile de connaître les espaces géographiques où le travail d'intermédiation militante de l'action publique prend place.

3.2.2. Les lieux de l'intermédiation : l'espace géographique des intermédiations militantes de l'action publique

Les politiques publiques participatives se construisent dans une géographie complexe, allant des quartiers populaires aux ministères, en passant par les bureaux d'administration et les lieux récréatifs plus ou moins partagés entre intermédiaires militants de l'action publique. Rendre compte des espaces et donc du caractère géographique des intermédiations militantes a aussi pour objet de mettre en évidence la matérialité intrinsèque de ces dynamiques.

¹⁰⁵ Je développe ma discussion avec ce concept au sein du quatrième chapitre. « Militantismes institutionnels », *op. cit.* Rebecca Neera Abers et Luciana Tatagabia : Rebecca ABERS et Luciana TATAGIBA, « Institutional Activism: Mobilizing for Women's Health from Inside the Brazilian Bureaucracy" », *op. cit.*

3.2.2.1. La géographie des barrios : les catégories territoriales à l'épreuve de la multiplicité des espaces populaires

Décrire la matérialité des quartiers populaires vénézuéliens, et en l'occurrence, de ceux de Caracas est une tâche difficile étant donnée la multiplicité de contextes qui se cachent derrière ces nomenclatures. À partir de la présentation de deux principaux *barrios* de Caracas, l'objectif est de rendre compte de la manière dont les frontières propres aux quartiers populaires sont en tension avec les catégories administratives formelles qui les recouvrent.

Une première tension est propre à la géographie politico-administrative de ce qu'on appelle communément la ville de Caracas : la capitale vénézuélienne s'apparente à un mille-feuilles administratif y compris dans ses évolutions les plus récentes¹⁰⁶. Ainsi, la constitution de 1999 crée une Aire métropolitaine de Caracas, connue comme le District métropolitain. Il est composé par cinq municipalités : Libertador, Baruta, Chaco, El Hatillo, et Sucre. Le District métropolitain est gouverné par la Mairie majeure de Caracas. Or, en 2008 la Mairie majeure est gagnée par les opposants au chavisme, dont le célèbre *Alcalde mayor* (Premier maire) Antonio Ledezma, aujourd'hui exilé en Espagne. En avril 2009, le gouvernement Chávez décide de créer une deuxième structure de gouvernement de la capitale, celle du District Capital¹⁰⁷. Le territoire du District Capital est celui de la municipalité de Libertador. Pourtant, cette nouvelle structure sert pour court-circuiter le pouvoir de la mairie métropolitaine tout entière et à la vider de ses prérogatives¹⁰⁸. L'émergence du District Capital a été analysée par certains comme une manière pour le gouvernement Chávez de déjouer le pouvoir de ses opposants à la capitale. D'autres y ont vu un moyen d'empêcher que les opposants aux gouvernements chavistes se servent du pouvoir local pour attaquer à nouveau la présidence, crainte décuplée par l'expérience de la tentative de coup d'État en 2002. Au-delà des lectures concurrentes de la réorganisation de la géographie administrative de la capitale, ce que m'intéresse ici est d'observer comment elle est instrumentalisée par les acteurs politiques afin d'y bâtir leurs rapports de force.

Au moment de mon enquête, en 2014 et 2015, Caracas est donc composée de cinq municipalités, dont celle de Libertador se trouve sous l'égide du District Capital, et celles de

¹⁰⁶ Voir *supra*.

¹⁰⁷ Diego SOTELDO, « Promulgada este martes la Ley de Distrito Capital », 14 avril 2009, URL complète en biblio.

¹⁰⁸ En 2017, l'Assemblée nationale constituante entérine la disparition de l'Aire métropolitaine de Caracas. Rodrigo MARCANO, « Sobre la eliminación de la Alcaldía Metropolitana de Caracas y la del Alto Apure por parte de la ANC », *Provinci*, 21 décembre 2017, URL complète en biblio.

Baruta, Chacao, El Hatillo et Sucre font partie d'une autre entité fédérée à part entière, l'État de Miranda.

Historiquement, la division politico-territoriale de la capitale a eu comme conséquence de regrouper les secteurs populaires dans la municipalité de Libertador. Cette division s'exprime aussi dans le langage courant *caraqueño* par lequel quand on parle de l'Ouest, on évoque les territoires populaires, et quand on se réfère à l'Est, il s'agit de ses territoires les plus aisés. Se recoupent ainsi des catégories géographiques, des catégories administratives et des divisions sociales qui divisent dans la ville en deux¹⁰⁹. À l'Ouest, dans la municipalité de Libertador, se trouvent deux des principaux quartiers populaires de la capitale, La Vega et le 23 de enero. Chacun d'entre eux a une relation spécifique avec la géographie politico-administrative de la ville, en tension avec les catégories d'usage propres à ces territoires.

Le *barrio* de La Vega en tant qu'unité s'est construit sur une très large colline, comme c'est le cas de nombre de quartiers populaires de la ville. Dans le récit de ses habitants, La Vega commence tout en bas de la colline, au rond-point de La India, nommé ainsi du fait de l'interprétation populaire d'une statue qui y est dressée en hommage à l'indépendance vénézuélienne et dont une femme se trouve au sommet¹¹⁰. La statue représente un point géographique et symbolique à la jonction entre la ville régulière, celle des quartiers planifiés par les pouvoirs publics et le marché immobilier, et la ville des *barrios*, construits entre les politiques de logement et l'auto-construction pratiquée par les classes populaires. De plus, La India est aussi le point qui sépare la paroisse populaire de La Vega de celle, plus aisée, de El Paraíso, où se trouve la prestigieuse Université Catholique Andrés Bello¹¹¹.

¹⁰⁹ La connaissance de ces catégories est nécessaire à la compréhension des expériences vécues dans la capitale, et ses habitants tiennent à la signifier. N'ayant pas grandi à Caracas, quand l'on rendait visite à l'un de mes oncles paternels qui y habitait, il tenait à me communiquer les avantages de la vie à la capitale dont il me souhaitait profiter dans ma vie adulte. Cela, en respectant la division Est-Ouest à laquelle selon lui il fallait toujours être attentif. Ainsi, une fois il m'expliqua que sa voiture (récente, avec des sièges en cuir, confortable) se transformait en vieille voiture états-unienne des années 1970 (comme celles conduites par les membres des classes populaires) une fois qu'elle traversait la frontière Est-Ouest, afin de se camoufler et éviter de se faire repérer par des possibles voleurs. Le ton de l'anecdote et la rigolade étaient donc mobilisés pour m'apprendre, en jeune fille *del interior*, à bien respecter les divisions de classe de la ville et à rester dans les espaces propres aux classes dominantes.

¹¹⁰ Entretien avec Francisco. 24 juillet 2014.

¹¹¹ Il s'agit d'une université privée, donc payante. Son nom est celui d'un homme politique et linguiste vénézuélien, ayant été l'un des enseignants du héros de l'indépendance Simón Bolívar. Ayant fait une partie de sa vie au Chili, il est aussi l'un des fondateurs et premier *rector* de l'Université du Chili.



Figure 8 : Le rond-point de La India en juin 2020¹¹². L'accès au quartier est contrôlé par la Garde Nationale Bolivarienne après la détection de cas de COVID-19.

Les *barrios*, étant de larges espaces, ils ont des subdivisions internes dont les catégories peuvent varier d'un quartier à l'autre. Le terme de *barrio* peut désigner une partie interne d'un ensemble plus large qu'on appelle également *barrio*. Ainsi, ce n'est que le contexte qui permet de comprendre à quel point géographique l'on fait référence. Les *barrios* sont aussi divisés par secteurs, se référant à un ensemble de rues d'un *barrio* et auxquelles des raisons à la fois historiques et pratiques confèrent une unité. Ainsi, dans le cas de mon enquête à La Vega, je suis la famille Pérez qui représente le secteur *Las Casitas*. La particularité de ce secteur est qu'il se trouve dans la partie haute et raide de la colline du *barrio* La Vega. Par conséquent, le secteur Las Casitas est construit sur un terrain terrassé, et les habitants du secteur ne font pas référence aux rues mais à la terrasse qu'ils habitent, que ce soit la première, deuxième, troisième ou quatrième terrasse. La famille Pérez habite la quatrième et dernière terrasse, dont les limites

¹¹² Mairet CHOURIO, « Controlan entrada y salida a La Vega por casos de COVID-19 (Fotos) », *Efecto Cocuyo*, 25 juin 2020, URL complète en biblio.

touchent presque celles de la colline. Les terres les plus hautes sont des zones vertes protégées¹¹³.

À son tour, la géographie du *barrio* 23 de enero est marquée par son histoire politique, et sa proximité géographique avec les bureaux des pouvoirs publics. Une des entrées principales au quartier 23 de enero se trouve à la sortie de l'arrêt de métro Caño Amarillo, à une station de l'arrêt Capitolio, où se trouvent les différents bureaux des pouvoirs publics dont notamment l'hémicycle de l'Assemblée nationale ou encore le Palais de Miraflores (palais présidentiel). Comme le *barrio* Le Vega, le 23 de enero est divisé par secteurs, parmi lesquels La Piedrita, Observatorio, Mirador, La Cañada. Or, le passé guérillero propre de ce quartier s'exprime dans ses divisions internes, la géographie locale étant traversée par les rapports de force entre organisations locales (et souvent armées). Ainsi, par exemple, au sein d'un même secteur, une division territoriale existe entre la partie du secteur dont la Coordinadora Simón Bolívar s'érige en représentante et organisatrice, et celle où le collectif Alexis Vive accomplit les mêmes fonctions. Ces divisions géographiques et sociales peuvent avoir des effets importants sur la vie quotidienne de ceux qui habitent ces territoires populaires en dispute. Ainsi, par exemple, le collectif Alexis Vive s'est particulièrement approprié des outils participatifs proposés par les gouvernements chavistes en se constituant en Commune. Par la suite, la commune El Panal (la Ruche) est allée jusqu'à instaurer sa propre monnaie locale en circuit court et sa propre banque locale (BanPanal)¹¹⁴. Entre les territoires revendiqués par la Coordinadora Simon Bolivar et le collectif Alexis Vive, s'érige donc une frontière entre deux organisations populaires qui par l'accomplissement de tâches dites de travail social et d'autres reliées à l'imaginaire de l'autodéfense, structurent la vie quotidienne de ceux qui habitent ces espaces géographiques.

En somme, les exemples du 23 de enero et de La Vega montrent comment, à partir de divisions excluantes entre la ville régulière et la ville des *barrios*, et par les divisions internes propres aux quartiers populaires, se dessine une géographie complexe des *barrios*. Cette géographie ne pouvant pas être saisie par la seule référence à la division territoriale formelle dont l'appartenance à la paroisse civile ou à la municipalité.

¹¹³ Daniel MATO, Alejandro MALDONADO FERMIN et Enrique REY TORRES, *Interculturalidad y comunicación intercultural: propuesta teórica y estudio de experiencias de participación social en la gestión de servicios públicos en una comunidad popular de la ciudad de Caracas*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, 2011, p. 59.

¹¹⁴ « La moneda comunal « El Panal » que circula en el 23 de Enero », *El Estímulo*, 11 décembre 2017, URL complète en biblio.

3.2.2.2. Dans les ministères : les bureaux des institutions publiques en tant que lieux précaires mais stratégiques

Derrière une nomenclature vaste comme celle de ministère se trouvent des lieux très divers au sein desquels s'exercent des activités propres à la puissance publique. Des bureaux les plus formalisés et fermés aux espaces où une certaine fluidité dans la circulation des administrateurs et des administrés fait norme, les intermédiations militantes de l'action publique se produisent aussi dans ces espaces.

Un premier point à relever dans la description matérielle et géographique des ministères est leur position au sein de la ville. S'il est possible de croiser les bureaux des divers pouvoirs publics nationaux et locaux de l'est à l'ouest de Caracas, une concentration particulièrement importante de bureaux ministériels se trouve dans le quartier du centre-ville historique. En effet, à la sortie de l'arrêt de métro Capitolio et en faisant quelques pas dans les rues qui l'entourent, on se retrouve tout de suite face à un mélange d'anciens bâtiments coloniaux et de buildings qui abritent les différents pouvoirs publics vénézuéliens. Dans le quartier du centre-ville on retrouve entre autres les bureaux du ministère du Pouvoir populaire pour les Relations intérieures, la Justice et la Paix (l'équivalent du ministère de l'intérieur en France), le ministère du Pouvoir populaire pour les Relations extérieures (l'équivalent du ministère des Affaires Étrangères), le ministère du Pouvoir populaire pour la Science et la Technologie, le MPPC, le MPPCMS. Ainsi, une poignée de rues quadrillées héritées de l'architecture coloniale et prolongées par l'architecture contemporaine, constituent le cœur du centre-ville historique de la capitale vénézuélienne et représentent un des lieux où la puissance publique est le plus matériellement évidente dans la géographie de la ville.

Les intermédiaires militants de l'action publique parcourent cet espace géographique au quotidien. Dans le cadre de mon enquête, j'ai pu les suivre notamment jusqu'aux bureaux du MPPCMS et du MPPC.

Si les principaux bureaux du MPPCMS se trouvent dans le centre-ville historique, ceux de Fundacomunal se trouvent à l'est de la ville. Les locaux de Fundacomunal se situent à la sortie de la station de métro Chacaito, au début du boulevard de Sabana Grande, longue rue piétonne de presque deux kilomètres qui relie l'est et l'ouest de Caracas. Fundacomunal a son propre bâtiment, très visible grâce à sa devanture colorée où est affiché le nom de la fondation. À la porte des bureaux de Fundacomunal il est courant de voir beaucoup de mouvement. Des voitures rentrent et sortent du parking souterrain, des personnes se retrouvent et discutent à la

porte, ou encore engagent leur départ sur le boulevard de Sabana Grande. Ce mouvement est en contraste avec un hall d'entrée qui fait à peine quelques mètres carrés, et dans lequel les personnes arrivantes sont très vite filtrées et orientées par le personnel de l'accueil. L'accès aux bureaux où travaille le personnel de Fundacomunal est réservée aux personnes autorisées à monter aux étages, selon les instructions obtenues à l'accueil. L'étage où je suis l'équipe de direction de la CNPGC est un espace de travail clairement hiérarchisé. Il se divise entre un grand « open-space » où travaillent les personnels subordonnés, et des bureaux privatifs pour les personnels supérieurs (dont mes enquêtés). Ces bureaux sont néanmoins très sommaires, sans beaucoup de décoration mis-à-part les affiches de différents programmes portés par la fondation et par les gouvernements chavistes. Ils sont aussi sommairement équipés par des ordinateurs assez anciens, une imprimante, quelques cahiers, des livres et autres matériaux de travail. Enfin, un espace commun de cuisine-détente se trouve dans un étage surélevé, donnant sur les buildings caractéristiques de l'architecture de l'est de Caracas.

Le caractère relativement fermé des bureaux de Fundacomunal contraste avec celui plus ouvert des bureaux du Cabinet de culture du District Capital (CCDC), organe culturel de la mairie du District Capital aussi sous l'égide du MPPC. Les locaux du CCDC se trouvent presque à la fin d'une longue rue piétonne qui relie la Place Bolívar, au cœur du centre-ville, et le Panthéon National. Les bureaux en tant que tels sont situés au rez-de-chaussée d'un immeuble de trois étages où se trouvent d'autres bureaux publics, dont ceux de la Fondation Mission Culture. Le rez-de-chaussée est avant tout un long couloir distribuant des bureaux des deux côtés, et, au fond, un bureau relativement plus large qui sert de salle de réunions. Ici, il n'y a pas de hall d'entrée ou de guichet d'accueil. Toutefois, la terrasse qui précède l'entrée au rez-de-chaussée, sous l'ombre des arbres, sert de lieu de repos pour ceux qui arrivent de loin. Il s'agit du premier point de contact entre les administrés et les travailleurs du CCDC en pause. Ainsi, se construit à l'entrée des bureaux une sorte d'accueil informel qui permet de guider les arrivants vers les interlocuteurs pertinents, ou encore de les mettre en attente sur les chaises placées à ce propos le long du couloir, entre les portes des bureaux. Cet espace de travail ne révèle pas les hiérarchies entre les personnels de manière aussi évidente que les bureaux de Fundacomunal. De la même manière, il s'agit d'un espace où l'entrée a tendance à être moins filtrée et la circulation des administrateurs et administrés tend à être relativement courante, au point de créer des problèmes de bruit pour ceux qui y travaillent. Toutefois, une certaine hiérarchie est visible dans la pratique. Les deux premiers bureaux, à droite et à gauche sont respectivement les bureaux de la directrice du CCDC et ceux des employés accomplissant les

tâches administratives les plus proches du public, dont l'accueil des *cultores* et la gestion de leur paie¹¹⁵. À la différence des bureaux de Fundacomunal, les couloirs du CCDC sont volontairement décorés par des photos, affiches, *carteleras*, et autres allusions à la programmation culturelle promue par cette administration. Enfin, les travailleurs du CCDC disposent d'équipements bureautiques tout aussi anciens que ceux de Fundacomunal.

Le centre-ville historique de Caracas abrite les différents bureaux ministériels et administratifs dans lesquels une partie du travail de promotion des politiques participatives des gouvernements chavistes est produit. Leur inscription dans ces zones particulièrement piétonnes de Caracas, en contraste avec les grandes avenues et autoroutes de l'Est, relie les moments de travail à des moments de loisir dont la fréquentation est aussi très importante pour ces réseaux, même si leur accès est loin d'être égalitaire.

3.2.2.3. *La vie culturelle : des lieux de divertissement, d'alliances et d'exclusion*

Les rues qui au centre-ville accueillent les bureaux administratifs font aussi partie de celles où se concentre les lieux de la vie culturelle et nocturne de l'ouest de la capitale. Ces espaces de loisir sont aussi des espaces politiques, s'agissant de lieux où le travail des bureaux environnants se prolonge par des contacts informels dans le cadre de l'offre culturelle et de loisirs promue par les pouvoirs publics.

Ainsi, tout à proximité de la place Bolívar sont installés aux côtés des cafés et bars historiques une série de commerces qui font la promotion de produits du terroir vénézuélien : le café (Café Venezuela) et le chocolat (Chocolate Venezuela). À quelques stations de métro, entre la place des musées et les installations du théâtre Teresa Carreño, et à proximité du parc des Caobos et de l'Université nationale expérimentale des Arts (UNEARTE), émerge une série d'établissements de restauration et de divertissement qui s'adonnent aussi à la vente de produits traditionnels. Cet axe connu comme *El eje del buen vivir* (l'axe du bien vivre) réuni à l'air libre des convives goûtant à la fois des boissons traditionnelles anciennement méprisées (comme la boisson alcoolisée d'origine indigène extraite de l'agave : le *cocuy*), et des encas inspirés de recettes traditionnelles de la cuisine vénézuélienne à base de banane plantain, maïs, et igname¹¹⁶.

¹¹⁵ *Cultor* est un statut proche de celui d'intermittents du spectacle.

¹¹⁶ « Eje del buen vivir, Un espacio cultural y gastronómico para toda la familia », *Venezolana de Televisión*, 18 décembre 2018, URL complète en biblio.



Figure 9 : Eje del buen vivir¹¹⁷

Au sein des installations du théâtre Teresa Carreño, sur un étage surélevé, se trouve le bar Bohemia Noctura, tenu par un homme chilien fier de partager le récit de son militantisme de gauche contre la dictature de Pinochet, dont il aurait construit les prolongements en s'intégrant dans les réseaux des gauches vénézuéliennes notamment grâce à ses connaissances en installation de radios clandestines. Son établissement, accueillant entre autres des concerts de salsa appréciés de son public, est aussi investi à la sortie des spectacles qui se tiennent au théâtre juste en bas. Enfin, la Patana Cultural est une sorte de franchise ayant deux établissements à Caracas, dont un dans les installations du Teresa Carreño et l'autre à l'Est, dans le quartier d'Altamira, à côté du fameux Centre d'études latino-américains Rómulo Gallegos (CELARG).

Au sein de ces divers établissements il est aisé de retrouver les membres des réseaux des gauches vénézuéliennes, des intellectuels et académiques, et parfois des hommes politiques. Ils sont ainsi investis par les intermédiaires militants de l'action publique participative des gouvernements chavistes. En effet, il s'agit de réseaux qui fréquentent et partagent avec plaisir ces espaces du fait de l'augmentation conjoncturelle de leurs capacités économiques, qui s'ancre dans un contexte de valorisation des codes culturels qui leur correspondent. Que ce soit

¹¹⁷ « « Vinila Rocola: Feria del disco de vinilo y rarezas musicales » arrancará en el Eje del Buen vivir », *Desde la Plaza*, 24 avril 2017, URL complète en biblio.

par les images décoratives faisant allusion à Chávez, Castro, le Ché Guevara ou autres personnalités des gauches latino-américaines ; ou par la mise en valeur des divers genres de musique (dont la *trova*, le *bolero*, la *salsa*) et chanteurs contestataires (Alí Primera étant parmi les plus représentatifs) ; ou, comme on l'a vu, par la consommation de produits valorisés comme étant reliés au terroir et à la tradition ; les loisirs prolongent dans l'informalité les liens professionnels par le biais des relations amicales, amoureuses, et militantes. Ces relations participent à la cohésion et à la reconnaissance mutuelle entre les divers acteurs participant de l'intermédiation militante de l'action publique. Ainsi, surgit le caractère politique des loisirs, fortement investi par les acteurs du champ politique. Les politiques dites de « récupération de l'espace public¹¹⁸ » ainsi que l'offre culturelle du MPPC permettent l'installation et le succès de ces établissements.

Le propre des espaces de loisirs et de l'offre culturelle publique est d'être formellement ouverts à tous, tout en étant, dans la pratique, producteurs d'exclusion. Dans ce sens, les intermédiaires militants de l'action publique n'accèdent pas tous de la même manière à ces espaces et n'y peuvent pas séjourner avec la même aisance. Cette différence est particulièrement forte selon les capacités économiques déterminant la possibilité d'une mobilité nocturne. En effet, la nuit à Caracas n'autorise qu'une mobilité piétonne réduite obligeant les personnes habitant loin du centre-ville, et *a fortiori* dans les *barrios*, à prévoir des stratégies pour garantir un retour sécurisé chez eux. Il s'agit généralement de retours en voiture, et en particulier en taxi. Bien souvent, les difficultés liées à la mobilité nocturne se transforment en auto-exclusion pour ceux qui habitent le plus loin et devant payer le plus cher pour retourner chez eux après une sortie. Dans ce sens, les prolongements dans l'informalité des intermédiations militantes est une variable de tension au sein des réseaux d'intermédiaires parfois moins proches socialement que ce que leurs convictions politiques et fonctions administratives partagées laissent paraître.

La géographie de la capitale vénézuélienne est elle-même un personnage qui impose son poids et ses contraintes sur les dynamiques sociales qui s'y déploient. Dans le cas concret des intermédiations militantes de l'action publique des gouvernements chavistes, ces

¹¹⁸ Rossana PEREZ, « Recuperación del centro de la ciudad es un regalo hermoso para Caracas », *ministerio del poder popular para la comunicación y la información*, URL complète en biblio. Pour une analyse académique, voir Olivier COMPAGNON, Julien REBOTIER et Sandrine REVET (dir.), *Le Venezuela au-delà du mythe : Chávez, la démocratie, le changement social*, op. cit., p. 155-160.

intermédiations, ainsi que les acteurs qui les construisent, se trouvent placés socialement au sein de cette géographie, et la parcourent selon leurs propres positions et capitaux. Ainsi, l'est et l'ouest de Caracas déterminent une frontière de classe difficile à franchir. Dans le centre-ville, la concentration des bureaux ministériels et administratifs ainsi que les pratiques de circulation inscrites dans leur architecture, produisent des cadres de travail différenciés permettant plus ou moins le contact avec les publics de ces institutions. Enfin, le prolongement des activités professionnelles par les loisirs engendre ses propres dynamiques de hiérarchisation et d'exclusion entre des intermédiaires à positions sociales différenciées. Ces hiérarchisations s'expriment particulièrement par les divers ancrages résidentiels des intermédiaires entre la ville régulière et la ville des *barrios*. La géographie de la ville est, en somme, le théâtre politique où se déploient les intermédiations qui rendent possibles les liaisons entre le champ politico-administratif et classes populaires.

Conclusion : Explorer les politiques publiques participatives par le militantisme. Militer pour mettre en place les politiques publiques participatives

L'objectif de ce chapitre a été double : explorer les voies militantes à partir desquelles je me suis rapprochée des politiques publiques participatives des gouvernements chavistes, et présenter les intermédiaires militants de l'action publique participative, acteurs au cœur de ma recherche. Les deux objectifs reliés par une perspective méthodologique se réclamant de l'enquête ethnographique à proximité du terrain, et de l'analyse du militantisme en tant que dynamique socialement construite et spatialement située.

L'accomplissement de ce double objectif m'amène dans un premier temps à tisser le lien entre mon parcours personnel, académique et professionnel et mon objet d'étude. Ainsi, j'ai proposé d'observer comment mes propres circulations dans le Venezuela d'après la mort d'Hugo Chávez m'ont rapprochée de manière progressive des réseaux de la gauche urbaine de Caracas, ayant des positions centrales dans la construction et le déploiement des politiques participatives des gouvernements chavistes.

Le rapprochement des réseaux de la gauche *caraqueña* se construit d'une part à la suite d'un parcours critique vis-à-vis de mes positions politiques et celles de ma famille au Venezuela. Ces positions obéissant à la situation économique confortable de mon foyer familial

durant mon enfance, elles ne varient pas après avoir vécu l'expérience du déclassement durant la période de mon adolescence. D'autre part, la proximité avec les gauches urbaines est une forme de prolongement de ma formation académique et de mes expériences militantes en France. Celles-ci m'ont rendu particulièrement sensible aux revendications des organisations populaires de mon pays.

Ainsi, entre la critique du passé et le lien avec les mondes académique et militant, j'ai parcouru la Caracas d'après la mort d'Hugo Chávez en 2013, réalisant une sorte de voyage initiatique entre les hommages publics, le tourisme politique des quartiers populaires et les soirées mondaines de la gauche internationale présente sur place. Ces premiers contacts, formalisés par la suite par mon projet doctoral, m'ont permis de construire une nouvelle approche aux quartiers populaires de Caracas et aux dynamiques sociales qui sous-tendent les relations entre ces quartiers et l'État vénézuélien. Ainsi, en parcourant les *barrios* aux côtés des organisations populaires, en travaillant en tant que bénévole des administrations publiques dédiées aux politiques participatives, et en militant avec les gauches urbaines, j'ai pu constater le rôle joué par une série d'acteurs différemment positionnés entre les quartiers, les administrations et les organisations militantes, accomplissant ce que j'appelle désormais l'intermédiation militante de l'action publique.

Dans une première introduction aux intermédiations et aux intermédiaires qui les construisent, il a été question de penser le militantisme comme une activité qui se construit entre des dynamiques vocationnelles et professionnelles. Dans le langage de mes enquêtés, la présentation de soi en tant que militant de gauche recouvre toutes les activités, qu'elles soient associatives, professionnelles ou encore les loisirs. En ce sens, je mobilise la catégorie de militantisme qui s'imbrique dans les catégories d'usage de mon terrain, pour en faire une catégorie d'analyse qui permet de rendre compte des tensions propres aux positions occupées par les acteurs de mon enquête. Ainsi, à partir de ces propositions catégorielles, je classifie des intermédiaires militants de l'action publique selon leur degré de proximité avec les territoires et classes populaires, et par rapport aux institutions publiques en charge des politiques publiques participatives. Je distingue trois catégories : les représentants des quartiers et organisations populaires, les serviteurs publics, et les élites administratives. La première catégorie, celle des représentants des quartiers et organisations populaires, a pu être décrite comme des *street level bureaucrats* ou encore comme les *guichets de proximité* des politiques distributives mises en place *via* programmes et dispositifs participatifs. Ici je prolonge cette analyse en observant ces représentants comme partie intégrante des réseaux d'intermédiation qui rendent possibles les

politiques participatives. Les serviteurs publics, sont à proprement parler les *street level bureaucrats* des politiques participatives. Leur proximité sociale et militante avec les quartiers populaires est à la base de l'intérêt qui portent sur eux les administrations publiques en charge de la participation. Cette proximité est aussi au cœur des tensions entre ces acteurs et les représentants des quartiers et organisations populaires, notamment quand ces derniers suspectent un éloignement social et politique trop important des premiers qui surviendrait à la suite des parcours d'ascension sociale desquels participent les emplois publics. Enfin, les élites administratives sont à leur tour plutôt éloignées socialement des deux premières catégories d'intermédiaires, mais leurs parcours militants et académiques les rapprochent des revendications des classes et territoires populaires. Ces acteurs produisent les cadres programmatiques et administratifs au sein desquels se construisent les politiques participatives, devenant par-là la dernière maille de l'intermédiation entre champ politique et classes populaires, censée être l'objectif de la participation.

Ces divers personnages, intermédiaires militants de l'action publique, ont pour théâtre la géographie de la ville de Caracas, dont les frontières entre l'Est et l'Ouest, et entre la ville régulière et la ville des *barrios*. Au sein de cet espace, se trouvent les architectures propres des bureaux administratifs intégrés au sein de la géographie sociale de la capitale. Les bureaux trouvent des prolongements à la fois informels et politiques dans les lieux de loisir promus par l'offre culturelle des gouvernements chavistes. Ici, l'importance est d'observer la matérialité de l'intermédiation militante de l'action publique par les lieux et les espaces au concret au sein desquels elle se produit. Ces espaces sont en eux-mêmes producteurs d'ordres sociaux et de contraintes qui proposent un champ de possibles aux acteurs en question.

En conclusion de ce chapitre, j'observe comment les voies du militantisme sont à la fois celles qui m'amènent en tant que chercheuse à rencontrer mon objet d'étude, et celles qui amènent les acteurs de mon enquête à devenir cet objet d'étude. Si les acceptions du militantisme de ces acteurs différemment positionnées entre les champs politique, académique, administratif et associatif sont extrêmement diverses, la question de l'engagement reste au cœur de ces parcours qui disposent à la fois à l'analyse et à l'action. Par le travail de recherche, s'entrelacent de toute évidence les frontières entre les sciences sociales et le monde social, participant à une discussion sur l'autonomisation des sciences sociales et le sens que cette autonomie revêt à différents moments de la pratique de ces sciences au concret.

PARTIE II

Produire les institutions publiques depuis le militantisme, produire la communauté depuis les institutions publiques : ce que les intermédiations militantes font à la relation entre l'État et les classes populaires

Chapitre 4. Le travail militant au sein des institutions publiques : usages révolutionnaires de l'État

S'intéresser aux politiques participatives veut aussi dire s'intéresser aux intermédiations qui les rendent possibles. Dans le contexte des gouvernements chavistes du XXI^e siècle, je propose d'étudier ce que j'appelle les intermédiations militantes de l'action publique participative, et de ce fait suivre les intermédiaires en tant qu'acteurs au centre de ces dynamiques. Pour ce faire, je me place dans le sillage des recherches critiques sur le clientélisme, et plus particulièrement des analyses qui observent les rapports entre patrons et clients de la relation de clientèle comme des « échanges politiques¹ », à savoir, « des relations de domination au sein desquelles la circulation de biens matériels et symboliques est rendue possible par les négociations entre les acteurs en interaction² ».

Pour rendre compte des variables qui déterminent les échanges politiques, Hélène Combes et Gabriel Vommaro³ proposent de mobiliser le concept d'économie morale, concept inscrit dans des controverses scientifiques d'ampleur⁴. En effet, si l'on suit le raisonnement de Johanna Siméant⁵, les multiples usages qui ont été faits de l'économie morale depuis ses origines dans l'histoire et l'anthropologie d'Edward P. Thompson⁶ et de James C. Scott⁷ l'ont éloigné de son sens initial qui permet de rendre compte de manière compréhensive des

¹ Hélène COMBES et Gabriel VOMMARO, « Relations clientélares ou politisation : pour dépasser certaines limites de l'étude du clientélisme », *op. cit.*

² Yoletty BRACHO, « L'économie morale de la révolution. Échanges politiques entre l'administration et les associations populaires au Venezuela », *op. cit.*, p. 81.

³ Hélène COMBES et Gabriel VOMMARO, *Sociologie du clientélisme*, *op. cit.*

⁴ Voir notamment les débats entamés dans Didier FASSIN, « Les économies morales revisitées », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2009, vol. 64, n° 6, pp. 1237-1266. Ces débats sont poursuivis, par exemple sur la base empirique du terrain maghrébin, dans Imed MELLITI et Loïc LE PAPE, « Introduction au dossier : Économies morales », *L'Année du Maghreb*, 2018, n° 18, pp. 11-17.

⁵ Johanna SIMEANT, « « Économie morale » et protestation – détours africains », *Geneses*, 2010, vol. 4, n° 81, pp. 142-160.

⁶ Edward P. THOMPSON, « L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIII^e siècle », in *La guerre du blé au XVIII^e siècle*, Montreuil, Éditions de la passion, 1988, pp. 31-92.

⁷ James C. SCOTT, *The Moral Economy of the Peasant. Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*, Londres, Yale University Press, 1976.

mobilisations des dominés⁸. Ce phénomène est encore plus évident quand le concept d'économie morale est utilisé pour faire référence à une architecture morale (une structure de valeurs partagée) qui n'a pas nécessairement de dimension économique. Cet usage est particulièrement décrié par Johanna Siméant puisqu'il tendrait à produire des explications tautologiques des phénomènes que l'économie morale est censée clarifier⁹. Face à ces mises en garde, Hélène Combes et Gabriel Vommaro proposent de renouer avec la définition d'économie morale d'Edward P. Thompson qui entend par là « une vision traditionnelle et cohérente des normes sociales, des obligations et des fonctions économiques propres des différentes composantes de la communauté [qui suppose] des notions de bien public précises et passionnément défendues¹⁰ ». En ce sens, deux variables principales s'intègrent à l'analyse des échanges politiques par le biais du concept d'économie morale, à savoir : (1) la relation de domination existante entre les acteurs qui participent à l'échange, et (2) l'implication matérielle, et donc reliée à la question de la subsistance, des échanges. « En conséquence, lors des échanges politiques, les acteurs participant de cette dynamique trouvent (ou pas) de la cohérence dans la répartition des biens matériels et symboliques qu'ils opèrent, grâce au partage (ou pas) des définitions du bien public, et du bon rôle à tenir par chacune des parties en interaction¹¹ ». De cette manière, plus qu'un facteur causal, l'économie morale est une disposition, ou en paraphrasant Thompson, une fonction qui n'est pas seulement active en temps de mobilisation contestataire (ou de crise, comme dit l'auteur), mais qui agit dans le déroulement de la vie sociale au quotidien.

Dans le cadre de ma recherche, et en suivant l'appareillage conceptuel décrit précédemment, je propose d'observer comment les liens entre l'État et les classes populaires se construisent par le biais des intermédiations militantes de l'action publique. Ces intermédiations ne se produisent pas seulement entre intermédiaires et publics cibles des programmes participatifs, mais aussi et avant tout entre intermédiaires différemment positionnés dans la chaîne d'intermédiations qui permet de relier le champ politique aux classes populaires. Les échanges politiques à partir desquels se construisent les intermédiations peuvent de plus être étudiés à partir du concept d'économie morale, et dans le cas précis des politiques participatives

⁸ Et non pas par des visions « spasmodiques de l'histoire populaire [qui tendent à voir dans les mobilisations] de simples réponses à des stimuli économiques ». Edward P. THOMPSON, « L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIII^e siècle », *op. cit.*, p. 31. En effet, l'auteur récusé les analyses évoquant la politique populaire comme une politique du ventre, tout en ignorant le sens social et politique complexe des mobilisations populaires.

⁹ Johanna SIMEANT, « « Économie morale » et protestation – détours africains », *op. cit.*, p. 153.

¹⁰ Edward P. THOMPSON, « L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIII^e siècle », *op. cit.*, p. 34.

¹¹ Yoletty BRACHO, « L'économie morale de la révolution. Échanges politiques entre l'administration et les associations populaires au Venezuela », *op. cit.*, p. 82.

des gouvernements chavistes, à partir de la notion « d'économie morale de la révolution¹² ». L'économie morale de la révolution dicte la tenue des échanges politiques parmi les acteurs se réclamant de ladite révolution bolivarienne. C'est donc dans ce cadre que l'on peut comprendre la gestion des biens matériels et symboliques auxquels ont accès les différents intermédiaires militants de l'action publique participative. Ces acteurs partagent l'objectif de la révolution, horizon utopique à construire qui permet la qualification du temps présent et notamment la période vécue sous les gouvernements chavistes – même si leur caractère révolutionnaire est aussi mis en discussion¹³. La révolution ainsi conçue est à la base de l'évaluation des activités collectives (sont-elles stratégiques pour la tenue et la protection de la révolution) et des individus (s'agit-il d'un bon ou un mauvais révolutionnaire ?). En ce sens, il est essentiel de prêter attention à la manière dont les intermédiaires militants de l'action publique sont évalués et évaluent à leur tour les acteurs et les actions qu'ils construisent et qui sont construites par ceux qui les entourent.

Préalablement à ces analyses, il convient de rendre compte de la manière dont j'envisage les intermédiaires militants de l'action publique, et de comment cette catégorie s'inspire et interagit avec d'autres en science politique. J'intègre dans la catégorie d'intermédiaires militants de l'action publique des acteurs qui ont pu être analysés comme faisant partie de deux catégories en dialogue mais distinctes, à savoir celle de militants institutionnels et de leaders communautaires¹⁴. Dans ce chapitre, il s'agira notamment de discuter avec la catégorie de militants institutionnels et d'envisager les extensions qui peuvent lui être données par le biais de l'analyse des politiques publiques.

Le militantisme institutionnel est décrit dans un dossier qui lui est dédié dans la revue *Politix* comme l'activité propre aux militants (associatifs, syndicaux...), qui s'investissent dans divers programmes et dispositifs participatifs tout en étant soumis à la dichotomie de la radicalité versus l'institutionnalisation de leurs mobilisations¹⁵. Le dossier explore le processus d'intégration des demandes issues des mobilisations collectives au sein d'une politique publique¹⁶ ; les contraintes de forme et de contenu imposées à la participation des acteurs

¹² Yoletty BRACHO, « L'économie morale de la révolution. Échanges politiques entre l'administration et les associations populaires au Venezuela », *op. cit.*

¹³ Thématique sur laquelle je reviendrai notamment en troisième partie.

¹⁴ Dont il sera question notamment dans le chapitre 5.

¹⁵ « Militantismes institutionnels », *op. cit.*

¹⁶ Gwenola Le NAOUR, « Entrer dans l'action publique en la contestant. Quand la cause des usagers de drogues devient soluble dans la politique marseillaise de lutte contre le sida et la toxicomanie », *Politix*, 2005, vol. 2, n° 70, pp. 9-28.

mobilisés selon les places qui leur sont attribuées au sein des dispositifs participatifs¹⁷ ; ou encore la façon dont les militants qui s'intègrent au marché de la participation¹⁸ sont en concurrence avec d'autres professionnels de la participation face auxquels ils mettent en avant une authenticité de leurs origines militantes, tout en modifiant leur registre discursif très politique afin d'être perçus comme légitimes par les acteurs qui structurent ledit marché¹⁹. Une des dynamiques centrales issues de ces évolutions des politiques participatives, et notamment de l'intégration d'acteurs avec des carrières militantes à la conception et à la gestion de la participation publique est le processus de professionnalisation de la participation²⁰. Par ce processus, les divers profils militants qui intègrent les politiques et dispositifs participatifs deviennent eux-mêmes des professionnels, pratiquant un nouveau métier construit sur une tension structurelle. En effet, ils doivent à la fois répondre aux exigences des pouvoirs publics par l'homogénéisation ou encore la codification des activités participatives, tout en se distinguant d'autres acteurs du marché de la participation par les codes du militantisme (engagement pour la cause des habitants, connaissance des rapports de force locaux, avoir la capacité de dénouer des conflits, entre autres).

D'une certaine manière, la littérature hétérogène qui parle d'*institutional activism* ou d'*inside activism* fait miroir et prolonge les questionnements propres à la littérature sur le militantisme institutionnel. Rebecca Abers et Luciana Tatagiba définissent l'activisme institutionnel de la manière suivante : « Nous mobilisons le terme activisme institutionnel [*institutional activism*] pour décrire ce que les gens font quand ils prennent des postes de travail au sein des bureaucraties gouvernementales avec l'objectif de faire avancer les agendas politiques ou les projets proposés par les mouvements sociaux²¹ ». En effet, ces travaux inspirés par la sociologie de l'action collective et plus particulièrement par les recherches sur les

¹⁷ Yves LOCHARD et Maud SIMONET-CUSSET, « La parabole de l'Observatoire ou les limites à l'institutionnalisation d'un « partenariat cognitif » avec les associations », *Politix*, 2005, n° 70, n° 2, pp. 51-70.

¹⁸ Alice MAZEAUD et Magali NONJON, *Le marché de la démocratie participative*, *op. cit.*

¹⁹ Magali NONJON, « Professionnels de la participation : savoir gérer son image militante », *op. cit.*

²⁰ Sur cette thématique, sont innombrables les travaux à explorer étant donné l'étendue de la dynamique de la professionnalisation dans les métiers de la participation, et l'intérêt porté à cette dynamique par les chercheurs dédiés à l'étude de la participation. Ici donc quelques références : Laurence BHERER, Mario GAUTHIER et Louis SIMARD (dir.), *The professionalization of public participation*, New York, Routledge, 2017. Alice MAZEAUD et Magali NONJON, « Les enseignements d'une comparaison manquée. Les professionnels de la participation en France et au Québec », *Politix*, 2017, vol. 4, n° 120, pp. 61-86. Loïc BLONDIAUX et Jean-Michel FOURNIAU, « Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ? », *Participations*, 2011, vol. 1, n° 1, pp. 8-35.

²¹ Rebecca ABERS et Luciana TATAGIBA, « Institutional Activism: Mobilizing for Women's Health from Inside the Brazilian Bureaucracy », *op. cit.*, p. 73.

« mouvements sociaux²² », se proposent d'étudier les relations entre la société et l'État dans l'objectif de mettre en discussion cette dichotomie tout en proposant l'idée d'une fluidité entre ces entités aux frontières perméables. Il s'agit donc d'observer l'intérêt des acteurs mobilisés à intégrer des bureaucraties étatiques afin de mieux parvenir à leurs objectifs militants, et de voir quelles ressources et limites sont à leur disposition et les contraignent une fois leurs parcours administratifs engagés. Pour ce faire, le concept de répertoire d'action est adopté pour rendre compte des pratiques propres aux acteurs mobilisés dans leurs interactions avec l'État qui n'impliquent pas seulement des pratiques contentieuses mais aussi de coopération²³. Enfin, ces recherches s'intéressent aussi aux effets de l'intégration des militants dans les rouages de l'administrations publique. Ici, l'on entend par effet la capacité de ces activistes institutionnels à faire bouger les lignes, et notamment à peser sur les décisions publiques relatives aux causes défendues par les organisations dont ils sont issus. Cette analyse en termes d'effets doit nécessairement prendre en compte le contexte politique, social, historique, mais aussi les configurations internes des administrations et les adaptations des répertoires d'action selon ces variables²⁴. Toutefois, une forte limite est constatée pour ces « enquêtes [qui] mobilisent pour la plupart la boîte à outils des études sur les mouvements sociaux, l'action collective ou le clientélisme, sans véritablement dialoguer avec l'analyse des politiques publiques²⁵ ». Ce manque de dialogue est évident lorsque certaines questions qui pourraient être envisagées comme propres aux organisations, ne sont pas suffisamment objectivées. Certaines recherches ne fournissent parfois que peu d'éléments sur les profils et carrières des fonctionnaires dans les guichets, sur le fonctionnement et les routines de ces lieux de rencontre entre les administrations et leurs publics²⁶.

L'objectif de ce chapitre est de participer à combler les limites de la littérature sur l'activisme institutionnel, en participant à l'effort appelé de leurs vœux par Lorenzo Barrault-

²² Pour une discussion sur les divers courants de recherches qui s'intéressent à l'action collective, et donc sur les nombreuses possibilités qui existent pour définir un mouvement social, voir : Érik NEVEU, « Qu'est-ce qu'un mouvement social ? », in *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2019, pp. 5-24.

²³ Rebecca ABERS, Lizandra SERAFIM et Luciana TATAGIBA, « Changing Repertoires of State-Society Interaction under Lula », in *Brazil Under the Worker' Party. Continuity and Change from Lula to Dilma.*, London, Palgrave Macmillan, 2014, pp. 36-61, p. 38.

²⁴ *Ibid.*, p. 39.

²⁵ Lorenzo BARRAULT-STELLA, Antoine MAILLET et Gabriel VOMMARO, « Étudier les transformations de l'action publique en Amérique latine. De terrains « exotiques » à la fécondité conceptuelle d'enquêtes situées. », *op. cit.*, p. 19.

²⁶ *Ibid.* Une exception importante vient des recherches sur des terrains argentins et grâce aux travaux comme celui de Gabriel VOMMARO, « Une bureaucratie para-étatique mouvante. La production locale du Welfare des précaires en Argentine à l'ère du capitalisme postindustriel », *op. cit.*, et celui de Luisina PERELMITER, *Burocracia plebeya: la trastienda de la asistencia social en el Estado argentino*, *op. cit.*

Stella, Antoine Maillet et Gabriel Vommaro de faire dialoguer les recherches sur l'action collective avec celles de l'analyse des politiques publiques en prenant comme objet d'étude le fonctionnement quotidien des administrations publiques. Dans ce chapitre, il s'agit donc de voir les intermédiaires militants de l'action publique en action, et plus précisément ceux qui en effet ont des fonctions administratives formalisées par des emplois au sein des institutions publiques des gouvernements chavistes du XXI^e siècle. Il s'agira donc d'observer dans un premier temps les relations que ces intermédiaires militants construisent avec d'autres employés publics, *fonctionnaires*, ne partageant pas nécessairement avec eux leurs objectifs politiques révolutionnaires. Dans un deuxième temps, on analysera les relations que les intermédiaires ont avec les *compañeros*, d'autres intermédiaires plus bas placés dans les hiérarchies administratives avec qui il existe un accord tacite selon lequel les emplois publics sont avant tout des opportunités stratégiques pour atteindre les objectifs révolutionnaires. Inscrits dans l'économie morale de la révolution, les intermédiaires construisent ou évitent des échanges avec les acteurs qui les entourent, faisant des administrations publiques du chavisme un enjeu de lutte. Se croisent ici des littératures sur les mobilisations et sur l'action de l'État, dans l'objectif de penser l'action publique en tant qu'action collective, ainsi que d'observer comment les catégories militantes deviennent des catégories administratives, participant donc à la hiérarchisation du monde social.

4.1. Des échanges limités : la critique des *fonctionnaires* à l'égard de l'exigence de dévouement des intermédiaires militants

Une des fonctions accomplies par les intermédiaires militants de l'action publique participative dans le contexte des gouvernements chavistes est la gestion interne des institutions publiques en charge des politiques participatives. Ces acteurs sont appelés à occuper des places hautes au sein des hiérarchies administratives, obtenant ainsi le pouvoir de penser leur organisation ainsi que les relations entre les divers profils personnels et professionnels qui y travaillent²⁷. Depuis ces positions dominantes, les intermédiaires se trouvent face à d'autres personnels des administrations qui ne partagent pas nécessairement leurs valeurs politiques ou leurs objectifs révolutionnaires. Ces *fonctionnaires* tendent à opposer des formes de résistance

²⁷ Leur position est comparable à celle des cadres intermédiaires de la fonction publique en France. Sur cette thématique, voir Olivier QUERE, *L'atelier de l'État : Des cadres intermédiaires en formation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022. Julien BARRIER, Jean-Marie PILLON et Olivier QUERE, « Les cadres intermédiaires de la fonction publique. Travail administratif et recompositions managériales de l'État », *op. cit.*

aux mandats des intermédiaires, provoquant le mécontentement de leurs supérieurs. Au sein de ces relations en tension, les codes sociaux et politiques de l'engagement propres aux carrières militantes des intermédiaires deviennent des outils de travail à part entière, utiles à la fois pour la concertation mais surtout pour l'affirmation hiérarchique.

4.1.1. Gouverner Fundacomunal avec les fonctionnaires : la mise en cause de la participation comme outil du travail administratif

Quand les intermédiaires militants se retrouvent à la tête d'une des institutions centrales au sein de la politique communale des gouvernements chavistes, les enjeux sont de taille. Il s'agit en effet de faire en sorte que la Fondation pour le Développement et la Promotion du Pouvoir Communal (Fundacomunal) soit utile à l'avancement de la révolution, et notamment au développement des Communes et Conseils communaux (CC) à échelle nationale. Pour ce faire, la fondation en tant que telle doit elle aussi être une expression du caractère participatif du projet révolutionnaire. Or, ce projet ne fait pas consensus parmi les personnels. Ainsi, quand la réforme de Fundacomunal est lancée, les fonctionnaires saisissent l'opportunité pour questionner à la fois le projet et les méthodes de travail participatives qui iraient à l'encontre de leurs besoins en tant que travailleurs publics. Codifié par les catégories propres au militantisme, à la participation et à la révolution, ce conflit de travail est résolu par les acteurs en position hiérarchique selon leur définition de ce que doit être la fonction d'une institution publique en contexte révolutionnaire.

4.1.1.1 Fundacomunal comme lieu de militantisme : investir une institution publique par le sacrifice militant

Fundacomunal est « une entité déconcentrée du ministère du Pouvoir populaire pour les Communes et les Mouvements Sociaux (MPPCMS)²⁸ ». La fondation est née durant les années 1960 sous le nom de Fundacomún. À l'époque, elle avait pour fonction d'accompagner et soutenir les initiatives citoyennes, dont notamment les projets des associations de voisins. Dans le contexte des gouvernements chavistes, le nom de la fondation est modifié pour faire allusion au projet de l'État communal et aux politiques participatives du pouvoir populaire. Ainsi, Fundacomunal est placée sous l'égide du MPPCMS, et en devient une instance d'appui

²⁸ Selon le site officiel de Fundacomunal : <https://www.comunas.gob.ve/fundacomunal/>

notamment pour la promotion et mise en place des CC et Communes en tant que dispositifs phares de la politique participative territoriale²⁹.

Toutefois, même si la fondation dépend du MPPCMS, Fundacomunal est une institution à part entière avec un fonctionnement et une hiérarchie interne propres. En 2014, la fondation comprend un organe de direction central, dont la présidence et le conseil exécutif, d'où surgissent ses deux principaux bras opérationnels, la Direction exécutive et la Direction générale. Chacune d'entre-elles a ses propres subdivisions, appelées Bureaux pour celles issues de la Direction exécutive, et Coordinations pour celles issues de la Direction générale. Cet organigramme est complété par un niveau décentralisé, celui des antennes installées dans chaque état fédéral du pays nommées Coordinations des États.

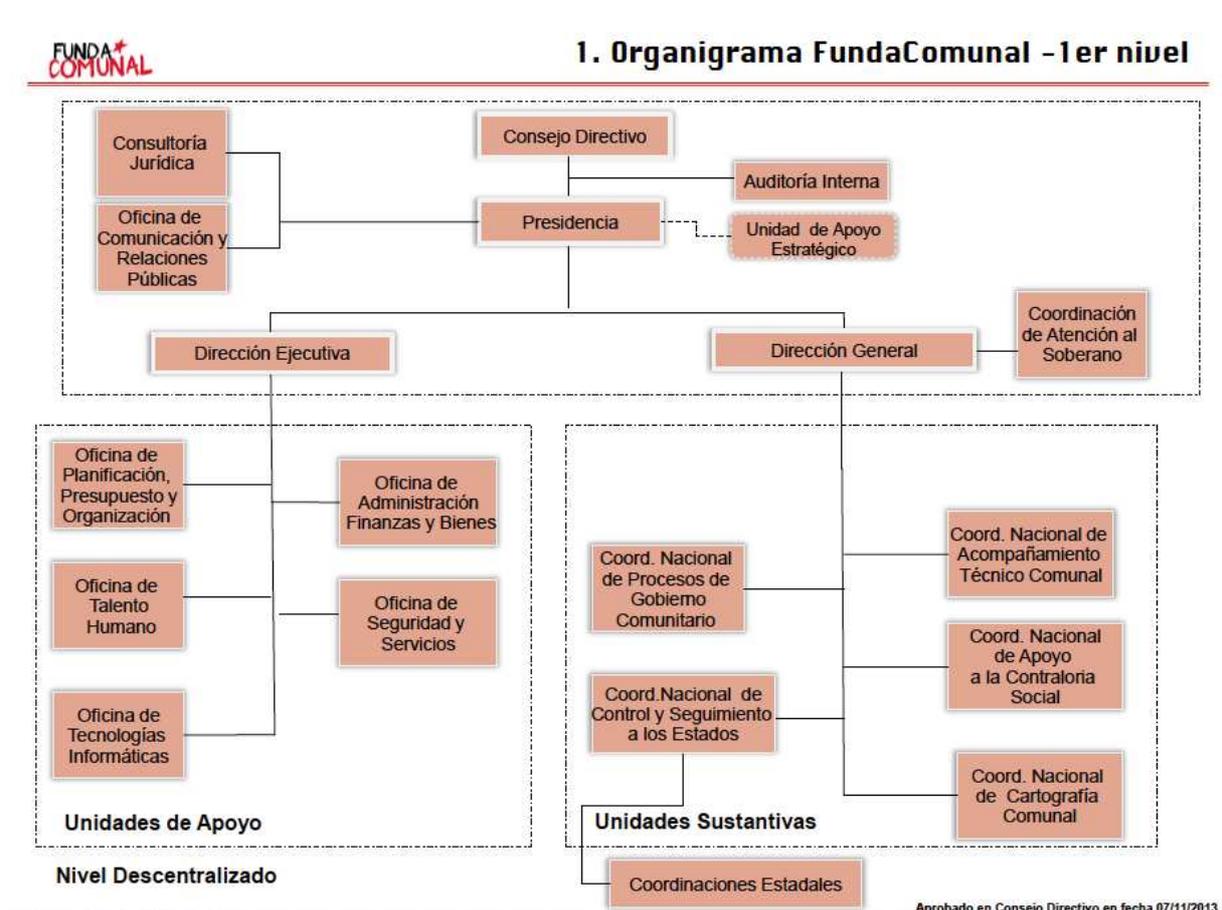


Figure 10 : Schéma d'organisation interne (au 1er niveau) de Fundacomunal. Approuvé en 2013, et encore valable l'année 2014 durant la période d'enquête.

Si selon l'organigramme de Fundacomunal les différentes coordinations partagent la même position hiérarchique, lors de mon enquête j'observe qu'une des coordinations prend une

²⁹ Pour une description plus détaillée de ces dispositifs participatifs, voir *supra*.

place particulièrement importante dans la gestion interne de la fondation, à savoir la Coordination Nationale des Processus de Gouvernement Communautaire (CNP GC – située au centre de l’organigramme ci-dessus). En effet, à la tête de la CNP GC se trouvent Álvaro, Karina, Simón et Pablo. Tous les quatre peuvent se prévaloir de carrières militantes au sein de diverses organisations des gauches vénézuéliennes et latino-américaines, et travaillent désormais en tant qu’employés des administrations publiques des gouvernements chavistes. Ces militants ne sont pas n’importe quels employés : ils constituaient ensemble l’équipe politique de Raúl, président de Fundacomunal.

Description des parcours militants des intermédiaires militants de l’action publique participative à Fundacomunal

Álvaro est un homme issu du quartier de La Vega, à Caracas, dont l’histoire militante se développe autour des engagements de sa famille pour le logement des classes populaires. Plus tard, il s’investi dans les luttes propres à la jeunesse des quartiers populaires urbains du Venezuela, notamment celles autour des droits humains et contre le recrutement militaire forcé.

Karina est une femme aussi issue d’un quartier populaire de Caracas. Elle a connu une ascension sociale par les études. Ses liens avec le monde militant se construisent au sein de l’école du travail sociale de l’Université Centrale du Venezuela, haut lieu de syndicalisme étudiant et de recrutement des cadres intermédiaires des politiques participatives des gouvernements chavistes. Elle rédige un mémoire de fin d’études sur les organisations populaires du quartier de La Vega.

Simón est un homme issu des classes moyennes urbaines de Caracas. Sa famille, originaire de Colombie, s’installe au Venezuela pour fuir le conflit armé qui marque l’histoire contemporaine de son pays. Étant donné cette sensibilisation à l’international propre à son parcours de migrant³⁰, Pedro s’engage au sein d’associations de solidarité entre le Venezuela et la Colombie, et de promotion de la paix en Colombie (dont l’association *Colombia no está sola*).

Pablo est un homme issu des classes moyennes intellectuelles argentines ayant milité dans les organisations issues des *villas* (quartiers populaires) de Buenos Aires. Comme beaucoup d’autres militants des organisations des gauches argentines, Pablo développe à distance une certaine admiration pour la révolution bolivarienne, et décide de voyager au Venezuela pour

³⁰ Pascal DAUVIN et Johanna SIMEANT, *Le travail humanitaire : Les acteurs des ONG, du siège au terrain.*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 77.

travailler à son soutien. Toutefois, à la différence d'autres de ses compatriotes, il entreprend son voyage seul et non pas avec l'encadrement d'une de ces organisations.

Ces différents profils se retrouvent dans des espaces de liaison entre militants de gauche (cafés autogérés, salles de réunions associatives, appartements de militants, locaux de quartier), où est promue la vision participative de la révolution bolivarienne par laquelle des militants des organisations des gauches vénézuéliennes et latino-américaines se voient invités à travailler dans les administrations publiques qui gèrent les politiques participatives, pour devenir donc des intermédiaires militants de l'action publique participative.

Sur le terrain, on appelle équipe politique les ensembles formés par des intermédiaires qui ont des parcours militants et professionnels proches, et qui se retrouvent à passer d'une institution à une autre en suivant une figure centrale ayant la capacité de décrocher des offres d'embauche dans le secteur public. Dans le cas de Fundacomunal, et plus précisément des intermédiaires retrouvés au sein de la CNPGC, la figure centrale est celle de Raúl, qui après avoir été le coordinateur national de la fondation *Infocentro*³¹ est félicité pour sa gestion et par là-même sollicité pour devenir président de Fundacomunal. Ces dynamiques se produisent dans un contexte vénézuélien où les emplois publics ne s'obtiennent pas par concours, et ils ne sont pas nécessairement des postes permanents. De ce fait, leur répartition est relativement flexible et leur durabilité est un enjeu pour ceux qui les obtiennent³².

Observons que pour les intermédiaires militants de l'action publique, le travail au sein des administrations publiques, ou « dans l'État³³ » comme ils le nomment, est une forme de don de soi ou d'acte de dévouement qu'ils accomplissent afin de garantir la bonne santé de la Révolution³⁴. En effet, dans un imaginaire de militants de gauche pour qui l'État est l'instrument de domination bourgeois par excellence, ledit travail dans l'État comporte le risque

³¹ *Infocentro* est une fondation issue du ministère de la Science et de la Technologie née en 2007 et dont l'objectif est de construire une politique d'accès à l'information et à internet. Les centres *Infocentro*, installés principalement dans les quartiers populaires, prennent la forme de salles d'informatique disponibles gratuitement.

³² Iselin Asedotter STRONEN, *Grassroots Politics and Oil Culture in Venezuela: The Revolutionary Petro-state*, *op. cit.*, p. 167.

³³ « Trabajo en el Estado » selon l'expression en espagnol.

³⁴ Cette discussion renvoie à celle de la salarisation au sein du milieu humanitaire : « La salarisation et le métier n'apparaissent pas, à l'inverse, comme une panacée pour leurs opposants : l'humanitaire ne doit pas être un métier, il requiert un dévouement et un enthousiasme qu'il n'est pas possible de garder tout le long d'une « carrière ». La salarisation risquerait de transformer les salariés des ONG en « fonctionnaires » peu motivés, préoccupés avant tout de leurs intérêts propres et de la justification de leur utilité. Tuant la dimension militante de l'humanitaire, elle risquerait de surcroît de transformer les équilibres de pouvoir au sein des ONG en faveur de salariés souvent non médicaux ». Pascal DAUVIN et Johanna SIMEANT, *Le travail humanitaire : Les acteurs des ONG, du siège au terrain.*, *op. cit.*, p. 116.

de dénaturer le bon militant et de le faire dévier de son chemin. Or, dans un contexte révolutionnaire, l'État devient un objet stratégique ayant la potentialité d'être un outil de transformation sociale, à condition qu'il soit investi par les bons révolutionnaires, et qu'ils en fassent bon usage. Se pose alors ce que l'on pourrait appeler la question de l'État, construite à partir du constat, partagé entre intermédiaires militants, d'une dichotomie entre la nature proprement bureaucratique et oppressante de l'État, et sa potentialité émancipatrice. Comme l'exprime Marta :

Après que Chávez meurt je me dis « ben merde, personne veut travailler dans l'État », finalement c'est bien confortable, [...] de ne pas te taper les heures de bureau et les tâches de merde qui sortent d'ici parfois, et les responsabilités fatigantes, et gérer des équipes, bref, tu ne te tapes rien de tout ça. Mais donc, qui se le tape ? [...] Donc c'est un peu un acte de, ben, je vais faire le pari d'assumer ce truc.³⁵

Ici « assumer ce truc³⁶ » revient à faire le sacrifice pour la révolution qu'un bon militant révolutionnaire devrait faire. Il s'agit d'intégrer les forces vives des administrations publiques des gouvernements chavistes et de se donner à la promotion du pouvoir populaire, donc à la mise en place et au fonctionnement des politiques participatives. Ce sacrifice est conçu comme temporaire :

Une fois qu'on a fini ce processus à la mairie... Bon, quand on dit « fini », [ça veut dire] qu'on commence à sortir, parce que normalement on ne reste pas dans les institutions. Mais rester ou transiter dans les institutions, ça a toujours été pour renforcer l'articulation avec les gens du mouvement populaire.³⁷

Le propre des parcours professionnels des intermédiaires militants de l'action publique est de suivre les offres d'emploi dans les administrations. Toutefois, étant donné les rapides évolutions des politiques participatives des gouvernements chavistes³⁸, et le caractère précaire des contrats qui leur sont proposés, ces intermédiaires bougent régulièrement d'une institution à l'autre. La notion sacrificielle de leur militantisme révolutionnaire sert donc à donner un sens politique à une précarité qui dans d'autres contextes serait probablement dénoncée comme un effet du néolibéralisme au sein des institutions publiques. Ainsi, le bon révolutionnaire travaille

³⁵ Entretien avec Marta, 13 novembre 2015.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Entretien avec Álvaro, 11 août 2014.

³⁸ Pour une analyse détaillée des évolutions de ces politiques lors des périodes des gouvernements chavistes (donc périodes présidentielles d'Hugo Chávez et de Nicolás Maduro) lors des premières 20 années du XXI^e siècle, voir *supra*.

dans l'État pour le bien-être de la Révolution, mais il n'y reste pas trop longtemps, car il ne faut pas qu'il se dénature et s'éloigne trop des organisations populaires.

En effet, si les intermédiaires militants s'inquiètent de *ne pas trop rester dans l'État*, c'est bien aussi parce que leurs places au sein des institutions publiques sont considérées comme problématiques par eux-mêmes, et par nombre d'acteurs avec qui ils sont en interaction. Ainsi, une des préoccupations courantes des intermédiaires militants est de garder et de soigner leur image de celle de vrais militants de gauche³⁹ à la fois pour eux-mêmes, pour leurs collègues de travail au sein des institutions, et pour les militants des organisations populaires⁴⁰. L'image de militant est investie, y compris lors des passages à vide en termes professionnels :

J'étais dans un proj... j'étais plutôt en train de gérer le quotidien de manière autonome avec un taxi, mais toujours dans la perspective de la nécessité de chercher des points de jonction, d'articulation et de mobilisation qui permettent aux gens de se retrouver grâce aux mobilisations, de se reconnaître dans les expériences d'autrui, et d'apprendre de l'expérience d'autrui, tout en contribuant à ces processus.⁴¹

Ainsi, l'on est militant y compris quand on est conducteur de taxi, et quand on retrouve un nouvel emploi dans une institution publique, on y revient car on n'a jamais cessé d'être militant, d'être un bon révolutionnaire, et de travailler pour la réalisation des objectifs stratégiques des organisations populaires dans le contexte de la révolution bolivarienne.

Que ce soit pour faire sens pour eux-mêmes des parcours professionnels dans lesquels ils suivent les offres d'emploi précaires des gouvernements chavistes, ou encore pour offrir des preuves de leur engagement aux autres acteurs des réseaux militants, les intermédiaires militants mettent en avant ce qui serait le caractère sacrificiel de leurs activités en tant qu'employés publics et cherchent à tirer des bénéfices de ce sacrifice. Agissant en bons révolutionnaires, les intermédiaires militants de l'action publique participative se placent en position d'obtenir des rétributions matérielles et symboliques de la part de ceux qui dans le champ politico-administratif bénéficient de leur travail⁴². Ces rétributions prennent souvent la forme de l'obtention de nouvelles offres d'emploi dans le secteur public, et notamment au sein

³⁹ Magali NONJON, « Professionnels de la participation : savoir gérer son image militante », *op. cit.*

⁴⁰ Les rappels à l'ordre sont monnaie courante dans les interactions entre intermédiaires militants et militants des organisations populaires. S'expriment dans ces dialogues la version vénézuélienne de le « d'où tu parles ? » du mai 68 français, à savoir, « parles-tu en tant qu'association ou en tant qu'institution ? ». Mila Ivanovic discute ces enjeux à partir de l'exemple de Chaca : Mila IVANOVIC, *La démocratie participative dans le Venezuela chaviste : ethnographie politique de trois quartiers de Caracas*, *op. cit.*, p. 283.

⁴¹ Entretien avec Álvaro, 11 août 2014.

⁴² Daniel GAXIE, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, n° 1, pp. 123-154.

des institutions de pilotage des politiques participatives. C'est ainsi que Raúl devient le président de Fundacomunal, et qu'il part vers ce nouveau poste avec toute son équipe politique, formée par Álvaro, Karina, Simón et Pablo, en la plaçant à la tête de la CNPGC.

Les cadres analytiques partagés entre intermédiaires militants en termes de définitions de l'État, de ses fonctions dans la société et de ses potentiels usages stratégiques en contexte révolutionnaire, ont des effets concrets sur la pratique, et notamment dans le travail produit par ces acteurs au sein des institutions publiques qu'ils investissent. Ceci est visible dans le cas de Fundacomunal, et plus précisément dans le cadre d'une situation qui éveille des tensions entre les différents profils professionnels qui se croisent dans la fondation, à savoir, l'appel à la réforme de Fundacomunal par la présidence de la République, et transmise aux premiers concernés par le ministre des Communes et des mouvements sociaux.

4.1.1.2. Réformer Fundacomunal : révolutionner l'État depuis l'intérieur

En 2014, le sociologue Reinaldo Iturriza se trouve à la tête du MPPCMS. Pour les acteurs du réseau d'intermédiaires que je suis à travers de mon enquête, il est perçu comme un allié politique de taille. Ainsi, le ministre Iturriza n'est pas seulement un supérieur hiérarchique, il est aussi un camarade :

Le camarade Reinaldo Iturriza est nommé ministre. [...] On crée la figure des CC, puis on propose l'organisation du peuple en Communes dans une logique de construction, à partir du territoire, d'un modèle en termes politiques, en termes économiques, en termes d'autogestion, et de formation. Et là bon, bien évidemment en consonance avec Reinaldo, qui est avant tout quelqu'un qui vient des organisations populaires et qui participe au travail de coordination de ces organisations, nous nous sommes intégrés en tant qu'équipe au sein de Fundacomunal.⁴³

En suivant le camarade Iturriza, mais aussi Raúl en tant que figure centrale de l'équipe politique, Álvaro, Karina, Simón et Pablo arrivent à Fundacomunal et se donnent l'objectif précis de la reconstruction de la politique de gestion interne de la Fondation, de l'amélioration du traitement des demandes du public, et de la définition d'un horizon stratégique vers la promotion de l'autogouvernement populaire⁴⁴. Très vite, ils sont en situation de mettre cet objectif à l'épreuve.

⁴³ Entretien avec Álvaro, 11 août 2014.

⁴⁴ Note de terrain, 6 juin 2014. Ici la catégorie d'« autogouvernement populaire » fait écho à l'une de nombreuses nomenclatures proposées par les gouvernements chavistes pour rendre compte des processus d'organisation et mise en place des dispositifs participatifs territoriaux dont les CC et les Communes. Il est fait référence à cette catégorie dans la Loi organique du pouvoir populaire de 2010 qui dans son article 14 énonce que

En effet, au mois d'août 2014 les intermédiaires militants sont intégrés dans un rapport de forces complexe entre le cabinet de la présidence de la République, le MPPCMS et la direction de Fundacomunal en vue de la réforme de la fondation.

Pour orienter cette réforme, le cabinet de la présidence de la République est censé émettre un décret et propose la conformation d'une junta organisatrice⁴⁵ qui aurait pour rôle de repenser l'organisation de la fondation. Le ministre Reinaldo Iturriza exige d'avoir son mot à dire à la fois sur la composition de la junta, et sur les méthodes à suivre pour définir les contenus de la réforme, proposant que le tout se réalise à partir de pratiques participatives. De son côté Raúl, en tant que directeur de Fundacomunal, semble chercher à garder une place dans ce processus de réforme. Pour ce faire, il prend appui sur les directions des différents bureaux et coordinations de la fondation, et notamment sur son équipe politique à la tête de la CNPGC, afin de devancer le décret et la junta en proposant au ministre une méthodologie de consultation et un diagnostic des problèmes de la fondation. Ces deux propositions, la méthodologie de consultation et le diagnostic préliminaire, doivent être construites à leur tour à partir des méthodes participatives⁴⁶.

À ce stade, deux constats semblent nécessaires. Le premier, la place de la norme participative dans le processus de réforme. À l'instar des dynamiques propres à la circulation de la norme participative dans les processus de réforme de l'État, inspirés du New Public Management⁴⁷, les gouvernements chavistes ont aussi mobilisé la participation comme outil pour le gouvernement de leurs institutions publiques. Dans le contexte spécifique de la réforme de Fundacomunal, on peut voir comment la participation est revendiquée par les acteurs dans les hautes hiérarchies administratives à la fois comme un idéal mais aussi comme des pratiques concrètes à mettre en place en vue de la réforme de la fondation. Toutefois, il est possible d'observer une utilité stratégique à la revendication participative : celle de permettre à ces

« L'autogouvernement communal et les systèmes d'agrégation qui surgissent entre ses instances sont des espaces d'action du Pouvoir populaire dans le développement de sa souveraineté, à travers l'exercice direct de la part des communautés organisées, de la formulation, exécution et contrôle des fonctions publiques, en accord avec la loi qui régle ladite question ».

⁴⁵ En espagnol : *junta organizadora*

⁴⁶ Notes issues d'enregistrement audio. 12 août 2014. Les données recueillies sur le terrain qui me permettent de rendre compte de ces dynamiques ont été récoltées lors d'une réunion de préparation d'une proposition de méthodologie de consultation des travailleurs de Fundacomunal sur l'avenir de la fondation qui a eu lieu le 12 août 2014. Ainsi, les positions au sein de ce rapport de forces sont analysées à partir des échanges entre mes enquêtés principaux, les intermédiaires militants de l'action publique au sein de Fundacomunal, et leurs subordonnés de la CNPGC. J'observe les enjeux de la réforme à partir des interactions entre ceux qui en vivent les conséquences directes, même si de manière contrastée selon leurs positions au sein de l'institution en question.

⁴⁷ Alice MAZEAUD, « L'instrumentation participative de l'action publique : logiques et effets. Une approche comparée des dispositifs participatifs conduits par la région Poitou-Charentes », *op. cit.*, p. 61.

hauts-fonctionnaires de réclamer une place légitime, aux yeux du cabinet de la présidence⁴⁸, dans le processus de réforme de Fundacomunal.

Le deuxième constat est relatif à la manière dont ces rapports de force ruissellent dans Fundacomunal, et sur les dynamiques d'organisation et de gestion interne à la fondation. Ici, serait difficile d'expliquer l'appui que la présidence de la fondation prend sur les directeurs de la CNPGC afin de construire sa proposition de méthodologie et de diagnostic en vue de la réforme, sans considérer la relation que Raúl entretient avec son équipe politique. Il est donc possible de voir de manière précise et dans la pratique ce que les liens militants entre employés publics produisent en termes de gestion interne des institutions publiques de la participation. Il s'agit d'une répartition de tâches et de rôles qui passe par les liens informels, et qui s'impose aux hiérarchies formelles des structures administratives. Ainsi, les militants prennent appui sur leurs liens de confiance pour mettre en place les actions nécessaires afin d'accomplir leurs objectifs politiques. Ici, le ministre, le président de Fundacomunal et les directeurs de la CNPGC partagent l'objectif de ne pas laisser au cabinet de la présidence de la République l'exclusivité sur la définition de la réforme de Fundacomunal. Pour ce faire, les pratiques participatives sont mobilisées à la fois comme des outils de travail mais aussi comme des revendications stratégiques pour conserver une place au sein de ce processus. La revendication de la participation devient donc un moyen pour accomplir l'objectif de construire la révolution depuis l'État, en militant dans l'État⁴⁹.

Toutefois, garder sa place dans le processus de réforme n'est pas une mince affaire, encore moins quand les conditions de travail, conséquence des temporalités de réforme relativement méconnues et imposées par le haut, sont loin d'être idéales.

En effet, devancer le décret de réforme et la junte organisatrice par la proposition d'une méthodologie de consultation et d'un diagnostic préalable veut dire se positionner sur des enjeux politiques qui dépassent la fondation en tant que telle. Ainsi, Fundacomunal étant une institution importante au sein des politiques participatives des gouvernements chavistes, elle se retrouve au milieu des luttes entre divers réseaux qui composent le chavisme. Ces réseaux sont en concurrence entre eux pour avoir la mainmise sur les institutions promotrices de la participation. Il s'agit donc de voir comment derrière cette invitation à la réforme de Fundacomunal, se joue un rapport de forces qui cherche à déplacer le ministre Reinaldo Iturriza

⁴⁸ Voir *supra*.

⁴⁹ Luisina PERELMITER, *Burocracia plebeya: la trastienda de la asistencia social en el Estado argentino, op. cit.*

de ses fonctions⁵⁰, au profit d'un représentant des réseaux plus proches de la direction du Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV) et de ses dirigeants membres du gouvernement de Nicolás Maduro⁵¹. En ce sens, quand les acteurs organisés autour d'Iturriza, dont Raúl et son équipe politique, déploient d'importants efforts pour se positionner face à la réforme de Fundacomunal, ils le font en sachant que leurs places au sein de la fondation sont en jeu. En effet, le départ du ministre Iturriza impliquerait la destitution de Raúl en tant que président de Fundacomunal, et sans doute la fin des contrats de travail de son équipe politique au sein de la fondation.

Mais si l'enjeu de se placer dans les rapports de force qui s'expriment autour de la réforme de Fundacomunal est clair, la manière de le faire est une autre question. Ainsi, quand Raúl demande aux équipes de direction des divers bureaux et coordinations internes à la fondation de proposer une méthodologie de consultation pour la réforme, et de l'appliquer pour construire un premier diagnostic, il impose une exigence de taille. En effet, cette démarche exige tout d'abord de définir une méthodologie participative de consultation potentiellement applicable au sein des bureaux centraux de Fundacomunal, et dans chacune de ses antennes dans les vingt-et-trois états fédérés qui forment le Venezuela. Cela implique aussi de faire un premier test de cette méthodologie. Le tout devant être réalisé dans le temps imparti. En effet, le lundi 10 août 2014 les directeurs des bureaux et coordinations de Fundacomunal, dont ceux de la CNPGC, participent aux premières réunions aux côtés du directeur de la fondation qui leur présente les

⁵⁰ Ministre qui est en effet destitué de ses fonctions quelques jours plus tard, le 2 septembre 2014, pour prendre ensuite le rôle de ministre du Pouvoir populaire pour la Culture (MPPC) jusqu'au mois de janvier 2016. À cette date il est définitivement mis à l'écart du chavisme de gouvernement. Reinaldo Iturriza a été remplacé à la tête du MPPCMS par Elías Jaua, homme politique proche d'Hugo Chávez depuis les années 1990 et ayant été, entre autres, vice-président de la République durant la période 2010-2012 et qui lui-même a aussi été plus tard exclu du chavisme de gouvernement. Sur les purges au sein des gouvernements chavistes, voir le travail d'Adriana Boersner Herrera (University of South Carolina Aiken). Notamment, « Elite Purges in Venezuela », présentation au congrès de la Latin American Studies Association, 2021.

⁵¹ Ici je pense notamment aux membres du « Front Francisco de Miranda », une organisation de jeunesse fondée par Hugo Chávez en accord avec Fidel Castro « face au besoin qu'avait la révolution vénézuélienne d'avoir dans sa population des acteurs sociaux solides et effervescents comme cela est requis lors de processus profonds de changement, réformes et transformations » : « Que es el Frente? », URL complète en biblio. Les militants du *Frente*, comme l'organisation est appelée sur le terrain, ont fait des voyages à Cuba et ont été formés dans ce que l'on appelle des écoles de cadres. Constitués en réseau, les membres du *Frente* sont réputés pour avoir des relations strictes et hiérarchiques, pour construire des cercles sociaux et militants étroits et difficilement pénétrables, et pour vouloir garder une centralité à la fois politique (via le PSUV) et administrative (via les institutions participatives) au sein du projet révolutionnaire. Ils sont perçus comme des adversaires redoutables par les réseaux du chavisme que j'ai suivis dans mon enquête, qui se réclament à leur tour d'une école de formation propre aux organisations populaires qui serait moins hiérarchique et plus participative. Pour connaître le rôle du Frente Francisco de Miranda dans le fonctionnement de Fundacomunal dans une période relativement proche, mais postérieure à mon enquête, voir le chapitre 6 « State as a Battlefield » de l'ouvrage Iselin Asedotter STRONEN, *Grassroots Politics and Oil Culture in Venezuela: The Revolutionary Petro-state*, op. cit., p. 156-184.

enjeux de la réforme. Ils apprennent ce jour-là que le rendu d'une proposition méthodologique et un premier diagnostic serait souhaitable pour le lundi de la semaine suivante, 17 août.

Prenant les devants sur cette situation d'urgence, Simón et Álvaro en tant que membres de l'équipe politique de Raúl se lancent au travail. Revendiquant à leur tour les pratiques participatives, ils se proposent tous les deux de construire un procédé participatif au sein de la CNPGC afin de produire la proposition méthodologique et le diagnostic préalable à la réforme en lien avec ses travailleurs. Ainsi, Simón et Álvaro font un appel à volontaires au sein de la coordination qu'ils dirigent, afin de faire une réunion de travail le surlendemain, mercredi 12 août au matin. Cette réunion, nous le verrons, cristallise les tensions entre les divers profils d'employés de Fundacomunal, révélant des conflits propres au lieu de travail par le biais d'une critique des usages instrumentaux de la participation par les cadres politiques de l'institution.

4.1.1.3. Construire une méthodologie pour la réforme de Fundacomunal : quand l'appel à la participation révèle les conflits au travail

Le mercredi 12 août se tient une première réunion entre Simón et Álvaro et l'ensemble de volontaires, tous (et notamment toutes) leurs subordonnés au sein de la CNPGC. Cette réunion est nommée « politico-technique⁵² », révélant par ce titre le caractère non seulement technique mais aussi politique que la question de la réforme de Fundacomunal revêt pour les acteurs qui la convoquent. Au cours de cette réunion, Simón et Álvaro ont pour objectif d'initier le travail de conception de la méthodologie de consultation des travailleurs de Fundacomunal. Cette consultation doit permettre d'établir un diagnostic sur le fonctionnement de la fondation, en vue de sa réforme. Simón et Álvaro espèrent construire la proposition méthodologique à partir d'échanges participatifs avec ceux d'entre leurs collègues de travail qui se présentent comme volontaires à la réunion.

Ici il est important d'observer à la fois les définitions symboliques et pratiques de la participation portées par les intermédiaires militants. En effet, au sein de l'économie morale de la révolution la participation est une catégorie qui a de nombreuses fonctions et qui est revendiquée par divers acteurs entre les champs politique, administratif et militant. Pour les intermédiaires militants en tant qu'acteurs ayant des parcours aussi bien dans les champs militant et administratif, la participation est en même temps une catégorie d'action publique et un horizon révolutionnaire à atteindre. Mais encore, la participation est aussi une revendication

⁵² En espagnol : *político-técnica*.

qui s'insère dans l'histoire militante des réseaux des gauches vénézuéliennes issues des organisations populaires, lesquels donnent à cette catégorie leurs propres contenus et expressions pratiques. L'une d'entre-elles est ce que l'on connaît communément comme « l'éducation populaire⁵³ ». J'entends ici par éducation populaire les méthodes de travail coopératives que les intermédiaires militants mobilisent, en se réclamant notamment des théories de Paulo Freire et du théâtre de l'opprimé au Brésil⁵⁴. Ces théories circulent en Amérique latine *via* des réseaux des militants internationalistes se réclamant du Proyecto Nuestramérica (projet notre Amérique)⁵⁵. Dans le contexte précis du Venezuela, c'est notamment l'organisation Churuata⁵⁶ qui en aurait été l'héritière, formant des militants des gauches vénézuéliennes aux méthodes participatives à la fin du XX^e siècle et dans le contexte des gouvernements chavistes au XXI^e siècle. Ainsi, quand Álvaro et Simón cherchent à construire la méthodologie de consultation en lien avec leurs subordonnés, ils le font à partir d'un bagage catégoriel et historique précis qui informe leurs pratiques militantes et professionnelles au quotidien. Toutefois, ces définitions valorisées et valorisantes de la participation ne sont pas nécessairement partagées par tous les acteurs présents à la réunion politico-technique du 12 août. Surtout, le manque de confiance des travailleurs de la CNPGC dans le caractère participatif du processus de réforme de Fundacomunal s'exprime au point de

⁵³ Puisque les usages militants de ce terme sont très divers, et ils dépendent du contexte auquel l'on fait référence, il serait difficile ici de proposer une définition générale de ce terme, ou encore une recension de ses divers usages par le monde. Pour le contexte français, voir l'ouvrage : Jean-Marie MIGNON, *Une histoire de l'éducation populaire*, Paris, La Découverte, 2007.

⁵⁴ Paulo FREIRE, *La Pédagogie des opprimés*, Marseille, Agone, 2021.

⁵⁵ D'un nom inspiré par un essai philosophique de José Martí (poète et révolutionnaire cubain du XIX^e siècle), le *Proyecto Nuestramérica* est un label politique revêtant un caractère révolutionnaire. Il permet de réunir divers acteurs et organisations des gauches latino-américaines, en principe distants géographiquement et politiquement, mais se réclamant de la pratique d'un militantisme de solidarité internationale par le bas, proche des organisations populaires. Dans un entretien réalisé par Marie-Laure Geoffray pour la revue *Vacarme*, un acteur qui devient presque 10 ans plus tard un de mes principaux enquêtés définit le projet *Nuestramérica* comme « un espace de convergence des mouvements sociaux » dans lequel il serait possible de retrouver des militants issus de divers courants dont « des anarchistes, des trotskistes, et mêmes des chrétiens de la théologie de la libération », ou encore des acteurs issus « des mouvements politiques anciens [dont] le parti communiste ou le parti révolutionnaire bolivarien, et des gens sortis de la structure politique des partis pour faire un travail plus local et concret ». Marie-Laure GEOFFRAY, « Nuestra América. Entretien avec Javier Francisco Cortes Perez. », *Vacarme*, 2006, n° 35, pp. 48-49, p. 49.

⁵⁶ Le terme *Churuata* est avant tout le nom donné aux maisons collectives en paille construites par les populations autochtones de l'Amazonie vénézuélienne. À partir de la métaphore de la vie commune et dans ce que l'on pourrait observer comme la revendication idéalisée des formes d'organisation et de vie des populations autochtones, le terme *Churuata* est mobilisé par des militants urbains pour nommer leur organisation engagée dans la promotion de la culture comme outil d'émancipation. Comme les intermédiaires militants de mon enquête, les fondateurs de *Churuata* ont vécu l'expérience de construire des liens forts avec les administrations publiques vénézuéliennes, notamment avec le ministère de la culture, durant les années 1970 et 1980. Mes enquêtés se réclament de cette structure, même si les liens concrets entre les militants historiques de *Churuata* et leurs propres parcours biographiques ne sont pas toujours très clairs. Pour une courte histoire de l'organisation *Churuata*, voir : TODASADENTRO, « Nace Frente de Educación Popular Hernán Peralta », *Todasdentro*, 13 janvier 2020, URL complète en biblio.

mettre en cause l'utilité des principes participatifs pour la gestion de la fondation. Les pratiques participatives servent alors aux acteurs en position dominante dans la hiérarchie administrative, ici les intermédiaires militants, d'outils d'évitement du conflit afin d'orienter la suite du travail selon leur conception des objectifs légitimes de la réunion qu'ils ont convoquée.

Une première dynamique à observer lors de l'installation de la réunion politico-technique du 12 août est l'apparition évidente et durable de deux groupes distincts, et parfois antagoniques, autour de la table. Un premier groupe, ou plutôt duo, composé par Álvaro et Simón en tant qu'intermédiaires militants. Du fait de leur position en tant que co-directeurs de la CNPGC, ils sont tous les deux assimilés par les travailleurs de leur coordination à la présidence de Fundacomunal⁵⁷. Le deuxième groupe, plus large, est celui de la petite dizaine d'employés de la CNPGC qui répondent à l'appel à volontaires de leurs supérieurs hiérarchiques en se présentant à la réunion. Je propose de catégoriser ce deuxième groupe comme celui des *fonctionnaires*. Cette catégorie heuristique me permet de nommer l'ensemble qui se construit entre les travailleurs ayant une carrière professionnelle de longue date au sein de Fundacomunal, et les autres travailleurs qui se solidarisent avec ces premiers mêmes si leurs propres carrières au sein de la fondation n'ont pas été aussi durables⁵⁸. La constitution du groupe de fonctionnaires s'affirme davantage avec l'émergence de leur porte-parole sous la figure d'Aura, une femme qui revendique ses plus de dix-huit années de travail à Fundacomunal comme source de légitimité. Ainsi, la réunion politico-technique est le théâtre de discussions non pas seulement entre des simples collègues de travail différemment positionnés dans la hiérarchie interne de Fundacomunal, mais surtout entre deux groupes distincts et parfois antagoniques du fait des objectifs différenciés qu'ils donnent à cette rencontre.

Si l'objectif des intermédiaires militants est que la réunion politico-technique serve à construire de manière collective une proposition de méthodologie pour consulter les travailleurs de Fundacomunal sur le devenir de la fondation, un premier écueil réside dans le manque de confiance exprimé par les fonctionnaires sur la véritable prise en compte de leurs propositions méthodologiques et analytiques. Comme affirmé par Aura :

⁵⁷ Le terme de travailleurs est mobilisé par les subordonnés d'Álvaro et Simón à différentes reprises durant la réunion, pour se distinguer de leurs supérieurs hiérarchiques et pour légitimer leurs positions et exigences. Nous le verrons dans le déroulement de la réunion.

⁵⁸ Il est important de mentionner que lors de l'enquête de terrain, j'ai nécessairement moins côtoyé ce groupe d'acteurs puisqu'ayant accompli mon entrée à la fondation aux côtés des intermédiaires militants, le passage d'un groupe à l'autre aurait été source de suspicion pour les deux groupes et aurait pu mettre en risque ma permanence sur le terrain.

Étant donné que nous savons qu'un décret de restructuration est sur le point de paraître [...], et qu'une junta organisatrice va venir, le fait de ne pas avoir des règles claires est une faiblesse parce que, jusqu'à un certain point, nous avons une certaine capacité de gouverner ce qui se passe ici et de ce que nous pourrions faire, mais nous ne savons pas quelle est la volonté de la junta organisatrice, et si notre travail va être pris en compte ou encore si ceci n'est qu'une perte de temps.⁵⁹

À ces doutes, à Simón de répondre :

... jusqu'aujourd'hui le processus de sortie de ce décret n'a pas été ni irrespectueux, ni violent. Nous savons que le ministre aura beaucoup de poids sur l'élection des membres de la junta. Tout ceci ne se présente pas comme une intervention externe de style l'arrivée d'un commando qui ferme les portes des bureaux et personne n'a plus accès aux ordinateurs, mais au contraire comme un exercice de dialogue. Et la perspective du ministre, qui elle ne bouge pas, est celle de construire à partir d'un processus de consultation.⁶⁰

En effet, les craintes des fonctionnaires face au processus de réforme de Fundacomunal se construisent d'emblée autour d'un manque de confiance par rapport à la véritable prise en compte de leurs propositions par les hauts-fonctionnaires (cabinet de la présidence, ministre) et les acteurs sur qui ceux-ci délèguent la mise en place de ce processus (la junta). Toutefois, ces craintes s'imposent aussi sur les intermédiaires militants, représentants à leurs yeux de la direction de la fondation, tout en étant suffisamment à proximité pour leur transmettre leurs demandes en tant que fonctionnaires. Ces exigences se construisent à partir d'une légitimité qui leur serait conférée par le statut de travailleurs de Fundacomunal. À nouveau, dans les mots d'Aura :

Tu m'avais dit hier que Raúl ne peut pas venir à toutes les réunions. [...] Je considère que toi [Simón] et le président, vous devez vous engager avec les travailleurs. Nous sommes vos enfants. Du coup, vous devez nous voir, nous entendre, nous aimer, construire des bonnes relations. [...] tel que le pouvoir populaire des Communes, où ce sont elles qui ont le véritable pouvoir de décision sur comment les choses s'organisent, nous ici, ce groupe de travailleurs, nous sommes ici le peuple. Regarde, tu me disais que le ministre a des droits. On a aussi beaucoup de droits, qui doivent être respectés.⁶¹

Dans le contexte des gouvernements chavistes, période durant laquelle les acteurs dominants du champ politique ont arboré la participation comme une valeur cardinale, et ce sont réclamés des valeurs historiques des gauches vénézuéliennes et latino-américaines, les fonctionnaires s'approprient ces codes pour construire un rapport de forces avec leurs

⁵⁹ Notes issues d'enregistrement audio. 12 août 2014.

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ *Ibid.*

supérieurs hiérarchiques. Ainsi, être « les travailleurs » ou encore « le peuple » de Fundacomunal veut dire être à la place de ceux qui sont censés être les premiers concernés par les revendications participatives et révolutionnaires des intermédiaires militants. Une place à la fois symbolique et pratique dont les fonctionnaires sont conscients et qu'ils mobilisent pour exercer une pression sur leurs supérieurs hiérarchiques immédiats.

Dans le contexte d'un rapport de force rapidement établi lors de la réunion politico-technique, les intermédiaires militants à la tête de la CNPGC cherchent tout de même à orienter la réunion pour accomplir leur objectif principal, celui de construire une proposition de méthodologie de consultation des travailleurs pour la réforme de Fundacomunal. C'est à nouveau Aura qui prend le dessus dans cette discussion, ayant préparé la veille une proposition, à savoir, celle de « la matrice FODA⁶² » (forces, opportunités, faiblesses et menaces, selon les sigles en espagnol). Aura propose ainsi que la consultation se base sur une décomposition analytique de Fundacomunal (divisée par ses objectifs, structure, fonctions...), laquelle servirait à mieux identifier les forces, opportunités, faiblesses et menaces propres au fonctionnement de la fondation.

La proposition d'Aura est longuement discutée, au cours d'échanges conflictuels pour plusieurs raisons. Tout d'abord, parce que les tensions entre les deux groupes présents lors de la réunion se maintiennent, de manière plus au moins apaisée, le long de ces échanges. Ensuite, parce que les divers profils des fonctionnaires comprennent de différentes manières la proposition méthodologique d'Aura. Enfin, parce qu'entre intermédiaires militants et fonctionnaires, il n'existe pas de véritable consensus sur la fonction propre de la réunion politico-technique. Ainsi, du côté des intermédiaires militants, c'est la discussion méthodologique, et de ce fait technique, qui doit être au centre de la réunion. Cela veut dire, pour eux, de faire en sorte de développer la proposition de méthodologie de consultation en définissant ce qu'ils appellent les « questions génératrices », à savoir des questions qui permettraient de lancer des discussions collectives. Or, de leur côté, les fonctionnaires se livrent plutôt à l'exercice d'émettre leurs propres critiques vis-à-vis du fonctionnement de la fondation. Comme l'on peut le voir dans cet extrait de la réunion :

⁶² En anglais, SWOT analysis, il s'agit d'un outil de management classique utilisé dans les entreprises et les administrations, sans lien avec les perspectives participatives. Par exemple, Gilles BRESSY et Christian KONKUYT, *Management et économie des entreprises*, Paris, Sirey, 2014.

Olga : Souviens-toi que nous avons une grande faiblesse, que depuis des années on ne se sert plus de la structure existante, même si c'est encore la structure officielle. Du coup, il y a un certain temps on a créé un bureau qui s'appelle direction des bureaux, et qui s'appelle désormais direction exécutive. Elle est en chevauchement avec le conseil d'administration. Quel est son rôle ? Je te parle au niveau de la direction ! [...] Il est absolument nécessaire de revoir la structure formelle. Quand tu [Simón] es arrivé, nous te l'avons dit, nous avons dans les six noms différents ! Eux [les fonctionnaires], ils rigolent parce que c'est genre « il est un adjoint ? », ben, si tu veux tu peux l'appeler le prince de l'Angleterre que c'est la même chose. Donc ce sont des thématiques qui doivent être analysées sur la question de la structure. [...]

Álvaro : Ce que je veux proposer c'est que nous ne remplissons pas la matrice FODA entre nous en ce moment, mais que nous définissons les questions [...] Bien sûr, nous allons faire cet exercice plus tard. Mais là, ce que nous devons faire c'est définir les questions que nous allons poser.⁶³

En s'exprimant sur ce qu'ils conçoivent comme des problèmes dans la structure de Fundacomunal, les fonctionnaires proposent leurs analyses critiques de leur lieu de travail et des manières dont les modifications dans les structures internes de la fondation piétinent sur la distribution des responsabilités au quotidien. On peut même observer une critique du chevauchement des structures formelles et informelles qui profite à leurs supérieurs hiérarchiques, donc à Simón et Álvaro, en tant que membres de l'équipe politique du président de la fondation. Mais la critique va encore plus loin, jusqu'au point de mettre en cause la pertinence des pratiques participatives au moment de penser le fonctionnement de Fundacomunal, et surtout son processus de réforme :

Carmen : Moi ça m'inquiète parce que cela aurait dû être proposé autrement, la restructuration. Que Simón vienne en disant « voilà, après la réunion que nous avons eu avec la présidence [de la Fondation], voilà ce que ça va être, voilà la mission ». Mais en fait, on est en train de travailler d'en bas vers le haut, et pas d'en haut vers le bas, et donc je sens [...] qu'on a envie de construire un château sur un sol en sable, parce que rien n'est clair. En fait, même Simón n'a pas de clarté sur ce que Raúl veut, ou ce que le ministre a dit à Raúl. Je sens vraiment, que tout ceci n'a pas de nord.⁶⁴

Carmen exprime le manque de confiance persistant entre les fonctionnaires et leurs supérieurs hiérarchiques. En discutant la structure de la fondation, la critique des fonctionnaires touche précisément à la nature des liens entre la présidence et les intermédiaires militants qui, censés avoir des relations de confiance, semblent aux yeux de leurs subordonnés ne pas avoir suffisamment de cohérence dans leurs actions communes. Mais surtout, Carmen va plus loin et finit par exprimer une critique ouverte aux valeurs participatives, si chères aux intermédiaires dans leurs parcours de militants faisant le sacrifice de travailler dans l'État. Ainsi, ce qui aurait

⁶³ Notes issues d'enregistrement audio. 12 août 2014.

⁶⁴ *Ibid.*

pu être une définition commune de l'objectif participatif au sein de Fundacomunal est remis en question et devient au contraire le cristallisateur d'une série de conflits dans le lieu de travail. En effet, il ne s'agit pas seulement d'observer les définitions concurrentes de la participation entre ces deux groupes, mais surtout la mise en cause de la participation en tant qu'horizon politique ou encore en tant qu'outil pour gouverner les administrations publiques des gouvernements chavistes. De ce fait, s'exprime une rupture issue d'une situation de tension politique inscrite dans les rapports de force entre le cabinet de la présidence de la République et le MPPCMS. Cette tension politique trace son chemin vers Fundacomunal en tant qu'entité dépendante du MPPCMS. Elle s'exprime dans les échanges entre employés publics différemment positionnés dans les hiérarchies internes à la fondation. Toutefois, si la rupture est attisée par les tensions produites par le haut, c'est la confrontation par le bas de profils différenciés et coexistant au sein d'une même institution qui produit ce que nous pouvons observer comme des conflits dans le lieu de travail. Les intermédiaires militants voient dans la volonté des fonctionnaires d'exprimer leurs propres critiques de Fundacomunal, une sorte de mécompréhension des objectifs de la réunion politico-technique. Ceci est la conséquence de leur propre inscription dans la tension entre leur rôle de fervents défenseurs de la participation et celui de bras exécuteur de la politique décidée par leurs supérieurs hiérarchiques. Ainsi, inscrits de manière subordonnée dans les rapports de force entre les entités en lutte pour la définition des orientations de Fundacomunal, les intermédiaires militants agissent en garants de ce qui est à leurs yeux la bonne stratégie pour peser sur ces décisions. Depuis cette perspective, la réunion politico-technique ne peut pas être une réunion pour accueillir la participation de leurs subordonnés sous forme d'expression collective de craintes et plaintes vis-à-vis de leur lieu de travail. La bonne participation serait celle de se restreindre à discuter sur les aspects techniques de la consultation en vue de la réforme, et garder leurs analyses pour le moment où celles-ci seront sollicitées.

Auparavant la revendication participative avait servi à Simón et Álvaro comme un outil pour éviter le conflit. À la fin de cette réunion elle leur sert à réorienter les discussions et le travail collectif, tout en contraignant la parole de leurs subordonnés. Ainsi, quand midi arrive, Álvaro fait un résumé des propositions méthodologiques discutées durant la réunion, en imposant par-là ce qu'il trouve le plus pertinent de ces échanges. Ensuite, Simón invite les participants à se diviser en groupes qui ont jusqu'à 15h pour revenir avec des propositions de questions génératrices afin d'appliquer la matrice FODA à l'analyse de Fundacomunal. Ce faisant, Álvaro et Simón proposent à nouveau une sortie de conflit qui se veut participative, tout

en profitant de leurs positions hiérarchiques pour contraindre le sens de la participation de leurs collègues de la CNPGC. Ceci, en contribuant à des formes de dépolitisation de l'administration par l'usage des méthodes et revendications participatives en tant qu'outil technique et de gestion interne de l'institution publique au sein de laquelle ils travaillent⁶⁵.

En somme, au sein de l'économie morale de la révolution, les revendications participatives ont, nous le voyons, une place centrale y compris dans la gestion de rapports de force entre des institutions dédiées à la promotion des politiques participatives. Elles servent aussi à produire le gouvernement de ces institutions en interne. Dans ce contexte, les méthodes de travail participatives sont promues par les intermédiaires militants comme des outils de concertation, même si elles sont aussi mobilisées pour construire des gestions de conflit qui profitent aux acteurs ayant des positions dominantes au sein des structures où les conflits s'installent.

Des conflits surgissent aussi du fait des conceptions concurrentes du travail administratif et de l'engagement au travail. Ainsi, quand les intermédiaires militants en position hiérarchique dominante mobilisent des méthodes participatives afin d'imposer leurs définitions de l'engagement au travail, les subordonnés exercent des formes de rejet de telles exigences en redéfinissant de manière informelle les contours de leurs postes de travail et des charges qui leurs sont attribuées.

4.1.2. Construire une politique culturelle en situation de crise : les arrangements quotidiens des fonctionnaires vis-à-vis du travail administratif

Avec la destitution de Reinaldo Iturriza en tant que ministre des Communes et mouvements sociaux, et son arrivée au ministère du pouvoir populaire pour la culture (MPPC), les réseaux d'intermédiaires militants de l'action publique se déplacent et les équipes politiques connaissent des processus de décomposition et recomposition. Karina, anciennement membre de l'équipe politique de Raúl, se retrouve à partir du 31 mars 2015 à la tête du Cabinet de culture du district capital (CCDC). Le CCDC est une petite structure placée sous l'égide du MPPC, de la Mission Culture Corazón Adentro et de la Mairie du district capital.

⁶⁵ Sur la dépolitisation du travail administratif, voir Raphaëlle PARIZET, « La fabrique dépolitisée des élites locales. Les dispositifs de développement participatif dans le Chiapas (Mexique) », *Revue internationale de politique comparée*, 2014, vol. 20, n° 4, pp. 77-101. Narguesse KEYHANI, « Former pour dépolitiser. L'administration des immigrés comme cible de l'action publique », *Gouvernement et action publique*, 2012, vol. 1, n° 4, pp. 91-114.

Dans ce contexte, et dans une perspective qui se veut engagée, participative et proche des territoires, Karina se propose de réorganiser le CCDC sur fond de campagne électorale pour les élections parlementaires de décembre. Pour ce faire, elle attend de ses subordonnés l'engagement nécessaire à faire de l'activité culturelle un moyen de continuer à construire la révolution bolivarienne, y compris durant cette période de crise économique et de revers politiques. Or, tous ses subordonnés ne partagent pas nécessairement une même définition de l'engagement au travail. Ce que Karina voit comme des manques d'engagement, son collègue Anibal le voit comme des exigences excessives par rapport aux véritables ressources humaines et logistiques du CCDC. Ainsi, quand Karina donne à Anibal la responsabilité de la stratégie de communication du cabinet, le passage par la construction d'un plan de travail par des méthodes participatives n'empêche pas des reconfigurations pratiques et critiques de ce plan.

4.1.2.1. Refonder le cabinet de culture pour territorialiser la politique culturelle : les suites de l'engagement révolutionnaire

La mise en marche de la politique de construction des collectifs territoriaux, afin de donner de l'élan et d'accompagner les processus de planification et de programmation culturelle depuis les territoires, exige d'obéir au peuple. Une prémisses dont les principes se trouvent [...] dans la connaissance et les opinions des travailleurs et travailleuses, ces derniers en tant que sujets⁶⁶ qui mettent en pratique la politique [culturelle].

C'est précisément dans la construction de ce sujet que se présentent des contradictions et des fortes résistances. [En effet,] le fait d'arriver à notre objectif ([la mise en place des] collectifs territoriaux et fronts culturels) ne peut être garanti que par la méthode de travail, [celle] de la construction collective. [Or], cette équipe de travailleurs.euses a sur elle le poids d'une pratique coupée, désarticulée et extrêmement pragmatique, produit de la dispersion et du manque de continuité programmatique qui ont fait du Cabinet du Culture du District capital de Caracas une boîte d'évènementiel tournant le dos aux besoins des paroisses, et une entité purement bureaucratique agissant en tant qu'opérateur administratif du SNCP⁶⁷, de la Mission Culture Corazón Adentro⁶⁸, et des accords et subventions octroyés par les entités en lien avec le ministère.

⁶⁶ Dans ce contexte, le terme « sujet » renvoie au langage militant. Les sujets sont ceux sur qui le projet révolutionnaire repose, donnant une place centrale aux acteurs ainsi désignés. Si le « peuple » est le sujet révolutionnaire par excellence, ici les travailleurs des institutions culturelles deviennent un des sujets de la politique culturelle et de sa mise en place.

⁶⁷ Pour « Système national des cultures populaires ». Il s'agit d'un organisme dépendant de la Mission Culture Corazón Adentro ayant pour fonction de répertorier et intégrer dans des systèmes de subventions publiques les divers acteurs identifiés avec des occupations professionnelles en lien avec la Culture au niveau national. Selon les médias officiels, il est toujours possible de s'intégrer au répertoire en 2020 : « Sistema Nacional de Culturas Populares continúa actualización de data de artistas », *Venezolana de Televisión*, 19 septembre 2020, URL complète en biblio.

⁶⁸ La mission Culture Corazón Adentro (vers l'intérieur du cœur, en tant que métaphore du cœur des territoires populaires) est un programme d'action publique né dans le cadre des accords signés entre le Venezuela et le Cuba en 2008. La mission se donne pour objectif « de transformer les diverses manifestations culturelles en un outil pour l'organisation et la transformation sociale » (« Presidente Maduro: Misión Cultura "Corazón Adentro" cumple 12 años impulsando nuestra identidad nacional », *Correo del Orinoco*, 26 avril 2020, URL complète en biblio.). Comme les autres missions de l'ensemble du système de missions, la mission Culture Corazón Adentro est reliée à l'exécutif national et se construit en parallèle au ministère dédié à son aire thématique, en l'occurrence,

Qu'est-ce que nous avons eu à faire : construire de la cohésion d'équipe et de l'intégration à travers un processus participatif de formation, de critique et d'autocritique, pour ainsi atteindre à partir du rapprochement avec les communautés et de la conformation des collectifs territoriaux, la formulation et l'implémentation de la politique qui correspond aux réalités locales et à leurs processus organiques de libération et d'autodétermination.⁶⁹

Pour les intermédiaires militants de l'action publique participative, comme Karina, la question est simple : les travailleurs des institutions publiques dans lesquelles ils sont conduits à travailler et à occuper des postes de direction, n'ont pas un véritable sens de l'engagement vis-à-vis de leur travail puisqu'ils ne comprennent pas les enjeux politiques qui se jouent au sein de l'État en contexte révolutionnaire. La solution de ce problème est tout aussi simple, même si pas évidente à mettre en place : il faut métamorphoser, par le biais de la pratique de la participation dans le lieu de travail, les travailleurs de ces institutions en acteurs engagés avec le projet révolutionnaire de transformation de l'État et de la société. En effet, il faut qu'ils deviennent de bons révolutionnaires. Cette transformation ne peut avoir lieu sans modifier aussi les structures administratives elles-mêmes, afin qu'elles servent les objectifs politiques des bons révolutionnaires. Autrement dit, pour transformer les travailleurs, il faut réorienter les institutions publiques pour les rapprocher des territoires, des communautés, pour « obéir au peuple⁷⁰ ».

La question de la transformation des institutions chère aux militants institutionnels s'impose quand ceux-ci se trouvent en position dominante au sein des hiérarchies administratives, et donc en situation de provoquer des modifications au sein des institutions. Cette démarche inscrit les gestions des intermédiaires militants de l'action publique dans des tensions à la fois en interne, vis-à-vis des autres employés d'administration, et en externe, par rapport aux autres institutions publiques en lien avec la structure en voie de transformation (et potentiellement avec leurs publics). Toutefois, ces tensions trouvent leur légitimité aux yeux des intermédiaires dans l'inspiration à la fois révolutionnaire et participative à laquelle ils font appel pour donner du sens à leurs volonté de refonte de l'État. Ils agissent ainsi en tant qu'entrepreneurs de réforme, c'est-à-dire, en tant qu'acteurs « qui engagent des ressources, du

le ministère du pouvoir populaire pour la Culture. Sur la question des administrations parallèles, voir Gabriel VOMMARO, « Une bureaucratie para-étatique mouvante. La production locale du Welfare des précaires en Argentine à l'ère du capitalisme postindustriel », *op. cit.*

⁶⁹ Extrait du texte « Analyse politique et résumé du cabinet du District Capital. Mars-mai 2015 » écrit par Karina en tant que directrice générale du Cabinet de culture du District Capital à l'attention du directeur national du déploiement territorial du ministère du pouvoir populaire pour la culture.

⁷⁰ *Ibid.*

temps et des intérêts dans la désignation de l'administration en problème et dans l'appel à la réforme⁷¹ ».

Prenons ici en compte la place importante donnée à la question du territoire, ou de la proximité au territoire, au sein des définitions de la révolution par les intermédiaires militants. En effet, si cette question est codifiée dans le langage de l'engagement militant fortement mis en valeur dans le cadre de l'économie morale de la révolution, la valorisation du territoire doit aussi être comprise comme partie prenante d'un processus plus large de transformation de l'action publique sociale⁷². En effet, on observe l'émergence de la proximité comme une méthode de gouvernement qui serait à la fois garantie d'inclusivité et de démocratisation de l'accès aux biens et programmes publics⁷³. Le territoire, expression de l'échelle locale ou encore communautaire, serait le lieu par excellence de cette proximité. Observons aussi, par ailleurs, que le gouvernement par l'échelle territoriale n'est pas nécessairement une garantie de décentralisation⁷⁴. En ce sens, les transformations internes aux administrations qui se déploient au nom de la participation et de la proximité se construisent, dans le cas vénézuélien, dans une relation forte avec l'exécutif national que ce soit sur les aspects programmatiques ou sur les aspects financiers⁷⁵.

Dans le cas précis du CCDC, les injonctions de l'exécutif central s'imposent à lui par le biais des demandes qui lui sont adressées par le MPPC et par la Mission Culture Corazón Adentro. Une dynamique qui aux yeux de Karina aurait réduit le CCDC à une sorte d'organe tertiaire du MPPC et de la Mission, dédié exclusivement à la gestion administrative des initiatives de ses institutions de tutelle. En conséquence, le CCDC se serait éloigné de son potentiel politique, celui de construire une dynamique culturelle proche des communautés et

⁷¹ Marc Olivier BARUCH et Philippe BEZES, « Introduction. Généalogies de la réforme de l'Etat », *Revue française d'administration publique*, 2006, vol. 120, n° 4, pp. 625-633, p. 631.

⁷² Yasmine SIBLOT, « Les rapports quotidiens des classes populaires aux administrations. Analyse d'un sens pratique du service public », *op. cit.* Gabriel VOMMARO, « Une bureaucratie para-étatique mouvante. La production locale du Welfare des précaires en Argentine à l'ère du capitalisme postindustriel », *op. cit.*

⁷³ Marie-Hélène BACQUE, Henri REY et Yves SINTOMER, *Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative*, *op. cit.* Luisina PERELMITER, *Burocracia plebeya: la trastienda de la asistencia social en el Estado argentino*, *op. cit.*, (notamment le Chapitre 2 : « Hacia una burocracia proxima », p. 63-72. Gabriel VOMMARO, « Une bureaucratie para-étatique mouvante. La production locale du Welfare des précaires en Argentine à l'ère du capitalisme postindustriel », *op. cit.*

⁷⁴ Une dynamique observée par Luisina Perelmiter pour le cas argentin : « En ce sens, les dispositifs institutionnels que nous étudierons sont intéressants puisque non seulement ils sont une illustration de la priorité du local en tant qu'arène de gouvernement, mais parce que, paradoxalement, ils expriment aussi un processus d'expansion et d'inscription de l'État central dans le territoire ». Luisina PERELMITER, *Burocracia plebeya: la trastienda de la asistencia social en el Estado argentino*, *op. cit.*, p. 107.

⁷⁵ Voir *supra*.

des territoires du District Capital, ayant des grandes potentialités révolutionnaires et émancipatrices.

La conséquence de ce raisonnement sous forme de diagnostic est l'établissement d'une « Proposition de territorialisation de la politique culturelle »⁷⁶, basée sur cinq principes ou « axes de travail »⁷⁷, dont :

Proposition de territorialisation de la politique culturelle⁷⁸

- La définition d'une politique culturelle en contraste avec la simple gestion administrative de la culture (Axe 1 : « C'est une politique, et non pas une gestion »).
- L'identification d'un bénéficiaire de la politique culturelle qui doit gagner en capacités d'agir grâce à ladite politique (Axe 2 : « Le sujet de la politique »).
- Le déploiement de la politique culturelle dans les territoires populaires (Axe 3 : « La politique et le territoire »).
- Développer des formes de capacités productives à partir des pratiques culturelles, faisant écho à la critique de l'économie de rente (Axe 4 : « La politique révolutionnaire est en soi critique de l'économie politique »).
- Enfin, s'inscrire dans les revendications *Nuestroamericanas*⁷⁹ et mettre en lumière les histoires de résistance des peuples de l'Amérique latine et du Venezuela (Axe 5 : « Action culturelle dans la géopolitique internationale »).

⁷⁶ Proposition de territorialisation de la politique culturelle. Date d'obtention : 8 juillet 2015. La date d'origine de cette proposition n'a pas pu être connue. Ce document, ainsi que l'ensemble de documents se référant aux analyses de la nouvelle direction du CCDC sur l'état de l'institution et aux orientations de sa refonte ont été obtenus lors des échanges avec Roberto, politiste de formation et à l'époque ayant une mission qui se présentait comme de l'expertise vis-à-vis de la direction du cabinet. Le fait de notre formation commune en tant que politistes a été un point de rapprochement fort entre moi et Roberto, et les liens de confiance qui se sont tissés relativement vite m'ont permis d'accéder à une longue série de documents de travail produits en interne par la direction du CCDC. Toutefois, Roberto comme beaucoup d'autres travailleurs de la CCDC s'absentaient régulièrement au bureau. Doivent être pris en compte les statuts de travail à caractère précaire, les bas salaires engendrant le besoin d'avoir plusieurs sources de revenus en parallèle, ou encore le besoin de faire des longues queues pour acheter des produits alimentaires subventionnés pour comprendre les absences régulières du personnel et les constants départs définitifs des employés administratifs pour trouver d'autres moyens de subvenir à leurs besoins.

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ Le document étant écrit sous forme de présentation Power Point, je rapporte ici une paraphrase de chaque axe, en citant de manière précise les noms donnés à chacun des axes développés par la proposition de territorialisation.

⁷⁹ En lien avec le projet notre Amérique. *Voir supra.*

Cette « territorialisation de la politique culturelle⁸⁰ », enracinée dans une vision forte de ce que doit être une politique culturelle, prend des formes concrètes dans une deuxième proposition portant sur l'organisation du travail aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des bureaux du CCDC, et sur la relation entre ces espaces.

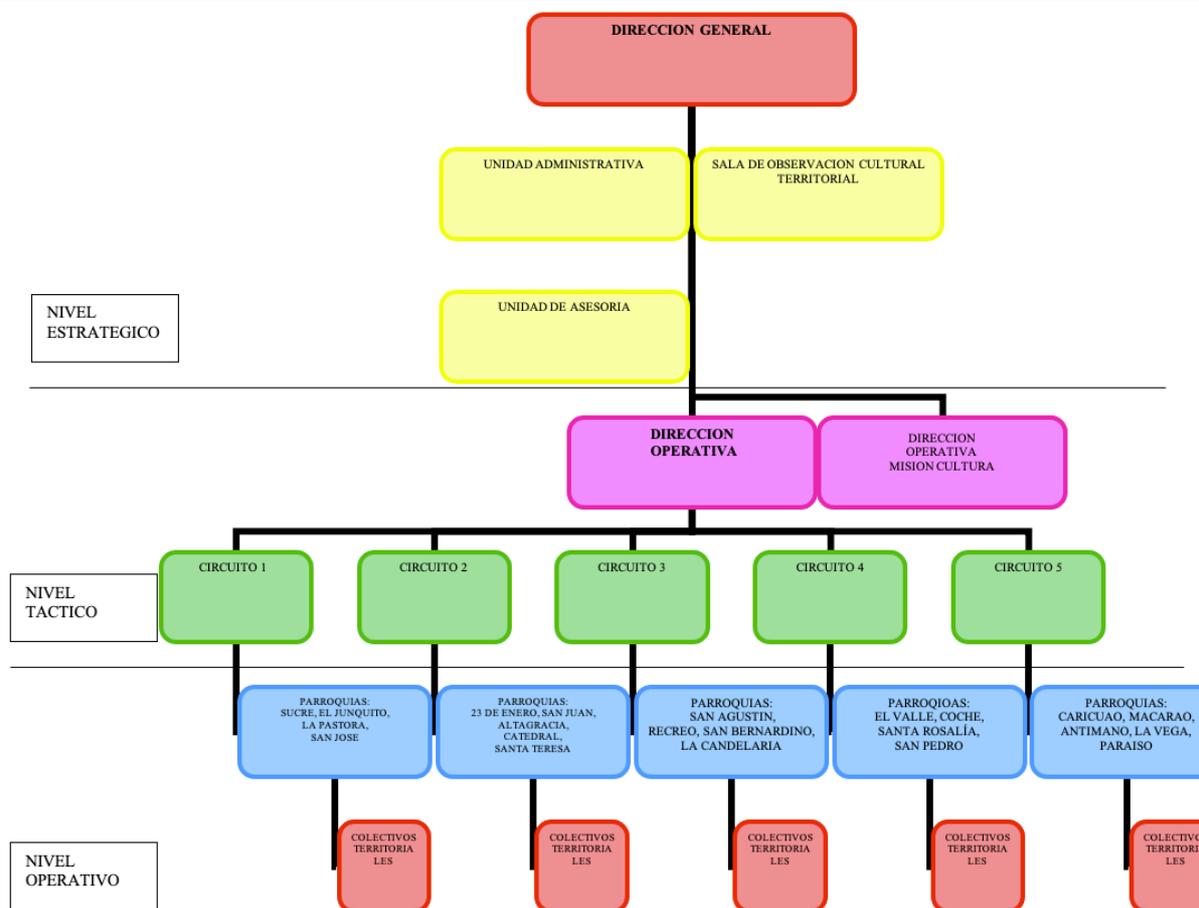


Figure 11 : Proposition de réorganisation du Cabinet de culture du District Capital par la nouvelle direction⁸¹.

Je propose ici d'observer ce que la territorialisation veut dire pour Karina et la nouvelle équipe de direction du CCDC en termes d'organisation du travail, de définition et de mise en pratique d'une offre culturelle de proximité. En effet, le nouvel organigramme du CCDC se construit autour de très hautes attentes de ce qui doit être accompli en dehors des bureaux du CCDC et qui serait nécessaire à la mise en place de cette politique. Ainsi, et dans le cadre de cette deuxième proposition, le District Capital dont l'extension physique correspond aux

⁸⁰ Proposition de territorialisation de la politique culturelle. Date d'obtention : 8 juillet 2015.

⁸¹ Proposition de réorganisation du Cabinet de culture du District Capital par la nouvelle direction. Date d'obtention : 8 juillet 2015. Comme c'était le cas pour le texte analytique écrit par Karina sur la situation du CCDC, cette proposition dont la date d'origine précise m'est inconnue, a été obtenue par le biais de Roberto, politiste et expert pour l'équipe de direction du cabinet.

limites de la municipalité de Libertador à l'ouest de la capitale⁸², est divisé pour les usages du CCDC en cinq « circuits⁸³ ». À chaque circuit correspondent quatre paroisses, qui elles respectent les divisions paroissiales déjà en place dans la géographie politique de la capitale. À chaque paroisse, correspond une « équipe paroissiale⁸⁴ » ayant une composition complexe. Ces équipes entremêlent des travailleurs du CCDC, nommés « opérateurs⁸⁵ », avec des représentants des comités de culture issus des CC et des Communes de la paroisse, des représentants des organisations populaires locales, des représentants des artistes réunis par métier (théâtre, artisanat, littérature), tous accompagnés de représentants des organisations partisans chavistes ou proches du chavisme actives localement (Grand Pole Patriotique, PSUV, jeunesse du PSUV) et de six représentants du « collectif territorial⁸⁶ ». À son tour, le collectif territorial se doit d'être composé de huit membres, à savoir, un responsable socio-culturel, un responsable de recherche, un responsable d'émancipation économique, un responsable *d'empowerment* socio-politique, un responsable d'agitprop, un responsable de la sauvegarde du patrimoine naturel et culturel, et deux collaborateurs⁸⁷. Enfin, pour faire fonctionner cet ensemble de structures culturelles territorialisées, l'équipe de direction du CCDC prévoit des réunions hebdomadaires pour les équipes paroissiales afin que « les gens s'organisent, mettent en place une programmation, qu'il y soit discuté tout ce qui est en lien avec la culture au sein de chaque paroisse⁸⁸ ».

Comme nous pouvons le voir, la proposition de restructuration du CCDC de Karina et de l'équipe de direction du cabinet exige l'instauration de nouvelles structures complexes qui viennent retravailler, réorganiser, voire formaliser par le biais de la puissance publique les liens entre divers acteurs présents à l'échelle locale. Comme le dit Ciro, membre de l'équipe de direction du CCDC aux côtés de Karina :

Chacun était dans la paroisse et travaillait à sa manière, sans une direction politique, mais chacun depuis son militantisme, depuis le parti, depuis ce qu'il faisait, depuis sa paroisse, depuis les organisations populaires que ce soient les conseils communaux, les UBCH... ils faisaient leur travail un peu comme ils voulaient. Et en conséquence, nous créons cette proposition de structuration où l'on parle plutôt de collectif territorial, qui est

⁸² Sur la géographie politique de la ville, voir *supra*.

⁸³ En espagnol : *circuitos*.

⁸⁴ En espagnol : *equipo parroquial*.

⁸⁵ Proposition de réorganisation du Cabinet de culture du District Capital par la nouvelle direction. Date d'obtention : 8 juillet 2015.

⁸⁶ Proposition de territorialisation de la politique culturelle. Date d'obtention : 8 juillet 2015.

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ Entretien avec Ciro, membre de l'équipe de direction du CCDC. 7 novembre 2015.

le lieu où se joignent toutes les personnes qui mettent en place la politique [culturelle] sur le terrain.⁸⁹

Ainsi, en créant la proposition des collectifs territoriaux comme unité de base pour la mise en place de la politique culturelle versée sur le territoire, la nouvelle direction du CCDC cherche à réguler les interactions entre divers acteurs qui désormais sont pensés et catégorisés comme ayant un rôle à jouer dans la construction de l'offre culturelle de proximité. Cette catégorisation est représentative des exigences organisationnelles issues des pouvoirs publics des gouvernements chavistes par le biais des politiques participatives. Ainsi, la nouvelle politique culturelle territorialisée proposée par Karina prend appui sur le travail participatif et bénévole des militants et autres acteurs organisés à l'échelle des paroisses, dont notamment les membres des dispositifs participatifs territoriaux (les CC et les Communes), des organisations populaires, du PSUV et autres structures partisans proches, et encore des artistes en tant que profession. La proposition déploie aussi une vision spécifique de ce que les opérateurs en tant qu'employés du nouveau CCDC versé sur le territoire, doivent accomplir afin de participer à la sauvegarde des objectifs révolutionnaires par le biais de la politique culturelle. Une définition qui ne va pas sans produire des tensions chez les fonctionnaires employés par le CCDC.

4.1.2.2. Construire une stratégie communicationnelle par la participation : quelles définitions de l'engagement au travail ?

Anibal : Mais ceci est primordial, parce que faire ça tout seul c'est trop dur.

Karina : Seul ? Nous avons trois cents animateurs. Nous avons quarante-trois opérateurs. Nous avons six spécialistes.

Anibal : Mais il doit y avoir une équipe qui soit là, pour ça.

Karina : Mais tu n'es pas seul. En plus, « il doit y avoir », non. Il s'agit d'une construction, de voir petit à petit qui peut être bon pour ça. Ça fait partie de la mission. Il ne s'agit pas de que ce soit moi qui les désigne. [Il s'agit], en fait, de voir qui a le profil pour ce truc.

Anibal : Moi, je ne les connais pas.

Karina : Parce que nous ne sortons pas d'ici. Parce que nous ne sortons pas d'ici.

(Long silence).⁹⁰

Le 29 septembre 2015 a lieu une réunion convoquée par Karina pour travailler avec Anibal sur la stratégie de communication du CCDC pour la fin de l'année civile en cours⁹¹. La réunion se tient dans un contexte complexe pour les acteurs de mon terrain se réclamant du

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ Extrait d'audio. Réunion de définition de la stratégie de communication. 29 septembre 2015.

⁹¹ J'ai accès à la réunion en tant que bénévole auprès de l'équipe de direction du CCDC. Je me propose pour travailler avec Anibal durant les mois qui suivent sur les tâches qui allaient être définies lors de cette réunion. Une proposition bienvenue par Karina, mais assez vite mise de côté par Anibal. J'y reviendrai un peu plus tard.

chavisme, du fait de l'arrivée des élections parlementaires au début du mois de décembre. En effet, ces élections sont perçues comme risquées politiquement. Elles se tiennent dans un contexte de forte inflation et de pénuries de tout type. Les réseaux qui composent le chavisme se préparent pour un probable revers électoral, et la perte de leur majorité à l'Assemblée nationale. Pour les intermédiaires militants, ces constats amènent avec eux le risque de la disparition de ce qu'ils considèrent comme les acquis de la révolution ainsi que de leurs emplois publics en écho avec leurs engagements politiques.

Traduire l'expression *la tarea*

L'expression en espagnol mobilisé par Karina lors de la réunion dont je présente un extrait ci-dessus est *la tarea*, ce qui pourrait être traduit de forme littérale par « la tâche ». Or, dans le langage de mes enquêtés, *la tarea* est plus proche d'une « mission », dans sa définition providentielle. Ainsi, cette *tarea* ou mission ne se réfère pas seulement au travail à accomplir selon la place que chaque employé public occupe au sein d'une institution publique. Il s'agit d'une mission au sens large qui relie le travail administratif au quotidien avec l'objectif d'œuvrer en faveur de la révolution bolivarienne. Par cette exigence de volonté propre et de dévouement, se relie à nouveau les notions de travail et de travail militant dans la figure de l'employé public.

En réponse à cette situation vécue comme exceptionnelle, les intermédiaires militants expriment le besoin de faire encore plus d'efforts pour faire avancer les objectifs révolutionnaires. Dans les mots de Ciro, qui fait partie de l'équipe de direction du CCDC :

C'est vital de penser que tout cela peut changer. Je pars du principe que ces espaces, qui sont temporaires, doivent être mis au service de *l'empowerment* du pouvoir populaire, autrement cela ne fait pas de sens, ces espaces. C'est-à-dire, si tu deviens dépendant, car beaucoup des gens deviennent dépendants, ça veut dire que tu ne fais pas le travail comme il faut. Il est possible que demain je parte, et que tous ceux qui travaillent ici partent, mais il serait important que le collectif territorial fonctionne encore.⁹²

Le travail réalisé au sein du CCDC doit produire *l'empowerment* des acteurs du pouvoir populaire à échelle territoriale. Ici, *l'empowerment* est entendu comme l'autonomisation des organisations culturelles de la tutelle publique dans leur fonctionnement quotidien. Cet objectif est d'autant plus important que les rapports de forces au sein du champ politique rendent

⁹² Entretien avec Ciro. 7 novembre 2015.

plausible l'éloignement des intermédiaires militants des emplois publics qui permettent de faire circuler des ressources publiques vers ces organisations.

Ces définitions politiques et hautement valorisantes du travail des intermédiaires militants de l'action publique entrent en contraste avec ce que Karina appelle dans son rapport la « pratique coupée, désarticulée et extrêmement pragmatique⁹³ » qui serait celle des fonctionnaires en poste au CCDC. Ce reproche est particulièrement présent lors de la réunion de définition de la stratégie de communication du CCDC pour la fin de l'année 2015.

Les critiques de Karina par rapport à Anibal se structurent sur trois points principaux, à savoir, (1) ce qu'elle évalue comme sa méconnaissance de la politique culturelle des gouvernements chavistes, et notamment des activités propres au CCDC, (2) ce qu'elle observe comme sa non-disponibilité pour le travail territorial, donc en dehors des bureaux du CCDC, (3) enfin sur ce qu'elle évalue comme une certaine indiscipline de la part de son subordonné. La réunion entre Karina et Anibal est proposée comme un espace participatif, de co-construction entre la direction et le fonctionnaire, du planning de travail de ce dernier pour la fin de l'année 2015. Durant la réunion, Karina tient à insérer ses critiques vis-à-vis d'Anibal au milieu de leurs échanges dits participatifs.

La réunion sur la stratégie de communication se déroule dans un petit bureau à l'entrée des locaux du CCDC. Elle a lieu durant l'après-midi, moment où ces locaux sont particulièrement bruyants du fait de l'arrivée des enfants des travailleurs du CCDC gardés sur place après l'école. Elle se tient dans un contexte de récession économique qui touche de plein fouet les administrations publiques vénézuéliennes, notamment du fait de la réduction des dépenses publiques de la part du gouvernement de Nicolás Maduro. Cette réalité s'exprime de manière concrète lors de la réunion sur la stratégie de communication quand Karina cherche des vieilles affiches d'événements passés pour les retourner et se servir de la face blanche afin d'écrire dessus. Ou encore, quand Karina négocie avec une autre employée du CCDC pour emprunter son rouleau de bande adhésive afin de coller sur un mur les affiches et en faire un tableau. En effet, durant les réunions présentées comme participatives il est courant de voir les intermédiaires militants improviser des tableaux. Il s'agit pour eux d'une technique qui rendrait les échanges plus équitables grâce au fait de noter les idées et les décisions prises pour les rendre

⁹³ « Analyse politique et résumé du cabinet du District Capital. Mars-mai 2015 », *op.cit.*

visibles à tous les participants. Ceci n'empêche pas un effet de sélection des idées de la part de celui qui tient le tableau et qui a la position dominante au sein de la réunion.

Lors de la discussion sur la stratégie de communication du CCDC, ce que Karina appelle « la politique de communication », la première critique qu'elle exprime vis-à-vis d'Anibal est celle de la paresse supposée du fonctionnaire. Ainsi, quand Karina se rend compte qu'Anibal ne prend pas de notes sur ses premières explications sur les objectifs de la communication du CCDC, elle l'admoneste :

Karina : Je pense que tout ceci, il faut le noter. Mais non pas parce que je te le dis Anibal, mais par décision personnelle, pour pouvoir [mieux] voir les choses.⁹⁴

À partir de ce moment, c'est-à-dire très tôt dans la réunion, une relation professorale s'installe entre Karina et Anibal. Au sein de cette relation, Karina tend à infantiliser son subordonné, tout en continuant à l'inviter à construire ensemble la politique communicationnelle.

Les échanges se poursuivent laissant apparaître la critique de la méconnaissance de la politique culturelle que Karina porte sur Anibal. Elle lui reproche notamment de ne pas connaître les programmes mis en place par le CCDC en lien avec le MPPC.

Karina : Ça veut dire quoi PACES ?

Anibal : Programme des Arts et de la Culture en Espaces Socialistes.

Karina : Et qu'est-ce qu'on y fait ? Dans quels territoires on le déploie ?

Anibal : Les territoires, je ne sais pas. Honnêtement, je n'en ai pas la moindre idée.

Karina : L'exercice est... Ce n'est pas pour te questionner.

Anibal : Oui, je sais. J'ai demandé à Ciro qu'il me donne cette information, mais il ne l'a pas fait.

Karina : Ok mais, il faut qu'on change le logiciel⁹⁵ parce que ce truc, ça ne peut pas être une excuse pour ne pas savoir... Ou plutôt, ce n'est pas une excuse valable. S'il me l'a donné ou il ne me l'a pas donné, ben non. On y va et on s'assoit avec les *circuitales*⁹⁶ pour voir ce qui se passe, pour voir les choses clairement.⁹⁷

⁹⁴ Extrait d'audio. Réunion de définition de la stratégie de communication. 29 septembre 2015

⁹⁵ L'expression d'origine est « borrarse ese chip », que l'on peut traduire littéralement par « effacer la puce du téléphone ».

⁹⁶ « Circuitales » ou responsable du circuit, ce sont les personnes ayant pour rôle de faire le lien entre le CCDC et les cinq circuits dans lesquels a été divisé le territoire de la municipalité de Libertador pour le travail du cabinet, tel que le montre l'organigramme issu de la « Proposition de réorganisation du Cabinet de culture du District Capital » (voir supra). À chaque circuit correspond un responsable ou « circuital ».

⁹⁷ Extrait d'audio. Réunion de définition de la stratégie de communication. 29 septembre 2015.

PACES⁹⁸ est un programme qui débute en 2015 et dont l'objectif officiel est celui de faire arriver l'offre culturelle du gouvernement révolutionnaire aux « nouveaux urbanismes⁹⁹ », c'est-à-dire, aux nouveaux quartiers résidentiels construits par la Grande Mission Logement Venezuela (GMVV). Le nom du programme, PACES, n'est pas anodin. Sa racine vient du mot en espagnol pour la paix (*paz*), et l'acronyme PACES surgit de l'expression « faire la paix » (*hacer las paces*), renvoyant à la fonction de pacification sociale qui est donnée à ce programme. Ainsi, PACES se présente comme un moyen de faire arriver la politique culturelle à ces nouveaux lieux d'habitation dont la vie économique et sociale n'est pas structurée par les organisations locales, laissant la place aux économies informelles et illicites¹⁰⁰. Mais PACES est aussi promu à la suite des violences commises par les forces de l'ordre lors des opérations dites de libération du peuple, responsables de nombreuses exécutions extra-judiciaires dont les victimes sont notamment des hommes jeunes et non blancs issus des classes et territoires populaires urbains¹⁰¹. Ce programme émerge alors dans un contexte politique tendu entre les élections parlementaires qui approchent, et les violences policières pour lesquelles se construisent des formes de justification ou de dédouanement depuis les pouvoirs publics.

Ainsi, quand Karina questionne Anibal sur le programme PACES, elle parle d'une des politiques phares du MPPC. À ses yeux, il est donc important qu'Anibal ait une bonne connaissance de cette politique, de son organisation et de ses retombées territoriales. Or, Karina signale les hésitations d'Anibal comme une faute individuelle, sans questionner si derrière ce qu'elle voit comme une méconnaissance se trouvent des failles dans la circulation de l'information sur les politiques culturelles au sein de son équipe. En effet, si Anibal ne connaît pas les lieux où s'installe le programme PACES, c'est qu'il n'a pas fait le travail d'interpeller les bons interlocuteurs afin d'avoir les informations sur les politiques promues par le CCDC. Pire encore, il cherche à faire passer cette faille comme une faute de ses supérieurs hiérarchiques, en l'occurrence de Ciro. Alors que pour Karina, ce n'est pas à Ciro en tant que supérieur hiérarchique de transmettre les informations sur le programme PACES à son subordonné. C'est à Anibal d'aller sur le territoire, d'aller vers les *circuitales*, et de chercher

⁹⁸ « Con cultura, el pueblo hace las Paces y construye su historia », *Alba Ciudad 96.3 FM*, URL complète en biblio.

⁹⁹ Pour un regard critique depuis sur les logements construits par la GMLV, à la fois sur les définitions politiques et architecturales desdits logements, mais aussi sur les appropriations qui en sont faites par ceux qui y sont logés, voir Yaneira R. WILSON WETTER, *La politique de la ville en images. Le cas de la Gran Misión Vivienda Venezuela (2011-2020)*, Nanterre, Université Paris Nanterre, 2020.

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ Yoletty BRACHO, « L'expérience de la violence armée dans les barrios de Caracas : entre gangs, opérations militarisées et gestion du conflit au quotidien. Entretien avec Verónica Zubillaga », *Noria Research*, 2021, pp. 39-46.

l'information par ses propres moyens. Ici, la critique sur la méconnaissance se trouve alors reliée à celle de la non-disponibilité pour le travail territorial, celui qui se fait en dehors des bureaux du CCDC.

À la suite de la discussion, Karina fait comprendre à Anibal que le programme PACES doit être accompagné par la stratégie de communication du CCDC, puisque ses supérieurs hiérarchiques à elle cherchent à le faire tenir à long terme. De son côté, Anibal trouve que l'investissement sur ce programme n'est pas prometteur car il serait très difficile à mettre en œuvre, y compris dans le court terme.

Anibal : Oui, mais le truc c'est ça, qu'il faut aussi penser les réalités qui sont là-bas dehors. Parce que les conditions... En fait, si tu me demandes moi, et sans vouloir dévaloriser les efforts qui sont en train d'être faits, je trouve que c'est trop dur que ce machin colle bien là où la violence a gagné autant de territoire. [...] Voyons, à Ciudad Tiuna ils ont une situation en ce moment !¹⁰² Et c'est quelqu'un qui me l'a dit, je n'invente pas, c'est le mec qui l'a dit l'autre jour, le technicien. C'est chaud en ce moment. En fait, ils allaient s'installer dans un parc et ils ont décidé de ne pas le faire parce que...

Karina [elle interrompt Anibal] : Mais cette réalité ne peut pas nous rendre immobiles, et encore moins quand il y a des expériences qui marchent. [Parce que] quand tu vas sur le terrain, et que tu sors du bureau, tu te rends compte qu'il y a bien des processus de transformation car moi-même, je les ai vus. En fait, je sais que PACES, il y a des nouveaux urbanismes où ça prend. Et je sais que là-haut, là où ça chauffe, là où ça sent la pauvreté, là où je suis allée moi, là ça prend.¹⁰³

Anibal fait allusion au récit de personnes travaillant pour la Mission Culture Corazón Adentro qui, selon son récit, ont été menacées de mort par des bandes armées présentes à Ciudad Tiuna¹⁰⁴. Il cherche ainsi à apporter une nuance au regard volontariste de sa supérieure hiérarchique sur le programme PACES. Ce faisant, il pose aussi une question plus générale sur la réelle capacité de la direction du CCDC à transformer cette institution et ses manières de fonctionner à l'intérieur et à l'extérieur de ses locaux. Karina en tant que supérieur hiérarchique, mais surtout en tant qu'intermédiaire militante revendiquant le caractère territorial de l'action publique participative et révolutionnaire, ne peut pas s'accorder avec Anibal sur ce qu'il analyse comme l'inviabilité du programme PACES. Elle ne veut pas dire pourtant qu'il faut risquer la vie des travailleurs publics pour mettre en œuvre la politique culturelle des gouvernements chavistes (Karina : « il y a des [lieux] où effectivement il ne sera pas possible à cause de [la]

¹⁰² Une des constructions phares de la GMVV, dans la ville de Caracas.

¹⁰³ Extrait d'audio. Réunion de définition de la stratégie de communication. 29 septembre 2015.

¹⁰⁴ Sur la question de la violence au sein des quartiers populaires urbains et de la réponse par les autorités publiques chavistes, voir « Los operativos militarizados en la era post-Chávez Del punitivismo carcelario a la matanza sistemática », *Nueva Sociedad. Democracia y política en América Latina*, 21 novembre 2018, URL complète en biblio.

situation¹⁰⁵ »). Mais elle espère que les travailleurs du CCDC fassent l'effort, comme elle, d'aller sur le terrain pour trouver les endroits où il est possible de construire une politique culturelle. Car, en somme, si Anibal ou d'autres se trouvent dans des positions défaitistes sur la politique culturelle et territoriale du CCDC et du MPPC en général, c'est en somme qu'ils manquent de volonté (Karina : « Pour tout, ce dont on a besoin avant tout, c'est de la volonté¹⁰⁶ »).

De cette réunion traversée par des fortes tensions entre Anibal et Karina, nous sortons tous avec des tâches à réaliser dont, pour moi, un compte-rendu qui devait servir de base commune pour commencer à mettre en place la stratégie de communication du CCDC pour la fin de l'année 2015¹⁰⁷. Or, cet accord est mis en cause dès le lendemain par Anibal. En effet, la distance et le désengagement d'Anibal vis-à-vis des tâches qui lui sont déléguées par Karina laisse entrevoir les critiques que les fonctionnaires portent sur les demandes et exigences des intermédiaires militants de l'action publique en position dominante dans les hiérarchies administratives. Elle nous permet d'observer aussi comment ces critiques se produisent de manière concrète au quotidien.

4.1.2.3. Critiques au rôle d'intermédiaire militant de l'action publique : entre petits arrangements pratiques et grandes critiques politiques

Le 30 septembre au matin j'arrive aux alentours de 9h30¹⁰⁸ aux locaux du CCDC pour me réunir avec Anibal et donner suite aux accords de travail construits la veille, dans la réunion avec Karina. J'espérais notamment lui transmettre le compte-rendu de la réunion que j'étais sur le point de finir, et grâce auquel nous pourrions regarder ensemble le résumé des tâches à accomplir et à repartir entre nous. Mais à mon arrivée, Anibal n'était pas encore sur place. Je demande alors à l'une de ses collègues, Reina, de me prêter une place dans un bureau où me mettre à travailler et finir le compte-rendu. Alors que Reina croit que je lui demande de me prêter un ordinateur pour travailler, elle réagit par la panique. Une fois qu'elle comprend que je dispose d'un ordinateur portable et que je n'ai besoin que d'un accès à une table et à une chaise, elle se détend et m'amène au deuxième bureau à droite. Du fait de l'accumulation de cartons et autres pièces de stockage, il est évident que l'espace a auparavant servi d'entrepôt, et qu'il n'a

¹⁰⁵ Extrait d'audio. Réunion de définition de la stratégie de communication. 29 septembre 2015.

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ Voir annexes.

¹⁰⁸ Notes de terrain. 30 septembre 2015. Le récit et les extraits qui apparaîtront par la suite viennent de mon cahier d'observation.

été que récemment aménagé pour servir de bureau. Je m'assois donc dans un des bureaux libres, je sors mon ordinateur portable et je me mets sur mon travail¹⁰⁹. Une heure et demie après mon arrivée, c'est-à-dire, à 11h du matin, Anibal arrive au bureau. J'essaie d'entrer en contact avec lui, mais il paraît m'éviter. Très vite il se met en contact avec sa collègue Reina et ils se mettent tous les deux devant l'un des ordinateurs disponibles dans la même salle. Ils discutent sur le réseau social Twitter, en attendant que la page charge, le tout étant toujours très lent du fait d'un très faible débit de connexion à internet au Venezuela¹¹⁰. La suite du récit, telle qu'elle est inscrite dans mon carnet d'observations, est révélatrice de la distance qu'Anibal met vis-à-vis des accords construits la veille.

Dans leur échange [à Anibal et Reina], le programme de travail discuté la veille commence à être mis en question pour adopter une approche qui paraît plus « pragmatique » :

Reina : Donc, tu es censé avoir reçu les données de la part des *circuitales* le mercredi pour envoyer l'agenda vendredi ?

Anibal : Oui, mais cette information n'arrive jamais dans les temps.

Reina : Alors, on travaille avec ce qu'on a, l'information [qui arrive au] mail du cabinet, l'info déjà postée par le ministère sur Facebook et Twitter, et on ne se prend pas la tête.¹¹¹

À la suite de ces échanges, Reina part fumer une cigarette. J'interpelle Anibal pour lui dire que le compte-rendu de la réunion est prêt, et que je peux le lui transmettre avec un autre document sur la manière de préparer une note de presse que j'avais préparé pour un atelier avec des animateurs¹¹². Anibal semble contrarié et me dit qu'il sait préparer une note de presse. En acceptant son commentaire, je lui transmets seulement mon compte-rendu. Ensuite, Anibal me fait comprendre que le travail pour le moment est fini, et que si je le souhaite je peux partir pour la pause de midi et revenir l'après-midi. Ayant compris qu'il s'agissait plus d'une exigence que d'une suggestion, je pars tout en essayant de rassembler d'autres personnes présentes dans les locaux du CCDC pour aller déjeuner. « C'est trop cher »¹¹³, me répond-on. Observant ce qui

¹⁰⁹ Dans ce contexte en particulier, il n'est pas évident de circuler en ville ou encore travailler aux côtés d'autres employés du CCDC avec mon Macbook Air acheté quelques années auparavant. Je n'étais pas à l'aise de montrer ce signe d'aisance économique face à des personnes, travailleurs ou encore public du CCDC dont la situation économique rendait l'accès à ce matériel impossible. Mon ordinateur était à ce jour, sans doute, le plus récent et le mieux doté de tous les ordinateurs disponibles dans les bureaux du CCDC. C'est aussi l'accès à cet ordinateur, qui était à la fois performant et qui gardait longtemps sa batterie, ce qui me protégeait des coupures d'électricité que l'on vivait et vit encore à Caracas dans les temps récents, que j'ai pu me proposer pour faire les activités de secrétariat (prendre des notes, établir des comptes-rendus) qui m'ont permis de construire ma place sur le terrain.

¹¹⁰ Le débit internet moyen au Venezuela par une connexion internet ABA, issue par l'entreprise de télécommunications nationale CANTV est de 2 mégabits par seconde (Mb/s). L'ordre de grandeur du débit moyen d'une connexion internet en France est de 100 Mb/s.

¹¹¹ Notes de terrain. 30 septembre 2015.

¹¹² En espagnol : *los animadores (culturales)*. Ce sont des représentants *barríos* sélectionnés par le CCDC pour faire le lien entre cette institution et leurs quartiers d'origine.

¹¹³ Notes de terrain. 30 septembre 2015.

était de toute évidence une maladresse violente de ma part, ayant invité à manger dehors des personnes n'ayant certainement pas les moyens de le faire, je pars pour revenir dans l'après-midi et m'intégrer au public d'une activité en hommage à Robert Serra, député du PSUV et figure de la jeunesse du parti assassiné en 2014 de manière très violente¹¹⁴.

Une première évidence dans ce récit est le rejet de ma présence au CCDC de la part d'Anibal. Indéniablement, je le gêne et il l'exprime dès que cela lui est possible. Il remet ainsi en cause l'accès au CCDC que sa supérieur hiérarchique, Karina, m'avait auparavant octroyé. Il est tout aussi clair que ma présence produit des violences dans ce contexte. Mon matériel de travail, le fait d'inviter à manger dehors des gens qui n'en ont pas les moyens, ou encore ma disponibilité pour un travail bénévole du fait de mon salaire de doctorante en France, sont autant de violences matérielles et symboliques que j'impose par ma présence au CCDC. Mais ce n'est pas seulement ma présence et mon implication sur la stratégie de communication qui explique la mise à distance par Anibal de ces tâches qui lui ont été déléguées par Karina la veille.

En effet, avec les phrases « je vais faire avec ce que j'ai¹¹⁵ », ou « [on fait] avec ce qu'on a¹¹⁶ » exprimées lors de la discussion entre Anibal et Reina, le premier opère un rejet des tâches qui s'ajoutent à celles qui faisaient déjà partie de son travail au CCDC. Ainsi, en restreignant le travail de communication à reproduire sur les réseaux sociaux du CCDC les informations de la programmation culturelle qui arrivent par mail, ou encore celles déjà rendues publiques dans les réseaux sociaux du MPPC, Anibal limite ses fonctions à une série de tâches réalisables en peu de temps et depuis les locaux du CCDC. Il met ainsi à distance l'exigence d'aller sur le terrain qui lui avait été rapportée par Karina la veille, et qu'il considère illégitime et irréaliste. Ce qui est à mettre en lien avec l'aspect pleinement matériel de l'exigence de travail

¹¹⁴ Robert Serra est retrouvé à son domicile, aux côtés de sa compagne, tué de plusieurs incisions à l'arme blanche. « Venezuelan lawmaker Robert Serra killed in Caracas », *BBC News*, 2 octobre 2014, URL complète en biblio. Si la question de la violence armée au Venezuela n'est pas au cœur de ma recherche, elle est présente au quotidien pour quiconque ayant parcouru le pays durant les années 2010. Le Venezuela est constamment classé parmi les pays ayant les taux d'homicides les plus hauts du monde en situation dite de paix. Un contexte nourri par la circulation d'armes qui ont « glissé » des mains des groupes policiers et militants vers celles des gangs de jeunes, des groupes criminels organisés et en général vers des réseaux illicites, du fait des connexions qui existent entre ces entités ». Yoletty BRACHO, « L'expérience de la violence armée dans les barrios de Caracas : entre gangs, opérations militarisées et gestion du conflit au quotidien. Entretien avec Verónica Zubillaga », *op. cit.* Dans ce cadre, la violence politique a aussi une place qui lui est propre, à la fois dans le contexte d'affrontement entre des acteurs politiquement opposés, mais aussi et surtout par les diverses formes prises par la violence d'État, dès ses expressions les plus classiquement politiques (répression des dissidents), jusqu'à celles les plus quotidiennes (en n'assurant pas aux vénézuéliens l'accès à la santé, par exemple) qui sont tout aussi politiques. Ces questions seront traitées dans le dossier, à paraître : Fabrice ANDREANI et Yoletty BRACHO, « Rapports ordinaires aux violences d'État au Venezuela : productions, résistances, (dé)légitimations », *Cahiers des Amériques latines*, 2023, n°101.

¹¹⁵ Notes de terrain. 30 septembre 2015.

¹¹⁶ *Ibid.*

de terrain. En effet, par l'injonction à la territorialisation de la politique culturelle, la directrice du CCDC assume la disponibilité des travailleurs du CCDC à la fois en termes de temps et de déplacements. Ainsi, Karina demande à Anibal de se rendre aux réunions collectifs territoriaux afin de connaître les acteurs de la culture à l'échelle des quartiers, et d'intégrer la diffusion de leur programmation culturelle à la stratégie de communication du CCDC. Or, cela pose la question des moyens qui sont donnés à Anibal pour réaliser ces activités. En effet, les réunions des collectifs territoriaux sont typiquement réalisées en dehors des horaires de bureau, une fois que les participants ont eux-mêmes fini leur journée de travail¹¹⁷. Cela exige alors des déplacements tardifs, à des heures où l'accès aux transports publics à Caracas n'est pas évident et pas nécessairement sécurisé. La communication avec les participants aux collectifs territoriaux demande des dépenses en télécommunications, en sachant qu'au Venezuela les forfaits de téléphone sont hors de portée pour le plus grand nombre, devant se relier à une carte bancaire de crédit. Enfin, travailler en dehors des horaires de bureau pourrait appeler au paiement d'heures supplémentaires à Anibal ou à tout autre travailleur du CCDC.

Dans un contexte où les employés publics sont payés en-dessous de leurs besoins, y compris par le biais de sacs de nourriture, difficile d'assumer une disponibilité volontaire de la part des travailleurs du CCDC, dont Anibal, pour mener à bien les tâches nécessaires à la mise en place d'une politique culturelle territorialisée.

En somme, la mise à distance opérée par Anibal sur les accords de la réunion de travail avec sa supérieure hiérarchique de la veille, comporte une critique générale des définitions que Karina, en tant qu'intermédiaire militante de l'action publique, donne au travail administratif. Par sa non-adhésion ou son désengagement, Anibal mobilise ses marges de manœuvre pour redéfinir les contours de son poste de travail et des tâches qui lui sont attribuées. Par ce biais, sont aussi retravaillées les définitions de ce que sont les efforts légitimes à produire dans le travail administratif, et plus précisément au sein des administrations publiques des gouvernements chavistes en contexte de crise économique et de tension politique. Ainsi, « travailler avec ce qu'on a », contenir le travail de communication à ce qui se passe au bureau, redéfinir la tâche de la communication pour la restreindre à la pratique du digital, met en cause

¹¹⁷ Ce qui est par ailleurs le propre de nombre de réunions auxquelles j'ai pu participer quand il s'est agi de suivre le travail au sein de divers dispositifs participatifs. La logique serait celle de faire des réunions après la journée du travail formel passée, ajoutant à ladite journée un bloc de travail extra, celui du travail participatif. En sachant que nombre de ces fonctions participatives sont exercées par des femmes, il s'ajoute au travail de care que ces femmes des classes populaires exercent à la fois pour leurs familles et leurs communautés. Jessica BRANDLER-WEINREB, *Participation, politisation et rapports de genre : changement social en milieu populaire (Venezuela, 2002-2012)*, *op. cit.*

le cœur même du projet de refonte du CCDC porté par Karina et la nouvelle direction, à savoir, celui de la territorialisation de la politique culturelle. Depuis la perspective de l'intermédiaire militante il s'agirait en effet de sortir du bureau, de participer aux réunions des collectifs territoriaux, de tisser des liens avec les représentants des quartiers et notamment avec ceux en charge des activités culturelles. Le tout afin de pouvoir remonter ces informations au CCDC, et ensuite les distribuer de manière élargie comme faisant partie d'un tout cohérent qui serait celui de l'appropriation populaire de la politique culturelle. En conséquence, ne pas participer à « *l'empowerment* du pouvoir populaire¹¹⁸ », ne pas participer à la « territorialisation de la politique culturelle¹¹⁹ », revient en somme à mettre en cause ce qui est au cœur de la définition du travail administratif par les intermédiaires militants : l'engagement, le dévouement, le sacrifice pour la révolution bolivarienne.

Au cœur de la relation entre les intermédiaires militants de l'action publique participative et les fonctionnaires au sein des institutions promotrices de la participation, se trouve leur distance sociale et politique qui produit régulièrement des situations de conflit. Or, il ne s'agit pas de rapports de force d'égal à égal, mais de ceux entre des supérieurs hiérarchiques et des subordonnés. Dans ce contexte, les intermédiaires militants placés en position de domination cherchent à imposer leurs définitions légitimes du travail administratif et de l'engagement au travail. Ces définitions se trouvent en lien étroit avec leurs perspectives sur la participation en tant qu'offre publique, mais aussi en tant qu'outil de gestion des institutions de la participation. Si les résultats de ces rapports de force varient selon les situations et les contextes, c'est la nature des rapports de force qui retient notre attention. En effet, que ce soit en exprimant de la méfiance vis-à-vis des méthodes participatives en tant qu'outil de gestion interne aux institutions publiques, ou encore en critiquant par la pratique les définitions du travail administratif imposées par les supérieurs hiérarchiques, les fonctionnaires formulent de manière plus au moins formelle des ruptures fortes avec les valeurs et les objectifs qui animent les intermédiaires militants de l'action publique participative. Ces prises de distance résultent d'une part du contexte politique et économique de tension généralisée qui recouvre les interactions entre intermédiaires militants et fonctionnaires. D'autre part, elles sont l'expression

¹¹⁸ Entretien avec Ciro. 7 novembre 2015.

¹¹⁹ Proposition de territorialisation de la politique culturelle. Date d'obtention : 8 juillet 2015.

des relations entre des acteurs aux profils sociaux et politiques très éloignés. Ces conflits empêchent les échanges entre intermédiaires militants et fonctionnaires.

Par contraste, quand les intermédiaires militants de l'action publique recrutent leurs *compañeros* en tant qu'employés des institutions dont ils sont en charge, les valorisations mutuelles sont synonymes d'entente et de profits communs. En effet, dans le cadre de l'économie morale de la révolution, quand les militants se retrouvent à exercer ensemble des fonctions de promotion des politiques participatives des gouvernements chavistes, les échanges fusent et les gains objectifs et subjectifs font partie des définitions quotidiennes de l'engagement au travail.

4.2. Construire les politiques participatives avec les *compañeros* : les échanges au cœur du fonctionnement des institutions de la participation

La promotion des politiques participatives des gouvernements chavistes est en partie déléguée aux intermédiaires militants de l'action publique, en leur laissant la main sur les institutions en charge de ces politiques. Au sein de ces institutions, ils construisent des relations très fluides avec leurs *compañeros* (compagnons). Il s'agit d'acteurs issus des réseaux des gauches vénézuéliennes avec qu'ils partagent l'horizon politique de la sauvegarde de la Révolution, ainsi que les méthodes de travail pour atteindre cet objectif. Si les relations entre intermédiaires militants et *compañeros* ne sont complètement pacifiées, elles permettent des échanges politiques au travers desquels circulent des biens matériels et symboliques, qui garantissent des valorisations mutuelles même en cas de conflit.

4.2.1. Formation de *formadores* à Vargas : la réaffirmation du nous révolutionnaire entre intermédiaires militants de l'action publique.

En 2014, l'équipe de direction de la CNPGC de Fundacomunal décide de former les nouvelles recrues de la fondation, représentants de Fundacomunal dans les États fédérés, à la promotion et à l'accompagnement des dispositifs participatifs territoriaux. Les directeurs de la CNPGC envisagent cette formation comme un moment convivial et de retrouvailles avec leurs proches. En effet, il n'y a pas de raison de se contraindre au cadre formel des bureaux de la fondation quand on travaille avec les *compañeros*. Ainsi, en partant pour une semaine dans une

petite localité de l'État de Vargas sur la côte caribéenne, ce moment de travail se construit sur la base de codes politiques, esthétiques et pratiques issus du militantisme populaire et partagés entre les personnels de Fundacomunal invités à la formation. Se former au travail administratif de promotion de la participation devient alors un moment où se réaffirme le « nous » révolutionnaire.

4.2.1.1. Les voies collectives et individuelles du recrutement à Fundacomunal : embaucher les compañeros au sein des institutions promotrices de la participation

Comme on a pu le voir précédemment, pour les intermédiaires militants de l'action publique, les institutions de la participation sont des espaces à investir par le militantisme. Pour Álvaro, Karina, Simón et Pablo, directeurs de la CNPGC, c'est d'autant plus le cas qu'ils sont à la tête d'une des principales coordinations de Fundacomunal en tant qu'institution phare des politiques participatives des gouvernements chavistes.

Aux yeux des directeurs de la CNPGC, l'accompagnement proposé par Fundacomunal à la mise en place de dispositifs participatifs doit promouvoir le fonctionnement autonome des CC et Communes. Ici l'autonomie étant définie comme la capacité des CC et des Communes à ne pas dépendre des pouvoirs publics, pourtant principaux pourvoyeurs de fonds, pour leur fonctionnement au quotidien et pour la mise en œuvre de leurs programmes d'action. Il s'agit aussi de proscrire les relations de dépendance avec les représentants des institutions de promotion de la participation qui les auraient accompagnés à accomplir les démarches administratives nécessaires à leur installation officielle.

Selon les directeurs de la CNPGC, il est possible de faire émerger et de structurer la pratique de l'autonomie au sein des dispositifs participatifs, en suivant une méthodologie de travail issue du monde militant qui se base sur trois axes d'action. À savoir, la systématisation d'expériences, le développement de la communication populaire, et l'articulation populaire. (1) La systématisation d'expériences fait référence au travail de recueil, d'exploitation et d'archivage des informations disponibles sur les activités réalisées par les organisations populaires implantées dans les territoires géographiques et sociaux des CC et Communes officialisés ou en voie d'installation. (2) Le développement de la communication populaire renvoie à la mise en place de moyens de communication entre les diverses structures organisationnelles à échelle locale, selon leurs potentielles affinités. (3) Enfin, l'articulation populaire fait référence à la conception et à la mise en place de projets communs entre les

structures ayant été mises en relation par le biais de la communication populaire, et dont les potentialités auraient été révélées par la systématisation d'expériences¹²⁰.

Cette démarche de jonction entre le travail institutionnel de promotion des politiques participatives et les pratiques militantes doit être comprise dans le contexte de l'arrivée d'une série d'acteurs à profil militant aux instances de direction du MPPCMS et à ses entités adjointes, dont Fundacomunal. Ainsi, avec l'installation de Reinaldo Iturriza au poste de ministre du pouvoir populaire pour les Communes et les mouvements sociaux en 2014, s'intègre aussi Raúl à la place de président de Fundacomunal, et son équipe politique à la tête de la CNPGC. Ces acteurs conçoivent la gestion des institutions de la participation comme une mission politique qui demande d'ouvrir ces institutions à de nouveaux profils d'employés publics. Nouveaux par rapport aux profils des membres du FFM à qui le gouvernement d'Hugo Chávez avait confié le nouveau MPPCMS en 2009. Aux yeux des intermédiaires militants, les membres du FFM ont une culture politique et organisationnelle trop rigide et trop proche des intérêts du PSUV. De ce fait, ils seraient incapables de protéger les intérêts des organisations populaires qui seraient en concurrence avec ceux du parti.

Ainsi, le recrutement de nouveaux personnels fait partie de la stratégie politique et administrative des directeurs de la CNPGC vis-à-vis du gouvernement interne de la coordination qui leur est déléguée. Elle s'intègre dans une politique de recrutement plus large au sein du MPPCMS. En conséquence, les recrutements promus par les intermédiaires militants que ce soit au sein du ministère ou à Fundacomunal obéissent à leurs définitions politiques du devoir être et du devoir faire des institutions publiques en contexte révolutionnaire, et des responsabilités devant être accomplies par les personnels travaillant au sein de ces institutions. Ces recrutements peuvent être collectifs ou individuels.

La voie du recrutement collectif est celle de l'intégration d'une organisation populaire au sein d'une institution publique, l'organisation étant perçue comme légitime à travailler dans la promotion des politiques participatives du fait de ses performances militantes. C'est le cas, par exemple, de l'intégration du Courant Révolutionnaire Bolívar et Zamora (CRBZ) au sein du MPPCMS :

¹²⁰ Document « Fiches d'observation », sous-section « Fundacomunal : fundación para el desarrollo y la promoción del poder comunal : Coordinación de gobiernos comunitarios ». 6 octobre 2014.

Mais à l'intérieur du ministère il y a, quand même, beaucoup de gens du *Frente*, beaucoup. Mais maintenant on commence, en fait, à plus ouvrir l'espace à des gens qui ont un travail préalable avec l'organisation populaire. Parmi eux il y a le Courant Révolutionnaire Bolívar et Zamora, qui a un travail important par rapport au développement des Communes, ou à l'impulsion des organisations de base comme les CC et les Communes au niveau national, mais plus précisément dans les régions de la plaine [...] Bon, ils participent à l'intérieur du ministère [...], notamment dans l'organisation du travail [dans la zone] agricole.¹²¹

Les mots de Dario, dont nous allons explorer le parcours qui l'amène vers Fundacomunal, laissent entrevoir deux dynamiques qui structurent l'intégration des organisations et des militants populaires au sein des ministères, en l'occurrence du MPPCMS.

La première est celle de la forte valorisation des formes d'organisation collective non partisans par les réseaux d'intermédiaires militants de l'action publique. En effet, ici le terme « l'organisation populaire » au singulier ne se réfère pas à une organisation en particulier, mais à une conceptualisation militante de ces organisations propre aux milieux des gauches vénézuéliennes. Ce concept se construit autour de définitions idéelles et idéales de ce qu'une organisation populaire doit être et de son rôle politique au sein de la société vénézuélienne. Ainsi, entre diverses définitions de l'autonomie, de la proximité au terrain et de la communauté, ou encore du travail social, se construit un idéal-type qui structure les attentes vis-à-vis de ces organisations et de leurs membres. En ce sens, quand « on ouvre l'espace à des gens qui ont un travail préalable avec l'organisation populaire¹²² », on donne des places au sein des institutions publiques à des acteurs dont le profil de militant populaire est censé garantir leur dévouement à la promotion des politiques participatives. Ces attaches aux codes militants serait aussi source de compréhension des enjeux politiques propres à la conjoncture révolutionnaire.

Ce qui nous amène à la deuxième dynamique, celle de la valeur ajoutée que le travail des militants populaires censé produire au sein des institutions publiques. En effet, quand Dario dit que les militants de la CRBZ « participent à l'intérieur du ministère¹²³ », le mot en espagnol qu'il mobilise est *sumando*, que l'on peut traduire littéralement par le participe présent du verbe additionner. Ainsi, l'intégration d'une organisation populaire au sein d'un ministère répond aux évaluations négatives que les intermédiaires militants ont du fonctionnement habituel des institutions publiques. Cela obéit aussi à ce qu'ils voient comme l'incapacité de leurs collègues de travail fonctionnaires, d'être véritablement engagés dans la promotion de la participation.

¹²¹ Entretien avec Dario. 9 août 2014.

¹²² *Ibid.*

¹²³ *Ibid.*

Dans ce contexte, les nouvelles recrues issues des organisations populaires et devenant à leur tour des intermédiaires militants, sont censés combler les vides laissés par les administrations précédentes, et *sumar* ou ajouter de la valeur au travail des institutions de la participation.

La démarche d'intégration des organisations populaires au sein des institutions publiques doit aussi être comprise comme une forme de reconnaissance du travail militant de ces organisations. En effet, « les recrutements [sont] signifiés comme un mécanisme de reconnaissance au travail social des organisations, [même si] l'objectif de leur intégration ne se réduisait pas à ceci, mais au contraire [il s'agit aussi] de transformer ce travail [social] en politiques publiques¹²⁴ ».

La deuxième voie de recrutement est celle du recrutement individuel :

Et étant donné la participation et la pratique que j'avais là, du coup, on a commencé à me prendre en compte pour des responsabilités plus importantes. Et l'une de ces responsabilités a été d'être *vocero*¹²⁵ lors d'une rencontre de la Région Centre, [être *vocero*] des Communes qui étaient en construction dans cette région du pays. Lors de cette rencontre je retrouve aussi la Coordination des gouvernements communautaires de Fundacomunal, que je ne connaissais pas avant. En fait, à l'époque je ne savais pas qu'il y avait autant de coordinations dans Fundacomunal. Et du coup, là, je rencontre les *compañeros* Simón, Karina, et nous commençons à faire connaissance. Eux, ils évoluaient, oui, ils évoluaient en tant qu'équipe et ils développaient à l'époque une dynamique qui faisait qu'à chaque rencontre, ils s'approchaient d'un *vocero* ou un *comunero*¹²⁶ pour que cette personne les accompagne aux rencontres suivantes. Et ben, pour le soutien, disons, pour les tables-rondes de travail et les discussions. Et bon, disons que j'ai eu une participation que les *compañeros* ont considéré comme étant significative lors de cette rencontre, et à partir de là nous avons pris contact. [...] Donc, à partir de là, on a commencé à faire surgir des liens plus politiques, beaucoup plus... Il y avait, disons, une compatibilité dans la manière de concevoir les choses. Du coup, je commence à travailler mais non pas de manière rémunérée, pour eux, mais comme une forme de militantisme. [...] Et dans ce processus, j'ai été appelé à travailler à Fundacomunal, et j'accepte précisément parce qu'il y avait une dynamique moins bureaucratique, il y avait plus de place pour militer dans le même processus que celui de travailler. Et du coup, on est là. J'assume, du coup, la responsabilité de coordination, de supervision de la Région Centre [...].¹²⁷

¹²⁴ Luisina PERELMITER, *Burocracia plebeya: la trastienda de la asistencia social en el Estado argentino*, op. cit., p. 263.

¹²⁵ Le terme *vocero* se traduit littéralement par « porte-parole ». Il fait partie des rôles prévus par les lois encadrant le fonctionnement des CC et des Communes. Le rôle symbolique et social de porte-parole se voit à la fois reconnu et encadré par les structures proposées par les gouvernements chavistes pour organiser la participation citoyenne à l'échelle territoriale. Voir *supra*.

¹²⁶ Se traduit littéralement par « communard ». Il s'agit de celui qui intègre et participe dans une Commune.

¹²⁷ Entretien avec Dario. 9 août 2014.

En 2014, Dario est le coordinateur de la Région Centre pour la CNPGC de Fundacomunal. Cela veut dire qu'il représente la CNPGC dans les États fédérés d'Aragua, Carabobo, Miranda, Vargas et le District Capital, donc au cœur géographique de la vie politique et économique du Venezuela.



Figure 12 : États fédérés du Venezuela¹²⁸.

¹²⁸ « Anexo: Entidades federales de Venezuela », in *Wikipedia, la enciclopedia libre*, 2022, URL complète en biblio. Sur cette carte récente représentant les États fédérés qui composent le Venezuela, on voit en haut au centre le nouvel État « La Guaira ». Historiquement, il porte le nom d'État de Vargas, La Guaira étant le nom d'usage de son trait de côte. Le changement de son nom est inscrit dans des longues controverses politiques et constitutionnelles. Rafael LASTRA, « Abogados insisten en ilegalidad del cambio de nombre de estado Vargas a La Guaira », *Crónica Uno*, 15 août 2022, URL complète en biblio.

Dario est recruté par l'équipe de direction de la CNPGC à ses vingt-sept ans, juste après l'obtention de son diplôme en sciences sociales à l'Université de Carabobo. Son recrutement laisse entrevoir l'entrelacement heureux entre ses capitaux sociaux individuels et les nouvelles structures politico-administratives à partir desquelles les intermédiaires militants cherchent à transformer Fundacomunal.

Ainsi, le recrutement de Dario renvoie, comme pour les recrutements collectifs, à une forme de reconnaissance de son engagement militant et participatif. En effet, il obtient cet emploi à la suite de ses cinq années d'engagement dans le CC de sa paroisse. Il s'y investi à partir de 2009, alors qu'il n'a que vingt-deux ans¹²⁹. On voit alors que Dario a une place valorisée au sein de son CC puisqu'il est mandaté par ses membres pour en être le représentant lors de la réunion des CC et des Communes de la Région Centre organisée par les directeurs de la CNPGC. Sa place au sein de son CC est d'autant plus valorisée que les directeurs de la CNPGC reconnaissent sa participation « significative¹³⁰ » à la rencontre de la Région Centre. Cette valorisation se vérifie ensuite par une prise de contact personnalisée qui ouvre la porte à la suite de leurs échanges.

La mise en valeur du parcours d'engagement participatif de Dario est à mettre en lien avec la reconnaissance sociale mutuelle qui s'opère entre lui et les directeurs de la CNPGC. Dario est proche en âge de Karina, Pablo, Simón et Álvaro, entre la fin de la vingtaine et le milieu de la trentaine. Ils sont tous des jeunes actifs urbains. Ils partagent, pour certains d'entre eux, des origines au sein des quartiers populaires urbains des villes de l'axe Caracas-Maracay-Valencia. Ces trois grandes villes sont historiquement reliées par les activités industrielles et le commerce. Karina, Pablo et Dario ont en commun une formation universitaire en sciences sociales. Enfin, ils partagent tous une forte reconnaissance d'Hugo Chávez comme leader révolutionnaire. Ils se réclament aussi d'une proximité critique au chavisme en tant que courant politique, et avec le gouvernement de Nicolás Maduro.

Cette reconnaissance mutuelle ne serait cependant pas possible sans la recherche de nouvelles recrues de la part de l'équipe de direction de la CNPGC. Comme nous l'explique Dario, la CNPGC organise une série de rencontres de *comuneros* et de *voceros* à échelle

¹²⁹ Prenons en compte que l'année 2009 est l'année de promulgation de la Loi Organique des Conseils Communaux, à partir de laquelle ces dispositifs gagnent une forte centralité dans les politiques participatives territoriales des gouvernements chavistes en absorbant d'autres structures participatives comme les comités de terres urbaines et les comités d'eau.

¹³⁰ Entretien avec Dario. 9 août 2014. Les citations suivantes sont extraites de la même source.

nationale. Ces rencontres se font par « région¹³¹ ». Au Venezuela, ce terme renvoie à la division d'usage du territoire national : les Andes, la Plaine, le Sud, l'Orient, l'Occident, le Centre.

Lors des rencontres de *comuneros* et *voceros*, les directeurs de la CNPGC cherchent activement des personnes dont les profils leur semblent aptes et légitimes à s'engager à la promotion des politiques participatives en devenant des nouveaux personnels de Fundacomunal. Toutefois, ce repérage ne se suffit pas à lui-même. Les participants ayant capté l'attention des directeurs de la CNPGC doivent faire leurs preuves auprès de cette équipe avant de l'intégrer. Ainsi, Dario est appelé par les directeurs de la coordination à les accompagner lors des rencontres régionales suivantes. Il les suit notamment dans la région des Andes et dans la région orientale. Il assiste aussi à des réunions de travail dans les locaux de Fundacomunal, à Caracas. Il explique cette dynamique : « j'étais sur le point d'avoir mon diplôme, et en tant que chômeur, ben, j'avais le temps pour faire tout ça (rires) ».

En effet, faire ses preuves, revient à donner de son temps et de ses moyens matériels pour suivre les sollicitations de l'équipe de direction de la CNPGC, sans pour autant être rémunéré. Il s'agit donc d'un bénévolat, d'un travail volontaire, celui que Dario définit comme du militantisme : « Du coup, je commence à travailler mais non pas de manière rémunérée, pour eux, mais comme une forme de militantisme ». Ce travail gratuit, qui fait partie prenante des structures militantes et associatives, s'intègre ici dans à la structure d'une institution publique dédiée à la promotion des politiques participatives¹³². Ainsi, les valeurs et les pratiques militantes ne guident pas seulement le sens, mais aussi les méthodes de recrutement au sein de ces institutions. En fin de comptes, le travail rémunéré auquel Dario accède une fois qu'il devient le responsable de la Région Centre pour la CNPGC, est en lui-même une forme de rétribution du militantisme. Il obtient cette rétribution une fois que son engagement révolutionnaire et participatif est prouvé auprès, et validé par les intermédiaires en tant que militants ayant acquis des places au sein des institutions publiques qui leur permettent d'octroyer des bénéfices matériels et symboliques à la suite de leur reconnaissance¹³³.

¹³¹ *Ibid.*

¹³² Maud SIMONET-CUSSET, *Le travail bénévole : engagement citoyen ou travail gratuit ?*, op. cit.

¹³³ Dario reproduit cette dynamique de sélection à son tour : « Une des politiques que nous essayons de mettre en place, ou du moins depuis la coordination des gouvernements communautaires, c'est que ceux qui y participent soient des militants. En effet, c'est un prérequis, il y a un profil pour s'y intégrer, pour le dire d'une certaine manière (rires). C'est pas comme s'il y avait un examen, mais c'est qu'il faut avoir un profil minimum pour pouvoir faire partie de la coordination ». *Ibid.*

Dario et les directeurs de la CNPGC deviennent alors de véritables *compañeros*. Ils partagent les bienfaits de se retrouver en position d'échanger leur engagement pour les ressources publiques à disposition des anciens et des nouveaux intermédiaires militants au sein des institutions en charge des politiques participatives.

4.2.1.2. Travailler avec les *compañeros* : s'engager pour réorienter la révolution dans le cadre des Conseils présidentiels de gouvernement du Pouvoir populaire

J'ai été invitée par les militants de la Coordination des Gouvernements Communautaires de Fundacomunal [pour] les rejoindre à une rencontre à La Casita. Ils allaient travailler pendant une semaine avec des équipes d'activistes politiques de tout le pays. J'ai cependant été invitée à participer les deux derniers jours. [Ce sont] mes premiers contacts avec cette équipe, et je [n'ai] pas encore de la légitimité [d'aller] partout.

Pour aller à La Casita, il faut prendre un bus depuis le centre-ville de Caracas vers [Ciudad] Caribea. Ce bus fait un trajet vers l'État de Vargas [en passant] par La Guaira, et ensuite il [longe] la côte en passant par les espaces résidentiels de la zone. Ayant des directions très floues, comme [c'est] habituel au Venezuela, j'ai dû demander plusieurs fois aux voyageurs du bus et au conducteur si [ce] bus m'amenait [bien] là où je voulais aller. Je suis descendue sur une rue où l'on pouvait voir des bâtiments classiques des quartiers résidentiels [comme ceux de] Caracas, des bâtiments plutôt datant des années 70 et 80, et des maisons de la même époque et plutôt « luxueuses ». Elles étaient entourées de grilles et de murs, comme cela se fait par souci de sécurité. En me rapprochant de ces maisons je vois très facilement laquelle d'entre elles est la maison où je me dirige. La Casita est celle dont les murs sont remplis [de fresques] qui représentent les symboles de l'engagement politique de ceux qui en font usage : le visage du Ché Guevara, les couleurs du drapeau vénézuélien, des fleurs tropicales, entre autres.¹³⁴

Dans le Venezuela d'après la mort d'Hugo Chávez, les intermédiaires militants de l'action publique s'appliquent à promouvoir les définitions communales de la révolution bolivarienne, cherchant à garder les enjeux participatifs au centre des évolutions gouvernementales. Ceci est aussi censé leur permettre de garder les emplois qu'ils ont pu obtenir auparavant au sein des institutions publiques dédiées aux politiques participatives. Une occasion pour accomplir cet objectif est la II^e Rencontre Nationale de *Comuneros*, qui doit avoir lieu au mois de novembre 2014. En effet, les directeurs de la CNPGC donnent une grande importance à la réussite de cet événement qu'ils conçoivent comme un moment stratégique de construction d'accords entre *comuneros*. Dans ce contexte, la catégorie de *comuneros* est comprise au sens large pour regrouper divers acteurs impliqués dans la promotion de la participation, que ce soit par l'engagement dans les dispositifs participatifs territoriaux (CC et Communes), sectoriels (missions), ou en tant que représentants des organisations populaires.

¹³⁴ Notes de terrain. 11 juin 2014.

Les accords entre *comuneros* doivent servir à établir un dialogue direct avec la Présidence de la République par le biais du Conseil présidentiel du gouvernement communal (CPGC). Le CPGC est pionnier parmi les divers Conseils présidentiels du gouvernement du Pouvoir populaire. Ces derniers sont définis comme des « organes d'orientation, de conseil et de coordination de politiques publiques, de conception de plans, d'objectifs et des formes de suivi¹³⁵ » sur les enjeux touchants divers groupes ciblés durant les débuts du gouvernement de Nicolás Maduro. Courant 2015, un total de quinze Conseils présidentiels sont mis en place, ciblant divers groupes dont les pêcheurs, les étudiants et la jeunesse, les femmes, les peuples autochtones, les travailleurs¹³⁶. Le CPGC est conçu comme un « espace de co-gouvernement¹³⁷ » qui doit permettre « d'établir une relation permanente sur les grandes thématiques de l'État, les grandes thématiques de gouvernement, les politiques publiques, les politiques économiques, les politiques sociales, [...]»¹³⁸ entre les CC et Communes du pays et la Présidence de la République¹³⁹. Concrètement, en 2014 et 2015, le CPGC, sorte de supra-organe consultatif en devenir, représente l'un des grands projets du MPPCMS et des institutions en lien étroit avec ce ministère, dont Fundacomunal.

En effet, de l'annonce de la création du CPGC à l'approbation de la Loi qui l'encadre fin 2015, cinq grands cycles de « consultation et prise de décision¹⁴⁰ » se tiennent. Chacun d'entre eux donne lieu à des rencontres à Caracas entre les représentants de CC et de Communes de tous les États fédérés du pays. Ces représentants discutent lors de tables rondes thématiques et régionales, afin proposer des accords au cabinet de la Présidence, voire à Nicolás Maduro lui-même lors de plénières où il lui arrive d'être présent¹⁴¹. Ces accords contiennent les décisions

¹³⁵ Article 1, décret 2161 avec Rang, Valeur et Force de Loi des Conseils présidentiels de gouvernement du Pouvoir populaire, *Journal Officiel* n° 6206, 29 décembre 2015. Au moment de mon enquête en 2014, le décret n'existait pas encore, ce qui était par ailleurs source de mécontentement pour ceux qui, travaillant pour les institutions de promotion de la participation, souhaitaient donner un statut légal à ces structures. Voir l'entrée de blog de l'ancien vice-ministre de Formation du MPPCMS Gerardo ROJAS, « Sobre la Ley de los Consejos Presidenciales del Gobierno Popular », *¡Comuna o Nada!*, 28 décembre 2015, URL complète en biblio.

¹³⁶ Egle ITURBE et Victoria E. CASTRO T., « Comisiones presidenciales, órganos superiores y consejos del Poder Popular », *Instituto de Estudios Parlamentarios Fermín Toro*, défrier 2016, URL complète en biblio.

¹³⁷ Extrait du texte « Consejo Presidencial de Gobierno Popular con las Comunas », *Consejo Presidencial de Gobierno Popular con las Comunas*, mai 2014, URL complète en biblio.

¹³⁸ *Ibid.*

¹³⁹ Nicolás Maduro annonce la naissance du CPGC à l'occasion des « Rencontres des Communes productives et mouvements sociaux, à l'attaque pour la paix et pour la vie », 17 mai 2014, [\[en ligne\]](#).

¹⁴⁰ Dont un historique en forme de « ligne de temps » a été construit par des acteurs ayant été impliqués dans l'organisation du CPGC depuis la position d'intermédiaires militants de l'action publique, employés par le MPPCM. Cet historique est toujours disponible en ligne en 2022, ce qui est exceptionnel par rapport à la grande perte de données des divers organes publics vénézuéliens. « Consejo Presidencial de Gobierno Popular con las Comunas », *op. cit.*

¹⁴¹ Comme cela a pu avoir lieu le 16 septembre 2014, quand des participants du CPGC sont choisis pour se rendre à Caracas et rencontrer Nicolás Maduro au cours de l'émission « En contact avec Maduro », durant laquelle il s'engage à « démolir les restes de l'État bourgeois [et à] y aller de manière progressive, à pas sûr, vers la

prises par ledit gouvernement communal, devant être transformées en politiques publiques par l'exécutif national. Autrement dit, ces accords sont à proprement parler les propositions de co-gouvernement issues des acteurs composant le pouvoir populaire.

Ces larges structures consultatives et participatives, s'apparentant à d'autres formes de consultation citoyenne¹⁴² ou encore à des congrès de parti, sont préparées avec une relative anticipation par les acteurs qui en ont la charge au sein des institutions publiques promotrices de la participation. Dans le cas concret de la II^e Rencontre Nationale de *Comuneros*, prévue elle-même comme une étape de préparation du CPGC, l'organisation de cet évènement est un enjeu de taille pour l'équipe qui dirige la CPGC en tant qu'équipe politique du directeur de Fundacomunal. Ces tâches arrivent dans un contexte de réforme de Fundacomunal initiée à l'été 2014 et qui occupe déjà une place importante, créant des tensions entre les intermédiaires militants et leurs collègues fonctionnaires¹⁴³.

Pour organiser les rencontres entre *Comuneros*, les intermédiaires militants de l'action publique doivent construire et préparer en amont les équipes qui les accompagneront à la mise en place et à l'orientation de ces grands rendez-vous participatifs. On l'a vu, les directeurs de la CNPGC ont élaboré une politique de recrutement de nouveaux intermédiaires, dont le rôle est de représenter la coordination au niveau des États fédérés, voire dans les Régions. Ce sont ces mêmes nouvelles recrues, à la fois *compañeros* des directeurs de la CNPGC car proches politiquement, mais aussi subordonnés du fait de leur position au sein de Fundacomunal, qui sont appelés à coordonner les rencontres de *Comuneros*. Cet appel est double. D'une part, il s'agit pour les directeurs de la CNPGC de compter sur leurs subordonnés pour l'organisation des aspects logistiques de ces rencontres. D'autre part, il est question qu'ils prennent en charge l'orientation politique des discussions entre *Comuneros*. Ainsi, au cœur des préoccupations des intermédiaires militants de l'action publique hauts placés à Fundacomunal, se trouve la volonté de construire des sessions de préparation des *compañeros* préalables aux rencontres des *Comuneros*. L'objectif de ces sessions est de traiter et d'approfondir les questions politiques

construction d'un État démocratique, efficace, et véritablement social ». « Entrega de los acuerdos de la Sesión Plenaria Nacional del Consejo Presidencial de Gobierno Popular con las Comunas al Presidente Maduro », *Consejo Presidencial de Gobierno Popular con las Comunas*, 16 septembre 2014, URL complète en biblio.

¹⁴² Durant le gouvernement d'Emmanuel Macron en France on a pu assister à des Grenelle, Segur, mise en place d'une Convention citoyenne pour le climat, et ainsi de suite. Sans nécessairement discuter de la proximité des dispositifs mis en place pour ces consultations et autres formes d'appel à la participation par rapport à celle du CPGC, c'est la question de cette modalité de gouvernement par la participation à grande échelle qu'il me semble intéressant de mettre en dialogue.

¹⁴³ Voir *supra*.

qui, aux yeux des directeurs de la CNPGC, sont à la base des initiatives participatives qu'ils promeuvent. Les questions qui habitent les directeurs de la CNPGC sont, par exemple :

Qu'est-ce que l'État communal ? Comment devenir *le* gouvernement ? Comment s'exprime la fin d'un vieux modèle [d'État] et la naissance de ce qui est nouveau ? Étant donné la crise actuelle, l'organisation populaire et le pouvoir populaire en tant que réponse ?¹⁴⁴

Ces questions dont les réponses permettraient de mieux saisir la conjoncture dans laquelle se trouve la Révolution bolivarienne après la mort d'Hugo Chávez, doivent alors être connues d'avance par les *compañeros*. En effet, ils doivent s'en inspirer pour encadrer, voire orienter, par la suite les discussions entre *Comuneros* lors des rencontres de préparation d'accords en vue du CPGC.

Mais alors, comment fait-on pour parler avec les *compañeros* de questions pleinement politiques quand elles se présentent au cœur du travail au sein d'une institution publique ? On échange les lieux du travail administratif, les guichets et les bureaux d'administration, pour des lieux de rencontre convivial et militante. On troque les pratiques du travail bureaucratique, de l'écriture formelle et de rapports, pour des discussions collectives encadrées par les méthodes de l'éducation populaire et ponctuées par des pauses récréatives. En somme, les directeurs de la CNPGC échangent avec leurs *compañeros* les biens à la fois matériels et symboliques qui sont à leur disposition au sein de Fundacomunal, et obtiennent en retour leur engagement au travail de promotion de la participation en tant que bons révolutionnaires. Contrairement aux tensions avec les fonctionnaires provoquées par des conceptions différenciées des devoirs être des administrations publiques et du travail administratif, avec les *compañeros* les relations se construisent avec la fluidité propre aux interactions entre des acteurs ayant de profils sociaux proches et partageant des valeurs politiques communes. Ici, pas question pour les directeurs de la CNPGC de s'inquiéter du véritable engagement de leurs subordonnés. Ces nouvelles recrues conçoivent tout autant qu'eux leur travail administratif comme un travail militant, et de ce fait, s'y adonnent en pratiquant des limites temporelles, émotionnelles et matérielles propres du dévouement pour une cause. Ils obtiennent pour cet engagement un salaire, une position reconnue face aux autres militants de la participation, et surtout, ils des conditions de travail valorisés et valorisantes au sein des réseaux militants des gauches urbaines se réclamant du chavisme.

¹⁴⁴ Notes de terrain. Mardi 2 juillet 2014.

C'est ainsi que la formation de formateurs proposée par les directeurs de la CNPGC pour préparer les nouvelles recrues de Fundacomunal au travail d'accompagnement des dispositifs participatifs à grande échelle, se tient non pas dans les bureaux de la fondation mais à la Maison du Pouvoir populaire socialiste de l'État de Vargas, communément connue comme « La Casita¹⁴⁵ ». C'est dans ce cadre, celui d'une maison colorée par des fresques et graffitis révolutionnaires au milieu des quartiers de villégiature de la côte caribéenne proche de Caracas, que se réunissent les *compañeros*, intermédiaires militants plus hauts et plus bas placés dans la hiérarchie de Fundacomunal, pour penser ensemble l'avenir des politiques participatives et le rôle qu'ils souhaitent y tenir. Entre discussions politiques, tensions programmatiques et moments festifs, se construisent les échanges qui produisent à partir de codes et pratiques militantes les dispositifs publics de la participation au Venezuela.



Figure 13 : Graffitis sur les murs de la Maison du Pouvoir populaire socialiste de l'État de Vargas, connue comme La Casita. 11 juin 2014.

¹⁴⁵ « Inaugurada Casa del Poder Popular Socialista en Vargas », *Radio Chuspa - Voces Antiimperialistas*, 7 septembre 2012, URL complète en biblio.



Figure 14 : Fresque sur les murs de La Casita représentant le Ché Guevara aux côtés d'instruments de percussion de la côte vénézuélienne. 11 juin 2014.

4.2.1.3. Penser entre *compañeros* l'avenir du pouvoir populaire : construire Fundacomunal depuis le « nous » révolutionnaire

Quand j'arrive le 11 juin 2014 aux installations de la Maison du Pouvoir populaire socialiste de l'État de Vargas, je rejoins la salle de réunion principale de la maison, au sein de laquelle a déjà été initiée la première séance de travail de la journée, en réunion plénière. Il s'agit d'une réunion de discussion politique, où il est question de faire le bilan du travail réalisé les journées précédentes, auxquelles je n'ai donc pas assisté. Cet exercice n'est pas évident puisqu'il s'agit pour moi de suivre des discussions sur des enjeux que je ne maîtrise pas encore, avec un ensemble de personnes que je ne connais pas non plus, mis à part les directeurs de la CNPGC. Je reconnais toutefois le ton de la discussion, ainsi que la pratique de méthodes participatives, voire récréatives, comme outil d'organisation des échanges. La méthode en cours est celle de « la patate chaude » : un ensemble de personnes s'assoient en cercle, et une balle est lancée comme une « patate chaude » dont on veut se débarrasser pour ne pas se brûler les mains. Une personne, les yeux fermés, chante « *la papa caliente, la papa caliente...* » en boucle

jusqu'au moment où elle souhaite s'arrêter en disant « elle [la patate] est brûlée ». La personne ayant la balle dans la main à ce moment est désignée pour prendre la parole et exprimer ses opinions. Cette méthode d'animation de réunions s'inspire de l'éducation populaire, chère aux intermédiaires militants. Pratiqué dans les écoles primaires vénézuéliennes, le jeu de la patate chaude est un moyen perçu comme légitime par les directeurs de la CNPGC pour répartir la parole lors des réunions de travail entre *compañeros*.

Ainsi, à l'occasion de la première séance de travail du mercredi, journée qui clôturera les trois jours de travail collectif entre les directeurs de la CNPGC et les représentants de la coordination au niveau des Régions, les discussions portent essentiellement sur la manière de se préparer pour la II^e Rencontre Nationale de *Comuneros* (RNC – II) et le CPGC à venir. Simón, de l'équipe de direction de la CNPGC de Fundacomunal, attire l'attention de ses *compañeros* sur le fait que la mise en place du CPGC dirige la révolution bolivarienne vers « la création d'instances constituantes du pouvoir communal¹⁴⁶ ». Ces instances dites du gouvernement communal sont censées être créées sur la base d'organisations et liens préexistants, dont les Communes, les territoires, les villes communales, les conseils d'État et les Régions. En réponse à cette analyse, une des *compañeras* affirme que pour s'organiser en vue du CPGC, en tant « qu'instance de communication directe du gouvernement avec les bases, il faut appliquer la méthodologie clé, [à savoir], le livre bleu¹⁴⁷, *l'Aló Presidente* théorique numéro 1¹⁴⁸ et le Coup de gouvernail¹⁴⁹ ». Simón confirme le besoin de faire référence à la pensée d'Hugo Chávez au moment de concevoir le CPGC, tout en appelant son audience « à faire attention [pour bien définir] auquel des Chávez on fait référence¹⁵⁰ ». Toute de suite après,

¹⁴⁶ Notes de terrain. 11 juin 2014.

¹⁴⁷ Recueil de textes écrits par Hugo Chávez, dont les origines remontent à l'époque du coup d'État manqué qu'il a dirigé en 1992. Disponible en ligne, le recueil de textes avait été publié en version papier en 2007 et ensuite en 2019 au Venezuela, et mis en circulation de manière gratuite. Hugo CHAVEZ FRIAS, *El Libro Azul*, Caracas, Ministerio el Poder Popular para la Comunicación e Información, 2013.

¹⁴⁸ L'émission télévisée « Aló Presidente » d'Hugo Chávez a été diffusée de 1999 au 2012. Une série d'épisodes de cette émission reçoivent l'épithète de « théoriques », signifiant qu'il s'agit d'émissions où Hugo Chávez aurait laissé son programme, ou sa pensée théorique, à défaut de véritables textes écrits sous forme d'ouvrage ou manifeste. Est nommé « Aló Presidente teórico » l'émission du 11 juin 2009, réalisée depuis les installations du théâtre Teresa Carreño, au centre-ville de Caracas, durant laquelle Chávez s'est dirigé au public sur place et derrière les écrans aux côtés d'Erika Farías, cadre du *Frente Francisco de Miranda* et à l'époque ministre du Pouvoir populaire pour les Communes. Les propos d'Hugo Chávez, retranscrits pour être ensuite publiés et distribués en format papier et digital, portent sur le rôle des Communes dans la construction de l'avenir socialiste du Venezuela. Les contenus de cette émission, devenue texte programmatique, sont encore mis en discussion par des militants se réclamant du chavisme dans le Venezuela de 2022, dont les membres du collectif Utopix, s'auto-définissant comme une « communauté de travail coopératif pour une communication visuelle contra-hégémonique, anticapitaliste et alternative ». Ricardo VAZ, « El Revolucionario Aló Presidente Teórico #1 », *Utopix*, 11 juin 2021, p. 1, URL complète en biblio.

¹⁴⁹ Voir *supra*.

¹⁵⁰ Notes de terrain. 11 juin 2014. Les citations suivantes sont extraites de la même source.

Simón pose le point final de la discussion théorique afin de revenir sur les aspects pratiques de la préparation des publics du CPGC. Ainsi, il propose « d'atterrir la planification. [De résumer] les objectifs, la méthodologie, les indicateurs d'évaluation, les dates des activités, les responsables, les lieux, les ressources » nécessaires à la mise en place des discussions entre *Comuneros*, en vue de la tenue du CPGC du mois de novembre. Ces résumés doivent être réalisés entre *compañeros* réunis par Région, durant la deuxième séance de travail du mercredi à la suite du repas de midi. Les résumés doivent ensuite être présentés en session plénière lors de la troisième et dernière séance de travail de la journée. Simón semble au courant du caractère ambitieux de l'emploi de temps qu'il propose quand il affirme qu'il faut éviter de « compliquer les choses », prenant en compte que « les objectifs ont déjà été établis » lors des journées de travail préalables. Enfin, si entre le mois de juin et le mois de novembre « on ne va pas faire la révolution, du moins on avance ».

Les similitudes entre cette réunion de travail entre employés de Fundacomunal au sein de la CPGC, et une réunion d'une organisation politique et militante sont frappantes. La discussion est rythmée par une méthode de répartition du temps de parole qui se veut équitable, et vise à établir un objectif politique commun : la préparation du CPGC. La discussion suppose des bases théorico-politiques sur lesquelles le travail peut être élaboré, ici notamment autour de la pensée d'Hugo Chávez et de ses propositions de transformation de l'État vénézuélien en État communal. De la même manière, et comme dans toute organisation militante, les échanges ne sont pas lisses, ouvrant la porte à des conflits en termes de définition de tâches à réaliser et de leur répartition. Enfin, la porosité entre l'espace militant et le champ administratif est visible sur la question des relations hiérarchiques, et donc sur la répartition inégalitaire de la capacité à établir les emplois de temps et les objectifs du travail communs. Ainsi, quand Simón envoie ses *compañeros* à travailler en équipes organisées par Régions à la fin de la première séance de travail, il n'est pas évident de savoir s'il le fait en tant que cadre militant ou en tant que supérieur hiérarchique. Cette incertitude renvoie à la question de l'obéissance : les nouvelles recrues de Fundacomunal suivent-elles les directives de Simón et de l'équipe de direction de la CNPGC par conviction politique ou par devoir professionnel ? C'est ainsi que l'on voit émerger une ligne de crête entre les rôles institutionnels et militants des intermédiaires de l'action publique. Plus qu'opposés, ces rôles s'entrelacent au sein des institutions de promotion des politiques participatives des gouvernements chavistes

La ligne de crête concerne aussi l'autonomie des travailleurs dans la réalisation de leurs tâches. À la suite du repas de midi, préparé par des personnels chargés de la logistique à La

Casita de Vargas, les équipes se réunissent par Région pour établir un résumé des activités qu'elles comptent mettre en place afin de préparer les *comuneros* de zones géographiques dont ils ont la charge à leur participation à la RNC-II et au CPGC.

Quand les équipes sont divisées par Région, je ne sais pas quel rôle prendre. Dans la géographie de la salle, je suis proche des participants de la Région Centre. Du coup, un peu en essayant de faire partie des activités, je cherche à rentrer dans leur équipe. Ils sont amenés à discuter des activités à mettre en place à la suite de ces ateliers. Étant donné que je ne peux pas véritablement donner mes avis sur ces questions, je me propose en tant que secrétaire, ce qui me permet d'échanger avec eux en me séparant relativement de mon rôle d'observatrice.

Ce sont les militants les plus jeunes qui travaillent avec moi.

Dario : chargé de la Région Centre (j'apprends cela par la suite)

Eduardo : chargé de l'État Carabobo

Edgard : chargé de la région capitale, sous Dario.

Francisco : État de Carabobo, militant.

Camila : je ne connais pas sa fonction précise.

Ils ont déjà des activités prévues qui collent avec les demandes faites lors de la séance précédente, du coup ils décident tout simplement d'en faire un recueil et d'en parler aux autres. Je note donc les activités qu'ils ont prévues.

Il existe une certaine tension avec Camila, qui apparemment n'est pas d'accord avec l'idée de ne pas créer des nouvelles activités ou rencontres en lien avec les demandes faites durant le premier atelier. Les autres participants de la région ne sont pas d'accord avec elle. Ils argumentent que le fait de construire des activités par commande est quelque chose d'artificiel, en disant que « l'artificiel » porte atteinte sur la qualité des activités et sur leurs résultats, car pas assez « organiques ».¹⁵¹

Discuter de la pertinence des directives données par les acteurs en position dominante au sein d'une administration publique est tout aussi commun que la mise en cause des demandes des cadres au sein d'une organisation politique. Le fait qu'une divergence d'analyse vis-à-vis de ces directives se ressoude à la faveur de la personne ayant la position dominante parmi les subordonnés, en l'occurrence Dario en tant que représentant de la CNPGC dans la Région Centre, est aussi une expérience partagée entre les espaces militants et le champ administratif.

Concrètement, la décision de Dario et de ses collègues de ne pas initier de nouvelles activités pour préparer les *comuneros* de leur région à leur participation à la RNC – II et au CPGC va à l'encontre des demandes faites par les directeurs de la CNPGC. Cette décision pose alors la question de la marge de manœuvre, voire de l'autonomie des acteurs dominés au sein des relations entre intermédiaires militants. La capacité de Dario et de ses collègues à questionner les directives de la CNPGC peut être comprises comme un prolongement de sa relation de confiance avec les directeurs de la coordination. Elle peut être aussi le résultat de sa

¹⁵¹ Notes de terrain. 11 juin 2014.

propre position dominante en tant que représentant de la CNPGC à la Région Centre. De ce fait, il est possible de conclure que les nouveaux arrivants à Fundacomunal en tant que *compañeros*, sont en mesure de redéfinir les contours de leur travail en tant que subordonnés des directeurs de la CNPGC. Cette possibilité leur est ouverte de manière beaucoup moins conflictuelle que cela a été le cas auparavant pour Aníbal en tant que fonctionnaire.

Toutefois, s'autoriser à mettre en cause par la pratique les sollicitations des supérieurs hiérarchiques ne signifie pas nécessairement le non-accomplissement des objectifs politiques communs. Lors de la troisième séance de travail, en plénière, les différentes Régions présentent ainsi la liste d'activités qu'ils prévoient de mettre en place pour se préparer pour le CPGC :

Région Centre. Accords :

- Réunion pour l'installation de l'équipe du pouvoir populaire, à la municipalité de Zamora (16 juin).
- Journée d'installation du réseau d'éducateurs [populaires] au Kilomètre numéro 4 d'El Junquito, secteur Loma Grande (19 juin).
- Rencontre régionale « Seulement le peuple peut sauver le peuple » (27 et 28 juin).
- Journée de remise en route des expérimentations collectives et de cartographie populaire à La Casita (12 juillet).¹⁵²

Durant la deuxième séance de travail, la plupart des représentants de la Région Centre remettent en cause les demandes de leurs supérieurs hiérarchiques en termes d'organisation d'activités de préparation des *comuneros* de leur région pour leur participation au CPGC. Ils vont même jusqu'à mettre en cause la pertinence de la stratégie des directeurs de la CNPGC, à savoir, la mise en place d'activités *ad hoc* dans chaque région afin de préparer la grande rencontre *comunera* du mois de novembre. Cependant, cette remise en cause ne concerne pas l'ensemble du projet politique des directeurs de la CNPGC. Ainsi, les *compañeros* représentants de la CNPGC dans la Région Centre ne discutent pas de la pertinence du travail de suivi et de mise en réseau des *comuneros*, ni de l'utilité de se préparer pour la CPGC. Il s'agit pour eux de mettre en valeur les activités déjà planifiées au sein de la Région Centre, comme pouvant représenter une manière organique de préparer les publics des dispositifs participatifs de leur région à la participation au CPGC. C'est aussi un moyen pour Dario et ses collègues de la Région Centre d'éviter de s'ajouter du travail, à l'instar de ce que Aníbal en tant que fonctionnaire avait fait par rapport au travail de communication du CCDC. Mais à la différence de ce qui se passe pour Aníbal, le résumé des activités présentées par les représentants de la

¹⁵² Notes de terrain. 11 juin 2014.

Région Centre n'est pas vu comme suspect par les directeurs de la CNPGC. En effet, dans le travail entre *compañeros*, on se fait confiance, on se met en valeur mutuellement, et surtout, on laisse des marges de manœuvre à ceux qui parmi les *compañeros*, comme Dario, ont fait leurs preuves et démontré leur véritable engagement révolutionnaire. Ainsi, lors de cette journée de travail entre les directeurs de la CNPGC et les représentants de la coordination dans les Régions, ce n'est pas tant l'emploi de temps de la Région Centre qui inquiète le plus les directeurs de la CNPGC, par rapport aux Régions Sud et Orientale où peu d'activités sont prévues pour la fin de l'année 2014¹⁵³.

Enfin, la journée de travail s'achève par une soirée festive.

D'abord ils ont fait un petit moment de clôture dans le patio. Un grand cercle où un représentant par région a donné son avis par rapport au déroulement des activités, et cela en vue des objectifs qu'ils s'étaient donnés au départ (notamment des objectifs de mise en réseaux). C'est Pablo qui coordonne l'activité. À la fin on fait des blagues sur lui, et on lui demande de préparer le barbecue tel qu'on le ferait en Argentine.

Des hommes se mettent à préparer le barbecue. Je me mets à discuter avec Dario, Miguel, Francisco, Mariela et Leo. On discute de la proximité à avoir ou pas avec Stalin, car Francisco revendique le personnage en tant que modèle de pensée. C'est un espace détendu où l'on peut discuter et se chamailler autour des appartenances politiques plus précises.

Dans la discussion j'en apprend un peu plus sur Miguel, qui vient de la Région des Andes, et plus précisément de Mérida. On se met d'accord pour que je vienne voir les activités qu'il organise quand je passerai par la ville. J'apprends qu'il travaille dans un petit espace de recherche qu'ils essaient de mettre en place lui, Mariela, et Pablo. Je suis invitée à y prendre part.

De l'alcool et de la nourriture accompagnent la soirée.

Je danse avec Simón, et c'est peut-être un des premiers moments où je commence à sentir que l'on gagne en proximité. Il avait mis de la musique dansante colombienne, et il me parle des musiciens et d'où ils viennent.

Le groupe avec lequel je discute et mange plus tard parle aussi de musique, et surtout de musique militante de l'Amérique latine. Ils ont une connaissance en culture latino-américaine qui dépasse largement la mienne. Mais il s'agit surtout d'un ensemble de références avec lesquelles je n'ai jamais eu contact étant donné mes propres origines sociales et politiques au Venezuela.

Je finis par aller me coucher un peu plus tôt que les autres dans une des chambres d'en haut, sur un matelas qui se trouve par terre car les lits étaient déjà pris.¹⁵⁴

Le moment festif à la fin de la journée est un moment d'échange privilégié entre les directeurs de la CNPGC et les nouvelles recrues de Fundacomunal. À la suite des séances de travail, ces espaces de divertissement prolongent les discussions politiques dans un contexte de détente où il est possible d'approfondir les liens et d'explorer dans le détail les parcours

¹⁵³ Notes de terrain. 11 juin 2014.

¹⁵⁴ *Ibid.*

personnels et politiques des uns et des autres. Les séances de travail suivies de moments de convivialité sont propices à des conversations politiques prolongées par des échanges sur des références culturelles. Ces discussions servent à se reconnaître les uns les autres, à consolider la communauté militante qui se construit aussi durant ces moments de travail administratif. En effet, les discussions sur la préparation des activités de promotion des dispositifs participatifs au niveau des Régions, ou encore de préparation des publics de ces dispositifs à assister aux réunions participatives nationales (RNC-II ou encore CPGC), sont au cœur du travail d'intermédiation militante de l'action publique participative. C'est pour ces activités que les intermédiaires sont embauchés et payés. Mais, obtenant des places dans les administrations publiques des gouvernements chavistes, les militants n'acquièrent pas seulement un salaire, ils obtiennent aussi un statut professionnel, une place légitime pour accéder aux ressources matérielles et symboliques disponibles au sein des institutions publiques en charge des politiques participatives. Ils ont alors accès à des conditions de travail moins strictes que celles des bureaux de Fundacomunal, à des journées de travail où les contraintes matérielles sont prises en charge l'institution, enfin, ils ont l'assurance de pouvoir partager un moment festif après le travail et de pouvoir manger, boire, danser et se reposer ensemble sans grand souci. Ces moments sont favorables à la reconnaissance mutuelle et permettent de continuer à construire un « nous » révolutionnaire désormais mis en danger par le contexte de crise économique, politique et de début du déclin des liens entre les gouvernements chavistes et les réseaux des militants venus des organisations populaires pour travailler dans les institutions publiques.

Ce « nous » révolutionnaire se trouve mis à l'épreuve au moment où les intermédiaires militants de l'action publique sont menés à retrouver leurs publics, notamment sous la forme de participants aux dispositifs participatifs territoriaux, connus comme *comuneros*. L'exercice de formation de *comuneros* invite à l'extension du « nous » révolutionnaire par le biais de la rencontre et par le travail d'orientation politique des publics de la participation. Cet exercice se réalise aussi dans des espaces où les pratiques militantes prennent la place au cœur du travail de production des dispositifs participatifs territoriaux, et où les tensions internes aux réseaux militants travaillant en tant qu'intermédiaires se dévoilent.

4.2.2. Rencontre de *comuneros* a Guacara : étendre le « nous » révolutionnaire entre intermédiaires militants et publics participatifs

Telle qu'elle a été structurée en 2014, l'instance du CPGC représente à la fois une série de rencontres entre des représentants des dispositifs participatifs territoriaux et la présidence de la République, ainsi qu'un ensemble de rencontres, débats et assemblées entre les publics de ces dispositifs. De ces espaces de discussion collectifs, reproduits à l'échelle nationale, sont censés sortir des propositions en termes d'action publique que le pouvoir populaire, ici organisé en tant que « pouvoir communal¹⁵⁵ », transmet à l'exécutif national en vue de la pratique du co-gouvernement. L'instance du CPGC, encore en voie de formalisation en 2014, structure le travail des intermédiaires militants de l'action publique travaillant à la fois pour le MPPCMS, et pour son antenne, Fundacomunal. Ainsi, à l'occasion des diverses rencontres de *comuneros*, les intermédiaires travaillent auprès des publics cibles des dispositifs participatifs territoriaux afin de construire un programme de co-gouvernement à visée nationale. Dans ce contexte, l'idéal révolutionnaire trouve des limites pratiques et symboliques.

4.2.2.1. La réification de la domination sociale par les rapports hiérarchiques entre institutions publiques investies dans la construction de l'État communal.

Une première plénière du CPGC en présence de Nicolás Maduro a lieu le 18 juillet 2014 à Barquisimeto, dans l'État de Lara. Lors de cette plénière, décrite comme le moment de fondation du CPGC, est lancé un appel à la construction des « blocs étatiques¹⁵⁶ » en tant qu'organes déconcentrés du conseil. Pour ce faire, il est question de lancer un premier cycle de débats à réaliser à partir de rencontres entre *comuneros* à échelle de chaque état fédéré, prenant comme base de travail trois documents principaux, dont (1) « Les idées fortes pour le débat », (2) « Les conclusions du 1^{er} conseil présidentiel du gouvernement populaire », et (3) la « retranscription du propos du président Maduro lors de l'installation du Conseil Présidentiel de Gouvernement Populaire avec les Communes¹⁵⁷ ». De ces documents, émerge l'invitation à mettre en discussion le « Plan de la patrie¹⁵⁸ » de 2013, ainsi que les orientations données par Nicolás Maduro lors de la première plénière, résumées en cinq points :

¹⁵⁵

¹⁵⁶ « Primera Plenaria Nacional del Consejo Presidencial de Gobierno Popular con las Comunas (CPGPC) con presencia del Presidente Maduro y convocatoria al Primer Ciclo de Debate », *Consejo Presidencial de Gobierno Popular con las Comunas*, 18 juillet 2014, URL complète en biblio.

¹⁵⁷ *Ibid.*

¹⁵⁸ Nicolás MADURO, *Le Plan de la patrie : deuxième plan socialiste de développement économique et social de la nation, 2013-2019* [Rapport], p. 2013-2019, URL complète en biblio.

- La consolidation des communes, conseils communaux, et le pouvoir populaire organisé.
- L'amélioration de la méthodologie du gouvernement de rue.
- La révolution économique.
- La révision, rectification et relance des Missions et Grandes Missions.
- Le Venezuela en tant que territoire de paix.¹⁵⁹

Sur les aspects pratiques, la mise en place de ce premier cycle de débats et de discussions programmatiques devient la responsabilité du MPPCMS et des institutions en lien avec lui, dont principalement Fundacomunal. Plus précisément, c'est au vice-ministère de Formation du MPPCMS, et à la CNPGC de Fundacomunal d'organiser ces rencontres. Ici, prenons en compte les relations particulières entre ces deux sous-divisions administratives, et notamment les relations hiérarchiques entre elles ainsi que leurs méthodes de recrutement. Du point de vue hiérarchique, le vice-ministère de Formation, sous-division du MPPCMS, est formellement dans une position plus haute au sein des institutions publiques dédiées aux politiques participatives que la CNPGC de Fundacomunal. De ce fait, les intermédiaires militants travaillant pour chacune de ces institutions sont soumis aux relations hiérarchiques entre elles, les travailleurs de la CNPGC étant dans une position subordonnée par rapport à ceux du vice-ministère de formation.

Les interactions entre les intermédiaires militants placées dans des relations hiérarchiques doivent aussi être analysées à l'aune des effets que les voies de recrutement de ces institutions imposent sur leurs interactions. Ainsi, nous l'avons vu, les voies de recrutement au sein de la CNPGC de Fundacomunal sont à la fois collectives et individuelles. Quand elles sont collectives, elles permettent l'intégration d'organisations populaires, ou de leurs représentants, au sein de l'institution tout en faisant exister ladite organisation comme un corps cohérent en son sein. Quand elles sont individuelles, elles ont pour but le recrutement d'acteurs venant soit des organisations populaires, soit des dispositifs participatifs repérés par les directeurs de la CNPGC et amenés à faire leurs preuves en travaillant en tant que bénévoles pour Fundacomunal.

Dans le cadre du vice-ministère de formation du MPPCMS, une des voies de recrutement est aussi collective, mais surtout internationale. En effet, à partir de 2013 se met en place un partenariat entre le *Frente Popular Darío Santillán*¹⁶⁰, une organisation politique argentine, et

¹⁵⁹ « Primera Plenaria Nacional del Consejo Presidencial de Gobierno Popular con las Comunas (CPGPC) con presencia del Presidente Maduro y convocatoria al Primer Ciclo de Debate », *op. cit.*

¹⁶⁰ L'organisation se nomme à elle-même un *movimiento social*.

le MPPCMS, pour accueillir en tant que travailleurs du ministère les membres de la Brigade Internationaliste Darío Santillán¹⁶¹. À la suite d'une scission du *Frente Popular Darío Santillán* surgit en Argentine une nouvelle organisation, *Patria Grande*, d'où émerge à son tour une deuxième brigade dénommée *Brigada de solidaridad internacional Evita Perón*¹⁶². Ses membres sont aussi accueillis en tant que travailleurs du MPPCMS, en prolongeant les accords avec la première organisation. Ces brigades se donnent pour objectif de « récupérer le sens de l'internationalisme, de l'adapter et de le construire à partir d'un militantisme à nous, de notre génération¹⁶³ ». Pour ce faire, les brigades cherchent à construire « l'intégration des peuples » « la formation des militants qui font partie de la brigade », et « à apporter au processus révolutionnaire » au Venezuela. Ceci, en s'intégrant aux tâches de formation au MPPCMS lors de séjours d'un à deux ans minimums, au cours desquels ils prétendent « travailler comme n'importe quel autre vénézuélien ou vénézuélienne [...] qui s'intègre à cette structure ».

Or, ceci est loin des réalités objectives de la place occupée par les membres des brigades internationalistes dans l'espace social, politique et administratif au sein duquel ils sont reçus. Premièrement, leur arrivée par le biais du partenariat avec le MPPCMS leur garantit non seulement un emploi et un salaire, mais aussi d'autres bénéfices dont celui du logement. Les membres de ces deux brigades sont logés dans les Résidences Anauco, sortes d'appart-hôtel liés l'Hôtel Alba, nouveau nom de l'hôtel Hilton de Caracas à la suite de l'expropriation par le gouvernement Chávez¹⁶⁴. Ces installations hôtelières anciennement luxueuses ne sont pas épargnées en 2014 et 2015 par les pénuries d'électricité, d'eau et par les problèmes de connexion à internet vécus ailleurs à Caracas. Elles sont de manière générale en mauvais état du fait du manque d'entretien par les autorités touristiques publiques, nouvelles propriétaires des lieux. Néanmoins, elles représentent un logement assuré au centre-ville, donc à proximité

¹⁶¹ Dont les activités peuvent être suivies par leur page Facebook, [\[en ligne\]](#).

¹⁶² En hommage à la femme de Juan Domingo Perón, ancien président de l'Argentine. Evita Perón est une figure forte des revendications politiques populaires en Argentine, ayant l'image de femme-mère du peuple argentin, notamment des plus démunis. Les activités de cette brigade peuvent-elles aussi être suivies par sa page Facebook, [\[en ligne\]](#).

¹⁶³ Propos extraits de l'entretien donnée par deux membres de la brigade Eva Perón au média alternatif argentin « El Pez Digital », à Buenos Aires, le 6 juillet 2015, [\[en ligne\]](#). Les citations suivantes sont extraites de la même source.

¹⁶⁴ Nombre de militants internationaux ont été logés dans les installations de cet hôtel et des appartements qui en font l'extension. Ceci a longuement inspiré des fortes critiques, dont les traces sont facilement trouvables dans les articles que des journaux vénézuéliens et internationaux ont dédié à dénoncer ce que pour eux était l'usage illégitime de ces espaces. L'un d'entre eux, du journal espagnol ABC, rend compte des longs séjours de Juan Carlos Monedero dans l'enceinte de l'hôtel, ou encore de l'installation du think-tank *Centro Internacional Miranda* que le politique espagnol a précédé dans ses locaux. « El hotel Anauco Suites: el « cuartel » desde donde Monedero asesoró a Hugo Chávez », *ABC*, 17 février 2015, URL complète en biblio.

d'une station de métro garantissant une mobilité à bas coût à ceux qui y habitent¹⁶⁵. Cette sécurité en termes d'emploi et de logement contraste avec la situation de précarisation de la vie de plus en plus pesante pour les Vénézuéliens. Elle différencie ainsi la situation des brigadiers internationalistes de celle des travailleurs nationaux et internationaux (comme Pablo à la CNPGC) qui ne bénéficie pas des conditions du partenariat du MPPCMS avec les brigades internationalistes argentines.

À ceci s'ajoutent les différences entre ces travailleurs internationaux et les travailleurs nationaux en termes de capitaux économiques, et plus précisément d'accès aux devises. Si les capacités économiques précises des membres de ces brigades dans leur pays d'origine n'est pas une information à laquelle j'ai pu accéder, mes interactions avec ces acteurs confirment qu'ils pratiquaient, comme tous ceux (dont moi) ayant de sources de revenus à l'étranger, des échanges de devises sur le marché noir. Ce faisant, il est alors possible d'augmenter ses capacités économiques au Venezuela grâce à des taux de change extrêmement avantageux par rapport aux taux officiels. Dans le Venezuela d'après la mort d'Hugo Chávez, l'accès à l'économie des devises et au marché noir est structurant et conduit à des inégalités sociales extrêmes au fur et à mesure de l'avancée de la crise économique. L'accès à l'économie des devises ne suit pas de manière stricte la ligne des appartenances nationales et non-nationales, et nombre de Vénézuéliens des élites économiques profitent eux aussi des taux de change avantageux du marché noir. Toutefois, à l'échelle des personnels des administrations publiques vénézuéliennes, les différences en termes d'appartenance nationale laissent entrevoir des divergences en termes d'accès aux devises.

Enfin, l'intégration de ces militants argentins dans les rangs des administrations publiques dédiées aux politiques participatives ouvre la porte à des rapports d'ordre racial. En effet, l'appartenance à « la blancheur¹⁶⁶ » de nombre des membres des brigades internationalistes est une évidence dans le contexte caribéen vénézuélien. La blancheur est historiquement source d'inégalités de traitement au Venezuela, que ce soit dans le cadre des relations personnelles ou professionnelles. Dans le contexte caribéen, les appartenances à la blancheur ou la proximité

¹⁶⁵ À la différence des bus et autres transports en commun privatisés, le métro de Caracas étant une installation publique maintenait à l'époque des prix de ticket très bas, voire gratuit quand la pénurie d'espèces rendait extrêmement difficile d'avoir en main les billets de bolivars nécessaires à payer le prix du ticket aux guichetiers. À l'époque de mon enquête, les tickets de métro ne s'achetaient plus dans les machines automatiques, soit car elles étaient abimées, soit parce que les monnaies et les billets disponibles n'étaient plus ceux pour lesquels les machines avaient été configurées par le passé.

¹⁶⁶ Sur cette notion (en contexte français), voir Sylvie LAURENT et Thierry LECLERE, *De quelle couleur sont les Blancs ? Des « petits blancs » des colonies au « racisme anti-blanc »*, Paris, La Découverte, 2013.

symbolique avec « l'européanité » sont source de domination. De plus, dans l'imaginaire latino-américain les Argentins bénéficient d'une proximité symbolique à l'Europe, et par là-même à la blancheur, ce qui tend à effacer les revendications non-blanches d'une grande partie de la population argentine. Ainsi, l'intégration des brigadistes internationalistes argentins au vice-ministère de formation du MPPCMS, tend à réifier leur position de domination économique, sociale et raciale au sein du contexte vénézuélien.

La rencontre de *comuneros* à Guacara (État de Carabobo) s'organise dans le contexte de ces complexes relations sociales, économiques et raciales entre les représentants les représentants du vice-ministère de formation du MPPCMS et les directeurs de la Région Centre pour la CNPGC de Fundacomunal. L'évènement a lieu du 31 juillet au 1 août 2014. Lors de ces rencontres, ce sont les représentants de la CNPGC dans la Région Centre, dont Dario et Eduardo, qui ont la charge de l'appel à participants et de la logistique (lieu de travail, hébergement, transport, nourriture...) ¹⁶⁷. À leur tour, les représentants du vice-ministère de formation organisent les débats, qui s'inspirent de l'appel issu de la première plénière nationale du CPGC ¹⁶⁸. Cinquante des deux cents *comuneros* convoqués par les représentants de la CNPGC dans la Région Centre assistent à cette rencontre ¹⁶⁹. Se trouvent ainsi réunis des intermédiaires militants différemment positionnés au sein des hiérarchies des institutions de la participation avec leurs publics cible, les *comuneros*. Ces derniers sont la figure du participant par excellence, hautement valorisée dans le cadre de l'économie morale de la révolution. Par ces rencontres, les intermédiaires militants cherchent à faire avancer leur objectif commun de protéger la Révolution par l'avancement du projet de transformation de l'État en État communal.

¹⁶⁷ Notes de terrain. 31 juillet 2014.

¹⁶⁸ Document « Encuentro de comuneros y comuneras del Estado Carabobo », obtenu sur le terrain. 31 juillet 2014.

¹⁶⁹ Ce que Dario explique par des questions économiques. En effet, selon lui, ont assisté ceux pour qui le lieu de réunion était le plus près de leur lieu d'habitation, ayant moins de dépenses financières à faire pour ce déplacement non rémunéré. Notes de terrain. 31 juillet 2014.

4.2.2.2. La rencontre de comuneros à Guacara : la « cartographie stratégique » au service du travail révolutionnaire

À la différence de la première invitation à Vargas, je suis invitée à participer dès le début aux activités à la rencontre de *comuneros* à Guacara. Pour les 150 km de route, on me propose de rejoindre la voiture de service de l'équipe d'organisation de la rencontre la veille de l'évènement.

Le premier jour de la rencontre, le 31 juillet, nous arrivons tôt le matin pour ouvrir les portes d'une ancienne école dont les installations sont réservées pour nos activités. Comme il est habituel sur mon terrain d'enquête, la rencontre de *comuneros* commence par la réunion de tous les participants afin de chanter ensemble l'hymne national vénézuélien. C'est seulement après avoir chanté l'hymne que les activités de la journée peuvent légitimement commencer.

Programme de la rencontre de *comuneros* et *comuneras* de l'État de Carabobo¹⁷⁰

Premier jour (31-07-2014)

- 1/ Arrivée des participants (7h30)
- 2/ Début des activités (8h)
- 3/ Hymne national (8h05)
- 4/ Bienvenue et objectifs (08h05 – 08h20)
- 5/ Partage d'expériences communales par la commune *Negro Primero* et le Conseil de *Comuneros* de l'État de Mérida (8h20 – 9h45).
- 6/ Explication de la méthodologie et installation de tables de travail en plénière (09h45-10h10).
- 7/ Pause (10h10-10h20).
- 8/ Début du débat et construction de la cartographie stratégique par table de travail (10h30-12h30).
- 9/ Déjeuner (12h30-13h30).
- 10/ Suite de la construction de la cartographie stratégique par table de travail (13h30-16h30).
- 11/ Pause. (16h30-17h).
- 12/ Suite de la construction de la cartographie stratégique par table de travail (17h-18h).

¹⁷⁰ Je traduis ici le programme d'activités que j'ai pu photographier le 31 juillet 2014, avec une série de documents qui développent ce programme, et notamment les questions qui devaient guider le travail autour des cartographies stratégiques. Je reviendrai sur ce point.

13/ Conclusions par table de travail (par axe), prenant en compte la formation politique, idéologique, et pédago-didactique comme axe transversal pour la construction politico-administrative du pouvoir populaire socialiste (18h-19h30).

14/ Transport au lieu d'hébergement pour la nuit et diner (19h30).

Deuxième jour :

1/ Transport des participants (7h30).

2/ Petit-déjeuner (7h30-8h).

3/ Début des activités (8h).

4/ Hymne national (8h05).

5/ Plénière et principales conclusions par table de travail, prenant en compte la formation politique, idéologique, et pédago-didactique comme axe transversal pour la construction politico-administrative du pouvoir populaire socialiste (8h10-12h).

6. Déjeuner (12h).

7. Clôture.

Sur la gestion du temps de travail, cette rencontre avec les *comuneros* a des points communs forts avec l'activité entre intermédiaires militants de l'action publique à l'État de Vargas. Le temps de travail est divisé entre des plénières et des activités en petits groupes, ces derniers étant organisés par unité territoriale. L'unité territoriale de base mobilisée pour cette rencontre est l'« axe », sous-division de l'État de Carabobo. Cependant, les relations entre les acteurs présents sont plus formalisées que lors de la rencontre entre intermédiaires à Vargas. En effet, ici il s'agit de la rencontre entre intermédiaires militants de l'action publique moins proches entre eux, car travaillant pour différentes institutions de promotion de la participation. Ces intermédiaires se retrouvent de plus face aux *comuneros*, dont les origines sociales et la place au sein des dispositifs participatifs territoriaux sont très diverses.

Des années de recherche sur les dispositifs participatifs territoriaux des gouvernements chavistes laissent entrevoir une surreprésentation des classes populaires dans les populations de participants au Venezuela¹⁷¹. De la même manière, par les parcours décrits dans mon enquête il est possible de voir comment les administrations publiques dédiées aux politiques participatives sont un lieu de recrutement de certaines portions des classes populaires, notamment urbaines et parfois, mais pas impérativement, ayant réalisé des études supérieures.

¹⁷¹ Voir *supra*.

Toutefois, la diversité potentielle et réelle des *comuneros* en tant que public des dispositifs participatifs est sans commune mesure avec les divergences de parcours propres aux intermédiaires militants de l'action publique participative.

Dans le contexte de la rencontre à Guacara, il n'est pas question pour moi d'obtenir des données sociologiques plus précises des *comuneros*, ma position d'invitée me laissant peu de place pour détourner l'attention des participants de leur activité pour obéir à mes propres intérêts d'enquête. Cependant, je constate une grande diversité de profils des *comuneros* en termes d'âge, de genre, de provenance géographique (zones rurales et zones urbaines de l'État de Carabobo et l'État de Mérida) et d'occupation (entre ceux vivant d'activités agricoles, et ceux vivant du commerce ou encore de l'économie informelle et des emplois dans le tertiaire)¹⁷². Cependant, cette diversité se retrouve unifiée par la catégorie de *comunero* en tant que nomenclature pour nommer les participants des dispositifs participatifs territoriaux. De ce fait, les *comuneros* se trouvent dans une position dominée, voire de dépendance, vis-à-vis des employés publics des administrations participatives. En effet, que ce soit par des faits objectifs ou symboliques, il est nécessaire pour les *comuneros* de bien faire et de bien se présenter vis-à-vis des intermédiaires militants de l'action publique.

Objectivement, les intermédiaires sont en situation d'accompagner les *comuneros* dans les démarches administratives nécessaires à l'installation formelle des CC et des Communes, en allouant des ressources administratives (notamment leur temps de travail) à cet accompagnement. Plus encore, un *comunero* qui se rend particulièrement visible lors des rencontres participatives peut espérer être repéré par les intermédiaires militants, et être inséré dans un parcours de recrutement au sein des institutions participatives (comme Dario). Enfin, même si les intermédiaires militants n'ont pas le dernier mot sur l'installation formelle des dispositifs participatifs au sein desquels s'intègrent les *comuneros*, la volonté de bien faire des premiers par rapport aux derniers est régulièrement présente.

Les relations de domination, voire d'évaluation et de dépendance, entre intermédiaires militants et *comuneros* expliquent une certaine formalité dans leurs échanges. Or, cette relation de domination se tient dans un cadre de mise en valeur de la figure du *comunero* en tant que sujet de la révolution. Il est ainsi de l'intérêt des intermédiaires militants de faire que les *comuneros* au pluriel se rendent aux activités qu'ils organisent et participent « au jeu de la

¹⁷² Notes de terrain. 31 juillet 2014.

participation¹⁷³ ». Dit autrement, les intermédiaires sont à leur tour dans une relation de dépendance vis-à-vis des *comuneros*, ayant besoin de leur performance participative à la fois pour l'accomplissement de leurs objectifs politiques, mais aussi pour rendre compte du mérite de leur propre travail en tant que promoteurs de la participation. Sans oublier, par ailleurs, les effets de concurrence entre les divers employés des administrations publiques dédiées aux politiques participatives, lesquelles dans le cadre de la rencontre à Guacara s'expriment notamment par les rapports amicaux mais parfois tendus entre les employés de Fundacomunal avec ceux du vice-ministère de formation du MPPCMS.

Les divers profils d'encadrants et de participants se retrouvent à construire ensemble durant deux jours un travail participatif autour d'une thématique chère aux intermédiaires militants, celle de la « cartographie stratégique¹⁷⁴ ».

Instructions pour la cartographie stratégique, sur la thématique du social¹⁷⁵

Faire usage de grosses flèches pour les institutions, organisations, conseils, partis qui ont une grosse présence dans le territoire de la Commune. Faire usage de flèches moyennes pour les institutions, organisations, conseils, partis qui ont une présence moyenne dans le territoire de la Commune. Faire usage de flèches fines pour les institutions, organisations, conseils, partis qui ont peu de présence dans le territoire de la Commune.

Social

Santé : Combien de centres de santé existent autour ? Y a-t-il des hôpitaux ? Y a-t-il un CDI ? Autres. Lesquels ? Placez-les sur la carte. À quel centre de santé vont les voisins et voisines pour subvenir à leurs besoins de santé ? Quelle est la direction et la communauté où ce centre est situé ?

Logement : Existe-il des baraques dans la communauté¹⁷⁶ ? Se trouvent-ils dans un même endroit ? Où se trouvent-ils ?

¹⁷³ Marie-Hélène SA VILAS BOAS et Federico TARRAGONI, « Le concept de clientélisme résiste-t-il à la participation populaire ? », *op. cit.*, p. 120.

¹⁷⁴ Sa nomenclature d'origine est *mapa estratégico* ou « carte stratégique ». Le terme cartographie semble plus adéquat pour apporter une traduction au concept mobilisé sur le terrain.

¹⁷⁵ Document photographié le 31 juillet 2014.

¹⁷⁶ Le mot d'origine est « rancho », étant le mot utilisé au Venezuela pour nommer les maisons des bidonvilles.

Y a-t-il un problème de surpopulation dans les logements ? Y a-t-il des occupations dans la communauté ? À qui appartiennent les terres ? Indiquez s'il s'agit de terres expropriées ou en voie d'expropriation. Autre cas ? Lesquels ?

Existe-t-il de nouvelles résidences dans le territoire de la communauté ? Indiquez si ceux-ci appartiennent à la Grande Mission Logement ou s'il s'agit de projet de construction d'entreprises privées.

Services publics : Indiquez quels services publics sont disponibles dans le territoire de la communauté. Sont-ils distribués de manière homogène sur le territoire ? Quelles zones se trouvent dépourvues de services publics ? Indiquez lesquelles ? Existe-t-il des zones sans éclairage public ?

Éducatif : Quelles institutions éducatives se trouvent dans le territoire de la communauté ? Indiquez où elles se trouvent, le niveau éducatif, si elles sont publiques, communales ou privées. À quels centres éducatifs vont les enfants et les adolescents de la communauté ? Quelle est la direction et la communauté où ceux-ci se trouvent ? Les enseignants vivent dans le territoire de la communauté ? Les élèves vivent dans le territoire de la communauté ?

La communauté est-elle en lien avec l'école ? Ont-elles des projets en commun ? Indiquez où ils se développent et comment.

Quelles Missions ont été développées dans le territoire de la Commune ?

Nous avons pu observer l'importance donnée par les gouvernements chavistes aux dispositifs participatifs territoriaux, sous la forme des CC et Communes au sein du projet révolutionnaire. Cette place se confirme par la centralité de la proposition de la transformation de l'État en État communal, qui impliquerait une « nouvelle géographie¹⁷⁷ » du pouvoir politique et administratif. Par la suite, nous avons pu étudier la place centrale donnée à la notion de territoire par les intermédiaires militants de l'action publique, que ce soit par ce qu'ils appellent la territorialisation d'une politique, ou par la revendication de leurs attaches et de leur connaissance pratique des territoires populaires. Dans le contexte de la rencontre avec les

¹⁷⁷ Dans l' « Alo presidente teórico 1 », Hugo Chávez parle d'une rupture avec la géographie conventionnelle : « Rompons avec la division politico-territoriale. Il n'y a pas besoin, en fait, qu'une Commune soit dans une même paroisse, ou de la même municipalité, elle peut couvrir une partie d'une municipalité et une autre partie d'une autre municipalité, ou d'un État par avec un autre État ». Ricardo VAZ, « El Revolucionario Aló Presidente Teórico #1 », *op. cit.*, p. 13.

comuneros à Guacara, on est face à une manifestation concrète de la centralité du territoire dans la conception participative de la Révolution bolivarienne. En effet, l'objectif de cette rencontre est d'accompagner les *comuneros* à construire une analyse approfondie de *leur* territoire.

Le territoire au singulier se décline dans les territoires au pluriel dont la connaissance pratique est propre aux *comuneros*, mais dont la connaissance politique et systémique leur ferait encore défaut. Ainsi, par un exercice d'analyse des territoires sur les thématiques de la politique, l'environnement, la culture, l'économie et le social, il est question de faire usage de la cartographie en tant qu'« outil stratégique afin d'identifier et travailler les faiblesses de manière collective¹⁷⁸ ». Retournant par là à la pratique du diagnostic, celle qui était au cœur de la réforme de Fundacomunal, et qui se trouvait aussi dans les rapports produits par Karina à son arrivée au CCDC. Les diagnostics sont, en somme, une manière de gouverner les institutions publiques participatives, et de construire les dispositifs participatifs en tant que tels. Participer serait ainsi produire des analyses stratégiques, évaluer des performances, identifier des faiblesses pour les surmonter. Mais, quels seraient ici les paramètres d'analyse et d'évaluation de ces performances ? Le projet révolutionnaire apporte ses propres paramètres évaluatifs des acteurs sociaux et de ce qu'ils font. Ainsi, la construction des cartographies stratégiques qui permettent de mieux connaître son territoire, sert aux *comuneros* à œuvrer pour le projet révolutionnaire.

¹⁷⁸ Notes de terrain. 31 juillet 2014.



Figure 15 : Les comuneros réalisent une cartographie stratégique. Guacara, 31 juillet 2014.



Figure 16 : Fin de la première journée de travail. Lecture d'accords et présentation des cartes stratégiques en plénière.

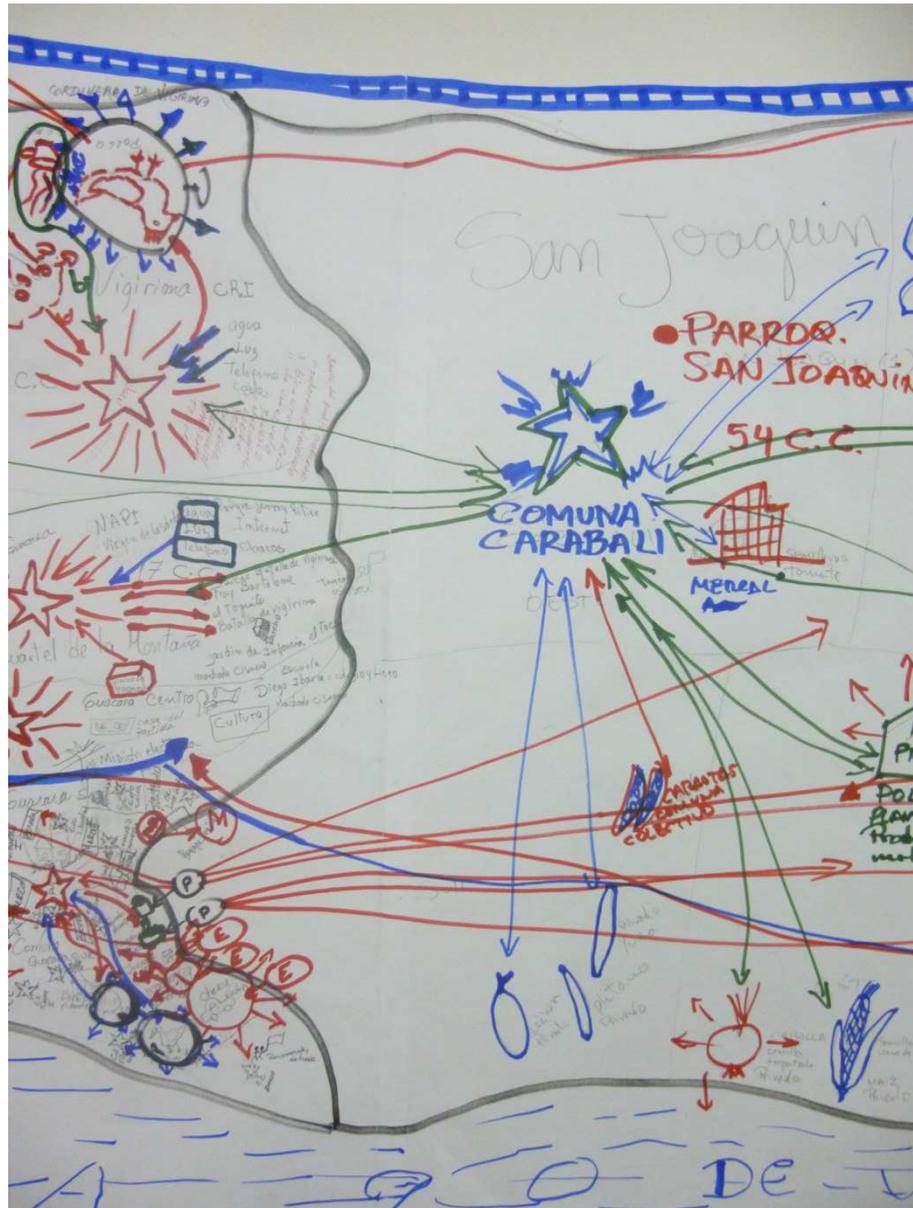


Figure 17 : Extrait de la cartographie stratégique de la Commune Carabali. On observe la place du supermarché subventionné (Mercial) au centre. En bas à droite, on trouve un bout du symbole signifiant la présence d'un bâtiment appartenant à l'entreprise Polar, ayant le monopole historique des produits de consommation quotidien au Venezuela, dont la farine de maïs précuite PAN. La carte (en entière) nous fait comprendre que la Commune Carabali recouvre plusieurs paroisses dont au centre la paroisse San Joaquin, à sa gauche Los Guayos et Guacara, et à droite, la paroisse Diego Ibarra. À gauche de l'extrait, la paroisse Guacara qui concentre grande partie des activités publiques et privées en tant que chef-lieu de la municipalité.

4.2.2.3. *L'ordre participatif : quelles limites au « nous » révolutionnaire ?*

Graciela : Bonjour, bonjour. Bienvenus et bienvenues à la séance de clôture. L'idée est de présenter par axe les discussions... Vous savez, littéralement, je vais me fâcher et je vais le rendre public, parce qu'il y a tellement [inaudible] et tellement de laxisme sur le besoin de temps, sur le temps, pour se respecter soi-même, respecter le collectif, et en même temps respecter la pédagogie, et comme on se prépare pour faire partie du Conseil, et comme on ne va pas aimer quand ils vont nous faire la même chose, non ?... L'idée est que nous allons essayer de former un réseau de *comuneros* avec ceux qui sont présents ici, et nous allons rendre compte très brièvement des accords que nous avons conclus, les conclusions auxquelles nous sommes parvenus, les accords que nous avons dans chaque axe, avec deux ou trois points de débat autour des conflits que nous reconnaissons. Deux ou trois, j'ai dit, deux ou trois, pas plus, points de conflit que nous reconnaissons sur le territoire. Est-ce que c'est clair ? Cela sera fait par les porte-parole, c'est-à-dire que les personnes qui ont été élues comme porte-parole de chaque axe feront les présentations. Sommes-nous au clair ?¹⁷⁹

Tel que prévu par le planning de la Rencontre de *comuneros* à Guacara, la matinée du 1^{er} aout 2014 est dédiée à la réunion en plénière de tous les participants à la rencontre, afin de partager les conclusions des débats de la veille autour des cartographies stratégiques réalisées par axe territorial. Toutefois, avant de rentrer dans la plénière un moment de détente s'ouvre après avoir chanté l'hymne national, le partage du petit déjeuner étant accompagné par les chants de deux des membres du vice-ministère de formation, qui avec un *cuatro* entonnent des chansons politiques, parmi lesquelles celles d'Alí Primera¹⁸⁰. Ils présentent ce moment comme celui de « la mystique¹⁸¹ ». La mystique est une pratique répandue sur le terrain qui consiste à mettre en place des activités qui seraient à même de tisser des liens émotionnels entre des militants qui s'apprentent à travailler ensemble. Ces mystiques prennent de formes très diverses, dont les chants, le partage d'anecdotes ou d'expériences, la danse collective, entre autres. Il s'agit d'une sorte de coaching militant qui peut parfois prendre des allures spirituelles, se reliant par-là aux adaptations que les gauches latino-américaines ont pu produire de leurs héritages religieux et des croyances dans les pouvoirs de la nature (pachamama, transhumance...)¹⁸².

Le petit déjeuner et la mystique mettent relativement en retard le début des activités de la deuxième journée de la rencontre des *comuneros*, dont notamment l'installation de la plénière. Ce retard est très vite relevé par Graciela, militante de l'organisation *Patria Grande* en Argentine, membre de la Brigade Internationaliste Eva Perón, et représentante du vice-

¹⁷⁹ Extrait audio réunion plénière. Rencontre de *Comuneros* de l'État de Carabobo à Guacara. 01 aout 2014.

¹⁸⁰ Guitare à quatre cordes qui fait partie des instruments traditionnels au Venezuela.

¹⁸¹ « La mística » est le mot d'origine en espagnol. Notes de terrain. 01 aout 2014.

¹⁸² À ce sujet, voir par exemple Renaud LAMBERT, « Le spectre du pachamamisme », *Le Monde diplomatique*, février 2011, p. 3.

ministère de Formation lors de la rencontre. Graciela est notamment à la tête de l'équipe qui organise tout ce qui concerne les thématiques et les méthodes de discussion entre *comuneros*. De ce fait, Graciela a une position hiérarchique dominante vis-à-vis des travailleurs du vice-ministère de Formation qui l'accompagnent et des *comuneros*. Elle fait régulièrement usage de sa position dominante pour faire des rappels à l'ordre aux participants selon ce qu'elle analyse comme de mauvaises pratiques de leur part, en l'occurrence sur leur mauvaise gestion du temps. Plus concrètement, Graciela tend à prendre une position professorale, qui s'accompagne d'autres petits gestes de chefferie comme le fait de déléguer aux membres de son équipe de travail de chauffer de l'eau et de remplir sa gourde isotherme pour boire son maté, qu'elle garde à proximité tout au long des échanges¹⁸³.

Graciela exerce sa position de domination sur ses subordonnés immédiats du vice-ministère de Formation et sur les *comuneros*. Dans ce contexte, sa position dominante en tant que directrice de l'équipe en charge des discussions entre *comuneros*, s'entrelace avec son autorité symbolique issue de son appartenance à la blancheur et de ses origines nationales argentines, valorisées en contexte caribéen. Ses origines sociales interagissent ainsi avec le stéréotype de la paresse et du manque de ponctualité qui serait propre aux Caribéens, en l'occurrence aux Vénézuéliens. Ces stéréotypes sont issus d'une longue histoire de fantasmes coloniaux et racistes sur les personnes non-blanches et leur incapacité supposée à être de bons travailleurs. Ici, les luttes sur les définitions légitimes des usages du temps de la participation dépassent les frontières formelles propres aux rôles participatifs (organisateur et participant), pour retravailler la frontière du « nous » révolutionnaire dont Graciela est la gardienne. En ce sens, on observe le « nous » révolutionnaire comme étant défini par des rapports de force façonnés par des relations de domination sociales, raciales et nationales. Au sein de ces rapports de force, la critique de la mauvaise gestion du temps par les *comuneros* s'apparente à une expression du racisme ordinaire, et la délégation de la gestion de l'eau chaude s'apparente à une relation de service.

Le nous révolutionnaire est en effet construit par des rapports de force qui s'expriment lors des rencontres participatives au sein desquels les participants, en position dominée, discutent les ordres participatifs par la pratique. Ainsi, une des premières reconfigurations des

¹⁸³ Notes de terrain. 01 aout 2014. Le maté est une boisson traditionnelle de l'Argentine, mais aussi d'autres pays du sud de l'Amérique latine dont l'Uruguay et le Paraguay. On appelle « maté » à la fois le contenant dans lequel on le boit et la boisson en soi. On appelle aussi « yerba maté » les herbes à partir desquelles la boisson est faite. La particularité de la pratique du maté est le fait que le contenant se vide très vite, les buveurs de maté devant le remplir régulièrement avec de l'eau chaude qu'il est habituel de garder à proximité dans une bouteille isotherme.

instructions données par Graciela pour le déroulement de la plénière et pour la présentation des cartographies stratégiques, arrive lors de la toute première présentation à la charge des représentants de l'axe « Côtier-central-occidental¹⁸⁴ ».

Johnny : Alors, comme nous sommes un collectif, chacun d'entre nous va se présenter.

Graciela : Pardon mais, qui sont les porte-paroles ? Je viens de dire que ce qui vont passer expliquer leurs accords ce sont les *voceros* et *voceras* choisis à ce propos. Qui sont les *voceros* choisis ?

Johnny : Ben, moi j'en fais partie, mais il y a un autre *compañero*...¹⁸⁵

Quand Johnny exprime le souhait de prendre le temps nécessaire à ce que chaque *comunero* de son axe territorial se présente, légitimant cette volonté par l'idée du collectif et de faire partie d'une dynamique, il présente une vision concurrente de la légitimité à prendre la parole en assemblée de celle proposée par la représentante du vice-ministère de Formation. En effet, si Graciela part du principe que seulement une à deux personnes mandatées par chaque groupe de travail parle lors de la plénière, cette proposition n'est pas en écho avec les pratiques propres aux groupes des *comuneros*. Dans le cas concret de l'axe « Côtier-central-occidental », la légitimité par élection de porte-parole est mise en cause par la volonté de faire parler et faire paraître, d'être visible propre à chaque membre du groupe. Cette mise en cause vient d'une lecture stratégique du dispositif dans lequel les *comuneros* ont été intégrés. En effet, les groupes ne sont pas toujours constitués de participants se connaissant entre eux par le passé, même s'ils sont censés venir de régions géographiques proches ou reliées entre elles. En ce sens, il n'est pas toujours de l'intérêt de chaque participant de déléguer la visibilité de sa municipalité, de sa Commune ou projet participatif en voie de formalisation à un autre participant. Sans oublier les potentielles projections individuelles dans les carrières administratives, les *comuneros* sachant que la visibilité individuelle peut ouvrir la porte à des recrutements. Ces stratégies participatives sont donc à l'œuvre quand, à la suite d'une présentation générale de la part de Johnny, les membres de l'axe « Côtier-central-occidental » expriment leur volonté de faire parler une personne par municipalité intégrée dans l'axe. Graciela s'y oppose immédiatement.

Les critiques et les réappropriations des dispositifs participatifs de la part des *comuneros* ne sont donc pas les bienvenues par Graciela en tant que représentante du vice-ministère de Formation. Cela obéit à la logique selon laquelle la place légitime pour la critique des

¹⁸⁴ L'axe *Costero-central-occidental* inclue les municipalités de Naguanagua, Bejuma, San José Mora, San Diego et Puerto Cabello.

¹⁸⁵ Extrait audio réunion plénière. Rencontre de *Comuneros* de l'État de Carabobo à Guacara. 01 août 2014. Les citations suivantes sont extraites de la même source.

institutions et des dynamiques participatives n'est pas celle qui est issue des formes de contestation de la part des participants. La critique légitime de la participation plus théorique que pratique, et elle doit prendre appui dans la pensée chaviste. Elle s'inspire des mots d'Hugo Chávez lui-même qui dénonçait de son vivant les obstacles que l'État bourgeois aurait encore été capable de poser au véritable accomplissement du projet révolutionnaire. Johnny se fait l'écho de cette critique :

Johnny : Par rapport au premier axe thématique, politique-organisationnel. Premier nœud critique : la corrélation des responsabilités institutionnelles pour la construction des Communes est déficiente. C'est pour cela que je disais, les institutions ne contribuent pas, les institutions ne contribuent pas avec ce qui est nécessaire pour les Communes depuis quatre ans, d'une certaine manière. Nous proposons d'établir des rencontres directes avec les organismes gouvernementaux et de développer des activités conjointes pour dynamiser le processus et réduire les obstacles bureaucratiques. Trop d'obstacles bureaucratiques ! Trop de méthodes et de systèmes ! Ils vont tous dans tous les sens, et ainsi de suite. Il n'y a donc pas de méthode unique, il n'y a pas de... Nous avons le Plan pour la patrie, mais chacun va de son côté. Quelque chose comme ça. [C'est la dynamique entre] le pouvoir constitué et le pouvoir constituant. Toujours la guerre [entre] ce qui n'en finit pas de mourir, et ce qui n'en finit pas de naître, comme disait le président Chávez.

Selon Johnny, ce qui doit naître est l'État communal, et ce qui doit mourir est l'État bourgeois. Ce disant, il exerce la petite marge de manœuvre qui lui permet d'énoncer une critique des institutions de la participation qui a été légitimée auparavant par le haut. Or, même si Johnny se donne à une critique qui peut potentiellement être bien accueillie par Graciela, cette dernière prend appui sur ses propos pour rappeler aux *comuneros* ce qu'elle conçoit comme les limites légitimes de cet exercice. Ainsi, à la suite des discussions entre les participants à la plénière sur les capacités des Communes à travailler ensemble, et sur le soutien que les *comuneros* souhaiteraient avoir afin de tisser les liens nécessaires à l'accomplissement de cet objectif (financement, transport, logistique), Graciela ouvre un échange révélateur avec l'assemblée de *comuneros* :

Graciela : Les Communes à Carabobo fonctionnent-elles en réseau ?
L'assemblée : Non ! Quelques-unes... (Multiples réponses à voix haute).

Graciela, en demandant le silence, continue :

Graciela : Attendez, attendez, attendez, ma question continue. Les Communes se relient entre-elles seulement par le biais des rencontres organisées par les institutions ? Ou elles s'auto-convoquent et organisent des rencontres ?

La question ayant été posée à une assemblée, des multiples réponses commencent à nouveau à surgir à voix-haute. Graciela continue par-dessus les voix des *comuneros* :

Graciela : Laissez-moi finir de poser ma question, nom de Dieu ! Les Communes s'auto-organisent, mettant de l'impulsion à l'autogouvernement puisque l'autogouvernement fait partie du pouvoir populaire, se motivant à construire des rencontres autogérées où il y a du débat, de la problématisation, de la reconnaissance de nos besoins et de nos conflits, et à partir de là nous créons des liens et commençons à créer de la motivation au sein du pouvoir populaire ? Ceci existe à Carabobo ?

Une dame : Dans [la municipalité] Carlos Arvelo, oui !

Graciela : Mais dans tout Carabobo ?

Assemblée : Non.

Aux questions posées par la représentante du vice-ministère de Formation, la seule réponse possible est « non », et la seule conclusion possible pour Graciela est la dénonciation de ce qu'elle analyse comme un manque d'engagement de la part des *comuneros*, participants à la rencontre. Une limite de contenu s'impose ainsi aux échanges.

Aux explications sur la difficulté de la mise en réseau des Communes rurales de l'État de Carabobo du fait du manque de moyens de transport (voitures fonctionnelles, accès à l'essence) portée par des hommes et des femmes travailleurs de la terre, face à la difficulté à lire les accords collectifs d'un homme âgé de plus de soixante-dix ans manquant des lunettes pour la presbytie, montrant par là son manque d'accès au système de santé, et vis-à-vis de l'exigence d'accélération de transfert de terres possédées par l'État vénézuélien et en inactivité d'une femme cherchant à installer son activité agricole, la réponse de la jeune femme blanche et urbaine argentine représentant le vice-ministère de Formation est celle de la proclamation du manque d'engagement des *comuneros*.

Graciela : Parce que nous pensons tout le temps que nous sommes le Pouvoir populaire, et nous racontons tout le temps ce qui est fait dans ma Commune, dans mon territoire, [...] et nous générons du caudillisme et tout, et nous ne nous questionnons pas, et nous sommes tout le temps... Par exemple, c'est visible dans les accords, que nous sommes tout le temps en train de critiquer le fait que les institutions nous mettent des obstacles, que l'État nous met des obstacles, que les serviteurs publics doivent se former, mais nous-mêmes, nous ne générons pas une motivation autonome d'exécution, de rencontre et de reconnaissance, de transformation de l'identité et avec une base bâtie autour d'accords politiques où l'on discuterait politiquement quel type d'État communal nous voulons, et nous attendons qu'on vienne nous dire quel État communal nous devons construire.

Manquerait donc aux *comuneros* de l'autonomie, de la volonté d'entreprendre, des capacités à aller au-delà des contraintes, il manquerait de l'engagement révolutionnaire. La supposée non-performance autogestionnaire des *comuneros*, participants de la rencontre à

Guacara, les éloigne du « nous » révolutionnaire que Graciela en tant qu'intermédiaire militante de l'action est en position de délimiter. Ici, pour Graciela, les *comuneros* au pluriel semblent encore avoir des efforts à faire pour participer pleinement du « nous » révolutionnaire, et bénéficier des rétributions propres à la reconnaissance des autres révolutionnaires différemment placés dans le champ de la participation. Ainsi, plus les dispositifs participatifs s'adressent à des publics populaires, plus la distance sociale est grande entre les intermédiaires militants et leurs publics, et plus fortement s'exerce une imposition matérielle et symbolique sur la bonne participation et sur le nous révolutionnaire. Ceci est d'autant plus paradoxal que le public populaire est censé être le sujet révolutionnaire.

Quand les intermédiaires militants de l'action publique participative, inscrits dans des rapports de force propres à leurs positions d'employés d'institutions publiques elles-mêmes ayant des relations hiérarchiques, se trouvent en position de retrouver les publics des politiques participatives, il s'agit pour eux de faire le nécessaire afin de prolonger le projet révolutionnaire. C'est d'autant plus le cas lorsqu'il s'agit de retrouver les *comuneros*, figures idéales de la participation en contexte de gouvernements chavistes du fait de leurs liens au territoire en tant qu'unité géographique et symbolique hautement valorisée dans le projet révolutionnaire. C'est précisément par l'analyse du territoire et en construisant des diagnostics qui se veulent à la fois politiques, sociaux et économiques, qu'il est question de mieux comprendre les limites de l'entreprise révolutionnaire et de trouver les moyens de les dépasser. Or, ces échanges se construisent entre des acteurs ayant des relations différenciées aux institutions publiques de la participation du fait de leurs statuts d'employé ou de public. Les échanges sont aussi insérés dans les intersections propres aux appartenances sociales de ces acteurs. Les hiérarchies sociales finissent par être réifiées par les positions formelles qui délimitent les frontières d'un « nous » révolutionnaire auquel « le *comunero* » idéal et au singulier participe mieux que « les *comuneros* » au pluriel, participants aux dispositifs participatifs des gouvernements chavistes.

Conclusion : Gouverner les institutions publiques dédiées aux politiques participatives en tant que militants. Ce que les structures administratives font aux échanges politiques

Ce chapitre rend compte et analyse ce qui se passe quand des acteurs se réclamant du militantisme politique et associatif s'intègrent dans les rangs des institutions publiques dédiées aux politiques participatives pour y construire leurs vies professionnelles. Or, définir *ce qui se passe*, c'est-à-dire définir les objets auxquels prêter attention pour étudier cette dynamique, est en soi une prise de position analytique. Je me suis donc intéressée aux parcours des personnes ayant été effectivement recrutées en tant qu'employées des institutions publiques participatives à la suite de parcours marqués par l'engagement au sein de diverses formes d'organisations collectives : ici notamment les organisations populaires et les dispositifs participatifs territoriaux des gouvernements chavistes. D'un autre côté, l'attention est attirée par les interactions que ces acteurs ont avec d'autres employés de ces institutions publiques, selon les positions que les uns et les autres occupent dans les rapports de force internes à ces institutions. Le tout est inséré dans un contexte politique et institutionnel plus large qui pèse sur la définition des objectifs propres aux institutions publiques dédiées aux politiques participatives, poussant constamment à de profondes restructurations de ces institutions. Dans ce contexte, l'objectif de la réforme de l'État, hérité des débats du siècle dernier à la fois dans le contexte vénézuélien et international, fait partie du quotidien administratif. Enfin, rendre compte de *ce qui se passe* quand les intermédiaires militants de l'action publique sont en action, demande une attention particulière aux réflexions que les administrations produisent sur elles-mêmes, ici notamment par le biais des organigrammes, rapports, instructions pour le travail collectif, objets soumis à diverses échelles de confidentialité.

En choisissant la catégorie d'intermédiaires militants de l'action publique participative, l'objectif est de rendre compte de la position particulière dans laquelle se trouvent les acteurs venant de parcours d'engagement et s'orientant vers des institutions de la participation. D'une part, ils sont intermédiaires, puisque du fait de leurs parcours personnels et collectifs ils sont censés être capables de faire le lien entre les institutions participatives et leurs publics cibles, notamment les classes populaires vénézuéliennes. D'autre part, ils sont militants, car ces acteurs revendiquent une définition engagée et politique de leur travail au sein des institutions publiques des gouvernements chavistes, celui du soutien et de la protection de la Révolution bolivarienne. Ainsi, dans le cadre de l'économie morale de la révolution, c'est à partir des

catégories de l'engagement politique que les expériences individuelles et collectives sont nommées, analysées, évaluées. Cette dynamique tend à éloigner les intermédiaires militants d'une catégorisation de leurs parcours professionnels en termes du travail salarié dont le temps de travail, le salaire, la protection sociale, pour privilégier les termes du militantisme dont le sacrifice, le dévouement, le bénévolat. L'objectif révolutionnaire se trouve donc à la base d'une série d'actes de valorisation et de jugement qui pour beaucoup déterminent les actions des intermédiaires militants.

Les intermédiaires militants de l'action publique placés dans des positions hiérarchiques dominantes au sein des institutions publiques dédiées aux politiques participatives, contribuent à leur gouvernement. L'accès à ces positions dominantes façonnent leurs manières d'être et de faire, notamment vis-à-vis de leurs subordonnés au sein des institutions de la participation.

Ainsi, ils construisent des relations particulièrement formalisées avec les fonctionnaires. Elles sont formalisées par leurs contenus, mais aussi par leur toile de fond sous la forme des bureaux des institutions publiques participatives. Les fonctionnaires tendent à ne pas partager avec les intermédiaires militants leurs définitions politiques du devoir être des institutions publiques et du devoir faire de leurs travailleurs. Dans le cadre des interactions entre ces deux catégories d'acteurs, les usages stratégiques de l'État de la part des intermédiaires militants s'entrecroisent avec les ordres hiérarchiques propres aux institutions publiques, permettant aux intermédiaires militants d'imposer leurs prérogatives face à des subordonnés ayant des marges de manœuvre réduites. Ces rapports de force n'empêchent pourtant pas des réappropriations, voire parfois le rejet pur et simple des ordres des supérieurs hiérarchiques par les subordonnés. Ceci s'ancre dans un contexte dans lequel les intermédiaires militants ne disposent pas d'une toute-puissance dans la gestion interne des institutions publiques. Eux-mêmes sont soumis aux rapports de force entre les diverses institutions publiques dédiées aux politiques participatives, et doivent composer au quotidien avec des contraintes politiques et matérielles lourdes. En somme, l'observation de la relation entre les intermédiaires militants de l'action publique participative et les fonctionnaires de ces mêmes institutions, permet de conclure à des formes d'échanges politiques manqués, empêchant la circulation fluide de biens matériels et symboliques entre ces acteurs.

En contraste, les relations entre intermédiaires militants différemment positionnés au sein des institutions publiques participatives sont propices à ces échanges. Quand les intermédiaires militants placés dans des positions hiérarchiques supérieures ont la capacité de définir les

paramètres du recrutement des nouveaux personnels de la participation, c'est la proximité dans les parcours militants et les revendications politiques qui est placée au centre de l'équation. Entre intermédiaires militants, le travail administratif se transforme pour se rapprocher des formes d'un travail militant, que ce soit par la sortie des bureaux des administrations, par les contenus des discussions, ou par la manière de définir les devoir être des institutions et devoir faire des employés publics.

Toutefois, ceci se construit dans un contexte où les bénéfices matériels liés à l'emploi sont mis en cause par la crise économique qui fait son apparition au Venezuela peu de temps après la mort d'Hugo Chávez en 2013. Ainsi, les échanges de ressources publiques propres au travail avec les *compañeros*, ne protègent pas à tout moment des contraintes matérielles propres au contexte. Mais ils permettent de garder des positions valorisées et valorisantes, qui ont la potentialité de se reproduire par l'obtention de futurs emplois publics dans un contexte d'emplois précaires et peu protecteurs.

Les intermédiaires militants sont aussi en contact avec les publics cibles des administrations dédiées aux politiques participatives, les *comuneros*. Par la catégorie de *comuneros* sont nommés de très divers acteurs ayant des attaches soit à des organisations populaires soit à des dispositifs participatifs des gouvernements chavistes. Autrement dit, derrière la catégorie de *comuneros*, on retrouve les participants. La relation avec les participants est aussi insérée dans les rapports de force entre institutions participatives, entre intermédiaires militants différemment positionnés dans les hiérarchies de ces institutions, et dans les intersections propres aux êtres sociaux qui se retrouvent dans ces interactions. Émergent alors des formes de domination structurellement intégrées dans les relations entre organisateurs de la participation et participants, qui s'intègrent donc aussi aux échanges politiques entre ces acteurs. Le tout est intégré dans des politiques participatives structurées à leur tour autour des notions mettant en valeur l'attache au territoire, la territorialité de l'action publique participative, l'idée de transformer l'État par un nouvel exercice du pouvoir étatique sur le territoire national. Ainsi, le *comunero*, figure idéale du participant fortement attaché à son territoire d'origine, s'impose comme une métaphore inatteignable aux *comuneros* au pluriel dans leur exercice participatif, réifiant par-là un ordre participatif définissant des places claires et inégales entre les représentants des pouvoirs publics et les participants.

Enfin, la relation entre intermédiaires militants et participants ouvre à de multiples reprises la question des limites de la première catégorie. Que ce soit par le croisement des

fonctions des intermédiaires militants avec celles des participants des dispositifs participatifs territoriaux, par leurs attachements à l'objectif révolutionnaire, ou encore par la transformation des carrières participatives en carrières professionnelles au sein des institutions publiques de la participation, la question de la possibilité de penser les participants en tant qu'intermédiaires militants de l'action publique participative à part entière se pose

Chapitre 5. Construire *la communauté* depuis l'État : les intermédiations militantes de l'action publique dans la construction des quartiers populaires

À la fin du précédent chapitre un questionnement a été formulé sur la composition de la catégorie d'intermédiaires militants de l'action publique, et de la manière dont les participants, ou certains participants, s'intègrent à cette catégorie. Ce questionnement inspire le présent chapitre. En suivant le fil conducteur des échanges politiques analysés dans le cadre de l'économie morale de la révolution, il est question d'observer comment des acteurs ayant la position de leaders au sein des organisations populaires, agissent en tant que dernier bout de la chaîne d'intermédiations qui permet la circulation de biens publics jusqu'aux quartiers populaires. Les leaders des organisations populaires trouvent ainsi leur place au sein de l'action publique participative des gouvernements chavistes puisqu'ils représentent le pouvoir populaire que celles-ci cherchent à promouvoir. Cette définition du pouvoir populaire s'ancre dans la notion du territoire et aux catégories qui lui sont rapportées, dont le quartier et la communauté.

Le questionnement qui inspire ce cinquième chapitre ouvre donc la porte à l'exploration du deuxième volet d'acteurs que je propose d'intégrer à la catégorie d'intermédiaires militants de l'action publique, à savoir, celui des *leaders des organisations populaires*. En effet, au sein des gouvernements chavistes, la Révolution est une catégorie d'action publique qui sert à délimiter les contours sociaux et politiques de l'interlocution auprès des institutions de la participation. Il s'agit ici d'observer la place donnée et prise par les organisations populaires, et plus précisément par leurs leaders, dans la conception et mise en place des politiques participatives des gouvernements chavistes. Cette place se construit en dialogue avec les différentes composantes de la catégorie d'intermédiaires militants de l'action publique. Les leaders des organisations populaires sont notamment en contact les intermédiaires qui se trouvent dans les hiérarchies moyennes des institutions publiques dédiées aux politiques

participatives, et qui ont de ce fait la capacité concrète de faire circuler des biens publics au profit des classes et territoires populaires.

L'analyse des leaders des organisations populaires et de leur rôle dans la chaîne d'intermédiation qui sous-tend la mise en place des politiques participatives des gouvernements chavistes, se produit en dialogue avec d'autres catégories de sciences sociales. Il s'agit notamment des catégories propres à l'analyse de l'action collective. Je m'intéresse en particulier aux travaux sur le monde associatif qui traitent de l'émergence des leaders populaires et des diverses formes de représentation des classes populaires. Je m'inspire aussi des recherches portant sur la relation entre les associations issues des classes populaires et les pouvoirs publics, et sur le rôle de ces associations dans les processus de politisation des classes populaires. En effet, « c'est en combinant l'apport de ces trois courants d'analyse [portant sur l'engagement, sur le travail associatif et sur les associations en tant que lieux de mise en œuvre de l'action publique] que l'on peut le mieux comprendre comment l'évolution du rôle et des modes de fonctionnement des associations affecte la relation entre mouvements sociaux et État, cette relation pouvant être de substitution, de complémentarité ou d'opposition, selon les modalités variables et toujours susceptibles d'être redéfinies¹ ».

En ce sens, la catégorie d'organisation populaire doit être explicitée. Dans un contexte de publication français, il m'est déjà arrivé de mobiliser le terme d'association afin de désigner les organisations populaires. Ces dernières peuvent être décrites comme des ensembles d'acteurs institutionnalisés et à adhésion volontaire, différenciés des États et des collectivités locales et à but non lucratif². Or, le terme d'association me semble insatisfaisant pour évoquer les ensembles observés sur les terrains vénézuéliens, et ceci pour diverses raisons³. Premièrement, pour des raisons d'adéquation avec les catégories d'usage sur le terrain et leur charge politique. En effet, le terme *asociación* qui est la traduction littérale de la catégorie d'association en français, a historiquement été mobilisé en contexte vénézuélien pour parler des associations de voisins. Ces associations constituent un dispositif participatif en vogue à la fin du XX^e siècle, et sont assimilées dans l'imaginaire de mes enquêtés à des lobbies ou des groupes d'influence

¹ Camille HAMIDI, « Associations et mouvements sociaux », in *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, pp. 73-81, p. 76.

² Camille HAMIDI, « Associations et mouvements sociaux », *op. cit.* Entre autres publications sous format de divulgation scientifique, je me réfère ici notamment à l'article publié dans la revue *Sociétés contemporaines* que j'ai longuement cité en quatrième chapitre, et dont la construction m'a obligé à me questionner sur le terme association et sa pertinence par rapport à ma propre recherche. L'article en question : Yoletty BRACHO, « L'économie morale de la révolution. Échanges politiques entre l'administration et les associations populaires au Venezuela », *op. cit.*

³ En lien avec la discussion historique du terme en chapitre 1.

issus des classes moyennes et hautes, et à leurs lieux d'habitation dans la ville régulière. Plus proche des temporalités de mon enquête, dans les années 2010 le terme *asociación* est mobilisé par les opposants traditionnels aux gouvernements chavistes pour nommer les organisations dédiées aux activités caritatives et humanitaires qui leur sont proches. Il est de plus associé au terme de société civile. Ce dernier est lui-même sujet à des usages instrumentaux par les oppositions traditionnelles et leurs soutiens internationaux. Il est réapproprié en ce sens par contraste avec le terme de peuple, dont la place est centrale pour les gouvernements chavistes. Ainsi, le terme *asociación* en contexte vénézuélien a une forte charge politique qui l'éloigne des principaux acteurs de mon enquête et, de ce fait, me pose question quant à l'usage de sa traduction littérale en français.

Mais si le terme a sa propre acception au Venezuela, sa définition en contexte social et académique français comporte des limites par rapport à l'effort de traduction qui est celui de ma thèse. Cette traduction ne renvoie pas seulement aux langues en interaction, l'espagnol et le français, mais aussi au fait de rendre intelligibles pour mon contexte de réception social et académique principal, celui des sciences sociales françaises, des dynamiques sociales qui lui sont en partie étrangères. Ma réflexion sur la traduction s'opère à partir d'un dialogue avec des catégories d'analyse propres aux sciences sociales francophones, hispanophones et anglophones que je maîtrise de manière différenciée, et sur lequel je prends appui afin de proposer des montées en généralité. Ainsi, le terme d'association en France renvoie à un cadre légal reconnu et se présente comme un des piliers de la République, celui de la liberté d'association garantie par la loi de 1901⁴. Il renvoie à une vie associative qui exige des pratiques formalisées et fortement encadrées, notamment par les autorités préfectorales (déclaration en préfecture, assemblées générales périodiques...). Il fait référence à une histoire spécifique de la relation entre les associations et l'État ainsi que les diverses manifestations du pouvoir politico-administratif à toutes les échelles. Cette relation est particulièrement marquée par les dynamiques de délégation de service public et par le financement par projet qui contraint de plus en plus l'activité associative. Enfin, les pratiques d'évitement de conflits qui s'installent

⁴ Il en est question par exemple, dans le « Livret du citoyen », texte proposé par les autorités préfectorales en tant que base d'étude pour les entretiens de naturalisation en France. Si ce n'est pas nécessairement le lieu pour partager mon expérience de naturalisation ici, la chercheuse Sarah Mazouz fait une analyse fine des naturalisations, y compris la sienne, dans sa thèse d'où est tiré l'ouvrage Sarah MAZOUZ, *La République et ses autres : politiques de l'altérité dans la France des années 2000*, op. cit. Il est important aussi de rappeler que la liberté d'association n'a pas été effective pour toute personne habitant le territoire français que jusqu'à l'année 1981 quand le décret de 1939 restreignant les libertés associatives des étrangers a été dérogé. En 2021 ont été fêtés donc les 40 ans de cette liberté d'association acquise à nouveau par les personnes étrangères en France. *L'engagement associatif des diasporas pour la cause des migrant-e-s. Quelles avancées et quels défis ?* [Rapport], FORIM - Réseau des diasporas solidaires, 2021, p. 3.

durablement dans le monde associatif questionnent sur les potentiels processus de dépolitisation qui y émergent⁵.

Les structures organisationnelles que j'ai pu observer au Venezuela ont des points en commun avec le fonctionnement du monde associatif en France. De ce fait, elles sont étudiées dans ce chapitre à partir des catégories d'analyse issues des recherches portant sur le monde associatif. Néanmoins, en observant les organisations populaires je ne peux pas affirmer avoir travaillé sur des associations à proprement parler. Autrement dit, dans le cadre de ma thèse il me paraît nécessaire de différencier les dynamiques d'action collective que l'on catégorise par le terme d'association de celles que j'ai pu observer au Venezuela et que l'on nomme par le terme organisation populaire afin de mieux en rendre compte. En effet, les organisations populaires ne sont pas des associations parce qu'elles ne sont pas toujours déclarées officiellement, et pourtant elles peuvent agir en tant que partenaires des pouvoirs publics. Ce ne sont pas des associations parce que l'adhésion ne passe pas nécessairement par une cotisation ou la signature d'une charte, et pourtant nombre de personnes s'en revendiquent au point où même les leaders de ces organisations ont du mal à en établir les frontières. Ce ne sont pas des associations parce qu'elles n'ont pas toujours de statuts clairs et contraignants auxquels il serait possible de se référer, par exemple, afin de construire la résolution d'un conflit, et pourtant des instances de gestion des rapports de force internes surgissent et s'installent dans le temps long.

Alors, qu'est-ce qu'une organisation populaire et pour quoi mobiliser ce terme en particulier ? Répondre à cette question exige avant tout de signaler que la catégorie d'organisation populaire est une catégorie d'usage sur mon terrain d'enquête. Ainsi, le terme *la organización popular* au singulier, proche de celui de *pueblo*, renvoie à un idéal général des potentialités politiques supposées des classes populaires qui par les efforts de collectivisation et d'organisation auraient la capacité de prendre la main sur la vie publique du pays.

4. L'assemblée comme outil pour radicaliser le pouvoir populaire : une campagne [électorale] du peuple : [...] Nous prenons cette opportunité pour mettre à l'agenda des contenus que les bases souhaitent faire exister au sein de l'Assemblée révolutionnaire⁶ en

⁵ Ce paragraphe reprend largement les arguments du texte de Camille Hamidi cité plus bas. Ayant été son élève en master, et ayant pu participer à une publication collective à ses côtés durant mon parcours de thèse, je suis particulièrement attachée aux analyses et discussions proposées par la chercheuse sur le monde associatif en France, sur les liens entre politique, associations et classes populaires, ou encore sur la gestion du droit des étrangers et des populations étrangères en France et la forte participation du monde associatif dans cette gestion. Camille HAMIDI, « Associations, politisation et action publique », *op. cit.*

⁶ Faisant référence à l'Assemblée nationale.

tant que structure représentative du peuple, pour qu'elle accomplisse le rôle qu'elle est appelée à exercer, celui de soutenir l'organisation populaire.⁷

C'est dans les efforts de publicisation, comme ici dans un texte de coordination politique dans le cadre d'une campagne électorale, que les militants qui se réclament de la révolution fixent les définitions catégorielles auxquelles ils se réfèrent pour mener à bien leurs mobilisations. L'extrait ci-dessus permet d'observer la centralité de l'organisation populaire au singulier définie comme un effort collectif qui surgit des bases, qui représente l'expression politique du peuple, et qu'en tant qu'outil des classes populaires doit être reconnu et protégée par une véritable Assemblée nationale révolutionnaire.

À son tour, l'expression d'*organizaciones populares* au pluriel se réfère aux structures qui se sont construites historiquement en amont ou en parallèle des mobilisations sociales et parfois en réponse à des stimuli publics. Ces organisations rassemblent des militants et autres acteurs engagés, qui se donnent pour objectif d'intervenir dans la vie publique du pays que ce soit à l'échelle locale, régionale ou nationale. Les organisations populaires s'inscrivent dans une relation de proximité critique avec les partis politiques et les acteurs du champ politico-administratif. Sous les gouvernements chavistes, le terme d'organisation populaire est revendiqué en opposition à celui d'*asociación*. De ce fait, il est plus largement mobilisé par les gauches vénézuéliennes, dont celles qui s'opposent aux gouvernements chavistes.

Afin d'approfondir la participation populaire au sein de la Révolution bolivarienne, lors de ces nouvelles élections parlementaires, les organisations populaires nous nous donnons pour objectif de promouvoir le coup de gouvernail, fer de lance du Commandant Hugo Chávez Frías, en faveur d'une assemblée qui agisse en tant qu'instrument de pulvérisation de l'État bourgeois [...]⁸

En effet, si l'organisation populaire est l'utopie partagée, les organisations populaires au pluriel sont les structures de mobilisation collective qui se donnent pour objectif de produire le travail révolutionnaire nécessaire afin d'atteindre les horizons utopiques partagés. Reprenant l'exemple de la campagne électorale dont les extraits ci-dessus sont issus, ce sont les

⁷ « Campamento de producción de contenidos Fabricio Ojeda », p. 4. Il s'agit d'un texte établissant des accords politiques entre diverses organisations populaires participant ensemble à la campagne électorale en vue des élections à l'Assemblée nationale en 2015. Il en sera question plus en détail dans le chapitre suivant.

⁸ Tract du Comité de campagne populaire Hugo Chávez (CAPHUCHA), octobre 2015. L'acronyme « CAPHUCHA » est aussi un jeu de mot avec le terme *capucha*, qui au Venezuela est la traduction littérale du terme « cagoule » en français. Le logo du comité, reproduit en annexes, est constitué par un dessin minimaliste d'Hugo Chávez, que l'on reconnaît par ses yeux, et qui porte une cagoule noire décorée par une étoile rouge sur la bande de tissu qui couvre son front. De nouveau, ces tracts et autres contenus de campagne seront plus largement explorés dans le sixième chapitre.

organisations populaires qui signent les tracts collectifs rédigés par ceux d'entre leurs membres ayant été mandatés à cet effet.

Dans ce sens, par l'usage du terme organisations populaires pour rendre compte des acteurs mobilisés qui font partie structurante de mon enquête de terrain, je mobilise une catégorie d'usage que je décide de transformer en catégorie d'analyse. Je réponds ainsi à mes interrogations scientifiques sur la relation de mon travail de recherche avec les usages coutumiers et scientifiques du terme association. Je réponds aussi aux questionnements politiques qui m'amènent à vouloir « prendre au sérieux⁹ » les définitions données par mes enquêtés aux structures militantes dont ils sont porteurs, et au sein desquelles j'ai réalisé mon enquête tout en traversant mon propre parcours de formation politique¹⁰.

Ainsi, étudier le rôle des organisations populaires et de leurs leaders dans les intermédiations militantes de l'action publique exige avant tout d'analyser comment ces leaders se constituent en porte-paroles des classes populaires et en leurs représentants auprès des pouvoirs publics. En effet, « l'ancrage social de la représentation¹¹ » passe aussi par des formes de performativité sociale des leaders s'érigeant en représentants des classes populaires, qui doivent signifier auprès de leurs interlocuteurs la proximité ou le partage d'une même appartenance sociale avec le groupe représenté¹². Mais la représentation ne se construit pas seulement comme un acte symbolique. En effet, ces formes de représentativité descriptive

⁹ Naomi SCHILLER, *Channeling the state: community media and popular politics in Venezuela*, *op. cit.*, p. 5. Schiller mobilise cette formule dans différentes publications pour justifier les définitions de l'État qu'elle mobilise dans son travail. Elle cherche ainsi à expliquer l'origine des définitions positives de l'État qu'elle trouve chez les militants qu'elle étudie. Ces perceptions ne seraient pas le reflet de visions légitimistes des institutions publiques ni de leur rôle dans les processus de reproduction de la domination sociale. Elles surgiraient de la pratique quotidienne de l'État des militants qui participent à sa construction par le biais des politiques participatives, lui conférant la place d'allié potentiel. Je ne partage pas toujours les analyses de Schiller, notamment car elles me semblent malgré tout garder des définitions un peu rigides des frontières l'action publique et de l'action collective. Néanmoins, ses questionnements font écho aux miens. En effet, Schiller s'interroge sur la potentielle perception de son travail comme porteur d'un regard trop positif de l'État, étant donné son propre contexte d'intégration scientifique et politique où la critique de l'État fait norme (« Pour en être surs, étant donné l'histoire de l'autoritarisme et de la violence d'État, il est impossible de mettre de côté toute suspicion sur l'État. [...] Toutefois] Cet ouvrage examine une autre possibilité, qui met en discussion les récits homogènes de l'État », p. 5). De mon côté, je m'interroge sur la potentielle perception de mon travail comme ayant un regard trop positif des militants aux côtés desquels j'ai intégré mon terrain d'enquête, et à qui j'emprunte ici une catégorie d'usage pour en faire une catégorie d'analyse. Dans mon cas et celui de Schiller, c'est bien la question de la définition de l'objet d'étude à l'issue d'une enquête ethnographique qui est posée. Celle-ci est en lien avec la question de la réception de la recherche au sein des divers contextes de production de connaissances.

¹⁰ Voir chapitre 3.

¹¹ Marie-Hélène SA VILAS BOAS, « Devenir porte-parole dans les conférences municipales des femmes de Recife, au Brésil », *op. cit.*

¹² Julien TALPIN, « La représentation comme performance », *op. cit.*

dialoguent avec des demandes de représentativité substantielle¹³, au sein de relations politiques de proximité¹⁴ où de fortes exigences sur la capacité des représentants à répondre aux besoins des populations représentées par le dialogue avec les pouvoirs publics se font sentir¹⁵.

Les exigences réciproques entre représentants et populations représentées prennent place au sein de relations de domination. Elles doivent être comprises en dialogue avec le cadre politico-administratif de la participation, qui appelle à des formes de co-construction de l'action publique. Ainsi, pour analyser le rapport des classes populaires au politique il est question de prêter attention à la fois aux à la structuration des organisation populaires et aux dynamiques de représentation et de mise en circulation des biens publics par le biais des représentants¹⁶. Ici, le rapport au politique s'entend au sens large, c'est-à-dire, prenant en compte mais ne se limitant pas à la relation au champ politique et à la politique électorale¹⁷. Le rapport au politique s'observe alors par la publicisation et la mise en commun des problèmes du quotidien, dans les rapports de force propres à la répartition de biens mis en circulation par l'intermédiation des représentants, et dans les définitions à la fois morales et politiques de leur bonne répartition¹⁸.

Au sein de ces réflexions sur le rapport au politique des classes populaires, et sur les fonctions des représentants des organisations populaires dans le cadre des intermédiations militantes de l'action publique, il paraît utile de mobiliser et complexifier le concept de *Statecraft* tel qu'il est présenté par Naomi Schiller dans son travail à propos de la chaîne de télévision communautaire Catia TVE, à Caracas¹⁹. Le terme *Statecraft* peut être traduit comme

¹³ Lorenzo BARRAULT-STELLA et Julien TALPIN, « Ce qu'être représenté·e veut dire. La relation de représentation du point de vue des citoyen·nes », *Participations*, 2021, vol. 30, n° 2, pp. 7-38, p. 23.

¹⁴ Si la catégorie est notamment mobilisée pour étudier des dynamiques dites clientélistes dans le contexte de relations électorales, il me paraît important de l'appliquer aux relations de représentations propres aux organisations populaires. Jean-Louis BRIQUET et Frédéric SAWICKI, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998. Rémi LEFEBVRE et Christian LE BART (dir.), *La proximité en politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.

¹⁵ Dont l'exemple développé par Hélène Combes sur « Dario, un dirigeant d'un quartier populaire de Mexico » est, pour moi, très saisissant. Hélène COMBES et Gabriel VOMMARO, « Relations clientélistes ou politisation : pour dépasser certaines limites de l'étude du clientélisme », *op. cit.*, p. 27.

¹⁶ « Le prisme associatif jette une lumière sur les marges du champ politique qui élargit le cadre de la réflexion sur les formes pratiques et discursives de la redéfinition des rapports au politique des classes populaires ». Camille HAMIDI et Arnaud TRENTA, « Des classes populaires et des associations : quelles redéfinitions des rapports au politique ? », *op. cit.*, p. 7.

¹⁷ D'où surgit un constat généralisé d'un éloignement des classes populaires des structures de la politique partisane et la distanciation des structures de la démocratie représentative produisant des déficits de représentation. Une longue tradition de recherche s'est construite en France à ce propos, pour laquelle le travail de Daniel Gaxie et son concept du « cens caché » représente une forte base analytique pour étudier les dynamiques d'éloignement du politique des populations qui sont menés à s'estimer illégitimes face aux codes politiques dominants. Daniel GAXIE, *Le cens caché : Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978.

¹⁸ Julieta QUIROS, *El porqué de los que van*, *op. cit.*

¹⁹ Naomi SCHILLER, *Channeling the state: community media and popular politics in Venezuela*, *op. cit.*

« le métier de la production de l'État », en mettant l'accent sur ce « métier » en tant que forme de savoir-faire pratiqué au quotidien. Schiller s'appuie alors sur le travail de Gilbert M. Joseph et Daniel Nugent²⁰ pour critiquer une vision selon laquelle la construction des États serait une affaire réservée aux élites politiques et administratives²¹. Ainsi, à partir d'une approche qui conçoit l'État en tant que processus²², il serait possible de « focaliser notre attention sur la manière dont les gens ordinaires contribuent à la création et au développement de l'État à la fois en tant qu'idée et en tant qu'ensemble d'institutions au concret²³ ». Ceci, en faisant aussi ressurgir « le processus quotidien de la création d'idées et de représentations sur ce que l'État est et ce qu'il pourrait être²⁴ ».

Il n'est aucunement question de prétendre que l'idée de l'État processuel serait une innovation propre au concept de *Statecraft*. À la fois la sociologie et la science politique se sont données divers outils pour saisir l'État en construction, et pour rendre compte de ses frontières relativement perméables à la société. Ce que je propose ici est le dialogue avec une anthropologie politique qui prête une attention particulière à la contribution des acteurs extra-étatiques, dont notamment les représentants des organisations populaires, à la formation de l'État.

5.1. Quand le quartier n'existe pas, on le construit : l'organisation Pobladores et la Grande Mission Logement Venezuela.

La question de l'accès à la terre est historiquement liée aux formes de domination sociale, économique et politique en Amérique latine, et inspire diverses formes de mobilisation jusqu'aux révolutions historiques, telle la révolution mexicaine. Les terres urbaines ne font pas exception. Avec la transformation des centres urbains du XIX^e siècle en grandes métropoles urbaines durant le XX^e siècle, des structures de répartition inégalitaire des terres urbaines s'installent. Celles-ci ont pour beaucoup été soutenues par des cadres législatifs et politiques

²⁰ Gilbert M JOSEPH et Nugent DANIEL, *Everyday forms of state formation. Revolution and negotiation of rule in modern mexico*, Durham, Duke University Press, 1994. Dans le deuxième chapitre de la thèse j'évoquais des chercheurs ayant travaillé sur les gouvernements chavistes ayant été formés à la Duke University, et pour certains ayant été publiés par leurs presses universitaires. Il n'est pas anodin de retrouver un lien fort entre le travail de Naomi Schiller et celui des historiens de la révolution mexicaine publiés par ces mêmes presses universitaires.

²¹ Le terme a notamment des usages en théorie politique, économique et des relations internationales.

²² Naomi SCHILLER, *Channeling the state: community media and popular politics in Venezuela*, op. cit., p. 65.

²³ *Ibid.*, p. 71.

²⁴ *Ibid.*, p. 65.

particulièrement bénéfiques aux investissements immobiliers privés et au développement des services pour les classes moyennes en essor. Cette dynamique se fait en détriment des classes populaires soit déplacées de leurs lieux de vie par la pression gentrificatrice, soit par des politiques de réhabilitation urbaine n'offrant pas de solutions de relogement suffisantes. L'occupation de la terre urbaine par les classes populaires fait alors face à des barrières économiques et symboliques bâties pour l'empêcher. En conséquence, une des principales dynamiques d'installation au sein des quartiers populaires est celle de l'occupation des terres afin de chercher *a posteriori* sa reconnaissance légale.

Dans le contexte des gouvernements chavistes, une organisation populaire en particulier, le *Movimiento de Pobladores* (Mouvement de ceux qui peuplent), et plus précisément une de ses branches, les *Campamentos de Pioneros* (Campements de pionniers), se donne comme objectif de mettre en discussion la répartition et l'accès des classes populaires aux terres urbaines, principalement dans la métropole *caraqueña*. Cette activité se fait dans une configuration très spécifique, puisque le *Movimiento de Pobladores y Pobladoras de Venezuela* – communément appelé *Movimiento Pobladores* – est intégré aux instances de pilotage de la *Gran Misión Vivienda Venezuela* (GMVV – Grande Mission Logement Venezuela). De ce fait, le *Movimiento Pobladores* co-produit une des politiques phares des gouvernements chavistes, celle de la construction de logements sociaux.

Que ce soit à l'échelle de l'organisation, ou encore chez les acteurs individuels qui s'en érigent en leaders et représentants auprès des pouvoirs publics, la question de la relation à l'État est structurelle par la manière dont *Movimiento Pobladores* pense son action. D'autres questions dérivent de cette première, à savoir celle de la définition de biens publics, privés et communs et celle de leurs bons usages et répartition. Ainsi, les intermédiations militantes qui rendent possible la gestion de biens inscrits dans des luttes de définition sont elles aussi en question.

Cette section s'organise en deux temps. Un premier temps porte sur l'intégration du *Movimiento Pobladores* au sein de la GMVV et la manière dont l'organisation construit un discours qui légitime son rapprochement des pouvoirs publics. Un second temps est consacré à la manière dont le *Movimiento Pobladores* organise le volet participatif de la GMVV. Ainsi, par la proposition de construction des logements par autogestion, les militants du *Movimiento Pobladores* discutent par la pratique le statut des biens publics et des biens privés, et du *barrio* en tant lieu d'habitation des classes populaires.

5.1.1. Movimiento Pobladores : quand l'organisation populaire se déploie au sein d'une administration publique pour bâtir les quartiers populaires

Le Movimiento Pobladores se présente comme une « plateforme unitaire et autonome, construite sur l'articulation de diverses luttes contre le capitalisme urbain²⁵ » répondant aux besoins du plus grand nombre d'habitants de Caracas, dont 60% réside au sein des *barrios*, et tant beaucoup d'autres sont des locataires, hébergés, sans-abris et autres occupants en situations plus au moins précaire. Du fait de ses échanges, de sa proximité voire de son imbrication avec les gouvernements chavistes et la GMVV, le Movimiento Pobladores est traversé par de forts débats sur la définition de l'autonomie populaire. Cette question se pose notamment sur le fonctionnement des organisations populaires qui obtiennent une grande partie de leurs moyens du fait de leurs liens avec les pouvoirs publics.

5.1.1.1. Du Caracazo au chavisme : devenir représentante d'une organisation populaire par le processus de sélection d'intermédiaires publics

Comme je te disais, bon, mon frère a fait le service militaire, et je l'ai fait avec lui. Et, le fait qu'il ait participé au *Caracazo*, ensuite le militantisme avec *Bandera*, ensuite m'engager en tant que membre de *Bandera*, vivre 92, je parle du 4 [février] 92, et ensuite le 27 quand mon frère se fait tuer, ça me change la vie. Ça change ma vie, et ça me fait encore plus militante. Ça me rend encore plus engagée. Et tout le monde à la maison, c'est pareil. Moi, il n'y a pas un jour où je ne pense pas à mon frère. Il n'y a pas un jour où je ne suis pas en train de bâtir ce processus. Je me connais qu'en faisant ceci. Je ne sais faire rien d'autre, et je n'ai pas envie de faire une autre chose.²⁶

Iraida Morocoima est une des figures les plus emblématiques du Movimiento Pobladores. Avec Juan Carlos Rodríguez, elle est la porte-parole des *Campamentos de Pioneros*, dont l'activité principale est la construction de logements à partir de la pratique de l'autogestion²⁷.

Le parcours qui amène Iraida à devenir porte-parole et représentante de Pioneros est révélateur des logiques de sélection et de légitimation des interlocuteurs populaires par les pouvoirs publics. Il montre aussi les transformations des carrières militantes en carrières d'intermédiation militante de l'action publique dans le cadre des gouvernements chavistes.

²⁵ « Informe Popular del Movimiento de Pobladores y Pobladoras de Venezuela al Comité de Derechos Económicos, Sociales y Culturales de las Naciones Unidas sobre la cuestión del Derecho a la Vivienda y a la Ciudad en el país », 2015, p. 3

²⁶ Entretien avec Iraida Morocoima. 26 novembre 2015.

²⁷ La question de la définition de l'autogestion et le fonctionnement de la coalition seront abordés dans la section suivante.

La jeunesse d'Iraida est marquée par un évènement privé qui s'inscrit dans le récit militant et révolutionnaire public et collectif au Venezuela. En effet, Iraida tisse un lien étroit entre la mort de son frère et le coup d'État manqué à l'initiative d'Hugo Chávez le 4 février 1992. Son récit laisse entrevoir l'engagement de son frère, à l'époque faisant son service militaire, en soutien du commando dirigé par Chávez à Caracas se donnant pour objectif de prendre le Palais de Miraflores (la résidence présidentielle). Il serait osé de dire que son frère faisait partie de ce commando, mais il est tout à fait possible d'imaginer qu'il ait été en accord avec cette mobilisation des militaires dissidents et que par conséquent, il se soit trouvé dans des affrontements au sein desquels il perd sa vie. Iraida explique qu'elle vient d'une famille avec une longue histoire militante. Ses parents étaient membres du Parti communiste du Venezuela (PCV). Son père travaillait en tant qu'agent de ménage au sein de l'ambassade de l'Union soviétique à Caracas et l'amenait petite avec lui à vendre le *Tribuna Popular*, le journal du parti. Mais dans le récit d'Iraida le moment crucial est celui de la perte de son frère :

Ce quelque chose qui ne te permet pas de t'arrêter, puisque que quelqu'un qui a vingt-sept ans perd la vie pour libérer le Venezuela, pour la Patrie ! Bolívar l'a fait ! Et tant d'autres personnes aujourd'hui oubliées l'ont fait ! Mon frère, personne ne sait qu'il est mort ainsi, qu'il a été assassiné. Mais peu importe, il est mort dans la lutte.²⁸

La mort du frère d'Iraida n'a pas seulement des effets symboliques mais aussi des effets matériels sur son parcours personnel et militant. En effet, si ses parents sont membres du PCV, le frère d'Iraida est à l'époque militant du parti *Bandera Roja* (Drapeau rouge – BR), à savoir, une formation marxiste qui se réclamait de la lutte armée et qui était issue d'une scission du *Movimiento de Izquierda Revolucionaria* (Mouvement de gauche révolutionnaire – MIR), à son tour issu d'une scission d'*Acción Democrática*²⁹. Ici, l'appartenance du frère d'Iraida à BR est structurante pour son avenir à elle. En effet, après le décès, les militants du BR ont pris Iraida sous leur aile, qui à l'époque était dans sa vingtaine et avait une petite fille. Alors, en 1993 Iraida commence à travailler pour le syndicat de l'Électricité de Caracas,

...en faisant de l'espionnage [...] puisqu'il y avait trop *d'adecos* et des *copeyanos*, et moi, je devais faire un travail politique auprès des ouvriers.³⁰

Dans le cadre de cet engagement syndical, Iraida est formée aux activités d'organisation et d'influence syndicale par les membres de BR, qui construisent les nouvelles zones

²⁸ Entretien avec Iraida Morocoima. 26 novembre 2015.

²⁹ Section 1.2.1 « L'échec de la lutte armée ». Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, op. cit., p. 358-360.

³⁰ Entretien avec Iraida Morocoima. 26 novembre 2015.

d'influence du parti à la veille de son dépôt définitif des armes en 1994³¹. Elle chérit notamment le souvenir d'une de ses référentes, Mirla Chantal, une femme espagnole engagée dans la lutte armée dans son pays d'origine et qui lui aurait appris à être une « secrétaire³² », catégorie qu'elle mobilise pour nommer ses fonctions syndicales.

La fin des années 1990 et le début des années 2000 restent relativement flous dans le récit d'Iraida. Ceci s'explique fort probablement par les positions de BR vis-à-vis de la figure d'Hugo Chávez.

Il y avait beaucoup de doutes là, sur si Chávez était ou n'était pas l'homme, [des doutes] au sein de la gauche et de Bandera. [...] J'étais très critique lors de cette conjoncture.³³

Lors de notre entretien en 2015, Iraida Morocoima me parle en tant que femme se réclamant du chavisme, défendant la mémoire d'Hugo Chávez et le gouvernement de Nicolás Maduro, à la différence de nombre d'autres militants et représentants d'organisations populaires sur mon terrain d'enquête. Ainsi, il paraît logique qu'elle tienne à m'apporter un récit selon lequel une forte cohérence relierait ses positions politiques au moment de l'entretien et celles qu'elle a pu entretenir auparavant dans le cadre de son engagement politique et organisationnel³⁴. Toutefois, cette cohérence paraît aussi être construite sur les aspects spécifiques de sa trajectoire personnelle et familiale, qui a pu produire des contrastes avec la trajectoire politique du parti BR. En effet, Iraida a pu développer une sensibilité particulière et durable à la figure d'Hugo Chávez du fait de l'engagement de son frère lors du coup d'État manqué en 1992. Ceci a pu la mettre à distance de la ligne idéologique du parti BR. En 1992, BR a participé aux soulèvements par les armes dont Hugo Chávez a été une figure centrale. Mais plus tard, le parti a dénoncé le candidat Hugo Chávez comme étant une « farce de la bourgeoisie³⁵ », s'abstenant de le soutenir lors des élections présidentielles de 1998. Très vite,

³¹ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 366.

³² Entretien avec Iraida Morocoima. 26 novembre 2015.

³³ *Ibid.*

³⁴ Le récit de l'enquêtée en partie relevant de l'illusion biographique. Pierre BOURDIEU, « L'illusion biographique », *op. cit.*

³⁵ Dans la section dédiée à l'histoire de l'organisation sur le site internet du parti BR, dans l'aparté « Prepararse para enfrentamientos mayores » (Se préparer à des confrontations majeures), l'on retrouve le récit de l'engagement des militants de BR dans les soulèvements de l'année 1992 et le rejet de la candidature d'Hugo Chávez en 1998 [\[en ligne\]](#). Les propos de l'organisation sont confirmés par le travail de Pedro Pablo Linárez, historien vénézuélien dont le travail porte sur la lutte armée au Venezuela entre les années 1960 et 1990 notamment. Pedro Pablo LINAREZ, *La insurrección armada en Venezuela*, Caracas, Ediciones de la Universidad Bolivariana de Venezuela, 2011, p. 528.

BR rejoint les forces s’opposant aux gouvernements chavistes, y compris en soutenant les mobilisations qui ont amené jusqu’au coup d’État manqué contre Hugo Chávez en 2002.



Figure 18 : Le quotidien national Últimas noticias titre « Retire son soutien de manière surprenante, Bandera Roja accuse Chávez de mentir, de faire des commérages, de faire de la politique politicienne et de préparer un nouveau canular contre les travailleurs³⁶ ».

Dans le récit d’Iraida, 2002 est, en l’occurrence, une année de basculement. En effet, elle initie durant cette période un processus d’éloignement de BR par le biais de son travail de militante du quotidien dans son quartier de résidence, qui l’amène à se rapprocher des représentants du chavisme politique et des promoteurs des dispositifs participatifs du gouvernement chaviste. Cet éloignement débouche sur une rupture définitive au moment du coup d’État manqué du mois d’avril, durant lequel son engagement personnel est à l’extrême opposé de celui du parti qui l’avait prise sous son aile.

Ainsi, le 4 février 2002 le gouvernement d’Hugo Chávez publie le « Décret qui initie le processus de régularisation de la propriété de la terre dans les zones urbaines populaires³⁷ », connu dans les milieux des gauches proches du chavisme par son numérotage officiel, à savoir, le décret 1666. Selon ce texte, le processus de régularisation des terres urbaines devenait la responsabilité du Bureau national technique pour la régularisation de la propriété des terres urbaines, qui se trouvait sous l’égide de la Vice-présidence de la République³⁸. Le décret appelait à bâtir le processus de régularisation des terres par le biais de la participation citoyenne,

³⁶ La coupure de journal, marquée avec l’étoile rouge et les sigles BR se trouve dans la page historique du parti citée auparavant, [en ligne]. Les archives du journal *Últimas Noticias* ne sont pas disponibles en France, ce qui m’empêche actuellement de chercher la version originale de cette coupure.

³⁷ *Decreto mediante el cual se inicia el proceso de regulación de la tenencia de la tierra en los asentamientos urbanos populares*. Journal officiel N° 37,378. Caracas, lundi 4 février 2002.

³⁸ *Oficina Técnica Nacional para la Regularización de la Tierra Urbana*. Article 2, Décret qu’initie le processus de régularisation de la propriété de la terre dans les zones urbaines populaires. Journal officiel N° 37,378. Caracas, lundi 4 février 2002.

et donc donnait naissance aux Comités de terres urbaines (CTU)³⁹ en tant que dispositif participatif phare de cette politique.

Les CTU sont considérés comme les parents des CC et des Communes, les dispositifs qui se sont trouvés quelques années plus tard au cœur des programmes participatifs territoriaux des gouvernements chavistes et au centre de leur projet d'État communal. Ils profitent aussi d'une place prépondérante dans la mémoire des mobilisations collectives des débuts des années 2000 au Venezuela. En effet, les récits enthousiastes à propos de ce dispositif participatif sont récurrents à la fois dans le champ militant et académique⁴⁰, ce dernier ayant aussi participé à la promotion et mise en fonctionnement des CTU à l'image des universitaires dans les Assemblées des *barrios* durant les années 1980⁴¹. Parmi eux, la figure d'Andrés Antillano est centrale, y compris dans le parcours d'Iraida. Antillano est ce que l'on appelle au Venezuela *un investigador* (un chercheur), c'est-à-dire, quelqu'un qui produit des connaissances dans divers cadres qui ne se limitent pas à ceux du monde académique traditionnel (pour les pouvoirs publics, pour les organisations populaires, pour les ONG, pour les médias alternatifs...). En 2021, il se présente en tant qu'enseignant de criminologie et chercheur de l'Institut des sciences pénales de l'UCV⁴². Durant mon deuxième séjour de recherche au Venezuela en 2015, il codirige la sous-direction de recherche du MPPCMS⁴³. En 2002, il faisait partie de la commission de rédaction du décret 1666 et du projet de loi qui prolongeait le texte pour l'insérer de manière durable dans les lois vénézuéliennes⁴⁴. Antillano consacrait un article publié par la

³⁹ *Ibid.*, Article 3.

⁴⁰ Entre autres, María Pilar GARCIA-GUADILLA, « Ciudadanía y autonomía en las organizaciones sociales bolivarianas: los Comités de Tierra Urbana como movimientos sociales », *Cuadernos del Cendes*, 2007, vol. 24, n° 66, pp. 47-73. Margarita LÓPEZ MAYA, *El ocaso del chavismo. Venezuela 2005-2015*, *op. cit.*, p. 163. Andrés ANTILLANO, « La lucha por el reconocimiento y la inclusión en los barrios populares: la experiencia de los comités de tierras urbanas », *op. cit.*

⁴¹ Voir *supra*.

⁴² Adriana GREGSON, « Andrés Antillano: las bandas se transformaron en empresas capitalistas armadas », *PH9*, 5 août 2021, URL complète en biblio.

⁴³ Structurant autour de lui un réseau de chercheurs en sciences sociales attachés aux institutions académiques vénézuéliennes et étrangères, dont certains avaient fait leurs formations scientifiques en France. J'ai pu joindre le séminaire organisé par Antillano dans les locaux du ministère grâce à la mise en contact de Mila Ivanovic, qui a réalisé une thèse sur les politiques participatives des gouvernements chavistes et les quartiers populaires urbains de Caracas à l'Université Paris 8, sous la direction d'Yves Sintomer. Mila IVANOVIC, *La démocratie participative dans le Venezuela chaviste : ethnographie politique de trois quartiers de Caracas*, *op. cit.* À cette époque, Andrés Antillano est aussi un soutien du Movimiento Pobladores, ayant toutefois des relations relativement conflictuelles avec ses cadres. En 2015, se trouve aussi à Caracas Andreina Torres, doctorante en anthropologie du Collège Universitaire de New York (CUNY) travaillant sur les campements de pionniers. Nous cherchions toutes les deux à interviewer Antillano pour nos thèses respectives, mais savions qu'un tel entretien serait pratiquement impossible à obtenir tant le chercheur évite l'exercice. On en a fait une blague à la sortie d'une des séances du séminaire au MPPCMS, blague qu'il a aussi ignorée.

⁴⁴ Dont est issue la Loi spéciale pour la régularisation intégrale de la propriété de la terre dans les zones urbaines populaires en 2006. Andrés ANTILLANO, « La lucha por el reconocimiento y la inclusión en los barrios populares: la experiencia de los comités de tierras urbanas », *op. cit.*, p. 205.

Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales en 2005 à l'histoire et au fonctionnement des CTU. Il écrivait ce texte en prenant appui sur ce qu'il présentait comme son engagement de longue date auprès des organisations populaires des *barrios* et sa participation directe à la conception, à la mise en place et au fonctionnement des CTU. C'est à ce moment-là que la trajectoire d'Antillano a rejoint celle d'Iraida Morocoima.

Lors de notre entretien, Iraida présente de manière contradictoire son lien avec son quartier d'origine, Petare, qui est le *barrio* le plus grand de Caracas et se trouve exceptionnellement à l'Est de la ville. D'un côté, elle explique qu'elle jouissait d'une mauvaise réputation au sein de son *barrio* du fait de sa proximité avec BR en tant qu'organisation promouvant la lutte armée.

Mais du coup, mon premier militantisme ou activités ont été très signalées parce que dans le *barrio*, j'étais comme un monstre parce que j'étais de gauche, j'avais eu des armes, mon frère avait été tué... Donc les gens et les femmes évitaient d'être avec moi. Bien que [mon histoire] inspirait leur respect, beaucoup restaient à l'écart et je finissais toujours un peu toute seule.⁴⁵

De l'autre côté, elle rapporte un regard positif de la part de ses voisins, et une visibilité qui lui aurait permis d'obtenir l'attention de divers acteurs voulant se rapprocher de son *barrio*.

Les gens nous ont respecté dans le *barrio*. On a fait le travail. Le chavisme et l'opposition nous respectent, alors que tout le monde sait qu'on est chaviste. [Et] c'était quelque chose de fou parce que même un type de religion nous cherchait. Les Évangéliques, en fait. Et du coup, je faisais aussi des activités avec eux parce que je crois qu'entre le christ et le socialisme il n'y a pas de différence.⁴⁶

Ce travail au quotidien dans son quartier la rend donc visible aux yeux des militants politiques du chavisme et les promoteurs des CTU, dont Andrés Antillano et Juan Carlos Rodríguez.

... et Enrique et un autre de Petare, du chavisme, ils voient que j'ai un travail là et ils m'invitent à lutter pour la terre, pour ce décret qui allait donner les terres aux plus démunis. Et je me rappelle que la première chose que j'ai dite c'était « et si on nous donnait les terres à nous ? » [...] Et du coup je me suis donnée à fond et j'ai commencé à développer un militantisme. J'ai retrouvé des gens qui faisaient ce que je faisais et j'ai commencé à rencontrer... C'était comme une rencontre, comme une rencontre entre militants et non pas

⁴⁵ Entretien avec Iraida Morocoima. 26 novembre 2015.

⁴⁶ *Ibid.*

entre partis. [...] C'est là que je rencontre Andrés, que je rencontre tous les *compañeros*. Juan Carlos. Tous !⁴⁷

Iraida vit donc un processus de sélection et de rapprochement des structures participatives des gouvernements chavistes, ceci afin de devenir une intermédiaire militante engagée pour la promotion des CTU en tant que dispositifs au cœur de la politique de régularisation des terres urbaines. Cette sélection est opérée, selon son récit, à la fois par les acteurs de la politique partisane de son quartier, sous la forme des militants chavistes, mais aussi par les intellectuels engagés dans la mise en place de ce programme d'action publique. En particulier, l'un de ces acteurs une des personnes ayant participé à la rédaction du décret 1666, et un autre est un architecte dont l'engagement dans le programme a été certainement fondé sur ses convictions politiques et ses connaissances techniques.

Si Iraida est sélectionnée, c'est aussi qu'elle est une figure visible, même si clivante, de son quartier. Elle est elle-même productrice de cette visibilité du fait de ce qu'elle nomme son « travail », renvoyant à la notion du militantisme du quotidien dans les quartiers populaires vénézuéliens et latino-américains. En effet, si le détail de son activité à Petare durant la fin des années 1990 et début des années 2000 n'a pas été discuté lors de l'entretien, la terminologie mobilisée par l'enquêtée l'intègre dans la tradition de gestion du quotidien des quartiers populaires urbains propre à l'histoire de leur construction et de leurs relations conditionnées aux autorités publiques⁴⁸. Ceci laisse entrevoir la participation d'Iraida à l'organisation des activités de gestion des populations vulnérables (jeunesse, vieillesse...), aux mobilisations pour l'accès aux services publics, ainsi qu'à d'autres formes de production de la quotidienneté dans le cadre des relations tantôt de coopération, tantôt de conflit entre les *barrios* et les pouvoirs publics. Cette participation est certainement nourrie par le bagage militant de sa famille, par son militantisme chez BR et par ses apprentissages dans le cadre syndical.

Mais la sélection ne s'opère pas dans un seul sens. En effet, si Iraida vit ce qu'elle appelle une « rencontre », c'est qu'elle identifie aussi chez ses interlocuteurs les codes politiques et militants dans lesquels elle se reconnaît. Elle observe chez les promoteurs des CTU des acteurs qui prennent la défense des intérêts des classes et territoires populaires. Leurs valeurs politiques et leurs positions intellectuelles font écho à ses propres valeurs. Enfin, pour certains d'entre

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ Voir *supra*.

eux, ce ne sont pas des nouveaux venus mais des personnes ayant des liens avec les quartiers populaires puisqu'ils en sont issus, y habitent ou y militent depuis longtemps⁴⁹.

L'intégration d'Iraida Morocoima aux réseaux de promotion des CTU est structurelle pour la suite de son parcours. En effet, sur l'aspect politique elle s'éloigne de plus en plus de BR, ce qui lui permet de lever la suspicion des soutiens du gouvernement chaviste engagés dans les CTU qui voyaient sa présence d'un mauvais œil du fait de sa relation avec le parti d'opposition. Sur l'aspect technique, elle est formée au registre de la propriété foncière (cadastre) et aux métiers du bâtiment, les deux thématiques ayant une place centrale dans le programme de régularisation des terres urbaines. En effet, par son intégration aux réseaux de promotion des CTU elle rejoint les formations organisées autour du programme « Caracas Amélioration des Barrios » (CAMEBA), un projet de réhabilitation des quartiers populaires mis en place au début des années 2000 avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le Développement et de la Banque mondiale. Mais en 2015 elle ne peut s'exprimer sur cet épisode que de manière critique, en écho au rejet des gouvernements chavistes des institutions internationales. Ce rejet s'est construit sur la base de revendications anti-impérialistes, elles-mêmes inspirant durant les années 2000 une politique internationale volontariste en termes de coopération entre les pays de l'Amérique latine et du Sud global⁵⁰.

Et il y avait un projet qui s'appelait CAMEBA, un projet où j'ai eu l'opportunité de me former durant neuf mois sur le bâtiment, ce qui m'a servi jusqu'aujourd'hui. Parce que, même si c'était la Banque Mondiale qui est une merde, et que je suis heureuse qu'ils se soient cassés du Venezuela, que le Commandant les ait virés, j'ai pu faire un apprentissage. Et comme j'avais des forts principes révolutionnaires, pour moi ce n'était pas une contradiction et je savais que je n'allais pas travailler pour eux ni rien de tout ça⁵¹.

Enfin, intégrée aux réseaux de promotion des CTU proches des réseaux politiques du chavisme, et ayant acquis de nouvelles compétences monnayables dans un nouveau champ d'action publique participative territoriale, Iraida est disponible politiquement et matériellement pour s'éloigner définitivement de BR. La rupture est consommée lors du coup

⁴⁹ Comme c'est le cas d'Andrés Antillano : « Mes contacts avec les *barrios* de Caracas remontent à 1985. J'ai vécu dans l'un d'entre eux (Los Cangilones, à La Vega) depuis 1989, m'engageant au sein de diverses expériences organisationnelles, ainsi que dans plusieurs efforts d'articulation entre différents *barrios* de la capitale ». Andrés ANTILLANO, « La lucha por el reconocimiento y la inclusión en los barrios populares: la experiencia de los comités de tierras urbanas », *op. cit.*, p. 205.

⁵⁰ Politique se basant sur les fortes capacités économiques des gouvernements chavistes du fait des hauts prix de pétrole durant cette période, et stoppée, entre autres, dû aux effets de la crise économique de 2008 et ses fortes répercussions au Venezuela durant les années 2010. Edgardo LANDER et Santiago ARCONADA RODRIGUEZ, « Venezuela 2018 : incertitude croissante et dérive autoritaire », in *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018) : la fin d'un âge d'or*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021, pp. 213-226.

⁵¹ Entretien avec Iraida Morocoima. 26 novembre 2015.

d'État manqué contre le gouvernement d'Hugo Chávez qui s'est déroulé entre le 11 et le 13 avril 2002. En effet, une courte chronologie de l'évènement permet de placer Irida Morocoima et le parti BR dans des bords opposés de cette conjoncture. Ainsi, le 11 avril de très larges manifestations d'opposition au chavisme, appelées par les dirigeants des partis historiques vénézuéliens, par la confédération patronale et les médias privés, se dirigent vers la résidence présidentielle, le Palais de Miraflores. Après des affrontements violents provoquant des morts dans le centre-ville de Caracas, durant la nuit du 11 au 12 avril, un nouveau gouvernement dirigé par Carlos Carmona Estanga, président de Fedecamaras (la confédération patronale, sorte de MEDEF vénézuélien) se met en place. Pendant ce temps, l'arrestation d'Hugo Chávez et sa démission de la présidence de la République est annoncée. Le nouveau gouvernement suspend rapidement la constitution de 1999, ainsi qu'une série de lois et de décisions prises par le gouvernement d'Hugo Chávez. Des mobilisations en soutien au gouvernement chavisme se mettent en place à Caracas, accompagnant l'action de commandos militaires qui lui demeurent fidèles et cherchent à le restituer au pouvoir. Finalement, le 13 avril Hugo Chávez est restitué dans ses fonctions de président par l'opération de sauvetage menée notamment par le général Raúl Isaiás Baduel, qui des années plus tard, rejoindra les rangs de l'opposition au gouvernement chaviste⁵².

Pendant cet événement, les membres du parti BR participent aux très larges manifestations des opposants vénézuéliens, même s'ils expriment leur rejet du nouveau gouvernement du leader patronal Carmona Estanga. De son côté, Irida se joint aux mobilisations en soutien du gouvernement d'Hugo Chávez qui accompagnent les manœuvres militaires cherchant à le remettre dans ses fonctions. Ceci provoque la surprise des soutiens du chavisme qui la voient arriver à ces manifestations, comme son intégration aux CTU avait été source d'étonnement auparavant. Toutefois, avant de rejoindre ces manifestations Irida avait essayé de convaincre ses camarades de BR de joindre avec elle les mobilisations pro-Chávez. Ce faisant, elle avait ouvert la porte à des confrontations non seulement avec les membres de BR, mais aussi avec des militants de COPEI, parti qui, comme BR, soutenait les mobilisations qui ont accompagné le coup d'État et qui, en plus, faisait partie du nouveau gouvernement. Ces confrontations ont provoqué des violences dont elle a été victime.

⁵² L'opposition de Baduel au gouvernement chaviste lui coûte la vie. Il est mort en prison le 12 octobre 2021 du fait de la non-réponse des autorités carcérales vis-à-vis de ses problèmes de santé. Il a rejoint la trop longue liste des cas de non-respect aux droits de l'homme dans les geôles des gouvernements chavistes. PROVEA, « La muerte lenta de Baduel, víctima de un progresivo aniquilamiento », 11 octobre 2022.

J'avais des choses qui appartenait à Bandera [...]. Ils m'ont appelé et je me suis engagée pour les leur apporter. Et j'ai parlé avec les *compañeros* pour qu'on se prépare pour affronter le coup. [...] Et là je me suis battue avec des *copeyanos*. Là j'ai rompu toute relation avec Bandera, tu sais ? Tout niveau d'amitié qu'il a pu y avoir a été fracturé parce que je les ai affrontés [*les copeyanos*], et ils ont vu comme on m'a battue et ils ne sont pas intervenus. Ça a été triste⁵³.

Il s'agit là d'une rupture biographique, celle de la mise à distance définitive du parti de son frère dont les militants l'avaient accompagnée à la suite de sa mort et l'avaient formée politiquement. Ce qui provoque la perte d'un ensemble de capitaux politiques et sociaux qu'elle est toutefois en condition d'affronter grâce aux nouveaux capitaux qu'elle a gagnés du fait son intégration aux réseaux soutenant les gouvernements chavistes et porteurs de leurs dispositifs participatifs. Ainsi, Iraida sort de cette impasse en vivant finalement ce qu'elle se représente comme une grande victoire politique sous la forme du retour d'Hugo Chávez à la présidence du Venezuela. À ce moment elle s'intègre définitivement au sein des réseaux des gauches soutenant les gouvernements chavistes en déployant et approfondissant son engagement dans les CTU. Par la suite, ceci l'amène à rejoindre le Movimiento Pobladores, et à devenir une figure centrale des Campements de pionniers.

5.1.1.2. Se rapprocher de l'État par l'action contentieuse : les manifestations et les occupations en tant que prolongement du lien avec les gouvernements chavistes

Dans un rapport écrit dans le cadre de l'évaluation de l'État vénézuélien par les représentants du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies⁵⁴ qui a eu lieu en 2015, le Mouvement Pobladores se définit comme une « plateforme de lutte populaire et autonome⁵⁵ » au sein de laquelle « s'articulent [les] luttes contre les diverses expressions du capitalisme dans la ville⁵⁶ ». Le texte développe ensuite ce qu'aux yeux de l'organisation sont les avancées à la fois législatives et en termes d'action publique des gouvernements chavistes autour de la question du logement, avancées qui selon le rapport doivent être comprises en tant que « fruit de nos luttes⁵⁷ ». Ainsi, par cette énonciation, le Movimiento Pobladores se donne

⁵³ Entretien avec Iraida Morocoima. 26 novembre 2015.

⁵⁴ Ce comité a pour but d'évaluer le respect, par les États signataires, des objectifs du Pacte internationale relatif aux droits économiques, sociaux et culturels adopté en 1966.

⁵⁵ « Informe popular del Movimiento de Pobladores y Pobladoras de Venezuela al Comité de Derechos Económicos, Sociales y Culturales de las Naciones Unidas sobre la cuestión del Derecho a la Vivienda y la Ciudad en el País », Caracas, 2015, p.1.

⁵⁶ *Ibid*, p. 3.

⁵⁷ *Ibid*, p. 5

une place centrale dans l'histoire des évolutions des politiques publiques des gouvernements chavistes concernant le logement.

Ce récit selon lequel une organisation populaire aurait gagné une place déterminante dans les mécanismes de définition de l'action publique des gouvernements chavistes sur la question du logement est à nuancer. D'autant plus que le Movimiento Pobladores reconnaît lui-même, par sa critique, la place centrale qui est donnée aux acteurs privés – notamment aux capitaux russes, biélorusses, turcs et chinois⁵⁸ – au sein de la politique de logement des gouvernements chavistes⁵⁹. Toutefois, ce qui m'intéresse ici est d'observer les dynamiques de mobilisation par lesquelles une organisation populaire, en l'occurrence le Movimiento Pobladores, parvient à influencer les décideurs publics jusqu'à devenir un acteur, même subalterne, de la définition de l'action publique. Autrement dit, je m'intéresse ici à la manière dont l'action collective est en mesure de redéfinir les contours de l'action publique.

Dans le cas précis du Movimiento Pobladores et les branches qui le composent⁶⁰, l'organisation a pu produire des formes d'influence sur les décisions des gouvernements chavistes à partir de diverses formes de mobilisation et interpellation contentieuse des pouvoirs publics. Parmi ces actions dénotent les manifestations au centre-ville de Caracas, à partir desquelles les leaders de l'organisation cherchent à interpellier non pas le ministre du Logement, mais Chávez lui-même. En effet, aux yeux des meneurs du Movimiento Pobladores, la meilleure manière de peser sur la définition de la politique de logement des gouvernements chavistes est d'atteindre directement le leader de la révolution. Cette volonté doit aussi répondre à l'instabilité qui caractérise la gestion du ministère du Pouvoir populaire pour le Logement durant les gouvernements chavistes. Chaque ministre garde son poste en moyenne deux ans durant les plus de 20 ans au pouvoir du chavisme. Dans le récit d'Iraida, les manifestations sont donc stratégiques :

⁵⁸ Yaneira R. WILSON WETTER, *La politique de la ville en images. Le cas de la Gran Misión Vivienda Venezuela (2011-2020)*, op. cit., p. 429.

⁵⁹ Critique qui s'exprime encore en 2019, entre autres, par le biais d'une large manifestation en centre-ville des Pobladores exigeant une nouvelle « loi de production autogestionnaire du logement et habitats populaires ». Reinaldo ITURRIZA, « Movimiento de Pobladores y Pobladoras se moviliza por la aprobación de Ley de Producción Autogestionaria de Hábitat y Vivienda Popular », *Saber y poder*, 4 juin 2019, URL complète en biblio. Ces discussions seront plus développées dans le point suivant.

⁶⁰ *Pobladores* est composé par six branches dont les Comités des terres urbaines, les Travailleurs domestiques pour le Venezuela, le Mouvement de locataires, le Mouvement des squatteurs organisés, le Front des groupes organisés pour le bien vivre et les Campements de Pionniers.

Nous organisons des manifs, c'était dans le but d'être reçus par Chávez, mais il ne nous recevait pas. On nous envoyait les ministres, et les ministres nous baladaient. On nous donnait des croissants à manger⁶¹, [et on nous disait] « elle déchire votre proposition ! », mais eux-mêmes n'y croyaient pas. Et ils nous baladaient ! Tous les ministres nous ont baladés ! Tous ! Et nous, nous étions tellement persévérants.⁶²

En parallèle des manifestations, les Campements de Pionniers commencent à explorer la stratégie de l'occupation de terrains ou de bâtiments publics. Une stratégie plutôt contentieuse développée à l'aune des liens entre les militants qui commencent à donner forme au Movimiento Pobladores entre les 2005 et 2006, et les organisations à échelle de l'Amérique latine traitant les mêmes questions de l'accès à la terre et au logement des plus démunis.

En 2006 nous y sommes allés, nous avons eu l'opportunité de nous préparer pour aller en Argentine pour aller connaître les expériences du Mouvement d'Occupants et de Locataires⁶³, et à connaître la FUPV, la Fédération uruguayenne du logement populaire⁶⁴ [...] Et [même] avant ce stage, [un *compañero*] qui est allé au Brésil vers 2003 ou 2002 [...], il est venu nous parler des campements, de comment les gens campaient au Brésil pour prendre possession des terrains.⁶⁵

Ainsi, à partir de 2006 les occupations intègrent de manière structurelle le répertoire d'action du Movimiento Pobladores en tant qu'organisation, et plus particulièrement des Campements de Pionniers en tant que branche. Ces occupations deviennent à la fois source de visibilité mais aussi de conflit avec divers acteurs dont les élus locaux, y compris les élus du chavisme. Iraida mentionne notamment le conflit qui s'est produit en 2006 lors de la première occupation par les Pionniers d'un terrain appartenant à la municipalité de Sucre. Cette municipalité était gouvernée à l'époque par José Vicente Rangel Ávalos, membre du Mouvement V^e République (MVR), parti avec lequel d'Hugo Chávez est arrivé au pouvoir et a gouverné jusqu'à sa dissolution et substitution par le PSUV en 2007. Rangel Ávalos a participé à la rédaction de la Constitution de 1999 – il est par ailleurs le fils d'une des figures historiques des gauches vénézuéliennes et cadre des gouvernements chavistes, José Vicente Rangel.

⁶¹ Dans l'entretien en espagnol elle parle des « cachitos », une sorte de sandwich au beurre, jambon et fromage fait avec un pain brioché très connu au Venezuela. C'est le sandwich classique des sorties scolaires et autres activités faites autour des enfants. Par cette image, l'enquêtée fait exister l'aspect infantilisant qu'elle perçoit dans les rencontres avec les ministres.

⁶² Entretien avec Iraida Morocoima. 26 novembre 2015.

⁶³ *Movimiento de Ocupantes e Inquilinos* – MOI [[en ligne](#)].

⁶⁴ La FUPV en tant que telle ne semble pas exister. Mais je pense qu'Iraida fait référence à la Federación Uruguaya de Cooperativas de Vivienda por Ayuda Mutua – FUCVAM, [[en ligne](#)].

⁶⁵ Entretien avec Iraida Morocoima. 26 novembre 2015.

Les militants sont obligés par les autorités de quitter le terrain occupé. Mais pour Iraida cette occupation est un moment fondateur pour les Pionniers en tant qu'organisation.

Bon, cette occupation nous a marqués. Là, nous avons compris qu'il y a bel et bien des terrains en ville, et que nous ne voulions pas [inaudible], que nous allions vers plus ! Nous en sommes sortis avec beaucoup de peine, en pleurant presque tous. Mais nous allions vers encore plus ! C'est là que le chemin s'est ouvert pour les Pionniers. [C'est là que nous avons] commencé à nous réunir, à nous réunir.⁶⁶

La première occupation marque donc l'histoire de l'organisation en tant que moment de structuration autour du rapport de forces initié avec les pouvoirs publics, l'expulsion des occupants ayant entériné l'intervention de la Vice-présidence de la République et de multiples ordres d'arrestation. Or, ce rapport de forces est par la suite transformé en source de coopération avec les gouvernements chavistes qui ouvrent la porte de l'État au Movimiento Pobladores, et notamment aux représentants de la branche des Pionniers dont Iraida et Juan Carlos.

Ainsi, les leaders du Movimiento Pobladores donnent une place centrale dans la mémoire de l'organisation qu'ils représentent à un événement qui a eu lieu fin 2010 et début 2011, à savoir, la tant espérée rencontre avec Hugo Chávez et son cabinet présidentiel.

Iraida : Nous avons organisé une manif le 23 novembre. Une manifestation. On y est allé de toutes nos forces ! Nous y avons amené les enfants, les poussettes, nous y avons amené tout [le monde] parce que nous devions être mille [personnes], parce que les mouvements sociaux étant démobilisés et pas visibles. Et nous [disions] « oui, on va y arriver ! Tu vas voir qu'on sera mille ! ». Et c'était une manif trop belle ! Il y avait des enfants, des ballons, tout, nous avons mobilisé toute l'artillerie et nous avons marché et nous sommes arrivés jusqu'à la vice-présidence ! Et ils nous ont dit non, qu'ils allaient parler avec nous mais plus tard. Là il y avait Reinaldo Iturriza qui y travaillait, il était le ministre, et je crois qu'il a mis la main pour nous mais il n'y avait toujours pas de réunion, il n'y avait rien, et c'était... Je disais « oui, il va se réunir avec nous, on est plus proches [du but] maintenant ! ». Et le 28 décembre on nous fait parvenir le message que Chávez allait se réunir avec nous.

Yoletty : Le 28 décembre ?

Iraida : Oui, le jour de la fête des innocents...⁶⁷

La fête des innocents est dans la pratique très proche de celle du poisson d'avril en France. Dit autrement, il s'agit d'un jour où l'on peut s'attendre à des blagues tout le long de la journée. Dans ce contexte, la méfiance ou l'incrédulité de la part des leaders du Movimiento Pobladores vis-à-vis des messages qui viendraient des proches du leader de la révolution bolivarienne ne pouvaient qu'être accrues. Dans le récit d'Iraida, c'est notamment Juan Carlos qui exprimait le

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ *Ibid.*

plus sa méfiance. Mais finalement ces doutes se sont dissipés et les meneurs du Movimiento Pobladores se préparent pour une réunion avec Hugo Chávez en janvier 2011. Dans le récit d'Iraida, il s'agit d'un moment de flottement pour les leaders de l'organisation. Sans être véritablement très précise, elle me fait comprendre qu'à l'époque elle et Juan Carlos travaillaient pour la Mairie du District Capital mais qu'elle perd alors son travail. Elle explique aussi qu'ils étaient en conflit avec Andrés Antillano, chercheur et allié de l'organisation. Enfin, elle m'explique qu'ils étaient « *quebrados*⁶⁸ » (fauchés), ce qui est une expression populaire au Venezuela pour exprimer le manque des moyens économiques. Ces constats ouvrent la porte au récit d'un certain héroïsme de la part des leaders du Movimiento Pobladores qui dans cette situation adverse trouve toutefois les moyens de bien se préparer pour la réunion avec Hugo Chávez et son cabinet.

Le récit est d'autant plus héroïque que la réunion, qui a eu lieu le 8 janvier 2011, est pour l'organisation à la fois un moment pour apporter ses propositions en termes d'accès au logement des classes populaires, et un moment de revanche vis-à-vis des anciens ministres qui, à leurs yeux, ne leur avaient pas porté l'attention qu'ils méritaient. En effet, à la rencontre avec Hugo Chávez et transmise en live par Venezolana de Televisión (VTV), principale chaîne de télévision publique du Venezuela, assistent aussi les anciens ministres du logement.

Iraida : Bon, du coup, nous nous sommes réunis, et nous n'y sommes pas allés comme des feignasses ! [...] Et le *Comandante* a été tellement malin qu'il a fait s'asseoir [face à nous] tous les ministres qui nous avaient baladés. Ils étaient comme ça [elle fait un geste de la main en fermant les pointes de ses doigts signifiant qu'ils avaient peur] !

Yoletty : Pour de vrai ?

Iraida : Oui, tous ceux qui nous avaient baladés ! Parce qu'ils nous connaissaient, tous, ils nous connaissaient, parce que nous, il n'y avait pas de petit trou où... il n'y avait pas de ministre face à qui on n'avait pas marché.⁶⁹

En effet, la rencontre entre le Movimiento Pobladores et Hugo Chávez représente pour l'organisation un moment fort de son rapport de forces avec les pouvoirs publics. Dans un cadre très publicisé, le Président de la République et leader de la révolution légitime la place du Movimiento Pobladores en tant qu'interlocuteur du champ politico-administratif, à la fois confirmant la faute commise par les anciens ministres et garantissant à l'organisation une place dans le processus de définition des politiques publiques du logement à l'avenir. Ceci a des effets concrets pour le Movimiento Pobladores en tant qu'organisation. C'est le cas aussi pour le très

⁶⁸ *Ibid.* La traduction littérale du terme est « cassés ».

⁶⁹ *Ibid.*

large programme d'action publique pour le logement social né en 2011 qui devient désormais la politique phare des gouvernements chavistes, à savoir, la GMVV.

5.1.1.3. S'intégrer à l'État en tant qu'organisation : l'insertion du Movimiento Pobladores à la GMVV et sa légitimation militante

L'année 2011 le président Chávez a approuvé l'assignation et les ressources financières nécessaires à l'exécution des 15 premières expériences de nouveaux développements de logements par autogestion au Venezuela, touchant plus de 1 700 familles de la Zone Métropolitaine de Caracas, de l'État Anzoátegui et de l'État Lara, toutes organisées sous forme de Campements de Pionniers.⁷⁰

Le rapprochement entre les gouvernements chavistes et le Movimiento Pobladores en 2011 se produit dans le contexte d'émergence de la GMVV. Ce contexte représente un ensemble de conjonctures de taille pour ces gouvernements.

Une première raison pour l'instauration de la GMVV est la nécessité des gouvernements chavistes de se montrer capables de répondre aux besoins des populations ayant perdu leurs logements à la suite des pluies diluviennes de la fin de l'année 2010 et début de l'année 2011. Au Venezuela, les pluies saisonnières ont des conséquences graves sur des infrastructures peu préparées à y faire face, notamment dans les territoires populaires. De leur côté, les pouvoirs publics tendent à répondre à ces catastrophes par le biais de l'urgence, davantage que par la prévention de risques. De surcroît, les pluies de 2010-2011 rappelaient les mauvais souvenirs de celles survenues en 1999 et ayant provoqué l'évènement que l'on connaît comme « la tragédie de Vargas » occasionnant la mort et le déplacement de milliers de personnes⁷¹. La tragédie de Vargas se joint à la longue liste de catastrophes dites naturelles qui rythment la vie des classes populaires vénézuéliennes, laissant des traces chez les premiers concernés par le caractère récurrent de ces évènements. De leur côté, les réponses des gouvernements chavistes aux problèmes structurels occasionnant ces tragédies humaines sont largement critiquées, à commencer par celles données aux glissements de terrains de 1999⁷².

⁷⁰ « Informe popular del Movimiento de Pobladores y Pobladoras de Venezuela al Comité de Derechos Económicos, Sociales y Culturales de las Naciones Unidas sobre la cuestión del Derecho a la Vivienda y la Ciudad en el País », Caracas, 2015, p. 8.

⁷¹ Sandrine REVET, *Anthropologie d'une catastrophe : Les coulées de boue de 1999 au Venezuela*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2017.

⁷² Les réponses à la tragédie de Vargas sont au cœur des premiers travaux de Paula Vasquez. Paula VASQUEZ LEZAMA, *Le chavisme : Un militarisme compassionnel*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2017.

Ensuite, le volontarisme autour de la GMVV de la part des gouvernements chavistes se comprend aussi dans un contexte économique où les dépenses de l'État vénézuélien en termes de politiques sociales sont encore très importantes et sont soutenues par les hauts prix du pétrole. « Entre 2011 et 2013, la valeur moyenne du pétrole dépasse les 93 dollars le baril, ce qui [re]présente des perspectives financières favorables pour le développement de la GMVV⁷³ ». Ceci arrive dans un contexte de contrôle des changes où les mécanismes d'investissement public, notamment autour des infrastructures, sont des outils forts de détournement d'argent public et d'accumulation de fortunes privées par les membres des gouvernements chavistes en alliance avec des investisseurs étrangers⁷⁴.

Enfin, 2011 précède l'année électorale 2012 où se déroulent les dernières élections présidentielles auxquelles Hugo Chávez participe, en cachant son état de santé dégradé. Lors des élections de 2012 le taux de participation atteint les 80 % des électeurs inscrits, ce qui reflète le caractère extrêmement clivé de cette élection entre la coalition chaviste représentée par le Grand Pôle Patriotique (GPP), et ce qui fut la dernière candidature présidentielle unitaire des opposants traditionnels au chavisme réunis au sein de la *Mesa de la Unidad* (Table de l'Unité – MUD).

Autant d'incitations politiques et électoralistes, économiques et sociales qui mènent les gouvernements chavistes à initier la GMVV en 2011, et à y intégrer le Movimiento Pobladores à la suite de ses récurrentes interpellations sur la question de l'accès au logement. Ces rapprochements s'expliquent aussi par les liens entre les acteurs du champ politique et les représentants des organisations populaires de l'époque. En effet, en ce début d'année 2011 se trouvent au sein du gouvernement d'Hugo Chávez deux hommes qui ont longuement construit des liens avec les organisations populaires, et plus précisément avec le Movimiento Pobladores, dont Reinaldo Iturriza, déjà mentionné à de nombreuses reprises, et l'ancien cadre du chavisme Elías Jaua.

Ainsi, dans un des extraits de l'entretien avec Iraida présenté plus haut, mon enquêtée rapporte son souvenir de l'intervention de Reinaldo Iturriza auprès du cabinet présidentiel afin de promouvoir la rencontre des représentants du Movimiento Pobladores avec Hugo Chávez.

⁷³ Yaneira R. WILSON WETTER, *La politique de la ville en images. Le cas de la Gran Misión Vivienda Venezuela (2011-2020)*, op. cit., p. 134.

⁷⁴ « 10 años de la gran misión vivienda venezuela: los oscuros cimientos de una promesa », *IPYS Venezuela, Transparencia Venezuela y Efecto Cocuyo*, 2021, URL complète en biblio.

Or, celui qu'elle appelle son « pote là-dedans⁷⁵ », c'est-à-dire au sein des instances de pouvoir, n'est pas ministre à cette époque. Toutefois, il est possible de penser qu'Iturriza avait déjà à cette période des liens forts avec le cabinet présidentiel puisqu'il est devenu ministre juste un an après. À son tour, Elías Jaua, dont les liens avec les organisations populaires sont issus de son parcours militant au sein du syndicalisme étudiant à l'UCV et de l'ancien parti d'Iraida *Bandera Roja*, était le vice-président de la République. Ainsi, celui auquel Iraida se réfère en tant qu'« allié⁷⁶ » a certainement promu le rapprochement entre les gouvernements chavistes et le Movimiento Pobladores, se donnant par ailleurs la place de modérateur lors de la rencontre entre les représentants de l'organisation et Hugo Chávez⁷⁷.

Du côté du le Movimiento Pobladores, le rapprochement avec les gouvernements chavistes n'est pas une mince affaire. En effet, les appréciations différenciées que les acteurs des organisations populaires ont du leader de la révolution, de l'État et des fonctionnaires ou des travailleurs des administrations publiques sont déterminantes⁷⁸.

Officiellement, comme expliqué dans l'extrait du rapport qui introduit cette section, le Movimiento Pobladores a été intégrée au sein de la GMVV avec comme mission de construire des logements sociaux par la méthode autogestionnaire⁷⁹. Lui sont donc assignés des budgets spécifiques à cette fin, ainsi que le soutien logistique et technique de la GMVV, notamment par le biais d'équipements et de matériaux de construction. Mais les leaders du le Movimiento Pobladores, et notamment de la branche des Pionniers dont Iraida et Juan Carlos, sont aussi censés siéger dans les instances de pilotage de la GMVV. Or, cette invitation ne semble pas toujours avoir été faite avec gaîté de cœur.

Les premières missions de la GMVV au District Capital, on nous a invités en tant qu'observateurs. Nous y sommes y allés, mais il y avait qu'une chaise [pour nous deux. Sur la chaise] c'était écrit « Mouvement Pobladores ». [... Une fois ultérieure] il y avait deux chaises, et nous, par respect à nous-mêmes, nous nous sommes toujours assis sur les

⁷⁵ Iraida mobilise le terme « pana », très répondu dans le langage informel vénézuélien, notamment de la capitale, pour parler d'un ami proche. D'où la traduction par l'expression « pote » en français. Entretien avec Iraida Morocoima. 26 novembre 2015.

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ « [...] instalándose unas mesas de trabajo de alto nivel (Vice-presidencia de la República) que nos han permitido avanzar significativamente en nuestra lucha e incidir en el desarrollo e implementación de leyes, políticas y programas de vivienda y hábitat del Gobierno Revolucionario de forma corresponsable ». « Informe popular del Movimiento de Pobladores y Pobladoras de Venezuela al Comité de Derechos Económicos, Sociales y Culturales de las Naciones Unidas sobre la cuestión del Derecho a la Vivienda y la Ciudad en el País », Caracas, 2015, p. 7.

⁷⁸ Iselin Asedotter STRONEN, « The State as a Battlefield », in *Grassroots Politics and Oil Culture in Venezuela: The Revolutionary Petro-state*, Cham, Palgrave Macmillian, 2017, pp. 157-184.

⁷⁹ La proposition autogestionnaire de *Pobladores* sera discutée en détail à partir de la prochaine section.

places au fond. Oui, on ne s'asseyait pas au centre, pour montrer que c'est là que nous allions toujours être. [...] Et nous avons donc commencé à dire nos impertinences.⁸⁰

Rester « sur les places au fond » revient à garder une place qui ne serait pas celle des fonctionnaires ou autres travailleurs publics, mais celle des acteurs issus des organisations populaires et qui par nature et par position politique en serait foncièrement différents. En effet, si l'intégration du Movimiento Pobladores à la GMVV se manifeste aussi par l'insertion de ses représentants aux rouages internes de ce programme d'action publique, un effort de distinction discursif et symbolique est produit par ces nouveaux agents de l'État afin de mettre à distance le rôle suspect de bureaucrate. Cette distinction est aussi une sorte de retournement du stigmate, réaction aux formes de rejet produites dans le cadre de l'organisation de la GMVV où les places matérielles pour les représentants du Movimiento Pobladores n'ont pas toujours été garanties. Toutefois, ce rejet ne touche pas de la même manière Iraida et Juan Carlos. En effet, selon Iraida, son binôme est toujours mieux accueilli qu'elle « puisqu'il est architecte, et il est *catirito*⁸¹ ». *Catirito*, en tant que diminutif de *catire* veut littéralement dire blond, et est le terme mobilisé au Venezuela pour parler des personnes blanches. De ce fait, Iraida fait ressortir les différences en termes d'appartenance de classe et de race, auxquelles l'on peut ajouter celle de genre, qui existent entre elle et Juan Carlos. Celles-ci ont pesé de tout leur poids lors des premières interactions entre eux en tant que représentants du Movimiento Pobladores et la coalition d'acteurs publics porteurs de la GMVV. En effet, l'État révolutionnaire produit aussi de fortes violences sociales, y compris auprès de ceux qui deviennent ses intermédiaires.

Alors, si l'État est le théâtre des bureaucrates producteurs de violence et de mauvais usages des biens publics, quelle serait la légitimation possible de la place occupée par le Movimiento Pobladores dans le contexte de la GMVV ? Cette légitimité vient de la distinction entre le leader de la révolution et l'État révolutionnaire et ses bureaucrates. Par la rencontre avec le Movimiento Pobladores et par son avis positif vis-à-vis de la proposition de ses représentants concernant la politique de logement social, Hugo Chávez a donné une forte et durable légitimité aux représentants de cette organisation populaire dans le contexte de la GMVV. Cette légitimité, accompagnée par la dotation de moyens matériels pour la constructions de logement en suivant la méthode autogestionnaire, constitue ce qu'Iraida appelle « l'héritage⁸² » légué par Hugo Chávez au Movimiento Pobladores.

⁸⁰ Entretien avec Iraida Morocoima. 26 novembre 2015.

⁸¹ *Ibid.*

⁸² *Ibid.*

Il a tout laissé très clair, même des thunes pour l'autogestion ! Et nous [on dit] « c'est notre héritage ça ? Alors, ils ne vont pas le dépenser en quelques quatre projets ! »⁸³

Pour Iraida, les représentants du Movimiento Pobladores continuent à investir les instances de pilotage de la GMVV, parce qu'ils se doivent de protéger et de faire fructifier cet héritage. Ceci d'autant plus qu'il se trouverait entre les mains de bureaucrates indignes de confiance, qui ont des intérêts propres, sont individualistes et ne peuvent se saisir de la potentialité politique et surtout révolutionnaire de la GMVV.

[Du côté de] la GMVV, ils ont donné une tonne d'argent aux entreprises privées, donc bien évidemment ils ne voudront plus construire [en autogestion] avec cet argent ! Nous, on a construit là. Et nous avons vu beaucoup de bureaucrates qui viennent juste pour s'asseoir et après partir. [...] Nous, on se sert [de la GMVV] pour apporter le message du mouvement populaire, que cela leur plaise ou pas, puisqu'étant donné qu'ils ont des postes bureaucratiques, ben nous, on n'en a pas, et donc on ne va pas nous empêcher de dire ce que nous avons à dire. Du coup, c'est vraiment un front de bataille. Un front de bataille qui pour nous est très important. Et je pense que la GMVV est un bastion qui maintien en vie la révolution. [...] Et pour nous, la GMVV doit toujours être politisée, et elle doit être appropriée par le mouvement populaire, par les conseils communaux... S'ils ne comprennent pas notre proposition, alors ils la comprendront sur le tas, mais nous ne pouvons pas [tout] abandonner pour que les bureaucrates en fassent ce qu'ils veulent. [Et] je crois que le Commandant doit être mort de rire à chaque fois qu'il nous voit bouger de là, parce qu'il nous a laissé là où nous sommes parce que nous le lui avons exigé.⁸⁴

La nouvelle place gagnée par les représentants du Movimiento Pobladores, à savoir celle d'intermédiaires militants de la GMVV, est ainsi légitimée par son encadrement au sein des codes politiques des gauches vénézuéliennes se réclamant de la Révolution. En effet, tels que les intermédiaires militants employés par les institutions publiques étudiés dans le chapitre précédant, les représentants du Movimiento Pobladores mobilisent le registre du sacrifice militant et celui de la distinction entre intermédiaires et fonctionnaires pour justifier leur position. Ainsi, l'intégration du Movimiento Pobladores, au sein de l'instance de pilotage de la GMVV en tant que programme d'action publique, se trouve légitimée. Dorénavant, les représentants de la branche de Pionniers peuvent se saisir de cette nouvelle modalité d'action pour chercher l'avancée des causes qu'ils défendent.

Le sens sacrificiel de l'action collective qui permet de légitimer le rapprochement entre militants populaires et gouvernements chavistes est aussi mobilisée lors des expériences de construction de logements sociaux par autogestion. Celui-ci est le point d'appui à partir duquel

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ *Ibid.*

le Movimiento Pobladores transfère les exigences organisationnelles des pouvoirs publics aux populations bénéficiaires (ou potentielles bénéficiaires) de la GMVV.

5.1.2. Le campement Kaika-shi et les frontières entre *le barrio* et *l'urbanización* : le sens politique de l'administration des biens publics

Lorsque le Movimiento Pobladores en tant qu'organisation populaire intègre la GMVV, l'organisation et ses représentants deviennent les responsables du volet le plus participatif de la mission, celui de la construction de logements sociaux par la méthode dite autogestionnaire. Cette proposition, issue du parcours propre du Movimiento Pobladores et de son inscription dans les mouvements autonomes des gauches latino-américaines, est mise sur le devant de la scène et obtient un certain soutien financier et logistique de la part des gouvernements chavistes. L'une des expériences de construction de logements sociaux autogestionnaire la plus visible est celle du campement Kaika-shi, où les définitions populaires des biens publics et privés sont mises à l'épreuve des usages politiques des moyens de l'État.

5.1.2.1. La proposition autogestionnaire du Movimiento Pobladores pour la construction de logements sociaux : l'organisation populaire en tant qu'administratrice des biens publics

Ici, au Venezuela, nous avons toujours pensé que l'autogestion était associée à l'autofinancement du mouvement populaire. Mais avec les *compañeros* nous avons appris que l'autogestion est une manière de gérer le processus de production par le biais de l'auto-organisation du peuple, et que se battre pour faire usage des ressources de l'État pour l'autogestion veut dire [en fin de compte] se battre pour les ressources de tous et chacun. Il s'agit plutôt d'une distorsion néolibérale très fonctionnelle pour le marché que de ne rien exiger à l'État et que les initiatives [populaires] soient finalement autofinancées, comme les ONG. En fait, le conflit politique est essentiel pour pouvoir faire avancer un programme révolutionnaire comme le nôtre ; si au Venezuela Pobladores, en tant que partie intégrante d'un large camp populaire chaviste, n'avait pas provoqué un processus politique d'avant-garde, les avancées que nous avons maintenant n'auraient pas été possibles.⁸⁵

Une des discussions habituelles dans ce contexte où les organisations populaires, et plus précisément, leurs représentants « réalisent des tâches d'administration des programmes sociaux et de délivrance de biens publics⁸⁶ », est celle de la légitimation politique par ces organisations de la réalisation de ces tâches. Ceci va dans deux sens. En effet, il s'agit d'une part de définir les paramètres politiques et sociaux qui légitiment la place qu'une organisation

⁸⁵ Entretien avec Hernán Vargas, 21 octobre 2015.

⁸⁶ Gabriel VOMMARO, « Une bureaucratie para-étatique mouvante. La production locale du Welfare des précaires en Argentine à l'ère du capitalisme postindustriel », *op. cit.*, p. 37.

populaire prend dans le cadre de la mise en œuvre et l'administration d'un programme d'action publique. D'autre part, il s'agit de délimiter les paramètres d'évaluation des potentiels bénéficiaires des biens administrés par l'organisation. Ces paramètres moraux caractérisent les « bons bénéficiaires » des programmes sociaux, construisant par là non seulement la gestion de biens publics mais aussi la définition de la population des bénéficiaires. À travers cette dynamique, il est possible d'observer ce qu'Hélène Combes appelle « le *continuum* entre militantisme et politique au guichet [qui] constitue l'un des traits les plus saillants des pratiques populaires du politique en Amérique latine⁸⁷ ». Ainsi, en suivant l'analyse en termes de guichet d'administration, l'intégration du Movimiento Pobladores à la GMVV lui confère la fonction d'administrateur des logements sociaux produits par le volet participatif de la mission. En effet, le Movimiento Pobladores, et notamment ses leaders, organisent la construction et l'attribution des logements. De ce fait, les leaders deviennent les guichetiers auxquels on s'adresse afin d'accéder aux logements sociaux.

L'accès aux logements dans le cadre de la proposition autogestionnaire du Movimiento Pobladores demande aux potentiels bénéficiaires de s'engager dans le travail de construction de logements. Mais au préalable il est nécessaire de se saisir des terres urbaines où bâtir les logements, notamment des terres sous la propriété de l'État que l'organisation estime en mésusage. Alors, il s'agit pour les potentiels bénéficiaires des logements sociaux construits en autogestion de participer à la mise en place d'un rapport de forces avec les autorités publiques pour l'accès à la terre, pour ensuite donner de leur force physique aux travaux.

Résumée de manière schématique, la proposition du Movimiento Pobladores est la suivante :

- Conformation d'un collectif, qui est à son tour constitué d'un ensemble de familles, et adhésion par le collectif à la charte de fonctionnement de Pobladores.
- Identification d'un terrain vague qui pourrait être réclamé par le collectif pour servir à la construction de logements sociaux. C'est un moment charnière où l'accès à l'usage légal du terrain est normalement précédé d'un long processus d'installation, occupation (qui permet de gagner une légitimité d'usage vis-à-vis du terrain) et de lourdes batailles légales avec les acteurs (individus, institutions publiques ou privées) qui pourraient se réclamer en tant que propriétaires du terrain.
- Si le collectif accède à la possession ou à l'usage légal du terrain, alors un campement se met en place et s'organise afin d'obtenir les moyens nécessaires à la construction des logements.
- Les campements ont trois sources principales de financement, à savoir, l'apport des membres du collectif, l'engagement des prêts auprès de la banque publique, et l'obtention des dons publics. Ainsi, Pobladores exige que les familles qui

⁸⁷ Hélène COMBES, « Un intermédiaire du quotidien », *op. cit.*, p. 180.

s'intègrent dans les campements s'engagent à faire un apport mensuel pour participer à la recollection de fonds orientés vers les travaux de construction de logements. Pobladores soutient aussi l'accès aux prêts auprès des banques publiques. Enfin, l'organisation accepte aussi les dons publics, qui arrivent normalement grâce aux liens entre un des membres de Pobladores ou du campement en question, et une personne bien placée au sein d'une institution publique.

- Une fois que les moyens matériels pour initier le projet de construction sont assurés, les travaux peuvent commencer. Une partie de la main-d'œuvre est fournie par les membres du campement, futurs habitants des logements en construction. Les membres des familles qui se structurent en campement s'engagent à donner un quota d'heures par semaine aux travaux de construction. Cet engagement doit être tenu, même après que le logement que l'on va habiter a été fini. En somme, toutes les familles doivent tenir leur quota d'heures de travail jusqu'à la fin des travaux de construction, que leur logement ait été fini ou pas.
- Quand les logements sont finis, ils ne deviennent pas la propriété privée des familles qui les occupent. Ces habitations deviennent des biens d'usage et demeurent la propriété du campement, ou du collectif s'étant constitué en tant que campement. Ainsi, ces biens immobiliers ne peuvent pas être loués ou vendus. Tout transfert d'un usager à un autre doit être présenté et accepté par l'assemblée du campement.
- Les séances de travail de construction sont rythmées par des séances de discussion (assemblées) où les membres du campement définissent les règles de vie commune qui vont régir la vie dans leur nouveau quartier.
- De la même manière, les campements sont appelés à participer aux sessions de formation politique tenues par les leaders de Pobladores dans les locaux de l'organisation au centre-ville de Caracas. À ces occasions, les nouveaux collectifs rencontrent les collectifs déjà constitués en campements, afin de former les nouveaux arrivants aux pratiques de Pobladores.⁸⁸

Cette proposition ouvre pour le Movimiento Pobladores deux discussions de taille autour des moyens de sa mise en place. D'une part, une discussion sur le financement de la proposition autogestionnaire qui se structure autour de la définition des usages légitimes ou illégitimes des biens financiers publics, que ceux-ci se présentent sous la forme de prêts ou des dons. D'autre part, une discussion sur la valeur du travail fourni par les membres des collectifs qui se structurent en campements, et de comment ce travail rend méritant ou pas de continuer à faire partie d'un Campement de Pionniers du Movimiento Pobladores et rester ainsi un membre-bénéficiaire à part entière. Les deux discussions, sur le financement et la valeur travail sont intrinsèquement reliées.

En suivant les mots d'Hernán Vargas (au début de la section), un des représentants du Movimiento Pobladores qui à l'époque de notre entretien travaille pour le vice-ministère de Formation du MPPCMS, si les organisations populaires font usage des moyens financiers de l'État c'est bien parce que politiquement parlant, les biens publics doivent être réclamés par ces organisations et non pas être laissés à l'usage exclusif des acteurs du marché. Ainsi, mon

⁸⁸ Document « Fiches d'observation », sous-section « Movimiento Pobladores ». 6 octobre 2014.

enquête différencie l'autofinancement des initiatives populaires de leur autogestion. Cette position se confirme chez Mariela Machado, représentante du campement Kaika-Shi en tant que campement modèle du Movimiento Pobladores.

Nous croyons que l'autogestion doit être financée. L'État doit [la] financer comme il finance les entreprises privées. C'est comme avec les subventions qui partent toujours aux entreprises privées et qui ne sont pas données aux pauvres, donc nous au Venezuela, on se bat pour que les subventions parviennent aux communautés organisées. Parce qu'ils parlent beaucoup des conseils communaux et communes, mais après ils prennent l'argent pour eux et ils le donnent à ceux qui n'ont pas la capacité [de bien faire les choses]. Quand c'est nous-mêmes qui avons le plus construit ! Du coup, nous exigeons ces subventions pour lancer nos projets en autogestion.⁸⁹

Une première source de légitimation de l'administration des biens financiers de l'État par le Movimiento Pobladores dans le contexte de sa proposition de construction de logements par autogestion est celle de la critique de la fonction de l'État dans le système capitaliste. En effet, revenant à la notion d'économie morale de la révolution, il paraît important d'observer qu'à partir du moment où les gouvernements chavistes se sont réclamés du socialisme du XXI^e siècle, la critique du capitalisme est devenue intrinsèque à leur discours et à celui de ceux qui se réclamaient ou agissaient en lien avec eux. Mais la légitimation de l'administration des biens de l'État par une organisation populaire va au-delà de la critique du capitalisme. Elle est issue de la valeur propre au travail militant. Ainsi, ceux qui se sont mobilisés des années durant pour interpellier les gouvernements chavistes et apporter une proposition politique vis-à-vis de la propriété de la terre urbaine et une réponse au problème de l'accès au logement des classes populaires, mériteraient que leurs initiatives soient financées par ces gouvernements avec les ressources de l'État. Plus encore, ils mériteraient d'en être les gestionnaires. Puisqu'en somme, ce n'est pas un programme d'action publique concernant le logement qui est financé, mais une initiative militante et populaire. Si l'on se retrouve dans le contexte d'un gouvernement révolutionnaire qui se réclame du pouvoir populaire, alors à c'est à lui de donner les moyens aux acteurs porteurs dudit pouvoir populaire pour l'exercer.

Ainsi, la légitimité des leaders du Movimiento Pobladores à devenir les administrateurs des biens de l'État leur vient de leur capacité à énoncer leur travail d'agents de l'État en tant que travail militant, et à faire reconnaître leur participation à la mise en place du volet participatif de la GMVV en tant qu'une initiative militante et autonome. Cette reconnaissance

⁸⁹ Mariela Machado. Conférence lors des Rencontres latino-américaines de production et administration sociale du logement. Mexico, septembre 2015 [[en ligne](#)].

est en bonne partie confirmée par l'obtention du soutien financier de l'État pour les projets de construction de logements sociaux par autogestion, tout en laissant aux leaders de l'organisation de larges marges de manœuvre quant à l'administration de ces biens. En effet, les projets de construction de logements du Movimiento Pobladores sont traités au sein de la GMVV en tant que projets à part, sorte d'expériences sociales qui s'administrent et fonctionnent à leur rythme. Ils se produisent en parallèle aux projets standards de la mission qui prennent la forme de construction massive de logements sans logique participative avec des financements étrangers⁹⁰. Ainsi, les meneurs du Movimiento Pobladores demeurent des militants aux yeux des acteurs publics, y compris quand ils remplissent le rôle des représentants de la politique de logement des gouvernements chavistes à l'étranger, face à d'autres organisations dédiées aux luttes pour le logement des classes populaires.

Ces formes de mérite par l'engagement, qui se déploient au sein de l'économie morale de la révolution, s'appliquent par la suite aux bénéficiaires. Une sorte de chaîne d'engagements et de mérite sous-tend le processus qui va de la construction d'un collectif, sa transformation en campement de Pionniers, jusqu'à l'effective obtention d'un logement sur lequel le bénéficiaire gagne un droit d'usage. L'étendue de mon enquête ne m'a pas amené à intégrer les instances décisives du Movimiento Pobladores, pour ainsi comprendre le processus de sélection des bénéficiaires tel qu'il est établi par les porteurs de l'organisation. Toutefois, l'observation du fonctionnement de l'organisation m'a permis d'observer une constante qui rappelle les observations de Julieta Quirós en contexte argentin, à savoir, le mérite de « ceux qui y vont »⁹¹.

En effet, tel que le montre le schéma de la proposition autogestionnaire du Movimiento Pobladores, la présence, ou plutôt, le temps donné par les potentiels bénéficiaires aux activités organisées par les leaders est une marque distinctive qui se transforme en mérite. Ainsi, mes observations dans les réunions de formation politique dans les locaux du Movimiento Pobladores au centre-ville de Caracas, et celles réalisées au sein du campement Kaika-Shi, me permettent de confirmer les exigences en termes de temps qui s'imposent aux personnes franchissant les différentes étapes du programme. Les potentiels bénéficiaires doivent donner

⁹⁰ Même si le lien avec la GMVV garantit aux Campements de Pionniers de *Pobladores* l'accès à des matériaux de construction et à de la machinerie lourde, y compris par des transferts faits depuis la mission vers les campements. « Informe popular del Movimiento de Pobladores y Pobladoras de Venezuela al Comité de Derechos Económicos, Sociales y Culturales de las Naciones Unidas sobre la cuestión del Derecho a la Vivienda y la Ciudad en el País », Caracas, 2015, p. 8.

⁹¹ « Celui qui a participé avec ses efforts individuels, celui qui a porté avec son corps du soutien au collectif, a des droits sur [les] objets [et biens mis en circulation]. Il ne s'agit pas d'un droit de propriété acquis une fois et pour toujours : il s'agit, si l'on veut, de droits d'usage dont la continuité dépend de la continuité de [l'engagement] dans la lutte » Julieta QUIROS, *El porqué de los que van*, op. cit., p. 205-206.

de leur temps pour l'accomplissement du travail militant, que celui-ci soit intellectuel ou manuel. Le travail intellectuel consiste en la participation aux discussions collectives dans le cadre des formations politiques du Movimiento Pobladores. Le travail manuel renvoie au travail de construction et à la logistique autour de sa mise en place (préparation des repas collectifs, par exemple). À chaque étape du programme autogestionnaire du Movimiento Pobladores, il y a des formes spécifiques de démonstration de l'engagement nécessaire pour accéder et pour conserver la place de bénéficiaire qui permet de continuer à faire usage des biens publics que les leaders de l'organisation administrent. Les efforts qui permettent de signifier l'engagement au programme du Movimiento Pobladores sont notamment produits par les femmes, tel que l'observent les leaders de l'organisation eux-mêmes⁹².



Figure 19 : Photo d'une formation politique dans les locaux de Cuna de Libertadores (photographie du 13 novembre 2020, tirée de la page Facebook du Movimiento Pobladores).

⁹² « Dans mon campement, la plupart des ceux qui construisent ce sont des femmes, c'est ça la réalité ». Mariela Machado, Conférence lors des Rencontres latino-américaines de production et administration sociale du logement. Mexico, septembre 2015 [[en ligne](#)]. Si la question de la répartition genrée du travail participatif n'a pas été au cœur de mon enquête, elle est très révélatrice de la manière dont les charges de soin de la vie privée et publique du foyer sont imposées aux femmes. Marisela Betancourt fait un lien entre cette dynamique et la notion de la « femme tout terrain » que les gouvernements chavistes ont intégré à leurs politiques dites féministes, faisant porter aux femmes populaires le poids de la participation politique en tant que condition d'accès aux biens publics par les classes populaires. Yoletty BRACHO, « The Feminist Revolution That Wasn't. Interview with Marisela Betancourt », *NACLA Report*, 2022, URL complète en biblio.

5.1.2.2. Kaika-Shi : le campement exemplaire et les définitions populaires des usages légitimes des biens publics

[L']Entrée [se trouve en bas] de La Vega, à gauche, derrière un grand portail métallique peint en bleu. En entrant, [je vois] de très grands chantiers, des bâtiments en construction, des habitations. À gauche, [je vois le bâtiment] qui est le moins avancé. À droite, [je vois des bâtiments] un peu plus avancés, [pour ensuite arriver aux] bâtiments qui ont l'air prêts à être habités (4 bâtiments en tout ?). Tout au fond, un petit bâtiment de 3 à 4 étages (les autres doivent en avoir à peu près 5), qui sert d'espace pour l'organisation communale. [Au premier étage de ce bâtiment] se trouve un salon où il y a une télé allumée, même s'il n'y a personne en face, (comme d'habitude ici – l'électricité est subventionnée). [Au] Deuxième étage, [il y a un] grand salon, des tables en plastique, un bureau en bois, le tout devant une très grande cuisine : [c'est] la cantine. [On y vend] des plats à midi : 40 Bs. le menu « Bolivariano », 70 Bs. le menu « Ejecutivo ». [Ils consistent en] Soupe, plat principal, jus de fruit. À cette époque-là, le taux de change officiel est de 8 Bs. par euro, et l'officieux de 90 Bs. par euro. Mariela, une grande femme, qui parle l'espagnol des classes populaires de Caracas avec une voix forte, nous reçoit depuis le bureau où elle prend son déjeuner. Sa fille, Rosmar, m'amène derrière, dans leur appartement, pour emprunter leurs toilettes. [Je vois une] Belle chambre avec un placard au mur et une grande fenêtre. [La] Salle de bain [est] en très bon état, ce qui est rare pour le quartier. [On y trouve une] Machine à laver et des produits cosmétiques. Francisco et moi prenons notre déjeuner avec Mariela. Francisco parle à Mariela de moi, et je m'insère dans la discussion.⁹³

Je suis sincèrement impressionnée lors de ma première visite au campement Kaika-Shi. C'est l'objectif. On amène à Kaika-Shi ceux à qui l'on souhaite montrer les prouesses qui auraient été accomplies par les organisations populaires en contexte de révolution bolivarienne⁹⁴. Le campement est aussi publicisé par les gouvernements chavistes en tant qu'expérience réussie, sorte de référent du volet participatif de la GMVV⁹⁵. Lors de ma première visite en 2014, le campement était déjà très avancé dans le sens où nombre de logements étaient déjà habités, les lieux de vie commune et de réunion étaient déjà habilités et la fin des travaux, donc la fin de la construction des presque 100 logements⁹⁶, était prévue pour l'année 2014-2015⁹⁷.

L'histoire du campement Kaika-Shi est exposée par ses représentants, et par les membres de la nébuleuse d'organisations populaires de Caracas, en tant qu'héritière des luttes pour l'accès au logement des classes populaires ayant eu lieu durant la IV^e république vénézuélienne.

⁹³ Notes d'observation. 2 juillet 2014.

⁹⁴ Voir *supra*.

⁹⁵ Prenons en exemple la vidéo « Campamento de Pioneros Kaika Shi (Parroquia de la Vega), de la série « Comuna adentro » (à l'intérieur de la Commune) réalisée pour la chaîne YouTube du ministère du Pouvoir populaire pour les Communes et Mouvements Sociaux en 2014, à savoir, à l'époque où Reinaldo Ituriza était le ministre [[en ligne](#)].

⁹⁶ Le projet de base prévoyait 88 appartements, mais il a évolué jusqu'à prévoir 92 appartements.

⁹⁷ Selon la vidéo du MPPCMS, les logements devaient être prêts à la fin 2014. Selon la présentation de Mariela Machado au Mexique, ils devaient être prêts pour mars 2015.

Notamment, un lien fort est établi entre le campement et les batailles pour le logement des habitants du *barrio* La Vega dont le leader le plus reconnu est Edgar Pérez, connu comme *El Gordo Edgar*⁹⁸. Ainsi, Kaika-Shi est le prénom d'un des petits fils d'Edgar et l'expression veut dire « soleil et lune » en langue Wayuu, la langue des populations autochtones vénézuéliennes de la région de La Guajira⁹⁹. Si le campement porte ce nom, c'est qu'Edgar Pérez a préféré cette option à celle qu'on lui donne son propre nom. Et si les fondateurs du campement Kaika-Shi voulaient lui donner le nom d'Edgar, c'est que le campement a été fondé sur les terrains sur lesquels monsieur Pérez avait initié une grève de la faim en 1974 pour réclamer qu'y soient construites des habitations pour résoudre le problème de l'accès au logement des classes populaires du *barrio* La Vega¹⁰⁰. Le terrain en question a été historiquement la propriété de l'État vénézuélien. En 2011, au moment où le campement Kaika-Shi débute, « il était administré par le Centre Simón Bolívar, une entité rattachée à la vice-présidence de la République, et il a été récupéré en février 2011 lors d'une manifestation publique [sous forme d'occupation] organisée par les habitants de la paroisse¹⁰¹ ».

Une première distinction entre la propriété publique et la propriété privée apparaît ici. L'occupation du terrain par les futurs membres et habitants du campement Kaika-Shi représente un rapport de forces entre une organisation populaire et une entité publique sur la définition de ce qu'est une propriété publique et sur quels sont ses usages légitimes. En effet, il est rapporté par les membres du campement Kaika-Shi que le terrain appartenant au Centre Simón Bolívar était loué à des « fins privées commerciales¹⁰² » auprès de tierces personnes, ayant servi, entre autres, « en tant que parking pour garer des bus [appartenant aux réseaux de transport en commun privé], pour stocker des bouteilles de gaz, pour un fleuriste et même pour la vente de drogues. Ainsi, il n'a pas été difficile de négocier que [le terrain] nous soit rendu sous la figure

⁹⁸ Voir *supra*.

⁹⁹ Du côté vénézuélien, la région se trouve au nord-ouest, au sein de l'État du Zulia. Elle s'étend au-delà de la frontière, en Colombie.

¹⁰⁰ Ce récit m'a été rapporté dans ma conversation avec Mariela Machado et Francisco Pérez lors de ma visite au campement Kaika-Shi le 2 juillet 2014. Il a aussi été recueilli par diverses publications et textes autour de l'histoire du campement Kaika-Shi. Voir par exemple « Los Campamentos de Pioneros », *Producción Social del Hábitat*, 13 septembre 2016, URL complète en biblio. Ce texte a été co-écrit par les membres du campement Kaika-Shi, des membres de la Coalition Internationale pour le Logement, et Andreina Torres, qui a récemment soutenu sa thèse sur l'expérience Pobladores au College University of New York (CUNY). Malheureusement je n'ai pas pu accéder à son manuscrit durant la préparation du mien, mais quand la thèse sera disponible, elle sera certainement la recherche la plus approfondie sur l'organisation Pobladores, le campement Kaika-Shi et la relation entre l'État vénézuélien sous gouvernements chavistes et les organisations populaires autour de la question du logement des classes populaires. Pour une première publication suite à cette thèse, voir Andreina TORRES ANGARITA, « From Housing to Homespace in Bolivarian Caracas », *NACLA*, 2022, URL complète en biblio.

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² *Ibid.*

du *comodato*¹⁰³, pour 200 ans, par le biais du Décret N° 8018 ayant rang, valeur et force de Loi Organique d'Urgence sur les Terrains et le Logement¹⁰⁴ ».

L'argument avancé par les membres du campement pour réclamer l'usage du terrain appartenant à une entité étatique a été ce qu'ils qualifient comme son mésusage et sa privatisation. Mésusage, car ils y projettent un usage à leurs yeux plus utile au bien commun, celui de la construction de logements au bénéfice des classes populaires, tel que cela avait été réclamé quarante années plus tôt par la grève de la faim d'Edgar Pérez. Privatisation, car la location et les usages commerciaux d'un terrain appartenant à l'État viendrait à l'exclure d'un usage collectif plus large, le transformant par la pratique en propriété privé.

Comprise en termes de politisation, cette dynamique permet d'observer le déploiement d'une relation contentieuse entre classes populaires et État sur la définition des biens publics. L'interpellation de l'État par les classes populaires se structure autour d'une organisation populaire qui promeut à la fois un répertoire d'action conflictuel, celui de l'occupation, et une forme de mobilisation régulée, celle d'un usage stratégique de la loi pour obtenir la jouissance légale du terrain disputé. Toutefois, étant donné le caractère extrêmement récent de la loi à laquelle les membres du campement Kaika-Shi font appel au moment de leur mobilisation (une loi publiée en janvier 2011 pour son usage en février 2011), il n'est pas exclu que ce répertoire d'action ait encore été perçu comme contentieux par les agents de l'État dont les pratiques auraient été basculées. Même si le contexte plus large permet de faire l'hypothèse d'un soutien de la Présidence de la République et de son cabinet à la mobilisation du campement Kaika-Shi. En effet, le terrain réclamé appartenait à la vice-Présidence de la République, qui à l'époque est occupée par Elías Jaua. Ce dernier a été l'un des promoteurs de la rencontre entre le Movimiento Pobladores et Hugo Chávez.

L'interpellation de l'État de la part des membres du campement Kaika-Shi s'appuie sur des pratiques contentieuses, et elle est source de politisation en termes de définition des usages légitimes de la terre urbaine et des biens publics. Cette pratique contentieuse se standardise. En effet, la proposition autogestionnaire du Movimiento Pobladores prévoit que les collectifs qui cherchent à devenir des campements de Pionniers occupent des terres urbaines en possession de l'État (principalement), afin de réclamer ultérieurement le droit d'usage sur ces terres. Dit

¹⁰³ Le terme fait référence à un contrat de prêt à titre gratuit.

¹⁰⁴ *Ibid.* Ici les auteurs du texte ont commis une erreur. Le véritable numéro du décret auquel ils font référence est le 8005, publié dans la journal officiel N° 6018 extraordinaire, le samedi 29 janvier 2011. Voir *Gaceta Oficial de la República Bolivariana de Venezuela*, 29 janvier 2011 [[en ligne](#)]

autrement, la proposition autogestionnaire du Movimiento Pobladores propose l'expérience du campement Kaika-Shi comme qu'exemple à suivre pour la constitution de nouveaux campements.

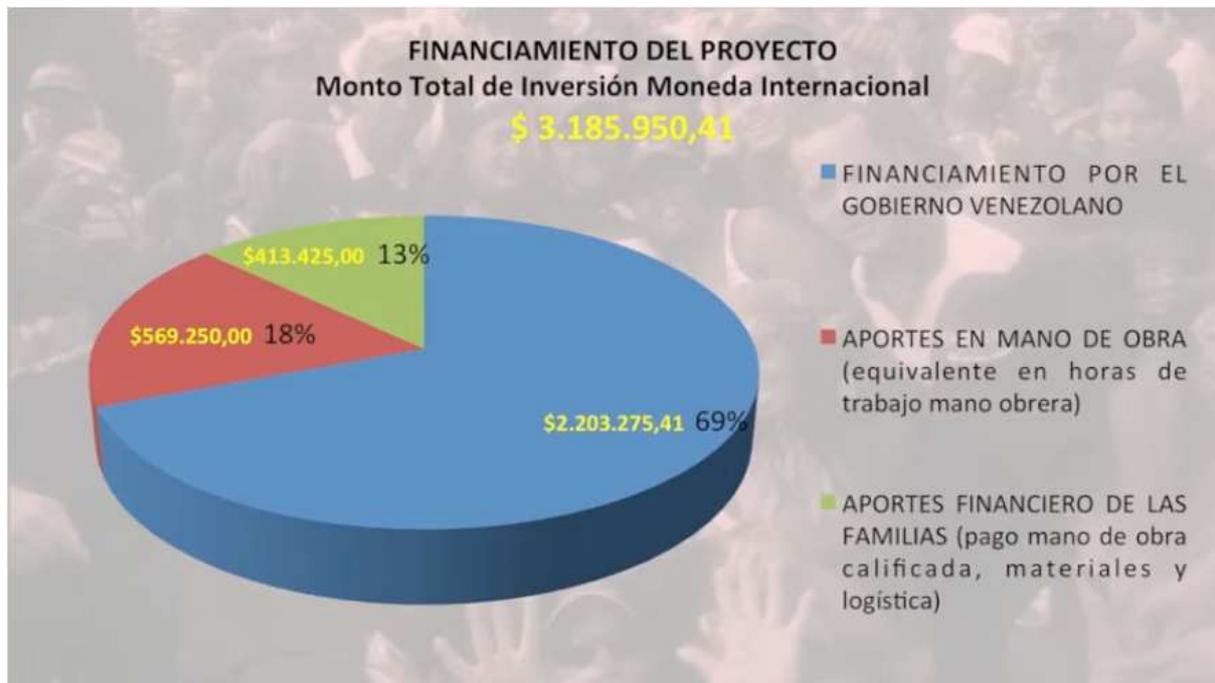


Figure 20 : Diapositive « Financement du projet » accompagnant la conférence de Mariela Machado lors des Rencontres latino-américaines de production et administration sociale du logement. Mexico, septembre 2015 [en ligne].

Une fois que l'accès aux terres urbaines est garanti, la suite de l'histoire du campement Kaika-Shi concerne la question de l'obtention et l'administration des moyens nécessaires à la construction de logements. Par ces discussions sur les aspects matériels de la construction se produisent aussi des définitions pratiques du projet autogestionnaire au sein du Movimiento Pobladores.

À Kaika-shi, « ceux qui bâtissaient les maisons des autres, mais qui n'avaient jamais pu construire la leur¹⁰⁵ » sont amenés à administrer trois millions de dollars pour la construction d'un total de 92 appartements répartis sur quatre bâtiments de six étages. Les différents formats d'appartement doivent répondre aux besoins des familles impliquées dans le campement Kaika-shi. En somme, trois types d'appartements sont construits, à savoir, « 84 [appartements] de 72 m² (3 chambres, 2 toilettes-salle de bain, salon-salle à manger, cuisine). 4 [appartements] de 90 m² (4 chambres, 3 toilettes-salle de bain, salon-salle à manger, cuisine). [Et] 4

¹⁰⁵ Mariela Machado. Notes de terrain. 2 de juillet 2014.

[appartements] de 60 m² (2 chambres, 3 toilettes-salle de bain, salon-salle à manger, cuisine)¹⁰⁶ ». Le tout est accompagné par un bâtiment de quatre étages, dédié à « l'usage communautaire » prévoyant des espaces pour des activités productives, pour les assemblées et autres réunions, et pour une cantine collective¹⁰⁷.

Comme le présente la diapositive plus-haut, la plus grande partie du financement de ce projet de construction provient des finances publiques. Toutefois, 31 % provient de l'apport des familles impliquées¹⁰⁸. Cet apport se divise en deux parties. Une première, 13 %, est leur apport financier personnel. Une deuxième, 18 %, vient de leur apport en force de travail. En effet, dans le programme autogestionnaire du Movimiento Pobladores expérimenté à Kaika-Shi, « ceux qui bâtissent les maisons des autres » viennent bâtir littéralement leurs futurs logements. Ainsi, le campement est organisé en unités de base, chaque unité de base étant constituée par quinze familles. Ces unités de base doivent un total de quinze heures de travail par semaine au campement, réparties entre la semaine et le weekend. Durant la semaine, les unités de base s'organisent pour avoir toujours des personnes présentes sur le chantier. Le samedi, toutes les unités de base doivent se joindre aux travaux de 7h à 13h, ainsi qu'aux assemblées et autres discussions collectives de l'après-midi¹⁰⁹.

La forte implication des membres du campement dans la construction de leurs futurs logements se trouve à la base d'un processus de redéfinition du statut donné aux moyens financiers investis par l'État vénézuélien au sein de ce projet de construction de logements sociaux. En effet, le financement public est transformé par le travail de ceux qui bâtissent leurs futurs logements et devient, au même titre que le terrain sur lequel les logements sont bâtis, un bien collectif d'usage privé. Toutefois, ce nouveau statut n'éloigne pas complètement la dichotomie entre biens publics et biens privés. Surtout, quand les biens d'usage sont les

¹⁰⁶ Diapositive « Design participatif ». Conférence de Mariela Machado lors des Rencontres latino-américaines de production et administration sociale du logement. Mexico, septembre 2015

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ L'unité de base de la construction du campement est donc la famille, en lien avec les lois qui encadrent les CC et les Communes qui ont aussi la famille comme unité de base de la participation.

¹⁰⁹ Je rapporte de manière schématique ce que mes observations au campement Kaika-Shi en 2014 m'ont permis de collecter comme information, en croisant mes sources de première main avec les sources de seconde main dont principalement la présentation de Mariela Machado au Mexique, et le texte co-écrit par l'anthropologue Andreina Torres, toutes les deux cités plus haut. Toutefois, je retrouve quelques manques de concordance, que j'essaie de résoudre de manière hypothétique. Par exemple, lors de ma conversation avec Mariela, j'avais noté sur mon cahier d'observation que chaque personne devait un total de quinze heures par semaine au campement. Or, mes discussions avec les membres de deux unités de base au campement me permettent de comprendre que les heures de travail sont réparties entre les membres des unités de base, ce qui est plus en accord avec l'idée d'un quota d'heures par unité de base et non pas par personne. Il est possible que le manque de concordance vienne de mes notes de terrain, que cela vienne d'une erreur de ma part ou d'une erreur de Mariela lors de notre conversation.

habitations des membres du campement, ou encore les espaces de vie collective qui se construisent aux alentours des habitations. Ainsi, de fortes discussions s'ouvrent sur la nature du campement Kaika-Shi prenant appui sur les dichotomies traditionnelles qui différencient les espaces habités au sein de l'urbanité *caraqueña* et vénézuélienne. En effet, se pose la question : le campement est-il un *barrio* ou une *urbanización* ?



Figure 21 : Travail de construction au campement Kaika-Shi. 24 mars 2015. Crédit photo : Dikó¹¹⁰

¹¹⁰ Dikó est un photographe urbain reconnu à Caracas, [\[en ligne\]](#). Il fait partie du collectif de photographes Cacri Photos, qui s'inscrit dans une démarche de renouvellement de la photographie urbaine et de rue de la capitale, et du pays [\[en ligne\]](#).



Figure 22 : Mariela Machado discute à l'intérieur d'un appartement en construction au campement Kaika-Shi. 24 mars 2015. Crédit photo : Dikó



Figure 23 : Une femme travaille avec la bétonnière. 24 mars 2015. Crédit photo : Dikó

5.1.2.3. Les frontières entre le barrio et la urbanización : une propriété d'usage aux allures de propriété privée bâtie par l'administration populaire des biens publics

[Je suis] Arrivée au campement à 11h. À l'entrée, [je vois] des hommes qui coupent des barres de fer censées être utilisées dans le travail de construction. [Je vois aussi] Une femme qui porte des rondins de bois pour la construction. J'arrive et je discute avec Mariela. Elle m'envoie vers le maître d'œuvre pour qu'il me donne une tâche quelconque et me mette à travailler. On me dit d'aider à bouger des rondins de bois. Je m'y mets. Cela ne me permet pas vraiment de discuter, mais au moins je me trouve une petite place dans la dynamique.

Je parviens à discuter avec des femmes qui font une pause. Elles observent des jeunes garçons porter des rondins de bois plus lourds. Elles me parlent du fait qu'elles travaillent dans le campement depuis déjà quelques années. Nous prenions notre pause entre les colonnes et les premiers murs d'un appartement encore en construction, qui serait celui d'une des femmes du groupe. Elles me racontaient que l'une de leurs amies avait appris à construire des murs avec des briques et du ciment, et donc que c'était elle qui avait bâti les murs de cet appartement en particulier. Elles me parlent de comment le « design » des appartements s'est fait par le travail commun des architectes et des futurs habitants, de manière à répondre aux besoins de ceux qui les bâtissent et vont les habiter.

La pause a été faite à 13h cette fois-ci, pour avoir le temps de manger avant l'assemblée. Quand j'arrive à la cantine, je vois des personnes qui travaillaient sur la préparation de l'assemblée. Elles remplissaient leur quota horaire de travail en ce faisant. Des femmes plus âgées étaient en charge de la cuisine. [Après manger] j'ai aidé une femme, Carmen, à préparer les paperboards pour l'assemblée. Nous avons discuté de son engagement [au sein du campement]. Ça fait à peu près 4 ans. Son appartement n'est pas encore prêt car le sien fait partie du dernier bâtiment qui sera construit. Elle me parle de la difficulté à tenir le quota de travail par famille. Dans sa famille ils se répartissent le temps pour ne pas toujours charger les mêmes personnes. Elle me parle aussi du désengagement. De comment certaines personnes s'intègrent au campement, et se rendant compte d'à quel point c'est dur, elles le quittent. Elle part ensuite manger.¹¹¹

Les samedis au campement Kaika-Shi sont dédiés au travail de construction et d'organisation de la vie commune. Chacune des unités de base qui composent le campement doit être représentée, et l'ensemble de personnes présentes participe aux travaux manuels le matin, et aux assemblées et discussions collectives l'après-midi. L'intégration dans le processus de construction en autogestion promu par le Movimiento Pobladores et mis en pratique dans le campement Kaika-Shi, exige de grands efforts en termes de temps et de travail de la part de ses membres. Exigences qui s'imposent à eux en tant que participants et bénéficiaires du volet participatif de la GMVV. Ainsi, il est possible d'analyser les exigences auxquelles l'accès au logement des classes populaires sont soumises sous les gouvernements chavistes comme un prolongement de la conditionnalité historique de l'accès à l'action publique des classes populaires vénézuéliennes.

¹¹¹ Notes d'observation. 5 juillet 2014.

Cette conditionnalité participative pratiquée dans le cas du campement Kaika-Shi par le biais d'un programme dit autogestionnaire a des effets précis sur la relation des classes populaires aux biens publics et à leur administration. En effet, j'ai pu rapporter dans la section précédente un premier enjeu de politisation autour du terrain sur lequel le campement Kaika-Shi a été construit, qui renvoyait aux définitions populaires des usages légitimes des biens publics se traduisant sur des définitions pratiques des biens publics et biens privés, et des frontières entre les deux. Cette discussion trouve des prolongements autour de la question de la nature propre du campement Kaika-Shi en tant que lieu d'habitation et de son intégration au sein de la géographie sociale et politique de la ville de Caracas.

Une première question est soulevée par l'emplacement du campement Kaika-Shi en bas de quartier de La Vega et sur la place qu'il occupe à la frontière entre la ville régulière et la ville des *barrios*.

Mariela : Les gens qui habitent à proximité de La Vega et qui font partie des classes moyennes ont contesté l'occupation de ces terrains par Edgar dans les années 70 et c'est pour ça que l'occupation n'a pas marché.

Francisco : Ce qui est dû à la « parroquialización » de La Vega. Les classes moyennes disent qu'elles habitent à El Paraiso, même si dans l'appartenance géographique officielle, leurs habitations se trouvent aussi dans la paroisse de La Vega¹¹².

La construction de logements sociaux au sein des quartiers habités par les classes moyennes de Caracas crée de fortes tensions. Francisco, le fils d'Edgar et leader héritier de l'organisation Caribes de Itagua de La Vega propose d'analyser ces tensions par le concept de « parroquialización ». Ce terme, pour lequel il me semble trop difficile de proposer une traduction en français, provient du mot *parroquia* qui se traduit littéralement par paroisse. Comme expliqué auparavant¹¹³, la paroisse est la division politico-territoriale la plus petite de la géographie politique vénézuélienne. En effet, les municipalités se divisent en paroisses, renvoyant à une géographie propre à la colonisation espagnole et à l'influence de l'Église catholique sur le gouvernement des territoires colonisés. Alors, le terme « parroquialización » dans le discours de Francisco se réfère aux sentiments d'appartenance territoriale que les habitants de la ville développent selon les quartiers où ils habitent, et aux efforts de distinction produits pour garder le statut social et politique des quartiers aisés, dont l'éloignement des classes populaires. Ainsi, dans la géographie administrative de Caracas, les paroisses de La Vega et d'El Paraiso sont voisines. De son côté, le quartier populaire de La Vega fait partie de

¹¹² Notes d'observation. 2 juillet 2014.

¹¹³ Voir *supra*.

la paroisse homonyme, mais n'en représente pas la totalité de son territoire. En effet, sur le territoire de la paroisse de La Vega se trouvent divers développements résidentiels ayant le statut d'*urbanización*. La *urbanización* se réfère aux complexes résidentiels construits par des promoteurs immobiliers et auxquels on accède par l'achat ou la location. Certaines *urbanizaciones* prennent la forme de *gated communities*, à savoir, des complexes résidentiels fermés dont l'accès est soumis à de fortes restrictions, y compris par l'installation de postes de contrôle gardés par des employés d'entreprises de sécurité privées. La *urbanización* fait historiquement partie du paysage de la ville régulière, étant d'une certaine manière le contraire du *barrio*. Alors, selon le récit de Francisco, les habitants de la paroisse de La Vega qui n'habitent pas le *barrio* La Vega font le nécessaire pour signifier qu'ils habitent la paroisse voisine et plus aisée d'El Paraiso. Ils mettent en place des stratégies pour se distinguer des classes populaires habitant le *barrio*, se servant des divisions administratives et économiques de la géographie de la ville pour produire des distinctions de classe.

Ces rapports de force sur les appartenances sociales à la ville pèsent sur Kaika-Shi du fait de son emplacement. En effet, le campement se trouve en bas de la colline sur laquelle le *barrio* La Vega est construit, ce qui le distingue du quartier populaire même s'il appartient à la même paroisse. Toutefois, aux yeux du voisinage de classe moyenne, Kaika-Shi est une nuisance puisque la construction de ces logements sociaux à proximité de leurs habitations rapproche symboliquement le *barrio* de chez eux. D'une certaine manière, Kaika-Shi insère le *barrio* dans la géographie de la ville régulière, et questionne les frontières géographiques, symboliques et de classe entre le *barrio* et la *urbanización*. En effet, les populations qui ne voulaient pas de logements sociaux sur les terrains où se trouve le campement Kaika-Shi et qui ont fait échouer les mobilisations pour l'accès au logement des classes populaires durant les années 1970, n'étaient pas particulièrement contentes de la construction de ces logements durant les années 2010.

Mais la question du statut du campement Kaika-Shi en tant que *barrio* ou *urbanización* ne se construit pas seulement en fonction de sa relation avec son environnement géographique et social, elle se pose aussi au sein du campement lui-même et entre ses membres. En effet, lors des assemblées du campement Kaika-Shi des discussions se mettent en place sur les pratiques qui peuvent avoir lieu légitimement au sein de cette structure matérielle et sociale aux fonctions et statuts divers. Ces discussions qui questionnent la quotidienneté de la vie collective à Kaika-Shi, s'inscrivent sans cesse dans la dichotomie entre le *barrio* et la *urbanización*, et donc entre l'histoire des appartenances sociales et géographiques des membres du campement et le

changement de situation du fait de leurs nouveaux logements en construction. Ainsi, lors de l'assemblée qui a eu lieu le samedi 5 juillet à la suite d'une matinée dédiée aux travaux manuels et après le repas collectif, diverses discussions sont ouvertes à propos des normes qui régleraient la vie collective au sein du campement Kaika-Shi.

Une des discussions est celle du nom officiel donné à une partie du terrain sur lequel s'est construit le campement, qui se trouve à une certaine distance des logements. En effet, l'éloignement de cette partie du terrain a été vu comme une opportunité pour y construire une salle des fêtes qui puisse fonctionner sans provoquer des nuisances sonores pour le voisinage. Dans ce contexte, la question se pose d'officialiser le nom officiel de ce site en tant que nom de la salle, le souci étant la nature vulgaire du nom officiel. En effet, le nom d'usage de cette partie du terrain était *el coño*, un des éponymes grossiers du sexe féminin en espagnol, mais qui dans le langage populaire au Venezuela est mobilisé pour signaler un lieu lointain. Si ce nom est condamné par certains membres de l'assemblée, d'autres en revendiquaient son usage et sa pérennisation du fait de son origine spontanée et de son sens populaire. L'assemblée décide alors de garder le nom tout en mettant devant la future salle des fêtes une plaque expliquant ce choix¹¹⁴.

Le sens relativement comique de cette discussion renvoie toutefois à la planification collective et formalisée des espaces de vie communs qui entourent les logements au sein du campement Kaika-Shi. Ainsi, les futurs « voisins¹¹⁵ » se consacrent à un travail de planification de la vie collective, qui comprend l'administration des symboles issus de leurs expériences communes et leur éventuelle pérennisation.

Les débats symboliques ouvrent la porte aux discussions matérielles autour des usages légitimes des structures d'utilité collective, dont les escaliers des bâtiments habités. Il s'agit d'échanges où la question du statut du campement Kaika-Shi par rapport aux définitions concurrentes du *barrio* et de la *urbanización* se donne à lire au grand jour. En effet, les escaliers des bâtiments de Kaika-Shi sont ouverts à l'extérieur et habituellement investis en tant que lieux de rencontre et de convivialité en dehors des habitations. Or, cette coutume ouvre la porte à des pratiques fêtardes sur les escaliers, ce qui pose des problèmes à nombre des participants à l'assemblée. À cet effet, un jeune homme propose de différencier les escaliers des logements

¹¹⁴ Notes de terrain. 5 juillet 2014.

¹¹⁵ Le terme est mobilisé régulièrement entre les membres du campement Kaika-Shi. Je l'ai notamment observé au moment où les personnes engagées au sein du campement se saluent à l'arrivée au campement, ou à l'assemblée. *Ibid.*

de Kaika-Shi des escaliers qui permettent d'arpenter les collines sur lesquelles les *barrios* ont été bâtis. Une distinction qui, selon son récit, permet de différencier les escaliers privés des escaliers publics, faisant écho à une pratique déjà à l'œuvre dans les quartiers populaires urbains. En effet, pour lui « dans le *barrio* on boit dans les escaliers du *barrio*, et non pas dans les escaliers privés¹¹⁶ ». Or, puisque le campement Kaika-Shi n'est pas construit sur la colline et n'a donc pas d'escaliers publics, l'interdiction des pratiques fêtardes sur les escaliers des bâtiments en tant qu'espaces ouverts et publics les privatise, différenciant définitivement les modalités de la convivialité du *barrio* de celles du campement. Et en effet, la décision de l'assemblée est celle d'interdire les présences durables sur les escaliers qui empêcheraient la circulation des voisins, instaurant une norme pratique à forts effets symboliques de distinction dans les définitions mêmes des espaces de la vie commune du campement Kaika-Shi par rapport à ceux des quartiers populaires urbains historiques.

Toutefois, la principale controverse de l'assemblée porte sur la gestion du portail construit à l'entrée du campement, touchant divers aspects de la vie de ses habitants. Premièrement, cela concerne la circulation des personnes externes au campement. Deuxièmement, ceci touche aux activités commerciales diverses censées pouvoir se tenir dans le campement, parmi lesquelles l'ouverture de la cantine à des consommateurs extérieurs, ou encore l'accès à des commerces prévus en bas des immeubles. Enfin, le portail est un outil de sécurité pour les habitants du campement et pour les outils et matériaux de construction toujours sur le terrain durant la longue période de chantier. La question de la sécurité ouvre sur un échange autour de lourdes expériences, dont des braquages ayant déjà eu lieu au sein du campement et attribués à des personnes externes, ou encore sur une fusillade ayant eu lieu aux alentours de Kaika-Shi. Selon la femme qui rapportait cet événement, nombre de personnes avaient alors cherché refuge dans le campement, y attirant potentiellement les tireurs. Mais le portail est aussi un signe de coupure avec le reste de la ville, et fait écho aux pratiques des *urbanizaciones* constituées en *gated communities*, que ces hommes et femmes issus des *barrios* sont censées rejeter dans leur engagement autogestionnaire, collectif, révolutionnaire. En effet, des membres de l'assemblée questionnent la capacité du campement Kaika-Shi à être un lieu de solidarité s'il se ferme à l'extérieur. Se pose aussi la question de mettre en place une administration du portail qui permette une certaine ouverture à l'extérieur, tout en garantissant la sécurité des habitants du campement. Cette demande est perçue comme légitime par l'assemblée.

¹¹⁶ *Ibid.*

À propos de la gestion du portail, l'assemblée ne semble pas réussir à faire surgir un consensus. Par ailleurs, les accords auxquels l'assemblée arrive ce jour-là ne sont pas nécessairement définitifs. Nombre d'assemblées comme celle-ci ont lieu régulièrement, et les normes de la vie collective sont constamment discutées au sein du campement Kaika-Shi. La pratique des assemblées est vue, entre autres, comme un moyen « de rencontrer les autres et de se reconnaître chez les autres¹¹⁷ ». Toutefois, la voix de Mariela Machado rappelle à l'ordre l'ensemble des participants à l'assemblée puisque pour elle « ici ce que nous construisons c'est un *barrio*, et ceux qui ont le melon¹¹⁸ et qui croient que ceci est une *urbanización* et qui veulent mettre en place des normes pour garder les apparences... Sachez qu'on va devoir affronter beaucoup d'assemblées, et que si nous voulons être forts, il faut garder la cohésion de l'équipe¹¹⁹ ». Ainsi, pour la leader et représentante du campement Kaika-Shi, la question est tranchée : le campement est un *barrio*, et celui qui voudrait en faire une *urbanización* va à l'encontre des valeurs promues par l'expérience des campements de Pionniers, par l'organisation *Pobladores*, ou encore par le volet participatif de la GMVV. Or, ni les consensus d'une assemblée parmi d'autres, ni le rappel à l'ordre de Mariela, peuvent à un moment précis dans le temps décider de ce que sont et seront les usages construits au quotidien par les habitants du campement Kaika-Shi. Mais ils rapportent en toute clarté les enjeux de définition de l'habitat populaire une fois que celui-ci sort du cadre des *barrios* pour s'intégrer à la ville formelle. Les définitions historiques de l'habitat populaire s'entrecroisent avec les aspirations à des formes d'organisation de l'espace qui ont été jusque-là le privilège des classes moyennes. Le tout sur la base de l'administration des biens publics transformés en biens d'usage, et traversant le chemin vers leur privatisation pratique.

¹¹⁷ Conférence de Mariela Machado lors des Rencontres latino-américaines de production et administration sociale du logement. Mexico, septembre 2015 [[en ligne](#)].

¹¹⁸ Plus grossièrement, Mariela parle de ceux qui ont « el mojón en la cabeza », ce qui peut être traduit par avoir « un bout de caca dans la tête ». Cette expression populaire est utilisée pour parler de quelqu'un de prétentieux, d'arrogant ou qui a une très grande estime de soi-même.

¹¹⁹ Notes de terrain. 5 juillet 2014.



Figure 24 : Salle de réunions du campement Kaika-Shi. À gauche on voit une fresque où c'est écrit « Bienvenus ». À droite, une fresque représentant le Che Guevara. Assemblée au campement Kaika-Shi. 5 juillet 2014.



Figure 25 : Lors de l'assemblée du 5 juillet 2014 au campement Kaika-Shi. Au centre de la photo, avec un débardeur bleu clair, on voit Mariela Machado, leader et représentante du campement. Assemblée au campement Kaika-Shi. 5 juillet 2014.

Le parcours qui amène les leaders et représentants des classes populaires à devenir des intermédiaires militants de l'action publique participative, et par là des agents de l'État, se construit à la suite des parcours militants au sein des quartiers populaires urbains du Venezuela, et par la sélection opérée par les promoteurs des politiques participatives des gouvernements chavistes. Ces évolutions se construisent aussi en tant que réponse aux besoins politiques et pratiques de ces gouvernements au moment de mettre en place une offre politique participative, dont les caractéristiques distinctives sont celles de l'engagement révolutionnaire et de la reconnaissance d'une communauté d'expérience au sein de la révolution. Dans le cas du Movimiento Pobladores et de l'expérience du campement Kaika-Shi, l'accès au logement des classes populaires tend à questionner les frontières du *barrio* en tant que lieu de vie et de sociabilités populaires historiques. Toutefois, tout contact avec les administrations de la participation dans le cadre des gouvernements chavistes ne vient pas (re)construire le *barrio* mais plutôt à reproduire les communautés populaires au sein de leurs frontières géographiques et sociales historiques.

5.2. Continuer à construire *la communauté* en contexte révolutionnaire : faire *descendre le budget* en tant que pratique militante du quotidien

Les *barrios* de Caracas se sont construits par une longue histoire de confrontation et de coopération avec l'État vénézuélien. Dans le cadre des gouvernements chavistes, les liaisons entre quartiers populaires et pouvoirs publics continuent de se développer, principalement par le biais des politiques participatives. La conditionnalité de l'accès aux biens publics par les classes populaires à leur engagement participatif prend aussi toute sa place.

Dans le cadre plus précis du secteur Las Casitas du quartier de La Vega, les populations qui y vivent s'articulent historiquement autour de l'organisation populaire Caribes de Itagua qui s'érige en représentante de la communauté en tant qu'unité géographique, sociale et d'expérience. Plus précisément, ce sont les membres de la famille Pérez qui jouent le rôle de représentants de l'organisation, et par conséquent de leur secteur du quartier, auprès des pouvoirs publics.

En héritant de la position sociale construite par ses parents, Francisco Pérez est à la fois sollicité comme le producteur des liens avec les institutions en charge des politiques

participatives, et comme celui qui assure la circulation de biens publics vers son secteur du quartier. Il garantit ainsi *la descente du budget*, activité quotidienne et structure informelle qui permet à cet intermédiaire militant positionné depuis son quartier de continuer à construire la communauté par le biais d'activités festives avec des fortes significations politiques. Ce faisant, il navigue dans la crise économique qui s'installe au Venezuela et dans des échanges plus ou moins heureux avec ceux qui le sollicitent depuis les pouvoirs publics.

5.2.1. Les liens avec les pouvoirs publics depuis les quartiers : parcourir les chemins de la conditionnalité de l'accès aux biens publics

Une véritable expertise se construit depuis les organisations populaires afin de s'ériger en tant qu'interlocuteurs légitimes des pouvoirs publics, et par ce biais d'accéder aux biens publics. Chez Caribes de Itagua, cette activité de représentation est héritée principalement par Francisco Pérez, le fils aîné d'Edgar Pérez et Alicia Cortés, les fondateurs de l'organisation dans les années 1970. Comme ses parents, Francisco représente la communauté de Las Casitas. Ce faisant, il joue le rôle d'intermédiaire militant de l'action publique depuis le *barrio*.

5.2.1.1. Arriver à La Vega : la transmission intra-familiale du récit militant d'une installation au sein des quartiers populaires urbains.

Je m'appelle Francisco Pérez, je viens de La Vega. Je fais partie d'un groupe culturel depuis que je suis très jeune. J'ai l'habitude de dire qu'officiellement mon militantisme dans ce groupe culturel a commencé quand j'avais 10 ans. En fait, c'est que les réunions avaient lieu quand nous, nous mangions à table à la maison (rires).¹²⁰

Francisco Pérez a grandi ayant comme parents le couple qui se trouve au cœur du travail social et communautaire du secteur Las Casitas du *barrio* La Vega. De ce fait, il a hérité d'une trajectoire familiale transmise en tant que récit militant et héroïque à la fois pour soi et pour ceux, voisins ou pouvoirs publics, auprès desquels il est question de chercher des formes de reconnaissance.

Ainsi, en suivant le récit rapporté par Francisco, l'installation de la famille Pérez au quartier de La Vega est le résultat des luttes et de sacrifices construits par les aînés. Dynamique qui commence avec la grand-mère maternelle :

¹²⁰ Entretien avec Francisco Pérez. 24 juillet 2014.

« Ma grand-mère maternelle vient de l'orient, elle est venue avec les gens d'Algimiro Gabaldón. Non. Avec les gens de Fabricio Ojeda. [Elle est venue] De Cumaná. Elle est venue avec les gens de Fabricio Ojeda. Et elle est venue ici, à La Vega. Fabricio Ojeda s'est jeté dans la lutte révolutionnaire. Ma grand-mère est venue avec eux, en prenant soin des malades. Elle est venue à pied, à douze ans »¹²¹.

Ce récit des origines de l'installation de la famille Pérez dans le quartier de La Vega permet d'entrevoir deux dynamiques parallèles mais étroitement reliées dans leurs expériences de vie, à savoir, la précarité socio-économique et l'engagement militant.

Ainsi, en suivant les dates rapportées par l'historien Serge Ollivier¹²², Francisco Pérez est né en 1977¹²³ quand sa mère, Alicia, avait 18 ans. Cela veut dire qu'Alicia est née en 1959, nous indiquant, si l'on suit le récit de Francisco, que sa grand-mère a donné naissance à sa fille au très jeune âge de onze ans¹²⁴. La précarité sociale touche par la suite Alicia, qui est placée par ses parents en tant que domestique à l'âge de 10 ans faute de ressources pour subvenir à ses besoins¹²⁵.

Ici il est important d'observer comment le récit de la précarité sociale est reliée au récit militant et héroïque, et la manière dont ces deux narrations s'insèrent ensemble dans l'histoire politique plus large du pays. Puisqu'en effet, l'épopée du voyage de la grand-mère maternelle de Cumaná à Caracas produit un rapprochement fort entre l'histoire de la famille Pérez et des figures tout aussi héroïques du roman national vénézuélien chéries par les gauches vénézuéliennes. Premièrement avec celle de Fabricio Ojeda, ancien député du parti Union Républicaine Démocratique (URD) qui a quitté son poste d'élu à la faveur de la lutte armée en devenant le fondateur des Forces armées de Libération nationale (FALN) en 1962¹²⁶. Ainsi, la mémoire de la grand-mère maternelle qui marche aux côtés de Fabricio Ojeda produit un lien direct, et mis en valeur, entre la famille Pérez et les luttes des gauches radicales vénézuéliennes.

¹²¹ *Ibid.*

¹²² Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad, op. cit.*, p. 534.

¹²³ Lors de notre entretien, Francisco me dit qu'il est né en 1976. Il serait difficile pour moi de savoir s'il s'agit d'une erreur de mon enquête, ou de la personne qui a rapporté la date de naissance à l'historien Serge Ollivier, ou encore une erreur de sa part au moment de recueillir ces informations. Sans vouloir trancher sur l'origine cette divergence, son existence renvoie aux difficultés historiques à la fois de production et d'accès aux registres civils des classes populaires au Venezuela.

¹²⁴ La même problématique que pour la date de naissance de Francisco, à savoir, la difficulté méthodologique d'accéder aux registres civils au Venezuela. Toutefois, les informations apportées par mon enquête s'insèrent de manière plausible dans les vécus de la précarité sociale et économique des années 1950 et 1960 dans le pays.

¹²⁵ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad, op. cit.*, p. 534.

¹²⁶ La figure de Fabricio Ojeda est revendiquée par les gouvernements chavistes, notamment quand le gouvernement de Nicolás Maduro revient durant l'année 2017 sur la polémique de son supposé suicide en cellule le 21 juin 1966 et propose son entrée au Panthéon National. « Especial| Fabricio Ojeda: periodista, diputado y activista político », *Globovisión*, 17 janvier 2017, URL complète en biblio.

Ceci, même si mon enquête ne semble pas relever que son récit laisse aussi entrevoir une potentielle pratique guérillera du recrutement infantile. Deuxièmement, cette marche entre Cumaná et Caracas, sorte de parcours initiatique, s'insère aussi dans l'imaginaire bolivarien du Venezuela. En effet, cette narration peut être mise en relation avec le reconnu Passage des Andes, à savoir, la traversée des Andes que le héros national Simón Bolívar a fait avec son armée en 1819 avec l'objectif de prendre par surprise l'armée royaliste à Tunja et ensuite à Bogotá, dans le territoire de l'actuelle Colombie.

Ainsi, la suite de l'histoire de la famille Pérez à La Vega, et plus précisément, celle de leur arrivée et ancrage au secteur Las Casitas prend appui sur cette solide base politique constituée par le récit de la grand-mère maternelle de Francisco, qui par ailleurs devient plus tard membre du Parti Communiste du Venezuela¹²⁷.

Yoletty : Et ces maisons, Francisco m'a dit qu'elles sont...

Alicia : Ce sont des maisons d'INAVI, qui est l'Institut National du Logement¹²⁸.

Yoletty : Et quand ont-elles été données ?

Alicia : Ouf, c'est vers l'année '76, par là. Ces logements ont été donnés, c'était comme un matelas, c'était en attendant qu'on te donne une vraie maison, parce que celles-ci c'étaient des *barracas*.

[...]

Yoletty : Et comment avez-vous fait pour l'obtenir ?

Alicia : Ben, rien, j'ai fait une persécution à la nana parce qu'ils allaient détruire toutes les maisons, et moi, j'avais nulle part où aller. Donc, je suis allée vers la nana et elle était en train de gérer la paperasse pour d'autres personnes et je me suis dit, si elle le fait pour d'autres, elle doit aussi le faire pour moi. Elle ne l'a pas fait. Alors, je l'ai suivie et je suis montée dans sa voiture et je suis allée jusqu'aux bureaux de l'INAVI avec mon garçon et enceinte, avec Francisco. Et ben, quand Francisco me voit pleurer lui aussi se met à pleurer énormément, et l'homme qui dit « mais qu'est-ce qui se passe ? Qu'est-ce qu'il y a ? Qu'est-ce qu'on a fait à cette femme ? ». Et je lui ai expliqué : « non, mais, voyez, je viens de La Vega, et ils vont détruire les *barracas*, et j'ai nulle part où aller et, comme elle a arrangé les papiers pour une autre, alors moi, on doit aussi arranger les papiers pour moi. Si vous ne m'arrangez pas les papiers, je ne pars pas d'ici parce que j'ai nulle part où aller, avec mes deux enfants, avec mon garçon et mon gros ventre ». Et Francisco pleurait, il pleurait énormément ! Et donc, « madame, écoutez, partez tranquille », et ils ont fait le papier et tout, « partez tranquille ». Et moi, je lui dis « mais moi, je vais à la *barraca*, ils devront la faire tomber sur moi ! ». Mais non, le jour d'après ils sont arrivés avec leur papier et ils m'ont dit « regardez, voilà la clé de votre maison ». Mon dieu, j'étais tellement heureuse !¹²⁹

¹²⁷ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad, op. cit.*

¹²⁸ Le quartier de Las Casitas est construit en 1980 par le Centre Simón Bolívar de planification urbaine, une des instances au cœur de la politique d'urbanisme de Caracas à côté de la Banque Ouvrière en tant qu'institution de financement des logements sociaux. Cette dernière se transforme en l'Institut National du Logement en 1975. Dans le récit d'Alicia, ces institutions s'interchangent, ce qui s'explique sûrement par l'ultérieure disparition du Centre Simón Bolívar. *Ibid.*, p. 154.

¹²⁹ Entretien avec Alicia Pérez. 11 mai 2014.

Ici, c'est Alicia elle-même qui rapporte le souvenir de son interpellation contentieuse des pouvoirs publics ayant pour objectif l'accès à un logement social construit par le Centre Simón Bolívar (et non pas par l'INAVI) tout en haut du quartier de La Vega. L'obtention de ce logement se joue en deux étapes.

Une première étape est celle qui voit Alicia s'installer dans les *barracas*, à savoir, les maisons en préfabriqué bâties afin d'y installer les futurs habitants des logements sociaux en voie de construction par Centre Simón Bolívar. Ces *barracas* offraient des conditions sanitaires très dégradées, dont le partage d'une seule cabine de toilette toutes les sept maisons¹³⁰. Alors, Alicia explique qu'à la base elle n'avait pas droit d'accéder aux *barracas* ni aux logements sociaux qui seraient construits par la suite, puisque ceux-ci étaient réservés aux familles ayant perdu leurs logements durant les pluies diluviennes de l'année précédente¹³¹. Toutefois, elle parvient à se trouver une place dans les *barracas* grâce à une connaissance, ceci dans l'espoir que sa présence dans ces logements éphémères lui permette d'intégrer les listes des bénéficiaires des maisons en dur en train d'être construites par le Centre Simón Bolívar¹³².

Ensuite, la deuxième étape est celle de l'interpellation contentieuse des pouvoirs publics. En effet, en suivant le récit d'Alicia, on comprend que sa stratégie d'installation dans les *barracas* n'a pas donné le résultat qu'elle espérait, et qu'elle n'a donc pas intégré les listes de bénéficiaires des logements sociaux du Centre Simón Bolívar. Suit alors le récit de son affrontement avec plusieurs représentants du centre différemment positionnés dans la hiérarchie interne. On peut supposer que la personne « qui arrangeait les papiers » à La Vega était une employée de base du Centre Simón Bolívar qui faisait du travail de terrain en constatant qui avait été hébergé dans les *barracas* et qui avait droit à un logement une fois les travaux de construction finis. On peut aussi émettre l'hypothèse que l'homme avec qui Alicia parle dans les bureaux du Centre Simón Bolívar, et qui se scandalise avec ses larmes et celles de l'enfant qu'elle porte dans ses bras, est quelqu'un ayant une position suffisamment haute au sein du centre pour lui assurer qu'elle obtienne gain de cause.

Enfin, on peut affirmer que ce récit a été certainement retravaillé par le temps et par le biais de sa répétition, et que sa confirmation exigerait la production d'une histoire sociale de Centre Simón Bolívar des années 1970 afin de la croiser avec les propos de la mère de Francisco. Toutefois, plus que chercher à confirmer l'exactitude du récit d'Alicia, ce dernier

¹³⁰ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad, op. cit.*, p. 535.

¹³¹ Entretien avec Alicia Pérez. 11 mai 2014.

¹³² *Ibid.*

fait sens à l'aune de l'histoire des relations entre les quartiers populaires de Caracas et les institutions publiques en charge des politiques de logement. Plus particulièrement, les propos d'Alicia font écho au boom immobilier qui se produit au Venezuela durant les années 1970 du fait des très larges profits issus du boom pétrolier de la même période. Ces booms, pétrolier et immobilier, se sont traduits par une forte pression immobilière sur les quartiers populaires urbains à laquelle le Centre Simón Bolívar participe avec sa politique d'éradication des *barrios* marginaux au profit de la construction de zones résidentielles dans les hauteurs de la ville. La menace du délogement pèse alors sur les habitants d'un total de 385,91 hectares constituées en *barrios*¹³³. Ainsi, le récit d'Alicia peut aussi être analysé en relation avec la réponse que les quartiers populaires urbains ont produit face à la menace de délogement. En effet, des mobilisations conjointes entre organisations populaires et autres acteurs mobilisés issus des *barrios* ont vu le jour, débouchant en une grève de la faim en septembre 1975 à laquelle a participé Edgar Pérez, compagnon d'Alicia et père de Francisco¹³⁴.

Ici plusieurs dynamiques sont à l'œuvre. Une première, celle de la place des femmes en tant que figures fortes de l'installation du foyer, que ce soit par l'arrivée à un *barrio* qui devient le quartier historique de la famille, ou par l'accès à un logement qui devient le foyer familial. Deuxièmement, celle du registre différencié des luttes portées par les hommes et par les femmes. Il est relativement aisé de retrouver des traces des faits portés par des hommes dans des sources écrites (archives, journaux...), que ce soit la lutte armée, dont Fabricio Ojeda est une figure centrale, ou la grève de la faim de 1975 à laquelle participe Edgar « el Gordo » Pérez. Il est moins aisé de trouver des traces des efforts d'installation durable du foyer familial par les femmes. Enfin, que ce soit par l'attachement au PCV et à la lutte armée, par la contestation des politiques du logement ou par l'interpellation des employés publics en charge de ces politiques, la famille Pérez a construit une installation au quartier de La Vega dont le caractère contentieux est central. Tout aussi central que le développement de la capacité d'interaction (contentieuse ou pas) avec les pouvoirs publics, et celle de l'entretien d'un récit d'installation durable dans le *barrio* porté en tant que récit de luttes.

5.2.1.2. La centralité de la famille Pérez au sein du secteur Las Casitas : l'organisation Caribes de Itagua en tant que point d'appui pour le travail communautaire

¹³³ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad, op. cit.*, p. 454.

¹³⁴ *Ibid.*, p. 535.

En 2014 le couple formé par Edgar « El Gordo » et Alicia n'existe plus. Alicia Cortés habite avec ses trois enfants et deux de ses petits-enfants dans les hauteurs de la terrasse B du secteur Las Casitas de La Vega. Edgar Pérez habite désormais dans le quartier de Petare, le plus grand *barrio* de Caracas qui par ailleurs rompt avec la division Ouest-Est de la ville, puisqu'il se trouve tout à l'est de la capitale. La transformation de ce couple ne semble néanmoins pas mettre en cause la centralité de la famille Pérez à Las Casitas, leurs rôles d'organisation de la communauté et d'intermédiation auprès des pouvoirs publics étant solidifiés depuis longtemps. En effet, après leur installation à Las Casitas au début des années 1970, Edgar et Alicia participent à l'organisation des luttes de leur quartier pour l'accès aux biens et services publics dont l'eau, l'électricité, la voirie et la gestion de déchets, en mobilisant le capital militant hérité de leurs sociabilités familiales et de jeunesse. Pour Alicia nous l'avons vu, ses liens avec les réseaux militants des gauches vénézuéliennes remontent à sa mère ayant passé son adolescence entre guérilleros, et devenant par la suite membre du PCV. Pour Edgar, sa socialisation au travail d'organisation dans le quartier provient de sa relation avec les réseaux de la théologie de la libération. Plus précisément, Edgar et Alicia se rencontrent durant leur adolescence par leur engagement au sein du groupe « Jeunes pour Christ » initié par le prêtre Francisco Wuytack. Ce dernier est un prêtre ouvrier belge ayant passé une décennie au Venezuela promouvant l'organisation des ouvriers des ports de la côte caribéenne et des habitants de La Vega, avant de se faire expulser du pays en 1970¹³⁵. Ainsi, depuis leur rencontre, le couple Pérez se structure autour de ce qui est appelé à l'époque le travail social ayant pour but d'organiser la vie quotidienne au sein des quartiers populaires aux infrastructures et économies précaires. Cette dynamique se poursuit jusqu'à leur installation en couple dans le secteur Las Casitas au début des années 1970, période durant laquelle le couple se fait reconnaître comme « les plus dynamiques du voisinage face aux problèmes du quartier¹³⁶ ». Cette visibilité repose sur l'initiative d'Alicia de faire alliance avec les autres mères du quartier pour gérer le problème de la violence armée et du trafic de drogues¹³⁷. Elle s'appuie aussi sur l'engagement du couple à l'organisation d'interpellations contentieuses des autorités publiques pour l'accès aux biens et services publics¹³⁸. Enfin, le couple se rend visible en assurant le travail de représentation de

¹³⁵ Voir *supra*.

¹³⁶ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, *op. cit.*, p. 536.

¹³⁷ A l'instar d'autres exemples de pacification et construction d'accords entre organisations de mères et bandes armées dans les quartiers populaires urbains du pays. Verónica ZUBILLAGA, Manuel LLORENS et John SOUTO, « Micropolitics in a Caracas Barrio: The Political Survival Strategies of Mothers in a Context of Armed Violence », *op. cit.*

¹³⁸ Voir *supra*.

leur secteur du quartier auprès d'autres organisations populaires de La Vega et d'autres *barrios* de la capitale.

En effet, la période d'installation des Pérez en tant que jeune couple à La Vega se produit dans un moment précis de l'histoire de la relation entre les classes populaires et l'État vénézuélien, durant la période de ladite pacification de la lutte armée entre 1969 et 1974. Dans ces années, nombre d'organisations armées ayant des bases arrière dans les quartiers populaires urbains se reconvertissent dans le travail social au sein de ces mêmes territoires¹³⁹. Il s'agit aussi de la période du tournant participatif des politiques publiques se donnant pour cible les classes populaires et territoires populaires au Venezuela. Enfin, les années 1980 sont une période de mise en place des premières alliances organisationnelles et revendicatives intra-*barrios* dont la rencontre entre organisations populaires de *La Vega* qui a lieu en 1986¹⁴⁰. De la participation d'Edgar Pérez à cette rencontre en représentation du secteur *Las Casitas*, émerge l'initiative de formaliser la dynamique de rencontre et d'action collective dont Alicia et lui sont les porteurs par la création de l'organisation populaire Caribes de Itagua¹⁴¹.

L'origine du nom de l'organisation est imprégnée par ce que Serge Ollivier a nommé le tournant d'associationnisme radical de La Vega, auquel s'ajoutent des revendications d'autochtonie de la part des classes populaires¹⁴². Ainsi, les membres de l'organisation se revendiquent Caraïbes, du nom de la civilisation autochtone qui donne son nom à la mer caribéenne. Itagua est à son tour le nom autochtone donné au *cerro* (le mont) face auquel le secteur *Las Casitas* a été bâti¹⁴³.

Caribes de Itagua en tant qu'organisation populaire devient le point d'appui à partir duquel le couple Pérez installe durablement sa position d'organiseurs du secteur *Las Casitas* de La Vega face à leurs voisins devenus membres de l'organisation. C'est aussi par ce biais qu'ils produisent et légitiment leur position de porte-paroles et représentants de leur *barrio* auprès des pouvoirs publics. Insérés durant les années 1990 dans des relations contentieuses avec les pouvoirs publics pour l'accès à l'eau¹⁴⁴, le couple Pérez en tant que leaders de l'organisation Caribes de Itagua se saisit aussi des dispositifs participatifs de la période. Ainsi,

¹³⁹ Voir *supra*.

¹⁴⁰ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, op. cit., p. 536.

¹⁴¹ *Ibid.*

¹⁴² *Ibid.*

¹⁴³ Daniel MATO, Alejandro MALDONADO FERMIN et Enrique REY TORRES, *Interculturalidad y comunicación intercultural: propuesta teórica y estudio de experiencias de participación social en la gestión de servicios públicos en una comunidad popular de la ciudad de Caracas*, op. cit., p. 58.

¹⁴⁴ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, op. cit., p. 537.

ils prennent la tête de l'association de voisins de leur quartier en déplaçant les militants du parti Action Démocratique¹⁴⁵.

Par cet exemple deux dynamiques centrales se distinguent dans le processus d'organisation initié par le couple Pérez autour de Caribes de Itagua. D'une part, ils entretiennent des rapports conflictuels avec les représentants partisans au sein de leur quartier. D'autre part, ils investissent de manière stratégique les politiques participatives, dont le fonctionnement est traversé par les enjeux de la politique partisane nationale¹⁴⁶.

Les rapports conflictuels avec les représentants partisans s'expliquent notamment par un engagement qui se veut autonome. Ainsi, Francisco Pérez parle de son père qui se revendique anarchiste caribéen¹⁴⁷. Cette revendication se confirme par les observations de Serge Ollivier de la famille Pérez, qui se présente en tant que famille athée, et chez qui il est aisé de trouver des livres-audio de Malatesta et Bakounine¹⁴⁸. La conflictualité est aussi le signe de formes de concurrence pour le rôle d'organisation et de représentation du secteur Las Casitas, qui se jouent aussi au sein des dispositifs participatifs. Cette dynamique se confirme ultérieurement, avec l'arrivée des gouvernements chavistes et de leur offre participative.

Mais avant d'aborder ce point, un préambule me semble nécessaire. En effet, dans le contexte de mon enquête il est habituel de voir les acteurs issus des organisations populaires, chercher à signifier qu'ils sont dans une relation critique avec le chavisme de gouvernement depuis ses origines. Pour le dire autrement, se met en place une large discussion sur l'origine de la critique contre les gouvernements chavistes et leurs dérives autoritaires, qui visent de plus en plus ces réseaux sociaux et politiques durant la deuxième moitié des années 2010. Un des exemples les plus récents (et paradoxal) de cette critique s'incarne dans la publication de l'ouvrage « Avec des gens comme ceux-ci, il est possible de recommencer » de l'ancien ministre des Communes et de la Culture, Reinaldo Iturriza¹⁴⁹. Or, dans le cas d'Edgar Pérez, il existe un témoignage de ce qui peut être lu comme sa méfiance quant à l'arrivée d'Hugo Chávez au pouvoir en 1999, ou du moins de sa relative distance par rapport à l'enthousiasme politique

¹⁴⁵ Sandra CALZADILLA, Rotsen PRICE, Amaylín RIVEROS et Cristina MATEO, « La organización comunitaria. Análisis de un proceso exitoso: Comunidad Las Casitas de La Vega », *Revista Venezolana de Análisis de Coyuntura*, 2000, n° 6, pp. 189-212, p. 201.

¹⁴⁶ Voir *supra*.

¹⁴⁷ Entretien avec Francisco Pérez, 24 juillet 2014.

¹⁴⁸ Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad*, op. cit., p. 537.

¹⁴⁹ Reinaldo ITURRIZA, *Con gente como esta es posible comenzar de nuevo*, Caracas, Ediciones Punto Impresión, 2022.

qu'elle provoquait. Ici ses mots publiés par le journal local *La Vega Dice* au début de la même année :

Je n'ai pas beaucoup d'attentes vis-à-vis de ce gouvernement, mais je considère que l'on peut en profiter pour continuer de consolider le travail d'éducation populaire que nous, les communautés, avons développé dans toute la paroisse. Le plus important est la participation active et organisée de la population pour construire son destin propre.¹⁵⁰

Sans vouloir surestimer les propos d'Edgar Pérez, ils représentent un registre rare d'une mise à distance du gouvernement Chávez durant le début de son premier mandat par un acteur central d'une organisation populaire. Ces mots sont d'autant plus intéressants qu'ils peuvent être analysés comme une stratégie consciente de la part des Pérez de mettre à distance les nouvelles concurrences partisans qui commençaient déjà à prendre de la place au début du XXI^e siècle et qui démontraient déjà un potentiel à s'imposer au travail d'intermédiation entre les pouvoirs publics et les quartiers populaires, comme cela avait été le cas par le passé¹⁵¹. Ainsi, étant eux-mêmes des intermédiaires relativement distanciés des organisations partisans, les mots d'Edgar Pérez suggèrent que le changement de gouvernement ne devait pas mettre en cause la position et la légitimité de la famille Pérez en tant qu'intermédiaires de Las Casitas auprès des pouvoirs publics. En effet, ils seraient eux seuls capables de garder l'autonomie de leur communauté, tout en construisant les liens nécessaires pour faire circuler des ressources publiques dans le quartier.

5.2.1.3. L'intermédiation auprès des pouvoirs publics des gouvernements chavistes par les Pérez : participer et gouverner la participation

Quand j'ai initié mon enquête à Las Casitas, le couple Pérez dont la visibilité est parvenue jusqu'aux textes de sciences sociales¹⁵² n'existait plus. *El Gordo Edgar* devient davantage une figure symbolique qu'un acteur central du quartier. Le travail d'organisation de la communauté et d'intermédiation auprès des pouvoirs publics des gouvernements chavistes revient notamment à Alicia :

¹⁵⁰ « Que esperan los vegueños del gobierno : « El Gordo Edgar » », *La Vega Dice*, 30 mars 1999 in Serge OLLIVIER, *Existir como comunidad, op. cit.*, p. 538.

¹⁵¹ Voir *supra*.

¹⁵² Dont les travaux de l'historien Serge Ollivier, de la sociologue Sujatha Fernandes, des chercheurs vénézuéliens comme Enrique Rey Torres, Luis Duno-Gottberg, entre autres.

Et donc maintenant que je suis retournée au, je suis retournée au Conseil Communal, et j'essaie de rassembler ce qui reste du Comité de santé, et de l'organiser à nouveau, à nouveau. Donc, nous y sommes quoi. Du coup, au sein de la communauté je pense que nous, modeste mise à part, les gens font un peu attention à nous, donc quand ils voient que nous sommes là, ils sont plus... Si tu les laisses tous seuls, alors les gens ne..., ils ont l'impression d'être abandonnés, d'être sans mère. Alors, eh bien, je n'aime pas beaucoup ça parce que l'idée est qu'ils grandissent, qu'ils agissent par eux-mêmes parce que si tu meurs, tu vois ?

Yoletty : Oui, oui, bien sûr, ou bien, une autre chose.

Alicia : Oui, plein d'autres choses. Peu importe, alors. Mais c'est une communauté très combative. C'est une communauté combative.

Yoletty : C'est ce qu'il me semble voir. On dirait qu'il y a beaucoup de mouvement.

Alicia : Oui, beaucoup. Comme je disais, il y en a qui ne sont pas... Par exemple, nous sommes le groupe Caribes de Itagua, et nous sommes le Comité de santé et le Conseil Communal. Et donc, ceux qui ne sont pas impliqués et qui ne font que regarder ce qu'on fait, si les choses deviennent vraiment difficiles, on les vire ! Toute la communauté participe et, si la cause est juste, si l'action a un but positif, alors les gens nous soutiennent¹⁵³.

Comme exprimé par Alicia, le travail d'entretien et d'organisation de la communauté de Las Casitas se produit en tant qu'extension du travail de *care* et dans une situation de relatif monopole. Ainsi, Alicia cultive une relation maternelle avec ses voisins, à qui elle souhaite apprendre à se saisir des dispositifs participatifs des gouvernements chavistes pour défendre les intérêts de leur secteur du quartier, en l'occurrence le Comité de Santé du CC. Quand les performances participatives de ses voisins ne lui semblent pas à la hauteur, Alicia se met en position de retourner dans les instances du CC et de reprendre la main sur ses activités. Bien sûr, Alicia se garde de se présenter elle-même comme omniprésente ou omnipotente dans les instances du CC. Mais elle est consciente du fait qu'elle a une capacité exceptionnelle à sortir et revenir au sein dudit Conseil selon qu'elle considère que son fonctionnement est en capacité ou pas de répondre à ce qu'elle évalue comme étant les besoins de sa communauté. En fin de comptes, elle représente à la fois l'organisation populaire Caribes de Itagua, le Comité de santé et le CC. Ceci lui confère aussi la capacité de distancier les concurrents pour la place de notabilité et pour le rôle d'intermédiaire, avec la légitimité que lui donne le soutien de sa communauté. En effet, d'autres acteurs, implicitement mentionnés dans l'entretien, qui sont perçus comme portant un regard suspect sur les activités des Pérez jusqu'au point de vouloir leur faire concurrence au sein des instances du dispositif participatif territorial, peuvent être mis à l'écart de manière collective.

Ainsi, les dispositifs participatifs des gouvernements chavistes offrent une opportunité aux Pérez de reproduire et formaliser leur position de notabilité dans le secteur Las Casitas de

¹⁵³ Entretien avec Alicia Pérez, 11 mai 2014.

La Vega. Ils se saisissent de cette opportunité grâce aux expériences acquises par le passé, à la fois d'organisation communautaire au sein de Caribes de Itagua, et participative au sein de l'association de voisins. Ils mobilisent aussi leur capacité à naviguer dans des rapports de force partisans qui en effet trouvent leur place au sein du quartier, et s'imposent vis-à-vis de la nouvelle offre participative. Il s'agit pour eux de négocier au quotidien leur capacité à construire une gestion qu'ils considèrent autonome de la communauté de Las Casitas, tout en gardant la place d'intermédiaires de l'action publique participative au sein de leur quartier.

Au début, oui, c'était l'État et la communauté ensemble, pendant que tout se mettait en place. Après ils l'ont repris. J'étais aussi la coordinatrice du centre d'alimentation, en fait, c'est que j'ai presque tout coordonné, tout ça, pour que cela se passe dans le quartier. Et j'avais, j'avais, j'ai un avantage sur les autres personnes qui travaillent dans la communauté, c'est que je connais tout le monde à La Vega, donc, et les gens ben..., donc eux avec moi, nous avons mis en place presque tous les centres d'alimentation, presque tous les modules de santé, les comités de santé, parce que bon, les gens me connaissent que j'étais en train de monter tout ça, et ils me demandaient ce que je pensais s'ils les mettaient en place dans tel ou tel endroit, dans telle ou telle maison, et les gens qui étaient là qui ils étaient, alors, eh bien, je pouvais les recommander ou ne pas les recommander parce que je savais si c'était des gens qui soutenaient le processus [révolutionnaire], ou si ce n'était pas des gens qui soutenaient le processus [révolutionnaire]¹⁵⁴.

La capacité d'Alicia à faire parvenir des biens publics au secteur *Las Casitas* n'est pas seulement issue de sa relation particulière avec ses voisins qui lui confère une place de notable, mais aussi de son aptitude à s'ériger en tant que personne de confiance pour les pouvoirs publics au moment où ceux-ci décident de la mise en place des dispositifs participatifs dans le quartier. De ce fait, d'un côté, Alicia accompagne l'installation des dispositifs participatifs d'accès à la santé et à l'alimentation, comme les Comités de santé ultérieurement intégrés aux CC et rapidement sollicités pour la mise en place des premiers cabinets de la Mission *Barrio Adentro*. De l'autre côté, elle participe, par la revendication de son capital d'autochtonie, à juger les autres candidats à l'intermédiation de l'action publique participative au sein du quartier de La Vega. Ce jugement prend appui sur l'analyse de l'adéquation politique des candidats au rôle d'intermédiaire. Ainsi, être ou ne pas être un soutien du processus révolutionnaire devient une variable de taille au moment d'adjuger la mise en place d'une antenne locale d'une mission dans un *barrio*, ou encore de décider de la place matérielle et symbolique de gestionnaire de cette antenne¹⁵⁵. En ce sens, si les Pérez tiennent un discours selon lequel ils se mettent à

¹⁵⁴ Entretien avec Alicia Pérez, 11 mai 2014.

¹⁵⁵ À mettre en relation avec les observations d'autres chercheurs sur la place de la politique partisane dans les dispositifs participatifs des gouvernements chavistes, et notamment au sein des CC. Mathieu UHEL, « La démocratie participative entre subordination et autonomisation politique. Les Conseils communaux à Maracaibo (Venezuela) », *op. cit.*

distance des enjeux de la politique partisane, on voit qu'Alicia donne des gages de son adhésion politique au projet des gouvernements chavistes afin de garder sa propre place d'intermédiaire au sein de son quartier.

Effectivement, les intermédiaires militants de l'action publique cherchent à entretenir et à vivre de leur activité d'intermédiation tout autant que ceux qui sont devenus employés des institutions publiques porteuses des politiques participatives. Or, la place qui est la leur, à savoir, celle de bénéficiaires co-constructeurs ou cogestionnaires des dispositifs participatifs rend moins évidente l'aspect économique *stricto sensu* de ces échanges. Par rapport à la famille Pérez, je ne suis jamais en situation d'accéder aux informations précises des manières dont leur position d'intermédiaire se transforme en une source de revenus pour leur foyer. D'autant plus que ces formes de rémunération vivent nécessairement des transformations au fur et à mesure que l'offre participative des gouvernements chavistes se transforme. Mes observations me permettent pour autant d'affirmer que le foyer des Pérez montrait durant les années 2014 et 2015 les signes d'une relative aisance économique en comparaison à d'autres du quartier. Des signes dont les murs du salon au rez-de-chaussée fraîchement peints, un mobilier dont une table à manger et des fauteuils en bon état, des équipements informatiques pas nécessairement très récents mais fonctionnels, entre autres. Ces acquis sont à analyser en contraste avec des manquements structurels de leur maison. Parmi ceux-ci, j'observe une très sommaire salle de bain partagée entre les sept membres de la famille habitant sur place et des pannes régulières des services d'eau, de l'électricité et du gaz bien plus accrues que celles que je pouvais observer dans le quartier du centre-ville où je séjournais. À cela s'ajoute l'impossibilité de compléter leur projet d'élargissement de la maison sur le deuxième et le troisième étage. Il s'agit en effet d'un projet structurel pour la famille Pérez qui s'inscrit dans une dynamique répandue dans les quartiers populaires urbains où l'installation des foyers familiaux des deuxième générations s'accomplit par l'élargissement en auto-construction de la maison des parents. Or, la maison des Pérez compte un deuxième étage en état d'usage mais dont les murs sont « crus » (blocs d'argile sans couche protectrice ou peinture), et le troisième étage où Francisco songe pouvoir installer son propre foyer est pratiquement inexistant, mis à part quelques poteaux prolongeant les murs porteurs de la maison à la verticale.

Alors, entre la quête de la circulation de ressources publics pour le bénéfice de la communauté et celle de la transformation du travail d'organisation communautaire et d'intermédiation de l'action publique participative en source de revenus familiaux, les efforts des Pérez et en l'occurrence d'Alicia, trouvent un certain succès.

Alicia : Ils nous ont proposé, après avoir accepté les médecins, ces trois espaces, si nous voulions avoir un *Infocentro*, ou plutôt, un espace où tout ça fonctionnerait. Donc, ils nous ont proposé de faire le *Mercal* qui est là-bas, et je ne sais pas si vous l'avez vu, et aussi le module de santé et l'*Infocentro*.

Yoletty : Et qui l'a proposé ?

Alicia : Les gens... L'État, à travers nous, eh bien, à travers nous. Ils nous le proposent.

Yoletty : Mais y a-t-il un fonctionnaire spécifique qui vous connaît ou... ?

Alicia : Ils nous connaissent, ils nous connaissaient, et comme ils nous connaissaient, ben, ils nous ont fait la proposition. Oui, un fonctionnaire de l'État vient et nous cherche et nous fait une proposition en tant que communauté organisée, parce qu'ils savent que ça fait des années que nous nous battons, donc ils sont allés là-bas et nous ont fait cette proposition à laquelle j'ai répondu que la communauté devait être consultée. Et les gens, comme j'étais très occupée, très, très occupée, je devais je crois que travailler et ce genre de choses, ils étaient toujours, je suis arrivée, je me souviens qu'il était minuit et les gens m'attendaient, ils m'attendaient à cette heure-là ! J'ai tenu l'assemblée là-bas avec les gens, je leur ai expliqué quel était l'espace que nous voulions, c'est-à-dire celui-là, parce que c'est un hélicoptère, donc j'ai expliqué aux gens « regardez, la proposition qu'ils nous ont faite est de construire un *Mercal*, un *Infocentro* et un Module de Santé, mais comme c'est vous, [c'est] si vous voulez ou pas ». Et ils ont dit « oui, si cela peut nous être bénéfique », et donc ils ont accepté de construire le Module de santé là-bas, et jusqu'à présent nous avons le *Mercal*, le Module de santé, l'*Infocentro*, tout ça.¹⁵⁶

Grâce aux observations du sociologue Enrique Rey Torres il m'est possible de dater la proposition dont Alicia me fait part dans son récit. Ainsi, l'année 2002 le secteur Las Casitas de La Vega se voit proposer par les pouvoirs publics l'installation à la fois d'un centre d'accès à internet *Infocentro*, d'un cabinet de santé de la mission *Barrio Adentro* et d'un supermarché subventionné de la Mission *Mercal*¹⁵⁷. Cette proposition est analysée par Alicia en tant que bénéficiaire et intermédiaire comme la récompense méritée par sa communauté en tant que « communauté organisée », ou « combative ». Ceci rappelle la question du mérite militant ou révolutionnaire en tant que variable d'évaluation des actions individuelles et collectives, et en tant que composante structurelle de ce que j'ai pu appeler auparavant l'économie morale de la révolution. Ici, l'aspect matériel à proprement parler de cette économie est l'installation de trois dispositifs sectoriels pour le bénéfice de ceux qui habitent Las Casitas. Si l'installation de ces services fait partie de la politique chaviste du moment, la conjonction de l'implantation des trois types de dispositifs est quant à elle hors du commun.

Toutefois, ces bénéfices doivent être compris dans une temporalité propre aux évolutions de l'offre participative des gouvernements chavistes, et mis en perspective avec l'installation durable d'une crise économique au Venezuela à partir de 2014. Ainsi, au moment de mon

¹⁵⁶ Entretien avec Alicia Pérez, 11 mai 2014.

¹⁵⁷ Daniel MATO, Alejandro MALDONADO FERMIN et Enrique REY TORRES, *Interculturalidad y comunicación intercultural: propuesta teórica y estudio de experiencias de participación social en la gestión de servicios públicos en una comunidad popular de la ciudad de Caracas*, op. cit., p. 132.

enquête je participe à des réunions infructueuses entre des représentants de l'Institut national d'éducation et de formation socialiste (INCES) et les membres de Caribes de Itagua afin de remettre l'*Infocentro* en état de fonctionnement¹⁵⁸. En sachant que le centre d'accès à l'informatique avait déjà vécu un premier plan de sauvetage en 2007¹⁵⁹ après une mise en fonctionnement en 2005¹⁶⁰. J'ai aussi eu des conversations informelles avec Alicia, Francisco et sa sœur Ayarí qui critiquent l'approvisionnement du *Mercal*, ayant été fermé quelques années auparavant à cause de ce qu'ils me décrivent comme des mésententes entre les employés du supermarché et la famille Pérez. Cette fermeture arrive dans un contexte plus large où les supermarchés *Mercal* font l'objet de critiques au niveau national quant au manque d'approvisionnement et aux problèmes de qualité des produits qui y sont vendus¹⁶¹.

Ainsi, la question de ce que la circulation de biens publics produit concrètement en termes d'amélioration de la vie des habitants des quartiers populaires doit être analysée en prenant en compte le contexte de leur circulation, la nature des biens, la fréquence avec laquelle ils circulent, ou encore la stabilité et la durabilité de leur circulation. La même question se pose, non sans beaucoup de controverses, sur ce que les intermédiaires tels que la famille Pérez tirent comme bénéfice de leur activité d'intermédiation, et de la légitimité de l'obtention desdits bénéfices.

Sans chercher ici à répondre à ces questions, je relève deux constantes qui me permettent de composer la suite de mes interrogations. Premièrement, la famille Pérez se présente en tant qu'intermédiaire auprès des pouvoirs publics des habitants du secteur Las Casitas de La Vega, conçus comme une unité ou une *communauté*, structurée autour de l'organisation populaire que les Pérez ont fondée, à savoir, Caribes de Itagua. Deuxièmement, les Pérez sont reconnus par les pouvoirs publics en tant que représentants de la communauté de Las Casitas en raison de leur leadership de l'organisation Caribes de Itagua. De ce fait, les agents publics considèrent utile et légitime de se rapprocher d'eux au moment de mettre en place des dispositifs participatifs territoriaux et sectoriels dans le quartier de La Vega. Alors, la question se pose de

¹⁵⁸ Notes de terrain, 23 mai 2014.

¹⁵⁹ Daniel MATO, Alejandro MALDONADO FERMIN et Enrique REY TORRES, *Interculturalidad y comunicación intercultural: propuesta teórica y estudio de experiencias de participación social en la gestión de servicios públicos en una comunidad popular de la ciudad de Caracas*, op. cit., p. 162.

¹⁶⁰ *Ibid.*, p. 142.

¹⁶¹ Faire référence aux notes de terrain et à l'entretien avec Alicia sur les problèmes du *Mercal*. Et aux articles de presse de l'époque critiquant *Mercal*.

comment se construit et reproduit la reconnaissance du mérite révolutionnaire des Pérez et du caractère « combatif » de la communauté de *Las Casitas* par les pouvoirs publics.

5.2.2. La fête de la Saint Jean : l'action culturelle en tant que point d'appui pour l'intermédiation entre le *barrio* et les pouvoirs publics

La communauté de Las Casitas du quartier de La Vega se structure autour de l'activité sociale et culturelle de l'organisation Caribes de Itagua. Les membres de la famille Pérez, sont reconnus dans le quartier et à l'extérieur en tant que représentants légitimes de la communauté. Plus particulièrement, Francisco Pérez assure la représentation de la communauté à l'extérieur du quartier, à partir d'une position critique du travail communautaire de ses parents. Il s'insère ainsi dans les réseaux des gauches urbaines *caraqueñas*, et joue son rôle d'intermédiaire militant permettant de faire descendre le budget pour la mise en place des activités culturelles de Caribes de Itagua.

5.2.2.1. Francisco Pérez en tant qu'héritier de Caribes de Itagua : faire exister la communauté dans le barrio et au-delà.

Francisco Pérez, nous l'avons vu, est le fils aîné d'Edgar et d'Alicia, tous les deux fondateurs de l'organisation Caribes de Itagua. Au-début des années 2010 Francisco est au début de sa quarantaine, est père d'un jeune adolescent qui habite avec sa mère et avec qu'il garde un certain contact, et surtout, il est l'héritier de la position de représentation de la communauté de Las Casitas et de l'organisation que ses parents ont initié. Ceci obéit à plusieurs dynamiques. Premièrement, le départ d'Edgar Pérez du foyer familial et du quartier laisse une place à prendre quant à l'activité de représentation de Caribes de Itagua et de la communauté de Las Casitas au-delà des frontières du *barrio*. Non pas qu'Edgar Pérez aurait été complètement déplacé en tant que figure symbolique, mais sa non-présence au quotidien dans le quartier ainsi que ses problèmes de santé récurrents rendent nécessaire une forme de succession de son rôle. Ensuite, la division genrée des tâches d'organisation et de représentation de l'organisation Caribes de Itagua et de la communauté de Las Casitas a pour conséquence de maintenir Alicia Pérez, avec le soutien de sa fille Ayarí, à la tête des activités locales. Ce qui à nouveau laisse Francisco en position de prendre en charge les activités de représentation qui se produisent en dehors du quartier. Enfin, la fratrie Pérez se composant de deux hommes et une femme, les hommes étant l'aîné et le benjamin respectivement, il revient à l'aîné de prendre la place familiale et communale du père. D'autant plus que le benjamin des Pérez est très éloigné

des activités collectives organisées par ses parents et ses frères, posant au cœur même de la famille Pérez la question du non-engagement.

Francisco prend à cœur le rôle de relais de sa famille. Il le fait aussi dans une conjoncture spécifique, celle de la promotion des politiques participatives des gouvernements chavistes au sein de laquelle les activités d'intermédiation entre les pouvoirs publics et les quartiers populaires revêtent des enjeux de taille pour ces quartiers. En effet, tel que nous l'avons vu à propos des activités d'intermédiation d'Alicia Pérez, la visibilité et la légitimation en tant qu'intermédiaires dans les quartiers peuvent conduire potentiellement à des avantages importants en termes d'accès aux biens et services publics. Dans ce contexte, Francisco prend le relais du rôle de représentation auparavant joué par son père, tout en étant particulièrement critique des manières de faire de son aîné.

Je suis genre la troisième génération, et je crois que peu à peu on a eu du mal à voir la construction du militantisme parce que, premièrement, nous sommes un groupe impulsé ou formé, dirigé par un *compa* anarchiste qui, merde, il a du mal genre à définir et établir des structures de formation collective et tout le tralala. Ou en fait, il le propose, mais il le propose depuis une logique bien plus personnelle, plus du militantisme presque comme les évangéliques, d'aller prendre le café chez le voisin, d'aller de porte en porte, ce qui est important pour le travail social mais qui ne nous permet pas de réunir ces efforts dans un espace pour construire de la force politique¹⁶².

Pour Francisco, les méthodes d'organisation de la communauté de Las Casitas par le biais de l'organisation Caribes de Itagua mises en place par ses parents, et notamment par son père, manquent d'efficacité politique. Ici, l'efficacité politique se réfère à la capacité à avoir une force de frappe, du fait de la construction d'un collectif soudé autour des frontières militantes claires qui permettraient des formes de mobilisation politique d'envergure. En effet, aux yeux de Francisco ce sont même les frontières de l'organisation Caribes de Itagua qui n'ont pas été suffisamment soignées.

Énormément de monde a participé, énormément de monde ! Tellement que parfois tu ne sais pas, parfois il y a un peu d'immaturation du fait de ne pas préciser, d'immaturation organique, du fait de ne pas mieux préciser qui est et qui n'est pas, parce que parfois tu cherches Caribes de Itagua et tout le *barrio* est Caribes de Itagua. Genre, tu poses la question aux gens, et les gens te disent « je suis Caribes de Itagua »¹⁶³.

Plus que faire partie de l'organisation Caribes de Itagua, il s'agit d'être, de revendiquer l'identité de Caribes de Itagua, et dans ce sens, de savoir qui peut légitimement s'en réclamer

¹⁶² Entretien avec Francisco, 24 juillet 2014.

¹⁶³ *Ibid.*

et qui ne peut pas le faire. En effet, l'enjeu est de taille car protéger les frontières de leur organisation populaire est la manière pour les Pérez de garder leur position de notabilité au sein de leur quartier, et de maintenir leur visibilité en dehors du quartier et vis-à-vis des réseaux militants des gauches *caraqueñas*. Gauches dont surgissent, nous l'avons vu au quatrième chapitre, les intermédiaires militants de l'action publique employés par les institutions promotrices des politiques participatives des gouvernements chavistes.

De manière dynamique, la position dominante au sein d'un quartier populaire se nourrit de la visibilité que cette position donne aux dominants en dehors de leur quartier. Ainsi, pour Francisco Pérez ce sont les efforts pour faire exister l'organisation Caribes de Itagua en dehors de La Vega qui ont permis à sa famille de gagner des nouvelles ressources et compétences pour le militantisme à échelle local et quotidienne, tout en acquérant la capacité de dépasser ces enjeux.

... pour [la formation politique] nous avons eu à un moment donné des processus plus planifiés avec la participation et le soutien de *compañeros* de l'extérieur, liés à l'université, ou liés au projet *Nuestramérica*... À partir de là, nous avons eu ces processus, avec les contributions de ces *compañeros* qui sont extérieurs à la communauté. En effet, je crois que quelque chose de fondamental de notre travail dans la communauté ce sont les visites et les rencontres constantes avec d'autres sujets, et que nous ne nous sommes pas limités à rester assis dans le quartier en faisant que les petites choses de jouer aux percussions, les petites choses de je ne sais quoi, mais que nous sommes en mouvement. Et cela nous a également permis d'ouvrir des portes dans d'autres espaces où nous sommes arrivés, et d'articuler¹⁶⁴.

Si Francisco se réfère avec une certaine ironie aux activités culturelles de Caribes de Itagua, auxquelles il participe pleinement par ailleurs comme nous le verrons par la suite, c'est qu'il est nécessaire pour lui de rendre intelligible sa place de représentant de son organisation à l'extérieur du quartier tout en rendant compte de la manière dont cette position produit des retombées concrètes pour la communauté à laquelle il appartient. En effet, le jour de cet entretien Francisco est à la veille de son départ au Mexique pour un voyage dans le cadre de l'ALBA Movimientos, la branche *mouvementiste* de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA). Alors, si l'on suit son récit il serait possible d'observer comment les alliances avec les autres acteurs, ou *sujets*¹⁶⁵, des gauches vénézuéliennes et latinoaméricaines auraient permis d'initier des processus de formation politique pour les Caribes de Itagua mieux planifiés et structurés à ses yeux que ceux ayant été portés par ses aînés. Ces processus permettent aussi d'établir des alliances durables avec d'autres organisations en dehors du

¹⁶⁴ Entretien avec Francisco, 24 juillet 2014.

¹⁶⁵ Voir *supra*.

quartier, par lesquelles s'entretient la visibilité des Pérez et la légitimité de leur position en tant que représentants du secteur Las Casitas de La Vega.

Ces articulations vont plus loin que des simples alliances ponctuelles ou conjoncturelles. Elles se produisent aussi par des formes d'engagement diversifiées qui permettent de garder un lien avec les enjeux propres au quartier tout en nourrissant un militantisme à portée nationale et internationale en dehors du quartier. Ainsi, lors de notre rencontre Francisco Pérez fait non seulement partie de l'organisation Caribes de Itagua, mais il est aussi un membre reconnu de l'Association Nationale des Médias Communautaires, Libres et Alternatifs (ANCMLA)¹⁶⁶.

L'intégration de Francisco chez ANMCLA vient de sa participation à la station *Radio Activa 92.5 FM*. La station de radio est née à Las Casitas dans 1990 en tant que radio clandestine, mais sa place au sein du quartier et au-delà se voit renouvelée quand en janvier 2002 est adoptée le nouveau « Règlement de radiodiffusion sonore et de télévision ouverte communautaire de service public et à but non lucratif ». Dans ce contexte, les radios communautaires obtiennent le soutien financier de l'État vénézuélien à travers les ministères du Pouvoir populaire des Télécommunication et de l'Informatique (MPPTI) et de Communication et Information (MINCI)¹⁶⁷. Plus particulièrement, Sujatha Fernandes note la réception d'un financement d'un peu plus de quatre mille dollars pour la *Radio Activa La Vega* de la part du Conseil National pour la Culture (CONAC) « pour acheter du nouveau matériel mais ils ont utilisé l'argent pour acheter du matériel d'occasion et avec les fonds restants, ils ont acheté quatre antennes qu'ils ont données à d'autres stations »¹⁶⁸. Ainsi, dans un contexte de promotion par les pouvoirs publics, *Radio Activa La Vega* devient une radio reconnue au sein du réseau des médias communautaires qui se développe durant ces débuts des gouvernements chavistes, et devient un des membres fondateurs d'ANMCLA¹⁶⁹. De ce fait, il y a un lien structurel entre les organisations ANCMLA et Caribes de Itagua, étant donné que Radio Activa La Vega fonctionne par le travail bénévole des membres de la deuxième, dont Francisco Pérez¹⁷⁰.

¹⁶⁶ De même, ANMCLA et son rôle au sein des réseaux des gauches vénézuéliennes sera plus développé dans le chapitre suivant.

¹⁶⁷ Sujatha FERNANDES, *Who can stop the drums?*, op. cit., p. 166.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 189.

¹⁶⁹ Daniel MATO, Alejandro MALDONADO FERMIN et Enrique REY TORRES, *Interculturalidad y comunicación intercultural: propuesta teórica y estudio de experiencias de participación social en la gestión de servicios públicos en una comunidad popular de la ciudad de Caracas*, op. cit., p. 62.

¹⁷⁰ Jennifer MOLINA, « (Foto) Contra todo pronóstico salió al aire Radio Activa 92.5 FM de La Vega, nueva emisora comunitaria en Caracas », *Aporrea*, 12 novembre 2003, URL complète en biblio.

Les appartenances organisationnelles plurielles de Francisco en tant que membre de l'organisation culturelle Caribes de Itagua, bénévole de Radio Activa La Vega, et fondateur d'ANMCLA, lui donnent une grande visibilité au sein des réseaux des gauches vénézuéliennes et internationales arpentant les rues de Caracas durant les années 2010¹⁷¹. En effet, de nos multiples rencontres je peux attester des sollicitations qui lui parviennent à la fois pour accueillir des militants étrangers en séjour de tourisme politique à Caracas¹⁷², pour gérer le son d'un documentaire sur les racines afro-caribéennes des percussions vénézuéliennes¹⁷³, pour faire le registre son et photo des diverses formes de manifestations culturelles et politiques au centre-ville de Caracas, entre autres¹⁷⁴. En conséquence, Francisco vit à l'époque de mon enquête une vie qui se construit notamment à l'Ouest de Caracas entre la ville régulière et la ville des *barrios*, circulant entre les espaces de travail et de divertissement propres aux réseaux des gauches urbaines dont il fait pleinement partie et d'où émergent ces nombreuses sollicitations. Ce fait ne nie pas pourtant ses origines populaires ni les différences en termes de classe qui se dévoilaient, entre autres, par l'appartenance territoriale et sociale au *barrio*. L'appartenance au *barrio* conditionne, en effet, les mobilités en cette période d'installation de la crise économique vénézuélienne, qui rend de plus en plus onéreuses les circulations dedans-dehors le *barrio* et les sociabilités en dehors des quartiers populaires.

Dans ce contexte, Francisco profite tout de même de sa place au sein des réseaux des gauches vénézuéliennes, tout en produisant des formes de circulation de biens publics pour son quartier. En particulier quand il s'agit d'entretenir les activités de l'organisation Caribes de Itagua, dont notamment la fête de la Croix de mai et de la Saint Jean.

5.2.2.2. *La reproduction de la communauté populaire et noire par la fête de la Saint Jean*

En tant qu'organisation populaire à caractère socio-culturel, Caribes de Itagua se donne l'objectif de revendiquer et promouvoir la culture afro-vénézuélienne. Cette promotion se construit au concret et au quotidien par le biais des fêtes de quartier, des cours de danse, de chant, de percussion, et de peinture murale. En effet, c'est par l'action socio-culturelle qu'Edgar et Alicia se proposent depuis l'origine de Caribes de Itagua d'entretenir les liens entre les

¹⁷¹ Sans compter les réseaux de recherche en sciences sociales. Pour les réseaux français, ce n'est pas anodin qu'il ait été interviewé par Marie-Laure Geoffrey en début des années 2000, qu'il soit devenu le « frère » de Serge Ollivier durant ses séjours de recherche au Venezuela pour sa thèse soutenue en 2017, pour ensuite devenir un de mes principaux enquêtés à partir de 2014.

¹⁷² Notes de terrain. 18 juillet 2015.

¹⁷³ Notes de terrain. 02 juillet 2014.

¹⁷⁴ Notes de terrain. 20 octobre 2015.

voisins, membres de ce qu'ils conçoivent comme la communauté de Las Casitas. C'est aussi par cette offre culturelle très localisée qu'ils entendent produire le suivi collectif de la jeunesse¹⁷⁵. Au sein des quartiers populaires les populations jeunes subissent historiquement des risques particuliers. Tout d'abord, la jeunesse est suspectée d'un comportement politique déviant, du fait de sa participation à la lutte armée des années 1960, et au mouvement étudiant des années 1970 et 1980¹⁷⁶. Durant les années 1980, les populations jeunes sont la cible, en tant que consommatrice et actrice, des nouvelles économies illicites de la drogue qui touchent de plein fouet les quartiers populaires urbains. En ce sens, les jeunes des *barrios* deviennent une population suspecte pour les forces de l'ordre, et sont la cible de traitements irréguliers, voire pleinement criminels, que ce soit à la fin du XX^e siècle dans le cadre du service militaire obligatoire¹⁷⁷, ou durant le début du XXI^e siècle par le biais des politiques de lutte contre la criminalité¹⁷⁸. En ce sens, les activités des organisations populaires ou culturelles, comme celles de Caribes de Itagua, sont le fruit d'une longue histoire de gestion collective des risques subis par la jeunesse dans les quartiers populaires, tout autant qu'elles sont des points d'appui pour les activités d'organisation communautaire et d'intermédiation auprès des pouvoirs publics.

Francisco en tant qu'héritier de la position de représentant de Caribes de Itagua, hérite aussi du rôle de *cultor* de son père, c'est-à-dire, de celui qui porte la culture. En effet, la position de représentation se construit de manière dynamique entre le dedans et le dehors du quartier, l'activité culturelle étant un moyen de garder sa place et sa légitimité au sein de la communauté dont l'on s'érige en représentant. Dans le cas particulier des activités culturelles de Caribes d'Itagua, elles se produisent au sein d'une division de tâches tout aussi genrée que celles d'intermédiation locale et de représentation délocalisée de Las Casitas auprès des pouvoirs publics. Ainsi, Francisco apprend notamment aux jeunes garçons les *tambores*, les percussions dont les rythmes accompagnent les danses lors des festivités populaires. De leur côté, Alicia et Ayarí ont la charge d'apprendre aux jeunes filles les danses et les chants qui accompagnent les percussions. Alicia propose à son tour des cours de couture qui permettent de préparer les costumes et les fanions que portent les festivaliers lors des fêtes. Enfin, dans une activité relativement moins genrée, Francisco forme garçons et filles ensemble à la production des peintures murales, forme d'expression artistique revêtue de significations politiques par sa

¹⁷⁵ Entretien avec Alicia. 11 mai 2014.

¹⁷⁶ Voir *supra*.

¹⁷⁷ Entretien avec Alvaro. 11 août 2014. Il s'agit de recrutements forcés des jeunes effectués par « *la Recluta* ».

¹⁷⁸ Yoletty BRACHO, « L'expérience de la violence armée dans les barrios de Caracas : entre gangs, opérations militarisées et gestion du conflit au quotidien. Entretien avec Verónica Zubillaga », *op. cit.*

capacité à investir l'espace du quartier, l'embellir, voire y faire apparaître des messages politiques.



Figure 26 : Au centre de la photo, on voit Francisco accompagné des jeunes avec qu'il prépare un patchwork pour une peinture murale inspirée de la campagne « Cada latido cuenta ». Crédit photo : Francisco Pérez, décembre 2015.



Figure 27 : Le patchwork préparé la veille est installé sur un mur du secteur Las Casitas de La Vega, à proximité d'une ancienne peinture murale représentant la signature d'Hugo Chávez et le logo du PSUV. Crédit photo : Francisco Pérez, décembre 2015.

Les activités culturelles et d'encadrement de la jeunesse se construisent en investissant et revendiquant l'identité de « *negro* » ou noir. Ainsi, si le nom de l'organisation Caribes d'Itagua renvoie notamment aux origines autochtones des populations vénézuéliennes, ses pratiques culturelles s'orientent vers ses origines noires et anciennement esclaves. Ceci est à mettre en lien avec les origines revendiquées de la famille Pérez. D'une part, Alicia se réclame d'origines autochtones et d'autre part Edgar revendique des origines noires. Ces revendications raciales se structurent autour de la non-appartenance à la blancheur et au métissage. Elles revêtent une nature controversée dans un Venezuela où le mythe national s'est historiquement construit autour du concept de métissage, ce qui rendrait théoriquement impossible le racisme au sein d'une société dont tous les membres seraient également métis. Ainsi, les organisations populaires comme Caribes de Itagua cherchent au contraire à problématiser cette mythologie à partir des expériences propres de discrimination et de correction raciale communes aux membres des classes populaires, dont la jeunesse populaire fait particulièrement l'expérience en termes de répression policière¹⁷⁹.

Ainsi, dans ce contexte, l'identité noire est intrinsèquement reliée à l'appartenance aux classes populaires et à l'attachement territorial au *barrio*. Francisco l'explique ainsi :

Maintenant, on a tendance à théoriser sur les identités. Mais il y a une idée avec laquelle nous travaillons qui est, en fait, que je sois noir ça ne veut pas dire... En fait, je suis noir à l'intérieur d'une classe sociale. Et ma différence de couleur n'est pas au-dessus de ma lutte de classe.¹⁸⁰

Cet ensemble de revendications doit aussi être inséré dans un contexte de gouvernements chavistes où la figure d'Hugo Chávez s'érige comme celle d'un homme non-blanc et d'origines populaires dont l'élection présidentielle aurait signifié une revanche politique et sociale face aux classes dominantes revendiquant à leur tour leurs origines européennes comme source de distinction vis-à-vis d'autres populations vénézuéliennes. Les gouvernements chavistes ont été à l'origine de restitutions historiques de figures autochtones et noires ayant participé aux luttes indépendantistes, de révision de certaines statues et noms de rues et avenues au profit de ces nouvelles références historiques, et encore de politiques qui proposaient une plus grande intégration des populations autochtones à la vie politique et économique du pays. Ces actions symboliques et matérielles sont inscrites dans d'importantes controverses entre ceux qui y

¹⁷⁹ Elvira BLANCO SANTINI et Alejandro QURYAT, « Racisme et violence d'État au Venezuela - Entretien avec Keymer Ávila », *lundimatin*, octobre 2020, URL complète en biblio.

¹⁸⁰ Entretien avec Francisco, 24 juillet 2014.

voient des formes de réparations historiques vis-à-vis des populations subalternes vénézuéliennes, et ceux qui y trouvent des formes d'instrumentalisation de ces revendications à des gains politiques.

Les fondateurs de l'organisation Caribes de Itagua négocient dans ce contexte politique et racial effervescent en s'appuyant sur les activités qu'ils mettent en œuvre à échelle du *barrio* comme un outil de visibilité et de légitimation de leur organisation. Ils prennent appui sur cette dynamique pour la mise en place d'alliances avec des acteurs, institutions ou organisations populaires, externes au quartier. Une des activités phares de cette stratégie particulière est celle de la célébration de la Veillée de la Croix de mai suivie de la fête de la Saint Jean.

Ces fêtes populaires participent, d'une part, à l'entretien de la communauté à travers la participation collective des voisins membres de Caribes de Itagua à leur organisation et mise en place. D'autre part, elles participent à la construction d'une identité politique, de classe, et territoriale, par la reproduction d'une fête noire-populaire. Enfin, elle est l'occasion pour la famille Pérez d'entretenir leur position d'intermédiaires face aux pouvoirs publics capables de contribuer financièrement à la mise en place des festivités. Car organiser la veillée de la Croix de mai et la fête de la Saint Jean n'est pas une mince affaire. *A minima*, il s'agit d'organiser une soirée, traditionnellement le 23 juin même si la date peut changer, structurée en deux temps. De 18 heures à minuit, se tient la Veillée de la Croix de mai où on prie la croix pour sa protection et pour de bonnes récoltes. Lors de la veillée, des croix en bois sont décorées avec des fleurs en papier et sont exposées sur une table qui fait office d'autel, entourée de fruits représentant la bonne récolte. De 18 heures à minuit, les percussions accompagnent des chants traditionnels et des prières, tout en sachant que durant cette période il n'est pas permis de danser en signe de respect à la croix. C'est à cette occasion que les enfants les plus jeunes et qui commencent leur apprentissage des percussions aux côtés de Francisco jouent les *tambores*, puisque les rythmes à jouer sont considérés comme étant les moins difficiles à suivre.



Figure 28 : La croix de mai au centre décorée avec des fleurs de papier et entourée de fruits représentant la récolte. Veillée de la croix de mai à Las Casitas, 31 mai 2014.



Figure 29 : Chants à la croix de mai. Les garçons plus jeunes jouent les percussions, tandis que deux hommes jouent les maracas et le cuatro (guitare traditionnelle à quatre cordes) pour accompagner les chants. Veillée de la croix de mai à Las Casitas, 31 mai 2014.

À partir de minuit, Saint Jean *arrive*, indiquant le début de la partie festive de la soirée. Une grande statue de Saint Jean est portée en procession depuis la maison des Pérez jusqu'à la place où se trouvent les festivaliers. La place est alors entourée de danseurs, de fanions de couleurs et de drapeaux vénézuéliens. Les chants deviennent plus rythmés, les percussions commencent à être jouées par Francisco lui-même et les garçons les plus âgés. Démarrent alors les danses collectives et en couple qui durent jusqu'à ce que les percussionnistes soient à bout de forces. Cette activité permet à la communauté de Las Casitas de se retrouver grâce aux danses et aux chants, mais aussi grâce au partage d'un grand repas collectif et de boissons alcoolisées qui passent discrètement d'une main à une autre.



Figure 30 : Saint Jean arrive, porté sur la tête d'un de festivaliers (au fond et au centre de la photo). Son arrivée est accompagnée par les fanions de couleurs agitées par des jeunes danseuses. On aperçoit aussi le drapeau vénézuélien (en haut à gauche de la photo). Fête de la Saint Jean, 01 juin 2014.



Figure 31 : Sur la photo, floue du fait du mouvement provoquée par les danses collectives, on aperçoit Francisco (avec le t-shirt sans manches bleu) en jouant les percussions. Fête de la Saint Jean, 01 juin 2014.

Les dimensions spirituelles et communautaires de la fête apparaissent par sa thématique. Sa dimension politique se révèle dans l'analyse de ses conditions matérielles de réalisation. En effet, c'est à cet égard qu'il est possible d'observer le rôle d'intermédiation qui est celui des membres de la famille Pérez, et notamment celui de Francisco. S'agissant d'une activité festive qui peut accueillir de cinquante à cent personnes, lors d'une année faible, elle exige la mobilisation d'importants moyens humains et financiers. En termes de force de travail, c'est l'activité régulière de Caribes de Itagua à travers les cours réalisés durant l'année qui permet d'avoir des danseurs, chanteurs, percussionnistes, entre autres. De la même manière, les membres de la communauté de Las Casitas en lien avec la famille Pérez, dont ceux qui intègrent Caribes de Itagua mais aussi les parents des jeunes formés aux percussions et aux danses et les voisins de longue date, participent à la mise en place de la fête en décorant l'autel, en accompagnant les chants et danses, et en faisant la cuisine pour les festivaliers par la donation des moyens à leur disposition, dont leurs cuisines, leurs outils de cuisine, ou encore leurs ingrédients. Enfin, des membres d'autres communautés issues d'autres quartiers populaires de Caracas ou encore issus des zones côtières proches de la ville et porteurs de ces traditions noires sont invités pour renforcer les rangs.

Mais si la contribution de la communauté de Las Casitas est essentielle à la fête de la Croix de mai de la Saint Jean, elle n'est pas suffisante. Et ceci est d'autant plus criant au moment de mon enquête car la situation économique vénézuélienne est de plus en plus critique, et il devient très difficile et coûteux de trouver les moyens nécessaires pour faire des costumes, payer les déplacements des invités d'autres communautés, et préparer le repas commun. Dans ce contexte, il est alors impératif de trouver les moyens économiques nécessaires à la réalisation de la fête en faisant appel à des solidarités en dehors de l'échelle micro-locale du quartier. En conséquence, Francisco cherche des ressources en dehors du quartier, notamment auprès des réseaux d'intermédiaires militants de l'action publique travaillant pour les institutions publiques des gouvernements chavistes. C'est ce que l'on appelle sur le terrain « faire descendre le budget ».

5.2.2.3. *Reconnaître et se faire reconnaître par les compañeros au sein des institutions publiques pour « faire descendre le budget »*

Bajar el presupuesto ou « faire descendre le budget » est une pratique courante. Il s'agit de faire appel aux réseaux d'intermédiaires d'action publique en dehors du quartier afin d'y faire parvenir les ressources nécessaires à la mise en place des activités des organisations populaires. Dans les mots d'Alicia :

Alicia : Et qu'elles m'aident parce que moi, si je me mets à faire ces quinze robes, alors que nous trouvons toujours très tard les ressources pour les faire, c'est-à-dire quinze jours avant, ou quelques dix jours avant, c'est qu'on trouve le fric, que quelqu'un nous le donne, ou que quelqu'un nous, peu importe, les tissus, peu importe, donc, c'est moi qui cours ensuite faire ça toute seule.

Yoletty : Et c'est qui qui vous donne ces ressources ?

Alicia : Ben, des amis, des amis qui travaillent dans les institutions, ce sont eux qui nous aident ainsi, pour, différentes personnes qui nous aident, par exemple avec les transports, avec... parce que viennent des gens de divers coins du Venezuela pour la fête, et du coup à ceux-là il faut leur payer le transport, il faut leur donner de la nourriture pendant les trois jours, et donc, nous avons cette aide des *compañeros*, parce que ce sont des amis et ils nous aident¹⁸¹.

Les amis, *les compañeros*, ce sont les acteurs auprès de qui on se fait reconnaître en dehors du quartier en tant qu'intermédiaire légitime de sa communauté du fait du travail d'organisation de sa communauté à l'échelle du *barrio*, et de sa représentation en dehors du *barrio*. Ces personnes ressources se trouvent normalement dans les rangs des intermédiaires de l'action publique employés par les institutions publiques en charge des politiques participatives. Dans

¹⁸¹ Entretien avec Alicia, 11 mai 2014.

le cas précis de la fête de la Saint Jean de la *communauté de Las Casitas* de 2014, ce sont les liens entre la famille Pérez et les directeurs de la Coordination nationale des processus des gouvernements communautaires (CNP GC) de Fundacomunal qui permettent de faire descendre le budget pour mettre en place les festivités. Ou plus précisément, la proximité sociale et la reconnaissance mutuelle entre Francisco Pérez en tant que représentant de l'organisation Caribes de Itagua et Álvaro en tant que co-directeur de la CNP GC.

Nous l'avons vu dans le dernier chapitre, les intermédiaires militants de l'action publique participative que l'on retrouve en tant qu'employés des institutions publiques des gouvernements chavistes partagent certaines caractéristiques sociales avec les intermédiaires du côté des quartiers populaires. Parmi ces caractéristiques, les origines populaires, les parcours de militantisme au sein des réseaux des gauches organisationnelles et partisanes vénézuéliennes, et le rapprochement ultérieur avec les gouvernements chavistes du fait de leur mise en circulation de biens publics, que ce soit par les dispositifs participatifs sectoriels ou encore par la politique de l'emploi. Cette dynamique par laquelle se construisent les relations entre l'État vénézuélien et les classes populaires, n'est pas exclusive de la période des gouvernements chavistes, ni nécessairement du cas vénézuélien. On l'a vu auparavant, ce sont les intermédiations de l'action publique qui s'insèrent dans le quotidien du tissu social des classes populaires qui structurent les liens entre ces populations et les États latinoaméricains. Il s'agit d'une manière de construire l'action publique qui produit des formes de conditionnalité d'accès aux ressources publiques de la part des classes populaires, qui retrouve des échos dans d'autres contextes où l'on voit la mise en place des politiques participatives comme substitut des politiques de l'État social¹⁸².

C'est par ces points de croisement entre des acteurs habituellement nommés par des catégories différentes, les leaders associatifs, d'une part, les *street level bureaucrats*, de l'autre, que se constitue dans mon analyse la catégorie d'intermédiaires militants de l'action publique. Ainsi, ces agents couramment différenciés intègrent ensemble ma proposition analytique et catégorielle.

En effet, observons que Francisco et Álvaro partagent des caractéristiques sociales qui les rapprochent. Ils sont tous les deux des hommes qui se réclament d'appartenances familiales et historiques aux courants organisationnels des gauches vénézuéliennes. Pour Francisco, ce sont

¹⁸² Marion LANG, *Publics populaires : Logiques de participation et production des positions sociales au sein des classes populaires urbaines : Une comparaison entre Barcelone et Marseille, op. cit.*

les origines politiques depuis sa grand-mère maternelle militante du PCV, en passant par l'engagement de jeunesse de ses parents aux côtés du prêtre Wuytack dans les années 1970, et les continuités qu'ils ont pu leur donner avec la mise en place de l'organisation Caribes de Itagua. Álvaro partage avec Francisco la référence au prêtre Wuytack, ses parents ayant aussi fait partie de l'organisation de jeunesse, les Jeunes pour Christ, que celui-ci a fondé au sein de La Vega. Ces deux hommes ont grandi dans le *barrio* La Vega dans les années 1980. Ils ont tous les deux vécu les pressions qui s'imposaient à la jeunesse populaire et non-blanche de l'époque, dont les terribles abus commis dans le cadre du service militaire obligatoire. Ainsi, ils partagent un engagement de jeunesse contre *La Recluta* aux côtés des organisations de défense des droits de l'homme. Ultérieurement, l'engagement communicationnel de Francisco le rapproche de l'engagement internationaliste d'Álvaro. En effet, l'organisation ANMCLA où Francisco milite en tant que *comunicador* populaire se fait le relais des campagnes pour la fin du conflit armée de l'organisation Colombia no está sola, dont Álvaro est un des membres. Par ailleurs, du fait de leurs origines sociales populaires et de leurs activités militantes, ils évoluent tous les deux dans le milieu de la gauche urbaine de Caracas, partageant des relations amicales et des lieux de référence communs. Enfin, au début de la période des gouvernements chavistes, Francisco et Álvaro se trouvent à la fin de leurs vingtaines et s'intègrent dans des parcours personnels, professionnels et d'engagement étroitement liés aux politiques participatives que ces gouvernements mettent en place. Pour Álvaro, nous l'avons vu, il initie une carrière au sein des institutions publiques promotrices des politiques participatives. Pour Francisco, il s'agit notamment de prendre la place de représentation de son organisation, de sa communauté, de son quartier, afin de reproduire la position de notabilité et de légitimité acquise par sa famille permettant d'être des bénéficiaires-organiseurs de la mise en place des dispositifs participatifs territoriaux et sectoriels dans leur quartier.

Ces concomitances sociales et militantes sont structurelles pour saisir l'arrivée d'Álvaro à la fête de la Saint Jean de Las Casitas de 2014, accompagné de Pablo, son co-équipier à la direction de la CNPGC de Fundacomunal ainsi que d'autres personnes dont un membre de l'organisation Colombia no está sola. Le groupe arrive à la soirée en tant qu'invité de Francisco. Mais leur présence indique plus qu'une simple relation amicale. Elle représente l'imbrication de liens amicaux, militants et sociaux qui existent notamment entre Francisco et Álvaro, qui se transforment dans la matérialité de la contribution de Fundacomunal à la mise en place de la fête de la Saint Jean de l'organisation Caribes de Itagua du secteur Las Casitas du *barrio* La Vega.

Conclusion : La circulation des biens publics par le biais des organisations populaires : la production étatique de la communauté et la production communautaire de l'État

Dans le contexte des gouvernements chavistes, nous nous retrouvons face à une constante identifiée et reconnue sur d'autres terrains : celle de la proximité sociale entre les *street level bureaucrats* et les leaders associatifs dans le cadre de la promotion des politiques publiques participatives. Face à cette constante, se pose la question de la manière dont ces acteurs pourraient intégrer une même catégorie d'analyse, celle des intermédiaires militants de l'action publique. À mi-chemin entre des agents de l'État et des leaders associatifs à part entière, ces intermédiaires militants différemment positionnés entre les institutions publiques et les quartiers populaires négocient ensemble les frontières de l'État au quotidien.

Les leaders des organisations populaires vénézuéliennes, représentants de leurs quartiers et communautés, sont en effet en situation de faire exister l'État dans leurs quartiers et de faire exister leurs organisations au sein des institutions publiques.

Dans le cas du Movimiento Pobladores, on observe comment la sélection de figures notables des quartiers dans le cadre de la mise en place des premiers dispositifs participatifs des gouvernements chavistes concernant la question du logement amène à la constitution d'alliances durables entre des acteurs porteurs de revendications participatives. De ces alliances émergent des interpellations contentieuses vis-à-vis de l'État ayant pour but d'influencer l'action publique en termes de gestion des terres urbaines et d'accès au logement des classes populaires. Ces interpellations sont par la suite légitimées par les acteurs dominants du champ politique, dont Hugo Chávez en personne, et se traduisent par l'intégration des leaders organisationnels aux instances de pilotage des politiques de logement, dont celles de la GMVV. Si cette place a été cherchée et convoitée par les leaders du Movimiento Pobladores, son obtention exige de mettre en place des efforts de distinction entre ces nouveaux agents de l'État et les dits bureaucrates. Dans cette situation, la revendication du sacrifice militant du travail au sein de l'État est à nouveau valorisée comme seule possibilité stratégique pour contribuer au bien-être de la Révolution, intrinsèquement reliée au bien-être des organisations et classes populaires.

L'intégration du Movimiento Pobladores au sein de la GMVV met l'organisation en situation de gérer des biens publics à partir de leur proposition de construction de logements

sociaux en autogestion. Cette proposition se voit mise à l'épreuve au sein du campement Kaika-Shi. En effet, dans ce contexte l'autogestion n'est pas synonyme d'autofinancement. Cela conduit les leaders de Movimiento Pobladores à revoir leur vision initiale et à présenter le financement de l'État de leur projet autogestionnaire comme la suite logique de leur intégration au sein de la GMVV, et comme une preuve du caractère révolutionnaire à proprement parler des gouvernements chavistes. Alors, à l'échelle du campement Kaika-Shi se produisent au quotidien des (re)définitions populaires des biens publics et des biens privés, et du rôle de l'État en tant qu'instance de régulation de ces biens. Ces (re)définitions impactent à leur tour celle de ces nouveaux lieux d'habitation, dont le statut de *barrio* n'est pas une évidence, de la même manière que la constitution en communauté de leurs futurs habitants. Alors, État et *barrio* sont produits et négociés au quotidien par la circulation de ressources publiques rendue possible par l'action de leaders d'organisations populaires devenus intermédiaires militants de l'action publique participative.

Ces négociations sont tout aussi structurelles dans les contextes où le *barrio* et la communauté existent de longue date, et où le rôle des organisations populaires est d'administrer les dispositifs participatifs territoriaux et sectoriels.

Ainsi, le secteur Las Casitas du *barrio* La Vega est né par l'intervention de la puissance publique. Un ensemble de petites maisons sont bâties pour héberger durablement les déplacés des pluies diluviennes de l'année 1971. Mais la communauté de Las Casitas est produite par les formes d'organisation collective et quotidienne mises en place, notamment, autour de la famille Pérez. Ainsi, le couple Edgar et Alicia, qui habitait La Vega depuis longtemps, devient structurel dans les luttes pour l'accès aux services publics de leur quartier et dans la gestion des risques encourus par la jeunesse populaire à partir des années 1980. Plus précisément, par la fondation de l'organisation populaire Caribes de Itagua, les Pérez structurent de manière durable les efforts d'organisation collective dont ils ont été historiquement les meneurs. Alors, se confondent au quotidien l'appartenance géographique et communautaire à Las Casitas avec le fait d'être un Caraïbe d'Itagua, membres de l'organisation populaire à l'initiative des Pérez.

Caribes de Itagua est une organisation populaire à caractère communautaire, tout autant qu'elle est une entreprise de notabilité familiale. Ainsi, quand les aléas du couple Pérez déplacent Edgar du quartier, Francisco en tant que fils aîné prend sa place dans le rôle de représentant de l'organisation et de la communauté en dehors du quartier. Les tâches d'organisation locale et de représentation hors du *barrio* sont réparties de manière genrée entre

Alicia et Ayarí d'un côté, et Francisco de l'autre. La ligne de continuité entre les activités d'organisation et de représentation se trouve dans la capacité des Pérez à faire circuler des biens publics de manière plus au moins formelle au sein de leur quartier. En effet, Alicia prend toute sa place au sein du CC en tant que dispositif participatif territorial, et depuis cette place, elle accompagne et suit la mise en place des missions en tant que dispositifs participatifs sectoriels, dont l'installation de la mission Barrio Adentro, du Mercal et de l'Infocentro. À son tour, Francisco produit les liens nécessaires à la descente du budget en tant que méthode informelle de circulation des biens publics nécessaire à la mise en place des fêtes populaires. En effet, c'est grâce à des festivités comme la célébration de la Croix de mai suivie de la fête de la Saint Jean que se reproduisent les liens communautaires au sein des quartiers populaires. Elles permettent aussi de réaffirmer les identités collectives populaires et non-blanches. Elles sont l'occasion de réitérer la position de notabilité de la famille Pérez non seulement en tant que promotrice des festivités, mais aussi de fondatrice de l'organisation Caribes de Itagua dont les activités durant l'année permettent la fête. Enfin, les festivités populaires donnent l'opportunité aux intermédiaires différemment positionnés entre les institutions publiques et les quartiers populaires de confirmer leurs liens par la mise en circulation de ressources publiques qui répondent aux exigences matérielles de la mise en place de ces fêtes.

Une sorte de continuum de l'intermédiation de l'action publique participative se confirme entre l'émergence d'organisations populaires et de leurs leaders, les échanges formalisés entre *street level bureaucrats* et leaders lors de la mise en place des dispositifs participatifs, et les échanges informels permettant de faire vivre les propositions culturelles des organisations populaires. Ces dynamiques sont à la base de liens communautaires, constitutifs des identités et appartenances populaires revendiquées par les classes populaires, cibles des politiques publiques participatives. Par ces échanges, se négocient alors les définitions légitimes des biens publics et de leurs gestions populaires, dans la continuité des discussions sur leurs définitions à part entière et sur le rôle de l'État dans la société.

Il est désormais possible d'affirmer que les intermédiaires militants de l'action publique participative différemment positionnés entre les quartiers populaires et les institutions publiques promotrices des politiques participatives se retrouvent à produire la communauté en faisant usage des biens publics, des biens de l'État. De la même manière qu'ils produisent l'État au sein des quartiers en faisant vivre les communautés en tant que formes d'appartenances populaires, et y faisant parvenir les politiques publiques qui leurs sont adressées. Cette dynamique qui s'intègre pleinement à la conditionnalité de l'accès des classes populaires à

l'action publique, nécessitant alors d'efforts non seulement d'organisation mais aussi d'intermédiation qui complexifient le statut de citoyen à part entière.

Chapitre 6. Les usages politiques des ressources publiques par le biais des intermédiations militantes : le cas de la campagne pour les élections à l'Assemblée nationale de 2015

Il est désormais un acquis des sciences sociales que les campagnes électorales sont des objets hybrides déterminés à la fois par le poids des relations sociales et politiques ordinaires qui les précèdent, autant que par l'exceptionnalité qu'elles peuvent produire au sein de ces relations. Ainsi, « si la campagne peut apparaître comme extraordinaire, traversée par des logiques *a priori* indissociables de la séquence électorale, une observation fine et contextualisée permet de révéler que celles-ci s'inscrivent dans des interactions et des pratiques préexistantes, ainsi que des concurrences routinières, ancrées dans le temps long¹ ». Mais ceci ne nie pas que « la campagne est aussi un moment de brouillage empreint d'incertitude et d'ambivalence² » et que « le bouleversement des pratiques et des règles qu'elles engendrent souvent peut faire émerger d'autres dynamiques originales³ ». Les campagnes sont alors « façonnées à la fois par des dynamiques structurelles, mais aussi par des logiques de situation⁴ ». En suivant ces propositions analytiques, dans ce sixième et dernier chapitre de la thèse il s'agit d'observer ce que faire campagne veut dire pour les intermédiaires militants de l'action publique participative.

En effet, le 5 décembre 2015 ont lieu les élections à l'Assemblée nationale au Venezuela, précédées d'élections primaires au sein du PSUV le 28 juin⁵. Ces événements électoraux sont

¹ Layla BAAMARA, Camille FLODERER et Marine POIRIER, *Faire campagne, ici et ailleurs. Mobilisations électorales et pratiques politiques ordinaires.*, Paris, Karthala, p. 16.

² *Ibid.*, p. 17.

³ *Ibid.*, p. 18.

⁴ *Ibid.*

⁵ Julien GONZALEZ, « Venezuela : primaires du parti au pouvoir sur fond de crise économique », *Radio France International*, 29 juin 2015, URL complète en biblio.

au cœur des conversations, des débats et des mobilisations des acteurs de mon enquête. Les élections parlementaires s'imposent comme une conjoncture spécifique, déterminant aussi les activités routinières d'organisation et d'intermédiation de l'action publique participative. Plus particulièrement, à partir de septembre 2015 il est possible d'observer la réorientation des ressources politiques, économiques et militantes des intermédiaires militants vers le travail de campagne, en prenant appui sur leur capacité à faire circuler des ressources publiques pour financer et soutenir leurs efforts.

Deux constats s'imposent à l'analyse de cette séquence. En premier lieu, la campagne est, en effet, un moment où les intermédiaires militants en tant qu'ensemble d'acteurs ayant des relations professionnelles et militantes préalables, se trouvent à jouer des rôles à la fois nouveaux et à la fois déterminés par leurs liens antérieurs. Deuxièmement, la campagne portée par les intermédiaires militantes de l'action publique est structurée par ce qui pour eux est leur aspiration pleinement légitime à faire usage des ressources publiques pour mettre en place leurs mobilisations politiques. Ces deux dynamiques se retrouvent imbriquées l'une à l'autre.

La mobilisation des biens publics pour le financement et la mise en place d'une campagne électorale, est un élément considéré comme déviant dans les analyses en termes de classification des régimes politiques et d'évaluation de la qualité de la démocratie. D'autant plus dans un contexte vénézuélien au sein duquel le caractère faiblement compétitif des événements électoraux confirme la dérive autoritaire du gouvernement de Nicolás Maduro, analysée en tant qu'héritage anti-démocratique des gouvernements présidés par le défunt Hugo Chávez Frías⁶. Ces travaux dénoncent les conditions avantageuses (*ventajismo*) des forces politiques se réclamant du chavisme, et notamment celles du PSUV lors des mobilisations électorales. Ces conditions produisent déjà en 2015 une concurrence inégale entre les candidats en concurrence lors des élections législatives. Dans les années plus récentes, ces analyses ont évolué jusqu'à l'émergence de la notion d'« État-PSUV⁷ » mobilisée pour rendre compte de ce qui est dénoncé comme le caractère indissociable du lien entre les gouvernements chavistes ayant pris la main

⁶ Maryhen JIMÉNEZ et Antulio ROSALES, « Venezuela: Autocratic consolidation and splintered economic liberalization », *Revista de Ciencia Política*, 2021, vol. 41, n° 2. Javier CORRALES, « Democratic backsliding through electoral irregularities: The case of Venezuela », *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, 2020, n° 109, pp. 41-65.

⁷ María del Pilar GARCIA-GUADILLA, Carlos G. Torrealba MENDEZ et Luis DUNO-GOTTBERG, « Experiencias de movilización y resistencia de las organizaciones, movimientos sociales y colectivos de la Revolución Bolivariana », *Espacio Abierto*, 2022, vol. 31, n° 2, pp. 10-21.

sur l'État vénézuélien, et le PSUV en tant que parti unique de gouvernement et formation hégémonique dans le système partisan.

La dérive autoritaire des gouvernements chavistes ne fait pas de doute. Toutefois quand il s'agit d'analyser les dynamiques sociales et politiques à l'œuvre durant les périodes électorales, ces analyses me semblent avoir certaines limites qui méritent discussion. Ainsi, quand le point de départ est celui de la classification d'un régime politique, l'évaluation de la nature ou de la qualité démocratique d'une élection, la quête de performances démocratiques objectives laisse peu de place pour l'observation de ce qui se passe concrètement à échelle locale. Ici la dimension locale renvoie à un ensemble de relations sociales qui se construisent dans le long terme et « qui prennent sens localement⁸ ». Par ailleurs, les études sur la qualité de la démocratie tendent à se focaliser sur la manière dont les décisions prises par les acteurs dominants du champ politique influencent les décisions des électeurs le jour même de l'élection. Ceci m'amène au deuxième écueil qui est celui de l'homogénéisation du comportement des acteurs dominants du champ politique et de leurs soutiens. Ainsi, le chavisme devient un synonyme de l'État-PSUV, ce qui rend difficile d'observer les clivages et les ruptures entre les différents acteurs se réclamant du chavisme, et en particulier ceux qui se vivent à l'écart de ses réseaux dominants.

Dans ce chapitre je souhaite alors faire un pas de côté. Par le biais de mon enquête, je peux confirmer l'usage de biens publics pour les efforts de campagne des acteurs se réclamant du chavisme. J'ai aussi pu constater comment la campagne électorale s'est imposée aux acteurs de mon terrain dans leurs activités d'intermédiation de l'action publique, y compris comme une priorité définie conjoncturellement par les directions des institutions publiques dédiées aux politiques participatives. Or, ces phénomènes sont considérés par ces acteurs comme des pratiques légitimes de la concurrence électorale. Légitimes car les acteurs dominants du champ politique se réclamant du chavisme se pensent eux comme étant au sein d'une concurrence électorale déloyale vis-à-vis de l'opposition du fait de la crise économique qui traverse le pays et qui selon leur lecture a pour cause la « guerre économique ». La guerre économique est alors présentée par le gouvernement Maduro comme une stratégie des forces politiques impérialistes, dont notamment les Etats-Unis, pour affaiblir la révolution bolivarienne et renforcer l'opposition. Si ces analyses cherchent clairement à éviter aux gouvernements chavistes toute responsabilité de la situation de crise traversée par le Venezuela, elles retrouvent aussi un point

⁸ Jean-Louis BRIQUET et Frédéric SAWICKI, « L'analyse localisée du politique. Lieux de recherche ou recherche de lieux ? », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 1989, vol. 2, n° 7, pp. 6-16, p. 10.

d'appui concret dans les très fortes tensions qui caractérisent alors les relations entre Caracas et Washington. Ces tensions se manifestent à l'occasion de la signature par le président des États-Unis Barack Obama, du décret du 9 mars 2015 qui déclare le Venezuela comme une menace exceptionnelle à la sécurité nationale et à la politique étrangère des États-Unis et qui renforce le régime de sanctions contre des hauts dirigeants chavistes.⁹

La question de la légitimité de l'usage des biens et des ressources publics pour faire campagne ne se construit pas seulement par le haut au travers des lectures de la conjoncture électorale proposées par les figures des gouvernements chavistes. Elle se produit aussi par le bas, dans les pratiques localisées de la campagne électorale. C'est ainsi que les intermédiaires militants de l'action publique réclament l'usage des biens publics pour mettre en avant leur propre campagne pour l'Agenda législatif populaire au sein de la campagne chaviste.

Portée par un ensemble d'organisations réunies en tant que *movimientos*, cette campagne pour l'Agenda législatif populaire ne présente pas des candidats à l'Assemblée nationale mais cherche à promouvoir une série de propositions de lois qui sont censées accompagner l'approfondissement du processus révolutionnaire. À l'occasion de cette mobilisation électorale sans candidat, les intermédiaires militants différemment positionnés entre les institutions promotrices des politiques participatives et les organisations dans les quartiers populaires, mettent leurs casquettes de militants chavistes et construisent une campagne dans les interstices entre l'action publique et l'action collective. Ils produisent alors un travail politique depuis les marges de la campagne électorale des acteurs dominants du champ politique se réclamant du chavisme, dont notamment ceux du PSUV. Cela s'explique par le fait qu'ils n'ont pas la capacité de présenter leurs propres candidats aux élections parlementaires du fait des mécanismes de sélection des candidats internes au PSUV. Les concurrents issus des organisations populaires sont en effet marginalisés au profit de candidats mieux insérés dans les réseaux du parti. Pourtant, les *movimientos* font campagne. Et en faisant campagne les leaders des *movimientos*, jouant par ailleurs le rôle d'intermédiaires militants de l'action publique, exigent ce qui pour eux est la légitime contribution des pouvoirs publics au financement de leur mobilisation politique.

Deux questions se croisent alors. D'abord, celle de la continuité entre le travail d'intermédiation de l'action publique et le travail de militant politique. Ensuite, celle de la construction de la légitimité des usages politiques des biens publics par les intermédiaires

⁹ « Facts Sheet: Venezuela Executive Order », 9 mars 2015, [[en ligne](#)].

militants de l'action publique. Ceci nous amène à questionner la fonction de la campagne pour un réseau d'acteurs qui se trouvent de plus en plus mis aux marges de l'ensemble de forces se réclamant du chavisme. Mon hypothèse s'aligne avec les propositions analytiques avancées par Layla Baamara, Camille Floderer et Marine Poirier, directrices de l'ouvrage *Faire campagne ici et ailleurs*. Elle est aussi en écho aux propositions analytiques de la journée d'études « Sous les pavés, le quotidien » organisée en 2016 par Montserrat Emperador et Marcos Ancelovici¹⁰. En effet, la campagne pour l'Agenda législatif populaire organisée par les intermédiaires militants de l'action publique participative a pour fonction de remobiliser les forces militantes des organisations dont ils sont issus afin de chercher à garder leurs places au sein des réseaux du chavisme de gouvernement. Dans ce contexte, les meneurs de la campagne se basent sur leurs pratiques routinières d'intermédiaires d'action publique pour faire circuler des ressources publiques au profit de leur mobilisation. Ils conçoivent la circulation de ressources à des fins politiques comme étant légitime du fait de leur engagement pour le fonctionnement quotidien des politiques participatives. L'usage des biens publics pour la mobilisation est aussi vu comme une réponse à la conjoncture nationale de crise économique qui rendrait encore plus nécessaire l'appui des pouvoirs publics à la mobilisation des organisations populaires.

Pour développer cette hypothèse je propose de voir dans un premier temps comment les *movimientos* organisent leur campagne pour l'Agenda législatif populaire, pour ainsi analyser ce que les intermédiations militantes de l'action publique font au travail politique. Dans un deuxième temps, je propose d'observer comment la campagne se déploie au sein des institutions publiques, ce qui permet d'analyser la manière dont les ruptures politiques et les échecs électoraux préconisent des transformations profondes des politiques participatives par le délitement des positions d'intermédiation.

Ainsi, en portant une attention particulière aux campagnes électorales en tant qu'objets révélateurs des structures sociales qui sous-tendent ces mobilisations politiques, le chapitre me permet aussi de confirmer deux dynamiques au cœur de mes analyses. Premièrement, l'existence d'un noyau dur de l'intermédiation militante de l'action publique, qui se confirme par le biais des activités politiques électorales. Deuxièmement, il me permet de proposer une analyse critique des usages politiques des ressources publiques, plus par le biais des

¹⁰ Journée d'étude : « Sous les pavés, le quotidien ! Regards croisés sur l'imbrication entre vie quotidienne et militantisme », 21 octobre 2016, ENS de Lyon.

configurations sociales qui les rendent possibles que par leurs potentiels effets sur les performances démocratiques des régimes politiques en question.

6.1. Produire une campagne en tant que *movimientos* : ce que les intermédiations militantes de l'action publique font au travail politique

Si les intermédiaires militants de l'action publique participative investissent fortement leur identité de militants dans le développement de leurs activités d'intermédiation, que devient cette revendication dans un contexte électoral ? En effet, se pose la question de la manière dont ces réseaux professionnels et militant structurés autour des politiques participatives des gouvernements chavistes s'investissent dans une conjoncture électorale. De la même manière, il est question d'identifier les répertoires d'actions électorales qui sont les leurs, et surtout d'analyser comment la position d'intermédiaire façonne ou détermine ces répertoires¹¹. Je cherche à répondre à ces questions en observant les dynamiques d'alliance entre les *movimientos* en tant qu'ensemble d'organisations au sein desquelles les intermédiaires militants sont engagés et par le biais desquelles ils font campagne. Il s'agit alors de prêter attention aux contenus politiques et aux aspects matériels et pratiques de ces alliances.

En effet, dans le cadre de ces alliances les leaders des *movimientos* et les membres de leurs organisations produisent les contours de ce qu'ils revendiquent comme étant le « chavisme populaire », un chavisme originel qui se construit par contraste avec le chavisme des acteurs dominants du champ politique et du PSUV. Or, ce chavisme qui se réclame critique et d'une certaine dissidence n'a pas d'existence sans sa relation structurelle avec les acteurs dominants du chavisme. C'est ainsi que l'on voit que l'activité d'intermédiation de l'action publique à laquelle se sont donnés nombre de leaders des *movimientos*, détermine de manière structurelle les aspirations politiques et les outils de mobilisation des organisations dont ils sont issus. En ce sens, l'aspiration à l'usage des biens publics pour mettre en place la campagne de l'Agenda législatif populaire devient pour les intermédiaires la continuité logique du sacrifice militant par lequel ils font vivre les institutions de la participation. Mais en tant qu'aspirations, elles ne sont pas toujours menées à bien, et le manquement au contrat de la part des acteurs dominants

¹¹ Clément DESRUMAUX et Rémi LEFEBVRE, « Pour une sociologie des répertoires d'actions électorales », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2016, vol. 113, n° 1, pp. 5-16.

du champ politico-administratif représente pour les intermédiaires une forme de rupture de l'économie morale de la révolution. Cette rupture trouve pourtant comme réponse la continuité de l'effort de campagne de la part des intermédiaires militants. Il s'agit du seul outil disponible pour les *movimientos* pour essayer d'entretenir leurs liens avec les acteurs dominants du champ politique se réclamant du chavisme. Par la campagne pour l'Agenda législatif populaire, les intermédiaires militants cherchent à faire vivre leurs organisations et à conserver leur position au carrefour de l'action publique participative.

6.1.1. Les élections législatives et la campagne pour l'Agenda législatif populaire : une campagne à contre-courant ?

Si le contexte électoral de l'année 2015 au Venezuela appelle les acteurs se réclamant du chavisme à participer à la campagne électorale, tous les chavistes ne font pas campagne depuis la même position et avec les mêmes aspirations. Dans le cas des intermédiaires militants de l'action publique, ceux-ci se trouvent dans une position d'entre-deux qui les amène à envisager leur participation à la campagne électorale sans rejoindre directement les mobilisations du PSUV. Ils le font à travers la campagne pour l'Agenda législatif populaire en tant qu'alternative politique collective qui cherche à rendre visible les organisations au sein desquelles les intermédiaires militants de l'action publique militent au quotidien.

6.1.1.1. Les élections législatives de 2015 : une élection comme une autre ?

Conscients qu'un scénario défavorable dans la lutte à venir signifie un coup profond pour les conquêtes de notre peuple et également conscients de la nécessité historique de l'unité du mouvement populaire, de sa critique et de son autocritique, nous proposons un espace pour la création de contenus qui nous unissent et nous motivent à rejoindre avec nos propres pieds la bataille médiatique qui s'annonce lors des élections parlementaires de cette année 2015. [...] Face à cette conjoncture [...], les militants du processus [révolutionnaire] ont tendance à oublier ceux qui sont les responsables de l'instabilité du pays. Sans perdre notre autocritique, nous chercherons dans notre campagne à montrer que la situation actuelle est le produit de l'attaque systématique de l'impérialisme et du capitalisme contre la révolution bolivarienne. Cette attaque doit à son tour être comprise dans un contexte où tous les processus émancipateurs en Amérique latine et dans le monde sont également menacés par la droite dans leurs territoires.¹²

En 2015, le Venezuela vit une crise économique de grande ampleur. L'inflation, identifiée comme l'un des fléaux qui touche le plus le quotidien des Vénézuéliens, atteint les 180,9%

¹² Sous-section 2 « L'ennemi du processus bolivarien et [des processus] latinoaméricains du texte « Campement de production de contenus Fabricio Ojeda ». 27 septembre 2015.

selon les chiffres de la Banque Centrale du Venezuela (BCV)¹³ qui s'arrête ensuite de publier ces indicateurs durant trois ans¹⁴. Les prix des biens de consommation changent d'un mois à l'autre, quand ce n'est pas d'un jour à l'autre, tout étant soumis à une politique de contrôle des changes structurellement mise en cause par la place du marché noir de devises. Ainsi, par exemple, un poulet coûtait à Caracas au mois de juin 1 090 Bolivars, ce qui était l'équivalent de 173 dollars, 85 dollars ou 5 dollars selon les trois taux de change officiels. Ou encore l'équivalent de 2 dollars selon le taux de change au marché noir¹⁵. Dans ce contexte, se développent des très importantes pénuries du fait d'une très ample réduction de la production interne et des importations, au sein d'une économie qui vit un recul de 5,7 % du PIB¹⁶. Le tout est en lien avec la chute des prix du pétrole à l'échelle internationale et avec la réduction drastique des exportations pétrolières du fait du déclin de l'entreprise pétrolière nationale. Cette dynamique touche au cœur de l'économie vénézuélienne, encore plus dépendante des exportations pétrolières depuis l'arrivée des gouvernements chavistes au pouvoir¹⁷.

Dans ce contexte, le quotidien des Vénézuéliens est structurellement façonné par les effets de la conjoncture économique. Affronter les pénuries et l'inflation signifie faire des heures de queue devant les supermarchés et autres établissements commerciaux pour accéder à des produits subventionnés et rationnés. Le même phénomène se reproduit devant les pharmacies, où les médicaments les plus courants manquent, dont notamment les moyens de contraception, les antibiotiques, les antihypertenseurs, et tant d'autres. Les files d'attente se prolongent devant les banques, où la pénurie de billets de Bolivars s'exprime par l'encadrement des retraits en liquide que les clients peuvent faire par jour et par semaine. Ces contraintes rendent encore plus difficile le quotidien et notamment l'accès aux transports en commun, qui à l'époque sont presque exclusivement payés en espèces. Ainsi, la vie quotidienne des Vénézuéliens est structurée par les effets de l'inflation et des pénuries qui forcent le plus grand nombre à construire des stratégies face aux coûts matériels et immatériels de la crise, dont la gestion du temps. En effet, le temps devient une ressource lourdement contrainte par les heures de queue

¹³ Eyanir CHINEA, « Economía venezolana se hunde 5,7 pct en 2015, inflación casi se triplica », *Reuters*, 18 février 2016, URL complète en biblio.

¹⁴ « El Banco Central de Venezuela publica datos sobre la inflación tras tres años de silencio », *Aporrea*, 28 mai 2019, URL complète en biblio.

¹⁵ « Inflación en Venezuela: así suben los precios día a día », *BBC News Mundo*, 8 août 2015, URL complète en biblio.

¹⁶ « La inflación en 2015 en Venezuela fue del 180,9 % con una contracción del 5.7 % », *finanzas.com*, 18 février 2016, URL complète en biblio.

¹⁷ Fabrice ANDREANI, « Du pétrole faisons table rase ? Culture et politique dans l'effondrement vénézuélien. Entretien avec Arnoldo Pirela », *Noria Research*, 2021, pp. 13-20.

qui s'imposent aux heures de travail rémunéré (emploi formel et informel) et non rémunéré (militant, care), et aux loisirs.

Au milieu de l'inflation et des pénuries transformées en contraintes du quotidien, surgissent alors des marchés informels et parallèles qui représentent à la fois une source de revenus et une pierre de plus à l'édifice de l'inflation. Ainsi, il est possible de contourner les contraintes de temps (les queues) en payant les produits de consommation de base au prix fort à ceux et celles qui ont fait auparavant les queues pour les acheter ou encore pour retirer de l'argent. En effet, si des marchés parallèles de devises et autres produits de luxe se structurent par le haut, ce sont les vendeurs informels ou *bachaqueros* qui produisent les marchés parallèles du quotidien du plus grand nombre. Ces *bachaqueros* vendent non seulement des paquets de farine de maïs, de sucre ou des bouteilles d'huile, mais aussi le temps qu'ils ont investi pour acquérir ces produits.

En 2015 donc, les Vénézuéliens s'appauvrissent dans un contexte social, économique et politique qui devient une sorte de concept à part entière : la crise. Cette crise fait couler beaucoup d'encre et se place au cœur de nombre de discussions médiatiques, savantes et politiques. Politiques, entre autres, car le gouvernement de Nicolás Maduro ne peut que faire face à l'évidence d'une situation auparavant niée mais qu'il devient impossible d'ignorer. La crise est alors une expérience quotidienne et son dépassement est une inquiétude collectivement partagée par les Vénézuéliens qui en souffrent. Alors, émerge l'enjeu du diagnostic de la crise. Quelles sont ses causes et comment peut-elle être résolue ? Ce diagnostic devient un véritable enjeu politique dans le contexte des élections de l'année 2015.

En effet, pour les opposants traditionnels aux gouvernements chavistes réunis dans la Table de l'Unité (MUD) il s'agit de dénoncer les mauvaises gestions et les détournements d'argent public pour l'enrichissement personnel des acteurs dominants des gouvernements chavistes, civils et militaires. Les opposants traditionnels font alors de la dénonciation de la corruption des gouvernements chavistes un thème de campagne dans un contexte politique potentiellement en leur faveur. La crise frappant le quotidien des Vénézuéliens, il paraît possible pour les opposants traditionnels d'aller chercher le vote des classes populaires en mettant en cause leur soutien au chavisme par l'évidence des difficultés qu'elles sont en train de vivre.

De son côté, le gouvernement de Nicolás Maduro et du PSUV diffuse une explication de la crise qui lui permet d'en éloigner la responsabilité, à savoir, celle de la guerre économique.

Insérée dans les codes anti-impérialistes longuement revendiqués par les gouvernements chavistes et leurs adeptes, la crise vénézuélienne s'expliquerait par une guerre économique provoquée par les Etats-Unis et les forces impérialistes pour renverser le processus révolutionnaire. Ainsi, cette guerre de troisième génération se déroulerait notamment dans les lieux de la finance internationale, cherchant à produire la plus grande souffrance au peuple vénézuélien pour stopper ses efforts d'émancipation.

Les rapports de force partisans et électoraux au sein desquels ces diagnostics sont inscrits produisent des effets sur les réseaux des militants des gauches vénézuéliennes dont nombre des membres jouent le rôle d'intermédiaires militants de l'action publique participative des gouvernements chavistes. Les membres de ces réseaux sont également touchés par la crise vénézuélienne, ils doivent construire les stratégies nécessaires pour affronter un quotidien de plus en plus difficile tout en produisant leurs propres analyses de la situation qu'ils traversent. Alors, les réseaux militants proposent à leur tour des diagnostics de la crise qui se voient façonnés par leurs relations d'interdépendance avec les gouvernements chavistes, et par les calculs individuels et collectifs quant à l'avenir économique, social et politique des militants. C'est ainsi que les élections à l'Assemblée nationale de la fin de l'année 2015 sont analysées en tant que *conjuncture*, à savoir, une situation exceptionnelle exigeant une pratique militante intense, particulièrement dévouée, en concordance avec la nature sensible des enjeux politiques du moment¹⁸. La perception d'une exceptionnalité de la situation est ainsi partagée par ces militants des gauches vénézuéliennes, intermédiaires d'action publique, chez qui s'installe la crainte d'une probable défaite des forces chavistes aux élections parlementaires. Cette défaite peut à son tour mettre en cause leurs propres positions d'intermédiation devenues structurelles pour le devenir individuel des militants, et pour le devenir collectif des organisations populaires.

C'est dans ce contexte que surgit l'appel des *movimientos* pour construire la campagne pour l'agenda législatif populaire.

6.1.1.2. *L'appel à construire une campagne en tant que movimientos : les arbitrages politiques des organisations populaires en contexte d'élections parlementaires*

Le vendredi 4 septembre je rejoins Francisco Pérez au centre-ville de Caracas et je l'accompagne à une réunion qui a lieu dans les locaux du Movimiento Pobladores, installée

¹⁸ Yoletty BRACHO, « La révolution comme conjuncture : le militantisme exceptionnel et le travail « dans l'État » des organisations populaires à Caracas », in *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018) : la fin d'un âge d'or*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021, pp. 105-115.

dans une ancienne maison coloniale en ruines à proximité de la maison historique et très bien préservée de Simón Bolívar. Pour cette raison, le quartier général du Movimiento Pobladores est communément appelée *Cuna de libertadores* ou berceau des libérateurs, faisant allusion au titre de *Libertador* donné au héros de l'indépendance vénézuélienne¹⁹.



Figure 32 : Réunion à Cuna de Libertadores, 25 juin 2022. Source : Page Facebook de l'organisation Pobladores²⁰.

Francisco était invité à cette réunion en tant que représentant d'ANMCLA, l'organisation dédiée à la promotion des médias alternatifs de communication au sein de laquelle il milite en continuité avec son rôle de représentant de la communauté de Las Casitas de La Vega²¹. Il y est convoqué par les cadres du Movimiento Pobladores dont Iraida, Juan Carlos, et Hernán. Ces cadres militants sont aussi, respectivement, des employés de la GMVV et du MPPCMS²². Lors

¹⁹ Notes de terrain. 4 septembre 2015.

²⁰ Du fait d'une perte de données en lien avec un problème technique avec un disque dur, j'ai perdu nombre de mes photos de terrain. Raison pour laquelle je me sers ici d'une image issue des réseaux sociaux de *Pobladores* pour montrer le lieu de réunion de l'organisation dont la structure n'a pas souffert beaucoup de modifications entre la période de mon enquête et celle de la photo.

²¹ Voir *supra*.

²² Notes de terrain. 4 septembre 2015.

de la réunion cet ensemble d'acteurs multi-positionnés entre le champ militant et le champ administratif discute des activités que les *movimientos* prévoient de mettre en place pour participer à la campagne électorale en cours. Ici, il faut comprendre les catégories *movimiento* au singulier et *movimientos* au pluriel comme un synonyme ou un miroir des catégories *organización popular* et *organizaciones populares*²³. Ainsi, le *movimiento popular* est l'idéal à atteindre en termes de capacité d'action collective commune entre les *movimientos populares* en tant qu'organisations issues des divers courants des gauches vénézuéliennes qui se réclament du chavisme. La particularité de ces *movimientos* est le fait d'être structurellement reliés aux gouvernements chavistes et à leur devenir, du fait des dynamiques de professionnalisation et institutionnalisation du militantisme. Ces organisations et leurs membres revendiquent aussi d'autres nomenclatures collectives dont celle du « chavisme populaire », par effort de distinction vis-à-vis d'autres composantes du chavisme avec lesquelles elles sont en concurrence. Leur chavisme populaire existerait alors en contraste avec le chavisme corrompu des bureaucrates, le chavisme d'appareil du PSUV, ou encore le chavisme disciplinaire et aux pratiques militaristes du *Frente Francisco de Miranda*.

Los movimientos durante la campaña electoral de 2015

La catégorie *movimientos* est une catégorie dynamique revendiquée par divers acteurs selon les périodes et les évolutions des alliances entre organisations militantes. Dans le contexte de mon enquête, les organisations se revendiquant comme les *movimientos* étaient divisées entre celles ayant une portée nationale, et celles de plus petite échelle dont le cœur des activités se déployait sur la métropole de Caracas. Ces dernières ont développé une surspécialisation sur les activités de production intellectuelle dont le design et la communication, répondant à la demande des gouvernements chavistes cherchant à produire une image et une esthétique révolutionnaire. À celles-ci, se joignent les brigades internationalistes de solidarité avec le Venezuela, en particulier les brigades argentines arrivées dans le cadre d'accords entre le MPPCMS et leurs organisations nationales d'origine.

Organisations ayant une portée nationale :

- Asociación Nacional de Medios Comunitarios, Alternativos y Libres de La Bolivariana Venezuela (Association nationale des médias communautaires, libres et alternatifs – ANMCLA) : dédiée aux luttes pour la communication.

²³ Voir *supra*.

- Le Movimiento Pobladores : luttes pour le droit au logement.
- Corriente Revolucionaria Bolívar y Zamora (Courant révolutionnaire Bolívar et Zamora – CRBZ) : travaillant en priorité sur les zones rurales afin d’accompagner les luttes paysannes. Promotrice des Communes rurales.
- Red Nacional de Comuneros (Réseau national des Communards – RNC) : organisation aussi portée sur les luttes paysannes dans les zones rurales.

Organisations spécialisées dans le design et la communication :

- Códigos Libres (Codes Libres).
- Commando Creativo (Commando créatif).
- Ejército Comunicacional de Liberación (Armée communicationnelle de libération).

Brigades Internationalistes de solidarité avec la révolution bolivarienne :

- Brigade *Darío Santillán* : issue de l’organisation *Darío Santillán*.
- Brigade *Eva Perón* : issue de l’organisation *Patria Grande*.
- Brigade *Ché Guevara* : issue de l’organisation *Encuentro de organizaciones*.

J’apprends lors de la réunion du 4 septembre que j’ai pu rejoindre par la légitimation obtenue en arrivant aux côtés de Francisco, que les *movimientos* ont décidé de participer à la campagne parlementaire à partir d’une stratégie particulière. En effet, leur objectif n’est pas de proposer des candidatures parlementaires propres. Il n’est pas non plus de soutenir des candidatures déjà existantes, dont principalement celles du PSUV en tant que structure partisane du chavisme de gouvernement. Les *movimientos* cherchent à produire une campagne alternative qui permette de « raviver le projet [révolutionnaire] et non pas les figures²⁴ », campagne dont les contenus et les moyens doivent encore être définis et accordés.

Plusieurs variables expliquent la volonté de la part des *movimientos* de faire une campagne alternative durant cette période électorale. Premièrement, le contexte économique vénézuélien de 2015 commence à produire des formes de mécontentement parmi les populations ayant historiquement soutenu le chavisme dont l’une des promesses principales de gouvernement est celle de la répartition de richesses. La crise économique est lue comme une

²⁴ Notes de terrain. 4 septembre 2015.

rupture de cette promesse, y compris par les intermédiaires militants que la position de relais de l'action publique ne protège pas totalement de la crise. Tel que l'exprime Dario :

Et c'est là le traumatisme, parce mon travail est génial, vraiment. Même avec tous ces trucs, et ses merdes, mais il est vraiment chouette, j'aime beaucoup mon travail. Mais au Venezuela, ce salaire ne sert foutrement à rien !²⁵

Produire une campagne alternative depuis la position de militants des *movimientos* permet aux intermédiaires militants de l'action publique de faire exister une rupture avec le chavisme de gouvernement et avec le PSUV. Il s'agit aussi d'une rupture déjà initiée par le haut lors des élections primaires au sein du PSUV. Au moment des primaires de juin 2015, le Parti accorde à ses propres cadres, ou encore à des candidats méconnus dont il entend tirer bénéfice, des places historiquement accordées aux candidats issus des organisations populaires. Un des exemples les plus criants est celui de Zulay Aguirre. Aguirre est la mère de Robert Serra. Serra était un cadre des jeunesses du PSUV qui ultérieurement est devenu député à l'Assemblée nationale. En octobre 2014, les corps sans vie de Robert Serra de 27 ans et de son épouse sont retrouvés à leur domicile. Les circonstances de ces morts n'ont jamais été véritablement éclaircies, mise à part la suspicion d'assassinat évoqué par les autorités publiques. Robert Serra est hissé au rang de héros de la révolution, donnant à sa mère une allure de martyr révolutionnaire sur laquelle le PSUV capitalise pour la transformer en candidate aux primaires internes. Ainsi, lors des élections primaires, Zulay Aguirre est placée par les dirigeants du PSUV en tant que concurrente du député historique de la circonscription électorale 2 du District Capital, Juan Contreras. Or, Contreras représente pour les *movimientos* la véritable figure du député populaire. Il est en effet issu du *barrio* 23 de enero²⁶. Dans sa jeunesse il a participé à la lutte armée en rejoignant les groupes guérilleros présents dans son quartier. Il a traversé avec ses anciens camarades de guérilla les périodes de pacification et de restructuration en tant qu'organisation populaire de ces formations. Il devient ainsi membre fondateur de la *Coordinadora Simón Bolívar*, organisation populaire au cœur de la vie communautaire du *barrio* 23 de enero. Cette organisation est aussi une plateforme militante pour des intermédiaires du quartier qui, comme Contreras, ont rejoint la politique partisane²⁷. En ce sens, quand Contreras perd les primaires du PSUV face à Zulay Aguirre, un véritable sentiment de trahison

²⁵ Entretien avec Dario, 9 août 2014.

²⁶ Voir *supra*.

²⁷ Lors des primaires du PSUV j'ai pu suivre une partie de la campagne de Juan Contreras au *23 de enero* et dans l'ensemble de la circonscription dont il était député-candidat. Malheureusement, j'ai perdu une bonne partie des données liés à ces observations du fait des failles du disque-dur mentionnées auparavant.

se répand au sein des militants de la *Coordinadora Simón Bolívar*. Ce sentiment est partagé par les acteurs qui depuis les *movimientos* accompagnent sa campagne dont Francisco pour ANMCLA, et de Joaquín de la brigade internationaliste Ché Guevara.

Mais la situation de crise économique et les ruptures politiques avec le PSUV en tant que bras partisan des gouvernements chavistes n'expliquent pas à elles seules la campagne alternative des *movimientos*, et notamment le fait que cette campagne ne propose pas de candidats aux élections à l'Assemblée nationale. Cela peut s'expliquer par les contraintes matérielles de ces organisations, et par leurs liens de subsistance avec les gouvernements chavistes. Ainsi, faire campagne contre le PSUV aurait été extrêmement coûteux pour des organisations militantes dépendant en bonne partie des institutions publiques pour fonctionner. Que ce soit à échelle individuelle ou à échelle collective, ces organisations et leurs membres vivent au quotidien de la mise en circulation plus au moins formelle des biens publics et peuvent difficilement se permettre de concurrencer le parti de gouvernement en faisant usage de ces biens. Le coût de s'opposer aux candidats du PSUV n'est pas seulement économique mais aussi politique et potentiellement vital, les élections à l'Assemblée nationale de 2015 se déroulant dans un contexte de répression des oppositions qui ciblent les oppositions traditionnelles vénézuéliennes. Ces repressions prennent la forme d'interdiction légale des figures politiques prééminentes à devenir candidats, d'interventions des partis politiques par le Tribunal suprême de justice dérogeant les membres des organes de directions élus en interne, de menaces à l'intégrité physique des candidats dans un contexte de violences qui va jusqu'à l'assassinat non-éclairci du dirigeant du parti AD Luis Manuel Díaz durant un acte de campagne²⁸.

Les arbitrages politiques des *movimientos* se font alors dans un contexte de fortes contraintes économiques et politiques. Ces contraintes façonnent aussi les contenus de leur naissante campagne et des répertoires mobilisés pour la mettre en place.

6.1.1.3. Produire des accords politiques entre des organisations différemment positionnées vis-à-vis des institutions publiques : la naissance de l'Agenda législatif populaire

À partir du mois de septembre les efforts s'accroissent pour mettre en place la campagne des *movimientos* en contexte d'élections législatives. Les questions sont celles des objectifs, contenus et moyens de cette campagne sans candidat. Les réponses à ces questions se construisent lors de réunions qui se font de plus en plus régulières, à une fréquence de deux

²⁸ Phil GUNSON, « Elecciones parlamentarias en Venezuela 2015: unos dados cargados », *op. cit.*

réunions par semaine approximativement, donnant un rythme soutenu aux échanges entre militants. Ainsi, le 4 septembre la décision est prise entre les cadres d'ANMCLA et du Movimiento Pobladores de rejoindre les efforts déjà initiés par les organisations Comando Creativo et Códigos Libres pour proposer les premiers contenus de campagne. Le 9 septembre, une réunion a lieu pour valider cette décision auprès des autres *movimientos*. Entre le 14 et le 20 septembre une délégation des *movimientos* participe au « Laboratoire créatif », une résidence de création de contenus de campagne organisée par Comando Creativo et Códigos Libres. Le 21 septembre les résultats de cette première résidence sont présentés à un groupe élargi des cadres des *movimientos* afin de chercher leur validation. Cette validation est urgente car, tandis que cette première résidence de création a lieu, la décision est prise de mettre en place une deuxième résidence de création, plus large, durant la semaine du 7 octobre. La nouvelle résidence porte le nom de *Campement de production de contenus Fabricio Ojeda* en référence au nom du député vénézuélien qui dans les années 1960 se retire de la vie politique institutionnelle pour rejoindre la lutte armée, devenant une figure héroïque des gauches vénézuéliennes²⁹.

La préparation du *Campement de production de contenus Fabricio Ojeda* offre un point d'observation privilégié sur les relations entre les *movimientos* et le champ politico-administratif, et sur la manière dont ces relations façonnent les actions collectives. Plus particulièrement, il s'agit d'observer en quoi et comment les rôles que les organisations populaires et leurs membres accomplissent en tant qu'intermédiaires militants d'action publique produisent des effets sur les contenus et les moyens matériels de leur campagne dite alternative et sans candidats. Penchons-nous d'abord sur la question des contenus.

Lors du « Laboratoire créatif » organisé par le Comando Creativo et Códigos Libres un cadrage politique pour la campagne est proposé. Les membres de ces organisations de créatifs issus des classes moyennes intellectuelles *caraqueñas* envisagent la campagne des *movimientos* comme une campagne indépendante à forte revendication chaviste. Dans leur sens, les contenus de la campagne doivent apporter des propositions législatives qui n'amènent pas à une confrontation directe avec le PSUV ni avec le gouvernement de Nicolás Maduro. Ceci a pour objectif de gagner des voix à gauche, la gauche n'ayant à leurs yeux d'autres candidats à proprement parler que ceux du PSUV. Ainsi, les chartes graphiques et les contenus issus de cette résidence se basent sur deux axes principaux et intrinsèquement liés. Premièrement, ils

²⁹ Il revient aussi dans le récit de la famille de Francisco Pérez. Voir *supra*.

proposent de contourner le discours de la guerre économique promu par le gouvernement Maduro en tant qu'explication à la crise traversée par le pays. Selon l'analyse des membres du Comando Creativo et de Códigos Libres, si la crise s'explique par la guerre économique, les électeurs pourraient alors reprocher au gouvernement Maduro et aux membres du PSUV d'être en train de la perdre et en conséquence ne pas les soutenir par le vote. Deuxièmement, la campagne doit se donner pour objectif de redorer le blason du chavisme et du projet révolutionnaire en proposant la Commune comme cadre des solidarités populaires qui permettra d'affronter la crise en cours³⁰. Dans ce contexte, est formulé le slogan *Cada latido cuenta* ou « chaque battement de cœur compte », comme une métaphore faisant allusion à l'indivisibilité du vote et à ce qu'ils identifient comme le besoin de faire compter chaque vote des chavistes aux élections parlementaires.

³⁰ Document « Por qué hace campaña? Laboratorio Creativo. Date d'obtention : 8 octobre 2015.

CADA LATIDO CUENTA #LATE

Es una apuesta **colectiva**, colaborativa, autogestionada y autoconvocada. Hecha por Nosotrxs, **chavistas**, constructorxs de esta historia de **dignidad, soberanía e independencia**.

Es una **campaña** que aporta contenidos y sentidos al **#ComunaoNada**, siendo la comuna cada espacio de construcción colectiva donde hacemos **Revolución** todos los días.

Es **multiforme, diversa y participativa**. Estos son puntos de partida, provocaciones, para convocar a otrxs al reto narrativo de contar lo que somos y queremos. ¡No es una camisa de fuerza! Esto apenas comienza y la campaña será lo que **todxs** hagamos de ella.

Creemos en la **inteligencia colectiva**, por eso te invitamos a sumarte a crearla y compartirla.

La hicimos **sin fines de lucro**. ¡Que nadie juegue al vivo!

Esta campaña habla:
 desde el **AMOR**
 desde la realidad de lo construido
 desde nuestras utopías, deseos y esperanzas
 desde la **CONVICCIÓN**
 desde la **UNIDAD** en la diversidad
 desde el **COMPROMISO** con la apuesta del Socialismo comunal
 desde el **PODER POPULAR** que somos
 desde la claridad de que el Cambio es revolucionario o no es.

No es una contracampaña, **tampoco** es la campaña por un candidato, es la campaña por nuestro proyecto **socialista**. No habla desde el miedo, sino desde la esperanza y el hacer.

Es y debe ser estimulante, motivadora, electrizante con el ritmo de la **fuerza de lxs comunes**. Apunta a generar deseo, re-enamoramiento, a veces desde la audacia, a veces desde la la picardía, a veces desde el humor, a veces desde la épica, pero siempre desde el argumento útil.

Es de **código abierto**: aprópiate de la campaña. Puedes usarlos, adaptarlos. La campaña la hacemos entre **todxs**. El chavismo unido, activo, creativo y desplegado ya es un mensaje de campaña.

Desde nuestras voces comuneras, defendemos cada espacio conquistado. Es nuestra manera **#irreversible** de vivir. Nos organizamos y nos juntamos para comunicar y movilizarnos en este escenario electoral, ¡vamos por más conquistas populares!

Venezuela **#Late**
 El chavismo **#LATE.**

Figure 33 : « Manifiesto. Laboratorio Creativo ». Le document résume les contenus et propositions de campagne issus du stage de création organisé par Comando Creativo et Códigos Libres. Il dévoile le slogan « Chaque battement de cœur compte ».

Ce premier cadrage passe ensuite par une révision générale de la part des *movimientos*. Lors de ces discussions certains aspects de la proposition comme l'identité esthétique et le slogan *Cada latido cuenta* sont approuvés. En revanche, la question du niveau de conflictualité à insérer dans la campagne devient un point d'achoppement. Parmi les acteurs ayant le plus de poids dans cette discussion se trouvent les représentants de trois des *movimientos* à portée nationale, à savoir, ceux d'ANMCLA, du Movimiento Pobladores et de la CRBZ. Les différentes positions des membres de ces organisations par rapport à la question de la conflictualité de la campagne s'explique par les relations que ces organisations maintiennent depuis longtemps avec le champ politico-administratif.

L'organisation ANMCLA, représentée dans ces réunions par Francisco Pérez et son collègue Héctor, entretient à l'époque des relations ouvertement tendues avec les institutions publiques du chavisme et avec le parti de gouvernement. C'est notamment le fait du non-soutien des gouvernements chavistes à leur proposition de Loi de communication populaire demandant, entre autres, la gestion du 33 % des ondes de radiotélévision par les médias alternatifs et communautaires³¹. Gardant alors une certaine distance avec les institutions publiques à la fois en termes individuels et collectifs, ce sont les représentants d'ANMCLA qui proposent l'intégration de contenus plus expressément conflictuels à la campagne des *movimientos*.

À leur tour, les chargées de communication de la CRBZ dont Camila et Doris, se positionnent pour éviter les contenus conflictuels vis-à-vis du gouvernement Maduro et du PSUV tout en adhérant à la proposition de promouvoir la Commune en tant que solution à la crise. Cette position diffère de celle d'ANMCLA notamment du fait des liens entre la CRBZ et le parti de gouvernement. Ainsi, la CRBZ en tant que *movimiento* développe une stratégie d'intégration de ses militants au sein du PSUV pour en faire « un formidable instrument idéologique, politique et organisationnel qui soit à la hauteur de la situation actuelle de la lutte de classes³² ». Le cœur d'activités de la CRBZ est le travail d'intermédiation en vue de l'installation de dispositifs participatifs territoriaux dans les zones rurales, dont notamment les Communes. Ainsi, il fait sens que les chargées de communication de la CRBZ souhaitent éviter les contenus décrivant le gouvernement Maduro et son parti, et qu'elles penchent pour des messages politiques pro-Communes qui donnerent plus de relevance à leur organisation au sein des *movimientos*.

³¹ José Manuel IGLESIAS OGANDO, « Los Medios Comunitarios Venezolanos Viven su Propia Crisis », *NACLA Report*, 2002.

³² « Corriente revolucionaria Bolívar y Zamora. Declaración de principios », p. 9.

Enfin, les cadres du Movimiento Pobladores, dont Iraida et Juan Carlos, tiennent à revendiquer la figure de Nicolás Maduro en tant qu'héritier d'Hugo Chávez, ce qui en partie s'explique par l'histoire familiale de Iraida très proche du parcours de Chávez lui-même, et de la relation structurelle du Movimiento Pobladores au leader de la révolution et aux gouvernements chavistes. Rappelons que le Movimiento Pobladores a été légitimé par une réunion publique télévisée avec Hugo Chávez et ses ministres, et par son intégration aux organes de pilotage de la GMVV³³.

Les allers-retours des discussions entre *movimientos* donnent lieu à un premier jet d'accords politiques larges censés guider la production de contenus lors du *Campement de production de contenus Fabricio Ojeda* :

1. Réhabiliter la figure du Chávez et du chavisme populaire.
2. Remobiliser le label CAPHUCHA : *Comando de Campaña Popular Hugo Chávez*³⁴.
3. Nous cherchons une marque de campagne large que tout chaviste puisse se rapprocher.
4. La Commune est définie comme un lien avec des formes de vie prenant appui dans le collectif. Ainsi, La Commune va au-delà des règlements des Conseils Communaux et des Communes pour lui donner le statut de projet politique à part entière.
5. Nous promouvons le sujet communal, tout en nous rappelant que la plupart du chavisme ne se reconnaît pas en tant que tel. En conséquence, nous devons chercher des options pour dialoguer avec cet autre chavisme.
6. Nous comprenons les relations avec le Parti en tant que relations formelles possibles.
7. Notre campagne n'est pas une contre-campagne, mais une campagne qui dit ce que d'autres plateformes ne diront pas.³⁵

Ces accords permettant le rassemblement de *movimientos* sous la bannière CAPHUCHA avec l'objectif de promouvoir l'Agenda législatif populaire en tant qu'ensemble de propositions de loi que ces organisations présentent aux candidats à l'Assemblée nationale qui se réclament du chavisme³⁶. Parmi ces lois, celle d'autogestion et de construction, de légalisation de l'avortement, de protection des semences autochtones et de communication.

³³ Voir *supra*.

³⁴ Celui-ci avait servi dans des campagnes précédentes pour réunir les *movimientos* en soutien électoral aux candidats du chavisme.

³⁵ *Campamento de producción de contenidos Fabricio Ojeda*. Sous partie : *Avance de acuerdos políticos*. Caracas, 27 septembre 2015.

³⁶ « *Para debate* ». Caracas, 30 octobre 2015.



Los numerosos Movimientos Sociales y Populares de Venezuela avanzamos en la campaña popular hacia la Asamblea Nacional desde nuestra historia, desde nuestras luchas, desde nuestro trabajo cotidiano para construir revolución. Es bien por eso que no llegamos a la contienda con las manos vacías, sino que llegamos con nuestra fuerza de acción y con nuestras ideas y exigencias legislativas.

Porque para nosotros defender la Asamblea Nacional se trata de defender aquellas ganancias que nos han costado años de lucha, y que no nos dejaremos arrebatar. Se trata de poner pie firme frente a la adversidad. Se trata de garantizar un marco de acción para continuar empujando al poder instituido a respetar y acatar el camino dictado por nosotros como poder popular, poder constituyente, como pueblo.

Cada uno de los movimientos que hacen parte de esta campaña lleva consigo la fuerza de la palabra de los muchos, de los mas; esa palabra que se posiciona firme frente a un momento decisivo en el que ahora mas que nunca, ahora como siempre, "cada latido cuenta". Venimos a la contienda legislativa...

- Para defender la Ley de Tierras Urbanas, y hacia la Ley de Autogestión y Construcción.
- Para defender la Ley Orgánica sobre el derecho de

las mujeres a una vida libre de violencia, y hacia la Legalización del aborto.

- Para defender la Ley de tierras y desarrollo agrario, y hacia la Ley de Semillas.
- Para defender el Reglamento de radiodifusión y televisora libre, comunitaria y alternativa, y hacia la Ley de Comunicación.
- Hacia la Ley anti-sicariato
- Hacia la Ley de Educación
- Hacia la reglamentación urgente y no derogable de todas las leyes del Poder Popular

En el marco de todas nuestras luchas, en el marco del Golpe de Timón, en el marco de la necesaria profundización de la revolución, ponemos nuestra fuerza para la defensa de la Asamblea Nacional, vista como garante de la expresión legislativa de las luchas populares. Nuestra Agenda Legislativa Popular no es una petición accesoria a la contienda legislativa; es una exigencia legítima, firme y contundente frente a la Asamblea que queremos.

El Comando CAPUCHA en sus numerosas y distintas voces promoverá en la contienda esta Agenda Legislativa Popular. Durante la campaña mostraremos contenidos que mostrarán el vínculo orgánico entre la palabra formalizada en ley y propuesta de ley, y el camino de lucha que ha llevado hacia las ganancias legislativas, y que empuja hacia nuestras exigencias a futuro.

Porque sabemos que la batalla continua, porque sabemos que la lucha la damos nosotros con nuestras manos, con nuestro esfuerzo, y porque este 6 de diciembre sea la palabra popular la que llegue a la Asamblea Nacional, el llamado es a darle vida a la consigna "cada latido cuenta": cada mano, cada pintada, cada pancarta, cada afiche, cada conversa, y cada uno de nuestros votos, cada uno de nosotros cuenta.

¡Vamos hacia la profundización de la revolución camaradas

Figure 34 : Brochure de campagne « Agenda législatif des mouvements sociaux et populaires ».

Avec cette « campagne qui dit ce que les autres plateformes ne diront pas³⁷ », les *movimientos* se positionnent dans une sorte d'entre deux qui joue à la faveur des gouvernements chavistes et du PSUV. D'un côté, l'Agenda législatif populaire est composé d'une série d'exigences qui se produisent depuis une position de critique et d'insatisfaction vis-à-vis des législatures précédentes historiquement dominées par les forces pro-chavistes. De l'autre côté, les accords qui donnent naissance à cette campagne confirment les liens de dépendance entre les organisations populaires et les gouvernements chavistes. Entre contrainte et conviction, les *movimientos* et leurs membres répondent à la crise économique vénézuélienne par une réaffirmation de leur engagement chaviste. En ce sens, ils attendent que leur engagement soit récompensé par l'accès aux moyens matériels nécessaires à la mise en place de leur campagne, prolongeant la dépendance matérielle aux gouvernements chavistes pour l'organisation de l'action collective.

³⁷ Campamento de producción de contenidos Fabricio Ojeda. Sous partie : Avance de acuerdos políticos. Caracas, 27 septembre 2015.

6.1.2. La campagne au concret : faire descendre le budget pour mettre en place la campagne de l'Agenda législatif populaire

La réalisation de la campagne pour l'Agenda législatif populaire est révélatrice des liens étroits entre les gouvernements chavistes et les organisations populaires par le biais des intermédiations militants de l'action publique. Ainsi, en observant le planning, l'esthétique et la quête de moyens pour mettre en place la campagne des *movimientos*, il est aisé de voir les structures qui ont historiquement sous-tendue la mise en place des politiques participatives des gouvernements chavistes, tout autant que leur délitement.

6.1.2.1. Le planning de la campagne en tant objet : exigence militante et effort collectif pour préserver l'avenir matériel et politique des movimientos

Héctor : Mais on fait comment pour cacher la critique ?

Salvador : Mais non, il faut la faire ! Il y a des endroits où il y a de quoi critiquer, d'autres où il n'y en a pas. [Mais] le vote sert à remonter le moral !³⁸

À l'heure où les inquiétudes politiques et économiques du pays ne peuvent plus être mises sous le tapis, la question de comment continuer à faire vivre un élan militant à forte revendication chaviste se pose pour les leaders des *movimientos*. Cet élan est bel et bien nécessaire pour continuer à faire exister leurs organisations en tant qu'intermédiaires utiles pour les gouvernements chavistes, capables de mobiliser les classes populaires à la fois dans le quotidien des politiques participatives et dans les conjonctures électorales. Leur réponse à cette question est dans le militantisme. Dit autrement, il s'agit de saisir la conjoncture électorale par un fort investissement dans les activités politiques collectives qui permette de maintenir de manière matérielle et symbolique les liens entre les organisations populaires et leurs membres, ainsi qu'entre ces mêmes organisations et les acteurs dominants du champ politico-administratif. C'est la raison pour laquelle la campagne pour l'Agenda législatif populaire, et son préambule sous la forme du campement de production de contenus Fabricio Ojeda, se placent au cœur des efforts des *movimientos* à la fin de l'année 2015. En effet, la période électorale leur offre le contexte propice pour montrer leurs capacités de mobilisation. Cette démonstration se transforme en une exigence entre leaders des *movimientos*, et entre leaders et militants, des formes d'engagement particulièrement dévouées et prenantes en termes de ressources humaines, politiques et économiques.

³⁸ Notes de terrain. 15 septembre 2015.

Le planning du campement de production de contenus Fabricio Ojeda laisse entrevoir un agenda rempli d'activités fortement encadrées à réaliser à un rythme soutenu. Le mercredi 7 octobre est dédié à une assemblée plénière dont l'objectif est moins de remettre en discussion les accords politiques construits par les leaders des *movimientos* durant les semaines précédentes, mais de les communiquer aux participants du campement afin qu'ils servent de cadre à leurs propres discussions et activités de création. Le jeudi 8 octobre au matin est dédié à la constitution d'équipes de travail par branche dont radio, graphismes, vidéos, réseaux sociaux, activités hors-ligne et recherche. Le jeudi 8 après-midi, le vendredi 9 et le samedi 10 au matin sont dédiés presque exclusivement à la production de matériel de campagne par branche. Enfin, le dimanche 11 octobre est le jour de la deuxième et dernière plénière où il est question de présenter collectivement les résultats du travail réalisé lors des journées précédentes et d'établir l'agenda de la campagne après le campement. Cet agenda doit servir à la mise en circulation des produits issus du campement en dehors du réseau des *movimientos*.

Jueves 8 de octubre

Mañana: División por ramas de producción y creación de plan de producción:

Ramas de producción:

| Rama | Responsable de producción |
|-----------------------|---------------------------|
| Radio | Francisco Pérez |
| Gráfico | |
| Audiovisual | Carlos Hurtado |
| Redes | |
| Tráfico | |
| Investigación y datos | |

1 – Las ramas de producción se reúnen y hacen un plan de producción: para eso atienden a las siguientes preguntas:

- ¿Qué se toma de las propuestas presentadas en la asamblea?
- ¿Qué trabajos se traen adelantados?
- ¿Qué queremos trabajar en prioridad?

2 – Se establece el plan de producción

3 – Se establecen los requerimientos de investigación y de datos necesarios para esa producción (los cuales deben ser comunicados por el responsable de producción al equipo de “Investigación y datos” a la brevedad posible).

Tarde:

PRODUCCION

Viernes 9 de octubre

Mañana:

PRODUCCION

Tarde:

- Rueda de Prensa (aun por confirmar)
- Batida (grafistas)

CAMPAMENTO DE PRODUCCION FABRICIO OJEDA

Miércoles, 7 de octubre

Tarde: Asamblea

1 – Introducción: (20 minutos aproximadamente)

- Lectura de coyuntura.
- Socializar el texto del campamento.
- Introducción a acuerdos políticos logrados en reuniones de preparación al campamento.

Estos dos primeros pasos buscan presentar el objetivo del campamento, el de PRODUCIR, y nivelar a los participantes sobre los contenidos programáticos de esa producción.

- Especificación de dos espacios de campaña: 1 – “Cada latido cuenta”, como espacio de la campaña sensible. 2 – “...”, espacio de campaña de ataque y contra campaña.

2 – Presentación de la proposición del Laboratorio Creativo: “Cada latido cuenta” (15 minutos aproximadamente).

- A cargo de Códigos Libres

3 – Presentación de la proposición de la Red Nacional de Comuneros (15 minutos aproximadamente).

- No se tiene aun un slogan, pero se presenta la propuesta y se dice que hay que buscar ese slogan.

4 – Apertura del debate:

- Se reitera la expectativa del campamento como espacio de producción de la campaña popular.
- Bajo esa consigna, y dadas las propuestas vistas, se pregunta:
 - ¿Qué falta? ¿Qué sobra?
 - ¿Qué podemos pensar para movilizar?
 - ¿Qué argumentos queremos dar?

Sábado 10 de octubre

Mañana:

PRODUCCION

Tarde: **Cierre por ramas.**

- 1- Cierre del trabajo. Listado de productos logrados.
- 2- Cierre de acuerdos y compromisos (para la continuidad del trabajo durante la campaña).

Domingo 11 de octubre

Mañana: **Plenaria**

- 1 – Presentación de los acuerdos por ramas.
- 2 – Plan de acción colectivo.
- 3 – Cierre.

Figure 35 : Agenda du campement de production Fabricio Ojeda.

L'emploi de temps chargé du campement Fabricio Ojeda est établi pour les plus de 150 militants des *movimientos*, toutes organisations confondues, qui sont invités à y assister. Leur participation débouche sur une semaine d'activités collectives intenses durant laquelle le logement, le transport et la nourriture sont pris en charge³⁹. Ainsi, les exigences de travail militant sont structurellement liées aux bénéfices matériels dont ce travail se voit rétribué, sans compter avec les moments d'échanges informels et festifs qui ne sont pas nécessairement prévus dans le planning mais sur lesquels il est possible de compter en tant que moments privilégiés pour les sociabilités militantes.

À la suite du campement, c'est la campagne pour l'Agenda législatif populaire qui doit être mise en place. À nouveau, le planning de cette campagne est ambitieux et implique de forts investissements collectifs. Ainsi, la circulation de produits de campagne est prévue par divers médias dont les réseaux sociaux comme Facebook et Twitter, par les radios et les chaînes de télévision dominantes et alternatives, par les messageries telles que WhatsApp ou encore par d'autres médias dits communautaires. Les propos de la campagne doivent aussi être déployés sur l'espace public par le biais d'activités collectives empruntant le répertoire des organisations populaires culturelles dont des concerts, des séances de peinture murale, des repas collectifs (*sancochos*) et des séances de cinéma en plein air. Le tout suit une division des activités en trois étapes, à savoir, celle de « l'intrigue » du 15 au 19 octobre, de « campagne » à proprement parler du 20 octobre au 4 décembre, et de « clôture » le jour de l'élection le 5 décembre. Prenons en compte que dans le contexte vénézuélien il est interdit de faire campagne le jour de l'élection, cette « clôture » renvoyant alors aux activités d'accompagnement, d'incitation, voire de contrainte, au vote qui se produisent à la lisière de la légalité.

³⁹ Document « Acuerdos operativos ». 25 septembre 2015.

| MOMENTOS | TWITTER | FACEBOOK | RADIO | TV | IMPRESOS | MSM/WHATSAPP | COMUNITARIOS | CULTURALES | ALTERNATIVOS |
|----------------|---|--|---|---|--|--|--|--|---|
| 15 DE OCTUBRE | Twitazo nacional 11am #LATE (Uso del numeral acompañado de un sujeto general no sugerentes del proceso revolucionario, como por ejemplo localidades; oficinas. "El campesino #LATE", "mi pueblo #LATE") | Cambio de fondo de pantalla por el diseñado para tal fin con #LATE | Inicio de uso de spots de campaña de entrega (Un spot antes de iniciar y al finalizar cada programa) | Lanzamiento de micros publicitarios en los momentos de transmisión de los programas. Colocación de Marcas durante los programas con la etiqueta #LATE | Envío de mensaje de texto o cadena de WhatsApp (y otros programas de difusión telefónica) con #LATE (Uso del numeral sugerentes del proceso revolucionario, como por ejemplo localidades; oficinas. "El campesino #LATE", "mi pueblo #LATE") | Envío de mensaje de texto o cadena de WhatsApp (y otros programas de difusión telefónica) con #CADA LATIDO CUENTA (Uso del numeral acompañado de frases prediseñadas) 11 am, cada tres días/ | | | MARCAZO DE LOS SANTARIOS DE TODOS LOS LOCALES PUBLICOS CON LA ETIQUETA SOLA #LATE |
| | Del 15 al 19 de OCTUBRE | Uso de etiqueta #LATE (Uso de las frases prediseñadas), una en la mañana y una en la tarde (no limitativo) | Colocación de cinta con #LATE (Uso del numeral acompañado de un sujeto general no sugerentes del proceso revolucionario, como por ejemplo localidades; oficinas. "El campesino #LATE", "mi pueblo #LATE") | Colocación de cinta con #LATE (Uso del numeral acompañado de un sujeto general no sugerentes del proceso revolucionario, como por ejemplo localidades; oficinas. "El campesino #LATE", "mi pueblo #LATE") | Colocación de foto de perfil con #LATE | Colocación de foto de perfil con #LATE | | Performance (Mimo) ondeando bandera con #LATE | FORMADA DE PINTAS EN ESPACIOS PUBLICOS. PREMARCADO DE ESPACIOS PARA REALIZAR MURALES CON LA ETIQUETA. |
| 20 DE OCTUBRE | Twitazo nacional 11am #CadaLatidoCuenta | Cambio de foto de perfil y publicación de imágenes instructivo. | Entrevista en el programa de mayor audiencia para dar a conocer la campaña. | Lanzamiento de micros publicitarios en los momentos de transmisión de los programas. Colocación de Marcas durante los programas con la etiqueta #CADA LATIDO CUENTA | Envío de mensaje de texto o cadena de WhatsApp (y otros programas de difusión telefónica) con #CADA LATIDO CUENTA (Uso del numeral acompañado de frases prediseñadas) 11 am, cada tres días/ | | | | MARCAZO DE LOS SANTARIOS DE TODOS LOS LOCALES PUBLICOS CON LA ETIQUETA SOLA #CadaLatidoCuenta |
| | Del 20 de Octubre al 4 de Diciembre | Uso de etiqueta #CadaLatidoCuenta (Uso de las frases prediseñadas), una en la mañana y una en la tarde (no limitativo) | Publicación de cápsulas audiovisuales | Inicio de transmisión de los sociodramas. Inicio de uso de spots de campaña (Un spot antes de iniciar y al finalizar cada programa) | Colocación de cinta con #CADA LATIDO CUENTA (Uso del numeral acompañado de las frases prediseñadas) Transmisión de las cápsulas audiovisuales en los espacios de transmisión | | 2 Actividades culturales incluyendo: - Pinta de mural - Pinta de franjas - Radio abierta - Sarcacho (una proxima al 31 de Octubre y una proxima al 13 de Noviembre) (No limitativo) | Concierto "UN SOLO LATIDO" (Organización de un evento musical con agrupaciones voluntarias donde se convocan los movimientos populares territoriales) (Sábado 28 de Noviembre) | |
| 5 DE DICIEMBRE | Twitazo nacional 11am #CadaLatidoCuenta | Cambio de foto de perfil y publicación de imágenes personalizadas "MAS MANERAS CLAVE, TU LATIDO CUENTA" | Entrevista en el programa de mayor audiencia para conversar acerca de la importancia de ir a votar y el cierre de la campaña. | | | | Recorrido "VAMOS LATENDO" (Emulando al "Tren de la alegría") encuentro programado del movimiento popular por sectores, con recorrido por estaciones temáticas que trabajen el contenido de la campaña. NOTA: Tomar en cuenta colocar en cada estación el anuncio "¡Aquí latamos!") | | |
| | | | | | | | Cineforo | | |

Rueda de prensa nacional con los voceros de las organizaciones que hacen parte de la campaña cada latido cuenta.

Figure 36 : « Cronograma campaña ». Document produit lors du campement Fabricio Ojeda du 7 au 11 octobre 2015.

Si les activités prévues et celles finalement réalisés dans le cadre de la campagne pour l'Agenda législatif populaire ne correspondent pas toujours, le planning en tant qu'objet d'expression d'accords et des aspirations collectives est en soi parlant. En effet, durant la période électorale d'autres plannings de campagne surgissent et font concurrence à ceux établis par les *movimientos* ensemble, que ce soient ceux de chaque organisation populaire en individuel, ceux établis par le PSUV et qui s'imposent aux employés des institutions publiques, ou encore les activités en réponse aux mobilisations des opposants traditionnels au chavisme de gouvernement. Toutefois, ces objets qui cherchent à rationaliser et encadrer les temps et les activités politiques collectives sont révélateurs des aspirations des *movimientos* en tant qu'organisations dont les devenirs sont liés à celui des gouvernements chavistes. Ainsi, les leaders des *movimientos* s'adressent avec ces plannings aux militants de leurs organisations, proposant des cadres pour produire des efforts politiques collectifs dans un contexte qui tend plutôt à provoquer des formes de rejet du politique. Ils s'adressent aussi aux acteurs dominants du champ politico-administratif se réclamant du chavisme, en montrant qu'ils travaillent pour l'avenir de la révolution. Ainsi, si l'Agenda législatif populaire prend appui sur une critique des gouvernements chavistes, le planning de la campagne laisse entrevoir des expressions de loyauté de la part des *movimientos* qui se proposent de mobiliser leurs moyens matériels et symboliques pour proposer un discours d'encouragement des forces chavistes. Cette volonté se confirme par les produits de campagne à proprement parler, dont les propositions esthétiques entrelacent les codes de la tradition culturelle caribéenne et ceux de l'intellectualité de gauche urbaine et connectée en tant que codes qui ont historiquement nourrit les expressions politico-culturelles des gouvernements chavistes.

6.1.2.2. L'esthétique de la campagne pour l'Agenda législatif populaire : la circulation des codes entre les gouvernements chavistes et les organisations populaires

Durant le campement de production de contenus Fabricio Ojeda ont été fabriqués une longue série de produits de campagne, dont beaucoup en direction des médias radio-visuelles et des réseaux sociaux. Entre ces produits on retrouve des bannières Facebook, des affiches digitales, des spots vidéo et des infographies expliquant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée nationale. Tous sont composés à partir du slogan commun de campagne « chaque battement de cœur compte », et en suivant selon diverses interprétations individuelles et collectives, les propositions de design venues des organisations spécialisées comme le Laboratorio Creativo et Códigos Libres. Ces propositions sont en écho avec une certaine esthétique propre aux campagnes de communication des gouvernements chavistes.



Para el bicentenario de la Campaña Admirable realizamos este logo. Originalmente realizamos el logo únicamente para la conmemoración de los 200 años de la Batalla de Taguanes. Sin embargo, una vez que salió el logo de taguanes, el ejecutivo nacional nos solicitó adaptarlo para todo el bicentenario de la Campaña Admirable. Esta imagen acompañó durante todo el 2013 la identidad del Gobierno Bolivariano.



Figure 37 : Logo « Campagne admirable » par le Comando Creativo, mobile durant l'année 2013 par le gouvernement de Nicolas Maduro, [[en ligne](#)].



Figure 38 : Design pour la « Fiesta de saberes comunales », organisée par le ministère des Communes en 2014. Ejercito comunicacional de Liberación, [[en ligne](#)].



Figure 39 : Design pour la « Fiesta de saberes comunales », organisée par le ministère des Communes en 2014. Ejercito comunicacional de Liberación, [\[en ligne\]](#).



Figure 40 : Capture d'écran du spot de campagne sur les droits des femmes et des personnes LGBTQI produit lors du campement de production de contenus Fabricio Ojeda.

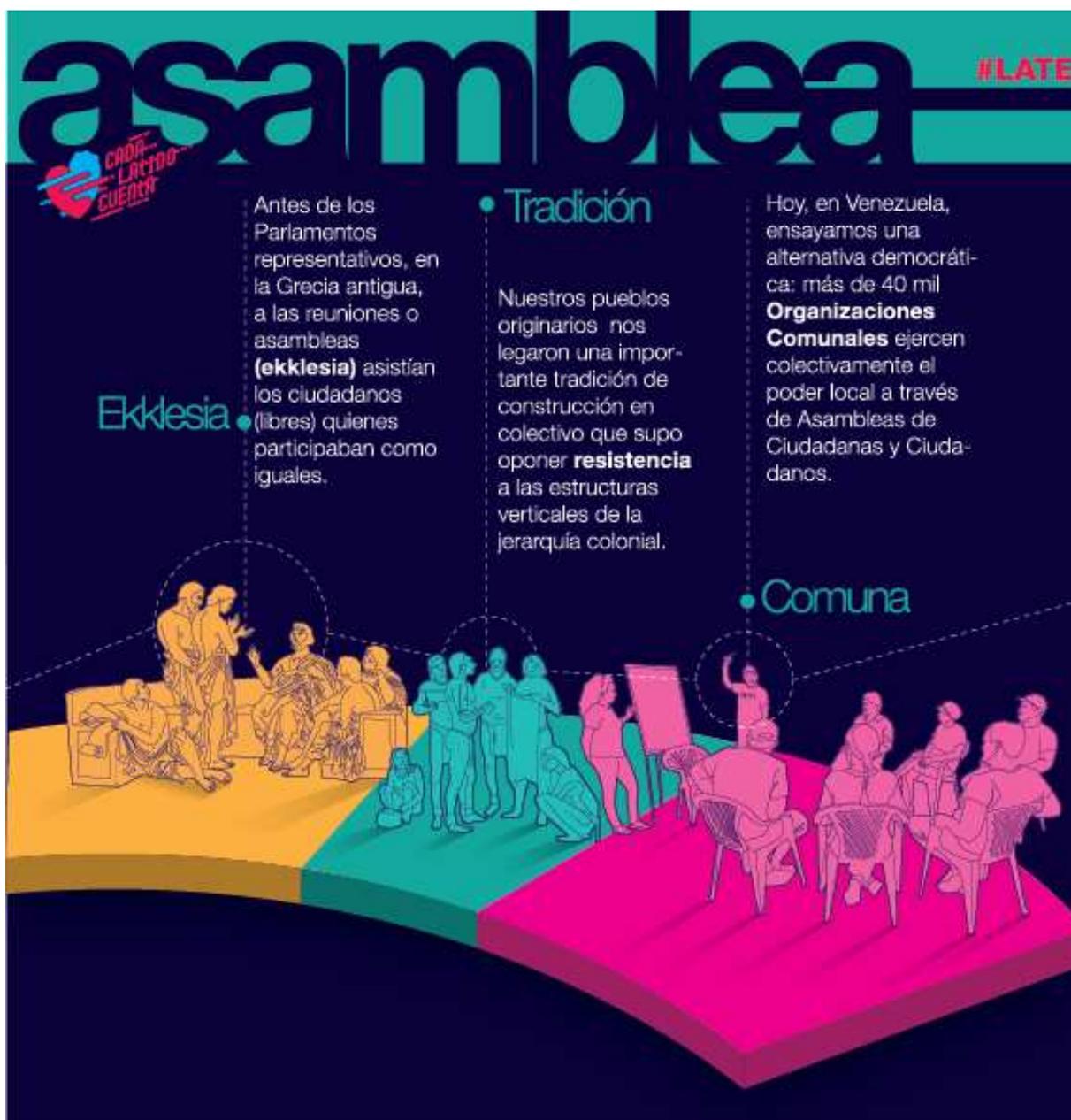


Figure 41 : Infographie sur l'assemblée en tant qu'institution produite dans le cadre des élections à l'Assemblée nationale en décembre 2015. Elle propose une continuité historique entre l'assemblée de l'antiquité grecque, les pratiques politiques des populations autochtones vénézuéliennes et les structures de gouvernement des Communes, [[en ligne](#)].

Sans prétendre assumer ici une analyse en colorimétrie ou autres outils de compréhension des images et du design qui dépasseraient mes connaissances de sociologie politique, je me permets de constater une certaine continuité des palettes de couleurs vives, des polices ou encore de l'usage d'illustrations évoquant du mouvement entre les images précédentes. Les deux premières illustrations ont pour vocation d'accompagner l'expression officielle du gouvernement de Nicolás Maduro. Les deux dernières font partie des produits de campagne pour l'Agenda législatif populaire des *movimientos*. Cette continuité, plus qu'esthétique, est

l'expression de liens étroits entre les organisations qui au sein des *movimientos* se sont spécialisées dans la communication et le design et les gouvernements chavistes. En effet, aussi bien qu'ANMCLA, le Laboratorio Creativo, Códigos Libres et l'Ejército Comunicacional de Liberación ont pu travailler pour produire les campagnes publicitaires des gouvernements chavistes à l'échelle nationale et locale⁴⁰. Il en va ainsi de la participation d'ANMCLA et de l'*Ejército Comunicacional de Liberación* aux campagnes d'installation de la récente *gobernación* du District capital sous l'égide de Jacqueline Faría, celle de Códigos Libres à l'animation du parc culturel Tiuna el Fuerte, et à la production de rapports d'expertise pour le MPPCMS sous l'égide de Reinaldo Iturriza⁴¹, ou encore la création de l'image du « Plan révolutionnaire pour la lecture au Venezuela » du MPPC par Comando Creativo⁴².

La participation des *movimientos* spécialisés dans les activités de communication et créatives dans la construction de l'image publique et de l'esthétique des gouvernements chavistes obéit à la constitution d'un marché public de la créativité auquel ces organisations répondent en devenant des prestataires des pouvoirs publics. Ce faisant, leurs membres acquièrent des connaissances pratiques des aspirations esthétiques des gouvernements chavistes, en même temps qu'ils les nourrissent. Si les politiques participatives privilégient les classes populaires en tant que cibles des divers dispositifs territoriaux et sectoriels, la promotion de la participation doit aussi proposer sa propre palette de couleurs, sa propre esthétique, ses propres codes culturels et visuels. Ceux-ci servent à bien identifier l'origine révolutionnaire des biens mis en circulation par les politiques participatives.

Ce n'est donc pas un hasard que ce soient notamment les membres de Comando Creativo et de Códigos Libres qui apportent les premières lignes créatives de la campagne « Chaque battement de cœur compte ». Ce n'est pas non plus anodin que ces lignes directrices aient pu retrouver un fort succès chez les membres des autres *movimientos*, eux-mêmes déjà sensibilisés aux produits créatifs de leurs collègues militants ayant été mobilisés dans les campagnes publicitaires des gouvernements chavistes. Toutefois, au cours du campement Fabricio Ojeda ces lignes directrices souffrent des modifications et adaptations. Les modifications sont visibles

⁴⁰ Entretien avec Marta. 13 novembre 2015.

⁴¹ José Romero LOSACCO, Doris PONCE, Adriana GREGSON, María Claudia ROSSELL GARCIA, Emiliano TERAN MANTOVANI, Adriana BENZAQUEN, Patricia FRANCO, Davgla RODRIGUEZ A., Víctor ÁLVAREZ R., Enrique REY, Andrés ANTILLANO et Indira Carolina GRANDA ALVIAREZ, *Jóvenes, cultura productiva y nuevo poder. Una investigación colaborativa*, Caracas, Códigos Libres, 2015. La présentation de l'ouvrage a été faite lors des festivités pour l'anniversaire du parc culturel *Tiuna el Fuerte*, en présence du ministre Reinaldo Iturriza. Notes de terrain, 18 juillet 2015.

⁴² « Plan Revolucionario de Lectura », *Comando Creativo*, 23 avril 2013, URL complète en biblio.

notamment par l'intégration dans les spots vidéo d'images et références aux cultures populaires urbaines et rurales traditionnelles, que ce soit par l'image de paysans labourant la terre⁴³, de leaders de quartier défendant leur attachement au chavisme⁴⁴, ou d'ouvriers d'une fabrique de blocs de ciment⁴⁵. Les adaptations réalisées notamment par les membres d'ANMCLA montrent les inégalités en termes d'appartenance de classe, de capitaux scolaires ou encore d'accès aux outils du travail créatif, dont des ordinateurs puissants et des logiciels payants, qui existent entre les membres des *movimientos*. Ces inégalités dispositionnelles parlent aussi des clivages entre *movimientos* en tant qu'organisations ayant des intérêts individuels qui provoquent des concurrences au sein de la dynamique de campagne collective, y compris par rapport aux nomenclatures mobilisées pour nommer leur alliance. Ainsi, il est possible de voir les militants d'ANMCLA, traditionnellement issus des classes populaires, distinguer leurs produits de campagne par l'intégration systématique du logo CAPHUCHA à leurs produits. Ils se réfèrent ainsi à une ancienne alliance entre *movimientos* au sein de laquelle ANMCLA a pu exercer un rôle plus porteur que celui que l'organisation peut se donner durant la campagne pour l'Agenda législatif populaire. Cette perte de vitesse d'ANMCLA s'explique, entre autres, par les ruptures internes et les scissions vécues à partir des années 2010, ayant eu un fort coût matériel (perte de fonds) et humain (désengagement de militants)⁴⁶.

Les concurrences entre *movimientos* n'empêchent pas le lancement de la campagne pour l'Agenda législatif populaire en tant qu'effort collectif. Ainsi, lors de la conférence de presse qui officialise cette alliance le 20 octobre 2015, les différentes organisations participent en mobilisant chacune ses propres codes militants. Chaque *movimiento* fait apparaître ses logos et palettes de couleurs, et ses propres références culturelles. C'est ainsi qu'on voit les militants du Movimiento Pobladores arriver très nombreux avec des larges bannières se référant aux luttes pour le logement. De leur côté, les militants d'ANMCLA arrivent autour de Francisco Pérez en proposant une animation avec des percussions. Ceci permet aussi de voir la manière dont les capitaux acquis par Francisco en militant pour les cultures afro-descendantes chez Caribes de Itagua, nourrissent son engagement auprès d'ANMCLA.

⁴³ Vidéo de campagne « Largo. Campesinas. Archivo ».

⁴⁴ Vidéo de campagne « Corto. Golpe de Estado. Archivo ».

⁴⁵ Vidéo de campagne « Largo. Cementera. Archivo ».

⁴⁶ Entretien avec Francisco. 24 juillet 2014.



Figure 42 : Membres de la CRBZ, Comando Creativo, Codigos Libres et ANCMLA lors de la conférence de presse pour la présentation de la campagne pour l'Agenda législatif populaire à la Plaza El Venezolano, au centre-ville de Caracas. 20 octobre 2015.



Figure 43 : Conférence de presse de la campagne pour l'Agenda législatif populaire. 20 octobre 2015.



Figure 44 : Francisco Pérez avec des jeunes de La Vega joue des percussions pour animer la sortie de la campagne pour l'Agenda législatif populaire. Ils portent tous des t-shirts avec les couleurs et le logo d'ANMCLA.

Si le travail collectif des *movimientos* en vue de la campagne pour l'Agenda législatif populaire représente un effort pour faire vivre leurs organisations et pour entretenir leurs liens avec les gouvernements chavistes, cela ne se fait pas sans attendre de ces gouvernements le soutien matériel nécessaire à produire ce travail militant. En effet, en contexte de crise économique une des questions centrales pour les *movimientos* est celle de la participation des pouvoirs publics au financement de leurs efforts de campagne. Autrement dit, se pose la question de faire descendre le budget.

6.1.2.3. *Faire descendre le budget pour la campagne : les ruptures entre organisations populaires et gouvernements chavistes*

Message texto du ministre du pouvoir populaire pour la culture, 15 septembre 2015

Chers *compañeros*, hier, j'ai pris la décision de suspendre les concerts du cycle SonAra. J'ai également suspendu tous les voyages à l'intérieur du pays des employés des directions générales de ce ministère. En général, toutes les activités qui sont menées avec les ressources gérées par ce Bureau ont été suspendues. La raison en est que nous n'avons pas les ressources nécessaires pour fonctionner. Depuis juin, notre demande de crédits de fonctionnement supplémentaires se trouve au ministère des Finances. Nous n'avons pas eu de réponse. Il s'agit de 188 millions. J'estime que nous sommes déjà en dette de plus de 120 millions. Durant des mois, pratiquement toutes les activités financées avec les ressources de ce Bureau ont été possibles grâce à la disponibilité des ressources dans un poste de dépenses nommé « Présence nationale ». Depuis le Bureau nous finançons [aussi] de nombreuses activités des entités affiliées. J'espère que nous pourrions tous profiter de cette situation pour ce qu'elle représente, une opportunité : une occasion unique pour revoir nos méthodes de gestion, la façon dont nous administrons les ressources. L'argent que nous avons fait durer jusqu'à la première moitié de septembre aurait très bien pu être fini plus tôt s'il n'y avait pas eu l'examen exhaustif de nombreuses demandes de financement qui sont parvenus à ce Bureau au cours des derniers mois. Transformer ce ministère, le mettre au service de la révolution, cela exige de revoir, nous personnellement, chacun d'entre vous, ce que font nos techniciens et nos experts. Il y a énormément de gaspillage. S'il est absolument vrai que celui-ci est un ministère auquel on n'accorde pas beaucoup d'importance, je vous invite à abandonner ce discours d'apitoiement. Passons à la révision la manière dont on fait les choses. Mais encore plus, faisons l'exercice de nous adapter aux circonstances. De nous adapter, non pas de nous résigner. L'écroulement budgétaire est réel. Ce ne sont pas des contes de fées. Depuis un certain temps maintenant au sein de ce Bureau, nous faisons des pirouettes pour respecter nos obligations. Je vous invite, respectueusement, à faire de même. En ce qui concerne les voyages internationaux, pour le moment, j'ai donné des instructions spécifiques pour que les procédures d'achat (jusqu'à ce qu'il y ait des ressources dans le poste correspondant) soient effectuées à partir des bureaux respectifs de chaque entité, qui ont du personnel formé à cet effet, en coordination avec mon équipe. Jusqu'à très récemment, ce bureau était devenu une véritable agence de voyage et cela ne peut plus être le cas. *Hasta la victoria siempre*, Reinaldo.

Reinaldo Iturriza, 15 septembre 2015.

Avec un planning serré et de fortes aspirations politiques et créatives pour la campagne pour l'Agenda législatif populaire, la question des moyens économiques pour faire campagne devient centrale pour les leaders des *movimientos*. La problématique est particulièrement visible quand il s'agit de discuter sur la mise en place du campement de production Fabricio Ojeda en tant que résidence de préparation des produits de campagne. En effet, cela implique de loger, nourrir et donner accès aux divers outils de travail à plus d'une centaine de militants de diverses organisations réunis à Caracas pour bâtir l'effort de campagne. Or, dans le contexte économique vénézuélien, l'acquisition de moyens de consommation de base pour nourrir les participants au campement, ou encore l'achat des matériaux pour le travail créatif est loin d'être une évidence.

Lors des réunions du 15 et 21 septembre, les leaders des *movimientos* essaient d'organiser les dépenses nécessaires à la mise en place du campement. Iraida, du Movimiento Pobladores, propose que le campement se tienne dans les locaux de son organisation à Chacao, à l'est de Caracas. Il s'agit d'un bâtiment de deux étages qu'elle décrit comme étant en bonnes conditions grâce à son accès à l'eau et à l'électricité. Elle propose aussi de faire usage des pièces vides où il est possible de faire dormir les participants au campement sur des matelas mis par terre. Iraida propose aussi de mettre à contribution les militants du Movimiento Pobladores pour préparer les repas collectifs, à condition que la dépense de la nourriture soit partagée entre l'ensemble des *movimientos*⁴⁷. Du côté d'ANMCLA, Héctor propose d'apporter le matériel informatique et technique de son organisation notamment des caméras photographiques et vidéo, microphones, consoles de son et quelques ordinateurs permettant de travailler avec des fichiers audio-vidéo lourds⁴⁸. À leur tour, les représentants des *movimientos* présents dans les zones rurales dont la CRBZ et le RNC proposent de participer aux repas en apportant des produits issus des communes paysannes membres de leurs organisations respectives⁴⁹. Toutefois, il est de connaissance commune que ces apports ne sont pas suffisants pour mener à bien le campement Fabricio Ojeda. Émerge alors un accord collectif pour chercher « qui a des amis dans les institutions et peut faire descendre le budget⁵⁰ ». C'est en effet une pratique connue de tous. Que ce soit depuis les positions d'employé public au sein des institutions porteuses des politiques participatives, ou encore en tant que leaders d'organisations populaires réceptrices de ces politiques, les intermédiaires militants de l'action publique ici présents pratiquent la mise en circulation des ressources publiques au quotidien. Ainsi, cette pratique semble avoir toute sa

⁴⁷ Note de terrain. 21 septembre 2015.

⁴⁸ Note de terrain. 15 septembre 2015.

⁴⁹ Note de terrain. 21 septembre 2015.

⁵⁰ Note de terrain. Caracas, 15 septembre 2015.

place dans le cadre de la campagne électorale. Plus encore, la descente de budget afin de financer les initiatives militantes des *movimientos*, en l'occurrence pour la campagne de l'Agenda législatif populaire, est perçue comme la continuité ou la suite logique des efforts que ces acteurs produisent au quotidien pour le bien-être de la révolution. En effet, pour les intermédiaires militants, les gouvernements chavistes ont acquis une dette auprès des organisations populaires qui ont orienté leur travail militant à la faveur de la mise en place des politiques participatives. En ce sens, le soutien des pouvoirs publics aux activités militantes de ces organisations est un moyen pour les gouvernements chavistes de payer cette dette.

Plus concrètement, pour les leaders des *movimientos* il s'agit ici d'interpeller le ministre du Pouvoir populaire pour la Culture, Reinaldo Iturriza, le plus à même de répondre aux sollicitations de leaders des *movimientos* dont il est proche du fait de parcours militants partagés⁵¹. Or, le 15 septembre le ministre Iturriza fait circuler un message texto en expliquant que les budgets du ministère de la Culture ont été entièrement consommés avant le dernier trimestre de 2015, et qu'aucune rallonge budgétaire n'a pu être obtenue pour finir l'année. Dans son message le ministre va jusqu'à parler d'« écroulement budgétaire ». Il dénonce aussi ce qu'il considère comme des usages abusifs du budget de son ministère qui « aurait très bien pu être fini plus tôt s'il n'y avait pas eu l'examen exhaustif de nombreuses demandes de financement qui sont parvenus à ce Bureau au cours des derniers mois ». Et en conséquence il fait un appel collectif à « s'adapter aux circonstances » en repensant « la manière dont on fait les choses ». Il termine son message par l'épilogue révolutionnaire obligatoire « jusqu'à la victoire pour toujours⁵² ».

Si ce message est destiné aux employés du ministère de la Culture, il est perçu comme ayant des conséquences directes pour la campagne de l'Agenda législatif populaire. En effet, les leaders des *movimientos* ont sollicité par écrit le ministre Reinaldo Iturriza afin de financer leurs efforts de campagne. Le texto d'Iturriza laisse à penser que ces sollicitations resteront sans réponse⁵³. Ceci se confirme par un appel entre Héctor d'ANMCLA et le ministre au cours duquel ce dernier confirme que l'épuisement du budget du ministère de la Culture l'empêche de soutenir la mise en place du campement Fabricio Ojeda⁵⁴. Dans un contexte général de grande inquiétude, les leaders des *movimientos* discutent entre eux les explications du ministre,

⁵¹ Voir *supra*.

⁵² Copie du message du Reinaldo Iturriza du 15 septembre 2015. Note de terrain, 17 septembre 2015.

⁵³ Note de terrain. 15 septembre 2015.

⁵⁴ Note de terrain. 21 septembre 2015.

jugées insatisfaisantes. Ils mettent en cause sa propre gestion du ministère et des budgets qui lui ont été octroyées, tout en proposant des analyses sur la place du ministère de la Culture dans l'économie générale du gouvernement de Nicolás Maduro. En effet, quand Reinaldo Iturriza en tant que *compañero* se trouve à gérer un ministère connaissant de fortes difficultés économiques, Isis Ochoa, cadre du *Frente Francisco de Miranda*, structure fortement liée au PSUV, est à son tour mise à la tête du MPPCMS. Elle prend alors la tête du ministère qui auparavant a été dirigé par Iturriza et à partir duquel il avait été possible de prendre appui pour mettre en circulation des ressources publiques au profit des organisations populaires. L'ensemble de la séquence est lu par les leaders des *movimientos* comme une expression de plus de la rupture que les gouvernements chavistes continuent à établir avec les organisations populaires. En ce sens, les militants décident qu'il faut revenir à une position de compréhension des contraintes qui s'imposent au *compañero* Iturriza et de « faire sortir du ministère seulement ce dont nous avons véritablement besoin⁵⁵ ».

Sous les pavés de la campagne pour l'Agenda législatif populaire se trouve le quotidien des relations entre organisations populaires et gouvernements chavistes ainsi que les rapports de force entre différentes composantes des forces politiques qui composent le chavisme. En suivant le cadre d'analyse des leaders des *movimientos*, si le ministère de la Culture se retrouve privé de moyen c'est que les dirigeants du gouvernement de Nicolás Maduro décident d'affaiblir ce ministère, bastion institutionnel des organisations se réclamant du chavisme populaire. Et si cet affaiblissement empêche dans la pratique l'accès aux biens publics des organisations populaires afin de rendre matériellement possibles leurs mobilisations, c'est que les dirigeants du gouvernement Maduro cherchent à rendre explicite leur rupture avec ces organisations. Alors, leurs efforts de campagne seraient d'autant plus nécessaires que c'est par ce biais que les *movimientos* auraient la capacité de démontrer aux gouvernements chavistes le caractère toujours profitable de leurs liens avec les organisations populaires. En effet, ces dernières seraient les gardiennes d'une manière d'être chaviste et des capacités de mobilisation des classes populaires essentielles pour la survie de la révolution.

Les ruptures sont révélatrices des systèmes sociaux. Ici, les ruptures continues entre les gouvernements chavistes et les organisations populaires permettent d'observer le système qui a pu historiquement soutenir ces relations, à savoir, la mise en circulation des ressources

⁵⁵ Notes de terrain. 21 septembre 2015.

publiques au profit de l'action collective. La rupture est aussi démonstratrices de la manière dont la relation de dépendance entre acteurs mobilisés et champ politico-administratif a pu réduire les marges de manœuvre des premiers. En effet, subalternes au sein d'une relation de domination, les expressions de loyauté semblent être le seul moyen pour les *movimientos* de faire face aux signaux de rupture envoyés par les acteurs dominants du champ politique se réclamant du chavisme. Ces efforts se prolongent par le travail politique au sein des institutions publiques, et plus précisément, par la présentation de la campagne de l'Agenda législatif populaire au sein du Conseil présidentiel du gouvernement communal.

6.2. Le travail politique au sein des institutions publiques : les déconnexions électorales et institutionnelles

Quand on fait campagne au sein des institutions publiques en faveur des gouvernements en place, qu'est-ce qu'on fait concrètement ? Comment se produit et se justifie ce travail politique réalisé au sein des institutions publiques ? Quels rapports de force s'imposent à ce travail ? Pour les intermédiaires militants de l'action publique, faire campagne dans les lieux de l'action publique et au sein des réseaux des bénéficiaires de l'action publique participative c'est la continuité de leur engagement pour l'avenir de la révolution bolivarienne. C'est aussi leur manière de prolonger leurs efforts pour garder leurs places d'intermédiaires et rester des interlocuteurs légitimes auprès des acteurs dominants du champ politique se réclamant du chavisme. Cet effort se produit donc à l'occasion des rendez-vous organisés par les institutions publiques dans le cadre des politiques participatives territoriales. D'une certaine manière il s'agit de traverser dans l'autre sens le chemin qui avait mené beaucoup d'entre eux issus des réseaux militants des gauches vénézuéliennes ou encore des réseaux de participants aux dispositifs participatifs territoriaux, à assumer un emploi public. Or, ici, depuis la position d'employé public, il s'agit pour eux de retourner au travail politique et de produire ce travail dans les espaces qu'ils ont traversé, ou qu'ils habitent encore, en tant qu'intermédiaires de l'action publique. Ce qui ne va pas sans produire des tensions avec les cibles de la campagne qui questionnent les doubles casquettes et les intentions de ces militants politiques aux positionnements multiples.

6.2.2.1. « Les poilus arrivaient pour détruire le ministère » : Gerardo Rojas entre le ministère des Communes et le retour à la Commune

Les 28 et 29 octobre 2015, a lieu le Conseil présidentiel du Gouvernement communal (CPGC)⁵⁶. À cet évènement assiste Gerardo Rojas, vice-ministre d'Économie populaire du MPPCMS.

Et du coup, au sein du ministère, en plus, ben, Reinaldo a été un mec, il est un mec exceptionnel je pense, un mec qui a démontré en tout moment et avec beaucoup de monde, non pas seulement avec moi, qu'en plus de garder sa parole il s'agit d'un mec qui maintient sa cohérence et qui n'a pas de mal à risquer sa propre peau quand il pense qu'une idée en vaut la peine. Du coup nous, le seul accord qu'on a fait avec lui au moment de nous intégrer au ministère c'était que nous souhaitions construire une équipe de travail pour pouvoir avancer. Et finalement nous nous sommes entourés de diverses organisations et de diverses personnes qui avaient eu auparavant des problèmes avec le ministère, qui avaient été en conflit avec le ministère. Et, en plus, [c'était comme si] les poilus⁵⁷ arrivaient pour détruire le ministère. Je pense alors que nous avons été très précautionneux parce que la question ce n'était pas celle d'une revanche, la question c'était de mettre en avant une manière différente, au sein de la révolution bolivarienne, alors que ceux qui y étaient avant [au ministère] ce n'est pas non plus qu'ils n'étaient pas des *compañeros*, mais une manière différente de ce que nous définissions comme étant la Commune. Avec un avantage certainement du fait de l'expérience au préalable dans la Commune Ataroa, des débats gagnés avec certains ministères sur la question de ce que devait être une politique publique [construite] depuis la Commune. Et aussi le fait d'avoir eu de l'expérience militante au niveau sectoriel. Ceci nous a conduit à commettre beaucoup de fautes administratives, bien évidemment. Je me rappelle que notre mission quand nous sommes arrivés [au ministère] c'était de se faire virer dans les six mois [rires]. On n'y est pas parvenus, mais on a fait tout le nécessaire pour se faire virer. Du coup, ce n'était pas à cause de nous-mêmes mais parce que beaucoup de choses que nous avons proposées sont devenues des politiques [publiques] à échelle nationale. Reinaldo l'a finalement assumé comme la politique à échelle nationale.⁵⁸

Comme nombre de mes enquêtés, Gerardo Rojas revendique son parcours militant comme étant à la racine de tout son parcours personnel et professionnel. Cette revendication se construit par contraste avec ce qui seraient pour lui les codes propres à la bureaucratie, à la fois sur les normes vestimentaires et d'entretien du corps et sur les définitions du bon fonctionnement d'une institution ou d'un programme d'action publique. Au moment de notre entretien Gerardo Rojas met ses ruptures ou contrastes avec la position d'employé public d'autant plus en avant qu'il vient de quitter sa place au sein du MPPCMS après deux ans et trois mois de travail. Il tourne ainsi la page de cette étape de sa vie professionnelle non sans s'assurer en amont de la suite de son parcours d'engagement. Cette suite a donc lieu au sein d'une

⁵⁶ Voir *supra*.

⁵⁷ « Los peludos », se référant notamment aux hommes aux cheveux longs et barbus. Il renvoie à l'image du militant de gauche par contraste de l'esthétique du bureaucrate homme qui serait lui rasé, à cheveux courts et porterait des chemises.

⁵⁸ Entretien avec Gerardo Rojas. 30 novembre 2015.

structure à la lisière entre le dispositif participatif et la grande consultation présidentielle et pour laquelle il a participé à la conception et mise en fonctionnement : le CPGC.

Pour Gerardo Rojas le CPGC est une des innovations les plus importantes des gouvernements chavistes en termes de « co-responsabilité » entre les Communes, qu'il conçoit comme les structures idéales du développement du pouvoir populaire, et les institutions publiques qu'il définit comme des espaces bureaucratiques aux rouages lents et inadaptés aux projets des révolutionnaires⁵⁹. Ainsi, quand il était encore vice-ministre d'Économie populaire et dans le contexte de la crise économique vénézuélienne, il oriente le CPGC vers le soutien des Communes dont il espère faire valoir le potentiel en tant qu'alternative productive pour le pays. Cela se concrétise « par le financement de plus de 67 mille hectares de production agricole au sein de 180 communes du pays, sous la logique de la gestion de l'autogouvernement communal⁶⁰ ». Effectivement, Gerardo entend son rôle de vice-ministre d'Économie populaire et au sein de l'Unité de soutien du CPGC comme une opportunité pour « démontrer qu'il y a des possibilités économiques réelles pour la construction du socialisme⁶¹ », la Commune étant selon lui « la seule possibilité de vaincre la guerre économique et de construire de nouvelles relations de production qui soutiennent le socialisme⁶² ». Il reconnaît néanmoins des limites aux programmes participatifs au sein desquels il s'est investi. Une première limite par le haut, car les décisions prises dans le cadre du CPGC dépendent de manière structurelle de l'approbation du Président de la République et de son cabinet pour leur mise en œuvre concrète⁶³. Et une deuxième limite par le bas, du fait de ce qu'il conçoit comme l'incapacité des acteurs du pouvoir populaire à faire parvenir leurs exigences aux institutions révolutionnaires sous des formats qui soient intelligibles pour ces dernières. Il exprime ainsi cette deuxième limite :

Parfois il y avait beaucoup, là, beaucoup de lamentations du genre « non, ils n'ont rien fait », et tralala. C'est ce que je te dis, que la lutte populaire doit passer à construire des demandes spécifiques et claires. Autrement, cela se transforme en une abstraction et une lamentation permanente qui, ben, on n'est pas vraiment en situation de faire ça.⁶⁴

⁵⁹ Entretien avec Gerardo Rojas. 30 novembre 2015.

⁶⁰ Leticia LABAKE, « Esta es la elección más complicada para la Revolución Bolivariana », 18 novembre 2015, URL complète en biblio. L'ancien vice-ministre nuance ce bilan lors de notre entretien, en expliquant que nombre de ces financements agricoles vont en réalité à des producteurs individuels au sein des Communes, et non pas nécessairement à une production collective des agriculteurs membres des Communes. Entretien avec Gerardo Rojas. 30 novembre 2015.

⁶¹ *Ibid.*

⁶² *Ibid.*

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ *Ibid.*

Ainsi, si lors de notre entretien réalisé après avoir quitté le MPPCMS Gerardo Rojas se positionne comme étant attaché à la pratique du militantisme territorial et populaire, c'est à partir de l'expertise acquise au sein du ministère qu'il porte un regard critique sur les acteurs populaires mobilisés qui, selon son analyse, ne savent pas s'adresser correctement aux pouvoirs publics pour faire entendre leurs demandes, ou n'ont pas la capacité de se rendre compte des caractéristiques propres à la conjoncture politique vénézuélienne dont l'analyse devrait faire surgir une exigence urgente de pragmatisme. Il s'agit ici de critiques sévères quant aux capacités et méthodes de mobilisation des organisations populaires et des participants aux dispositifs participatifs territoriaux que Gerardo se considère légitime à exprimer du fait de son propre parcours militant. En effet, après avoir été syndicaliste lycéen durant sa formation secondaire dans les années 1990, Gerardo s'engage, dans les années 2000, au niveau local et devient membre fondateur de la Commune Ataroa à Barquisimeto, la capitale de l'État de Lara, ainsi que militant de l'organisation ANMCLA. Gerardo participe alors à la mise en place de la radio et de la chaîne de télévision de la Commune Ataroa, faisant la jonction entre ses militantismes territoriaux et sectoriels autour des luttes pour les médias de communication alternatifs.

En somme, entre la revendication de militant populaire et la mise en avant de son expertise des rouages de l'État acquise lors de son expérience au sein du MPPCMS, Gerardo Rojas se trouve au moment de la campagne législative de 2015 dans un entre-deux dont il semble bien s'accommoder. Ses expériences militantes et institutionnelles le placent dans une position privilégiée entre les institutions publiques et les réseaux militants. Il devient alors le militant populaire idéal capable de mener à bien la bataille des révolutionnaires du fait d'un parcours d'engagement bien établi et d'une trajectoire institutionnelle à haute responsabilité. Cette position lui permet alors durant la conjoncture de la campagne électorale de se positionner officiellement hors du MPPCMS sans s'éloigner définitivement des instances de gouvernement dont il est co-fondateur ;

Donc, c'était ça les derniers mois là-dedans. Après le changement de ministre j'ai dit « ceci est mon moment ». Du coup, il y a eu une proposition de donner de la continuité et garder l'Unité d'appui [du CPGC]. J'ai dit non. Alors c'est Hernán qui y est resté, ce qui faisait partie de l'accord. Et ma tâche était de retourner au Conseil présidentiel mais en tant que porte-parole, en tant que porte-parole de [l'État] de Lara. Donc, depuis que je suis parti du ministère j'ai repris le travail à la Commune, dans le parlement [communal], dans les

activités que je faisais avant et vendredi, d'ailleurs, c'était l'élection [des porte-paroles] du Conseil présidentiel et je suis désormais élu [porte-parole] du Conseil présidentiel.⁶⁵

Les contraintes qui amènent Gerardo à quitter sa place au ministère sont nombreuses. Si l'on suit son discours, il parle, d'une part, d'une forte surcharge de travail du fait de l'accumulation de responsabilités entre le vice-ministère d'Économie populaire, la codirection de l'Unité d'appui au Conseil présidentiel et la veille sur les activités du MPPCMS dans son État d'origine, l'État de Lara. D'autre part, il met en avant les nombreux changements à la tête du ministère. Ainsi, après le départ de Reinaldo Iturriza en septembre 2014, commence selon lui une période où le ministère s'éloigne de plus en plus des perspectives politiques et des pratiques qu'il s'est engagé à y défendre. Enfin, moins présent dans son discours, la situation de crise économique et le contexte électoral qui s'annonce défavorable au gouvernement de Nicolás Maduro sont aussi des variables qui encouragent les hauts responsables des ministères à chercher des sorties planifiées des positions institutionnelles au sein du gouvernement chaviste. Ce que Gerardo Rojas accomplit par son retour négocié au rôle de participant au sein de la Commune Ataroa en tant que son instance d'engagement et de participation territoriale d'origine.

Mais Gerardo n'y retourne pas comme un *comunero* parmi les autres. Il retourne à la Commune Ataroa en position d'aspirer à des places de direction et de représentation de sa Commune après avoir activement œuvré à la conception des politiques participatives qui le concernent au sein du MPPCMS. C'est ainsi que ce processus dont il rend compte comme étant celui de son retour au militantisme territorialisé se fait en gardant une forte attache aux instances de définition des politiques participatives au niveau national. Ceci est rendu possible par l'obtention, sans grande difficulté, du rôle de porte-parole pour les Communes de l'État de Lara au sein du CPGC en tant qu'instance qu'il a co-fondée depuis son ancienne position de haut responsable du MPPCMS. Le rôle de porte-parole est censé être issu d'une élection entre *comuneros*. Toutefois, le récit de Gerardo nous permet de comprendre que son obtention fait partie des engagements ou accords qu'il a établi avec la nouvelle direction du MPPCMS avant son départ⁶⁶.

⁶⁵ Entretien avec Gerardo Rojas. 30 novembre 2015.

⁶⁶ Rojas est conscient du caractère questionnable de son élection au rôle de porte-parole au Conseil présidentiel. Ainsi, lors de notre entretien dans les locaux du Movimiento Pobladores au centre-ville de Caracas, Héctor, militant d'ANMCLA l'entend m'annoncer sa victoire lors de l'élection des porte-paroles. Rojas se fait féliciter et dit de manière ironique à Héctor qu'il a gagné car il a payé les électeurs. Si Gerardo semble revendiquer le véritable appui qu'il aurait eu pour obtenir le porte-parolat et ainsi garder une place et un droit de regard au sein de cette

Le CPGC, instance nationale de consultation des *comuneros* en tant que participants des politiques participatives territoriales des gouvernements chavistes, n'est pas indissociable de la place centrale et très politique donnée aux Communes dans le projet des gouvernements chavistes. Il est aussi relié aux parcours de ceux qui, comme Gerardo Rojas en tant qu'intermédiaire militant de l'action publique haut placé dans les institutions de pilotage des politiques participatives, l'ont conçu. En effet, le CPGC surgit comme une initiative présidentielle en 2015, année où ont lieu des élections vues comme étant à risque pour les gouvernements chavistes. Il est dès lors conçu comme une opportunité pour des acteurs comme Gerardo qui prévoient les conséquences de ce risque politique pour leurs parcours professionnels et d'engagement, et qui calculent alors les potentielles suites de leurs parcours après l'élection du mois de décembre. En ce sens, le caractère à la fois ordinaire et conjoncturel, ou encore institutionnel et fortement politique du CPGC s'exprime dans sa structure et dans les thématiques de discussion qu'il accueille. Ainsi, se tiennent des tables rondes sur la gestion au quotidien des Communes et, en même temps, une table ronde où *comuneros* et membres du PSUV échangent avec des intermédiaires militants et représentants des *movimientos* sur la mise en place d'une campagne commune en vue de l'élection législative à venir.

6.2.2.2. L'Agenda législatif populaire au Conseil présidentiel des Communes : les autonomies populaires mises en l'échec

Le 28 et 29 octobre 2015 se tient la dernière réunion du CPGC de l'année. À cette occasion, une centaine de représentants des Communes à l'échelle nationale se réunissent dans les locaux du Centre national de formation Simón Rodríguez à San Antonio de Los Altos, dans les hauteurs de l'État de Miranda et à 25 kilomètres du centre-ville historique de la capitale. On se réfère à ces locaux par le nom Utal, une contraction du nom d'origine de ces installations, à savoir, l'Université des Travailleurs de l'Amérique Latine. L'Utal est née dans les années 1960 comme une institution de formation des syndicalistes chrétiens avec le soutien financier de la fondation Adenauer⁶⁷. Ainsi, avec ses salles de cours, de réunion, ses jardins et ses dortoirs, les locaux de l'ancienne Utal sont régulièrement mobilisés pour les rencontres du MPPCMS, et certainement par d'autres ministères.

instance qu'il a aidé à construire, sa blague à caractère ironique révèle un certain malaise autour de la manière dont ce mandat a été obtenu.

⁶⁷ Laurence WHITEHEAD, *The International Dimensions of Democratization: Europe and the Americas*, Oxford, Oxford University Press, 1996, p. 239.

Alors qu'il reste à peine un mois avant les élections législatives du 6 décembre, les leaders des *movimientos* voient dans la dernière réunion du CPGC de l'année l'opportunité idéale pour faire le lien entre leur campagne pour l'Agenda législatif populaire et les *comuneros*. Ceci d'autant plus que la base de leur campagne est la revendication de l'approfondissement du projet révolutionnaire par le biais du développement des Communes. En effet, ceci est en accord avec la position de Gerardo Rojas et d'Hernan Vargas, ancien et nouveau vice-ministre d'Économie populaire, et respectivement militants d'ANMCLA et du Movimiento Pobladores. Ces deux responsables ouvrent alors les portes du CPGC et de l'UTAL pour une rencontre entre *comuneros* et *movimientos* en vue de la construction d'accords politiques autour de l'Agenda législatif populaire, du slogan « Chaque battement du cœur compte » et de la structure collective CAPHUCHA. Une réunion spécifique de cette rencontre, la table de travail numéro 8 nommée la « Table électorale », a pour objectif de parvenir à un texte d'accord.

La table de travail électoral s'installe dans une salle organisée comme une salle de classe avec un bureau et un tableau pour l'enseignant et des tables et des chaises pour les élèves. Une trentaine de *comuneros* prend la place des « élèves » tandis que les représentants de la campagne pour l'Agenda législatif populaire jouent le rôle d'enseignant. Ainsi, les représentants des *movimientos* prennent leur position habituelle, celle où on les a déjà vus lors qu'ils exercent des fonctions d'employés publics et organisent et orientent les échanges. Le point de départ de débats est de montrer aux *comuneros* présents divers matériaux de campagne dont des spots vidéo portant sur le travail de la terre et la place du féminisme dans le mouvement *comunero* censés faire appel à leurs sensibilités politiques. Par la suite, des membres de Códigos Libres et d'ANMCLA présentent aux *comuneros* l'inspiration de leur campagne sans candidat, en faisant notamment allusion à leurs inquiétudes sur ce qu'ils analysent comme étant les failles de la campagne dite officielle portée par le PSUV.

Elizabeth : Il s'agit d'une distanciation entre, c'est-à-dire, certaines choses qui, dans le discours officiel, sont positionnées comme de grands récits ou de grands référents universels qui ne sont pas en lien avec à la réalité des gens. C'est-à-dire que lorsque pendant un moment nous ne parlons, par exemple, qu'en termes d'empire, ou bien, oui, nous avons l'ennemi, l'ennemi c'est l'empire, mais cela devient tellement abstrait que les gens ne font pas le lien avec ce qui leur arrive dans la file d'attente, avec le fait qu'ils n'arrivent pas à trouver le poulet, avec ce qu'ils doivent faire, avec le fait qu'ils ne trouvent pas les médicaments. Alors, comment combler ce manque ? Comprendre aussi qu'en période de guerre comme celle que nous vivons, ce n'est pas dire que l'ennemi est flou, l'ennemi est là. Mais comment cela fait ou ne fait pas sens pour les gens dans leur vie quotidienne. D'autre part, comme nous l'avons également dit à de nombreuses reprises depuis le mouvement populaire, dans le discours plus officiel, le manque d'ouverture aux nuances, à la critique, etc., produit également, génère chez les gens une sorte d'immunisation au

discours officiel. En fait, c'est comme le fait que regarder VTV⁶⁸ ne nous montre pas vraiment ce que nous vivons dans la vie réelle. Et, ce sont des critiques que nous entendons tous dans nos communautés et dans nos foyers. [...] Et nous disions que normalement, le discours officiel de la campagne est un discours de continuité. C'est-à-dire que nous menons toujours des campagnes électorales en parlant de ce qui vient et du fait que ça va être mieux. Mais en ce moment, notre peuple est confronté à un dilemme. S'il est vrai qu'il [le peuple] reconnaît les accomplissements et aspire à des projections et à des approfondissements, il est également vrai que le discours de la continuité de base, genre le fait de ne parler que du fait que nous allons continuer à vivre la même chose, ben, il n'obtient pas nécessairement du soutien [rires discrets]. Parce pour les gens les choses se compliquent de jour en jour, parce que la situation économique se complique, et parce que le jour où les gens vont voter, nous aurons sûrement plus de problèmes économiques qu'auj... [fait une pause pour se corriger], en fait, c'est vrai que nous espérons que les mesures [économiques] vont fonctionner, mais quand même, nous avons tellement de merdes sur nous que le jour où nous allons aller voter, ce jour-là il y aura certainement encore plus de bordel parce que la rue s'échauffe, et que tous les instruments possibles sont déployés pour que cela arrive. Ainsi, s'il est vrai que le discours de la continuité doit être poursuivi car beaucoup d'entre nous nous battons et continuons à nous battre pour ça, il est également nécessaire de générer certaines brèches dans le discours [officiel] qui nous permettent de remobiliser certaines des fibres chavistes qui sont maintenant meurtries.⁶⁹

La position d'Elizabeth en tant que représentante de Códigos Libres est osée. Au sein d'une assemblée majoritairement composée par de participants aux dispositifs participatifs territoriaux des gouvernements chavistes, dont une grande partie a des attaches avec le PSUV, elle avance la campagne pour l'Agenda législatif populaire non pas comme une rupture, mais comme une correction du discours de campagne du chavisme officiel. Cette correction passe, entre autres, par admettre que le quotidien des Vénézuéliens en 2015 est extrêmement dur et que par conséquent l'adhésion au projet révolutionnaire n'est plus une évidence.

Si Elizabeth s'autorise à tenir des propos aussi ouvertement critiques vis-à-vis des gouvernements chavistes et de leurs stratégies politiques et électorales, c'est qu'elle se sent autorisée à le faire. En tant que membre des *movimientos*, l'invitation qui lui est faite par ses *compañeros* du MPPCMS pour proposer aux *comuneros* participant au CPGC de rejoindre la campagne pour l'Agenda législatif populaire constitue une opportunité pour elle de valider le

⁶⁸ Venezolana de Televisión. C'est la principale chaîne de télévision publique dont les contenus sont fortement critiqués du fait de leur complaisance avec les gouvernements chavistes. Le manque d'indépendance de la chaîne VTV ne laisse pas de doute du fait de la place centrale donnée au discours officiel notamment lors des journaux quotidiens reflétant rarement les problèmes du quotidien au Venezuela, ou les présentant toujours comme la faute des ennemis de la révolution. En 2021, l'un des directeurs du Conseil national électoral se réclamant de l'opposition, Enrique Márquez, initie une enquête sur la chaîne VTV « du fait de l'usage de sa programmation pour bénéficier directement un parti politique à travers de ses émissions d'opinion et d'information ». Les propos de Márquez éveillent des fortes controverses et des échanges conflictuels avec des représentants de l'exécutif national. « Rector electoral venezolano responde al chavismo que solo cumple con su deber », *SWI swissinfo.ch*, 10 juin 2021, URL complète en biblio.

⁶⁹ Extrait audio. Table de travail électoral. 28 octobre 2015.

propos et l'orientation de cette campagne. De la même manière, elle n'est pas toute seule. Elle est accompagnée par d'autres membres des *movimientos* ayant participé à l'effort de campagne qui peuvent soutenir et valider ses propos face à l'assemblée de *comuneros*. Enfin, c'est de toutes manières la seule position possible pour les *movimientos* afin de chercher à garder leurs places au sein des réseaux chavistes tout en fournissant un effort de distinction par rapport au chavisme dominant et du gouvernement. En effet, leur place aux côtés du chavisme de gouvernement est affaiblie. Si la campagne pour l'Agenda législatif populaire en venait à être soutenue par les *comuneros*, participants du dispositif participatif phare des gouvernements chavistes, alors la capacité des *movimientos* à mobiliser les bases chavistes serait démontrée. L'intérêt des gouvernements chavistes de garder les liens avec ces réseaux d'acteurs le serait aussi.

Mais le CPGC est un espace de lutte. L'invitation de personnes comme Gerardo Rojas ayant été haut placés au sein du MPPCMS mais déjà sur le départ, ne peut garantir un accueil positif de la part des *comuneros* à la proposition de campagne des *movimientos*. Les membres de l'assemblée laissent transparaître un certain enclin pour la mise en valeur de leur engagement au sein des Communes. Ils adhèrent à la description de la dure réalité vécue dans le pays proposée dans les analyses d'Elizabeth. Pourtant, très vite, les résistances à la campagne des *movimientos* apparaissent, notamment du fait de la relation critique, voire de la rupture, que cela suppose avec la campagne du PSUV. Tel que l'explique une des *comuneras* présente :

Comunera : ce travail [d'analyse] nous l'avons déjà fait au sein du PSUV. Et si nous commençons à créer de nouvelles choses, on va se mettre en retard. Du coup, nous avons dit hier que nous allons participer au 1x10 et à toutes ces choses que le parti fait, et à accompagner les candidats puisqu'il est nécessaire qu'ils y soient. [...] Parce que qu'est-ce qu'on observe ? Qu'on dirait qu'on est [les uns] contre [les autres]. On dirait qu'on est des rivaux. Alors que si nous évaluons notre objectif, notre objectif est celui d'amener nos candidats à l'assemblée, et de faire que plus de cinquante pourcent de l'assemblée soit à notre faveur, [à la faveur] du peuple, et que les politiques d'inclusion continuent. C'est ça qui nous intéresse.⁷⁰

La proposition de campagne des *movimientos* n'est pas la seule à être en circulation durant cette dernière réunion du CPGC de 2015. En effet, parmi les *comuneros* se discute aussi le programme de la campagne officielle du PSUV, ceci d'autant plus que des représentants du chavisme de gouvernement dont la ministre Isis Ochoa, militante du PSUV et du *Frente Francisco de Miranda*, sont présents. Si les membres des *movimientos* s'efforcent de présenter

⁷⁰ Extrait audio. Table de travail électoral. 28 octobre 2015.

leur campagne comme n'étant pas en concurrence mais plutôt en complémentarité avec celle du PSUV, la distance de leur proposition avec la politique du parti reste visible. Difficile alors pour les *comuneros* de rejoindre une campagne qui, à leurs yeux, vient faire concurrence aux efforts de campagne du PSUV et au soutien à leurs candidats à l'Assemblée nationale. D'autant plus qu'il s'agit de rejoindre des acteurs dont l'offre matérielle et symbolique ne peut structurellement pas surmonter les potentiels bénéfiques de garder une solidarité évidente et solide avec le PSUV, parti hégémonique du chavisme de gouvernement. De plus, la critique dite complémentaire des *movimientos*, dont les membres des organisations comme Códigos Libres portent les codes des gauches urbaines intellectuelles, n'incarne pas toujours les préoccupations des *comuneros*.

De cette rencontre entre *movimientos* et *comuneros* émergent toutefois des accords de travail en commun pour la fin de la période de campagne avant les élections du 6 décembre. Au moment de la rédaction de ces accords, les tensions entre représentants des *movimientos* et des Communes reste palpable. Les frictions se manifestent en particulier lorsqu'il est question d'effacer du texte préparé en amont par les *movimientos* le point d'accord 4 indiquant que les efforts de campagne conjoints ne soutiendraient pas de candidats en particulier⁷¹. Ainsi, les accords qui ressortent de la table de travail sur les élections et qui sont ensuite transmis à la direction du CPGC proposent un entre-deux peu satisfaisant, et peu réalisable, pour ceux qui ont participé à la table de travail sur les élections.

⁷¹ Note de terrain. 29 octobre 2015. J'ai été moi-même en charge de faire le compte-rendu de ces réunions, et donc d'éditer les accords de campagne entre *movimientos* et *comuneros*, en suivant leurs débats. Les accords étaient projetés par vidéoprojecteur sur le tableau de la salle, permettant aux différents acteurs présents de réagir en direct sur le texte en rédaction. Cela ne peut toutefois éviter le biais de rédaction qui était le mien, participant au CPGC et plus particulièrement à la table de discussion sur les élections aux côtés des militants d'ANMCLA et des *Códigos Libres* représentant les *movimientos*.

Accords de la table de travail électoral⁷²

1/ Renforcer la campagne du Commando Bolívar-Chávez avec la campagne « Chaque battement de cœur compte ». Cette campagne ne se fait pas depuis une position de contradiction, mais à partir d'une position de soutien et elle est faite en tant que campagne complémentaire.

2/ Rejoindre la campagne « CAPHUCHA-Chaque battement de cœur compte » depuis le Conseil Présidentiel de Gouvernement Populaire pour les Communes.

3/ Introduire les contenus des luttes législatives communales à la campagne électoral communale.

5/ Celui qui rejoint la campagne Communale adhère aux contenus de l'Agenda Législatif Populaire et Communal que nous promouvons ensemble.

- Une campagne qui motive le chavisme populaire
- Une campagne qui identifie l'ennemi du processus bolivarien et révolutionnaire.
- Récupérer l'image du président Nicolás Maduro.
- L'Assemblée en tant qu'outil pour radicaliser le pouvoir populaire et communal : une campagne issue du peuple.
- Promouvoir les lois populaires depuis les mouvements sociaux et les Communes.

Si les *movimientos* et les *comuneros* sortent du CPGC avec un texte d'accord politique et de travail commun, les discussions qui mènent au texte laissent entrevoir l'impossibilité d'une alliance conjoncturelle entre ces réseaux d'acteurs représentant différents courants de ce qui pourrait être appelé les bases du chavisme. En effet, au sein du CPGC, en tant que structure de consultation institutionnelle à forte charge politique, le poids du PSUV est très largement présent et structurant. Il existe des liens forts et préétablis entre les gouvernements chavistes et les *comuneros* en tant que participants des dispositifs participatifs promus par ces gouvernements. Pour les intermédiaires militants de l'action publique, insérés au sein du CPGC depuis la position de *movimientos*, faire campagne, avec une tonalité critique, au sein de cette institution confirme la dynamique qu'ils avaient vécue en cherchant le soutien du MPPC pour leur mobilisation. L'absence d'écoute à leurs propositions de la part des *comuneros* montre les limites de leur action politique et de leur capacité d'influence. De la même manière, leur accès autrefois privilégié aux ressources publiques pour faire exister leurs organisations et leurs

⁷² Extrait. Texte « Accords de la table électoral ». 29 octobre 2015.

actions collectives se délite. C'est un signe d'une rupture en cours entre les organisations populaires et les acteurs dominants du champ politique se réclamant du chavisme.

6.2.2.3. Perdre l'élection et perdre la position d'intermédiaires : les débuts de la désinstitutionnalisation de l'action publique participative

La campagne pour l'Agenda législatif populaire n'accomplit pas ses objectifs. Dans un contexte où le chavisme de gouvernement perd la majorité à l'Assemblée nationale, le pari des *movimientos* de se réinsérer dans les rangs du chavisme dominant par le biais de leur campagne alternative semble aussi perdu. Ainsi, au lendemain de l'élection parlementaire la question se pose pour ces réseaux d'acteurs, dont nombre d'intermédiaires militants de l'action publique, de leur avenir collectif et individuel en tant qu'organisations se réclamant du chavisme.

Un premier grand rendez-vous de réflexion collective a lieu le 14 décembre dans les locaux en bas des tours de Parque Central, à proximité du Théâtre Teresa Carreño et du centre-ville historique de Caracas⁷³. À cette occasion les tensions sont fortes entre les acteurs de mon terrain. La déception politique amène à se questionner sur les failles propres aux acteurs dominants du champ politique se réclamant du chavisme, et sur les possibles conséquences de l'arrivée en force des opposants traditionnels à l'Assemblée nationale. Aux yeux des réseaux d'intermédiaires militants de l'action publique, se confirme le risque du délitement du projet révolutionnaire dans son ensemble du fait des changements politiques au sein des institutions centrales de l'État vénézuélien. Avec ce risque, vient celui de la disparition des positions d'intermédiation qui ont structuré des années durant le quotidien des organisations populaires du fait de la proximité tissée avec les institutions des gouvernements chavistes.

Les résultats de l'élection parlementaire provoquent des basculements politiques au Venezuela. Entre autres, la convocation à l'élection en juillet 2017 d'une Assemblée nationale constituante qui, censée écrire une nouvelle constitution pour le pays, a surtout le rôle d'Assemblée législative bis à partir de laquelle le gouvernement de Nicolás Maduro contourne l'Assemblée nationale et la vidée de ses prérogatives. Cette évolution initie ce qui est communément analysé comme la dérive et ultérieure consolidation autoritaire de ce gouvernement et du projet révolutionnaire. Plus tard, en janvier 2019, surgit de l'Assemblée nationale la figure de Juan Guaidó qui, soutenu par le gouvernement de Donald Trump et reconnu à l'échelle internationale, se proclame président par intérim du Venezuela. Ce

⁷³ Il s'agit de la dernière observation de mon terrain d'enquête principal, entre 2014 et 2015.

gouvernement parallèle exerce alors des pressions pour la sortie de la présidence de Nicolás Maduro, allant jusqu'à se voir mêlée dans des tentatives de coup d'État avec l'intervention de militaires étrangers et notamment états-unis.

Plus près de mon terrain d'enquête, les gouvernements chavistes opèrent à partir de 2016 d'importantes transformations de leurs politiques participatives. Parmi les plus visibles, l'instauration des Comités locaux d'approvisionnement et de production (Clap) ayant pour objectif de distribuer des denrées alimentaires vendues à des prix subventionnés aux populations dans le besoin. Cela se réalise dans le contexte d'hyperinflation qui touche le pays durant les années 2017 à 2022 et d'installation d'une crise humanitaire complexe⁷⁴. Pendant cette période, presque 7 millions de Vénézuéliens⁷⁵ quittent le territoire national, les migrants vénézuéliens devenant alors le deuxième exode le plus important au monde derrière l'exode des Syriens ayant quitté leur pays en guerre.

Les Clap sont censés s'insérer au sein des CC et des Communes. Dans la pratique, ils tendent à les remplacer en concentrant les activités participatives dans la distribution des denrées alimentaires. Leur fonctionnement est très fortement lié aux réseaux des militants du PSUV qui jalouent leur capacité de gestion des rares biens en circulation dans le Venezuela de l'hyperinflation et la pénurie.

Dans ce contexte, que deviennent-ils les intermédiaires militants de l'action publique participative ? Les observations à distance des réseaux d'intermédiaires permettent de montrer certaines dynamiques de continuité, de rupture et de reconversion.

À échelle collective, c'est notamment le Movimiento Pobladores qui réussit à maintenir des liens avec les gouvernements chavistes. En effet, le Movimiento Pobladores continue à mobiliser les aspirants aux logements sociaux à l'occasion de campagnes électorales pour soutenir les candidats du chavisme de gouvernement, ou encore pour diverses causes défendues par le gouvernement Maduro comme la libération d'Alex Saab, homme de confiance du président impliqué dans l'importation de nourriture de très basse qualité distribuée à partir des Clap. Courant 2022, le Movimiento Pobladores se réunit publiquement avec Nicolás Maduro dans un événement télévisé, tel que cela avait eu lieu 10 ans auparavant avec Hugo Chávez. Or,

⁷⁴ Vanessa CARTAYA FEBRES, Feliciano REYNA GANTEAUME et Geoff RAMSEY, « Venezuela emergencia humanitaria compleja: Respuesta humanitaria, desafíos para la sociedad civil », 14 septembre 2021, URL complète en biblio.

⁷⁵ « Refugiados y migrantes de Venezuela », *R4V - Plataforma de Coordinación Interagencial para Refugiados y Migrantes*, 5 septembre 2022, URL complète en biblio.

cette fois-ci la réunion ne semble pas donner les résultats escomptés. En effet, l'ancien ministre et désormais leader de l'*Union Comunera*, Reinaldo Iturriza, analyse cette rencontre comme un échec qui confirme le besoin de renouer avec une politique d'inspiration populaire qui ne dépende pas des gouvernements⁷⁶. Il mobilise le mythe de Prométhée en tant que métaphore de celui qui se sacrifie pour le bien des autres, cette fois-ci, pour le bien du peuple.

Reinaldo Iturriza, qui a été une figure centrale pour les intermédiaires militants de l'action publique, sort définitivement du gouvernement en janvier 2016. Il se dédie alors à son blog « Savoir et pouvoir » où il se consacre à une activité de réflexion sur ses mandats de ministre, et sur les gouvernements chavistes en général. En sorte d'idéologue révolutionnaire proche des organisations populaires, il participe à l'instauration de la *Union Comunera* en tant que résurgence des engagements participatifs locaux, revendiquant la Commune comme une catégorie d'engagement et non pas comme une catégorie administrative.

D'autres formes d'alliances collectives surgissent et périssent à partir de l'année 2016. Principalement, celle du *Chavismo bravío* ou chavisme courageux et indomptable à laquelle participent à l'époque des organisations comme ANMCLA, Movimiento Pobladores et CRBZ. Cette alliance aspire, comme la *Unión Comunera* ultérieurement, à incarner un chavisme populaire qui, ayant l'expérience de la mise en fonctionnement des dispositifs participatifs, pourrait représenter une alternative aux structures de gouvernement centralisées et excluantes. Toutes ces alliances gardent une certaine ambiguïté quant à leurs positions publiques vis-à-vis du gouvernement de Nicolás Maduro, tantôt dénoncé, tantôt défendu des attaques de l'impérialisme, ennemi consensuel de tout révolutionnaire.

À échelle individuelle, les devenirs de mes enquêtés sont multiples et leur évocation m'est délicate. Certains de mes enquêtés vivent des formes graves de précarisation dont les effets atteignent leurs capacités à se nourrir et à se soigner et sont visibles sur leurs corps. Pour d'autres, la mise à l'écart des gouvernements chavistes signifie de rejoindre les réseaux de migrants vénézuéliens à l'échelle de l'Amérique latine. Parmi eux, certains issus de familles de réfugiés chiliens et argentins vont alors vers le sud du continent, dans une forme de retour matériel et symbolique vers les pays d'origine de leurs parents, accompagnés de leurs propres enfants vénézuéliens. Pour beaucoup, il est l'heure des reconversions professionnelles dans les activités intellectuelles, commerciales, ou des services. Il est alors possible de retrouver parmi les membres de mes réseaux les fondateurs d'une nouvelle revue littéraire, des vendeurs des

⁷⁶ Reinaldo ITURRIZA, « Politics of the Commons: Prometheus Unchained », *op. cit.*

boissons alcoolisées artisanales, la naissance de collectifs de photographie urbaine, ou l'ouverture d'un restaurant au centre-ville de Caracas.

Il serait difficile ici d'établir les liens de causalité entre les transformations conjoncturelles et structurelles de l'année 2015 et les trajectoires individuelles et collectives traversées par mes enquêtés à partir de 2016. D'autant plus que j'ai officiellement clôt mon enquête de terrain avec mon départ du Venezuela en janvier 2016. Or, la continuité de mes liens avec mon terrain d'enquête que j'ai pu établir par mes retours au pays et par le suivi à distance des relations d'amitié tissées entre 2014 et 2015, ou encore par les réseaux sociaux de mes enquêtés moins proches, me permettent de projeter trois constats.

Premièrement, le fait que le gouvernement de Nicolás Maduro a effectivement opéré une mise à distance des réseaux qui ont longuement soutenu les politiques participatives des gouvernements chavistes. Ceci s'est matérialisé par la marginalisation de figures individuelles et des réseaux collectifs, dont ceux des organisations populaires, qui avaient orienté leurs activités militantes vers la construction des politiques participatives qui accompagnaient le projet révolutionnaire. De ce fait, deuxièmement, les réseaux d'intermédiaires militants de l'action publique notamment issus des organisations populaires ont perdu la base matérielle et symbolique qui durant de longues années leur ont permis d'exister et de mener à bien leurs mobilisations. En conséquence, troisièmement, une forme de désinstitutionalisation de la participation s'est opérée, étant données les transformations, voire la réduction *a minima* des dispositifs participatifs. Par ailleurs, ces derniers, ont été réorientés vers des activités et des réseaux plus strictement reliés au parti de gouvernement. Ainsi, ce n'est pas l'éloignement des intermédiaires militants de l'action publique participative historiques qui signifie à lui tout seul la désinstitutionalisation de la participation, mais plutôt la réduction des compétences des dispositifs participatifs ainsi que le démantèlement des structures sociales et militantes qui ont historiquement entretenu les politiques participatives.

Conclusion : La campagne au-delà des résultats électoraux : un regard sociologique sur les usages politiques des ressources publiques

Ce dernier chapitre avait deux objectifs principaux, à savoir, celui de confirmer l'existence du noyau dur des intermédiaires militants de l'action publique participative, et celui de proposer une analyse sociologique des usages politiques des ressources publiques.

En ce qui concerne le noyau dur, il est possible de voir chez les organisations que j'appelle ici *movimientos* les relations sociales et militantes entre les acteurs que l'on avait retrouvés durant les chapitres quatre et cinq et qui les conduisent à jouer le rôle d'intermédiaires militants de l'action publique participative, que ce soit en tant qu'employés publics ou en tant que leaders d'organisations populaires dans les *barrios*. En effet, ce réseau social n'est pas très large et l'entrée par la campagne électorale permet d'en saisir les contours. Ainsi, quand les intermédiaires militants se retrouvent ensemble à produire un travail politique commun, celui de la campagne pour l'Agenda législatif populaire, il est possible d'observer les trois positions d'intermédiation décrites dans le troisième chapitre : les élites administratives, les serviteurs publics et les leaders d'organisation, en interaction. De la même manière, cela permet de saisir les frontières et les concurrences au sein desquelles les intermédiaires militants sont inscrits dans les réseaux du chavisme. Principalement dominés par les réseaux militants autour du PSUV, les intermédiaires militants cherchent des appuis chez les *comuneros* en tant que participants aux dispositifs participatifs dont ils ont historiquement été les accompagnateurs. Or, les participants sont à leur tour tenus par de fortes exigences de loyauté partisans qui les empêchent d'orienter leurs forces politiques vers les voix plus ou moins critiques, plus ou moins dissidentes des *movimientos*.

Suivre la campagne pour l'Agenda législatif populaire est aussi l'occasion de proposer un regard complexe sur les usages des ressources publiques à des fins politiques et partisans. Loin d'être une dynamique homogène qui suivrait les seuls mandats des acteurs dominants du champ politique, l'accès aux ressources publiques s'inscrit dans des rapports de force à fort caractère symbolique. Ainsi, quand les intermédiaires militants réunis au sein des *movimientos* cherchent le soutien des institutions publiques pour mener à bien leur mobilisation, la négation de cet accès est analysée comme une trahison du contrat initial qui a relié le devenir des organisations populaires à celui des gouvernements chavistes. Le contrat participatif, celui qui a longuement orienté les efforts des organisations populaires et de leurs membres vers la mise en place et l'accompagnement des politiques participatives, se voit rompu par la mise en péril des capacités organisationnelles de ces organisations fortement dépendantes des ressources publiques.

Si la campagne peut être analysée au-delà de l'enjeu électoral, celui-ci a un effet direct pour les acteurs qui font campagne. Ainsi, la victoire des opposants traditionnels aux élections législatives de 2015, et le fait qu'ils remportent la majorité absolue à l'Assemblée nationale, ouvre une nouvelle étape pour les gouvernements chavistes et transforme leurs relations avec leurs bases historiques. Ce sont les débuts de ce qu'il est désormais convenu d'appeler le processus de consolidation autoritaire du gouvernement de Nicolás Maduro. Ce processus a des effets de taille sur les intermédiaires militants de l'action publique participative. En effet, le déplacement des politiques participatives du centre de gravité des gouvernements chavistes, ou encore les transformations vécues par les dispositifs participatifs principalement orientés vers la maigre distribution de denrées de consommation, a pour conséquence le délitement du réseau social qui sous-tendait ces politiques. Les positions privilégiées des intermédiaires militants de l'action publique participative sont perdues et le noyau dur de l'intermédiation se disperse, y compris par des stratégies migratoires dans une dynamique d'exode qui touche plus de 10 % de la population vénézuélienne.

Ces dynamiques confirment le caractère révélateur des campagnes électorales. Si les campagnes ont toujours une visée électorale et de mobilisation d'électeurs, leur construction et leurs conséquences dépassent les échéances électorales et dévoilent les structures sociales et politiques qui font vivre ces mobilisations.

CONCLUSION GENERALE

Par-delà de la conditionnalité de l'accès à l'action publique : les transformations contemporaines des sociabilités et solidarités populaires face à l'État

« Militer dans l'État » est une expression issue de mon terrain d'enquête à laquelle j'ai cherché à donner une profondeur sociologique. Ainsi, ma thèse a été guidée par un questionnement sur la manière dont les intermédiations militantes de l'action publique façonnent la relation entre l'État et les classes populaires. J'ai pu explorer ce questionnement à partir d'un cas précis, celui de l'État vénézuélien sous la Révolution bolivarienne. Trois conclusions principales émergent à la suite de ce travail de recherche.

1. Trois conclusions principales autour de la relation entre l'État vénézuélien et les classes populaires

Premièrement, apparaît le caractère structurellement conditionné de l'accès des classes populaires à l'action publique. Ainsi, le premier chapitre a montré la construction historique de cette conditionnalité dans le contexte vénézuélien. Le rôle des classes populaires est central dans la transition démocratique de 1958. En effet, elles ont accompagné par leurs mobilisations cette transition, et la gestion des territoires populaires devient un enjeu de taille pour la démocratie naissante. Il s'agit pour les acteurs dominants du champ politico-administratif de répondre à l'enjeu de l'installation massive de populations dominées dans la ville de Caracas. Leur réponse est celle de la gestion par l'urgence de cette installation. En ce sens, sont mis en place des politiques publiques d'accès au logement largement insuffisantes vis-à-vis de la demande. Ces programmes d'action publique sont structurés autour d'une exigence d'organisation de la part des pouvoirs publics. Ainsi, s'installe de manière durable une forme de conditionnalité de l'accès à l'action publique des classes populaires : celle de l'organisation territoriale et communautaire. De plus, l'encadrement public de cette exigence

organisationnelle est structuré autour des rapports de force issus du champ politique. La politique partisane vient ainsi s'insérer au cœur de l'action publique s'adressant aux classes populaires.

Le deuxième chapitre se penche sur la manière dont les gouvernements chavistes ont reconduit cette conditionnalité historique. En effet, ces gouvernements ont produit leur propre interprétation de l'impératif participatif par le biais de la promotion du pouvoir populaire. Leurs politiques participatives se sont structurées autour de l'exigence organisationnelle vis-à-vis des classes populaires. Les programmes d'action publique participative des gouvernements chavistes se divisent en deux grandes catégories, à savoir les missions ou programmes sectoriels, et les Conseils communaux et Communes ou programmes territoriaux. Dans les deux cas, l'engagement des classes populaires au sein des dispositifs participatifs exige de leur part de s'adapter à l'univers catégoriel et organisationnel proposé par les pouvoirs publics. La catégorie de communauté devient centrale. En effet, les communautés populaires au pluriel, celles qui habitent les *barrios*, sont appelées à devenir la communauté au singulier, celle que l'idéal participatif révolutionnaire met au cœur du projet de transformation de l'État et du socialisme du XXI^e siècle. Se pose alors la question des chemins à parcourir par les classes populaires pour répondre aux exigences des pouvoirs publics afin d'accéder aux ressources publiques mises en circulation par le biais des politiques participatives.

Cette question nous amène à la deuxième conclusion de la thèse, à savoir, celle du caractère médié de la relation entre l'État et les classes populaires. La médiation de cette relation se construit par le biais de ce que j'appelle dans ma thèse les intermédiations militantes de l'action publique. En effet, les classes populaires ne sont pas des acteurs passifs face aux exigences organisationnelles de l'État. Les organisations populaires se saisissent de l'offre participative des gouvernements chavistes tout en cherchant à conserver leurs propres structures organisationnelles et militantes. Ainsi, l'émergence des intermédiaires militants de l'action publique répond à la tension entre la dynamique d'institutionnalisation des rapports sociaux par le biais de l'appel à la participation des pouvoirs publics, et la quête d'accès aux ressources publiques des organisations populaires.

Dans le troisième chapitre de la thèse, j'ai pu décortiquer la catégorie d'intermédiaire militant d'action publique qui sert à nommer l'ensemble d'acteurs qui se trouvent différemment positionnés entre les organisations populaires et les institutions de la participation, et qui cherchent à mettre en circulation les ressources publiques au profit des classes populaires.

Ainsi, les élites administratives, les serviteurs publics et les représentants des quartiers populaires construisent la chaîne d'intermédiations qui permettent ces circulations. Je propose ainsi, par la catégorie d'intermédiaire militant de l'action publique, de penser de façon conjointe cet ensemble d'acteurs qui se réclament du militantisme de gauche et populaire tout en participant à la mise en œuvre de l'action publique. L'émergence de ces intermédiaires d'action publique se réclamant du militantisme répond à la volonté des gouvernements chavistes d'instaurer leurs propres liens avec les classes populaires à distance des anciens réseaux ayant jusqu'alors dominé le champ politico-administratif vénézuélien.

Les nouvelles intermédiations entre l'État et les classes populaires se construisent, d'une part, au sein des institutions publiques dédiées aux politiques participatives, et d'autre part, au cœur des organisations populaires dont les efforts s'orientent vers l'accompagnement de ces politiques.

Ainsi, dans le quatrième chapitre, je montre comment les intermédiaires militants de l'action publique participent au gouvernement interne des institutions de la participation. Pour les intermédiaires militants de l'action publique, travailler au sein de l'État est une forme de sacrifice pour le projet révolutionnaire. En ce sens, l'offre d'emplois précaires au sein des institutions de la participation des gouvernements chavistes est accueillie par les intermédiaires militants comme une opportunité pour faire avancer les demandes de leurs organisations tout en pouvant garder leur identité de militants. Le gouvernement des institutions de la participation est en soi une manière de mettre en circulation des ressources publiques. En effet, pour les militants issus des organisations populaires qui deviennent des employés publics, la fonction d'intermédiaires militants permet de faire circuler des biens matériels et symboliques à la faveur de leurs organisations. Ils garantissent ainsi leurs liens individuels avec les organisations populaires, tout en construisant une distribution de biens qui obéit à des objectifs militants et collectifs. Toutefois, la position d'intermédiaire militant au sein des institutions publiques est soumise aux aléas du champ politique et des rapports de forces entre les divers réseaux des gauches qui se réclament du chavisme, et qui cherchent à mettre la main sur les biens disponibles au sein des institutions de la participation. C'est une raison de plus pour les intermédiaires militants de saisir la fenêtre d'opportunité pour construire des échanges politiques qui garantissent l'avenir de leurs positions de militants et des organisations où ils militent.

C'est ainsi qu'il est question pour les intermédiaires placés au sein des institutions publiques de tisser des liens avec ceux qui, du côté des *barrios*, structurent les solidarités populaires et construisent les interlocutions avec les pouvoirs publics. En effet, les leaders des organisations populaires, représentants des classes populaires, sont des intermédiaires militants de l'action publique à part entière. Dans le cinquième chapitre, j'ai pu montrer comment ces acteurs participent de l'accès et la gestion des ressources publiques au sein des quartiers populaires. Que ce soit par le biais des programmes d'action publique participative sectoriels ou territoriaux, les intermédiaires militants organisent la réception et la répartition des biens publics. Ce faisant, ils font exister l'État au sein des quartiers populaires, devenant ainsi les agents des guichets de proximité autour desquels s'organise la vie quotidienne des *barrios*. Les efforts de représentation de la part des leaders des organisations populaires et leur reconnaissance par les serviteurs publics, tendent le fil de l'intermédiation par lequel se produit la circulation de ressources publiques entre les institutions de la participation et les quartiers populaires. Cette dynamique révèle d'autant plus la conditionnalité de l'accès à l'action publique des classes populaires que les positions d'intermédiaires sont marquées par le caractère conjoncturel de l'intégration de réseaux des militants populaires au sein des institutions publiques, et par la reconnaissance mutuelle entre militants différemment positionnés entre ces institutions et les quartiers populaires.

Ce qui nous amène à la troisième conclusion de la thèse, celle de la continuité de la situation de domination des classes populaires par-delà l'investissement militant des politiques et des institutions de la participation. Le sixième chapitre de la thèse m'a permis d'analyser les usages politiques des biens publics par les intermédiaires militants de l'action publique. Ces usages se structurent autour des dynamiques d'intermédiation qui permettent la circulation des ressources publiques auprès des classes populaires par le biais des politiques participatives. En effet, les intermédiations militantes ne structurent pas seulement la relation entre le champ politico-administratif et les classes populaires, mais aussi les capacités de mobilisation des organisations populaires. Cette dynamique confirme le caractère hautement politique des intermédiations militantes de l'action publique, tout autant que l'aspect fortement conjoncturel de leur pratique. En ce sens, les ruptures des gouvernements chavistes avec certains réseaux d'intermédiation de l'action publique ont pour effet de déliter ces réseaux, et de déstructurer les capacités de mobilisation des organisations qui avaient orientés leurs efforts militants vers la mise en œuvre des politiques participatives. Ces dynamiques de désinstitutionalisation de la participation se traduisent par de nouvelles relations autoritaires entre l'État et les classes

populaires. Ainsi, se confirme la situation de domination des classes populaires désormais exposées aux nouveaux risques de la consolidation autoritaire au Venezuela, et des arbitrages politiques et économiques de cette domination.

2. Une montée en généralité à partir des intermédiations militantes de l'action publique

À partir de mon cas d'étude vénézuélien, je propose le concept d'intermédiations militantes de l'action publique en prêtant une attention particulière à la manière dont celles-ci façonnent la relation entre l'État et les classes populaires.

2.1 L'utilité du concept d'intermédiations militantes de l'action publique

L'utilité du concept d'intermédiations militantes de l'action publique est qu'il permet de penser ensemble une série d'acteurs qui sont habituellement nommés et étudiés séparément. Ainsi, en insérant au sein de la catégorie d'intermédiaires militants de l'action publique les cadres intermédiaires, les *street level bureaucrats* et les leaders associatifs, il est possible de penser les liens sociaux et politiques entre ces catégories d'acteurs qui se trouvent au cœur de la conception et de la mise en place de l'action publique. Plus particulièrement, par le biais de la catégorie d'intermédiaires militants il est question de penser comme un ensemble la chaîne d'intermédiations qui sous-tendent la mise en œuvre de l'action publique participative.

La caractérisation militante de ces intermédiaires n'est ainsi pas exclusive du cas vénézuélien. En effet, la revendication politique et militante des acteurs qui mettent en place les politiques participatives est commune à divers terrains, dont les terrains latino-américains et européens. D'autant plus quand les politiques participatives ont pour cible les classes populaires. Ainsi, que ce soient les militants du PT en charge des budgets participatifs sous les gouvernements Lula au Brésil, les leaders des organisations populaires au Mexique sous le gouvernement Morena, ou les militants de gauche française en charge du Conseil de développement de la Métropole de Lyon, ces acteurs revendiquent leurs attaches militantes comme inspiration pour la conception et la mise en place de l'action publique. Ils cherchent ainsi à façonner le recrutement des institutions publiques afin d'y construire des alliances favorables à leurs perspectives politiques de l'État. De la même manière, ils cherchent à construire des liens avec les réseaux associatifs afin de mieux faire parvenir des biens publics aux bénéficiaires de l'action publique participative. Enfin, ils éprouvent de lourdes contraintes politiques et matérielles face à leur volonté de militer dans l'État et de transformer la relation entre ce dernier et les classes populaires.

2.2. Les intermédiations militantes de l'action publique façonnent la relation entre l'État et les classes populaires

À partir de mon travail de recherche, il est possible d'observer la manière dont les intermédiations militantes de l'action publique façonnent la relation entre l'État et les classes populaires. En effet, il est possible de montrer que les intermédiations militantes de l'action publique contribuent à faire évoluer trois dimensions centrales du lien entre action publique et action collective.

Tout d'abord, elles modifient le fonctionnement de l'État. Ainsi, par l'intégration d'acteurs militants aux activités de gestion des institutions et des ressources publiques, des catégories et des pratiques militantes s'insèrent dans le quotidien des administrations et modèlent les manières de faire et d'être des agents de l'État. Par ce biais, les intermédiations militantes cherchent à s'imposer dans des rapports de forces avec d'autres acteurs au sein des institutions publiques de la participation, et contribuent à la politisation des transformations institutionnelles et de ceux qui les mettent en œuvre concrètement.

Ensuite, elles réorientent les stratégies politiques des organisations militantes par l'exigence organisationnelle portée par les politiques participatives. En effet, l'orientation des efforts militants à l'adéquation des classes populaires et de leurs représentants à répondre aux catégories publiques de la participation, ou à l'insertion des militants au sein des institutions publiques en charge des politiques participatives, produisent des transformations durables au sein des structures militantes. Par ce processus d'institutionnalisation et de professionnalisation du militantisme, s'établissent des formes d'être militant et de faire du militantisme qui voient chez l'État un objet stratégique dont il faut se saisir pour mener à bien les luttes.

Enfin, elles contribuent à renégocier au quotidien les frontières entre *policy* et *politics*. L'intégration de militants au sein des structures administratives de l'État, et la prise en charge des logiques et catégories de l'État au sein des structures militantes entrelacent le politique et l'action publique tout en modelant les rapports à l'État et au politique des classes populaires. Ainsi, par l'insertion des guichets de proximité au sein des sociabilités populaires, les intermédiations militantes rapprochent l'objet État des populations qui en sont historiquement éloignées. Ce rapprochement est l'occasion des réappropriations populaires de l'action publique qui donnent un sens politique localisée à la répartition de biens publics mis en circulation par les politiques participatives.

Néanmoins, et en dépit de la nouveauté qu'elles représentent, ces trois dynamiques, la modification du fonctionnement de l'État, la réorientation des stratégies des organisations militantes, et la renégociation des frontières entre *policy* et *politics*, participent à la reproduction de la conditionnalité de l'accès des classes populaires à l'action publique. En effet, l'insertion d'acteurs et de pratiques militantes dans le processus de mise en œuvre des politiques participatives ne permet pas d'assurer des réorientations significatives de ces politiques, ni de garantir des formes d'autonomie aux organisations populaires. Ainsi, les intermédiations militantes de l'action publique façonnent la relation entre l'État et les classes populaires, car elles participent notamment à la reproduction de la situation de domination des classes populaires vis-à-vis des structures du champ politico-administratif.

3. Perspectives de recherche

Prenant appui sur les conclusions de mon travail de thèse, différentes perspectives de recherche peuvent être envisagées.

3.1 Les intermédiations militantes dans une perspective comparée : les nouvelles municipalités de gauche en France

Les élections municipales de 2020 ont ouvert la voie à de l'exécutif municipal de diverses grandes villes du pays à des partis politiques se réclamant de la gauche et de l'écologie. Ainsi, par exemple, la ville et la métropole de Lyon sont désormais gouvernés par des majorités issues des alliances entre les gauches locales et nationales, avec à leur tête des responsables politiques issus du parti Europe Écologie les Verts. Dans ce contexte, l'arrivée d'acteurs ayant de longs parcours de militants associatifs et politiques dans la métropole de Lyon, dont une partie a milité dans les quartiers populaires, donne un nouvel élan aux politiques participatives locales, dont notamment au Conseil de développement en tant que dispositif qui se donne pour objectif « de créer des espaces de dialogue ouverts sur le territoire métropolitain¹ ».

Il serait alors question d'interroger à nouveaux frais le concept d'intermédiations militantes de l'action publique à l'aune d'un terrain français. De nombreuses analyses antérieures ont montré les effets de l'implication de militants associatifs dans des exécutifs nationaux ou locaux, en particulier à l'occasion d'alternances, notamment lorsque les partis de gauche et/ou écologistes se sont imposés dans des élections. Ces études ont généralement mis

¹ Voir par exemple le Conseil de développement instauré par la métropole de Lyon [\[en ligne\]](#).

l'accent sur les contraintes spécifiques vécues par ces acteurs se réclamant du militantisme au sein de structures politico-administratives ayant une faible propension au changement du fait de la formalisation de la bureaucratie française. La question des intermédiations militantes pourrait être appliquée pour renouveler ce type de questionnement, en particulier pour interroger la place des responsables des associations de quartiers populaires à l'occasion de la mise en œuvre de dispositifs nouveaux (en particulier des instances participatives ou de concertation). Cela permettrait de se pencher sur le changement au sein de l'État français par ses marges.

3.2. Les devenirs humanitaires et migratoires des classes populaires vénézuéliennes

Du fait des transformations propres à mon terrain d'enquête, il est possible de s'intéresser à l'insertion de l'action humanitaire au sein des solidarités populaires au Venezuela, ainsi qu'aux parcours migratoires des classes populaires vénézuéliennes.

Ainsi, j'ai pu constater à distance des transformations des sociabilités et des solidarités populaires au Venezuela par l'arrivée d'acteurs humanitaires en réponse à la crise traversée par le pays. En ce sens, les nouvelles économies de l'humanitaire et leur organisation entrent en concurrence avec les structures sociales et militantes qui ont auparavant accompagné la mise en place des politiques participatives. L'État est déplacé par ces acteurs humanitaires, et en particulier par des organisations internationales ou étrangères, non présentes jusque-là, en tant qu'entité structurant les solidarités matérielles et symboliques. Se pose alors la question des devenirs des solidarités populaires quand la catégorie de bénéficiaires de l'action humanitaire s'impose à celle d'ayant droit.

De plus, l'exode de plus de 7 millions de vénézuéliens, dont nombre des classes populaires, ouvre la porte à l'analyse des relations des classes populaires migrantes aux États d'accueil à partir d'un entrelacement entre la sociologie politique des classes populaires et la sociologie des migrations. Pour ce faire, il est essentiel de penser les migrants vénézuéliens dans leur complexité politique et historique, issue de leurs parcours de vie au Venezuela, préalable à la migration, mais aussi des constructions de réseaux de solidarité et d'entraide dans le parcours migratoire. Il faut aussi penser la gestion des populations migrantes en prêtant une attention particulière à la manière dont les catégorisations de classe, race et genre des migrants façonnent cet accueil. Enfin, il est impératif de produire une sociologie de l'accueil qui se donne pour objet les structures institutionnelles et associatives, guichets de l'immigration, qui construisent cet accueil. C'est un programme de recherche dont l'objectif serait de saisir le

processus politique et social qui est celui de devenir une diaspora, par le biais de la *diasporisation* des migrants vénézuéliens.

3.3. *Les transformations contemporaines des sociabilités et des solidarités populaires face à l'État*

Les nouvelles vulnérabilités des classes populaires vénézuéliennes, dont la crise humanitaire et migratoire, ou encore celles vécues par les classes populaires françaises, dont la précarisation économique et des reconfigurations des discriminations raciales, ont pour réponse de nouvelles formes d'organisation critiques des structures participatives proposées par les pouvoirs publics. Les réseaux d'entre-aide entre migrants, les squats qui accueillent des sans-papiers, les collectifs de lutte contre le racisme se recomposent, rebattant les cartes de la contestation de la domination des classes populaires. S'ouvre ainsi une perspective de recherche autour des transformations contemporaines des sociabilités et solidarités populaires.

Plus précisément, il serait question d'analyser les rapports à l'État et au politique propres des nouvelles structures et revendications populaires, qui cherchent *a priori* à garder à distance les institutions publiques et les structures partisans. Le questionnement pourrait paraître d'autant plus pertinent qu'il s'agit de domaines dans lesquels l'État revendique une prérogative régaliennne, tout en déléguant à des acteurs associatifs et/ou privés un ensemble de dispositifs d'aide, d'accompagnement mais aussi de surveillance.

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|----|
| Conventions d'écriture | 7 |
| Sommaire | 13 |
| Introduction | 15 |
| 1. La relation entre l'État et les classes populaires : au carrefour de la sociologie de l'action publique et l'action collective | 19 |
| 1.1. Faire la sociologie de l'accès des classes populaires aux biens et aux services publics | 20 |
| 1.1.1. <i>Ethnographier l'État</i> | 20 |
| 1.1.2. <i>Les guichets ou l'État en action</i> | 22 |
| 1.1.3. <i>Clientélisme et échanges politiques au sein des guichets de proximité</i> | 25 |
| 1.2. Analyser le rôle des mobilisations populaires dans la construction de l'État <i>par le bas</i> | 29 |
| 1.2.1. <i>Associations et gestion du quotidien au sein des quartiers populaires</i> | 29 |
| 1.2.2. <i>Leaderships et enjeux de représentation des classes populaires</i> | 31 |
| 1.2.3. <i>Intermédiations militantes de l'action publique au sein des classes populaires</i> | 33 |
| 2. Problématique | 35 |
| 3. La montée en généralité à partir d'un terrain subalterne : controverses vénézuéliennes | 37 |
| 3.1. Le Venezuela en tant que cas d'étude : les controverses sur les gouvernements chavistes et la place de mon travail de recherche..... | 37 |
| 3.2. La montée en généralité à partir des terrains subalternes : un questionnement qui perdure..... | 38 |
| 3.2.1. <i>Entre diverses traditions de recherche</i> | 40 |
| 3.2.2. <i>La classification des régimes politiques peut-elle être une question de sciences sociales ?</i> | 41 |
| 4. Méthodologie et matériaux | 42 |
| 5. Plan de la thèse | 43 |
| PARTIE I | 47 |

| | |
|--|-----------|
| Chapitre 1. Les organisations populaires et l'État vénézuélien : une histoire de longue date | 49 |
| 1.1. La gestion politique du <i>barrio</i> par le biais des <i>juntas</i> | 52 |
| 1.1.1. La gestion par l'urgence des quartiers populaires et la naissance des <i>juntas pro-mejoras</i> | 53 |
| 1.1.1.1. <i>Caracas : une ville en expansion, une ville d'exclusion</i> | 53 |
| 1.1.1.2. <i>La gestion par l'urgence des barrios : quand l'exception devient la norme</i> | 56 |
| 1.1.1.3. <i>La conditionnalité de l'accès aux biens publics : une exigence d'organisation venue d'en haut</i> | 58 |
| 1.1.2. Une gestion politique : le développement de <i>la communauté</i> et les régimes partisans des <i>juntas</i> | 61 |
| 1.1.2.1. <i>Les juntas pro-mejoras en tant que structures développementalistes traversées par la politique</i> | 61 |
| 1.1.2.2. <i>Les coalitions des juntas : des mouvements à appartenance partisane</i> | 65 |
| 1.1.2.3. <i>La chimère de la Réforme de l'État</i> | 68 |
| 1.2. Sur les réappropriations de la politique de gestion des <i>barrios</i> : les <i>juntas</i> et les organisations populaires | 71 |
| 1.2.1. Les <i>juntas</i> et les associations de voisins : des leaderships locaux en lien avec la politique municipale | 73 |
| 1.2.1.1. <i>Les méthodes de fondation des barrios et les formes de l'autorité locale</i> | 74 |
| 1.2.1.2. <i>Les autorités locales et les relations avec le pouvoir municipal : les carrières d'intermédiation</i> | 78 |
| 1.2.1.3. <i>La consolidation des quartiers et la moindre place de l'association de voisins : le lieu des carrières individuelles ascendantes</i> | 82 |
| 1.2.2. Les organisations populaires et la gestion non partisane du quartier : des réflexions sur l'autonomie..... | 85 |
| 1.2.2.1. <i>Les menaces de délogement et les réponses organisationnelles et culturelles</i> | 86 |
| 1.2.2.2. <i>Le travail social : la gestion de la jeunesse et du quotidien au sein des barrios</i> | 89 |
| 1.2.2.3. <i>Face aux virages libéraux, encore plus d'organisation</i> | 93 |
| Conclusion : La normalisation de la gestion politique des classes et territoires populaires. | 96 |

Chapitre 2. La promotion du « pouvoir populaire » : la réinterprétation de l'impératif participatif des gouvernements chavistes du début du XXI^e siècle..... 99

| | |
|--|-----|
| 2.1. La participation sous forme de « pouvoir populaire ». Esquisse de sociohistoire d'une catégorie d'action publique | 104 |
| 2.1.1. La Révolution sera participative ou ne sera pas. La participation comme moyen de construire l'action publique révolutionnaire..... | 105 |
| 2.1.1.1. <i>La participation en tant qu'enjeu constitutionnel</i> | 106 |
| 2.1.1.2. <i>La promotion du pouvoir populaire en tant que nomenclature de la participation pour les gouvernements chavistes du XXI^e siècle.</i> | 108 |
| 2.1.1.3. <i>Les Communes et l'horizon de l'État communal comme aboutissement du projet révolutionnaire</i> | 111 |
| 2.1.2. L'administration parallèle et dépendante de la promotion du pouvoir populaire..... | 116 |
| 2.1.2.1. <i>Missions sociales ou gestions sectorielles parallèles.</i> | 118 |
| 2.1.2.2. <i>Les Conseils communaux et la participation territoriale hautement dépendante de l'exécutif national.</i> | 121 |
| 2.1.2.3. <i>Les Communes dans l'entre deux de l'autonomie des communautés et l'emprise du pouvoir central.</i> | 123 |
| 2.2. Le pouvoir populaire au concret : les usages d'une catégorie d'action publique sur le terrain..... | 126 |
| 2.2.1. Ceux qui participent : les sociologies de la participation dans le cadre des dispositifs participatifs vénézuéliens..... | 130 |
| 2.2.1.1. <i>La communauté en tant que cible de la participation : les croisements entre populaire et local</i> | 130 |
| 2.2.1.2. <i>Les porte-paroles : qui peut représenter la communauté ?</i> | 135 |
| 2.2.1.3. <i>Les agents de l'État au cœur de l'action publique participative</i> | 140 |
| 2.2.2. Ce qu'on fait du pouvoir populaire : les accents politiques de l'action publique participative des gouvernements chavistes | 144 |
| 2.2.2.1. <i>Les agencements entre pouvoirs publics et organisations populaires : une source d'institutionnalisation des rapports sociaux ?</i> | 144 |
| 2.2.2.2. <i>La délégation de service public à échelle territoriale : une source de privatisation de l'action publique ?</i> | 149 |

| | |
|---|-----|
| 2.2.2.3. <i>Rapports au politique des classes populaires et politiques participatives : limites et critiques au sein des structures inégalitaires</i> | 152 |
|---|-----|

Conclusion : Les politiques participatives des gouvernements chavistes comme continuité de la conditionnalité de l'accès à l'action publique des classes populaires. . 156

Chapitre 3. Les intermédiations militantes de l'action publique : la construction de l'objet d'étude par l'enquête ethnographique 161

3.1. L'enquête ethnographique par la mise en circulation de soi-même : accéder au terrain, s'y intégrer, construire un objet d'étude 164

3.1.1. Le terrain avant l'enquête : la transformation d'une curiosité politique en questionnement scientifique durant la période de la mort d'Hugo Chávez 166

3.1.1.1. *Le Venezuela de la mort d'Hugo Chávez en 2013 : un moment d'effervescence et de tension* 166

3.1.1.2. *Rencontrer les intellectuels internationaux : la mondanité révolutionnaire du Venezuela au-delà de ses frontières*..... 171

3.1.1.3. *De l'international au quartier : une première approche idéalisée des politiques participatives par le biais du tourisme politique* 176

3.1.2. Construire une recherche scientifique comme une expérience personnelle : travailler, militer et circuler pour devenir intégrer le terrain dans le Venezuela post-Chávez..... 181

3.1.2.1. *Redécouvrir les quartiers populaires vénézuéliens : transformer la peur en revendication*..... 182

3.1.2.2. *Travailler au sein des administrations publiques des gouvernements chavistes : un bénévolat inconfortablement informatif* 185

3.1.2.3. *Militer avec les militants révolutionnaires : se former à la défaite politique* 188

3.2. Penser l'intermédiation militante de l'action publique : les intermédiaires, les lieux de l'intermédiation et leurs frontières 193

3.2.1. Les intermédiaires militants de l'action publique : des quartiers populaires aux ministères..... 196

3.2.1.1. *Les représentants des quartiers et des organisations populaires en tant qu'acteurs à part entière de l'action publique participative* 196

3.2.1.2. *Les serviteurs publics : quand les classes populaires engagées obtiennent des emplois publics*..... 198

| | |
|--|------------|
| 3.2.1.3. <i>Les élites administratives : quand les militants de gauche obtiennent des postes à responsabilité</i> | 200 |
| 3.2.2. Les lieux de l'intermédiation : l'espace géographique des intermédiations militantes de l'action publique | 204 |
| 3.2.2.1. <i>La géographie des barrios : les catégories territoriales à l'épreuve de la multiplicité des espaces populaires</i> | 205 |
| 3.2.2.2. <i>Dans les ministères : les bureaux des institutions publiques en tant que lieux précaires mais stratégiques</i> | 209 |
| 3.2.2.3. <i>La vie culturelle : des lieux de divertissement, d'alliances et d'exclusion</i> .. | 211 |
| Conclusion : Explorer les politiques publiques participatives par le militantisme. Militer pour mettre en place les politiques publiques participatives..... | 214 |
| PARTIE II | 217 |
| Chapitre 4. Le travail militant au sein des institutions publiques : usages révolutionnaires de l'État | 219 |
| 4.1. Des échanges limités : la critique des <i>fonctionnaires</i> à l'égard de l'exigence de dévouement des intermédiaires militants | 224 |
| 4.1.1. Gouverner Fundacomunal avec les fonctionnaires : la mise en cause de la participation comme outil du travail administratif..... | 225 |
| 4.1.1.1 <i>Fundacomunal comme lieu de militantisme : investir une institution publique par le sacrifice militant</i> | 225 |
| 4.1.1.2. <i>Réformer Fundacomunal : révolutionner l'État depuis l'intérieur</i> | 231 |
| 4.1.1.3. <i>Construire une méthodologie pour la réforme de Fundacomunal : quand l'appel à la participation révèle les conflits au travail</i> | 235 |
| 4.1.2. Construire une politique culturelle en situation de crise : les arrangements quotidiens des fonctionnaires vis-à-vis du travail administratif..... | 242 |
| 4.1.2.1. <i>Refonder le cabinet de culture pour territorialiser la politique culturelle : les suites de l'engagement révolutionnaire</i> | 243 |
| 4.1.2.2. <i>Construire une stratégie communicationnelle par la participation : quelles définitions de l'engagement au travail ?</i> | 249 |
| 4.1.2.3. <i>Critiques au rôle d'intermédiaire militant de l'action publique : entre petits arrangements pratiques et grandes critiques politiques</i> | 255 |
| 4.2. Construire les politiques participatives avec les <i>compañeros</i> : les échanges au cœur du fonctionnement des institutions de la participation..... | 260 |

| | |
|---|------------|
| 4.2.1. Formation de <i>formadores</i> à Vargas : la réaffirmation du nous révolutionnaire entre intermédiaires militants de l'action publique..... | 260 |
| 4.2.1.1. <i>Les voies collectives et individuelles du recrutement à Fundacomunal : embaucher les compañeros au sein des institutions promotrices de la participation</i> | 261 |
| 4.2.1.2. <i>Travailler avec les compañeros : s'engager pour réorienter la révolution dans le cadre des Conseils présidentiels de gouvernement du Pouvoir populaire</i> | 268 |
| 4.2.1.3. <i>Penser entre compañeros l'avenir du pouvoir populaire : construire Fundacomunal depuis le « nous » révolutionnaire</i> | 273 |
| 4.2.2. Rencontre de <i>comuneros</i> à Guacara : étendre le « nous » révolutionnaire entre intermédiaires militants et publics participatifs | 280 |
| 4.2.2.1. <i>La réification de la domination sociale par les rapports hiérarchiques entre institutions publiques investies dans la construction de l'État communal.</i> | 280 |
| 4.2.2.2. <i>La rencontre de comuneros à Guacara : la « cartographie stratégique » au service du travail révolutionnaire</i> | 285 |
| 4.2.2.3. <i>L'ordre participatif : quelles limites au « nous » révolutionnaire ?</i> | 293 |
| Conclusion : Gouverner les institutions publiques dédiées aux politiques participatives en tant que militants. Ce que les structures administratives font aux échanges politiques | 299 |
| Chapitre 5. Construire la communauté depuis l'État : les intermédiations militantes de l'action publique dans la construction des quartiers populaires | 303 |
| 5.1. Quand le quartier n'existe pas, on le construit : l'organisation <i>Pobladores</i> et la Grande Mission Logement Venezuela. | 310 |
| 5.1.1. <i>Movimiento Pobladores : quand l'organisation populaire se déploie au sein d'une administration publique pour bâtir les quartiers populaires</i> | 312 |
| 5.1.1.1. <i>Du Caracazo au chavisme : devenir représentante d'une organisation populaire par le processus de sélection d'intermédiaires publics</i> | 312 |
| 5.1.1.2. <i>Se rapprocher de l'État par l'action contentieuse : les manifestations et les occupations en tant que prolongement du lien avec les gouvernements chavistes</i> | 321 |
| 5.1.1.3. <i>S'intégrer à l'État en tant qu'organisation : l'insertion du Movimiento Pobladores à la GMVV et sa légitimation militante</i> | 326 |
| 5.1.2. Le campement Kaika-shi et les frontières entre <i>le barrio</i> et <i>l'urbanización</i> : le sens politique de l'administration des biens publics | 331 |

| | |
|--|------------|
| 5.1.2.1. <i>La proposition autogestionnaire du Movimiento Pobladores pour la construction de logements sociaux : l'organisation populaire en tant qu'administratrice des biens publics</i> | 331 |
| 5.1.2.2. <i>Kaika-Shi : le campement exemplaire et les définitions populaires des usages légitimes des biens publics</i> | 337 |
| 5.1.2.3. <i>Les frontières entre le barrio et la urbanización : une propriété d'usage aux allures de propriété privée bâtie par l'administration populaire des biens publics</i> | 344 |
| 5.2. Continuer à construire <i>la communauté</i> en contexte révolutionnaire : faire descendre le budget en tant que pratique militante du quotidien..... | 351 |
| 5.2.1. Les liens avec les pouvoirs publics depuis les quartiers : parcourir les chemins de la conditionnalité de l'accès aux biens publics | 352 |
| 5.2.1.1. <i>Arriver à La Vega : la transmission intra-familiale du récit militant d'une installation au sein des quartiers populaires urbains</i> | 352 |
| 5.2.1.2. <i>La centralité de la famille Pérez au sein du secteur Las Casitas : l'organisation Caribes de Itagua en tant que point d'appui pour le travail communautaire</i> | 356 |
| 5.2.1.3. <i>L'intermédiation auprès des pouvoirs publics des gouvernements chavistes par les Pérez : participer et gouverner la participation</i> | 360 |
| 5.2.2. La fête de la Saint Jean : l'action culturelle en tant que point d'appui pour l'intermédiation entre le <i>barrio</i> et les pouvoirs publics | 366 |
| 5.2.2.1. <i>Francisco Pérez en tant qu'héritier de Caribes de Itagua : faire exister la communauté dans le barrio et au-delà</i> | 366 |
| 5.2.2.2. <i>La reproduction de la communauté populaire et noire par la fête de la Saint Jean</i> | 370 |
| 5.2.2.3. <i>Reconnaître et se faire reconnaître par les compañeros au sein des institutions publiques pour « faire descendre le budget »</i> | 379 |
| Conclusion : La circulation des biens publics par le biais des organisations populaires : la production étatique de la communauté et la production communautaire de l'État..... | 382 |
| Chapitre 6. Les usages politiques des ressources publiques par le biais des intermédiations militantes : le cas de la campagne pour les élections à l'Assemblée nationale de 2015 | 387 |
| 6.1. Produire une campagne en tant que <i>movimientos</i> : ce que les intermédiations militantes de l'action publique font au travail politique | 392 |

| | |
|--|------------|
| 6.1.1. Les élections législatives et la campagne pour l'Agenda législatif populaire : une campagne à contre-courant ? | 393 |
| 6.1.1.1. <i>Les élections législatives de 2015 : une élection comme une autre ?</i> | 393 |
| 6.1.1.2. <i>L'appel à construire une campagne en tant que movimientos : les arbitrages politiques des organisations populaires en contexte d'élections parlementaires</i> | 396 |
| 6.1.1.3. <i>Produire des accords politiques entre des organisations différemment positionnées vis-à-vis des institutions publiques : la naissance de l'Agenda législatif populaire</i> | 401 |
| 6.1.2. La campagne au concret : faire descendre le budget pour mettre en place la campagne de l'Agenda législatif populaire | 408 |
| 6.1.2.1. <i>Le planning de la campagne en tant objet : exigence militante et effort collectif pour préserver l'avenir matériel et politique des movimientos</i> | 408 |
| 6.1.2.2. <i>L'esthétique de la campagne pour l'Agenda législatif populaire : la circulation des codes entre les gouvernements chavistes et les organisations populaires</i> .413 | |
| 6.1.2.3. <i>Faire descendre le budget pour la campagne : les ruptures entre organisations populaires et gouvernements chavistes</i> | 421 |
| 6.2. Le travail politique au sein des institutions publiques : les déconnexions électorales et institutionnelles | 425 |
| 6.2.2.1. <i>« Les poilus arrivaient pour détruire le ministère » : Gerardo Rojas entre le ministère des Communes et le retour à la Commune</i> | 425 |
| 6.2.2.2. <i>L'Agenda législatif populaire au Conseil présidentiel des Communes : les autonomies populaires mises en l'échec</i> | 430 |
| 6.2.2.3. <i>Perdre l'élection et perdre la position d'intermédiaires : les débuts de la désinstitutionnalisation de l'action publique participative</i> | 436 |
| Conclusion : La campagne au-delà des résultats électoraux : un regard sociologique sur les usages politiques des ressources publiques..... | 440 |
| Conclusion. Par-delà de la conditionnalité de l'accès à l'action publique : les transformations contemporaines des sociabilités et solidarités populaires face à l'État | 443 |
| 1. Trois conclusions principales autour de la relation entre l'État vénézuélien et les classes populaires..... | 443 |
| 2. Une montée en généralité à partir des intermédiations militantes de l'action publique..... | 447 |
| 2.1 <i>L'utilité du concept d'intermédiations militantes de l'action publique</i> | 447 |

| | |
|--|------------|
| 2.2. <i>Les intermédiations militantes de l'action publique façonnent la relation entre l'État et les classes populaires</i> | 448 |
| 3. Perspectives de recherche | 449 |
| 3.1 <i>Les intermédiations militantes dans une perspective comparée : les nouvelles municipalités de gauche en France</i> | 449 |
| 3.2. <i>Les devenirs humanitaires et migratoires des classes populaires vénézuéliennes</i> | 450 |
| 3.3. <i>Les transformations contemporaines des sociabilités et des solidarités populaires face à l'État</i> | 451 |
| TABLE DES MATIERES | 453 |
| Liste des figures | 463 |
| BIBLIOGRAPHIE | 465 |
| 1. Ouvrages | 465 |
| 1.1. Ouvrages | 465 |
| 1.2. Chapitres d'ouvrages | 473 |
| 1.3. Ouvrages issus du terrain..... | 477 |
| 2. Thèses et mémoires | 478 |
| 3. Articles scientifiques | 479 |
| 4. Articles de presse et billets de blog | 494 |
| 5. Rapports | 499 |
| LISTE DE MATERIAUX | 501 |
| Liste d'observations | 501 |
| Liste d'entretiens | 505 |
| Liste de documents récoltés : | 506 |
| Documents informatiques | 506 |
| Documents papiers..... | 510 |

Liste des figures

| | |
|---|-----|
| Figure 1 : L'extension de Caracas à la fin des années 1950 | 75 |
| Figure 2 : Couverture de l'ouvrage <i>Crónicas de Comunas, Donde Chávez vive</i> | 125 |
| Figure 3 : Balcon de la mairie de la ville de Mérida..... | 168 |
| Figure 4 : Foule devant le bâtiment principal de l'Académie militaire | 172 |
| Figure 5 : Des personnes font la queue pour tenter de voir le corps d'Hugo Chávez .. | 173 |
| Figure 6 : Les <i>barrios</i> de Caracas | 183 |
| Figure 7 : Lancement de la campagne <i>Cada latido cuenta</i> | 190 |
| Figure 8 : Le rond-point de La India en juin 2020..... | 207 |
| Figure 9 : Eje del buen vivir | 212 |
| Figure 10 : Schéma d'organisation interne (au 1 ^{er} niveau) de Fundacomunal | 226 |
| Figure 11 : Proposition de réorganisation du Cabinet de culture du District Capital par la nouvelle direction..... | 247 |
| Figure 12 : États fédérés du Venezuela. | 265 |
| Figure 13 : Graffitis sur les murs de la Maison du Pouvoir populaire socialiste de l'État de Vargas..... | 272 |
| Figure 14 : Fresque sur les murs de La Casita représentant le Ché Guevara aux côtés d'instruments de percussion de la côte vénézuélienne..... | 273 |
| Figure 15 : Les comuneros réalisent une cartographie stratégique..... | 291 |
| Figure 16 : Fin de la première journée de travail. Lecture d'accords et présentation des cartes stratégiques en plénière..... | 291 |
| Figure 17 : Extrait de la cartographie stratégique de la Commune Carabali..... | 292 |
| Figure 18 : « Une » du quotidien national Últimas noticias | 315 |
| Figure 19 : Formation politique dans les locaux de Cuna de Libertadores | 336 |
| Figure 20 : Diapositive « Financement du projet » accompagnant la conférence de Mariela Machado lors des Rencontres latino-américaines de production et administration sociale du logement..... | 340 |
| Figure 21 : Travail de construction au campement Kaika-Shi | 342 |

| | |
|--|-----|
| Figure 22 : Mariela Machado discute à l'intérieur d'un appartement en construction au campement Kaika-Shi | 343 |
| Figure 23 : Une femme travaille avec la bétonnière | 343 |
| Figure 24 : Salle de réunions du campement Kaika-Shi..... | 350 |
| Figure 25 : Assemblée du 5 juillet 2014 au campement Kaika-Shi..... | 350 |
| Figure 26 : Francisco accompagné des jeunes avec qu'il prépare un patchwork | 372 |
| Figure 27 : Le patchwork préparé la veille est installé sur un mur du secteur Las Casitas de La Vega | 373 |
| Figure 28 : Veillée de la croix de mai à Las Casitas, 31 mai 2014..... | 376 |
| Figure 29 : Chants à la croix de mai | 376 |
| Figure 30 : Saint Jean arrive, porté sur la tête d'un de festivaliers..... | 377 |
| Figure 31 : Danses collectives, Francisco jouant les percussions..... | 378 |
| Figure 32 : Réunion à Cuna de Libertadores | 397 |
| Figure 33 : « Manifiesto. Laboratorio Creativo » | 404 |
| Figure 34 : Brochure de campagne « Agenda législatif des mouvements sociaux et populaires » | 407 |
| Figure 35 : Agenda du campement de production Fabricio Ojeda | 411 |
| Figure 36 : « Cronograma campaña »..... | 412 |
| Figure 37 : Logo « Campagne admirable » par le Comando Creativo | 414 |
| Figure 38 : Design pour la « Fiesta de saberes comunales » | 414 |
| Figure 39 : Design pour la « Fiesta de saberes comunales » | 415 |
| Figure 40 : Spot de campagne sur les droits des femmes et des personnes LGBTQI .. | 415 |
| Figure 42 : Infographie sur l'assemblée en tant qu'institution produite dans le cadre des élections à l'Assemblée nationale en décembre 2015 | 416 |
| Figure 43 : Membres de la CRBZ, Comando Creativo, Codigos Libres et ANCMLA lors de la conférence de presse pour la présentation de la campagne pour l'Agenda législatif populaire..... | 419 |
| Figure 44 : Conférence de presse de la campagne pour l'Agenda législatif populaire | 419 |
| Figure 45 : Francisco Pérez avec des jeunes de La Vega joue des percussions pour animer la sortie de la campagne pour l'Agenda législatif populaire | 420 |

BIBLIOGRAPHIE

1. Ouvrages

1.1. Ouvrages

AKOKA Karen, *L'asile et l'exil : une histoire de la distinction réfugiés/migrants*, Paris, La Découverte, 2020.

ANDERSON Benedict, *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*, Londres, Verso, 2016.

ANDREANI Fabrice, BRACHO Yoletty, LAPLACE Lucie et POSADO Thomas (dir.), *Alternances critiques et dominations ordinaires en Amérique latine. Crises, résistances et continuités*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, À paraître.

AUYERO Javier, *La política de los pobres: las prácticas clientelistas del peronismo*, Buenos Aires, Manantial, 2001.

AVRITZER Leonardo, *Democracy and the Public Space in Latin America*, Princeton, Princeton University Press, 2009.

BAAMARA Layla, FLODERER Camille et POIRIER Marine, *Faire campagne, ici et ailleurs. Mobilisations électorales et pratiques politiques ordinaires*, Paris, Karthala, 2016.

BACQUE Marie-Hélène, REY Henri et SINTOMER Yves, *Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative*, Paris, La Découverte, 2004.

BACQUE Marie-Hélène et SINTOMER Yves (dir.), *La démocratie participative : histoire et généalogie*, Paris, La Découverte, 2011.

BECKER Howard S., *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Éditions Métailié, 1985.

BECKER Howard Saul, *Les ficelles du métier*, Paris, La Découverte, 2002.

BERJAUD Clémentine, « *Cinq sur Cinq, Mi Comandante!* » : contribution à l'étude des réceptions des discours politiques télévisés, Paris, Dalloz, 2016.

BEZES Philippe, CHAUVIERE Michel, MONTRICHER Nicole de, OCQUETEAU Frédéric et CHEVALLIER Jacques, *L'État à l'épreuve des sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2017.

- BHERER Laurence, GAUTHIER Mario et SIMARD Louis (dir.), *The professionalization of public participation*, New York, Routledge, 2017.
- BIERSCHENK Thomas et CHAUVEAU Jean-Pierre, *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projet*, Paris, Karthala.
- BOLIVAR Teolinda et BALDO Josefina, *La cuestión de los barrios*, Caracas, Monte Avila Editores Latinoamericana, 1996.
- BORGEAUD GARCIANDIA Natacha, LAUTIER Bruno et PEÑAFIEL Ricardo (dir.), *Penser le politique en Amérique latine : la recreation des espaces et des formes du politique*, Paris, Karthala, 2009.
- BOURDIEU Pierre, *La misère du monde*, Paris, Seuil, 2015.
- BOURDIEU Pierre, *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d’agir, 2001.
- BOURDIEU Pierre, *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Les Editions de minuit, 1979.
- BRACONNIER Céline et JEAN-YVES Dormagen, *La démocratie de l’abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard, 2007.
- BRESSY Gilles et KONKUYT Christian, *Management et économie des entreprises*, Paris, Sirey, 2014.
- BREWER-CARIAS Allan-Randolph, *Golpe de Estado y proceso constituyente en Venezuela, México*, Universidad Autónoma de México, Doctrina Jurídica, n° 68, 2002.
- BREWER-CARIAS Allan-Randolph, *Cambio político y reforma del estado en Venezuela: contribucion al estudio del estado democratico y social de derecho*, Madrid, Editorial Tecnos, 1975.
- BRIQUET Jean-Louis, *La tradition en mouvement : clientélisme et politique en Corse*, Paris, France, Belin, 1997.
- BRIQUET Jean-Louis et SAWICKI Frédéric, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998.
- BUTON François, *L’administration des faveurs : l’État, les sourds et les aveugles (1789-1885)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.
- BUTON François et MARIOT Nicolas (dir.), *Pratiques et méthodes de la socio-histoire*, Paris, Presses universitaires de France, 2009.
- BUXTON Julia, *The failure of political reform in Venezuela*, Milton Park, Routledge, 2001.
- CALCAÑO Luis Gómez et LOPEZ MAYA Margarita, *El tejido de Penélope: la reforma del estado en Venezuela (1984-1988)*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, 1990.
- CAMAU Michel et MASSARDIER Gilles (dir.), *Démocraties et autoritarismes : fragmentation et hybridation des régimes*, Paris, Karthala, 2009.
- CAROTHERS Thomas, *Critical mission: essays on democracy promotion*, Washington, Carnegie endowment for international peace, 2004.

- CARPENTER Carl Luther, *The New National Ideal of General Marcos Pérez Jiménez and the Role of the Military in Twentieth Century Colombian Politics*, University of Texas at Austin, 1967.
- CARREL Marion, *Faire participer les habitants ? Pauvreté, citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Lyon, ENS Éditions, 2013.
- CARRION MENA Fernando et DAMMERT-GUARDIA Manuel, *Derecho a la ciudad: una evocación de las transformaciones urbanas en América Latina*, Lima, CLACSO, 2019.
- CEFAÏ Daniel, *L'engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010.
- CEFAÏ Daniel (dir.), *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2003.
- CICCARIELLO-MAHER George, *La révolution au Venezuela : une histoire populaire*, Paris, La Fabrique, 2016.
- CICCARIELLO-MAHER George, *We Created Chávez: A People's History of the Venezuelan Revolution*, Durham, Duke University Press, 2013.
- CITRON Suzanne, *Le mythe national : l'histoire de France en question*, Paris, Éditions ouvrières, 1987.
- COLLECTIF ROSA BONHEUR, *La ville vue d'en bas : travail et production de l'espace populaire*, Paris, Amsterdam, 2019.
- COMBES Hélène, *Faire parti : trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, 2011.
- COMBES Hélène et VOMMARO Gabriel, *Sociologie du clientélisme*, Paris, La Découverte, 2015.
- COMPAGNON Olivier, REBOTIER Julien et REVET Sandrine (dir.), *Le Venezuela au-delà du mythe : Chávez, la démocratie, le changement social*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2009.
- CORONIL Fernando, *El estado mágico: naturaleza, dinero y modernidad en Venezuela*, Caracas, Editorial Alfa, 2013.
- COUELLEC Léo, *La science au pluriel : essai d'épistémologie pour des sciences impliquées*, Versailles, Éditions Quae, 2015.
- DABENE Olivier, *La Gauche en Amérique latine, 1998-2012*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.
- DABENE Olivier, GEISSER Vincent et MASSARDIER Gilles, *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2008.
- DAUVIN Pascal et SIMEANT Johanna, *Le travail humanitaire : Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.
- DEZALAY Yves et GARTH Bryant G., *La mondialisation des guerres de palais : la restructuration du pouvoir d'État en Amérique latine, entre notables du droit et « Chicago boys »*, Paris, Seuil, 2002.
- DOBRY Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2009.

- DREYFUS Françoise et EYMERI Jean-Michel, *Science politique de l'administration : Une approche comparative*, Paris, Economica, 2006.
- DUBOIS Vincent, *Contrôler les assistés : genèses et usages d'un mot d'ordre*, Paris, Raisons d'agir, 2021.
- DUBOIS Vincent, *La politique culturelle : genèse d'une catégorie d'intervention publique*, Paris, Belin, 1999.
- DUBOIS Vincent, *La vie au guichet : relation administrative et traitement de la misère*, Paris, Economica, 1999.
- ELIASOPH Nina, *L'évitement du politique : Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Paris, Economica, 2010.
- ESPING-ANDERSEN Gøsta, PALIER Bruno et GROULEZ Marianne, *Trois leçons sur l'État-providence*, Paris, Seuil, 2008.
- EYMERI-DOUZANS Jean-Michel, *La France et ses administrations : un état des savoirs*, Bruxelles, Bruylant, 2013.
- FERNANDES Sujatha, *Who can stop the drums?: Urban social movements in Chávez's Venezuela*, Duke University Press, 2010.
- FILLIEULE Olivier et ROUX Patricia, *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.
- FISCHER Nicolas, *Le territoire de l'expulsion : la rétention administrative des étrangers et l'État de droit en France*, Lyon, ENS Éditions, 2017.
- FOLZ Olivier, FOURTANE Nicole, GUIRAUD Michèle et DELPRAT François (dir.), *Le Venezuela d'Hugo Chávez : bilan de quatorze ans de pouvoir*, Nancy, Éditions universitaires de Lorraine - Presses universitaires de Nancy, 2013.
- FORNI Pablo F. et CASTRONUOVO Luciana (dir.), *Ni piqueteros ni punteros: organizaciones populares durante el kirchnerismo*, Buenos Aires, Editora de la Universidad Nacional de La Plata, 2015.
- FOURNIER Jean-Marc, *L'autre Venezuela de Hugo Chavez : boom pétrolier et révolution bolivarienne à Maracaibo*, Paris, Karthala, 2010.
- FRANGUIADAKIS Spyros, JAILLARDON Édith et BELKIS Dominique, *En quête d'asile : aide associative et accès au(x) droit(s)*, Paris, LGDJ, 2004.
- FREIRE Paulo, *La Pédagogie des opprimés*, Marseille, Agone, 2021.
- GARCIA GUADILLA María-Pilar, *Ambiente estado y sociedad: crisis y conflictos socio-ambientales en América Latina y Venezuela*, Caracas, Equinoccio, 1991.
- GARIBAY David et MARQUES-PEREIRA Bérengère, *La politique en Amérique latine*, Paris, Armand Colin, 2011.
- GAUDICHAUD Franck, MODONESI Massimo et WEBBER Jeffery, *Fin de partie ? Amérique latine : les expériences progressistes dans l'impasse*, Paris, Syllepse, 2020.

- GAUDICHAUD Franck et POSADO Thomas, *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018) : la fin d'un âge d'or*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021.
- GAXIE Daniel, *Le cens caché : Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978.
- GEISSER Vincent, DABENE Olivier et MASSARDIER Gilles (dir.), *Autoritarismes démocratiques Démocraties autoritaires au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2012.
- GOFFMAN Erving, *Frame analysis: an essay on the organization of experience*, New York, Harper and Row, 1974.
- GOFFMAN Erving, *Asiles : études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*, Paris, Éditions de Minuit, 1968.
- GOURGUES Guillaume, *Les politiques de démocratie participative*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2013.
- GOURGUES Guillaume et MAZEAUD Alice (dir.), *L'action publique saisie par ses « publics » : gouvernement et (dés)ordre politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2018.
- GROHMANN Peter, *Macarao y su Gente : movimiento popular y autogestión en los barrios de Caracas*, Caracas, Nueva Sociedad, 1996.
- HOYER Mariela et CLAREMBAUX Patricia, *Barrio Adentro. Historias de una misión*, Los libros de El Nacional., Caracas, 2009.
- HUGHES Everett C., *Men and Their Work*, Glencoe, The Free Press, 1958.
- JOHSUA Florence, *Anticapitalistes*, Paris, La Découverte, 2015.
- JOSEPH Gilbert M. et DANIEL Nugent, *Everyday forms of state formation. Revolution and negotiation of rule in modern Mexico*, Durham, Duke University Press, 1994.
- KARL Terry Lynn, *The Paradox of Plenty. Oil Booms and Petro–States*, Berkeley, University of California Press, 1997.
- KOBELINSKY Carolina, *L'accueil des demandeurs d'asile : une ethnographie de l'attente*, Paris, Éditions du cygne, 2010.
- LABORIER Pascale et TROM Danny, *Historicités de l'action publique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2003.
- LACLAU Ernesto, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008.
- LASCOUMES Pierre et LE GALES Patrick, *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin, 2018.
- LASCOUMES Pierre et LE GALES Patrick (dir.), *Gouverner par les instruments*, Paris, Les Presses Science Po, 2004.
- LAURENT Sylvie et LECLERE Thierry, *De quelle couleur sont les Blancs ? Des « petits blancs » des colonies au « racisme anti-blanc »*, Paris, La Découverte, 2013.

- LEFEBVRE Rémi et LE BART Christian (dir.), *La proximité en politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.
- LINAREZ Pedro Pablo, *La insurrección armada en Venezuela*, Caracas, Ediciones de la Universidad Bolivariana de Venezuela, 2011.
- LIPSKY Michael, *Street Level Bureaucracy: Dilemmas of the Individual in Public Services*, New York, Russell Sage Foundation, 1980.
- LÓPEZ MAYA Margarita, *El ocaso del chavismo. Venezuela 2005-2015*, Caracas, Editorial Alfa, 2016.
- LOPEZ MAYA Margarita, *Democracia participativa en Venezuela (1999-2010): orígenes, leyes, percepciones y desafíos*, Caracas, Fundación Centro Gumilla, 2011.
- MACHADO M. Jesús E., *Estudio de los Consejos Comunales en Venezuela*, Caracas, Fundación Centro Gumilla, 2008.
- MARC-OLIVIER Baruch, *Servir l'État français, l'administration en France de 1940 à 1944*, Paris, Fayard, 1997.
- MATO Daniel, MALDONADO FERMIN Alejandro et REY TORRES Enrique, *Interculturalidad y comunicación intercultural: propuesta teórica y estudio de experiencias de participación social en la gestión de servicios públicos en una comunidad popular de la ciudad de Caracas*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, 2011.
- MATTINA Cesare, *Clientélismes urbains : gouvernement et hégémonie politique à Marseille*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016.
- MAZEAUD Alice et NONJON Magali, *Le marché de la démocratie participative*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2018.
- MAZOUZ Sarah, *La République et ses autres : politiques de l'altérité dans la France des années 2000*, Lyon, ENS Éditions, 2017.
- MIGNON Jean-Marie, *Une histoire de l'éducation populaire*, Paris, La Découverte, 2007.
- MONTANYA Xavier, *Les derniers exilés de Pinochet : des luttes clandestines à la transition démocratique, Chili 1984-1991*, Marseille, Agone, 2009.
- NAUDIER Delphine et SIMONET Maud, *Des sociologues sans qualités ?*, Paris, La Découverte, 2011.
- NAY Olivier et SMITH Andy (dir.), *Le gouvernement du compromis : courtiers et généralistes dans l'action politique*, Paris, Economica, 2002.
- NAY Olivier et SMITH Andy, *Les intermédiaires en politique. Médiation et jeux d'institutions*, Economica, 2002.
- NOIRIEL Gérard, *Les origines républicaines de Vichy*, Paris, Fayard, 1999.
- O'DONNELL Guillermo A., SCHMITTER Philippe C. et WHITEHEAD Laurence (dir.), *Transiciones desde un gobierno autoritario*, Buenos Aires, Paidós, 1989.

- O'DONNELL Guillermo A., VARGAS CULLELL Jorge et IAZZETTA Osvaldo Miguel (dir.), *The quality of democracy: theory and applications*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 2004.
- PADIOLEAU Jean-Gustave, *L'État au concret*, Paris, Presses universitaires de France, 1982.
- PAYRE Renaud et POLLET Gilles, *Socio-histoire de l'action publique*, Paris, La Découverte, 2013.
- PEDRAZZINI Yves et SANCHEZ Magaly, *Malandros, bandas y niños de la calle: cultura de urgencia en las metrópolis latinoamericanas*, Caracas, Vadell Hermanos Editores, 1992.
- PERELMITER Luisina, *Burocracia plebeya: la trastienda de la asistencia social en el Estado argentino*, San Martín, UNSAM Edita, 2016.
- PIERRU Emmanuel, *Guerre aux chômeurs ou guerre au chômage*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2004.
- PORTER Dorothy, *Health, civilization, and the state: a history of public health from ancient to modern times*, Londres, Routledge, 1999.
- POULANTZAS Nicos, *L'État, le pouvoir, le socialisme*, Paris, PUF, 1981.
- QUERE Olivier, *L'atelier de l'État : Des cadres intermédiaires en formation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022.
- QUIROS Julieta, *La politique vécue : péronisme et mouvements sociaux dans l'Argentine contemporaine*, Antonio WERLI (trad.), Paris, L'Harmattan, 2016.
- QUIROS Julieta, *El porqué de los que van: peronistas y piqueteros en el Gran Buenos Aires (una antropología de la política vivida)*, Buenos Aires, Editorial Antropofagia, 2011.
- RAY Talton F., *The Politics of the Barrios of Venezuela*, Berkeley, University of California Press, 1969.
- RENAHY Nicolas, *Les gars du coin : enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte, 2010.
- REVEL-MOUROZ Jean (dir.), *Venezuela : centralisme, régionalisme et pouvoir local*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 2014.
- RENET Sandrine, *Anthropologie d'une catastrophe : Les coulées de boue de 1999 au Venezuela*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2017.
- ROUSSEAU Isabelle, *Tribulaciones de dos empresas petroleras estatales, 1900-2014*, México, El Colegio de México, 2017.
- SCHILLER Naomi, *Channeling the state: community media and popular politics in Venezuela*, Durham, Duke University Press, 2018.
- SCOTT James C., *Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition have Failed*, New Haven, Yale University Press, 1999.
- SCOTT James C., *The Moral Economy of the Peasant. Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*, New Haven, Yale University Press, 1976.

- SIBLOT Yasmine, *Faire valoir ses droits au quotidien*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.
- SIBLOT Yasmine, CARTIER Marie, COUTANT Isabelle, MASCLET Olivier et RENAHY Nicolas, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin, 2015.
- SILVA Eduardo et ROSSI Federico M., *Reshaping the Political Arena in Latin America: From Resisting Neoliberalism to the Second Incorporation*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2018.
- SIMONET-CUSSET Maud, *Le travail bénévole : engagement citoyen ou travail gratuit ?*, Paris, La Dispute, 2010.
- SMILDE David et HELLINGER Daniel C. (dir.), *Venezuela's Bolivarian democracy: participation, politics, and culture under Chávez*, Durham, Duke University Press, 2011.
- SOLDANO Daniela, RUIZ Juan, GLEDHILL John, DI VIRGILIO Mercedes et PERELMAN Mariano, *Ciudades latinoamericanas: desigualdad, segregación y tolerancia*, Buenos Aires, CLACSO, 2014.
- SPIRE Alexis, *Accueillir ou reconduire : enquête sur les guichets de l'immigration*, Paris, Raisons d'agir, 2008.
- STRONEN Iselin Asedotter, *Grassroots Politics and Oil Culture in Venezuela: The Revolutionary Petro-state*, Londres, Palgrave Macmillan, 2017.
- TALPIN Julien, *Community organizing: de l'émeute à l'alliance des classes populaires aux États-Unis*, Paris, Raisons d'agir, 2016.
- TALPIN Julien, BALAZARD Héléne, CARREL Marion, HADJ BELGACEM Samir, KAYA Sümbül, PURENNE Anaïk et ROUX Guillaume, *L'épreuve de la discrimination : enquête dans les quartiers populaires*, Paris, Presses universitaires de France, 2021.
- TARRAGONI Federico, *Le peuple et le caudillo : La question populiste en Amérique Latine contemporaine*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018.
- TARRAGONI Federico, *L'énigme révolutionnaire*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2015.
- THIRION André, *Révolutionnaires sans révolution*, Arles, Babel, 1999.
- TISSOT Sylvie, GAUBERT Christophe, LECHIEN Marie-Hélène et LAMY Yvon (dir.), *Reconversions militantes*, Limoges, Pulim, 2005.
- TOPALOV Christian (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1999.
- VALENCIA Cristobal, *We Are the State!: Barrio Activism in Venezuela's Bolivarian Revolution*, Tucson, University of Arizona Press, 2015.
- VASQUEZ LEZAMA Paula, *Pays hors service : Venezuela : de l'utopie au chaos*, Paris, Buchet Chastel, 2019.
- VASQUEZ LEZAMA Paula, *Le chavisme : Un militarisme compassionnel*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2017.

VELASCO Alejandro, *Barrio Rising – Urban Popular Politics and the Making of Modern Venezuela*, Oakland, University of California Press, 2015.

VILLASANTE Tomás R., CANALES CERON Manuel et DUARTE Klaudio (dir.), *Construyendo democracias y metodologías participativas desde el sur*, Santiago, LOM Ediciones, Ciencias humanas Sociología, 2012.

WEBER Florence et BEAUD Stéphane, *Guide de l'enquête de terrain : Produire et analyser des données ethnographiques*, Paris, La Découverte, 2003.

WEBER Max, *Le savant et le politique*, Paris, 10/18, 2002.

WHITEHEAD Laurence, *The International Dimensions of Democratization: Europe and the Americas*, Oxford, Oxford University Press, 1996.

1.2. Chapitres d'ouvrages

ABERS Rebecca, SERAFIM Lizandra et TATAGIBA Luciana, « Changing Repertoires of State-Society Interaction under Lula », in *Brazil Under the Workers' Party. Continuity and Change from Lula to Dilma*, Londres, Palgrave Macmillan, 2014, pp. 36-61.

ABERS Rebecca et TATAGIBA Luciana, « Institutional Activism: Mobilizing for Women's Health from Inside the Brazilian Bureaucracy », in *Social Movements in Latin America: New Theoretical Trends and Lessons from Mobilized Regions*, Londres, Ashgate, 2014, pp. 73-120.

AVRITZER Leonardo, « Nouvelles sphères publiques au Brésil: démocratie locale et délibération politique », in *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative.*, Paris, La Découverte, 2005, pp. 231-251.

BACQUE Marie-Hélène, REY Henri et SINTOMER Yves, « La démocratie participative, un nouveau paradigme de l'action publique? », in *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative.*, Paris, La Découverte, 2005, pp. 9-46.

BEAUD Stéphane et WEBER Florence, « Le raisonnement ethnographique », in *L'enquête sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, pp. 223-246.

BONNEFOY Anne, « Les collectivités locales au Venezuela », in Jean REVEL-MOUROZ (dir.), *Venezuela : centralisme, régionalisme et pouvoir local*, Paris, Éditions de l'IHEAL, Travaux et mémoires, 2014, pp. 25-53.

BRACHO Yoletty, « La révolution comme conjoncture : le militantisme exceptionnel et le travail « dans l'État » des organisations populaires à Caracas », in *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018) : la fin d'un âge d'or*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021, pp. 105-115.

BREWER-CARIAS Allan-Randolph, « The 1999 Venezuelan Constitution-Making Process as an Instrument for Framing the Development of an Authoritarian Political Regime », in *Framing the State in Times of Transition Case Studies in Constitution Making*, Washington, United States Institute of Peace, 2010, pp. 505-531.

BROQUA Christophe, « Observation ethnographique », in *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, pp. 410-416.

CHAUVIN Sébastien et JOUNIN Nicolas, « L'observation directe », in *L'enquête sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, pp. 143-165.

COMBES Hélène et VOMMARO Gabriel, « Une perspective latino-américaine », in *Sociologie du clientélisme*, Paris, La Découverte, 2015, pp. 63-84.

COMMET Mathieu, « Une révolution dans la révolution ? Mobilisations collectives et démocratie participative dans les barrios de Caracas. », in *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2009, pp. 105-127.

COMPAGNON Olivier, REBOTIER Julien et REVET Sandrine, « Introduction. Le Venezuela contemporain dans le regard des sciences sociales », in *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2009, pp. 12-23.

DABENE Olivier, « La gauche latino-américaine en action », in *La gauche en Amérique latine, 1988-2012*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, pp. 13-34.

DABENE Olivier, « Enclaves autoritaires en démocratie : perspectives latino-américaines », in *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2008, pp. 89-112.

DUBOIS Vincent, « La sociologie de l'action publique. De la socio-histoire à l'observation des pratiques (et vice-versa) », in *Historicités de l'action publique*, Paris, Presses universitaires de France, 2003, pp. 347-364.

DUNEZAT Xavier, « Travail militant et/ou travail sociologique ? Faire de la sociologie des mouvements sociaux en militant », in *Des sociologues sans qualités ?*, Paris, La Découverte, Recherches, 2011, pp. 80-97.

DURAN Patrice, « Territorialisation », in *Dictionnaire des politiques territoriales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, pp. 529-537.

EYMERI-DOUZANS Jean-Michel, « L'État au quotidien. Éléments d'observation ethnographique du travail des énarques en administration centrale », in *La France et ses administrations : un état des savoirs*, Bruxelles, Bruylant, 2013, pp. 331-378.

FILLIEULE Olivier, « Carrière militante », in *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, pp. 91-98.

GARCÍA GUADILLA María Pilar, « Exclusionary Inclusion: Post-Neoliberal Incorporation of Popular Sectors and Social Movements in New Left 21st Century Socialism: the experience of Venezuela », in *Reshaping The Political Arena in Latin America: From Resisting Neoliberalism to the Second Incorporation*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2018, pp. 60-77.

GARCIA GUADILLA María Pilar, « Democracia, inclusión y metodologías participativas: La experiencia de los consejos comunales en Venezuela », in *Construyendo democracias y metodologías participativas desde el Sur*, Santiago de Chile, LOM Ediciones, 2012, pp. 219-243.

GARCIA SANCHEZ Pedro José, « Caracas : (habiter la) ville « fragilisée », (se rendre compétent dans la) cité vulnérable », in *Villes internationales. Entre tensions et réactions des habitants*, Paris, La Découverte, 2007, pp. 169-188.

- GARIBAY David, « Le conflit armé interne en Colombie : échec des solutions négociées, succès apparent de la solution militaire, poursuite des violences », in *Résistances, insurrections, guérillas*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, pp. 127-140.
- GOLDFRANK Benjamin, « Caracas: Scarce Resources, Fierce Opposition, and Restrictive Design », in *Deepening Local Democracy in Latin America: Participation, Decentralization, and the Left*, University Park, Penn State Press, 2011, pp. 84-120.
- HALPERN Charlotte, « Concertation/délibération/ négociation », in *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019, pp. 155-163.
- HALPERN Charlotte, LASCOUMES Pierre et GALES Patrick Le, « Instrument », in *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019, pp. 321-330.
- HAMIDI Camille, « Associations et mouvements sociaux », in *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, pp. 73-81.
- HAMIDI Camille, « Associations, politisation et action publique », in *Sociologie plurielle des comportements politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, pp. 347-370.
- HAMIDI Camille, « Associations, politisation et action publique », in *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche...*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, pp. 347-370.
- HASSENTEUFEL Patrick, « Les acteurs intermédiaires des politiques publiques », in *Sociologie politique : l'action publique*, Paris, Armand Colin, 2011, pp. 213-242.
- HELLINGER Daniel, « Defying the iron law of oligarchy II. Debating democracy online in Venezuela », in *Venezuela's bolivarian democracy. Participation, politics and culture under Chávez*, Durham, Duke University Press, 2011, pp. 219-243.
- JOBERT Bruno, « Le mythe de la gouvernance dépolitisée », in *Être gouverné. Études en l'honneur de Jean Leca*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, pp. 273-285.
- KOBELINSKY Carolina, « ''Sont-ils de vrais réfugiés ?''. Les tensions morales dans la gestion quotidienne de l'asile », in *Économies morales contemporaines*, Paris, La Découverte, 2012, pp. 155-173.
- LANDER Edgardo et ARCONADA RODRIGUEZ Santiago, « Venezuela 2018 : incertitude croissante et dérive autoritaire », in *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018) : la fin d'un âge d'or*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021, pp. 213-226.
- LEFEBVRE Rémi, « Démocratie locale », in *Dictionnaire des politiques territoriales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, pp. 136-141.
- LEVY Johanna, « Démocratiser la démocratie vénézuélienne par des politiques sociales participatives », in *La Gauche en Amérique Latine, 1998-2012*, Presses de Sciences Po, Paris, 2012, pp. 237-266.
- LOPEZ MAYA Margarita, « Alcaldías de izquierda en Venezuela: gestiones locales de La Causa Radical (1989-1996) », in *Gobiernos de izquierda en América Latina: el desafío del cambio*, México, Plaza y Valdes, 1999, pp. 81-110.

LOPEZ MAYA Margarita et LANDER Luis E., « Democracia participativa en Venezuela: concepción y realizaciones », in Julie MASSAL (dir.), *¿Representación o participación? : Los retos y desencantos andinos en el siglo XXI*, Lima, Institut français d'études andines, 2015, pp. 141-168.

LÓPEZ MAYA Margarita et LANDER Luis E., « Participatory Democracy in Venezuela: Origins, Ideas and Implementation », in *Venezuela's Bolivarian Democracy. Participation, Politics and Culture under Chávez*, Durham, Duke University Press, 2011, pp. 58-79.

LOUZE Anne-Florence, « Les Conseils communaux au Venezuela : un outil d'émancipation politique ? », in *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2009, pp. 91-103.

MARQUES-PEREIRA Bérengère et GARIBAY David, « Amérique latine : la lente et difficile construction d'un sentiment d'appartenance à la communauté politique », in *La politique en Amérique latine*, Paris, Armand Colin, 2011, pp. 297-302.

MERKLEN Denis, « 55. La politique dans les cités ou les quartiers comme cadre de la mobilisation », in *Histoire des mouvements sociaux en France*, Paris, La Découverte, 2014, pp. 615-623.

NEVEU Érik, « Qu'est-ce qu'un mouvement social ? », in *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2019, pp. 5-24.

PAUGAM Serge, « Choix et limites du mode d'objectivation », in *L'enquête sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, pp. 53-67.

PECHU Cécile, « Répertoire d'action », in *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, pp. 495-502.

PHELIPPEAU Eric, « La fin des notables revisitée », in *La profession politique aux XIXe et XXe siècles*, Paris, Belin, 1999, pp. 69-92.

REBOTIER Julien, « Les principes alternatifs de la planification. Statut des terres et logement à Caracas », in *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2009, pp. 169-183.

RECONDO David, « Pétrodollars et politiques sociales », in *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie et le changement social*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2009, pp. 45-57.

REVILLARD Anne, « Introduction », in *La cause des femmes dans l'État. Une comparaison France-Québec*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2016, pp. 15-37.

SANCHEZ R Magaly, PEDRAZZINI Yves et TARHAM Ariana, « ¿Hacia una estrategia cultural de los movimientos sociales urbanos? », in *Ambiente, Estado y Sociedad: crisis y conflictos socio-ambientales en América Latina y Venezuela*, Caracas, Centro de Estudios del Desarrollo, 1991, pp. 105-130.

SCHILLER Naomi, « Catia sees you. Community television, clientelism, and the State in the Chávez era », in *Venezuela's bolivarian democracy. Participation, politics and culture under Chávez*, Durham, Duke University Press, 2011, pp. 104-130.

SIBLOT Yasmine, « Travailler avec le public : contrainte ou ressource au guichet ? », in *Au-delà du stress au travail. Une sociologie des agents publics au contact des usagers*, Paris, ERES, 2008, pp. 223-241.

SMILDE David, « Participation, Politics and Culture. Emerging Fragments of Venezuela's Bolivarian Democracy », in *Venezuela's Bolivarian Democracy. Participation, Politics and Culture under Chávez*, Durham, Duke University Press, 2011, pp. 1-27.

STRONEN Iselin Asedotter, « The State as a Battlefield », in *Grassroots Politics and Oil Culture in Venezuela: The Revolutionary Petro-state*, Londres, Palgrave Macmillian, 2017, pp. 157-184.

TERÁN MANTOVANI Emiliano, « Historia decolonial del mito del « desarrollo » en la Venezuela del siglo XX: discurso, soberanía y control de la naturaleza », in *El siglo XX venezolano: análisis y proyección histórica de una centuria*, Caracas, Fundación Centro de Estudios Latinoamericanos Rómulo Gallegos, 2014, pp. 55-118.

THOENIG Jean-Claude, « Politique publique », in *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, pp. 462-468.

THOMPSON Edward P., « L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIII^e siècle », in *La guerre du blé au XVIII^e siècle*, Montreuil, Éditions de la passion, 1988, pp. 31-92.

1.3. Ouvrages issus du terrain

ÁLVAREZ R. Víctor, *Del Estado burocrático al Estado comunal*, Caracas, Centro Internacional Miranda. Ministerio del Poder Popular para la Educación Universitaria, 2011.

FERNANDEZ LIRIA Carlos et ALEGRE ZAHONERO Luis, *Comprender Venezuela, pensar la democracia: el colapso moral de los intelectuales occidentales*, Hondarribia, Hiru, 2006.

FERNANDEZ LIRIA Carlos, CASADO ARENAS Silvia et OURO David, *¿Qué fue la Guerra Civil? Nuestra historia explicada a los jóvenes*, Madrid, Akal, 2017.

GUARAMATO Liz, *Tierra, mujeres y hombres libres. Relaciones de género en el Frente Nacional Campesino Ezequiel Zamora*, Caracas, La Estrella Roja, 2015.

HERNANDEZ Orión (dir.), *Crónicas de comunas. Donde Chávez vive*, Caracas, La Estrella Roja, 2015.

MARTINEZ Alexandra, *Venezuela desde adentro. Comentarios a las investigaciones*, Quito, Fundación Rosa Luxemburg, 2018.

LORENZO VILA Ana Rosa et MARTINEZ LOPEZ Miguel, *Asambleas y reuniones. Metodologías de autorganización*, Caracas, La Estrella Roja, 2015.

LOSACCO José Romero, PONCE Doris, GREGSON Adriana, ROSSELL GARCIA María Claudia, TERAN MANTOVANI Emiliano, BENZAQUEN Adriana, FRANCO Patricia, RODRIGUEZ A. Davgla, ÁLVAREZ R. Víctor, REY Enrique, ANTILLANO Andrés et GRANDA ALVIAREZ Indira Carolina, *Jóvenes, cultura productiva y nuevo poder. Una investigación colaborativa*, Caracas, Códigos Libres, 2015.

VALERO Jorge, *Democracias nuevas o restauradas. El caso de Venezuela*, Caracas, El perro y la rana, 2012.

VARGAS ARENAS Iraida et SANOJA OBEDIENTE Mario, *La larga marcha hacia la sociedad comunal. Tesis sobre el socialismo bolivariano*, Caracas, El perro y la rana, 2015.

2. Thèses et mémoires

ALLAIN Mathilde, *Défendre le territoire : la construction de solidarités internationales par les organisations paysannes colombiennes*, Sciences Po Bordeaux, 2016.

ANDREANI Fabrice, *Les « Français » de l'intelligentsia euro-latino-américaine du pétro-État chaviste au Venezuela (1999-2016)*, Université Lumière Lyon 2, En cours de préparation.

BARBUT Michael, « *Alzar la voz !* » *Lutter pour la terre et prendre la parole dans les territoires mapuche du Chili. Socio-histoire de la construction d'un répertoire autochtone de contestation du monde social*, Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne, 2016.

BRACHO Yoletty, *Les hommes de la frontière. Analyse des dynamiques de socialisation des demandeurs d'asile hébergés au Centre d'accueil des demandeurs d'asile*, Université Lumière Lyon 2, 2013.

BRACHO Yoletty, *Las ruinas circulares. Les demandeurs d'asile face à l'État : quand le passage de l'exil à l'existence est une affaire de langage*, Université Lumière Lyon 2, 2011.

BRANDLER-WEINREB Jessica, *Participation, politisation et rapports de genre : changement social en milieu populaire (Venezuela, 2002-2012)*, IHEAL, Université Paris 3 Sorbonne nouvelle, 2015.

COSTA Maria Clélia Lustosa, *Le discours hygiéniste et la mise en ordre de l'espace urbain de Fortaleza, au Brésil*, Université Paris 3 Sorbonne nouvelle, 2012.

DOS SANTOS Lauriane, *Faire justice aux marges : une ethnographie à bord des « tribunaux spéciaux itinérants » du Brésil (État de l'Amapá, région amazonienne)*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 2019.

DE L'ESTOILE Benoît, *Mondes en interaction. Pratiques politiques, relations personnelles, descriptions savantes*, Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne, 2012.

FLODERER Camille, *Du quartier à la politique instituée : émergence de leaderships localisés dans les quartiers populaires du Costa Rica*, Sciences Po Aix, Université d'Aix-Marseille, 2017.

GONZALEZ MOJICA Johanna María, *Les FARC et la lutte pour la reconnaissance : aspects symboliques, émotionnels, moraux et identitaires de la violence armée en Colombie*, Sciences Po Bordeaux, 2013.

IVANOVIC Mila, *La démocratie participative dans le Venezuela chaviste : ethnographie politique de trois quartiers de Caracas*, Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, 2012.

KOBELINSKY Carolina, *L'accueil des demandeurs d'asile en France : une ethnographie de l'attente*, École des hautes études en sciences sociales, 2009.

LANG Marion, *Publics populaires : Logiques de participation et production des positions sociales au sein des classes populaires urbaines : Une comparaison entre Barcelone et Marseille*, Université Jean Monnet de Saint-Étienne et Universitat Autònoma de Barcelona, 2020.

LAPLACE Lucie, *Les politiques de gestion des populations exilées colombiennes en Équateur*, Université Lumière Lyon 2, En cours de préparation.

MONTAÑO Iraida, *Les invasions de terres urbaines au Venezuela : un problème... ou une solution ?*, Université Paris Val-de-Marne, 1980.

MONTRIEUX Gabriel, *La Fabrique sociale de la consommation engagée : Sociologie politique des circuits-courts alimentaires alternatifs*, Université Lumière Lyon 2, 2021.

OLLIVIER Serge, « *Exisitir como comunidad* ». *Vivre la démocratie dans les barrios de Caracas sous la IV^e République vénézuélienne (1958-1998)*, Université Paris 1 Panthéon - Sorbonne, 2017.

Sa Vilas Boas Marie-Hélène, *Du quartier à l'État : sociologie des publics des dispositifs participatifs brésiliens*, Université d'Aix-Marseille, 2012.

TARRAGONI Federico, « *Il faut faire le peuple !* » *Sociologie d'un populisme « par le bas » dans les conseils de barrio en Amérique latine contemporaine (Venezuela et Bolivie)*, Université Paris 10 Nanterre, 2012, 973 p.

VANDEBOSSCHE Pauline, *La quête de justice. Carrières victimaires au sein de la Juridiction spéciale pour la paix en Colombie*, Université Lumière Lyon 2, En cours de préparation.

VOMMARO Gabriel, *Regards croisés sur les rapports des classes populaires au politique en Argentine : retour sur la question du clientélisme*, École des hautes études en sciences sociales, 2010.

WILSON WETTER Yaneira R., *La politique de la ville en images. Le cas de la Gran Misión Vivienda Venezuela (2011-2020)*, Université Paris Nanterre, 2020.

3. Articles scientifiques

AGRIKOLIANSKY Éric, « *Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980* », *Revue française de science politique*, 2001, vol. 51, n° 1, pp. 27-46.

AÏT-AOUDIA Myriam, BENNANI-CHRAÏBI Mounia et CONTAMIN Jean-Gabriel, « Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards », *Critique internationale*, 2011, n° 50, pp. 9-20.

ALDRIN Philippe et HUBE Nicolas, « L'État participatif. Le participationnisme saisi par la pensée d'État », *Gouvernement et action publique*, 2016, vol. 5., n° 2, pp. 9-29.

ALDRIN Philippe et HUBE Nicolas (dir.), « L'État participatif », 2016, vol. 5, n° 2, *Gouvernement et action publique*.

ALLAIN Mathilde, « La révolution bolivarienne a-t-elle transformé l'État vénézuélien ? Classes populaires, État et militantisme au Venezuela. Entretien avec Yoletty Bracho », *Noria Research*, 2021, pp. 21-26.

ALLAIN Mathilde et BEUF Alice, « L'agriculture familiale et ses réappropriations locales par le mouvement paysan colombien », *Revue Tiers Monde*, 2014, vol. 4, n° 220, pp. 43-59.

ALLAL Amin, « Penser global, agir dans un bocal », *Gouvernement et action publique*, 2016, n° 2, pp. 153-181.

ANDREANI Fabrice, « Du pétrole faisons table rase ? Culture et politique dans l'effondrement vénézuélien. Entretien avec Arnoldo Pirela », *Noria Research*, 2021, pp. 13-20.

ANDREANI Fabrice, « Entre crash de l'État magique et boom de l'État bandit : le Venezuela dans le labyrinthe autoritaire », *Problèmes d'Amérique latine*, 2018, vol. 2, n° 109, pp. 119-134.

ANDREANI Fabrice, « Du nomadisme idéologique à l'allégeance partisane : les mondes franco-vénézuéliens de la réélection de Hugo Chávez (2012) », *Critique internationale*, 2013, n° 59, pp. 119-132.

ANTILLANO Andrés, « La lucha por el reconocimiento y la inclusión en los barrios populares: la experiencia de los comités de tierras urbanas », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, septembre 2005, vol. 11, n° 3, pp. 205-218.

ANTILLANO Andrés et ZUBILLAGA Verónica, « La conexión drogas ilícitas violencia. Una revisión de la literatura y consideraciones a la luz de la experiencia venezolana », *Espacio Abierto. Cuaderno Venezolano de Sociología.*, 2014, n° 23, pp. 129-148.

ARCONADA RODRIGUEZ Santiago, « Seis años después: mesas técnicas y consejos comunitarios de agua (aportes para un balance de la experiencia desarrollada) », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, 2005, vol. 11, n° 3, pp. 187-203.

ÁVILA Keymer, « Estado de excepción y necropolítica como marco de los operativos policiales en Venezuela », *Revista Crítica Penal y Poder*, 2018.

ÁVILA Keymer, « Las Operaciones de Liberación del Pueblo (OLP): entre las ausencias y los excesos del sistema penal en Venezuela », *Misión Jurídica. Revista de derecho y ciencias sociales*, 2017, vol. 10, pp. 67-92.

AVRIL Christelle, CARTIER Marie et SIBLOT Yasmine, « Les rapports aux services publics des usagers et agents de milieux populaires : quels effets des réformes de modernisation ? », *Sociétés contemporaines*, 2005, vol. 2, n° 58, pp. 5-18.

BABY-COLLIN Virginie, « Les barrios de Caracas ou le paradoxe de la métropole », *Cahiers des Amériques latines*, 2000, n° 35, pp. 109-128.

BADOUARD Romain, « La mise en technologie des projets politiques. Une approche « orientée design » de la participation en ligne », *Participations*, 2014, n° 8, pp. 31-54.

BAIOCCHI Gianpaolo et GANUZA Ernesto, « The Power of Ambiguity: How Participatory Budgeting Travels the Globe », *Journal of Public Deliberation*, 2012, vol. 8, n° 2, pp. 1-12.

BARRAULT Lorenzo, « Des négociations collectives de l'action publique entre concertation et contestation », *Revue internationale de politique comparée*, 2014, vol. 20, n° 4, pp. 103-121.

BARRAULT-STELLA Lorenzo, « Participer sous l'aile de la bureaucratie », *Participations*, 2012, n° 2, pp. 103-125.

BARRAULT-STELLA Lorenzo, MAILLET Antoine et VOMMARO Gabriel, « Étudier les transformations de l'action publique en Amérique latine. De terrains « exotiques » à la fécondité conceptuelle d'enquêtes situées. », *Gouvernement et action publique*, 2019, vol. 8, n° 1, pp. 9-34.

BARRAULT-STELLA Lorenzo et TALPIN Julien, « Ce qu'être représenté·e veut dire. La relation de représentation du point de vue des citoyen·nes », *Participations*, 2021, vol. 30, n° 2, pp. 7-38.

BARRIER Julien, PILLON Jean-Marie et QUERE Olivier, « Les cadres intermédiaires de la fonction publique. Travail administratif et recompositions managériales de l'État », *Gouvernement et action publique*, 2015, vol. 4, n° 4, pp. 9-32.

BARTRA Roger, « Populisme et démocratie en Amérique latine Notes et réflexions », *Problèmes d'Amérique latine*, 2009, n° 71, pp. 11-25.

BARUCH Marc Olivier et BEZES Philippe, « Introduction. Généalogies de la réforme de l'État », *Revue française d'administration publique*, 2006, vol. 120, n° 4, pp. 625-633.

BATAILLON Gilles, « Amérique centrale, fragilité des démocraties », *Problèmes d'Amérique latine*, 2009, vol. 3, n° 73, pp. 7-8.

BAUDOT Pierre-Yves et REVILLARD Anne, « Entre mobilisations et institutions », *Gouvernement et action publique*, 2014, vol. 3, n° 4, pp. 9-33.

BAUDOT Pierre-Yves et REVILLARD Anne, « L'autonomie de l'équilibriste », *Gouvernement et action publique*, 2014, vol. 3, n° 4, pp. 83-113.

BELGACEM Samir Hadj, « « De petits refus » », *Sociétés contemporaines*, 2020, vol. 2, n° 118, pp. 51-78.

BELORGEY Nicolas, CHATEIGNER Frédéric, HAUCHECORNE Mathieu et PENISSAT Étienne, « Théories en milieu militant », *Sociétés contemporaines*, 2011, n° 81, pp. 5-25.

BENNANI-CHRAÏBI Mounia, « Jeux de miroir de la « politisation » : les acteurs associatifs de quartier à Casablanca », *Critique internationale*, 2011, n° 50, pp. 55-71.

BERGER Mathieu et CHARLES Julien, « Persona non grata. Au seuil de la participation », *Participations*, 2014, vol. 2, n° 9, pp. 5-36.

BERJAUD Clémentine, « Les missions bolivariennes au Venezuela », *Gouvernement et action publique*, 24 mai 2019, n° 1, pp. 61-85.

BEZES Philippe, « Un jeu redistribué sous la cinquième République : nouvelles formes et nouveaux acteurs de la réforme de l'État », *Revue française d'administration publique*, 2007, vol. 120, n° 4, pp. 721-742.

BEZES Philippe, « Aux origines des politiques de réforme administrative sous la Ve République : la construction du "souci de soi de l'État" » », *Revue française d'administration publique*, 2002, vol. 2, n° 102, pp. 307-325.

BEZES Philippe et PIERRU Frédéric, « État, administration et politiques publiques : les déliaisons dangereuses », *Gouvernement et action publique*, 2012, n° 2, pp. 41-87.

BISILLIAT Jeanne, « Migration féminine comme parcours initiatique », *Les cahiers du Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes*, 2000, n° 8-9, pp. 67-85.

BLONDIAUX Loïc et FOURNIAU Jean-Michel, « Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ? », *Participations*, 2011, vol. 1, n° 1, pp. 8-35.

BLONDIAUX Loïc, FOURNIAU Jean-Michel et MABI Clément, « Chercheurs et acteurs de la participation : liaisons dangereuses ou collaborations fécondes ? », *Participations*, 2016, vol. 16, n° 3, pp. 5-17.

BLONDIAUX Loïc et SINTOMER Yves, « L'impératif délibératif », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2002, vol. 15, n° 57, pp. 17-35.

BOISSEUIL Clément, « Ce que la participation fait à l'action publique », *Gouvernement et action publique*, 2018, n° 1, pp. 57-84.

BONGRAND Philippe, GERVAIS Julie et PAYRE Renaud, « Introduction. Les savoirs de gouvernement à la frontière entre "administration" et "politique" », *Gouvernement et action publique*, 2019, vol. 1, n° 4, pp. 7-20.

BONGRAND Philippe et LABORIER Pascale, « L'entretien dans l'analyse des politiques publiques : un impensé méthodologique ? », *Revue française de science politique*, 2005, n° 55, pp. 73-111.

BONO Irene, « Une lecture d'économie politique de la « participation des jeunes » au Maroc à l'heure du Printemps arabe », *Revue internationale de politique comparée*, 2014, vol. 20, n° 4, pp. 145-166.

BOURDIEU Pierre, « L'objectivation participante », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2003, vol. 150, n° 5, pp. 43-58.

BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1986, n° 62, pp. 69-72.

BOURDIEU Pierre, « La représentation politique [Éléments pour une théorie du champ politique] », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1981, n° 36, pp. 3-24.

BRACHO Yoletty, « The Feminist Revolution That Wasn't. Interview with Marisela Betancourt », *NACLA Report*, 2022, URL : <https://nacla.org/chavismo-feminism-abortion>.

BRACHO Yoletty, « L'expérience de la violence armée dans les *barrios* de Caracas : entre gangs, opérations militarisées et gestion du conflit au quotidien. Entretien avec Verónica Zubillaga », *Noria Research*, 2021, pp. 39-46.

BRACHO Yoletty, « L'économie morale de la révolution. Échanges politiques entre l'administration et les associations populaires au Venezuela », *Sociétés contemporaines*, 2020, vol. 2, n° 118, pp. 79-102.

BRANDLER-WEINREB Jessica, « Enquêter sur la participation populaire en contexte de politisation extrême: saisir l'intime au cœur des dynamiques institutionnelles », *Bulletin of Sociological Methodology/Bulletin de Méthodologie Sociologique*, 2018, n° 137-138, pp. 45-69.

BRIQUET Jean-Louis et SAWICKI Frédéric, « L'analyse localisée du politique. Lieux de recherche ou recherche de lieux ? », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 1989, vol. 2, n° 7, pp. 6-16.

BRISSEAU-LOAIZA Janine, « Les Barrios de Petare, faubourgs populaires d'une banlieue de Caracas », *Cahiers d'outre-mer*, 1963, n° 61, pp. 5-42.

BROQUA Christophe, « L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant », *Genèses*, 2009, vol. 75, n° 2, pp. 109-124.

BROSSIER Marie, « Penser la participation politique par l'impératif religieux : trajectoires d'engagements musulmans au Sénégal », *Revue internationale de politique comparée*, 2014, vol. 4, n° 20, pp. 189-211.

BUU-SAO Doris et LEOBAL Clémence, « Racialisation et action publique : les intermédiaires entre appropriation et contestation des catégories ethniques et raciales », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2020, vol. 131, n° 3, pp. 7-27.

CALVES Anne-Emmanuèle, « « Empowerment » : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », *Revue Tiers Monde*, 2009, vol. 4, n° 200, pp. 735-749.

CALZADILLA Sandra, PRICE Rotsen, RIVEROS Amaylín et MATEO Cristina, « La organización comunitaria. Análisis de un proceso exitoso: Comunidad Las Casitas de La Vega », *Revista Venezolana de Análisis de Coyuntura*, 2000, n° 6, pp. 189-212.

CAROTHERS Thomas, « The End of the Transition Paradigm », *Journal of Democracy*, 2002, n° 13, pp. 5-21.

CARREL Marion et TALPIN Julien, « Cachez ce politique que je ne saurais voir ! », *Participations*, 2012, vol. 3, n° 4, pp. 179-206.

CEFAÏ Daniel, « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux. Communication - Technologie - Société*, 1996, vol. 14, n° 75, pp. 43-66.

CERUTTI Simona, « Who is below ? », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2015, vol. 4, n° 70, pp. 931-956.

CHAPONNIERE Martine, RUAULT Lucile et ROUX Patricia, « Légitimité du féminisme contemporain », *Nouvelles Questions Féministes*, 2017, vol. 36, n° 2, pp. 6-14.

- CHAVANON Morane, « La mise en récit participative du passé migratoire local : le défi d'une mémoire partagée, entre projet urbain et mobilisation politique », *Participations*, 2014, vol. 10, n° 3, pp. 39-59.
- CLAIR Isabelle, « La sexualité dans la relation d'enquête. Décryptage d'un tabou méthodologique », *Revue française de sociologie*, 2016, vol. 57, n° 1, pp. 45-70.
- COLLOMBON Maya, « Les à-côtés du zapatisme contemporain. Réseaux de résistance et mobilisations dans le Chiapas des années 2000 », *Mouvements*, 2013, vol. 4, n° 76, pp. 117-129.
- COMBELLAS Ricardo, « El proceso constituyente y la Constitución de 1999 », *Revista Politeia*, 2003, n° 30, pp. 183-208.
- COMBES Hélène, « Un intermédiaire du quotidien », *Sociétés contemporaines*, 2021, vol. 3, n° 123, pp. 163-190.
- COMBES Hélène, « Trabajo político territorial y (auto)clasificaciones del quehacer político. Perspectiva desde la trayectoria de un líder barrial en la Ciudad de México », *Íconos - Revista de Ciencias Sociales*, 2018, n° 60, pp. 31-56.
- COMBES Hélène, « La señora Flor : du droit au logement au « droit de la militante ». Sociologie de l'engagement dans un quartier populaire de Mexico (1985-2015) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2017, n° 64-2, pp. 184-200.
- COMBES Hélène, HMED Choukri, MATHIEU Lilian, SIMEANT-GERMANOS Johanna et SOMMIER Isabelle, « Observer les mobilisations. Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2011, vol. 93, n° 1, pp. 7-27.
- COMBES Hélène et VOMMARO Gabriel, « Gouverner le vote des « "pauvres" » », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2017, vol. 1, n° 216-217, pp. 4-23.
- COMBES Hélène et VOMMARO Gabriel, « Relations clientélares ou politisation : pour dépasser certaines limites de l'étude du clientélisme », *Cahiers des Amériques latines*, 2012, n° 69, pp. 17-35.
- CORRALES Javier, « Democratic backsliding through electoral irregularities: The case of Venezuela », *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, 2020, n° 109, pp. 41-65.
- CUCCHETTI Humberto et BORGEAUD-GARCIANDÍA Natacha, « Les « causes nationalistes » : retour sur l'adhésion militante à partir de récits biographiques, The "Nationalist Causes": A Reconsideration of Activist Involvement in the Light of Biographical Narratives », *Critique internationale*, 2014, n° 65, pp. 149-169.
- DAMMERT GUARDIA Manuel, ROBERT Jérémy et VEGA CENTENO Pablo, « Miradas sobre el hábitat popular en el Perú », *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, 2017, vol. 3, n° 46.
- DARMON Muriel, « La notion de carrière : un instrument interactionniste d'objectivation », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2008, vol. 82, n° 2, pp. 149-167.
- DE L'ESTOILE Benoît, « "Une petite armée de travailleurs auxiliaires". La division du travail et ses enjeux dans l'ethnologie française de l'entre-deux-guerres », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques. Archives*, 2005, n° 36.

DELOYE Yves et HAEGEL Florence, « La politisation : du mot à l'écheveau conceptuel », *Politix*, 2019, vol. 3, n° 127, pp. 59-83.

DELOYE Yves et HAEGEL Florence, « La politisation : du mot à l'écheveau conceptuel », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2019, vol. 127, n° 3, pp. 59-83.

DEMOULIN Jeanne et BACQUE Marie-Hélène, « Les conseils citoyens, beaucoup de bruit pour rien ? », *Participations*, 2019, vol. 24, n° 2, pp. 5-25.

DESRUMAUX Clément et LEFEBVRE Rémi, « Pour une sociologie des répertoires d'actions électorales », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2016, vol. 113, n° 1, pp. 5-16.

DEVINEAU Julie, « Organisations indiennes et partis de gauche dans la transition mexicaine : la participation aux réformes législatives en matière indigène dans le Michoacán », *Revue internationale de politique comparée*, 2014, vol. 4, n° 20, pp. 167-187.

DUBAR Claude, « Trajectoires sociales et formes identitaires. Clarifications conceptuelles et méthodologiques », *Sociétés Contemporaines*, 1998, n° 29, pp. 73-85.

DUBOIS Vincent, « L'action de l'État, produit et enjeu des rapports entre espaces sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2014, vol. 201-202, n° 1-2, pp. 11-25.

DUBOIS Vincent, « Ethnographier l'action publique. Les transformations de l'État social au prisme de l'enquête de terrain », *Gouvernement et action publique*, 2012, vol. 1, n° 1, pp. 83-101.

FABIANI Jean-Louis, « La généralisation dans les sciences historiques. Obstacle épistémologique ou ambition légitime ? », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2007, n° 62, pp. 9-28.

FASSIN Didier, « Les économies morales revisitées », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2009, vol. 64, n° 6, pp. 1237-1266.

FAURE Alain, « Les passions de l'élu local, du notable au médiateur », *Histoire@Politique*, 2015, n° 25, pp. 197-211.

FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel, Abstract », *Revue française de science politique*, 2001, n° 51, pp. 199-215.

FRAU Caroline et TAICLET Anne-France, « Dans les marges de l'action publique. Enquêter sur les activités de(s) relais de la régulation politique », *Gouvernement et action publique*, 2021, vol. 10, n° 4, pp. 9-37.

FUNG Archon, « Reinventing Democracy in Latin America », *Perspectives on Politics*, 2011, vol. 9, n° 4, pp. 857-871.

GARCIA GUADILLA María del Pilar, « Politización y polarización de la sociedad civil venezolana: las dos caras frente a la democracia. », *Espacio Abierto*, 2003, n° 12, pp. 31-62.

GARCIA GUADILLA María Pilar, « De la exclusión neoliberal a la inclusión-excluyente de los sectores populares y los movimientos sociales en el socialismo del siglo XXI en Venezuela », *Artículo inédito*, 2015, URL : https://www.academia.edu/es/20440990/De_la_exclusi%C3%B3n_neoliberal_a_la_inclusi%

[C3%B3n excluyente de los sectores populares y los movimientos sociales en el Socialismo del Siglo XXI en Venezuela.](#)

GARCIA GUADILLA María Pilar, « La praxis de los Consejos Comunales en Venezuela: ¿poder popular o instancia clientelar? », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, 2008, n° 14, pp. 125-151.

GARCIA GUADILLA María Pilar et CASTRO Ulyses, « ¿Logrará sobrevivir el poder popular? », *NACLA Report*, 2022, URL : <https://nacla.org/comunas-poder-popular-venezuela>.

GARCIA-GUADILLA María del Pilar, MENDEZ Carlos G. Torrealba et DUNO-GOTTBERG Luis, « Experiencias de movilización y resistencia de las organizaciones, movimientos sociales y colectivos de la Revolución Bolivariana », *Espacio Abierto*, 2022, vol. 31, n° 2, pp. 10-21.

GARCIA-GUADILLA María Pilar, « Democracia participativa, protestas sociales y autoritarismo en el socialismo del siglo XXI: el movimiento estudiantil venezolano. », *América Latina Hoy. Revista de Ciencias Sociales*, 2020, n° 85, pp. 73-89.

GARCIA-GUADILLA María Pilar, « Ciudadanía y autonomía en las organizaciones sociales bolivarianas: los Comités de Tierra Urbana como movimientos sociales », *Cuadernos del Cendes*, 2007, vol. 24, n° 66, pp. 47-73.

GARIBAY David, « Vingt-cinq ans après Porto Alegre, où en est (l'étude de) la démocratie participative en Amérique latine ? », *Participations*, 2015, n° 11, pp. 7-52.

GAXIE Daniel, « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des « citoyens » », *Revue française de science politique*, 2007, vol. 57, n° 6, pp. 737-757.

GAXIE Daniel, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, n° 1, pp. 123-154.

GEOFFRAY Marie-Laure, « Nuestra América. Entretien avec Javier Francisco Cortes Perez. », *Vacarme*, 2006, n° 35, pp. 48-49.

GEOFFRAY Marie-Laure et VERLIN Jan, « Circulations révolutionnaires, légitimations croisées : Cuba-Nicaragua-Venezuela », *Critique internationale*, 2015, n° 68, pp. 125-144.

GIRAUD Baptiste, MISCHI Julian et PENISSAT Étienne, « Que portent les porte-parole ? », *Agone*, 2015, vol. 56, n° 1, pp. 7-12.

GOETZ Kevin, « Les dynamiques contemporaines du processus d'urbanisation au Paraguay », *Problèmes d'Amérique latine*, 2019, vol. 115, n° 4, pp. 37-62.

GOIRAND Camille, « Rituels démocratiques et mise en scène de la participation populaire dans les assemblées du budget participatif à Recife (Brésil) », *Participations*, 2015, n° 11, pp. 53-85.

GOIRAND Camille, « Participation institutionnalisée et action collective contestataire », *Revue internationale de politique comparée*, 2014, vol. 4, n° 20, pp. 7-28.

GOIRAND Camille, « Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine. Les approches des mobilisations depuis les années 1970 », *Revue française de science politique*, 2010, vol. 60, n° 3, pp. 445-466.

GOURGUES Guillaume, « Les pilotes invisibles de la participation publique », *Gouvernement et action publique*, 2016, n° 2, pp. 51-78.

GOURGUES Guillaume, « Plus de participation, pour plus de démocratie ? », *Savoir/Agir*, 2015, n° 31, pp. 43-50.

GOURGUES Guillaume, « Des dispositifs participatifs aux politiques de la participation. L'exemple des conseils régionaux français », *Participations*, 2012, n° 2, pp. 30-52.

GOURGUES Guillaume, MAZEAUD Alice et NONJON Magali, « From the participatory turn of administrations to the bureaucratisation of participatory democracy: study based on the French case », *International Review of Administrative Sciences*, 2021.

GOURGUES Guillaume, RUI Sandrine et TOPÇU Sezin, « Gouvernamentalité et participation », *Participations*, 2013, vol. 2, n° 6, pp. 5-33.

HAMIDI Camille, « De quoi un cas est-il le cas ? Penser les cas limites », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2012, vol. 100, n° 4, pp. 85-98.

HAMIDI Camille, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation », *Revue française de science politique*, 2006, n° 56, pp. 5-25.

HAMIDI Camille et TRENTA Arnaud, « Des classes populaires et des associations : quelles redéfinitions des rapports au politique ? », *Sociétés contemporaines*, 2020, vol. 118, n° 2, pp. 5-24.

HARAWAY Donna, « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective », *Feminist Studies*, 1988, vol. 14, n° 3, pp. 575-599.

HAWKINS Kirk A. et HANSEN David R., « Dependent civil society, the círculos Bolivarianos in Venezuela », *Latin American Research Review*, 2006, vol. 41, n° 1, pp. 102-132.

HERRERA SALAS Jesús María, « Ethnicity and Revolution: The Political Economy of Racism in Venezuela », *Latin American Perspectives*, 2005, vol. 2, n° 32, pp. 72-91.

HURTADO ARROBA Edison, PALADINO Martín et VOMMARO Gabriel (dir.), « El trabajo político en América Latina: actores, recursos y trayectorias », *Íconos. Revista de Ciencias Sociales*, 2018, vol. 60.

HURTADO ARROBA Edison, PALADINO Martín et VOMMARO Gabriel, « Las dimensiones del trabajo político: destrezas, escalas, recursos y trayectorias », *Íconos - Revista de Ciencias Sociales*, 2018, n° 60, pp. 11-29.

IGLESIAS OGANDO José Manuel, « Los Medios Comunitarios Venezolanos Viven su Propia Crisis », *NACLA Report*, 2002.

IVANOVIC Mila et REY TORRES Enrique, « Cultura participativa y actores emergentes: aproximaciones desde la experiencia venezolana (1999-2014) », *Revista de Ciências Sociais*, 2015, vol. 5, n° 2, pp. 215-244.

JIMENEZ Maryhen et ROSALES Antulio, « Venezuela: Autocratic consolidation and splintered economic liberalization », *Revista de Ciencia Política*, 2021, vol. 41, n° 2.

JOUAN Adrien, « S'impliquer pour enquêter : politiques et dilemmes d'une ethnographie en terrain militant », *Cahiers de recherche sociologique*, 2016, n° 61, pp. 145-166.

KEYHANI Narguesse, « Former pour dépolitiser. L'administration des immigrés comme cible de l'action publique », *Gouvernement et action publique*, 2012, vol. 1, n° 4, pp. 91-114.

KEYHANI Narguesse et LAURENS Sylvain, « La production officielle des différences culturelles », *Cultures & Conflits*, 2017, n° 107.

LA CRUZ Cantaura, « Morts violentes, incertitudes et pénuries dans les terres d'Aragua », *Les Temps Modernes*, 2018, n° 697, pp. 166-176.

LACABANA Miguel et CARIOLA Cecilia, « Historia e identidad de las Mesas Técnicas de Agua. Análisis de los procesos de participación. », *Cuadernos del CENDES*, 2007, vol. 24, n° 66, pp. 127-130.

LANDER Edgardo, « The Impact of Neoliberal Adjustment in Venezuela, 1989-1993 », *Latin American Perspectives*, 1996, vol. 23, n° 3, pp. 50-73.

LANGUE Frédérique, « 'Lève-toi, Simón, ce n'est pas l'heure de mourir'. La réinvention du libérateur et l'histoire officielle au Venezuela », *Les Temps Modernes*, 2018, n° 697, pp. 210-230.

LANGUE Frédérique, « De la Révolution bolivarienne au socialisme du XXI^e siècle Héritage prétéorien et populisme au Venezuela », *Problèmes d'Amérique latine*, 2009, vol. 1, n° 71, pp. 27-45.

LARROUQUE Damien, « Le rôle des entrepreneurs politiques dans les processus de transfert. L'exemple du projet One Laptop Per Child en Amérique latine », *Revue française de science politique*, 2020, vol. 70, n° 2, pp. 237-255.

LAURENS Sylvain et SERRE Delphine, « Des agents de l'État interchangeables ? L'ajustement dispositionnel des agents au cœur de l'action publique », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2016, vol. 115, n° 3, pp. 155-177.

LAUTIER Bruno, « Universalisation de la protection sociale et protection des plus vulnérables », *Revue Tiers Monde*, 2013, vol. 2, n° 214, pp. 187-217.

LAUTIER Bruno, « Pourquoi faut-il aider les pauvres ? Une étude critique du discours de la Banque mondiale sur la pauvreté », *Tiers-Monde*, 2002, vol. 43, n° 169, pp. 137-165.

LECA Jean, « L'état entre politics, policies et polity », *Gouvernement et action publique*, 2012, n° 1, pp. 59-82.

LECHAUX Patrick, « L'enjeu d'une montée en généralité ancrée (comme ressource performative) pour comprendre et transformer un champ de pratiques. La recherche en intervention sociale au prisme d'une approche pragmatiste : quelques pistes », *Forum*, 2017, Numéro Hors-série, n° 4, pp. 64-76.

LECLERCQ Catherine et PAGIS Julie, « Les incidences biographiques de l'engagement », *Sociétés contemporaines*, 2011, n° 84, pp. 5-23.

LEDOUX Sébastien, « La mémoire, mauvais objet de l'historien ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2017, n° 133, pp. 113-128.

LEFEBVRE Henri, « Le droit à la ville », *L'Homme et la société*, 1967, n° 6, pp. 29-35.

LEMAITRE Andreia, RICHER Madeleine et CARVALHO DE FRANÇA FILHO Genauto, « L'économie solidaire face à l'État en Amérique latine. Les dynamiques contrastées du Brésil et du Venezuela », *Revue Tiers Monde*, 2011, vol. 208, n° 4, pp. 159-175.

- LEZAMA Paula Vásquez, « Introduction », *Les Temps Modernes*, 2018, n° 697, pp. 4-10.
- LEZAMA Paula Vásquez, « L'action publique humanitaire. La militarisation de la prise en charge des sinistrés de La Tragedia (Venezuela) », *Ethnologie française*, 2011, vol. 41, n° 3, pp. 473-482.
- LEZAMA Paula Vásquez, « Le Caracazo (1989) vingt après. De l'économie morale à l'instrumentalisation politique de l'émeute au Venezuela », *Revue internationale de politique comparée*, 2010, vol. 17, n° 2, pp. 127-142.
- LOCHARD Yves et SIMONET-CUSSET Maud, « La parabole de l'Observatoire ou les limites à l'institutionnalisation d'un « partenariat cognitif » avec les associations », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2005, n° 70, vol. 2, pp. 51-70.
- LOPEZ Leandro Sebastián et TRENTA Arnaud, « La citoyenneté ordinaire dans les quartiers de Buenos Aires. Associations d'habitants et publicisation des problèmes de la vie quotidienne », *Revue Tiers Monde*, 2014, vol. 219, n° 3, pp. 179-196.
- LOPEZ MAYA Margarita, « Socialismo y comunas en Venezuela », *Nueva Sociedad*, 2018, n° 274, pp. 59-70.
- LÓPEZ MAYA Margarita, « Iglesia Católica y democracia participativa y protagónica en Venezuela », *Latin American Research Review*, 2014, vol. 49, pp. 45-60.
- LÓPEZ MAYA Margarita, « The Venezuelan « Caracazo » of 1989: Popular Protest and Institutional Weakness », *Journal of Latin American Studies*, 2003, vol. 35, n° 1, pp. 117-137.
- LOVERA Alberto, « Los consejos comunales en Venezuela: ¿Democracia participativa o delegativa? », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, 2008, n° 14, pp. 107-124.
- MASSARDIER Gilles, SABOURIN Éric, LECUYER Lauren et DE AVILA Mario L., « La démocratie participative comme structure d'opportunité et de renforcement de la notabilité sectorielle », *Participations*, 2012, n° 2, pp. 78-102.
- MASSICARD Élise, « La communauté revendiquée. Emplois politiques des termes du collectif en contextes », *Labyrinthe*, 2005, n° 21, pp. 103-109.
- MATHIEU Lilian, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2007, n° 77, pp. 131-151.
- MATTINA Cesare, « Mutations des ressources clientélares et construction des notabilités politiques à Marseille (1970-1990) », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2004, vol. 17, n° 67, pp. 129-155.
- MAUGER Gérard, « Précarisation et nouvelles formes d'encadrement des classes populaires », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2001, vol. 136-137, n° 1-2, pp. 3-4.
- MAZEAUD Alice, « L'instrumentation participative de l'action publique : logiques et effets. Une approche comparée des dispositifs participatifs conduits par la région Poitou-Charentes », *Participations*, 2012, n° 2, pp. 53-77.
- MAZEAUD Alice, « L'instrumentation participative de l'action publique : logiques et effets. Une approche comparée des dispositifs participatifs conduits par la région Poitou-Charentes », *Participations*, 2012, vol. 2, n° 1, pp. 53-77.

MAZEAUD Alice, BOAS Marie-Hélène Sa Vilas et BERTHOME Guy-El-Karim, « Penser les effets de la participation sur l'action publique à partir de ses impensés », *Participations*, 2012, n° 2, pp. 5-29.

MAZEAUD Alice et NONJON Magali, « Les enseignements d'une comparaison manquée. Les professionnels de la participation en France et au Québec », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2017, vol. 4, n° 120, pp. 61-86.

MAZEAUD Alice, NONJON Magali et PARIZET Raphaëlle, « Les circulations transnationales de l'ingénierie participative », *Participations*, 2016, n° 14, pp. 5-35.

MAZEAUD Alice, SA VILAS BOAS Marie-Hélène et BERTHOME Guy-El-Karim, « Participation et action publique », *Participations*, 2012, vol. 2.

MELLITI Imed et LE PAPE Loïc, « Introduction au dossier : Économies morales », *L'Année du Maghreb*, 2018, n° 18, pp. 11-17.

MERCKLE Pierre et OCTOBRE Sylvie, « Les enquêtés mentent-ils ? Incohérences de réponse et illusion biographique dans une enquête longitudinale sur les loisirs des adolescents », *Revue française de sociologie*, 2015, vol. 56, n° 3, pp. 561-591.

MERKLEN Denis, « Du travailleur au pauvre », *Études rurales*, 2003, vol. 165-166, n° 1, pp. 171-196.

MISCHI Julian, « Observer un collectif militant en milieu populaire », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2012, vol. 100, n° 4, pp. 113-128.

LE NAOUR Gwenola, « Entrer dans l'action publique en la contestant. Quand la cause des usagers de drogues devient soluble dans la politique marseillaise de lutte contre le sida et la toxicomanie », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2005, vol. 2, n° 70, pp. 9-28.

NEVEU Catherine, « Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? », *Participations*, 2011, n° 1, pp. 186-209.

NEVEU Erik, « Les sciences sociales doivent-elles accumuler les capitaux ? », *Revue française de science politique*, 2013, vol. 2, n° 63, pp. 337-358.

NEZ Héloïse, « La professionnalisation et la politisation par la participation », *Revue internationale de politique comparée*, 2014, vol. 4, n° 20, pp. 29-53.

NOGUEIRA-BUDNY Daniel, « Great Promise, but Poor Performance: Understanding the Collapse of Venezuela's Causa Radical », *Journal of Politics in Latin America*, 2014, vol. 6, n° 1, pp. 109-136.

NONJON Magali, « Professionnels de la participation : savoir gérer son image militante », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2005, vol. 70, n° 2, pp. 89-112.

O'DONNELL Guillermo, « Repenser la théorie démocratique : perspectives latino-américaines », *Revue internationale de politique comparée*, 2001, vol. 8, n° 2, pp. 199-224.

OLIVEIRA Osmany Porto de, « La diffusion globale du budget participatif : le rôle des « ambassadeurs » de la participation et des institutions internationales », *Participations*, 2016, n° 14, pp. 91-120.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, « État, bureaucratie et gouvernance en Afrique de l'ouest francophone. Un diagnostic empirique, une perspective historique », *Politique africaine*, 2004, vol. 96, n° 4, pp. 139-162.

OLLIVIER Serge, « La démocratie au *barrio* : intégration politique et politisation dans les quartiers populaires de Caracas, 1958-1979 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2011, vol. 33, n° 1, pp. 27-38.

O'MIEL Julien, GOURGUES Guillaume, MAZEAUD Alice, NONJON Magali et PARIZET Raphaëlle, « Une sociologie critique de la démocratie participative est-elle utile ? », *Participations*, 2017, vol. 3, n° 19, pp. 221-242.

PAGIS Julie et PASQUALI Paul, « Observer les mobilités sociales en train de se faire », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2016, n° 114, pp. 7-20.

PAIVA BEZERRA Carla DE, REZENDE DE ALMEIDA Debora, GURZA LAVALLE Adrian et DOWBOR Monika Weronika, « Desinstitucionalização e resiliência dos conselhos no governo Bolsonaro », *SciELO Preprints*, 2022.

PARIZET Raphaëlle, « La fabrique dépolitisée des élites locales. Les dispositifs de développement participatif dans le Chiapas (Mexique) », *Revue internationale de politique comparée*, 2014, vol. 20, n° 4, pp. 77-101.

PEDRAZZINI Yves et SANCHEZ R. Magaly, « Relation d'une expérience sociale : Science ou (auto)fiction ? », *Nouvelles pratiques sociales*, 2008, vol. 20, n° 2, pp. 158-164.

PETIT Guillaume, « Participations ordinaires et extraordinaires. Des appropriations différenciées d'une offre institutionnelle de participation municipale », *Participations*, 2014, vol. 3, n° 10, pp. 85-120.

PETITJEAN Clément, « Experts en mobilisation des pauvres ? », *Mouvements*, 2016, n° 85, pp. 71-79.

PETTE Mathilde, « Associations : les nouveaux guichets de l'immigration ? Du travail militant en préfecture », *Sociologie*, 2014, vol. 5, n° 4, pp. 405-421.

PIÑERO HARNECKER Camila, « Principales desafíos de las cooperativas en Venezuela », *Cayapa. Revista Venezolana de Economía Social*, 2008, vol. 8, n° 15, pp. 37-60.

PIRKER Kristina, « Militancia sandinista y movilización social en Nicaragua: la profesionalización del compromiso », *Revue internationale des études du développement*, 2017, n° 230, pp. 79-102.

POSADO Thomas, « Le Venezuela en crise : entre polarisation politique aiguë et effondrement du mode de développement », *IdeAs. Idées d'Amérique*, 2017, n° 10.

QUERCIA Francesca, « Faire participer par le théâtre dans un quartier populaire de Turin », *Participations*, 2020, vol. 26-27, n° 1-2, pp. 251-275.

QUERE Olivier, « La fabrique des cadres intermédiaires de la fonction publique », *Gouvernement et action publique*, 2015, vol. 4, n° 4, pp. 33-54.

RAMOS JIMENEZ Alfredo, « La "revolución" que no fue. Desgobierno y autoritarismo en la Venezuela de Chávez. », *Estudios Políticos*, juin 2011, n° 38, pp. 69-91.

- RAMOS JIMENEZ Alfredo, « Chávez en el poder. Notas sobre la transición venezolana. », *Reflexión política*, 2002, vol. 4, n° 7, pp. 2-13.
- RAMOS JIMENEZ Alfredo, « Venezuela. El ocaso de una democracia bipartidista. », *Nueva Sociedad*, 1999, n° 161, pp. 35-42.
- REBOTIER Julien, « Pratiques de sécurité et inégalités à Caracas. Nouveaux ressorts d'une logique ancienne ? », *Justice spatiale - Spatial justice*, 2012, vol. 4.
- RETIERE Jean-Noël, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2003, vol. 16, n° 63, pp. 121-143.
- REVILLARD Anne, « Saisir les conséquences d'une politique à partir de ses ressortissants. La réception de l'action publique », *Revue française de science politique*, 2018, vol. 68, n° 3, pp. 469-491.
- ROCHA Daniella, « Logiques et pratiques de participation dans les périphéries de Brasilia », *Revue internationale de politique comparée*, 2014, vol. 20, n° 4, pp. 123-143.
- ROSNER Chloé, « Histoire sociale de l'archéologie israélienne », *Les Cahiers de l'Orient*, 2018, vol. 130, n° 2, pp. 101-118.
- SA VILAS BOAS Marie-Hélène, « Devenir porte-parole dans les conférences municipales des femmes de Recife, au Brésil », *Revue française de science politique*, 2016, vol. 66, n° 1, pp. 71-89.
- SA VILAS BOAS Marie-Hélène, « Des *street level bureaucrats* dans les quartiers : la participation aux conférences municipales des femmes à Recife », *Revue internationale de politique comparée*, 2014, vol. 20, n° 4, pp. 55-76.
- SA VILAS BOAS Marie-Hélène et TARRAGONI Federico, « Le concept de clientélisme résiste-t-il à la participation populaire ? Une comparaison Brésil-Venezuela », *Critique internationale*, 2015, vol. 3, n° 68, pp. 103-124.
- SABATIER Paul A., « Top-Down and Bottom-Up Approaches to Implementation Research: a Critical Analysis and Suggested Synthesis », *Journal of Public Policy*, 1986, vol. 6, n° 1, pp. 21-48.
- SALAMA Pierre, « Luchas contra la pobreza en América Latina: El caso de la pobreza rural en Brasil », *Problemas del desarrollo*, 2011, vol. 42, n° 165, pp. 7-34.
- SANTOS Luc Sigalo, « Activer les artistes », *Gouvernement et action publique*, 2020, vol. 9, n° 2, pp. 65-91.
- SIBLOT Yasmine, « Entretenir un rapport mobilisé à sa condition sociale en milieu populaire », *Sociétés contemporaines*, 2018, n° 109, pp. 65-92.
- SIBLOT Yasmine, « Les rapports quotidiens des classes populaires aux administrations. Analyse d'un sens pratique du service public », *Sociétés contemporaines*, 2005, vol. 58, n° 2, pp. 85-103.
- SIMEANT Johanna, « Protester/mobiliser/ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain », *Revue internationale de politique comparée*, 2013, vol. 2, n° 20, pp. 125-143.

- SIMEANT Johanna, « 'Économie morale' et protestation – détours africains », *Genèses*, 2010, vol. 4, n° 81, pp. 142-160.
- SIMONET Maud, « L'exploitation des bénévoles ? Des questions de l'enquête au questionnement des catégories », *Sociologie*, 2021, vol. 12, n° 4, pp. 411-418.
- SIMONET-CUSSET Maud, « Penser le bénévolat comme travail pour repenser la sociologie du travail », *Revue de l'IRES*, 2004, n° 44, pp. 141-155.
- SPIRE Alexis, « État des lieux. Les *policy feedbacks* et le rapport ordinaire à l'État », *Gouvernement et action publique*, 2016, vol. 5, n° 4, pp. 141-156.
- SPIRE Alexis, « De l'étranger à l'immigré. La magie sociale d'une catégorie statistique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1999, vol. 129, n° 1, pp. 50-56.
- SUTHERLAND Manuel, « Hiperinflación, crisis, trabajo asalariado, poder adquisitivo. Crónica de una ruina anunciada », *Cuadernos del CENDES*, 2019, n° 100, pp. 35-55.
- TALPIN Julien, « La représentation comme performance », *Revue française de science politique*, 2016, n° 66, pp. 91-115.
- TALPIN Julien, « Ces moments qui façonnent les hommes », *Revue française de science politique*, 2010, vol. 60, n° 1, pp. 91-115.
- TARRAGONI Federico, « Entre dépendance et rêve d'autonomie. Les usages populaires de l'État au Venezuela contemporain », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2015, vol. 2, n° 110, pp. 171-193.
- TOMAZINI Carla, « Des coalitions au consensus politique ambigu : aux origines du revenu minimum au Brésil », *Revue française de science politique*, 2020, vol. 70, n° 3, pp. 421-441.
- TOMAZINI Carla, « État de littérature. Les rapports entre inégalités, politiques publiques et démocratie : trajectoires brésiliennes », *Critique internationale*, 2019, vol. 4, n° 85, pp. 187-197.
- TORRES ANGARITA Andreina, « From Housing to Homespace in Bolivarian Caracas », *NACLA Report*, 2022, URL : <https://nacla.org/housing-homespace-caracas>.
- TREANTON Jean-René, « Le concept de "carrière" », *Revue française de sociologie*, 1960, n° 1, pp. 73-80.
- TRENTA Arnaud, « Políticas sociales y organizaciones populares en Argentina (2003-2011): mediación social y movilización política en los barrios periféricos de Buenos Aires », *Caderno CRH*, 2017, vol. 30, pp. 523-538.
- TRENTA Arnaud, « Les pratiques associatives dans les banlieues de Paris et Buenos Aires. La comparaison de cas contrastés. », *Espaces et sociétés*, 2015, n° 163, pp. 41-55.
- UHEL Mathieu, « La démocratie participative entre subordination et autonomisation politique. Les Conseils communaux à Maracaibo (Venezuela) », *Cahiers des Amériques latines*, 2013, n° 69, pp. 57-80.
- VASQUEZ LEZAMA Paula, « Les distorsions des politiques d'alimentation de la "révolution bolivarienne" », *Revue internationale des études du développement*, 2019, n° 237, pp. 191-210.

VELASCO Alejandro, « From “Grupos de Trabajo” to “Colectivos”: The Evolution of Armed Pro-Government Groups in the Chávez Era », *Espacio Abierto*, 2022, vol. 31, n° 2, pp. 103-120.

VOMMARO Gabriel, « Une bureaucratie para-étatique mouvante. La production locale du Welfare des précaires en Argentine à l'ère du capitalisme postindustriel », *Gouvernement et action publique*, 2019, vol. 8, n° 1, pp. 35-60.

WELSCH Friedric et REYES Gabriel, « ¿Quiénes son los revolucionarios? Perfil sociodemográfico e ideopolítico del Chavecismo », *Stockholm review of latin american studies*, 2006, n° 1, pp. 58-65.

YOW Valerie, « “Do I like Them Too Much?”: Effects of the Oral History Interview on the Interviewer and Vice-Versa », *The Oral History Review*, 1997, vol. 24, n° 1, pp. 55-79.

ZUBILLAGA Verónica, LLORENS Manuel et SOUTO John, « Micropolitics in a Caracas Barrio: The Political Survival Strategies of Mothers in a Context of Armed Violence », *Latin American Research Review*, 2019, vol. 54, n° 2, pp. 429-443.

« Militantismes institutionnels », *Politix*, 2005, vol. 2, n° 70.

4. Articles de presse et billets de blog

BLANCO SANTINI Elvira et QURYAT Alejandro, « Racisme et violence d'État au Venezuela - Entretien avec Keymer Ávila », *lundimatin*, 6 octobre 2020, URL : <https://lundi.am/Racisme-et-violence-d-Etat-au-Venezuela>.

CARTAYA FEBRES Vanessa, REYNA GANTEAUME Feliciano et RAMSEY Geoff, « Venezuela emergencia humanitaria compleja: Respuesta humanitaria, desafíos para la sociedad civil », 14 septembre 2021, URL : <https://reliefweb.int/report/venezuela-bolivarian-republic/venezuela-emergencia-humanitaria-compleja-respuesta-humanitaria>.

CHINEA Eyanir, « Economía venezolana se hunde 5,7 pct en 2015, inflación casi se triplica », *Reuters*, 18 février 2016, URL : <https://www.reuters.com/article/economia-venezuela-pib-idLTAKCN0VR1RW>.

CHOURIO Mairet, « Controlan entrada y salida a La Vega por casos de COVID-19 (Fotos) », *Efecto Cocuyo*, 25 juin 2020, URL : <https://efectococuyo.com/la-humanidad/controlan-entrada-y-salida-a-la-vega-por-casos-de-covid-19-fotos/>.

DE LA CALLE Angel Luis, « “Recibo un país hipotecado”, afirmó Herrera Campins ante Carlos Andrés Pérez », *El País*, 14 mars 1979, URL : https://elpais.com/diario/1979/03/14/internacional/290214014_850215.html.

FLAX Sabrina, VOLLENWEIDER Camila et BRITO Gisela, « Venezuela: informe post electoral comparativo legislativas 2010-2015 », *Centro Estratégico Latinoamericano de Geopolítica*, 2016, URL : <https://www.celag.org/venezuela-informe-electoral-comparativo-legislativas-2010-2015-por-sabrina-flax-camila-vollenweider-y-gisela-brito/>.

GAUDICHAUD Franck, LANDER Edgardo et LANG Miriam, « Amérique latine : fin d'un âge d'or ? Progressismes, post-néolibéralisme et émancipation radicale », *Contretemps. Revue de critique communiste*, 2018, URL : <https://www.contretemps.eu/amerique-latine-progressismes-neoliberalisme-emancipation/>.

GOEURY Hugo, « Néolibéralisme et politiques de réduction de la pauvreté en Amérique latine », *Contretemps. Revue de critique communiste*, 2020, URL : <https://www.contretemps.eu/neoliberalisme-gauche-pauvrete-amerique-latine/>.

GONZALEZ Julien, « Venezuela : primaires du parti au pouvoir sur fond de crise économique », *Radio France International*, 29 juin 2015, URL : <https://www.rfi.fr/fr/ameriques/20150629-venezuela-primaires-parti-pouvoir-psuv-crise-economique-maduro>.

GREGSON Adriana, « Andrés Antillano: las bandas se transformaron en empresas capitalistas armadas », *PH9*, 5 août 2021, URL : <https://ph9.com.ve/entrevistas/cota-905-andres-antillano/>.

GUNSON Phil, « Elecciones parlamentarias en Venezuela 2015: unos dados cargados », *International Crisis Group*, 26 novembre 2015, URL : <https://www.crisisgroup.org/es/latin-america-caribbean/andes/venezuela/venezuela-parliamentary-elections-2015-tilted-playing-field>.

ITURBE Egle et CASTRO T. Victoria E., « Comisiones presidenciales, órganos superiores y consejos del Poder Popular », *Instituto de Estudios Parlamentarios Fermín Toro*, défrier 2016, URL : <https://fermintoro.net/portal/2016/02/comisiones-presidenciales-organos-superiores-y-consejos-del-poder-popular/>.

ITURRIZA Reinaldo, « Prometeo desencadenado », *Saber y Poder*, 2 août 2022, URL : <https://saberypoder.com/2022/08/02/prometeo-desencadenado/>.

ITURRIZA Reinaldo, « Politics of the Commons: Prometheus Unchained », *Venezuelanalysis.com*, 22 juillet 2022, URL : <https://venezuelanalysis.com/politics-commons/15571>.

ITURRIZA Reinaldo, « Movimiento de Pobladores y Pobladoras se moviliza por la aprobación de Ley de Producción Autogestionaria de Hábitat y Vivienda Popular », *Saber y poder*, 4 juin 2019, URL : <https://elotrosaberypoder.wordpress.com/2019/06/04/movimiento-de-pobladores-y-pobladoras-se-moviliza-por-la-aprobacion-de-ley-de-produccion-autogestionaria-de-habitat-y-vivienda-popular/>.

LABAKE Leticia, « Esta es la elección más complicada para la Revolución Bolivariana », 18 novembre 2015, URL : <https://www.notasperiodismopopular.com.ar/2015/11/18/elecciones-mas-complicada-revolucion-bolivariana/>.

LAMBERT Renaud, « Le spectre du pachamamisme », *Le Monde diplomatique*, février 2011, p. 3.

LASTRA Rafael, « Abogados insisten en ilegalidad del cambio de nombre de estado Vargas a La Guaira », *Crónica Uno*, 15 août 2022, URL : <https://cronica.uno/abogados-insisten-en-ilegalidad-del-cambio-de-nombre-de-estado-vargas-a-la-guaira/>.

LOISEL Manon et RIO Nicolas, « Faut-il en finir avec... la démocratie participative ? - Mediacités », *Mediacités*, septembre 2022, URL : <https://www.mediacites.fr/forum/national/2022/09/05/faut-il-en-finir-avec-la-democratie-participative/>.

LONG Tom, « Venezuela: how Latin American tolerance of illiberalism let a nation slide into crisis », *The Conversation*, URL : <https://theconversation.com/venezuela-how-latin-american-tolerance-of-illiberalism-let-a-nation-slide-into-crisis-110537>.

MARCANO Rodrigo, « Sobre la eliminación de la Alcaldía Metropolitana de Caracas y la del Alto Apure por parte de la ANC », *Prodavinci*, 21 décembre 2017, URL : <https://prodavinci.com/sobre-la-eliminacion-de-la-alcaldia-metropolitana-de-caracas-y-la-del-alto-apure-por-parte-de-la-anc/>.

MOLINA Jennifer, « (Foto) Contra todo pronóstico salió al aire Radio Activa 92.5 FM de La Vega, nueva emisora comunitaria en Caracas », *Aporrea*, 12 novembre 2003, URL : <https://www.aporrea.org/actualidad/n11491.html>.

MORISOT Jean, « Nicos Poulantzas : l'État comme champ stratégique – Période », URL : <http://revueperiode.net/nicos-poulantzas-letat-comme-champ-strategique/>.

NAIM Moisés et TORO Francisco, « Venezuela's Suicide. Lessons From a Failed State », *Foreign Affairs*, 2019, URL : <https://www.foreignaffairs.com/south-america/venezuelas-suicide>.

PEREZ Rossana, « Recuperación del centro de la ciudad es un regalo hermoso para Caracas », *ministerio del poder popular para la comunicación y la información*, consulté le 1 octobre 2022, URL : <http://www.minci.gob.ve/recuperacion-del-centro-de-la-ciudad-es-un-regalo-hermoso-para-caracas/>.

POSADO Thomas, « Les classes populaires vénézuéliennes prises au piège », *Contretemps. Revue de critique communiste*, URL : <https://www.contretemps.eu/venezuela-crise-classes-populaires/>.

ROJAS Gerardo, « Sobre la Ley de los Consejos Presidenciales del Gobierno Popular », *¡Comuna o Nada!*, 28 décembre 2015, URL : <https://gerojasp.wordpress.com/2015/12/28/sobre-la-ley-de-los-consejos-presidenciales-el-gobierno-popular/>.

SABATINI Christopher, « The Final Blow to Venezuela's Democracy », *Foreign Affairs*, 2016, URL : <https://www.foreignaffairs.com/articles/venezuela/2016-11-01/final-blow-venezuelas-democracy>.

SOTELDO Diego, « Promulgada este martes la Ley de Distrito Capital », 14 avril 2009, consulté le 30 septembre 2022, URL : https://web.archive.org/web/20090415144458/http://www.el-nacional.com/www/site/p_contenido.php?q=nodo%2F76895%2FPol%C3%ADtica%2FPromulgada-este-martes-la-Ley-de-Distrito-Capital.

TODASADENTRO, « Nace Frente de Educación Popular Hernán Peralta », *Todasdentro*, 13 janvier 2020, URL : <https://todasadentrosemario.wordpress.com/2020/01/13/nace-frente-de-educacion-popular-hernan-peralta/>.

TORO Francisco, « It's official: Venezuela is a full-blown dictatorship », *The Washington Post*, 21 octobre 2016, URL : https://www.washingtonpost.com/news/global-opinions/wp/2016/10/21/its-official-venezuela-is-a-dictatorship/?utm_term=.82679e7eb252.

VAZ Ricardo, « El Revolucionario Aló Presidente Teórico #1 », *Utopix*, 11 juin 2021, URL : <https://utopix.cc/columnas/el-revolucionario-alo-presidente-teorico-1/>.

VILLEGAS Vladimir, « La Constitución de 1999 es un proyecto de país por realizarse », *Correo del Orinoco*, 14 décembre 2014, URL : <https://www.aporrea.org/actualidad/n262244.html>.

VINOGRADOFF Ludmila, « Carlos Andrés Pérez anunciara severas medidas de ajuste económico en Venezuela », *El País*, 16 janvier 1989, URL : https://elpais.com/diario/1989/01/16/economia/600908408_850215.html.

ZUBILLAGA Rebecca Hanson Verónica, « Venezuela. Du punitivisme carcéral aux exécutions systématiques », *Barril.info*, URL : <https://www.barril.info/fr/actualites/venezuela-du-punitivisme-carceral-aux-executions-systematiques>.

« 10 años de la gran misión vivienda venezuela: los oscuros cimientos de una promesa », *IPYS Venezuela, Transparencia Venezuela y Efecto Cocuyo*, 2021, URL : <https://transparencia.org.ve/gmvv/>.

« Sistema Nacional de Culturas Populares continúa actualización de data de artistas », *Venezolana de Televisión*, 19 septembre 2020, URL : <https://www.vtv.gob.ve/sistema-nacional-culturas-populares-inscripcion-artistas/>.

« Presidente Maduro: Misión Cultura “Corazón Adentro” cumple 12 años impulsando nuestra identidad nacional », *Correo del Orinoco*, 26 avril 2020, URL : <http://www.correodelorinoco.gob.ve/presidente-maduro-mision-cultura-corazon-adentro-cumple-12-anos-impulsando-nuestra-identidad-nacional/>.

« Nace la Unión Comunera: “El chavismo que no se arrodilla” », *NODAL - Noticias de América Latina y el Caribe*, 31 janvier 2020, URL : <https://www.nodal.am/2020/01/venezuela-nace-la-union-comunera-el-chavismo-que-no-se-arrodilla/>.

« El Banco Central de Venezuela publica datos sobre la inflación tras tres años de silencio », *Aporrea*, 28 mai 2019, URL : <https://www.aporrea.org/economia/n342515.html>.

« Eje del buen vivir, Un espacio cultural y gastronómico para toda la familia », *Venezolana de Televisión*, 18 décembre 2018, URL : <https://www.vtv.gob.ve/ejebuenvivir-espacio-cultural-familia/>.

« Los operativos militarizados en la era post-Chávez Del punitivismo carcelario a la matanza sistemática », *Nueva Sociedad. Democracia y política en América Latina*, 21 novembre 2018, URL : <https://nuso.org/articulo/los-operativos-militarizados-en-la-era-post-chavez-del-punitivismo-carcelario-la-matanza-sistematica/>.

« ¿Por qué hay corrupción en las misiones? », *Transparencia Venezuela*, mars 2018, URL : <https://transparenciave.org/project/corrupcion-las-misiones/>.

« La moneda comunal « El Panal » que circula en el 23 de Enero », *El Estímulo*, 11 décembre 2017, URL : <https://elestimulo.com/elinteres/economia/2017-12-11/la-moneda-comunal-el-panal-que-circula-en-el-23-de-enero/>.

« “Vinila Rocola: Feria del disco de vinilo y rarezas musicales” arrancará en el Eje del Buen vivir », *Desde la Plaza*, 24 avril 2017, URL : <https://www.desdelaplaza.com/raiz/feria-del-disco-vinilo-rarezas-musicales-arrancara-eje-del-buen-vivir/>.

« Venezuela celebra 18 años de la primera juramentación de Chávez », *teleSUR*, 2 février 2017, URL : <https://www.telesurvtv.net/news/Venezuela-celebra-18-anos-de-la-primera-juramentacion-de-Chavez-20170202-0022.html>.

« Fabricio Ojeda: periodista, diputado y activista político », *Globovisión*, 17 janvier 2017, URL : <http://globovision.com/article/fabricio-ojeda-periodista-diputado-y-guerrillero>.

« Los Campamentos de Pioneros », *Producción Social del Hábitat*, 13 septembre 2016, URL : <https://produccionsocialhabitat.wordpress.com/galeria-de-casos/pioneros-kaika-shi/>.

« La inflación en 2015 en Venezuela fue del 180,9 % con una contracción del 5.7 % », *finanzas.com*, 18 février 2016, URL : https://www.finanzas.com/coyuntura/la-inflacion-en-2015-en-venezuela-fue-del-180-9-con-una-contraccion-del-5-7_13351943_102.html.

« Inflación en Venezuela: así suben los precios día a día », *BBC News Mundo*, 8 août 2015, URL : https://www.bbc.com/mundo/video_fotos/2015/07/150702_video_venezuela_inflacion_dp.

« El hotel Anauc Suites: el “cuartel” desde donde Monedero asesoró a Hugo Chávez », *ABC*, 17 février 2015, URL : <https://www.abc.es/internacional/20150217/abci-hotel-anauc-venezuela-monedero-201502161710.html>.

« Venezuelan lawmaker Robert Serra killed in Caracas », *BBC News*, 2 octobre 2014, URL : <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-29455219>.

« Entrega de los acuerdos de la Sesión Plenaria Nacional del Consejo Presidencial de Gobierno Popular con las Comunas al Presidente Maduro », *Consejo Presidencial de Gobierno Popular con las Comunas*, 16 septembre 2014, URL : <https://consejopresidencialcomunas.home.blog/2014/09/16/10-2014-09-16-entrega-de-los-acuerdos-de-la-sesion-plenaria-nacional-del-consejo-presidencial-de-gobierno-popular-con-las-comunas-al-presidente-maduro/>.

« Pablo Iglesias y Juan Carlos Monedero con sus amigos de la Guardia en el Palacio del tirano chavista », *Periodista Digital America*, 1 août 2014, URL : <https://america.periodistadigital.com/economia/20140801/pablo-iglesias-juan-carlos-monedero-amigos-guardia-palacio-tirano-chavista-noticia-689401472642/>.

« Primera Plenaria Nacional del Consejo Presidencial de Gobierno Popular con las Comunas (CPGPC) con presencia del Presidente Maduro y convocatoria al Primer Ciclo de Debate », *Consejo Presidencial de Gobierno Popular con las Comunas*, 18 juillet 2014, URL : <https://consejopresidencialcomunas.home.blog/2014/07/18/2-2014-07-18-1era-plenaria-nacional-del-consejo-presidencial-de-gobierno-popular-con-las-comunas-cpgpc-con-presencia-del-presidente-maduro-y-convocatoria-al-primer-ciclo-de-debate/>.

« Consejo Presidencial de Gobierno Popular con las Comunas », *Consejo Presidencial de Gobierno Popular con las Comunas*, mai 2014, URL : <https://consejopresidencialcomunas.home.blog/>.

« Plan Revolucionario de Lectura », *Comando Creativo*, 23 avril 2013, URL : <https://comandocreativo.wordpress.com/2013/04/23/plan-revolucionario-de-lectura/>.

« Fotos: El funeral de Hugo Chávez », 8 mars 2013, URL : https://elpais.com/internacional/2013/03/08/album/1362759729_176494.html#foto_gal_2.

« Inaugurada Casa del Poder Popular Socialista en Vargas », *Radio Chuspa - Voces Antiimperialistas*, 7 septembre 2012, URL : <http://radiochuspa.blogspot.com/2012/09/inaugurada-casa-del-poder-popular.html>.

« Chávez controlará por completo la Asamblea tras el boicot de los principales partidos opositores », 5 décembre 2005, URL : <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/12/05/internacional/1133745658.html>.

« Con cultura, el pueblo hace las Paces y construye su historia », *Alba Ciudad 96.3 FM*, URL : <https://albaciudad.org/2015/12/con-cultura-el-pueblo-hace-las-paces-y-construye-su-historia/>.

« Que es el Frente? », URL : <http://frente franciscodemirandasocopo.blogspot.com/p/quienes-somos.html>.

« Refugiados y migrantes de Venezuela », R4V - Plataforma de Coordinación Interagencial para Refugiados y Migrantes, 5 septembre 2022, URL : <https://www.r4v.info/es/refugiadosymigrantes>.

« Rector electoral venezolano responde al chavismo que solo cumple con su deber », SWI swissinfo.ch, 10 juin 2021, URL : https://www.swissinfo.ch/spa/venezuela-elecciones_rector-electoral-venezolano-responde-al-chavismo-que-solo-cumple-con-su-deber/46696126.

5. Rapports

ÁVILA Keymer, *El FAES no depende de nadie*, Caracas, PROVEA, 2022, URL : <https://provea.org/actualidad/informe-especial-el-faes-no-depende-de-nadie/>.

ALTO COMISIONADO DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LOS REFUGIADOS, *Refugiados y migrantes de Venezuela superan los cuatro millones: ACNUR y OIM*, 2019, URL : <https://www.acnur.org/noticias/press/2019/6/5cfa5eb64/refugiados-y-migrantes-de-venezuela-superan-los-cuatro-millones-acnur-y.html>.

DIRECCION GENERAL SECTORIAL DE INFORMACION ELECTORAL, *Referendos nacionales efectuados en Venezuela (1999-2000)*, Caracas, 1999, URL : <http://www.cne.gov.ve/web/documentos/estadisticas/e010>.

DIRECCION GENERAL SECTORIAL DE INFORMACION ELECTORAL, *Resultados electorales referendo consultivo nacional [Rapport]*, Caracas, 1999, URL : <http://www.cne.gob.ve/web/documentos/estadisticas/e013.pdf>.

FORIM - RESEAU DES DIASPORAS SOLIDAIRES, *L'engagement associatif des diasporas pour la cause des migrant-e-s. Quelles avancées et quels défis ?*, 2021.

INSTITUTO INTERAMERICANO DE DERECHOS HUMANOS, *Misión de Estudio del Instituto Interamericano de Derechos Humanos. Elecciones Asamblea Nacional 2015 Venezuela*, 2016.

ORGANIZACION DE ESTADOS AMERICANOS, *Elecciones de Representantes a la Asamblea Nacional Constituyente del 25 de julio de 1999*, Washington D.C., Serie Américas, 2000.

LISTE DE MATERIAUX

Liste d'observations

| Date | Observation |
|-----------------------|---|
| 02/05/2014 | Prise de contact avec Francisco Pérez |
| 07/05/2014 | RDV avec Francisco Pérez à Las Casitas (La Vega) |
| 09/05/2014 | RDV avec Alberto au 23 de enero |
| 12/05/2014 | Observation à la librairie Lugar Comun |
| 23/05/2014 | Réunion Caribes de Itagua et INCES |
| 29/05/2014 | Manifestation des opposants à Santa Fé |
| 30/05/2014 | Manifestation des opposants à Altamira |
| 31/05/2014 | Inauguration buste Ezequiel Zamora au jardin Montaraz (23 de enero) |
| 31/05 - 01/06/2014 | Cruz de Mayo et San Juan de Las Casitas (La Vega) |
| 02/06/2014 | Réunion ANMCLA à la Commune Ataroa (Barquisimeto, État de Lara) |
| 05 au 07/06/2014 | Fiesta de los Saberes Comunales (FISAC) |
| 06/06/2014 | 1ère réunion avec Pablo de Fundacomunal. Visite aux locaux de la fondation. |
| 09/06/2014 | Encuentro de los Santos Negros |
| 10/06/2014 | Prise de contact avec Alba Caroccio, Centre d'études latinoaméricaines Rómulo Gallegos (CELARG) |
| 11/06/2014 | Formation interne à Fundacomunal (État de Vargas) |
| 01/07/2014 | Réunion avec Francisco Pérez à "El pasillo del buen vivir" |
| 02/07/2014 | Test son documentaire avec Francisco Pérez / Visite du campement Kaika-Shi |
| 03/07/2014 | Réunion avec Simón de Fundacomunal pour le projet de recherche |

| | |
|------------------------|--|
| 04/07/2014 | Visite de Cuna de Libertadores, QG du Movimiento Pobladores / Danses afro-vénézuéliennes au Théâtre de La Vega |
| 05/07/2014 | Journée de travail au campement Kai-Kashi |
| 08/07/2014 | Réunion du Movimiento Pobladores à Cuna de Libertadores |
| 09/07/2014 | Visite de l'Université Bolivarienne de Venezuela (UBV) |
| 10/07/2014 | Réunion avec Simón de Fundacomunal |
| 22/07/2014 | Présentation des travaux de recherche du CELARG |
| 29/07/2014 | Réunion Movimiento Pobladores à Cuna de Libertadores |
| 30/07/2014 | Déplacement à Guacara |
| 31/07 au 01/08/2014 | Rencontre de <i>comuneros</i> à Guacara |
| 04/08/2014 | Réunion avec Mila Ivanovic au CELARG |
| 08/08/2014 | Observation du travail de Fundacomunal à Maracay avec Dario, directeur de la Région Centre. |
| 12/08/2014 | Réunion politico-technique à Fundacomunal |
| 21/05/2015 | Reprise de contact avec Francisco Pérez |
| 26/05/2015 | Conférence de presse Red nacional de comuneros et ANMCLA contre la guerre médiatique et pour le Conseil présidentiel de communication populaire / Réunion Francisco Pérez et député PSUV |
| 28/05/2015 | Présentation du livre "Asambleas y reuniones" à l'Ateneo popular |
| 30/05/2015 | Veillée de la croix de mai à Las Casitas (La Vega) |
| 01/06/2015 | Réunion ANMCLA à la Commune Ataroa (Barquisimeto, État de Lara) |
| 02/06/2015 | Présentation Palteforme consommation solidaire à l'Ateneo popular |
| 04/06/2015 | Présentation thèse doctoral de José Romero à l'Ateneo popular |
| 05/06/2015 | Réunion avec Andrés Antillano à Cuna de Libertadores et visite aux nouveaux urbanismes à Catia |
| 07/06/2015 | Réunion ANMCLA + brigade internationaliste Patria Grande + VM de formation pour la préparation campement communicationnel (La Vega) |
| 10/06/2015 | Reprise de contact avec Álvaro. Réunion pour l'organisation de la foire artisanale de la commune AMALIVACA. |
| 11/06/2015 | Réunion 23 de enero: campagne électorale Juan Contreras (ANMCLA + Ché Guevara + Coordinadora Simón Bolívar) |
| 13/06/2015 | Entretien à Ana Tijoux par les membres de la brigade internationaliste Ché Guevara. Concert au théâtre Teresa Carreño. |
| 26/06/2015 | Reprise de contact avec Karina, désormais au Cabinet de culture du District Capital (CCDC) |
| 28/06/2015 | Élections primaires du PSUV |
| 30/06/2015 | Commemoration de la mort de Pedro Camejo, héros de l'indépendance |

| | |
|------------|--|
| 02/07/2015 | Séminaire de recherche « Territoires populaires ». MPPCMS. |
| 03/07/2015 | Réunion au CCDC avec Álvaro et Roberto. |
| 06/07/2015 | Préparation du séminaire avec représentants du vice-ministère de formation du MPPCMS |
| 08/07/2015 | Atelier du Collectif d'Agitprop du CCDC à Coche |
| 16/07/2015 | Séminaire du vice-ministère de formation du MPPCMS |
| 18/07/2015 | Réunion de la branche de communication de l'ALBA Movimientos à La Vega – Anniversaire du lieu culturel Tiuna el Fuerte. |
| 22/07/2015 | Réunion du CCDC autour de la programmation du mois d'aout. |
| 23/07/2015 | Conférence des photographes du « Movimientos Emergentes » organisée par le MPPCMS à Elorza (État d'Apure) |
| 25/07/2015 | Réunion (2) de la branche de communication de l'ALBA Movimientos |
| 29/07/2015 | Présentation des « Fondos Concursables » du CCDC à la Bibliothèque Nationale |
| 31/07/2015 | Forum de pensée et d'action du Ministère du pouvoir populaire pour la Culture (MPPC) à la Librería del Sur du centre-ville de Caracas / Réunion sur les « Fondos Concursables » Ateneo popular + ANMCLA. |
| 03/08/2015 | Séminaire de recherche "Territoires populaires". MPPCMS. |
| 06/08/2015 | Réunion sur les « Fondos Concursables » à Las Casitas (La Vega). |
| 07/08/2015 | Fête de la Saint Jean de Las Casitas (La Vega) |
| 04/09/2015 | Réunion à Cuna de Libertadores : projet de campagne alternative pour l'Assemblée nationale |
| 09/09/2015 | Réunion con Clara de la mission culture. |
| 15/09/2015 | Réunion (2) con Clara de la mission culture / Réunion pour la mise en place de la campagne des <i>movimientos</i> à Cuna de libertadores |
| 18/09/2015 | Résidence de création « Laboratorio Creativo ». Locaux de l'IDEAS. |
| 21/09/2015 | Réunion pour la mise en place de la campagne des <i>movimientos</i> à Cuna de libertadores (2) |
| 22/09/2015 | Préparation texte de présentation du Campement Fabricio Ojeda / Réunion au CCDC |
| 23/09/2015 | Atelier avec l'équipe de communication du CCDC |
| 25/09/2015 | Réunion atour de la logistique du campement de production Fabricio Ojeda |
| 28/09/2015 | Séminaire de recherche « Territoires populaires ». MPPCMS. |
| 29/09/2015 | Réunion sur la politique de communication du CCDC / Réunion de préparation du campement de production Fabricio Ojeda à Cuna de libertadores |

| | |
|------------------------|---|
| 30/09/2015 | Travail de communication au CCDC / Hommage à Robert Sierra |
| 01/10/2015 | Réunion sur la préparation de la méthodologie pour le campement de production Fabricio Ojeda. |
| 02/10/2015 | Forum de pensée et d'action du Ministère du pouvoir populaire pour la Culture (MPPC). |
| 05/10/2015 | Séminaire de recherche « Territoires populaires ». MPPCMS / Réunion de préparation du campement de production Fabricio Ojeda. |
| 06/10/2015 | Réunion de préparation du campement de production Fabricio Ojeda. |
| 07/10 au 11/10/2015 | Campement de production de contenus de campagne Fabricio Ojeda. |
| 14/10/2015 | Forum de pensée et d'action du MPPC / Réunion de campagne des <i>movimientos</i> . |
| 15/10/2015 | Réunion au CCDC / Présentation de la revue Politika. |
| 20/10/2015 | Conférence de presse campagne « Cada latido cuenta » à la Plaza El Venezolano. |
| 21/10/2015 | Observation au CCDC. |
| 23/10/2015 | Réunion CAPHUCHA. |
| 28/10 et 29/10/2015 | Conseil présidentiel du gouvernement pour les Communes. |
| 30/10/2015 | Forum de pensée et d'action du MPPC + réunion de campagne à l'Institut de formation cinématographique (COTRAIN). |
| 02/11/2015 | Séminaire de recherche « Territoires populaires ». MPPCMS / Réunion de logistique de la campagne CAPHUCHA. |
| 07/11/2015 | Réunion pour établir le planning de de la campagne CAPHUCHA à cuna de libertadores. |
| 17/11/2015 | Rencontre entre mouvements sociaux à l'UTAL. |
| 29/11/2015 | Réunion pour établir le planning de la fin de la campagne CAPHUCHA à cuna de libertadores Planning fin de campagne. |
| 14/12/2015 | Plénière des <i>mouvements</i> post-élection à Parque Central. |

Liste d'entretiens

| Date | Entretien |
|------------|--|
| 11/05/2014 | Entretien avec Alicia Pérez, Caribes de Itagua, La Vega. |
| 05/06/2014 | Entretien avec Ernesto, Coordinadora Simón Bolívar, 23 de enero. |
| 11/07/2014 | Entretien avec Sofía, enseignante à l'Université Bolivarienne du Venezuela. |
| 24/07/2014 | Entretien avec Francisco Pérez, Caribes de Itagua, La Vega + ANMCLA. |
| 09/08/2014 | Entretien avec Dario, directeur de la région centre de la CNPGC de Fundacomunal. |
| 30/09/2015 | Entretien avec Fabricio, militant PSUV de la ville de Mérida. |
| 01/10/2015 | Entretien avec Joaquín, de la Brigade internationaliste Ché Guevara. |
| 21/10/2015 | Entretien avec Hernán Vargas, du Movimiento Pobladores et MPPCMS. |
| 21/10/2015 | Entretien avec Nélide Cordero, du Movimiento Pobladores. |
| 22/10/2015 | Entretien avec José, du Frente cultural de Izquierda. |
| 23/10/2015 | Entretien avec Francisco Pérez, Caribes de Itagua, La Vega + ANMCLA. |
| 01/11/2015 | Entretien avec Camila, de la Corriente revolucionaria Bolívar y Zamora. |
| 04/11/2015 | Entretien avec Sonia, du CCDC. |
| 07/11/2015 | Entretien avec Ciro, de l'équipe de direction du CCDC. |
| 09/11/2015 | Entretien avec Alejandra, de l'équipe de direction du CCDC. |
| 13/11/2015 | Entretien avec Marta, directrice des politiques publiques du MPPC. |
| 20/11/2015 | Entretien avec Freddy, du MPPCMS. |
| 24/11/2015 | Entretien avec Francisco Pérez, Caribes de Itagua, La Vega + ANMCLA. |
| 26/11/2015 | Entretien avec Irida Morocoima, du Movimiento Pobladores. |
| 30/11/2015 | Entretien avec Gerardo Rojas, ex MPPCMS. |
| 01/12/2015 | Entretien avec Giuiliano Salvatore, directeur du documentaire <i>Juntera</i> sur les communes rurales. |
| 08/10/2015 | Entretien avec Wilmer, de Red Nacional de Comuneros. |

Liste de documents récoltés :

Documents informatiques

1. ANMCLA

1.1. Elecciones

Textes normatifs encadrant les élections.

1.2. Fondo para medios alternativos

Proyecto Fondo para la Comunicación Popular

1.2.1. 1º Mesa de trabajo tema 3

Documents de travail pour l'obtention de fonds pour les médias alternatifs.

1.2.2. Data Mac

Données sur les médias alternatifs travaillant avec le ministère des Communications.

1.2.3. Escritos que sustentan el tema

Textes de théorie politique portant sur l'autogestion.

1.2.4. Ley Comunicación Popular

Textes de lois sur la communication et les médias.

1.2.5. Minutas

Comptes rendus de réunion entre les médias alternatifs et le ministère des Communications : 28 janvier 2014, 10 février 2014, 10 et 11 février 2014, 3 avril 2014, 10 et 11 avril 2014, 24 avril 2014.

1.2.6. Modelos Estructura

Organigramme d'une proposition de fonds public pour le fonctionnement des médias alternatifs.

1.2.7. Planes de Trabajo

Programme de travail pour la création du fonds pour le développement et la durabilité de la communication populaire.

1.2.8. Presentacion Ley

Rapports et projet de loi sur les communications populaires

1.2.9. Proyectos

1.2.9.1 Ejemplo de proyectos

Exemples d'entreprises de production sociale (fabrique de lait, recyclage de plastique, machine à glace).

1.2.9.2. Empresa de fabricacion de antenas y transmisores

Exemples d'entreprises de production sociale (antennes et transmission radio).

1.2.9.3. Empresa de recicleje de papel

Exemples d'entreprises de production sociale (recyclage de papier).

1.2.9.4. Proyecto caña

Exemples d'entreprises de production sociale (canne de sucre, cocuy, papier).

1.2.9.5. Videos sobre el papel

Exemples d'entreprises de production sociale (vidéos sur le recyclage du papier).

1.2.10. Segundo momento analisis

Documents de prospective pour la mise en place d'entreprises de production sociale pour financer les médias alternatifs.

1.2.11. Temas originales

Texte de formation à la production de contenus pour les médias alternatifs.

1.3. Leyes del poder popular

Textes de lois organiques du pouvoir populaire et des Communes.

1.4. Propuestas fondo

Divers documents pour la proposition de création d'un fonds de financement des médias alternatifs.

2. Fundacomunal

Organigrama Fundacomunal.

Proyecto de investigación para Fundacomunal.

3. Alba Movimientos

Préparation de la commémoration des dix ans du discours de Chávez rejetant l'adhésion à l'Alca (Zone de libre-échange des Amériques) : comptes rendus de réunions 18 juillet 2015, 25 juillet 2015, 9 août 2015. Déclaration finale de la coordination politique. Plan d'action 2015-2016. Identité visuelle et design. Liste de contacts.

4. Campamento Comunicacional Junio 2015 - ANMCLA VM Formacion

Préparation d'un campement de formation sur les medias alternatifs organisé par ANMCLA et le vice-ministère de Formation du MPPCMS. Convocation ; comptes rendus de réunion ; logistique ; méthodologie de travail.

5. Fondos Concursables

Documents structurant l'appel à projet du fonds mis au concours par le ministère de la Culture.

6. Gabinete Cultura Municipio Libertador

Documents de travail internes du CDC, parmi lesquels des rapports ; des listes de contact et de ressources culturelles dans la municipalité ; et une proposition de réorganisation du cabinet.

Rapports, comptes rendus de réunion, paperboard.

6.1 Programaciones Especiales 2015

Agenda des activités culturelles de la municipalité de Libertador (mars à juin 2015).

7. Informe Comunas 2014

Recherche produite par l'unité de recherche du MPPCMS sur la mise en place et le fonctionnement des Communes urbaines. Rapport « II Informe territorios populares ».

8. Campamento Fabricio Ojeda

Liste de contacts de presse. Liste des organisations participantes. Documents préparatoires : accords politiques, accords logistiques, programme de travail.

8.1. #LATE

Design Facebook (bannières et photos de profil) pour la campagne *Cada latido cuenta*.

8.2. Cada latido cuenta design

Propositions de design pour la campagne *Cada latido cuenta* (logo, slogans, monochromes, palettes).

8.3. Observatorio de Medios

Documents de formation pour une critique populaire des médias.

8.4. Planificación campamento

Programme du campement de production Fabricio Ojeda.

8.5. Rueda de prensa Cada latido cuenta

Photos de la conférence de presse lançant la campagne *Cada latido cuenta* – Agenda législatif populaire.

9. CAPHUCHA

Documents de campagne : vidéos de campagne ; outils de design ; planning ; listes de contacts.

9.1. Cotrain

Documents de campagne pour une présentation auprès des membres de l’institut de formation cinématographique Cotrain. Vidéos de campagne ; bannières Facebook ; briefing de campagne.

9.2. Documentos CAPHUCHA

Documents de campagne CAPHUCHA : Tracts, bannières, logo.

10. CCS mai 2015

Photos de la campagne du gouvernement Maduro contre le Fracking. Photos de la conférence de presse Red nacional de comuneros et ANMCLA contre la guerre médiatique et pour le Conseil présidentiel de communication populaire.

11. Documentos oficiales

Documents publics produits par le gouvernement Maduro à propos du projet de l’État communal, dont le Plan de la Patrie, le discours *Golpe de Timon* de Chávez.

12. Ministerio de Comunas

12.1. Consejo Presidencial – Comunas

Documents de la campagne *Cada latido cuenta* et pour l’agenda législatif populaire établis par CAPHUCHA et *Códigos Libres* afin de les présenter aux *Comuneros* lors du conseil présidentiel pour le gouvernement communal.

12.2. Encuentro Movimientos Sociales - Ministerio de Comunas. Mesa 2

Comptes rendus de réunions à la suite des rencontres des mouvements sociaux à l'UTAL.

13. Ministerio de la Cultura

Programmes d'activités mises en place par le ministère de la Culture dont les forums de pensée et d'action et les séminaires du Réseau de centres de recherche en sciences sociales et humaines.

14. Misión Cultura

Propositions d'activité pour les programmes *El pueblo hace las PACES* et *La cultura es el barrio*.

Documents papiers

1. Documents de travail du Campamento Fabricio Ojeda

Paperboard ; agendas ; contacts ; notes de réunion.

2. Cabinet de la culture

Notes à propos des explications d'un membre de l'équipe de direction de la nouvelle structure pour le fonctionnement du Cabinet. Divers documents de travail réalisés au sein du Cabinet.

3. Varia officiels

Documents relatifs à des campagnes électorales. Campagne présidentielle de Nicolás Maduro (tracts, affiches, plan de la Patrie 2013-2019). Brochure du Conseil national électoral sur les élections parlementaires de 2015. Loi des Conseils communaux et des Communes.

Divers documents de promotion d'activités culturelles (brochures, programmes, affiches, notes sur diverses manifestations).

4. Cahiers de terrain

Notes d'observations ethnographiques.

LISTE DE SIGLES UTILISES

AD : Acción Democrática (Action démocratique)

ALBA : Alianza Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América (Alliance bolivarienne pour les peuples des Amériques)

ALCA : Área de Libre Comercio de las Américas (Zone de libre-échange des Amériques)

ANC : Asamblea Nacional Constituyente (Assemblée nationale constituante)

ASOCITE : Asociación Civil Terepaima (Association civile Terepaïma)

BO : Banco Obrero (Banque ouvrière)

BR : Bandera Roja (Drapeau rouge)

CAMEBA : Caracas Mejoramiento de Barrios (Caracas amélioration des *barrios*)

CC : Consejos Comunales (Conseils communaux)

CCDC : Gabinete de Cultura del Distrito Capital (Cabinet de culture du District capital)

CDI : Centro de diagnóstico integral (Centres de diagnostic intégrale)

CELARG : Centro de Estudios Latinoamericanos Rómulo Gallegos (Centre d'études latino-américains Rómulo Gallegos)

CEPAL : Comisión Económica para América Latina (Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU)

CIM : Centro Internacional Miranda (Centre international Miranda)

CLP : Comités de Luchas Populares (Comités des luttes populaires).

CLPP : Comités Locales de Planificación Popular (Comités locaux de planification populaire)

CNPGC : Coordinación Nacional de Procesos de Gobierno Comunitario (Coordination nationale des processus de Gouvernement communautaire)

CONAC : Consejo Nacional de la Cultura (Conseil national de la culture)

CONATEL : Comisión Nacional de Telecomunicaciones (Commission nationale de télécommunications)

CONFAFEV : Confederación Única de Asociaciones de Vecinos de Venezuela (Confédération unique d'associations de voisins du Venezuela)

CORDIPLAN : Oficina Nacional de Coordinación y Planificación (Bureau national de coordination et de planification).

COPEI : Comité de Organización Política Electoral Independiente (Comité d'organisation politique électorale indépendant)

COPRE : Comisión Presidencial por la Reforma del Estado (Commission présidentielle pour la réforme de l'État)

CTU : Comités de Tierras Urbanas (Comités des terres urbaines)

DISIP : Dirección General Sectorial de los Servicios de Inteligencia y Prevención (Direction d'investigation des services d'intelligence et de prévention)

FALN : Fuerzas Armadas de Liberación Nacional (Forces armées de libération nationale)

FONDEMI : Fondo de Desarrollo Microfinanciero (Fonds de développement et microfinance)

Fundacomunal : Fundación para el Desarrollo y Promoción del Poder Comunal (Fondation pour le développement et la promotion du pouvoir communal)

GMVV : Gran Misión Vivienda Venezuela (Grande mission logement Venezuela)

GPP : Gran Polo Patriótico (Grand pôle patriotique)

IMAU : Instituto Municipal de Aseo Urbano (Institut municipal de propreté urbaine)

INAVI : Instituto Nacional de Vivienda (Institut national du logement)

INCES : Instituto Nacional de Capacitación y Educación Socialista (Institut national de formation et éducation socialiste)

INOS : Instituto Nacional de Obras Sanitarias (Institut national d'ouvrages sanitaires)

LOC : Ley Orgánica de Comunas (Loi organique des Communes)

LOPP : Ley Orgánica del Poder Popular (Loi organique du pouvoir populaire)

LORM : Ley Orgánica del Régimen Municipal (Loi organique du régime municipal)

MINCI : Ministerio del Poder Popular para la Comunicación e Información (ministère du Pouvoir populaire pour la Communication et l'Information)

MOP : Ministerio de Obras públicas (ministère d'Ouvrages publics)

MPPC : Ministerio del Poder Popular para la Cultura (ministère du Pouvoir populaire de la Culture)

MPPCMS : Ministerio del Poder Popular para las Comunas y los Movimientos Sociales (ministère du Pouvoir populaire pour les Communes et les Mouvements sociaux)

MPPEU : Ministerio del Poder Popular para la Educación Universitaria (ministère du Pouvoir populaire pour l'Éducation universitaire)

MPPTI : Ministerio del Poder Popular para las Telecomunicaciones y la Informática (ministère du Pouvoir populaire pour les Télécommunications et l'Informatique)

MUD : Mesa de la Unidad (Table de l'unité)

MVR : Movimiento V República (Mouvement V^e République)

NIN : Nuevo Ideal Nacional (Nouvel idéal national)

PCV : Partido Comunista Venezolano (Parti communiste vénézuélien)

PDVSA : Petróleos de Venezuela, Sociedad Anónima

ULA : Universidad de Los Andes (Université des Andes)

UNEARTE : Universidad Experimental de las Artes (Université nationale expérimentale des Arts)

URD : Unión Republicana Democrática (Union républicaine démocratique)

VTV : Venezolana de Televisión

ANNEXES

| | |
|--|------------|
| Annexes | 514 |
| Projet de recherches pour Fundacomunal (3 juillet 2014)..... | 516 |
| Organigramme de Fundacomunal..... | 520 |
| Loi organique de Pouvoir populaire | 524 |
| Proposition de territorialisation de la politique culturelle du Cabinet de culture du District capital (Présentation power point)..... | 537 |
| Proposition de restructuration du Cabinet de culture du District capital | 544 |
| Affiche pour la commémoration des dix ans du discours de Chávez rejetant l’adhésion à l’Alca | 546 |
| Accords logistiques pour le campement de production de contenus Fabricio Ojeda (25 septembre 2015)..... | 547 |
| Design de bannières Facebook « LATE » pour la campagne <i>Cada latido cuenta</i> | 548 |
| Document de travail du logo de la campagne <i>Cada latido cuenta</i> | 548 |
| Affiche CAPHUCHA – <i>Cada latido cuenta</i> | 549 |
| Programme de la patrie 2013-2019..... | 550 |
| Programme « El pueblo hace las PACES » du MPPCMS..... | 571 |

Projet de recherches pour Fundacomunal (3 juillet 2014)

Proyecto de investigación para FUNDACOMUNAL

Yoletty Bracho

Un momento histórico:

El Primer Mandatario del “Recurso del Método” de Alejandro Carpentier se queja desde su estrado de esta “América de abajo, arto revoltosa y Latina”.² Y son precisamente las particularidades de la historia de nuestras tierras y nuestros pueblos, y por sobre todo la situación de sumisión a intereses ajenos a los cuales se les ha querido someter, que esta América Latina ha sido el escenario de revueltas y batallas que han buscado cambiar el rumbo de los acontecimientos.

A finales del siglo XX, la historia moderna de nuestros países está atravesada por crisis económicas e intervenciones de agentes externos - dígase Fondo Monetario Internacional y Banco Mundial, entre otros - quienes exigen de nuestros países la toma de medidas de austeridad para paliar los terribles efectos de la deuda externa adquirida en el ciclo de consumo y gasto del sistema capitalista internacional. Venezuela es, como muchos otros, víctima de estas situaciones, por sobre todo a través de la acción de cooperación de aquellos que detentaban el poder, beneficiarios también del sistema de desigualdades sociales instaurado al interior del país.

En este contexto, la necesidad de supervivencia y defensa ante autoridades represivas de los menos afortunados lleva al surgimiento de numerosas organizaciones de base y movimientos sociales en diferentes sectores de nuestro país.³

En los años 90 - y repitiendo la historia que ya conocemos, pero que nunca debemos cansarnos de contar para nunca olvidar - el descontento llega hasta un cierto sector militar, hasta un cierto grupo de jóvenes militares quienes se alzaron en armas en búsqueda de un cambio radical de régimen. Aun cuando ese primer intento no haya sido logrado, la semilla había quedado sembrada para un cambio en el corto plazo. Y finalmente, después de salir de la cárcel y de una ardua campaña contra los partidos políticos decadentes de la Cuarta República y los medios de comunicación que les acompañaban, Hugo Rafael Chavez Frias es electo Presidente de la República, dando la esperanza de conseguir un cambio de rumbo para nuestro país.

² Carpentier, Alejo. *El recurso del método*. La Habana, Ediciones Huracán, 1974, 371 p.

³ Sin olvidar, claro está, la herencia de estos últimos de la acción de las guerrillas de los años 60.

Bajo esta presidencia numerosos proyectos y metodologías se han puesto en práctica para la construcción y el fortalecimiento del Poder Popular. Esto, pues se ha tenido consciencia de que no hay cambio posible si las bases no son participes de ese cambio, es decir, si el apoyo popular no sostiene las nuevas ideas y los nuevos métodos para el manejo de “la cosa pública”.

El tiempo ha pasado y la historia nos ha traído nuevos retos. La figura carismática que innegablemente había unido los diferentes esfuerzos e ideologías de cambio en nuestro país ha debido partir, para que la tarea quede ahora en las manos capaces de los que heredan esta oportunidad de avanzar hacia una nueva historia. En la actualidad, y tras poco más de un año de mandato, el Presidente Nicolás Maduro y su gobierno han sido el blanco de diferentes ataques tanto internos como externos, quienes han querido tomar este momento de transición como una oportunidad para desestabilizar y destruir los avances sociales y políticos de 15 años de Revolución. De la misma forma, las distintos desencuentros al interior de las vertientes que conforman las fuerzas de cambio de nuestro país, más los lamentables pero innegables casos de corrupción, malos usos y aprovechamiento de las aras del Estado para beneficios individuales, han llevado también a ciertas conmociones internas en nuestra actual Revolución.

Y es precisamente este momento de transición, este momento histórico, el que hace un llamado a la revisión, a la reflexión y a la autocrítica entre los comprometidos con el cambio, entre aquellos quienes estando verdaderamente convencidos de querer escribir la “nueva historia”, no temen a aceptar errores y a revisar sus propias acciones, siempre teniendo en mente que todos esos esfuerzos son y serán el único medio para lograr el objetivo revolucionario.

Dentro de este marco político, y dentro de la necesidad de hacer esfuerzos para reflexionar sobre la acción revolucionaria, este proyecto de investigación se propone explorar – dentro de la circunscripción adecuada para el tipo de trabajo a realizar – el trabajo de FUNDACOMUNAL, con el objetivo de participar a la reflexión sobre su actividad como promotor del Poder Comunal.

Las grandes preguntas:

La acción de FUNDACOMUNAL está enmarcada en la voluntad de la construcción de lo que hasta ahora se ha llamado el Estado Comunal. Un Estado que parece querer orientarse hacia la superación de las estructuras del Estado burgués, y convertirse en un marco institucional promotor de la organización de las bases, de la gestión desde abajo, de una nueva forma de pensar la relación entre el ciudadano y la institución. Aun así, nos quedan grandes dudas por responder en este proceso de construcción. Entre ellas:

¿Qué es el Estado comunal?

¿Cómo se construye un tal Estado?

¿Cómo se piensa usar las estructuras del Estado burgués para la construcción de este nuevo Estado comunal?

Responder a estas preguntas, es decir, reflexionar sobre los grandes objetivos de la labor de la Fundación es tarea primordial para avanzar correctamente en la acción. Sin embargo, esto debe hacerse bajo una metodología que nos permita evitar la trampa de la gran discusión de ideas sin basamentos objetivos. En otras palabras, evitar el proceso “deductivo” con tendencia de imposición, para privilegiar un proceso “inductivo”, en el que la reflexión esté alimentada de las experiencias reales de aquellos quienes día a día trabajan para la construcción de este Estado Comunal.

Las preguntas operacionales:

Para ello, este proyecto de investigación propone una reflexión sobre la acción de FUNDACOMUNAL a través de la metodología de la investigación etnográfica, la cual tiene como objetivo la comprensión de procesos sociales desde el terreno, “desde abajo”. Así, la revisión etnográfica de los procesos de la Fundación deberá darnos pistas sobre los aciertos y desaciertos del trabajo realizado en los últimos tiempos.

El conjunto de preguntas teóricas en las cuales están basados los objetivos de FUNDACOMUNAL se convierten en la inspiración de un conjunto de preguntas operacionales que deben ser llevadas al terreno. Entendiéndose como terreno dos ámbitos principales, los cuales se separan por razones heurísticas en el momento de la investigación, pero quienes es sabido que en la realidad actúan de manera cíclica y dinámica. Estos dos ámbitos vienen a ser principalmente la institución FUNDACOMUNAL en sí misma, y la Comuna (o conjunto de comunas con quien trabaja la fundación).

Claro está que la empresa de estudiar tanto la institución FUNDACOMUNAL en su conjunto, como el total de las Comunas (consejos comunales, movimientos sociales, actores intermediarios, etc.), implicados en este proceso sería una verdadera acción de titanes. En todo caso, una acción inabarcable dentro del marco de este proyecto de investigación. Sin embargo, la metodología etnográfica propuesta tiene la ventaja de otorgarnos una cierta libertad en el sacrificio del número, mientras la exigencia de profundidad sea alcanzada. En este sentido, este proyecto propone tomar muestras, espacios y actores específicos, los cuales nos permitirán hacer un sondeo de los procesos de la acción de la Fundación, sin agotarnos en la difícil tarea de recorrerlos en su totalidad.

Este sondeo implica tres espacios de observación principales:

El equipo interno de FUNDACOMUNAL, como constructores de metodología y promotores de la acción.

Los encuentros entre el equipo y la Comuna, como espacios de intercambio, dinámica y proposición de metodologías de trabajo.

El trabajo de la Comuna, como momento de apropiación y adaptación de las metodologías propuestas.

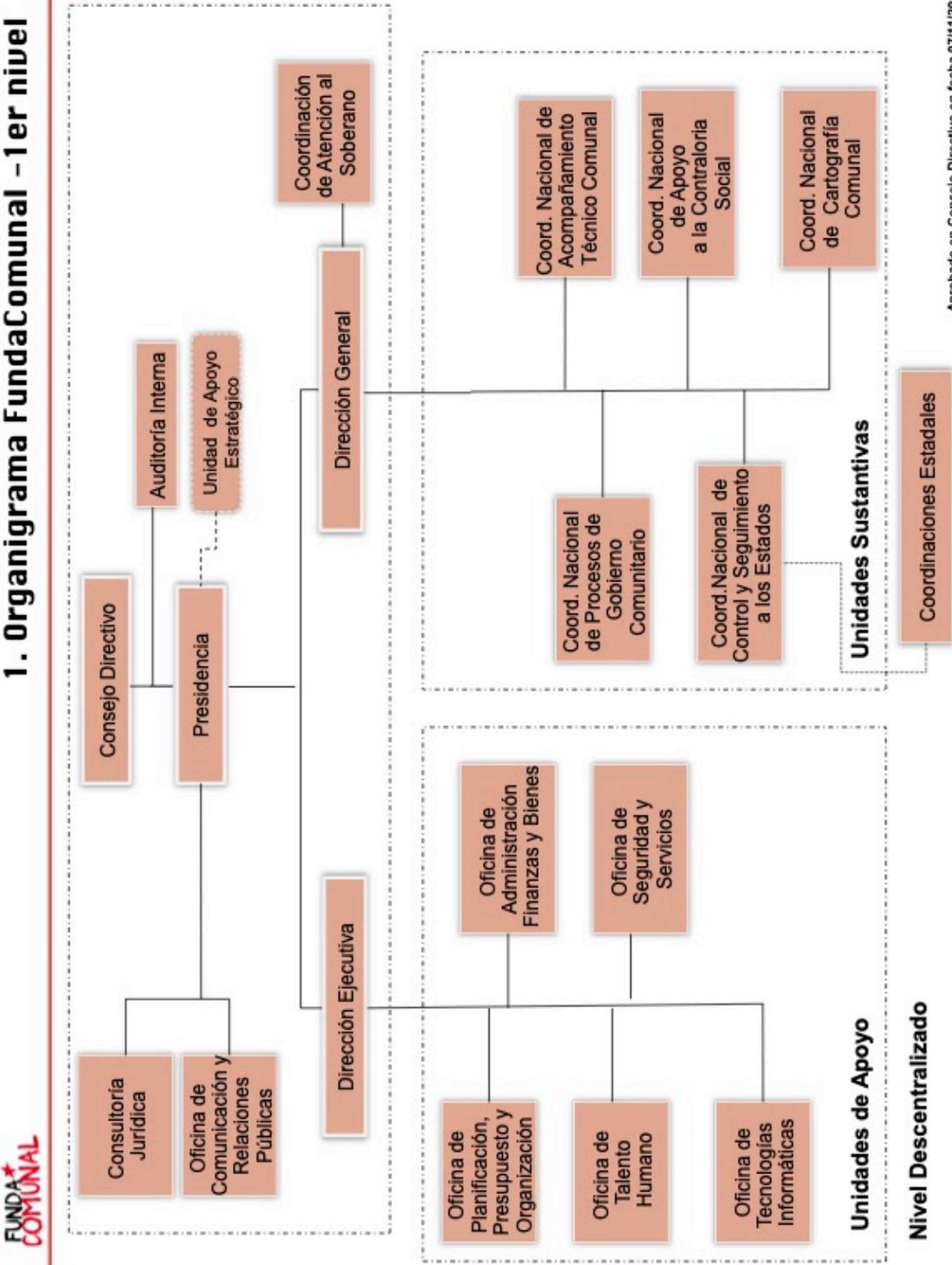
Se dicen espacios de observación, pero en realidad se trata de un proceso que conlleva la observación de los procesos de trabajo entre los distintos actores presentes en la labor de FUNDACOMUNAL, junto al posterior contraste con entrevistas y discusiones sobre los procesos observados. No habría introspección posible si la reflexión sobre esta acción se diera solo a través de la observación. Así, el contraste con el relato de la acción, con la experiencia puesta en palabras de sus actores se convierte en parte esencial para la comprensión de los procesos de la Fundación.

El procesamiento de la información:

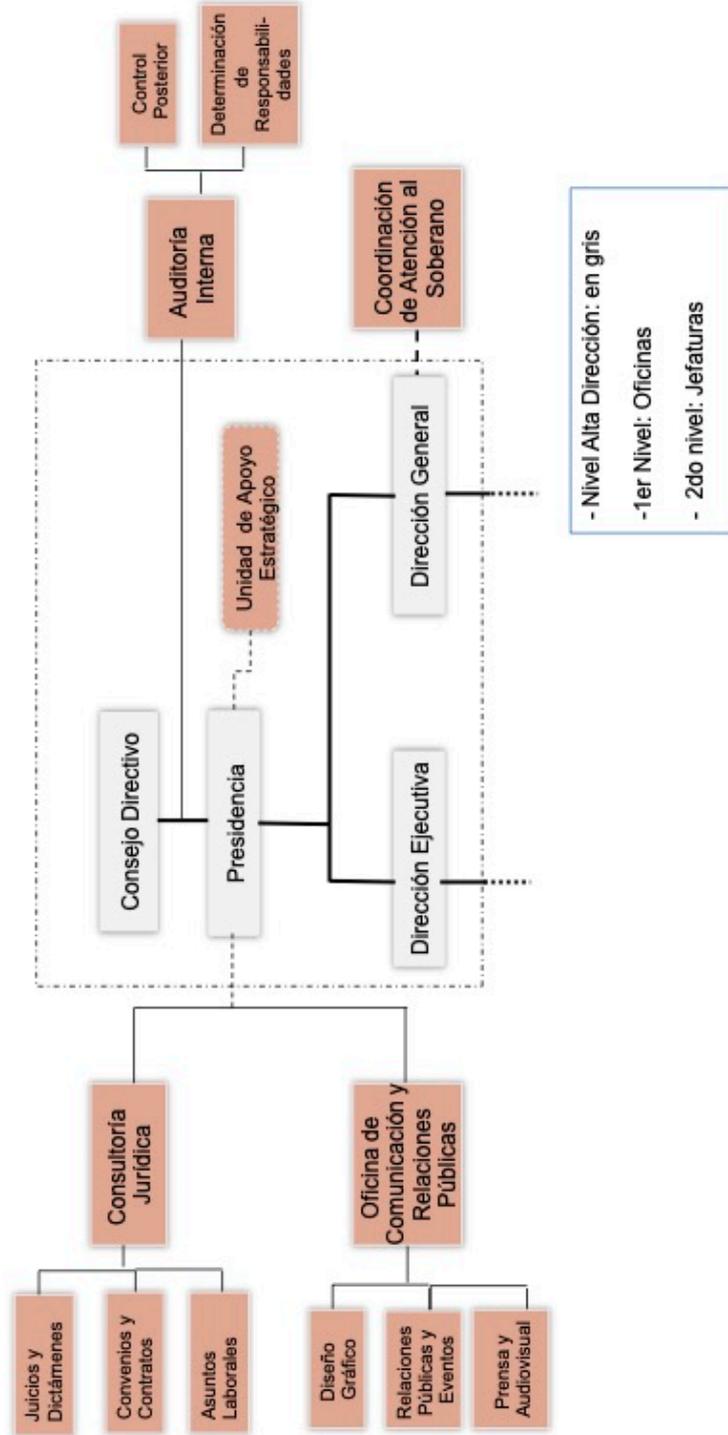
Tras un primer tiempo de recolección de información, el proyecto plantea un momento de procesamiento de información, tras del cual se propone un producto final en el que los análisis de los procesos objetivos de la acción de FUNDACOMUNAL se pongan al uso de la reflexión sobre “las grandes preguntas” sobre las cuales se basa su acción. Es el momento final en el que – dentro de las capacidades de la investigación – se expondrá como la proposición de “Sistematización y Comunicación Popular” como herramientas metodológicas actúan en el objetivo final de la construcción del Estado Comunal.

En el estado final de la investigación, ella también es puesta bajo la mira de sus encuestados. El *feed-back* de quienes se encuentran a diario en el terreno es esencial para la utilidad de este tipo de trabajo. Un proyecto de investigación no puede pretender ser una realidad en sí mismo, sino que debe adjudicarse a su posición de bosquejo, de reflejo necesariamente incompleto de la complejidad de la sociedad. Y es precisamente el cotejo con su público el que le coloca en su posición de utilidad y limitación, la cual es su justa y única pretensión. Una pequeña mano que quiere colocar un grano de arena más para seguir construyendo Revolución.

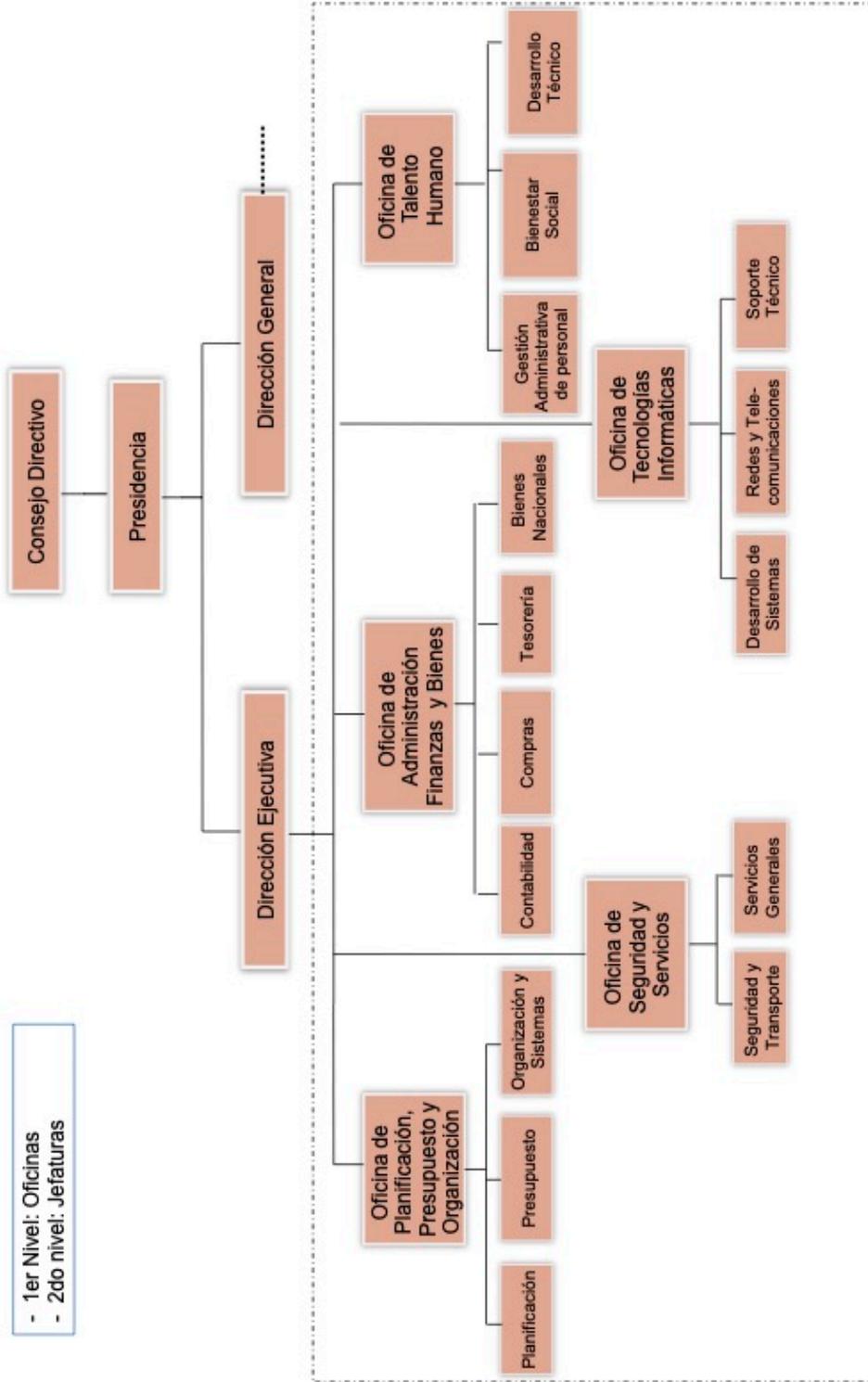
Organigramme de Fundacomunal



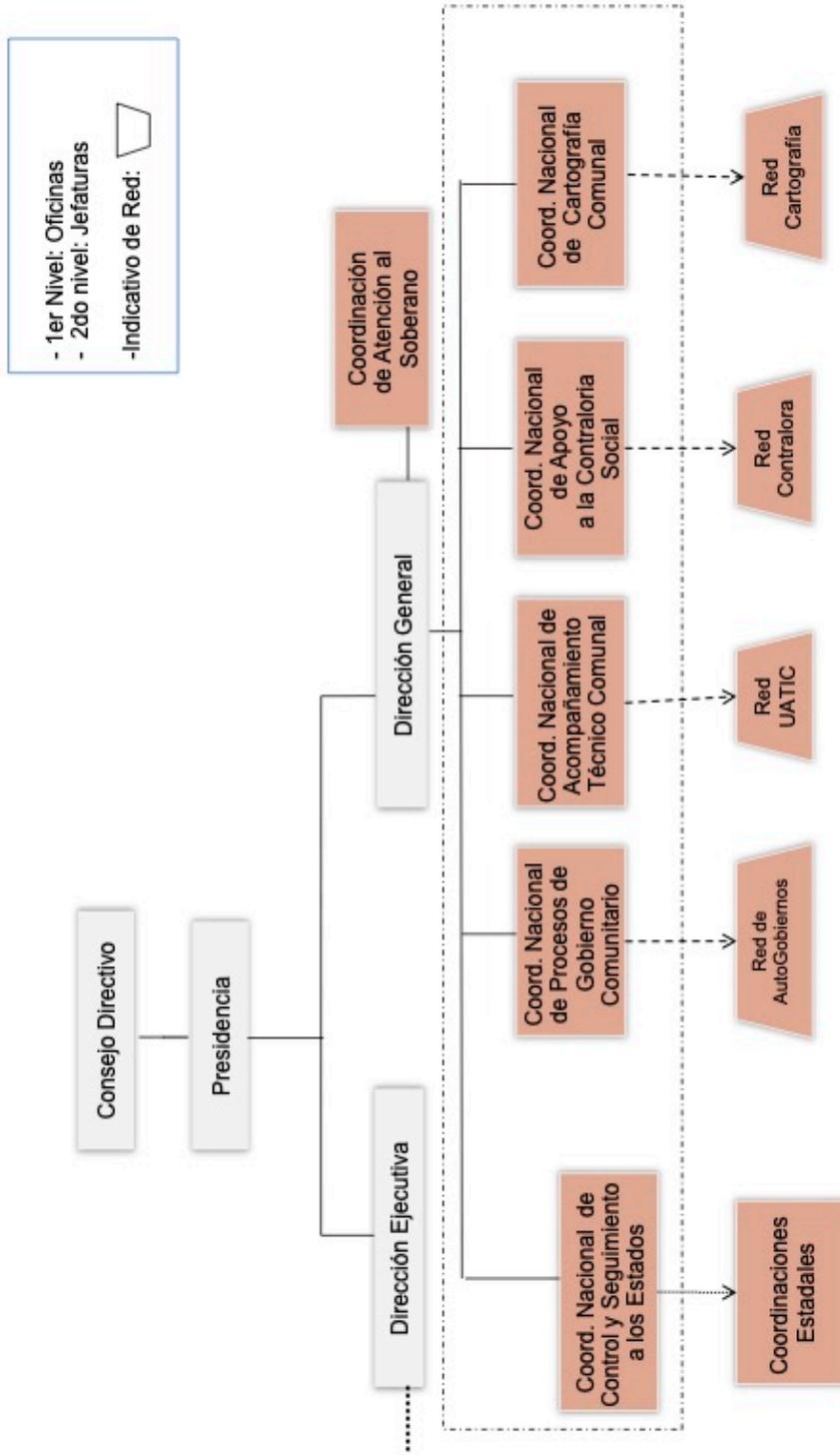
2. Estructura organizativa FundaComunal - Alta Dirección y unidades de apoyo (dos niveles)



3. Estructura organizativa FundaComunal- Unidades de Apoyo (dos niveles)



4. Estructura organizativa FundaComunal - Unidades Sustantivas (dos niveles)



Nivel Descentralizado

Loi organique de Pouvoir populaire



LEY ORGÁNICA DEL PODER POPULAR

Ministerio del Poder Popular
para la Comunicación y la Información

LEY ORGÁNICA DEL PODER POPULAR

Ministerio del Poder Popular para la Comunicación
y la Información; Av. Universidad, Esq. El Chorro,
Torre Ministerial, pisos 9 y 10. Caracas-Venezuela.
www.minci.gob.ve / publicaciones@minci.gob.ve

LA ASAMBLEA NACIONAL
DE LA REPÚBLICA BOLIVARIANA
DE VENEZUELA

Decreta
la siguiente,

DIRECTORIO
Presidente de la República Bolivariana de Venezuela
Hugo Rafael Chávez Frías
**Ministro del Poder Popular para la Comunicación
y la Información**
Ernesto Villegas Poljak
Viceministro de Estrategia Comunicacional
Edgar Padrón
Viceministra de Gestión Comunicacional
Lídice Altuve

Corrección
Iris Yglesias
Diagramación
Saira Arias
Diseño portada
Arturo Casal

Depósito legal: IF87120113403811
Impreso en la República Bolivariana de Venezuela.
Noviembre, 2012

LEY ORGÁNICA
DEL PODER POPULAR

Capítulo I

Disposiciones generales

Objeto

Artículo 1. La presente Ley tiene por objeto desarrollar y consolidar el Poder Popular, generando condiciones objetivas a través de los diversos medios de participación y organización establecidos en la Constitución de la República, en la ley y los que surjan de la iniciativa popular, para que los ciudadanos y ciudadanas ejerzan el pleno derecho a la soberanía, la democracia participativa, protagónica y corresponsable, así como a la constitución de formas de autogobierno comunitarias y comunales, para el ejercicio directo del poder.

Poder Popular

Artículo 2. El Poder Popular es el ejercicio pleno de la soberanía por parte del pueblo

en lo político, económico, social, cultural, ambiental, internacional, y en todo ámbito del desenvolvimiento y desarrollo de la sociedad, a través de sus diversas y disímiles formas de organización, que edifican el estado comunal.

Dimensión

Artículo 3. El Poder Popular se fundamenta en el principio de soberanía y el sentido de progresividad de los derechos contemplados en la Constitución de la República, cuyo ejercicio y desarrollo está determinado por los niveles de conciencia política y organización del pueblo.

Finalidad

Artículo 4. El Poder Popular tiene por finalidad garantizar la vida y el bienestar social del pueblo, mediante la creación de mecanismos para su desarrollo social y espiritual, procurando la igualdad de condiciones para que todos y todas desarrollen

libremente su personalidad, dirijan su destino, disfruten los derechos humanos y alcancen la suprema felicidad social; sin discriminaciones por motivos de origen étnico, religioso, condición social, sexo, orientación sexual, identidad y expresión de género, idioma, opinión política, nacionalidad u origen, edad, posición económica, condición de discapacidad o cualquier otra circunstancia personal, jurídica o social, que tenga por resultado anular o menoscabar el reconocimiento, goce o ejercicio de los derechos humanos y garantías constitucionales.

Principios y valores

Artículo 5. La organización y participación del pueblo en el ejercicio de su soberanía se inspira en la doctrina del Libertador Simón Bolívar, y se rige por los principios y valores socialistas de: democracia participativa y protagónica, interés colectivo, equidad, justicia, igualdad social y de género, complementarie-

dad, diversidad cultural, defensa de los derechos humanos, corresponsabilidad, cogestión, autogestión, cooperación, solidaridad, transparencia, honestidad, eficacia, eficiencia, efectividad, universalidad, responsabilidad, deber social, rendición de cuentas, control social, libre debate de ideas, voluntariedad, sustentabilidad, defensa y protección ambiental, garantía de los derechos de la mujer, de los niños, niñas y adolescentes, y de toda persona en situación de vulnerabilidad, defensa de la integridad territorial y de la soberanía nacional.

Ámbito de aplicación

Artículo 6. Las disposiciones de la presente Ley son aplicables a todas las organizaciones, expresiones y ámbitos del Poder Popular, ejercidas directa o indirectamente por las personas, las comunidades, los sectores sociales, la sociedad en general y las situaciones que afecten

- comunitarios, comunales y los sistemas de agregación que de los mismos surjan.
3. Fortalecer la cultura de la participación en los asuntos públicos para garantizar el ejercicio de la soberanía popular.
 4. Promover los valores y principios de la ética socialista: la solidaridad, el bien común, la honestidad, el deber social, la voluntariedad, la defensa y protección del ambiente y los derechos humanos.
 5. Coadyuvar con las políticas de Estado en todas sus instancias, con la finalidad de actuar coordinadamente en la ejecución del Plan de Desarrollo Económico y Social de la Nación y los demás planes que se establezcan en cada uno de los niveles político-territoriales y las instancias político-administrativas que la ley establezca.
 6. Establecer las bases que permitan al pueblo organizado el ejercicio de la con-

el interés colectivo, acatando el principio de legalidad en la formación, ejecución y control de la gestión pública.

Fines del Poder Popular

Artículo 7. El Poder Popular tiene como fines:

1. Impulsar el fortalecimiento de la organización del pueblo, en función de consolidar la democracia protagónica revolucionaria y construir las bases de la sociedad socialista, democrática, de derecho y de justicia.
2. Generar las condiciones para garantizar que la iniciativa popular, en el ejercicio de la gestión social, asuma funciones, atribuciones y competencias de administración, prestación de servicios y ejecución de obras, mediante la transferencia desde los distintos entes político-territoriales hacia los autogobiernos

- traloría social para asegurar que la inversión de los recursos públicos se realice de forma eficiente para el beneficio colectivo; y vigilar que las actividades del sector privado con incidencia social se desarrollen en el marco de las normativas legales de protección a los usuarios y consumidores.
7. Profundizar la corresponsabilidad, la autogestión y la cogestión.

Definiciones

Artículo 8. A los efectos de la presente Ley se entiende por:

1. **Asamblea de ciudadanos y ciudadanas:** Máxima instancia de participación y decisión de la comunidad organizada, conformada por la integración de personas con cualidad jurídica, según la ley que regule la forma de participación, para el ejercicio directo del poder

y protagonismo popular, cuyas decisiones son de carácter vinculante para la comunidad, las distintas formas de organización, el gobierno comunal y las instancias del Poder Público, de acuerdo a lo que establezcan las leyes que desarrollen la constitución, organización y funcionamiento de los autogobiernos comunitarios, comunales y los sistemas de agregación que de estos surjan.

2. **Autogestión:** Conjunto de acciones mediante las cuales las comunidades organizadas asumen directamente la gestión de proyectos, ejecución de obras y prestación de servicios para mejorar la calidad de vida en su ámbito geográfico.
3. **Cogestión:** Proceso mediante el cual las comunidades organizadas coordinan con el Poder Público, en cualquiera de sus niveles e instancias, la gestión conjunta para la ejecución de obras y prestación de servicios necesarios

rios para mejorar la calidad de vida en su ámbito geográfico.

4. **Comunidad:** Núcleo espacial básico e indivisible constituido por personas y familias que habitan en un ámbito geográfico determinado, vinculadas por características e intereses comunes que comparten una historia, necesidades y potencialidades culturales, económicas, sociales, territoriales y de otra índole.
5. **Comunidad organizada:** Constituida por las expresiones organizativas populares, consejos de trabajadores y trabajadoras, de campesinos y campesinas, de pescadores y pescadoras y cualquier otra organización social de base, articulada a una instancia del Poder Popular debidamente reconocida por la ley y registrada en el Ministerio del Poder Popular con competencia en materia de participación ciudadana.

6. **Control social:** Es el ejercicio de la función de prevención, vigilancia, supervisión, acompañamiento y control, practicado por los ciudadanos y ciudadanas de manera individual o colectiva sobre la gestión del Poder Público y de las instancias del Poder Popular, así como de las actividades privadas que afecten el interés colectivo.
7. **Corresponsabilidad:** Responsabilidad compartida entre los ciudadanos y ciudadanas y las instituciones del Estado en el proceso de formación, ejecución, control y evaluación de la gestión social, comunitaria y comunal, para el bienestar de las comunidades organizadas.
8. **Estado comunal:** Forma de organización político social, fundada en el Estado democrático y social de derecho y de justicia establecido en la Constitución de la República, en la cual el poder es ejercido directamente por el pueblo,

con un modelo económico de propiedad social y de desarrollo endógeno sustentable, que permita alcanzar la suprema felicidad social de los venezolanos y venezolanas en la sociedad socialista. La célula fundamental de conformación del estado comunal es la Comuna.

9. **Instancias del Poder Popular:** Constituidas por los diferentes sistemas de agregación comunal y sus articulaciones, para ampliar y fortalecer la acción del autogobierno comunal: consejos comunales, comunas, ciudades comunales, federaciones comunales, confederaciones comunales y las que, de conformidad con la Constitución de la República, la ley que regule la materia y su reglamento surjan de la iniciativa popular.
10. **Organizaciones de base del Poder Popular:** Son aquellas constituidas por ciudadanos y ciudadanas para la búsqueda del bienestar colectivo.

11. Planificación participativa: Forma de participación de los ciudadanos y ciudadanas en el diseño, formulación, ejecución, evaluación y control de las políticas públicas.

12. Presupuesto participativo: Mecanismo mediante el cual los ciudadanos y ciudadanas proponen, deliberan y deciden sobre la formulación, ejecución, control y evaluación de los presupuestos públicos, con el propósito de materializar los proyectos que permitan el desarrollo de las comunidades y el bienestar social general.

13. Sistema económico comunal: Conjunto de relaciones sociales de producción, distribución, intercambio y consumo de bienes y servicios, así como de saberes y conocimiento, desarrolladas por las instancias del Poder Popular, el Poder Público, o por acuerdo entre am-

bos, a través de organizaciones socio-productivas bajo formas de propiedad social comunal.

14. Socialismo: Es un modo de relaciones sociales de producción centrado en la convivencia solidaria y la satisfacción de necesidades materiales e intangibles de toda la sociedad, que tiene como base fundamental la recuperación del valor del trabajo como productor de bienes y servicios para satisfacer las necesidades humanas y lograr la suprema felicidad social y el desarrollo humano integral. Para ello es necesario el desarrollo de la propiedad social sobre los factores y medios de producción básicos y estratégicos que permita que todas las familias, ciudadanos venezolanos y ciudadanas venezolanas posean, usen y disfruten de su patrimonio, propiedad individual o familiar, y ejerzan el pleno goce

de sus derechos económicos, sociales, políticos y culturales.

Capítulo II

De las organizaciones y expresiones organizativas del Poder Popular

De las organizaciones del Poder Popular

Artículo 9. Las organizaciones del Poder Popular son las diversas formas del pueblo organizado, constituidas desde la localidad o de sus referentes cotidianos por iniciativa popular, que integran a ciudadanos y ciudadanas con objetivos e intereses comunes, en función de superar dificultades y promover el bienestar colectivo, para que las personas involucradas asuman sus derechos, deberes y desarrollen niveles superiores de conciencia política. Las organizaciones del Poder Popular ac-

tuarán democráticamente y procurarán el consenso popular entre sus integrantes.

De las expresiones organizativas del Poder Popular

Artículo 10. Las expresiones organizativas del Poder Popular son integraciones de ciudadanos y ciudadanas con objetivos e intereses comunes, constituidas desde la localidad, de sus referentes cotidianos de ubicación o espacios sociales de desenvolvimiento, que de manera transitoria y en base a los principios de solidaridad y cooperación, procuran el interés colectivo.

Fines

Artículo 11. Las organizaciones y expresiones organizativas del Poder Popular tienen como fines:

1. Consolidar la democracia participativa y protagónica, en función de la insurgencia del Poder Popular como hecho

histórico para la construcción de la sociedad socialista, democrática, de derecho y de justicia.

2. Impulsar el desarrollo y consolidación del sistema económico comunal, mediante la constitución de organizaciones socio-productivas, para la producción de bienes y servicios destinados a la satisfacción de necesidades sociales, el intercambio de saberes y conocimientos, así como la reinversión social del excedente.
3. Promover la unidad, la solidaridad, la supremacía de los intereses colectivos sobre los intereses individuales y el consenso en sus áreas de influencia.
4. Fomentar la investigación y difusión de los valores, tradiciones históricas y culturales de las comunidades.
5. Ejercer la contraloría social.

ción del Poder Popular en el desarrollo de su soberanía, mediante el ejercicio directo por parte de las comunidades organizadas, de la formulación, ejecución y control de funciones públicas, de acuerdo a la ley que regula la materia.

Instancias del Poder Popular

Artículo 15. Las instancias del Poder Popular para el ejercicio del autogobierno son:

1. **El consejo comunal**, como instancia de participación, articulación e integración entre los ciudadanos, ciudadanas y las diversas organizaciones comunitarias, movimientos sociales y populares, que permiten al pueblo organizado ejercer el gobierno comunitario y la gestión directa de las políticas públicas y proyectos orientados a responder a las necesidades, potencialidades y aspiraciones de las comunidades, en la construcción del nuevo modelo de sociedad socialista de igualdad, equidad y justicia social.

Constitución de las organizaciones del Poder Popular

Artículo 12. Las organizaciones del Poder Popular se constituyen por iniciativa de los ciudadanos y ciudadanas, de acuerdo con su naturaleza, por intereses comunes, necesidades, potencialidades y cualquier otro referente común, según lo establecido en la ley que rija el área de su actividad.

Constitución de las expresiones del Poder Popular

Artículo 13. Las expresiones del Poder Popular se constituyen, por iniciativa popular y como respuesta a las necesidades y potencialidades de las comunidades, de conformidad con la Constitución de la República y la ley.

Autogobiernos

Artículo 14. El autogobierno comunal y los sistemas de agregación que surjan entre sus instancias son un ámbito de actua-

2. **La comuna**, espacio socialista que como entidad local es definida por la integración de comunidades vecinas con una memoria histórica compartida, rasgos culturales, usos y costumbres que se reconocen en el territorio que ocupan y en las actividades productivas que le sirven de sustento y sobre el cual ejercen los principios de soberanía y participación protagónica como expresión del Poder Popular, en concordancia con un régimen de producción social y el modelo de desarrollo endógeno y sustentable contemplado en el Plan de Desarrollo, Económico y Social de la Nación.

3. **La ciudad comunal**, constituida por iniciativa popular mediante la agregación de varias comunas en un ámbito territorial determinado.

4. **Los sistemas de agregación comunal**, que por iniciativa popular surjan entre los consejos comunales y entre las comunas.

De la revocatoria de los mandatos
Artículo 16. Las vocerías de todas las instancias del Poder Popular, electas por votación popular, son revocables a partir del cumplimiento de la mitad del período de gestión correspondiente, en las condiciones que establece la ley.

Capítulo III **Ámbitos del Poder Popular**

Planificación de políticas públicas
Artículo 17. La planificación de políticas públicas, en los términos establecidos en la ley que regula la materia, es un ámbito de actuación del Poder Popular que asegura, mediante la acción de gobierno compartida entre la institucionalidad pública y las instancias del Poder Popular, el cumplimiento de los lineamientos estratégicos del Plan de Desarrollo Económico

Desarrollo Económico y Social de la Nación y la ley que regula la materia.

Contraloría social
Artículo 19. La contraloría social es un ámbito de actuación del Poder Popular para ejercer la vigilancia, supervisión, acompañamiento y control sobre la gestión del Poder Público, las instancias del Poder Popular y las actividades del sector privado que afecten el bienestar común, practicado por los ciudadanos y ciudadanas de manera individual o colectiva, en los términos establecidos en la ley que regula la materia.

Ordenación y gestión del territorio
Artículo 20. La ordenación y gestión del territorio es un ámbito de actuación del Poder Popular, mediante la participación de las comunidades organizadas, a través de sus voceros o voceras, en las distintas actividades del proceso de ordenación y

y Social de la Nación, para el empleo de los recursos públicos en la consecución, coordinación y armonización de los planes, programas y proyectos a través de los cuales se logre la transformación del país, el desarrollo territorial equilibrado y la justa distribución de la riqueza.

Economía comunal
Artículo 18. La economía comunal es un ámbito de actuación del Poder Popular que permite a las comunidades organizadas la constitución de entidades económico-financieras y medios de producción, para la producción, distribución, intercambio y consumo de bienes y servicios, así como de saberes y conocimientos, desarrollados bajo formas de propiedad social comunal, en pro de satisfacer las necesidades colectivas, la reinversión social del excedente y contribuir al desarrollo social integral del país, de manera sustentable y sostenible, de acuerdo con lo establecido en el Plan de

gestión del territorio, en los términos establecidos en la ley que regula la materia.

Justicia comunal
Artículo 21. La justicia comunal es un ámbito de actuación del Poder Popular, a través de medios alternativos de justicia de paz que promueven el arbitraje, la conciliación, la mediación y cualquier otra forma de solución de conflictos ante situaciones derivadas directamente del ejercicio del derecho a la participación y a la convivencia comunal, de acuerdo a los principios constitucionales del Estado democrático y social de derecho y de justicia, y sin contravenir las competencias legales propias del sistema de justicia ordinario.

Jurisdicción especial comunal
Artículo 22. La ley que regule la jurisdicción especial comunal establecerá la organización, el funcionamiento, los procedi-

mientos y normas de la justicia comunal, así como su jurisdicción especial.

La actuación de la jurisdicción comunal estará enmarcada dentro de los principios de justicia gratuita, accesible, imparcial, idónea, transparente, autónoma, independiente, responsable, equitativa y expedita, sin dilaciones indebidas y sin formalismos por reposiciones inútiles.

Capítulo IV

De las relaciones del Poder Público con el Poder Popular

Poder Público y organización del Poder Popular

Artículo 23. Los órganos, entes e instancias del Poder Público promoverán, apoyarán y acompañarán las iniciativas populares para la constitución, desarrollo y consolidación de las diversas formas organizativas y de autogobierno del pueblo.

cas de carácter nacional, regional, local, comunal y comunitario.

Correspondencia e igualdad

Artículo 26. Las relaciones del Estado y el Poder Popular se rigen por los principios de igualdad, integridad territorial, cooperación, solidaridad, concurrencia y corresponsabilidad, en el marco del sistema federal descentralizado consagrado en la Constitución de la República.

Transferencia de competencias

Artículo 27. La República, los estados y municipios, de acuerdo con la ley que rige el proceso de transferencia y descentralización de competencias y atribuciones, transferirán a las comunidades organizadas, a las comunas y a los sistemas de agregación que de éstas surjan; funciones de gestión, administración, control de servicios y ejecución de obras atribuidos a aquéllos por la Constitución de la República, para mejorar

Actuaciones de los órganos y entes del Poder Público

Artículo 24. Todos los órganos, entes e instancias del Poder Público guiarán sus actuaciones por el principio de gobernar obedeciendo, en relación con los mandatos de los ciudadanos, ciudadanas y de las organizaciones del Poder Popular, de acuerdo a lo establecido en la Constitución de la República y las leyes.

Planificación y coordinación nacional

Artículo 25. El Poder Ejecutivo Nacional, conforme a las iniciativas de desarrollo y consolidación originadas desde el Poder Popular, planificará, articulará y coordinará acciones conjuntas con las organizaciones sociales, las comunidades organizadas, las comunas y los sistemas de agregación y articulación que surjan entre ellas, con la finalidad de mantener la coherencia con las estrategias y políti-

la eficiencia y los resultados en beneficio del colectivo.

Transferencia de las comunas a las organizaciones populares

Artículo 28. Los gobiernos de las comunas podrán transferir la gestión, la administración y la prestación de servicios a las diferentes organizaciones del Poder Popular. Las organizaciones de base del Poder Popular harán las respectivas solicitudes formales, cumpliendo con las condiciones previas y requisitos establecidos en las leyes que regulen la materia.

Simplificación de trámites

Artículo 29. Los órganos y entes del Poder Público, en sus relaciones con el Poder Popular, darán preferencia a las comunidades organizadas, a las comunas y a los sistemas de agregación y articulación que surjan entre ellas, en atención a los requerimientos que las mismas formulen

para la satisfacción de sus necesidades y el ejercicio de sus derechos, en los términos y lapsos que establece la ley.

Procesos de contrataciones públicas

Artículo 30. Los órganos, entes e instancias del Poder Público, en sus diferentes niveles político-territoriales, adoptarán medidas para que las organizaciones socioproductivas de propiedad social comunal gocen de prioridad y preferencia en los procesos de contrataciones públicas para la adquisición de bienes, prestación de servicios y ejecución de obras.

Exenciones

Artículo 31. Las instancias y organizaciones de base del Poder Popular contempladas en la presente Ley estarán exentas de todo tipo de pagos de tributos nacionales y derechos de registro. Se podrá establecer mediante leyes y ordenanzas de los estados y municipios, respectivamen-

so de ciento ochenta días contados a partir de su publicación de la Gaceta Oficial de la República Bolivariana de Venezuela.

Segunda. Hasta tanto se dicte el Reglamento de la presente Ley, el Ministerio del Poder Popular con competencia en materia de participación ciudadana, con sujeción a sus disposiciones, queda encargado de establecer los lineamientos en lo relativo al funcionamiento de las instancias y organizaciones del Poder Popular preexistentes a la vigencia de la misma.

Tercera. El ejercicio de la participación del pueblo y el estímulo a la iniciativa y organización del Poder Popular, establecidos en la presente Ley, se aplicarán en los pueblos y comunidades indígenas, de acuerdo a sus usos, costumbres y tradiciones.

Cuarta. Quedan derogadas todas aquellas disposiciones legales que coliden con las disposiciones de la presente Ley.

te, las exenciones aquí previstas para las instancias y organizaciones de base del Poder Popular.

Registro

Artículo 32. Las instancias y organizaciones del Poder Popular, reconocidas conforme a la presente Ley, adquieren su personalidad jurídica mediante el registro ante el Ministerio del Poder Popular con competencia en materia de participación ciudadana, atendiendo a los procedimientos que se establezcan en el Reglamento de la presente Ley.

DISPOSICIONES FINALES

Primera. Las instancias y organizaciones del Poder Popular preexistentes a la entrada en vigencia de la presente Ley adecuarán su organización y funcionamiento a las disposiciones de la misma, en un lap-

Quinta. Esta Ley entrará en vigencia a partir de su publicación en la Gaceta Oficial de la República Bolivariana de Venezuela.

Dada, firmada y sellada en el Palacio Federal Legislativo, sede de la Asamblea Nacional, en Caracas, a los nueve días del mes de diciembre de dos mil diez. Año 200° de la Independencia y 151° de la Federación.

CILIA FLORES

Presidenta de la Asamblea Nacional

DARÍO VIVAS VELASCO

Primer Vicepresidente

MARELIS PÉREZ MARCANO

Segunda Vicepresidenta

IVÁN ZERPA GUERRERO

Secretario

VÍCTOR CLARK BOSCÁN

Subsecretario

Promulgación de la Ley Orgánica del Poder Popular de conformidad con lo previsto en el artículo 213 de la Constitución de la República Bolivariana de Venezuela. Palacio de Miraflores, en Caracas, a los veintiún días del mes de diciembre de dos mil diez. Años 200° de la Independencia, 151° de la Federación y 11° de la Revolución Bolivariana.

Cumplase.
(L.S.)

HUGO CHÁVEZ FRÍAS

Refrendado
El Vicepresidente Ejecutivo
(L.S.)

ELÍAS JAUA MILANO

Refrendado
El Ministro del Poder Popular del Despacho de la Presidencia
(L.S.)

FRANCISCO JOSÉ AMELIACH ORTA

Refrendado
El Ministro del Poder Popular para Relaciones Internas y Justicia
(L.S.)

TARECK EL AISSAMI

Refrendado
El Ministro del Poder Popular para Relaciones Exteriores
(L.S.)

NICOLÁS MADURO MOROS

Refrendado
El Ministro del Poder Popular de Planificación y Finanzas
(L.S.)

JORGE GIORDANI

Refrendado
El Ministro del Poder Popular para la Defensa
(L.S.)

CARLOS JOSÉ MATA FIGUEROA

Refrendado
El Ministro del Poder Popular para el Comercio
(L.S.)

RICHARD SAMUEL CANAN

Refrendado
El Ministro del Poder Popular para las Industrias Básicas y Minería
(L.S.)

JOSÉ SALAMAT KHAN FERNÁNDEZ

Refrendado
El Ministro del Poder Popular para el Turismo
(L.S.)

ALEJANDRO ANTONIO FLEMING CABRERA

Refrendado
El Ministro del Poder Popular para la Agricultura y Tierras
(L.S.)

JUAN CARLOS LOYO HERNÁNDEZ

Refrendado
El Ministro del Poder Popular para la Educación Universitaria
(L.S.)

EDGARDO RAMÍREZ

Refrendado
La Ministra del Poder Popular para la Educación
(L.S.)

JENNIFER JOSEFINA GIL LAYA

Refrendado
La Ministra del Poder Popular para la Salud
(L.S.)

EUGENIA SADER CASTELLANOS

Refrendado
La Ministra del Poder Popular para el Trabajo y la Seguridad Social
(L.S.)

MARÍA CRISTINA IGLESIAS

Refrendado
El Ministro del Poder Popular para Transporte y Comunicaciones
(L.S.)

FRANCISCO JOSÉ GARCÉS DA SILVA

Refrendado
El Ministro del Poder Popular para Vivienda y Hábitat
(L.S.)

RICARDO ANTONIO MOLINA PEÑALOZA

Refrendado
El Ministro del Poder Popular para la Energía y Petróleo
(L.S.)

RAFAEL DARÍO RAMÍREZ CARREÑO

Refrendado
El Ministro del Poder Popular para el Ambiente
(L.S)
ALEJANDRO HITCHER MARVALDI

Refrendado
El Ministro del Poder Popular para Ciencia, Tecnología
e Industrias Intermedias
(L.S)
RICARDO JOSÉ MENÉNDEZ PRIETO

Refrendado
El Ministro del Poder Popular para la Comunicación
y la Información
(L.S)
ANDRÉS GUILLERMO IZARRA GARCÍA

Refrendado
La Ministra del Poder Popular para las Comunas
y Protección Social
(L.S)
ISIS OCHOA CAÑIZALEZ

Refrendado
El Ministro del Poder Popular para la Alimentación
(L.S)
CARLOS OSORIO ZAMBRANO

Refrendado
El Ministro de Estado para la Banca Pública
(L.S)
HUMBERTO RAFAEL ORTEGA DÍAZ

Refrendado
El Ministro de Estado para la Transformación
Revolucionaria de la Gran Caracas
(L.S)
FRANCISCO DE ASÍS SESTO NOVAS

Refrendado
El Encargado del Ministerio del Poder Popular
para la Cultura
(L.S)
FRANCISCO DE ASÍS SESTO NOVAS

Refrendado
El Ministro del Poder Popular para el Deporte
(L.S)
HECTOR RODRÍGUEZ CASTRO

Refrendado
La Ministra del Poder Popular para los Pueblos
Indígenas
(L.S)
NICIA MALDONADO MALDONADO

Refrendado
La Ministra del Poder Popular para la Mujer
y la Igualdad de Género
(L.S)
NANCY PÉREZ SIERRA

Refrendado
El Ministro del Poder Popular para Energía Eléctrica
(L.S)
ALI RODRÍGUEZ ARAQUE

ÍNDICE

| | |
|--|----|
| Capítulo I: Disposiciones generales | 7 |
| Capítulo II: de las organizaciones y expresiones organizativas del Poder Popular | 20 |
| Capítulo III: Ámbitos del Poder Popular ... | 26 |
| Capítulo IV: De las relaciones del Poder Público con el Poder Popular | 30 |
| DISPOSICIONES FINALES | 35 |

Distribución gratuita
OBSEQUIO
Gobierno Bolivariano



Proposition de territorialisation de la politique culturelle du Cabinet de culture du District capital (Présentation power point)

GABINETE CULTURAL DEL DISTRITO CAPITAL

Propuesta de Territorialización de la Política Cultural

Pensando desde el Plan de la Patria, tenemos la tarea y el derecho a:

- Fortalecer la conciencia y la organización sectorial y territorial de nuestro pueblo para la defensa integral de la patria (1.1.2.2)
- Profundizar el impulso a la transformación de las relaciones esenciales del pueblo con la naturaleza, con el Estado, con la sociedad, con el proceso de trabajo y con el pensamiento (2.2.1)
- Acelerar la promoción de la participación del pueblo en los sistemas comunales de agregación: Consejos Comunales, Salas de Batalla Social, Comunas Socialistas, Ciudades Comunales, Federaciones y Confederaciones Comunales, para el fortalecimiento de las capacidades locales de acción sobre aspectos territoriales, políticos, económicos, sociales, culturales, ecológicos y de seguridad y defensa de la soberanía nacional (2.3.1.1)

Ejes de Trabajo del MPPC

1. Es una política, no una gestión.
2. El sujeto de la política.
3. La política y el territorio.
4. Política revolucionaria es crítica de la economía política.
5. Acción cultural en la geopolítica internacional.

Ejes de Trabajo del MPPC

1. Es una política, no una gestión:
Construir política de manera colectiva y ejecutarla de igual forma. Nuestra política es revolucionaria y popular, en tanto que la construimos popularmente y en cuanto obedece a los intereses del pueblo venezolano. Nuestra política es chavista y bolivariana.

Ejes de Trabajo del MPPC

2. El sujeto de la política:
Una política popular y revolucionaria debe ser capaz de identificar un sujeto. Una política sin sujeto es realmente una gestión despolitizada. El campo de la cultura supone una significativa multiplicidad de sujetos, desde los más tradicionales hasta los emergentes. Crear las condiciones para que el sujeto se haga fuerte y ejerza poder

Ejes de Trabajo del MPPC

3. La política y el territorio:

La política cultural debe desplegarse con eficacia en el territorio. La cultura no está en un lugar ni existen lugares desprovistos de cultura. La cultura en revolución no es insensible a su entorno, se hace más fuerte en su relación con él, de él obtiene su vitalidad. Punto y círculo, como le llamaba el comandante Chávez, pero también barrio adentro. Que los espacios consagrados para las artes estén consagrados en primer lugar al pueblo venezolano. Recuperación de espacios abandonados, pero no concibiendo el espacio como un fin en sí mismo, sino como una oportunidad para promover la movilización y la organización.

Ejes de Trabajo del MPPC

4. Política revolucionaria es crítica de la economía política:

En nuestras circunstancias de tiempo y espacio, crítica de la economía significa crítica radical del rentismo. Desarrollar toda la potencia productiva en el campo de la cultura.

Ejes de Trabajo del MPPC

5. Acción cultural en la geopolítica internacional:

La identidad nuestro americana no es un atavismo: afianzarla es condición para nuestra emancipación y supervivencia. Debemos ser capaces de contar lo que somos: construir narrativas, sentido. Debemos transmitir la épica de un pueblo que lucha y vence a pesar de todas las adversidades.

Objetivo de la Propuesta

Generar y fortalecer una plataforma territorial que potencie la organización popular en función de la construcción de una política cultural comunal y liberadora.

¿Cómo hacerlo?

1. Reconociendo, visibilizando y registrando la existencia de divisiones y espacios político-territoriales donde se expresa la cultura, de manera organizada o no, espontánea, de creación individual y colectiva, popular y liberadora.

¿Cómo hacerlo?

2. Conformando Equipos locales, zonales, sectoriales, comunitarios, comunales y Parroquiales, entre otros

-

¿Cómo estamos organizando el Equipo Parroquial?

2 voceros estudiantiles parroquiales de comité de cultura (vocería elevada en asamblea de comunidad estudiantil).

Voceros de movimientos sociales (una vocería por movimiento, colectivo u organización).

Voceros de movimientos juveniles, urbanos, emergentes y culturales de la parroquia (una vocería por cada movimiento u organización).

5 Voceros de redes culturales (una vocería por teatro y circo, música, artesanía, artes plásticas, literatura).

¿Cómo estamos organizando el Equipo Parroquial?

1 Vocero de GPP.

1 Vocero de JGPP.

1 Vocero de PSUV.

1 Vocero de JPSUV.

1 Vocero del CPGPC.

¿Qué hacemos?

El Operador(a) Responsable del Equipo Parroquial: Garantiza las reuniones parroquiales convocando a todos los sujetos involucrados en ella. Registra los acuerdos de las reuniones, incorporando la asistencia de los participantes a cada una de ellas. Comunica al Gabinete Operativo (acompañante circuital) oportunamente las reuniones y las planificaciones que de éste se desprenden. Convoca a los integrantes (servidores) del equipo parroquial a las actividades, movilizaciones, reuniones, entre otras. Garantiza la conducción del Plan de la Misión Cultura en la parroquia.

¿Qué hacemos?

El Operador(a) Responsable de SNCP: Promueve y garantiza la incorporación de los sujetos que hacen vida en las redes culturales (artesanía, literatura, teatro y circo; danza, música, artes plásticas) a los equipos parroquiales, promoviendo los ejes estratégicos del SNCP como herramienta para la reivindicación de los hacedores de cultura, trascendiendo la lógica clientelar. Participa en las asambleas de cada red cultural, acompañando el espacio, respetando la autonomía del mismo. Garantiza que las programaciones respondan a las necesidades parroquiales. Confirma la presentación y realización de actividades, proyectos e iniciativas del SNCP en el territorio.

¿Qué hacemos?

Los integrantes del Colectivo Territorial son 8, a saber: 1 responsable de formación socio cultural (unidades artísticas, núcleos iniciales, otros). 1 responsable de investigación (circuitos, comités o colectivos de investigación). 1 responsable de emancipación económica (organizaciones productoras de bienes y servicios culturales). 1 responsable de empoderamiento socio-político (comités de cultura de comunas, consejos estudiantiles, entre otros). 1 responsable de agitación política territorial. 1 responsable de conservación, visibilización e incremento del patrimonio cultural y natural. 2 colaboradores

Acciones Inmediatas del Equipo Parroquial:

Para la Territorialización de la Política:

1. Ubicar en nuestras parroquias si existen instancias autónomas de organización popular que agrupen a los sujetos propuestos como integrantes e incorporarnos inmediatamente a estos espacios.

Ejemplo: Gabinete Cultural de San Agustín- casa la Alameda, Comuna Cultural de la Vega, Comuna Cultural del Paraíso)

Acciones Inmediatas del Equipo Parroquial:

Para la Territorialización de la Política:

1.1 Convocar a los sujetos propuestos como integrantes del equipo parroquial y realizar primera reunión.

En ambos casos, presentar la propuesta de Territorialización ante esa instancia y socializar el plan de agitación (campaña contragolpe) para la incorporación de sujetos en el mismo.

Acciones Inmediatas del Equipo Parroquial:

Para la Territorialización de la Política:

2. Realizar con todos los integrantes del equipo parroquial, el plan para la caracterización parroquial.

Acciones Inmediatas del Equipo Parroquial:

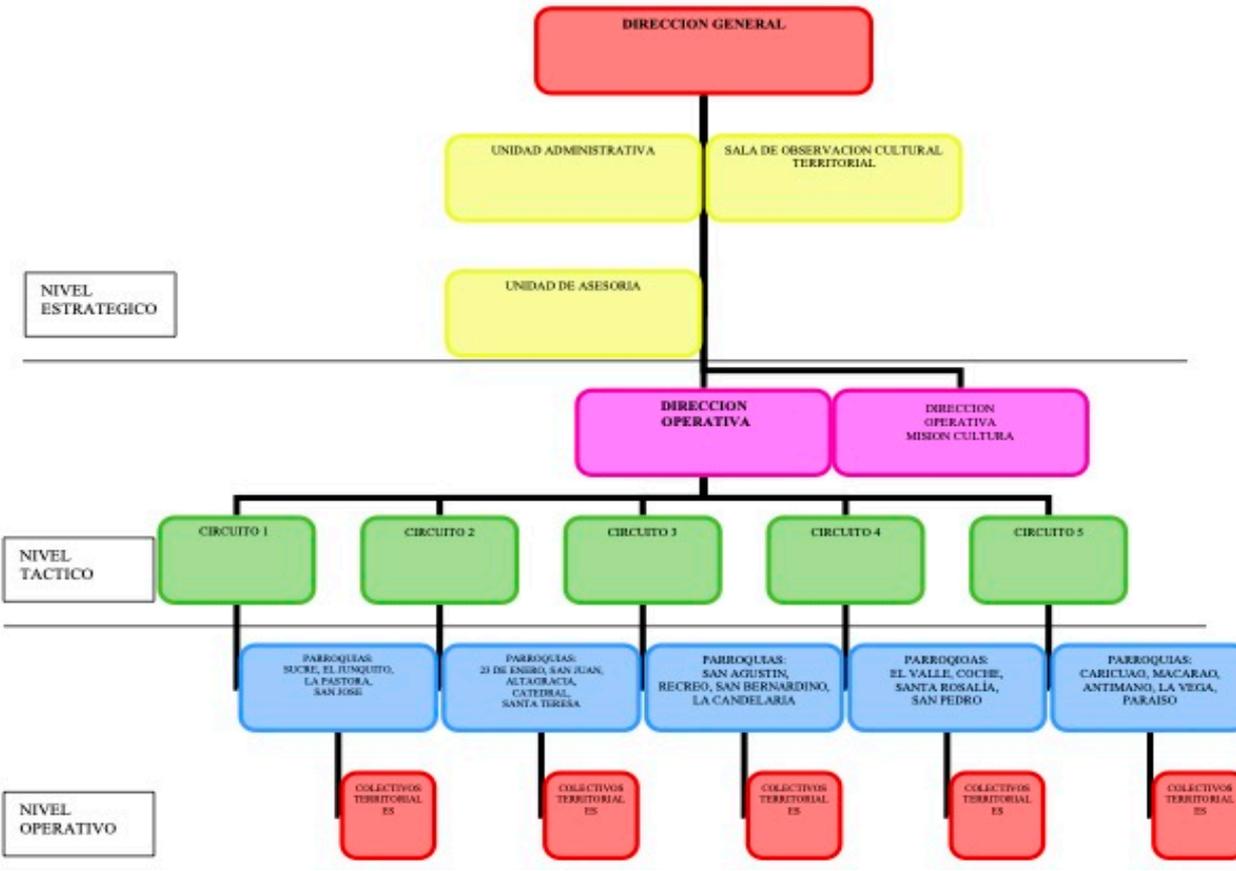
Para el Plan de agitación:

Llevar a cabo de manera coordinada y articulada el plan de agitación (campaña contragolpe)

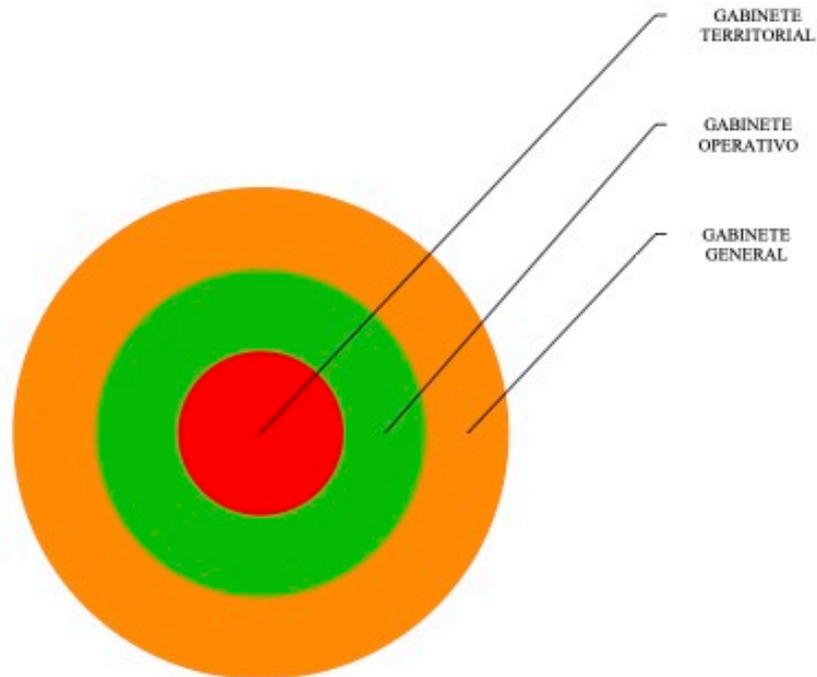
Proposition de restructuration du Cabinet de culture du District capital.

GABINETE CULTURAL DEL DISTRITO CAPITAL

ESTRUCTURA PROPUESTA



GABINETES DE FUNCIONAMIENTO



DESCRIPCION:

- **Gabinete:** es el espacio de coordinación, articulación, planificación, evaluación y seguimiento de la gestión cultural.
- **Gabinete Territorial:** Su centro de acción es o bien la Parroquia o bien el Colectivo Territorial. Aquí confluyen los Operadores Parroquiales, Facilitadores, Colaboradores Cubanos y los Animadores.
- **Gabinete Operativo:** Su centro son los circuitos territoriales. Convergen los Directores Operativos, tanto del GCDC como de la Misión Cultura, los Coordinadores Circuiales y la Coordinación de la Misión Cubana.
 - **Gabinete Operativo Ampliado:** Con la participación de las Parroquias.
- **Gabinete General:** Su eje de acción es el territorio del Distrito Capital. Participan: La Dirección General, los Directores Operativos, tanto del GCDC como de la Misión Cultura, la Unidad Administrativa, Asesores (HP) y la Sala de Observación Cultural Territorial.
 - **Gabinete General Ampliado:** Con la presencia de los voceros de los entes adscritos al Ministerio.

Affiche pour la commémoration des dix ans du discours de Chávez rejetant l'adhésion à l'Alca



Accords logistiques pour le campement de production de contenus Fabricio Ojeda (25 septembre 2015).

Acuerdos operativos : reunión hacia el Campamento de Producción de Contenidos « Fabricio Ojeda » :

1. Se tiene como objetivo lanzar la campaña para el 12 de octubre.
2. Por lo tanto se acuerda la fecha para el campamento siendo del 7 al 11 de octubre.
3. Las organizaciones darán cuenta en las próximas reuniones de sus capacidades en términos de insumos y recursos logísticos.
4. Se socializan los insumos del campamento organizado por Códigos Libres para darle continuidad al trabajo.
5. Se hará un listado de los medios de difusión del Movimiento Popular con los que se cuenta para la campaña.
6. Se hace a su vez un listado de las luchas legislativas del Movimiento Popular como insumo para la campaña.
7. La campaña crea insumos para la acción y la comunicación dentro y fuera del espacio digital. Esto implica un espacio para la construcción de “acontecimientos” que permitan hacer campaña en aquellos sectores donde el acceso a la tecnología y las redes es menos evidente.
8. El campamento reúne a comunicadores y a promotores de la campaña. De esta manera se logrará organizar desde el campamento la realización de la campaña una vez sea lanzada, y sobre todo el empuje en los Estados.
9. 15 organizaciones están convocadas al campamento. Para la próxima reunión cada una de ellas debe dar cuenta de la cantidad de personas que va a aportar al campamento, tomando en cuenta el cálculo de 150 personas como población total. Dentro de las personas propuestas por las organizaciones deben promoverse compañeros que se encarguen de la producción mediática (productor), y otros que organicen la producción de la campaña en sus territorios (organizador).
10. Dada la necesidad de insumos informativos, dentro del campamento se designará un equipo de investigación cuyo rol será el de producir estos insumos.

Caracas, 25 de septiembre 2015.

Design de bannières Facebook « LATE » pour la campagne *Cada latido cuenta*.

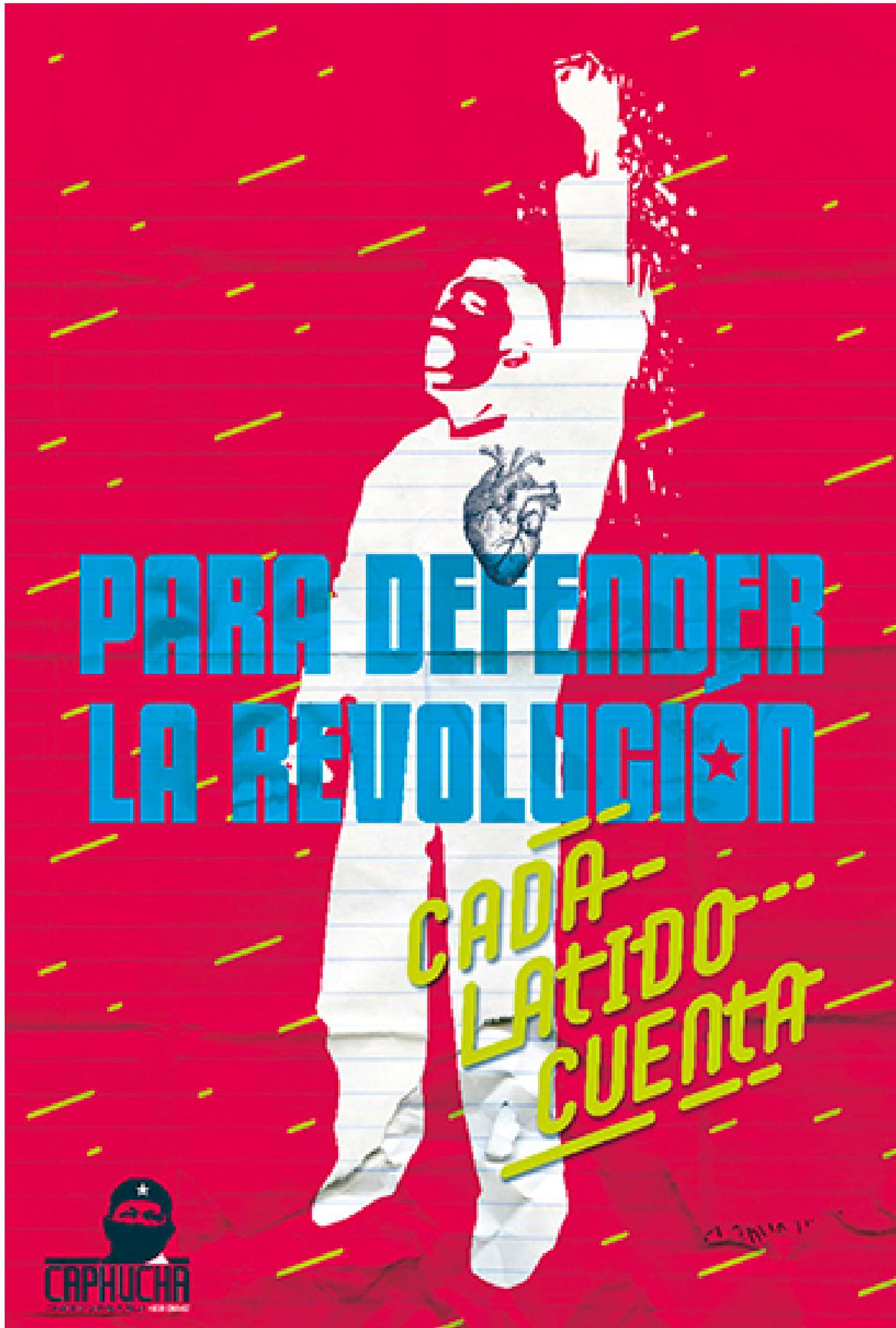


Document de travail du logo de la campagne *Cada latido cuenta*.

MONOCROMO



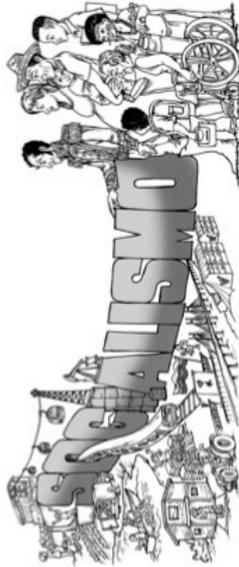
Affiche CAPHUCHA – *Cada latido cuenta.*



Programme de la patrie 2013-2019.

PROPUESTA DEL CANDIDATO DE LA PATRIA
COMANDANTE HUGO CHÁVEZ
Para la Gestión Bolivariana Socialista 2013-2019





Una vez más las circunstancias me colocan delante del pueblo para expresar el compromiso decidido y renovado con la defensa de la Independencia Nacional. Este es el tiempo, como nunca antes lo hubo, de darle rostro y sentido a la Patria Socialista por la que estamos luchando. Este Programa de Gobierno para el período 2013-2019 responde a la consecución de dichos supremos objetivos:

!!! **Independencia y Patria Socialista!!!**

Como decía nuestro Libertador en 1820: **Es imperturbable nuestra resolución de independencia o nada.** Independencia definitiva o nada debe ser la divisa de los bolivarianos y bolivarianas de hoy. Independencia definitiva es nuestra causa y nuestra tarea permanente.

La Independencia entendida desde el ahora, desde el aquí, nos obliga a ver hacia el pasado para encontrar el rumbo cierto hacia el porvenir. Es por eso que a la tesis reaccionaria de Imperio y de la burguesía apátrida, contra la Patria, nosotros y nosotras le oponemos la tesis combativa, creativa y liberadora de la Independencia y el socialismo como proyecto abierto y dialéctica construcción: la Independencia no ha terminado y la forjamos en nuestra lucha diaria y permanente.

Nos toca realizar plenamente el sueño libertario que nunca ha dejado de palpitar en la Patria y que hoy está latiendo de manera incesante. Así lo eren desde la fe combativa y la razón amorosa que me alienta: la herencia heroica nos obliga y tal exigencia es bandera y compromiso para nosotros y nosotras. Desde el tiempo que nos ha tocado vivir es preciso honrar los retos: tantos sacrificios no pueden ser en vano, hacerlos carne y sangre de la vida nueva tiene que seguir siendo el horizonte que nos llama y desafía.

II

Este es un programa de transición al socialismo y de radicalización de la democracia participativa y protagónica. Partimos del principio de que acelerar la transición pasa necesariamente por, valga la redundancia, acelerar el proceso de restitución del poder al pueblo. El vivo, efectivo y pleno ejercicio del poder popular protagónico es insustituible condición de posibilidad para el socialismo bolivariano del siglo XXI. Por eso mismo, es la base fundamental y el vértice principal del **Proyecto Nacional**. Si-

món **Bolívar. Primer Plan Socialista de Desarrollo Económico y Social de la Nación 2007-2013**; nuestra carta de navegación en este ciclo que está culminando, enfatiza rotundamente su papel estratégico. Papel estratégico que en el próximo ciclo debe acentuarse todavía más.

No nos llamemos a engaño: la formación socioeconómica que todavía prevalece en Venezuela es de carácter capitalista y rentista. Ciertamente, el socialismo apenas ha comenzado a implantar su propio dinamismo interno entre nosotros. Este es un programa precisamente para afianzarlo y profundizarlo; direccionado hacia una radical supresión de la lógica del capital que debe irse cumpliendo paso a paso, pero sin amorar el ritmo de avance hacia el socialismo.

Para avanzar hacia el socialismo, necesitamos de un poder popular capaz de desarticular las tramas de opresión, explotación y dominación que subsisten en la sociedad venezolana, capaz de configurar una nueva socialidad desde la vida cotidiana donde la fraternidad y la solidaridad corran parejas con la emergencia permanente de nuevos modos de planificar y producir la vida material de nuestro pueblo. Esto pasa por pulverizar completamente la forma de Estado burguesa que heredamos, la que aún se reproduce a través de sus viejas y nefastas prácticas, y darle continuidad a la invención de nuevas formas de gestión política.

Ahora bien, ¿cuál es el contexto nuestroamericano y mundial en el que estamos dándole vida a un modelo alternativo socialista? Es claro que Nuestra América vive un cambio de época que arrancó, y es justicia reconocerlo, con la llegada al poder de la Revolución Bolivariana: un cambio de época que se caracteriza por un cambio real y verdadero de las relaciones de poder a favor de las grandes mayorías. Es claro, también, que el sistema-mundo capitalista atraviesa por una crisis estructural que puede llegar a ser terminal: una crisis que, por su catástrofe magnitud, nos obliga políticamente, como diría Martí, a aclarar y prever cada día, como de hecho lo hemos venido haciendo, para minimizar sus impactos sobre Venezuela. Pero hay un signo alentador que quiero destacar: ha comenzado a sentar sus bases un sistema internacional multipolar que se orienta hacia ese gran principio que Bolívar llamara el equilibrio del universo.

III

Al presentar este programa, lo hago con el convencimiento de que

plia discusión en las bases populares, podremos perfeccionarlo, desatando toda su potencia creadora y liberadora.

Este es un programa que busca traspasar “la barrera del no retorno”. Para explicarlo con Antonio Gramsci, lo viejo debe terminar de morir definitivamente, para que el nacimiento de lo nuevo se manifieste en toda su plenitud.

La coherencia de este Programa de Gobierno responde a una línea de fuerza del todo decisiva: nosotros estamos obligados a traspasar la barrera del no retorno, a hacer irreversible el tránsito hacia el socialismo. Ciertamente es difícil precisar cuándo desatentará tan grandioso horizonte, pero debemos desplegar esfuerzos sensibles y bien dirigidos, para decirlo con Bolívar, en función de su advenimiento.

Refundarnos, como reza nuestra Carta Magna, es una necesidad que no admite demora alguna, ya que sin ese vital fundamento perderíamos la ocasión de concluir la gesta histórica y popular que nos antecede y ante la cual nos sentimos éticamente responsables. La consolidación de la V República Bolivariana y Socialista es la más bella y luminosa justificación de más de dos siglos de lucha y sacrificio.

Nuestro pasado, todo nuestro pasado, está vivo y nos enseña que hemos sido, y seguimos siendo, consecuencia de las adversidades; pero también nos señala que gracias a ellas hemos podido vislumbrar colectivamente lo que nos resulta impostergable, y que este Programa de Gobierno refleja cabalmente: tener Patria definitivamente; ganar una Patria independiente y soberana para nuestros hijos e hijas y los hijos de nuestros hijos e hijas; la Patria perpetua y feliz en la que siempre hemos querido vivir; la Patria Bolivariana y Socialista que, por mandato inexorable del destino, va a triunfar el próximo 7 de octubre de 2012, en la batalla de Carabobo del siglo XXI. Lo dice el **Edictante**: **“Todo lo que va a ocurrir después del sol, tiene su hora”**.

Construir esta Patria para que tú, compatriota, hombre, mujer, madre, padre, joven, niña, niño venezolano y venezolana puedas vivir bien, con justicia y dignidad es lo que anima mi lucha y es una de las principales razones que tengo para vivir, junto a mis seres más queridos, mi hijo, mis hijas, mis padres.

Les propongo que sigamos luchando, como decía nuestro cantor Ali Primera, “por la alborada de un mundo nuevo”, de una Patria Independiente y Socialista donde podamos vivir vi-

viendo, inspirados en los más altos valores del humanismo. En ello, yo, soldado tuyo, pueblo mío y amado, pongo todo mi corazón venezolano.

En Caracas, cuna del Libertador
Simón Bolívar, 12 de junio de 2012.

Hugo Chávez Frías

!!!Independencia y Patria Socialista!!!

!!!VIVIREMOS Y VENCEREMOS!!!





Este quinto gran objetivo histórico, convoca a sumos esfuerzos para el impulso de un movimiento de carácter mundial para contener las causas y revertir los efectos del cambio climático que ocurren como consecuencia del modelo capitalista de producción.

Este Programa de Gobierno para la Independencia Nacional y el Socialismo que presentamos, no es más que una convocatoria a un amplio debate de ideas y propuestas en el seno del pueblo venezolano, que sirva para elaborar el II Plan Socialista de la Nación Simón Bolívar (2012-2019) y seguir conformando el gran bloque histórico, democrático y popular integrado por los obreros y obreras, campesinos y campesinas, estudiantes, afrodescendientes, indígenas, académicos y académicas, pequeños y medianos productores y productoras del campo y la ciudad, comerciantes, transportistas, motorizados, maestros y maestras, profesionales de la salud y en general, servidores y servidoras públicos, mujeres, militares, pobladores, pescadores y pescadoras, cultores y cultoras, deportistas, líderes comunales y sindicales y de manera muy especial por la juventud venezolana.

Para lograrlo, podemos decirlo parafraseando a nuestro Padre Simón Bolívar: la unidad es imprescindible para la obra de nuestra regeneración.

Comando de Campaña Carabobo



Lo anterior se relaciona con la necesaria promoción de una nueva hegemonía ética, moral y espiritual que nos permita superar los vicios, que aún no terminan de morir, del viejo modelo de sociedad capitalista. Al respecto, menciono especial merecimiento el propósito expreso de seguir avanzando en el desarrollo de un modelo de seguridad pública para la protección de la vida humana y dirección administrativa revolucionaria en el sistema de administración de justicia, para acabar con la impunidad, lograr la igualdad en el acceso y eradicar el carácter clasista y racista en su aplicación.

Por último, para el logro de este segundo gran objetivo es estratégico desahogar la potencia contenida en la Constitución Bolivariana, logrando la irrupción definitiva del nuevo Estado Social y Democrático, de Derecho y de Justicia, mediante la consolidación y expansión del poder popular a través de las Misiones y Grandes Misiones Socialistas y el autogobierno en poblaciones y territorios específicos conformados como Comunas, entre otras políticas.

El cuarto gran objetivo histórico implica continuar transitando el camino en la búsqueda de un mundo multicéntrico y pluripolar, sin dominación imperial y con respeto irrestricto a la autodeterminación de los pueblos. Por último, plantea la necesidad de seguir sumando esfuerzos por desmontar el sistema neocolonial de dominación imperial, eliminando o reduciendo a niveles no vitales el relacionamiento económico y tecnológico de nuestro país con los centros imperiales de dominación, entre otros propósitos.

El quinto de los grandes objetivos históricos se traduce en la necesidad de construir un modelo económico productivo eco-socialista, basado en una relación armónica entre el hombre y la naturaleza, que garantice el uso y aprovechamiento racional y óptimo de los recursos naturales, respetando los procesos y ciclos de la naturaleza.

En tal sentido, es necesario ratificar la defensa de la soberanía del Estado venezolano sobre los recursos naturales vitales.

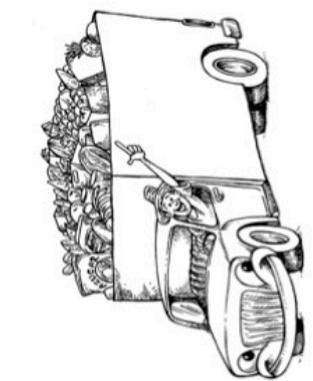


Lo anterior se relaciona con la necesaria promoción de una nueva hegemonía ética, moral y espiritual que nos permita superar los vicios, que aún no terminan de morir, del viejo modelo de sociedad capitalista. Al respecto, menciono especial merecimiento el propósito expreso de seguir avanzando en el desarrollo de un modelo de seguridad pública para la protección de la vida humana y dirección administrativa revolucionaria en el sistema de administración de justicia, para acabar con la impunidad, lograr la igualdad en el acceso y eradicar el carácter clasista y racista en su aplicación.

Por último, para el logro de este segundo gran objetivo es estratégico desahogar la potencia contenida en la Constitución Bolivariana, logrando la irrupción definitiva del nuevo Estado Social y Democrático, de Derecho y de Justicia, mediante la consolidación y expansión del poder popular a través de las Misiones y Grandes Misiones Socialistas y el autogobierno en poblaciones y territorios específicos conformados como Comunas, entre otras políticas.

El tercer gran objetivo histórico, convertir a Venezuela en un país potencia en lo social, lo económico y lo político dentro de la Gran Polesia Naciente de América Latina y el Caribe, que garantice la conformación de una zona de paz en Nuestra América, se orienta hacia la consolidación del poder político, económico y social para lo cual se requiere entre otras metas, la definitiva irrupción del Estado Democrático y Social, de Derecho y de Justicia y el fortalecimiento de la estabilidad y la paz de la Nación.

Más allá, esta propuesta histórica incluye el objetivo estratégico de desarrollar el poderío económico nacional, aprovechando de manera óptima las potencialidades que ofrecen nuestros recursos. Igualmente,

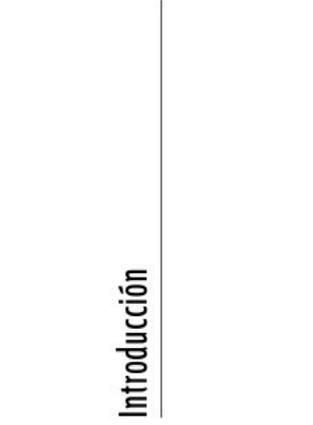


el ingreso nacional. Lograr la soberanía alimentaria, desencadenando nuestro potencial agro-productivo, será otro de los objetivos estratégicos.

De vital importancia para el logro de este primer gran objetivo, es el pleno desarrollo de nuestras capacidades científicotécnicas, creando las condiciones para el desarrollo de un modelo innovador, transformador y dinámico, orientado hacia el aprovechamiento de las potencialidades y capacidades nacionales, así como la necesidad de afianzar la identidad nacional y nuestroamericanista, partiendo del principio bolivariano de que "La Patria es América".

Por último, se incluye en este primer gran objetivo el fortalecimiento del poder defensivo nacional, consolidando la unidad cívico militar e incrementando el apresto operacional de la Fuerza Armada Nacional Bolivariana para la defensa integral de la Patria.

En cuanto al segundo gran objetivo histórico, se prefigura en las formas de construcción del socialismo nuestro para alcanzar la suprema felicidad social del pueblo, esto pasa, en primer lugar, por acelerar el cambio del sistema económico, trascendiendo el modelo rentista petrolero capitalista al modelo económico productivo socialista, dando paso a una sociedad más igualitaria y justa, rumbo al socialismo sustentado en el rol del Estado Social y Democrático, de Derecho y de Justicia, con el fin de seguir avanzando en la plena satisfacción de las necesidades básicas para la vida de nuestro pueblo: la alimentación, el agua, la electricidad, la vivienda y el hábitat, el transporte público la salud, la educación, la seguridad pública, el acceso a la cultura, la comunicación libre, la ciencia y la tecnología, el deporte, la sana recreación y al trabajo digno, liberado y liberador.

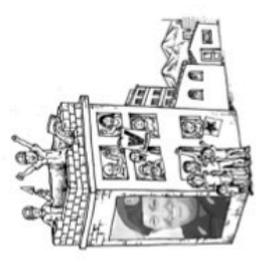


equilibrio del Universo y garantizar la Paz planetaria.

V.-Preservar la vida en el planeta y salvar a la especie humana.

El primero de ellos, relativo a la consolidación de nuestra Independencia, se refiere al conjunto de objetivos nacionales y estratégicos en los órdenes político, económico, social y cultural. Principalmente, cuyo alcance nos permitirá sentar las bases de la irreversibilidad de la soberanía nacional.

Contempla la necesidad de garantizar la continuidad del proceso revolucionario, victoria popular en las elecciones presidenciales del 7 de octubre del 2012. Para ello, la unidad de los trabajadores y trabajadoras, pequeños y medianos productores y productoras del campo y la ciudad, así como demás sectores sociales del pueblo, es condición indispensable. Asimismo, se plantea preservar la soberanía sobre nuestros recursos petroleros en particular, y naturales en general. Lo anterior, a su vez, habrá de traducirse en la capacidad fortalecida para manejar soberanamente



El documento que hoy presentamos ante el Poder Electoral, pero especialmente a la consideración del laborioso y heroico pueblo venezolano y a su combativa juventud, es una propuesta de programa electoral que continúa y profundiza algunas de las líneas estratégicas ya contenidas en el Primer Plan Socialista de la Nación Simón Bolívar, y que están en pleno desarrollo y ejecución.

Debemos señalar que el Segundo Plan Socialista, para el período 2013-2019, ya está en proceso de elaboración. Y es la actualización de la carta estratégica que habrá de guiarnos por la ruta de la transición al socialismo bolivariano del siglo XXI, conteniendo cinco grandes objetivos históricos, a saber:

I.-Defender, expandir y consolidar el bien más preciado que hemos reconquistado después de 200 años: la Independencia Nacional.

II.-Continuar construyendo el socialismo bolivariano del siglo XXI, en Venezuela, como alternativa al sistema destructivo y salvaje del capitalismo y con ello asegurar la "mayor suma de seguridad social, mayor suma de estabilidad política y la mayor suma de felicidad" para nuestro pueblo.

III.-Convertir a Venezuela en un país potencia en lo social, lo económico y lo político dentro de la Gran Polesia Naciente de América Latina y el Caribe, que garantice la conformación de una zona de paz en Nuestra América.

IV.-Contribuir al desarrollo de una nueva Geopolítica Internacional en la cual tome cuerpo un mundo multicéntrico y pluripolar que permita lograr el

tar el equilibrio de la tierra y apuntalar los procesos económicos productivos del ser humano, sobre la base del respeto de los ciclos de la Tierra y de sus procesos regenerativos, mediante el establecimiento de una relación distinta de los humanos con la naturaleza.

Este nuevo modelo alternativo de desarrollo socialista requiere un rol protagónico de hombres y mujeres con los nuevos valores del vivir bien que apoyen una economía ecológica y socialmente sustentable. Esto solo será posible desde el socialismo como única alternativa al modelo depredador capitalista que ya ha fracasado.

Este nuevo modelo verdaderamente cumplirá con el mandato que surgió de la Cumbre de la Tierra del año 1992: satisfacer nuestras necesidades actuales sin poner en riesgo ni amenazar la capacidad de

satisfacción de las necesidades de las generaciones futuras.

Nuestro país luchará en aquellos temas sensibles en materia ambiental en todos los ámbitos nacional, regional y multilateral) con especial énfasis en la lucha contra el cambio climático, la transformación de los modelos de producción y de consumo insostenibles y la defensa de un nuevo modelo de desarrollo social, ecológico y socialista, como la única alternativa planetaria para garantizar la vida.

En este contexto, se impulsará complementariamente, en el seno de la Organización de las Naciones Unidas, la construcción de la "Nueva Arquitectura Ética Social Internacional" que permita definir la nueva Agenda internacional para el Desarrollo Humano y el Desarrollo Sostenible.

OBJETIVOS NACIONALES

I. DEFENDER, EXPANDIR Y CONSOLIDAR EL BIEN MÁS PRECIADO QUE HEMOS RECONQUISTADO DESPUÉS DE 200 AÑOS: LA INDEPENDENCIA NACIONAL

- 1.1 Garantizar la continuidad y consolidación de la Revolución Bolivariana en el poder.
- 1.2 Preservar y consolidar la soberanía sobre los recursos petroleros y demás recursos naturales estratégicos.
- 1.3 Garantizar el manejo soberano del ingreso nacional.
- 1.4 Lograr la soberanía alimentaria para garantizar el sagrado derecho a la alimentación de nuestro pueblo.
- 1.5 Desarrollar nuestras capacidades científico-tecnológicas vinculadas a las necesidades del pueblo.
- 1.6 Fortalecer el poder defensivo nacional para proteger la Independencia y la soberanía nacional, asegurando los recursos y riquezas de nuestro país para las futuras generaciones.

II. CONTINUAR CONSTRUYENDO EL SOCIALISMO BOLIVARIANO DEL SIGLO XXI EN VENEZUELA, COMO ALTERNATIVA AL SISTEMA DESTRUCTIVO Y SALVAJE DEL CAPITALISMO, Y CON ELLO ASEGURAR LA "MAYOR SUMA DE SEGURIDAD SOCIAL, MAYOR SUMA DE ESTABILIDAD POLÍTICA Y LA MAYOR SUMA DE FELICIDAD", PARA NUESTRO PUEBLO.

OBJETIVOS NACIONALES

- 2.1 Propulsar la transformación del sistema económico, en función de la transición al socialismo bolivariano, trascendiendo el modelo rentista petrolero capitalista hacia el modelo económico productivo socialista, basado en el desarrollo de las fuerzas productivas.
- 2.2 Construir una sociedad igualitaria y justa.
- 2.3 Consolidar y expandir el poder popular y la democracia socialista.
- 2.4 Convocar y promover una nueva orientación ética, moral y espiritual de la sociedad, basada en los valores liberadores del socialismo.
- 2.5 Lograr la irrupción definitiva del Nuevo Estado Social y Democrático, de Derecho y de Justicia.



CUERPO MUNDO MULTICÉNTRICO Y PLURIPOLAR QUE PERMITA LOGRAR EL EQUILIBRIO DEL UNIVERSO Y GARANTIZAR LA PAZ PLANETARIA

OBJETIVOS NACIONALES

- 3.1 Continuar desempeñando un papel protagónico en la construcción de la unión latinoamericana y caribbeña.
- 3.2 Afianzar la Identidad Nacional y Neoroamericana.
- 3.3 Continuar impulsando el desarrollo de un Mundo pluripolar sin dominación imperial y con respeto a la autodeterminación de los pueblos.
- 3.4 Contribuir con el desmontaje del antihistórico y nefasto sistema imperial y neocolonial.

V. CONTRIBUIR CON LA PRESERVACIÓN DE LA VIDA EN EL PLANETA Y LA SALVACIÓN DE LA ESPECIE HUMANA.

OBJETIVOS NACIONALES

- 5.1 Construir e impulsar el modelo económico productivo eco-socialista, basado en una relación armónica entre el hombre y la naturaleza, que garantice el uso y aprovechamiento racional, óptimo y sostenible de los recursos naturales, respetando los procesos y ciclos de la naturaleza.
- 5.2 Proteger y defender la soberanía permanente del Estado sobre los recursos naturales para el beneficio supremo de nuestro Pueblo, que será su principal garante.
- 5.3 Defender y proteger el patrimonio histórico y cultural venezolano y nuestroamericano.
- 5.4 Contribuir a la conformación de un gran movimiento mundial para contener las causas y reparar los efectos del cambio climático que ocurren como consecuencia del modelo capitalista depredador.

III. CONVERTIR A VENEZUELA EN UN PAÍS POTENCIA EN LO SOCIAL, LO ECONÓMICO Y LO POLÍTICO DENTRO DE LA GRAN POTENCIA NACIENTE DE AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE, QUE GARANTICEN LA CONFORMACIÓN DE UNA ZONA DE PAZ EN NUESTRA AMÉRICA.

OBJETIVOS NACIONALES

- 3.1 Consolidar el papel de Venezuela como Potencia Energética Mundial.
- 3.2 Desarrollar el poder económico de la Nación en base al aprovechamiento óptimo de las potencialidades que ofrecen nuestros recursos para la generación de la máxima felicidad de nuestro pueblo, así como de las bases materiales para la construcción de nuestro socialismo bolivariano.
- 3.3 Conformar y ampliar el poder militar para la defensa de la Patria.
- 3.4 Profundizar el desarrollo de la nueva geopolítica nacional y regional, latinoamericana y caribbeña.

III- CONTRIBUIR AL DESARROLLO DE UNA NUEVA GEOPOLÍTICA INTERNACIONAL EN LA CUAL TOME

Grandes objetivos históricos y nacionales

GRANDES OBJETIVOS HISTÓRICOS Y OBJETIVOS NACIONALES

I. DEFENDER, EXPANDIR Y CONSOLIDAR EL BIEN MÁS PRECIADO QUE HEMOS RECONQUISTADO DESPUÉS DE 200 AÑOS: LA INDEPENDENCIA NACIONAL

OBJETIVO NACIONAL:

1.1 Garantizar la continuidad y consolidación de la Revolución Bolivariana en el poder.

OBJETIVOS ESTRATÉGICOS Y OBJETIVOS GENERALES:

1.1.1 Lograr una sólida, combativa y festiva victoria en las elecciones presidenciales del 7 de octubre de 2012, que eleve la moral del pueblo venezolano y de los pueblos del mundo en su lucha por la emancipación.

1.1.1.1 Consolidar la unidad de la clase trabajadora y de sus capas profesionales, de los pequeños y medianos productores, del campo y la ciudad; así como de los movimientos y organizaciones sociales que acompañan a la Revolución Bolivariana.

1.1.2 Desplegar todas las acciones políticas necesarias para garantizar un proceso electoral en un clima de estabilidad y lograr que se reconozca de manera pacífica la voluntad soberana de nuestro pueblo.

1.1.2.1 Convocar a todos los sectores democráticos y honestos del país a contribuir al desarrollo pacífico de los procesos electorales.

1.1.3 Preparar la defensa de la voluntad del pueblo, mediante la organización popular y el ejercicio democrático de la autoridad del Estado.

1.1.3.1 Fortalecer y defender a los Poderes Públicos del Estado.

1.1.3.2 Fortalecer la conciencia y la organización sectorial y territorial de nuestro pueblo.

1.1.3.3 Expandir la organización del pueblo para la defensa integral de la Patria.

1.1.3.4 Potenciar las capacidades de los organismos de seguridad del Estado para garantizar la estabilidad política y la paz de la Nación.

1.1.4 Fortalecimiento y expansión del Poder Popular para que el pueblo sea el poder.

1.1.5 Preservar, recuperar y avanzar en los espacios de gobierno regional y local, para profundizar la restitución del poder al pueblo.

1.1.6 Seguir construyendo la hegemonía comunicacional, para que en Venezuela se escuchen todas las voces.

OBJETIVO NACIONAL:

1.2 Preservar y consolidar la soberanía sobre los recursos petroleros y demás recursos naturales estratégicos.

La soberanía sobre los recursos naturales es un concepto que supone la garantía de su uso para los objetivos humanistas y naturalistas del socialismo. Así, tendremos soberanía en la medida que tengamos la libertad de su explotación, administración, y uso para este fin. Es indivisible con la política.

OBJETIVOS ESTRATÉGICOS Y OBJETIVOS GENERALES:

1.2.1 Mantener y garantizar el control por parte del Estado sobre Petróleos de Venezuela, S.A.

1.2.2 Garantizar la hegemonía de la producción nacional de petróleo.

1.2.3 Asegurar una participación mayoritaria en las empresas mixtas.

1.2.4 Mantener y garantizar el control por parte del Estado de las empresas estatales que explotan los recursos mineros en el territorio nacional.

1.2.4.1 Consolidar y fortalecer una empresa estatal para la explotación de los recursos mineros.

1.2.5 Asegurar los medios para el control efectivo de las actividades conexas y estratégicas asociadas a la cadena industrial de explotación de los recursos hidrocarbúricos.

1.2.5.1 Fortalecer las acciones emprendidas para el control efectivo de las actividades conexas estratégicas de la industria petrolera.

1.2.5.2 Consolidar el control efectivo de las actividades claves de la cadena de valor de petróleo y gas.

1.2.5.3 Promover y estimular la investigación científica y el desarrollo tecnológico con el propósito de asegurar las operaciones medulares de la industria petrolera.

1.2.6 Asegurar los medios para el control efectivo de las actividades conexas y estratégicas asociadas a la cadena industrial de explotación de los recursos mineros.

1.2.7 Fortalecer la coordinación de políticas petroleras en el seno de la OPEP.

1.2.7.1 Defender las políticas para la justa valorización del petróleo.

1.2.8 Lograr una instancia de coordinación de políticas de precios de gas.

1.2.8.1 Impulsar mecanismos para la justa valorización del gas.

1.2.9 Crear la capacidad para influir en la valorización de los precios de los minerales.

1.2.10 Elevar la conciencia política e ideológica del pueblo y de los trabajadores petroleros y mineros, así como también su participación activa en la defensa de los recursos naturales de la Nación.

1.2.10.1 Profundizar el contenido político y social de la industria petrolera.

1.2.10.2 Impulsar la participación de los trabajadores en la planificación de las actividades de la industria petrolera.

1.2.10.3 Consolidar y profundizar instancias de participación política del pueblo y de los trabajadores petroleros y mineros.



1.2.11. Impulsar y promover una iniciativa de coordinación entre los países gigantes petroleros.

1.2.12. Defender la propiedad de la Nación sobre los recursos estratégicos minerales no petroleros, así como el desarrollo de las capacidades de aprovechamiento de los mismos, en sus procesos de transformación y agregación de valor nacional a las materias primas. Se asume con especial atención la concepción de los emprendimientos productivos por encima de la sola explotación de los yacimientos. Al aprovechamiento del hierro y bauxita, donde Venezuela ocupa puestos relevantes a nivel mundial, se agregan otros minerales con amplio potencial para los más altos intereses nacionales como el oro, el collián.

1.2.12.1. Garantizar el uso de los recursos naturales del país, de forma soberana, para la satisfacción de las demandas internas así como su uso en función de los más altos intereses nacionales.

1.2.12.2. Optimizar los mecanismos fiscales del Estado para garantizar la soberanía en el manejo de los beneficios que se derivan del patrimonio de la República.

1.2.12.3. Desarrollar la prospectiva, inventario integral sobre una plataforma tecnológica nacional así como la apropiación de técnicas para el aprovechamiento eficiente de los recursos naturales del país en función de sus intereses soberanos.

1.2.12.4. Reservar a los más altos intereses nacionales, a través del Estado, la planificación y administración de las formas de propiedad en los sectores estratégicos, a fin de garantizar la incorporación de esos recursos al proceso productivo, para la satisfacción y acceso democrático a los bienes y servicios por la población.

OBJETIVO NACIONAL:

1.3. Garantizar el manejo soberano del ingreso nacional.

El manejo soberano del ingreso nacional supone la capacidad de captarlo y de emplearlo en los objetivos socialistas, humanistas y naturalistas. El Estado debe ser diseñado de manera que la administración de ese ingreso nacional sirva a los objetivos de apalancamiento de la nueva sociedad.

Dada nuestra condición de país rentista, el petróleo lo cual debe ser revertido a través de una política de transformación hacia un modelo productivo socialista,

nuestro ingreso nacional se sustenta en el desdoblamiento de la actividad petrolera. En tal sentido, para garantizar el objetivo de un manejo soberano de los ingresos, se hace necesario el control de la actividad petrolera, a través de una política nacional, popular y revolucionaria.

La política tiene que ser nacional, porque se trata de la administración de los recursos que son propiedad de todos los venezolanos, lo cual nos obliga a administrarlos para el beneficio de toda la Nación. Por intermedio de un manejo con visión nacional se pretende alcanzar el absoluto control de la actividad petrolera en el país, tal como lo establece la Constitución de la República Bolivariana de Venezuela, la cual, de manera muy clara, expresa que es el Estado, como representante del interés colectivo de todos los venezolanos, el propietario de los recursos que se encuentran en nuestro subuelo, y en el caso que nos ocupa, de los recursos de hidrocarburos de petróleo y gas. Esta política debe integrar al país en defensa de nuestra principal riqueza, es una política que sin lugar a dudas incumbe a todos los venezolanos, y no debería haber diferencias en torno a ella.

Por otra parte, el manejo de la actividad petrolera debe ser popular, porque tiene que estar orientada por los intereses populares y debe propiciar la participación de la clase obrera para lograr una máxima conexión con el pueblo. Para desarrollarla tenemos que descansar sobre los hombros del pueblo. El pueblo tiene que ser un actor fundamental en todos sus estamentos, no solamente por intermedio de la representación del Estado venezolano, sino por intermedio de sus trabajadores y comunidades.

Por último, nuestra política petrolera debe ser revolucionaria, lo cual tiene que ver con quién captura la renta petrolera, el cómo se capta y cómo se distribuye. No cabe duda que debe ser el Estado quien contro-

le y capture la renta petrolera, con base en mecanismos que maximicen su valor, para distribuirlo en beneficio del pueblo, procurando el desarrollo social integral del país, en condiciones más justas y equitativas. Este es el elemento que nos diferencia de cualquier otra política petrolera.

Para garantizar una política nacional, popular y revolucionaria, entonces, debemos poner la renta petrolera al servicio del pueblo. Esto significa, que quien capture y controle la renta petrolera debe ser el Estado. Así mismo, para maximizar esa renta el Estado debe procurar una política soberana que incluya el control sobre la base de recursos y su máxima valorización como un requisito fundamental para garantizar una justa renta petrolera se destine a los proyectos, planes y programas que garanticen el desarrollo social integral del país bajo la orientación del Gobierno Nacional Bolivariano y Revolucionario, alineado con los planes de desarrollo de la Nación.

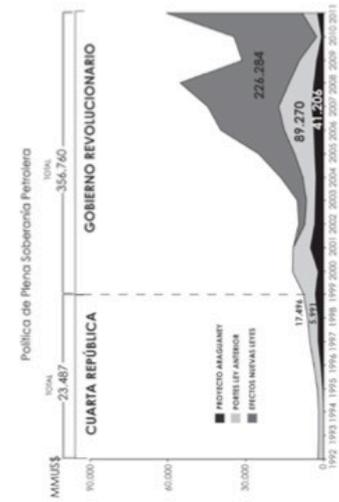
OBJETIVOS ESTRATÉGICOS Y OBJETIVOS GENERALES.

1.3.1. Mantenimiento y fortalecimiento del actual régimen fiscal Petrolero. Que contemple muchos cambios positivos a lo existente en 1988, se observa en el siguiente cuadro:

1.3.2. Mantener y fortalecer mecanismos eficaces de captación de la renta extraordinaria, por incrementos extraordinarios y exorbitantes de los precios internacionales de los hidrocarburos.

1.3.3. Establecer y desarrollar un régimen fiscal minero, así como mecanismos de captación eficientes para la recaudación de la renta por la actividad minera.

Impacto de reformas en legislación fiscal y otras medidas



1.3.3.1. Regularizar y controlar la producción de minerales estratégicos.

1.3.3.2. Fortalecer el régimen de recaudación y fiscalización.

1.3.3.3. Reordenar y establecer las tasas de regalía aplicables a la liquidación de los distintos minerales.

1.3.3.4. Revisar y regularizar los convenios de regalía específicos para cada uno de los minerales estratégicos.

1.3.4. Establecer mecanismos de control sobre la comercialización de los minerales estratégicos.

1.3.4.1. Crear entes estatales para la comercialización de los minerales estratégicos.

1.3.4.2. Establecer mecanismos transparentes para la valorización de los minerales estratégicos.

1.3.5. Fortalecimiento y profundización de acuerdos financieros con socios estratégicos.

1.3.5.1. Mantener y ampliar el Fondo Conjunto Chino - Venezolano. El Fondo Conjunto Chino - Venezolano, ha resultado en un extraordinario mecanismo de financiamiento para el Estado venezolano, ya que

es una estructura de cooperación bilateral, sujeta entre los gobiernos de la República Bolivariana de Venezuela y la República Popular China, mediante el cual se reciben importantes recursos financieros, que luego son canalizados a través del suministro de crudos y productos.

- Proyectos de transporte de crudo y productos secundarios y de construcción de tanques;

- Proyectos de integración industrial, tales como construcción de buques comerciales, empresas relacionadas con gas natural, fabricación de fertilizantes, manufactura de productos químicos;

- Proyectos para la industria del automóvil;

- Proyectos agroindustriales, empresas para ensamblaje de productos de alta tecnología, empujadas proveedoras de servicios para la industria petrolera, manufactura de acero y aluminio y compañías mineras.

Esta política del Gobierno Bolivariano, ha permitido independizarnos de organismos financieros multilaterales, como el Fondo Monetario Internacional (FMI), el Banco Mundial (BM) y el Banco Interamericano de Desarrollo (BID).

Con esta iniciativa, se ha recuperado la autonomía económica, la flexibilidad en las negociaciones y la soberanía nacional para poder concretar alianzas con otras fuentes no tradicionales de financiamiento.

1.3.5.2. Promover la creación de mecanismos de financiamiento, similares al Fondo Conjunto Chino-Venezolano.

1.3.5.3. Promover la constitución de fideicomisos para el financiamiento de proyectos de infraestructura.

1.3.6. Mantener y consolidar los convenios de cooperación y complementariedad con países aliados.

1.3.6.1. Fortalecer y ampliar los Convenios de Cooperación Energética (CCE).

Los CCE surgen como una propuesta del Gobierno Bolivariano para materializar la unión energética de los pueblos, como un habilitador geopolítico que permita utilizar los recursos energéticos para motorizar el establecimiento de relaciones más justas, solidarias y eficientes en la lucha contra la pobreza, reduciendo las asimetrías económicas y sociales.

Los CCE acogen los principios de integración energética, solidaridad, complementariedad, comercio justo, fomento de las inversiones en América Latina, trato especial y diferenciado a las naciones según sus capacidades.

Estas iniciativas comparten el propósito histórico y fundamental de unir las capacidades y fortalezas de los países que lo integran, para la definición conjunta de grandes líneas de acción política común entre Estados que comparten una misma visión del ejercicio de la soberanía, desarrollando cada uno su propia identidad.

Entre los principales acuerdos energéticos, se encuentran: Argentina, Uruguay, Nicaragua y Cuba, los cuales han servido para recibir como mecanismo de pago de la factura petrolera, bienes y servicios necesarios para el desarrollo social integral del país, tales como: productos agrícolas, máquinas, plantas eléctricas, servicios de salud, equipos médicos y otros.

1.3.6.2 Fortalecimiento de acuerdos en el marco de PetroCaribe.

El acuerdo de cooperación energética PetroCaribe, fue suscrito con 14 naciones de la región del Caribe con la finalidad de resolver las asimetrías en los accesos a los recursos energéticos por la vía de un nuevo esquema de intercambio comercial favorable, equitativo y justo entre los países de la región caribena.

PetroCaribe está concebido como una alianza capaz de asegurar la coordinación y articulación de las políticas de energía, cooperación tecnológica, capacitación, desarrollo de infraestructura energética, así como el aprovechamiento de fuentes alternativas. Su objetivo fundamental es contribuir a la seguridad energética, al desarrollo socioeconómico y a la integración de los países del Caribe y Centroamérica, mediante el empleo soberano de los recursos energéticos.

Al cierre del año 2011 este importante mecanismo de integración y cooperación cuenta con 18 naciones signatarias.

1.3.6.3 Fortalecimiento de la ALBA.

1.3.7. Diseñar y establecer mecanismos novedosos y efectivos, orientados a promover la participación popular en la renta petrolera, mediante la inversión y el ahorro.

1.3.7.1. Fortalecer y ampliar los novedosos mecanismos de ahorro para la población venezolana, tales como el Fondo de Ahorro Nacional de la Clase Obrera y el Fondo de Ahorro Popular.

OBJETIVO NACIONAL:

1.4 Lograr la soberanía alimentaria para garantizar el derecho a la alimentación de nuestro pueblo.

| Sistemas de Riego | Area Bajo Riego Año 2012 (hectáreas) | Area Bajo Riego Año 2019 (hectáreas) | % Incremento |
|--|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------|
| Sistema de Riego Río Guárico | 32.000 | 38.000 | 19% |
| Sistema de Riego Río Tiznados | 3.000 | 32.000 | 967% |
| Sistema de Riego Jose Inácio de Abreu e Lima | 1.400 | 35.000 | 2.400% |
| Sistema de Riego Las Majaquas | 21.450 | 26.000 | 21% |
| Sistema de Riego Planicie de Maracaibo | 2.600 | 20.000 | 669% |
| Sistema de Riego Valle de Quibor | 1.200 | 26.000 | 2.000% |
| Pequeños y Medianos Sistemas de Riego | 116.685 | 361.723 | 210% |
| TOTAL NACIONAL | 178.835 | 538.723 | 202% |

Descadenar nuestro potencial agro productivo: 3.685.780 hectáreas (ha) con alta fertilidad para producción vegetal, 12.850.230 ha. de poca fertilidad para producción vegetal y siembra de pastos y forrajes, 27.493.350 ha. para pastizales y forestales.

Los inventarios de tierras agrícolas que se ha realizado en el país han demostrado que disponemos de alrededor de 2% del territorio nacional sin limitaciones de clima, suelo, drenaje o de condiciones topográficas desfavorables.

También se ha concluido que si aplicáramos masivamente las tecnologías que hemos desarrollado por nuestros agricultores y centros de investigación, podríamos alcanzar cifras potenciales de 4%, que podrían ser usadas en una amplia gama de usos agrícolas (numerosos cultivos alimentarios, pastizales o forestales), en 14% para un limitado número de cultivos (alimentos, pastos o forestales que resisten bajos niveles de fertilidad, sequía o excesos de humedad), un 30% para cultivos, pastizales o forestales de gran resistencia a fuertes limitantes como muy baja fertilidad, fuertes sequías o inundaciones, y el restante del territorio quedaría para coberturas naturales como bosques o sabanas con fines conservacionistas, protectores o prestadores de servicios ambientales como la producción de agua y la biodiversidad.

OBJETIVOS ESTRATÉGICOS Y OBJETIVOS GENERALES:

1.4.1 Eliminar definitivamente el latifundio. Realizar un proceso de organización y zonificación agroecológica en base a las capacidades de uso de la tierra y crear un sistema de catastro rural para garantizar el acceso justo y uso racional del recurso suelo.

1.4.1.1 Incrementar la superficie cultivada para vegetales de ciclo corto, en al menos un 42%, pasando de 288 MM de hectáreas a 412 MM de hectáreas anuales al final del período.

1.4.1.2 Ampliar la superficie agrícola bajo riego de 178 Mil hectáreas, hasta las 538 Mil hectáreas bajo riego para el año 2019, lo que representa un incremento del 202%.

1.4.2 Acelerar la democratización del acceso, por parte de los campesinos y campesinas, productores y productores y de las distintas formas colectivas y empresas socialistas, a los recursos necesarios (tierra, agua, riego, semillas, capital) para la producción, impulsando el uso racional y sostenible de los mismos.

1.4.2.1 Incorporar al parque de maquinarias agrícolas, privilegiando la organización colectiva para su uso, de 110 mil tractores agrícolas, 30 mil cosechadoras y 400 mil implementos para la siembra, en base al desarrollo nacional de la industria de ensamblaje y fabricación.

1.4.2.2 Fortalecer los programas de vitalidad (mantenimiento y reconstrucción de nuevas vías) y electrificación rural con la creación de brigadas y unidades de mecanización vial por parte de la Milicia Nacional Bolivariana, los Consejos Comunales y Campesinos, las Redes de Productores Libres y Asociados, las Alcaldías, las Gobernaciones y el Instituto Nacional de Desarrollo Rural.

1.4.3 Afianzar un conjunto de políticas públicas de apoyo a la producción, organización del sector rural y participación del poder popular campesino en la planificación del Estado y de la Banca Privada, bajo la rectoría del Gobierno Bolivariano, en el desarrollo rural integral a través de obras de infraestructura, financiamiento a pequeños y medianos productores, desarrollo de proyectos de generación de alimentos y desarrollo científico-tecnológico. Así como la inversión en ciencia y tecnología y la consolidación de los sistemas de producción agroindustrial socialista, el acceso a los recursos fitogenéticos y zootenéticos adaptados a condiciones tropicales. La promoción del desarrollo pesquero a través de la modernización de la flota de barcos y la infraestructura pesquera marítima y fluvial y la producción local de insumos para la producción agrícola como fertilizantes, productos para la protección de cultivos, aditivos, fármacos de uso veterinario, alimentos y vitaminas para animales, promoviendo el uso de tecnología punta para la protección del medio físico natural.

1.4.3.1 Aumento de la producción nacional de alimentos básicos y productos agroindustriales, en los estados Apure, Aragua, Barinas, Bolívar, Carabobo, Cojedes, Falcón, Guárico, Lara, Mérida, Portuguesa, Sucre, Trujillo y Yaracuy.

1.4.3.2 Incrementar la producción de cereales en al menos un 70%, creciendo de 5,13 MM de toneladas hasta 8,73 MM de toneladas/año.

1.4.3.3 Crecimiento de la producción de leguminosas (65%), oleaginosas (75%), cultivos tropicales: café y cacao (46%), hortícolas (40%).

1.4.3.4 Aumento de 38% de la producción pecuaria, desde 5,32 MM de toneladas hasta 7,35 MM de toneladas.

1.4.3.5 Elevar en al menos 45% la producción de bovinos, 43% la de cerdos, 45% la de aves, 44% la de huevos de consumo.

1.4.4 Fortalecer la infraestructura, el desarrollo y funcionamiento de los grandes polos socialistas de producción primaria agropecuaria y Grandes Sistemas de Riego, gestionados a través de empresas sociales, privilegiando la integración de los procesos productivos a escala industrial.

1.4.4.1 Avanzar en el Proyecto de Desarrollo Rural Integral Delta del Orinoco en los estados Aragua, Manamo y Guara en los estados Delta Amacuro y Monagas.

1.4.4.2 Avanzar en el Proyecto Integral de Desarrollo Agrario Socialista Piritu-Becerra, en el estado Guárico.

1.4.4.3 Iniciar el Proyecto Socialista de Desarrollo Agrario Eje Elorza-Manteecal en el estado Apure.

1.4.4.4 Iniciar el Proyecto del Eje de Desarrollo Agroecológico Socialista "Llano Alto" estados Barinas y Trujillo.

1.4.4.5 Iniciar el Plan para el Desarrollo Agrícola Integral del municipio Guaranito, estados Portuguesa, Barinas y Cojedes.

1.4.4.6 Iniciar el Proyecto de Desarrollo Iniego Socialista Eje Paguay-Santo Domingo, municipio Barinas, estado Barinas.

1.4.4.7 Iniciar el Proyecto Integral de Desarrollo Agrario Socialista en el Área de Influencia del Eje Biruaca Achaguas, en los estados Apure y Guárico.

1.4.5 Consolidar las redes de producción y distribución de productos de consumo directo y del sistema de procesamiento agroindustrial.

1.4.5.1 Iniciar la construcción de la Planta Procesadora de Leche Bovina "Dabajuro", estado Falcón.

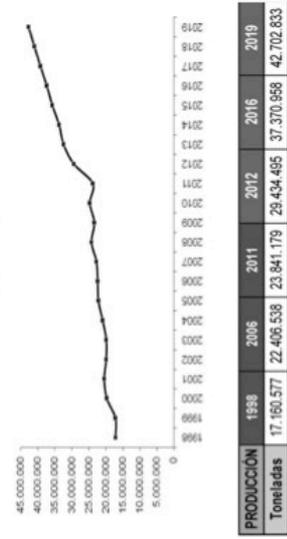
1.4.5.2 Iniciar el montaje y puesta en marcha del Matadero Frigorífico "Mantecal", en el estado Apure.

1.4.5.3 Iniciar la construcción, montaje, puesta en marcha y rehabilitación de un Matadero Frigorífico en el municipio Libertad del estado Anzoátegui.

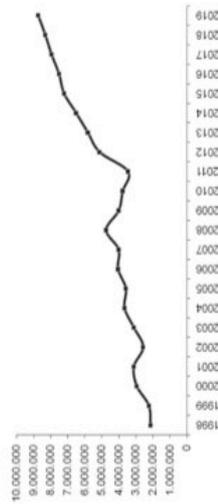
1.4.5.4 Culminar el proyecto de Almacenamiento de Cereales y Oleaginosas del Complejo Agroindustrial Vuelvan Caras, estado Portuguesa.

1.4.5.5 Iniciar la construcción de Cavas de Almacenamiento de Semillas en los estados Portuguesa, Carabobo y Lara.

PRODUCCIÓN AGRÍCOLA PECUARIA DE CARNES NACIONAL 1988 - 2019 EN TONELADAS



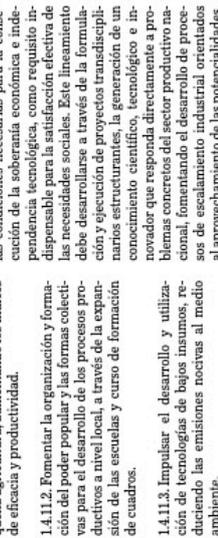
**PRODUCCIÓN AGRÍCOLA PECUARIA DE LECHE NACIONAL
1988 - 2019 EN TONELADAS**



| PRODUCCIÓN | 1988 | 2006 | 2011 | 2012 | 2016 | 2019 |
|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Toneladas | 2.133.180 | 4.044.018 | 3.454.442 | 5.130.753 | 7.512.792 | 8.754.004 |

- 1.4.7.12 Instalar un Centro de Mejoramiento Genético del Camarón, ubicado en el estado Sucre.
- 1.4.8. Desarrollo de un sistema de apoyo e incentivos para promover el comercio internacional de exportación de rubros agrícolas.
- 1.4.8.1. Constituir empresas mixtas de exportación con países aliados como China, Rusia e Irán.
- 1.4.8.2. Diseñar y ejecutar una política de exportación a los países del Caribe y al Norte de Brasil.
- 1.4.8.3. Definir, en el marco de los acuerdos internacionales y de integración, políticas comerciales para la protección de la agricultura nacional.
- 1.4.9. Establecer mecanismos para ejercer la nueva institucionalidad revolucionaria que garantice la participación de los pequeños y medianos productores en las decisiones en materia agropecuaria, a través de los consejos campesinos y las redes de productores y productoras libres y asociados.
- 1.4.10. Promover los modelos de producción diversificados, a partir de la agricultura familiar, campesina, urbana, periurbana e indígena, recuperando, validando y divulgando modelos tradicionales y sostenibles de producción para garantizar al menos un 50% del volumen de la producción total.
- 1.4.10.1. Promover la innovación y producción de insumos tecnológicos para la pequeña agricultura, aumentando los índices de eficacia y productividad.
- 1.4.10.2. Fomentar la organización y formación del poder popular y las formas colectivas para el desarrollo de los procesos productivos a nivel local, a través de la expansión de las escuelas y curso de formación de cuadros.
- 1.4.10.3. Impulsar el desarrollo y utilización de tecnologías de bajos insumos, reduciendo las emisiones nocivas al medio ambiente.
- 1.4.11. Promover los modelos de producción diversificados, a partir de la agricultura familiar, campesina, urbana, periurbana e indígena, recuperando, validando y divulgando modelos tradicionales y sostenibles de producción para garantizar al menos un 50% del volumen de la producción total.
- 1.4.7.1. Construir un Galpón para el almacenamiento de Fertilizantes en Planta Mochima, estado Falcón.
- 1.4.7.2. Construir un Galpón para el almacenamiento de Fertilizantes en Planta Mochima, estado Falcón.
- 1.4.7.3. Construir un Galpón para el almacenamiento de Fertilizantes en Planta Mochima, estado Falcón.
- 1.4.7.4. Construir un Galpón para el almacenamiento de Fertilizantes en Planta Mochima, estado Falcón.
- 1.4.7.5. Instalar el Túnel de Congelación en la Planta Beneficadora de Aves, ubicada en el municipio Carlos Arvelo del estado Carabobo (Empresa Mixta Avícola del Alba).
- 1.4.7.6. Construir en Centro Genético Josefina Camejo, para la producción de porcinos FI de alta calidad genética, ubicado en el estado Falcón (Empresa Mixta Porcinos del Alba).
- 1.4.7.7. Culminar la Granja Comercial José Leonardo Chirino para porcinos FI, ubicada en el estado Lara (Empresa Mixta Porcinos del Alba).
- 1.4.7.8. Construir un Galpón Astillero (PESCALBA).
- 1.4.7.9. Construir la Fábrica de Tractores Gran Nacional Pauly de Venezuela, Fase II, (Empresa de Mecanizado Pedro Camejo), en El Sombrero, estado Guárico.
- 1.4.7.10. Creación de cuatro (04) Centros Técnicos Socialistas Genéticos "Florentino" para Bovinos, ubicados en los estados Bolívar, Guárico, Anzoátegui y Cojedes (INIA).
- 1.4.7.11. Culminar la construcción de la Planta Industrial de Ensamblaje y Fabricación de Cosechadoras de Granos, Fase II (Empresa de Mecanizado Pedro Camejo), en Tinaco, estado Cojedes.
- 1.4.7.12. Construir un Galpón para el almacenamiento de Fertilizantes en Planta Mochima, estado Falcón.

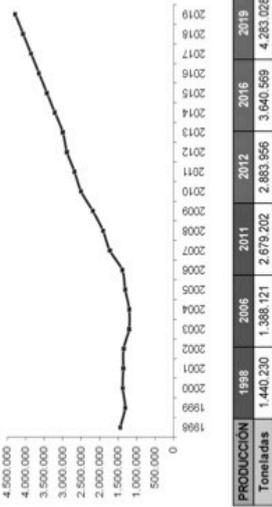
**PRODUCCIÓN AGRÍCOLA PECUARIA DE CARNES NACIONAL
1988 - 2019 EN TONELADAS**



| PRODUCCIÓN | 1988 | 2006 | 2011 | 2012 | 2016 | 2019 |
|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Toneladas | 1.019.507 | 1.297.926 | 1.932.185 | 2.061.359 | 2.380.023 | 2.646.571 |

- 1.4.11.1. Promover la innovación y producción de insumos tecnológicos para la pequeña agricultura, aumentando los índices de eficacia y productividad.
- 1.4.11.2. Fomentar la organización y formación del poder popular y las formas colectivas para el desarrollo de los procesos productivos a nivel local, a través de la expansión de las escuelas y curso de formación de cuadros.
- 1.4.11.3. Impulsar el desarrollo y utilización de tecnologías de bajos insumos, reduciendo las emisiones nocivas al medio ambiente.
- OBJETIVO NACIONAL:**
- 1.5. Desarrollar nuestras capacidades científico-tecnológicas vinculadas a las necesidades del pueblo.
- OBJETIVOS ESTRATÉGICOS:**
- 1.5.1. Consolidar un estilo científico, tecnológico e innovador de carácter transformador, diverso, creativo y profundizante, dinámico, garante de la independencia y la soberanía económica. Esta iniciativa estará orientada hacia el aprovechamiento de las potencialidades y capacidades nacionales, de tal forma que reconozca los diferentes actores, formas de organización y dinámicas en el proceso de generación de conocimiento, contribuyendo así a la construcción del Modelo Productivo Socialista, el fortalecimiento de la Ética Socialista y la satisfacción efectiva de las necesidades del pueblo venezolano.
- 1.5.1.1. Desarrollar una actividad científica, tecnológica y de innovación asociada, para el desarrollo de la infraestructura necesaria, para el desarrollo de la actividad científica, tecnológica y de innovación hacia el aprovechamiento efectivo de las potencialidades y capacidades nacionales para el desarrollo sustentable y la satisfacción de las necesidades sociales, orientando la investigación hacia áreas estratégicas definidas como prioritarias para la solución de los problemas sociales. Se promoverá la creación de unidades de innovación asociadas a unidades socioproductivas en comunidades organizadas, aprovechando para ello el establecimiento de redes nacionales y regionales de cooperación científica-tecnológica, a fin de fortalecer las capacidades del Sistema Nacional de Ciencia, Tecnología e Innovación.
- 1.5.1.3. Garantizar el acceso oportuno y adecuado de las telecomunicaciones y tecnologías de información, mediante el desarrollo de la infraestructura necesaria, para el desarrollo de la actividad científica, tecnológica y de innovación asociada, para el desarrollo de la actividad científica, tecnológica y de innovación hacia el aprovechamiento efectivo de las potencialidades y capacidades nacionales para el desarrollo sustentable y la satisfacción de las necesidades sociales, orientando la investigación hacia áreas estratégicas definidas como prioritarias para la solución de los problemas sociales. Se promoverá la creación de unidades de innovación asociadas a unidades socioproductivas en comunidades organizadas, aprovechando para ello el establecimiento de redes nacionales y regionales de cooperación científica-tecnológica, a fin de fortalecer las capacidades del Sistema Nacional de Ciencia, Tecnología e Innovación.
- 1.5.2. Fortalecer y orientar la actividad científica, tecnológica y de innovación hacia el aprovechamiento efectivo de las potencialidades y capacidades nacionales para el desarrollo sustentable y la satisfacción de las necesidades sociales, orientando la investigación hacia áreas estratégicas definidas como prioritarias para la solución de los problemas sociales. Se promoverá la creación de unidades de innovación asociadas a unidades socioproductivas en comunidades organizadas, aprovechando para ello el establecimiento de redes nacionales y regionales de cooperación científica-tecnológica, a fin de fortalecer las capacidades del Sistema Nacional de Ciencia, Tecnología e Innovación.
- 1.5.2.1. Actualizar y direccionar los programas formativos hacia las necesidades y demandas del sistema productivo nacional, con el fin de garantizar la formación técnica, profesional y ocupacional del trabajador, fomentando en cada esfuerzo los valores patrióticos y el sentido crítico en la organización para el trabajo liberador.
- 1.5.2.2. Propiciar el programa, la Escuela en la Fábrica, o unidad productiva a efectos no solo de mejorar los niveles de preparación para el trabajo, sino más aún la cultura del mismo, la organización en Comités de Obreros y el Punto y Circulo como elementos sustanciales del cambio del modelo productivo.
- 1.5.3. Garantizar las condiciones que permitan a las organizaciones y a todas las personas en el territorio nacional el acceso a la comunicación oportuna y ética a fin de contribuir a la satisfacción de las necesidades, así como la formación para el uso, creación y difusión de contenidos para el buen vivir de nuestro pueblo.

PRODUCCIÓN AGRÍCOLA PECUARIA DE LECHE NACIONAL 1998 - 2019 EN TONELADAS



1.5.3.1 Desarrollar aplicaciones informáticas con sentido crítico y atendiendo a necesidades sociales.

1.5.3.2 Generar y difundir contenidos basados en valores nacionales, multietnéticos y pluriculturales de nuestros pueblos; y con ellos los principios inherentes al Socialismo Bolivariano.

1.5.3.3 Garantizar la creación y apropiación del conocimiento para el desarrollo, producción y buen uso de las telecomunicaciones y tecnologías de información.

OBJETIVO NACIONAL:

1.6 Fortalecer el poder defensivo nacional para proteger la Independencia y la soberanía nacional, asegurando los recursos y riquezas de nuestro país para las futuras generaciones.

OBJETIVOS ESTRATÉGICOS Y GENERALES:

1.6.1 Incrementar la capacidad defensiva del país con la consolidación y afianzamiento de la redistribución territorial de la Fuerza Armada Nacional Bolivariana.

1.6.1.1 Mantener actualizados los planes para la Defensa Territorial y Defensa Integral adaptados a las características geoestratégicas y sociopolíticas de nuestra Patria.

1.6.1.2 Incrementar la actividad operativa militar en las fronteras de nuestro país con el fin de controlar y neutralizar el crimen transnacional, así como la acción de grupos generadores de violencia y la defensa de nuestro territorio.

1.6.1.3 Efectuar los procesos de creación, reestructuración, reequipamiento y reubi-

1.6.3.2 Incrementar y fortalecer el empleo de la Milicia en las funciones de apoyo al desarrollo nacional.

1.6.3.3 Fomentar e incrementar la creación de los Cuerpos Combatientes en todas las estructuras del Estado Venezolano.

1.6.3.4 Fortalecer e incrementar la incorporación de más compatriotas a la Milicia Nacional Bolivariana.

1.6.3.5 Diseñar estrategias para garantizar la participación del pueblo que asegure la lucha en cualquier circunstancia, por adversas que estas sean.

1.6.4 Incrementar y mantener el Aprestamiento de la Fuerza Armada Nacional Bolivariana para la Defensa Integral de la Patria.

1.6.4.1 Modernizar, conservar, almacenar y mantener el equipamiento y los sistemas de armas de la Fuerza Armada Nacional Bolivariana.

1.6.4.2 Fortalecer el sistema de apoyo logístico y de sanidad militar de nuestra Fuerza Armada Nacional Bolivariana.

1.6.4.3 Incrementar las reservas de materiales, sistemas y equipos para el sostenimiento de la Defensa Integral de la Patria.

1.6.4.4 Incrementar la adquisición de sistemas de armas y materias para la detección de unidades.

IL CONTINUAR CONSTRUYENDO EL SOCIALISMO BOLIVARIANO DEL SIGLO XXI EN VENEZUELA, COMO ALTERNATIVA AL MODELO SALVAJE DEL CAPITALISMO Y CON ELLO ASEGURAR LA "MAYOR SUMA DE SEGURIDAD SOCIAL, MAYOR SUMA DE ESTABILIDAD POLÍTICA Y LA MAYOR SUMA DE FELICIDAD", PARA NUESTRO PUEBLO.

OBJETIVO NACIONAL:

2.1 Propulsar la transformación del sistema económico, para la transición al socialismo bolivariano, trascendiendo el modelo rentista petrolero capitalista hacia el modelo económico productivo socialista, basado en el desarrollo de las fuerzas productivas.

"La América Española pedía dos revoluciones a un tiempo, la Pública y la Económica..." Simón Rodríguez.

OBJETIVOS ESTRATÉGICOS Y OBJETIVOS GENERALES:

2.1.1 Impulsar nuevas formas de organización de la producción que pongan al servicio de la sociedad los medios de producción e impulsen la generación de tejido productivo bajo un nuevo metabolismo para la transición al socialismo.

2.1.1.1 Insertar nuevos esquemas productivos tendientes al socialismo que irradian en su entorno relaciones de producción e intercambio complementarias y solidarias, al tiempo que constituyen tejidos productivos de sostén de un nuevo metabolismo. Estos injertos productivos tendrán políticas de asociación entre sí bajo formas de conglomerados para multiplicar su escala.

2.1.1.2 Propiciar la democratización de los medios de producción e impulsar nuevas formas de articulación de formas de propiedad, colocándolas al servicio de la sociedad.

2.1.1.3 Fortalecer la planificación centralizada y el sistema presupuestario para el desarrollo y direccionamiento de las cadenas estratégicas de la nación.

2.1.2 Expandir e integrar las cadenas productivas orientándose hacia la satisfacción de las necesidades sociales en camino a la construcción del socialismo.

2.1.2.1 Generar un sistema de integración de las redes productivas, que permita articular la cadena de valor de las materias primas, diversificando la producción para la satisfacción de las necesidades sociales de la población.

2.1.2.2 Potenciar el aparato productivo nacional, actualizándolo tecnológicamente para proveer la base material articulada al nuevo modelo, para la construcción del socialismo.

2.1.2.3 Fortalecer sectores productivos donde el país presente ventajas comparativas, orientando los excedentes como base económica alternativa al modelo monoexportador.

2.1.2.4 Conformar un sistema de parques industriales para el fortalecimiento temático de cadenas productivas y articulación del tejido industrial nacional, incorporando facilidades logísticas, formación, tecnología y sistema de distribución de insumos y productos con precios justos.

2.1.3 Desarrollar modelos de gestión de las unidades productivas incluyentes, par-

OBJETIVO NACIONAL:

2.2 Construir una sociedad igualitaria y justa.

Para el período 2013-2019, asumimos el reto de profundizar la Revolución Bolivariana en lo que constituye su esencia: la justicia social. La continuidad de la revolución debe garantizar la irreversibilidad del proceso en lo referente a los avances en los derechos humanos; en las condiciones que imposibilitan volver a la pobreza, en las condiciones que han determinado la profundización en la lucha contra las desigualdades sociales; en lo que ha permitido ir avanzando en la liberación de pueblo; en la participación protagónica del pueblo en las misiones sociales. Llevar adelante el objetivo de construcción de una sociedad justa e igualitaria es avanzar en la ruta hacia el socialismo, significa el futuro pleno de condiciones de vida gratificantes, construidas con el mismo pueblo como sujeto.

En esta nueva fase, seguir construyendo una sociedad igualitaria y justa, requiere el desarrollo de un sistema de prevención, protección y seguridad social que debe adquirir una nueva cualidad política al convertirse en el más poderoso instrumento para el vivir vivo, como condición de liberación, independencia y soberanía del pueblo venezolano en tránsito hacia el socialismo. Para ello es necesario avanzar extraordinariamente en torno a procesos fundamentales que suponen la transformación social radical, los que constituyen objetivos estratégicos para la revolución.

OBJETIVOS ESTRATÉGICOS Y OBJETIVOS GENERALES:

2.2.1 Profundizar el impulso a la transformación de las relaciones esenciales del pueblo con la naturaleza, con el Estado, con la sociedad, con el proceso de trabajo y con el pensamiento.

2.2.1.1 Despliegue de relaciones socialistas entre trabajadores y trabajadoras con el proceso de trabajo.

2.2.1.2 Asegurar el desarrollo físico, cognitivo, moral y ambiente seguro y saludable de trabajo, en condiciones de trabajo y de seguridad social gratificantes.

2.2.1.3 Superar las relaciones de trabajo disrazadas de trabajo asalariado.

2.2.1.4 Asegurar la formación colectiva en los centros de trabajo, asegurando su incorporación al trabajo productivo, solidario y liberador.

2.2.1.15 Asegurar la garantía de prestaciones básicas universales relativas a las contingencias de vejez, sobrevivencia, personas con discapacidad, invalidez, cesantía y desempleo, derivadas de la vinculación con el mercado de trabajo.

2.2.1.16 Promover la armonización de la vida familiar y laboral.

2.2.1.17 Afianzar valores que resguarden la identidad, construyan soberanía y defensa de la Patria, a partir del disfrute físico, espiritual e intelectual, y el reconocimiento de nuestro patrimonio cultural y natural.

2.2.1.18 Incrementar sostenidamente la producción y distribución de bienes culturales a nivel nacional, a través de la producción de 15.000.000 de ejemplares del Sistema Masivo de revistas 2.500.000 por año y con el aumento de la producción de libros en un 200%.

2.2.1.19 Aumentar la infraestructura cultural a disposición del pueblo, con la construcción de 336 Salas de Libros-Lectura, una por municipio que cuente con libros, mesas, sillas y muebles para la lectura.

2.2.1.20 Potenciar las Expresiones Culturales del país.

2.2.1.11 Impulsar las redes de las organizaciones de base comunitarias culturales.

2.2.1.12 Ampliar la Red de Intelectuales y Artistas y multiplicar los convenios de cooperación cultural para la producción de bienes y servicios.

2.2.1.13 Consolidar el protagonismo popular en las manifestaciones culturales y deportivas, centrado en la creación de una conciencia generadora de transformaciones para la construcción del socialismo.

2.2.1.14 Universalizar la seguridad social para artistas, creadores y creadoras.

2.2.1.15 Potenciar las Expresiones Culturales Liberadoras.

2.2.1.16 Visibilizar la identidad histórico-comunitaria (Misión Cultura Corazón Adentro).

2.2.1.17 Fomentar convenios interculturales de integración.

2.2.1.19 Mejorar el Hábitat y la Infraestructura para los pueblos indígenas.

2.2.1.20 Acelerar la demarcación territorial de sus espacios, a través de la entrega de títulos de propiedad de tierras a comunidades indígenas y de dotación de viviendas dignas a cada familia indígena en situación de vulnerabilidad, respetando sus opciones culturales.

2.2.1.21 Impulsar la formación, capacitación y financiamiento para unidades socio-productivas, con el fortalecimiento de 2345 consejos comunales y comunas socialista indígenas mediante financiamiento de proyectos, respetando sus prácticas y formas de organización tradicionales.

2.2.1.22 Ampliar la presencia de las Misiones y Grandes Misiones Socialistas en las comunidades indígenas, reconociendo y respetando su cultura y tradiciones.

2.2.1.23 Consolidar la equidad de género con valores socialistas.

2.2.1.24 Profundizar la participación política y protagonismo de las mujeres en el Poder Popular.

2.2.1.25 Incentivar una cultura económica productiva, solidaria, de base socialista, con la inclusión de todos quienes estén en edad productiva, que promuevan la inserción en el sistema productivo nacional.

2.2.1.26 Estimular la ética socialista en los espacios de recreación de los jóvenes, orientados a la paz, prácticas deportivas y convivencia comunal, formando a 900.000 Jóvenes en programas recreativos y deportivos e incorporando la participación de 5.200.000 Jóvenes en programas para el uso del tiempo libre.

2.2.1.27 Promover espacios de formación integral, con voluntariado que atienda a jóvenes en situación de vulnerabilidad, estimando la atención a 4.000.000 de Jóvenes en situación de vulnerabilidad, a través de 400.000 Jóvenes formados para ser prevenidos los factores generen vulnerabilidad.

2.2.1.28 Fortalecer la organización y participación protagónica de los jóvenes, al construir 3.000 Consejos del Poder Popular Juvenil.

2.2.1.29 Avanzar en la transformación social del privado de libertad a través de la incorporación de familiares, consejos comunales, organizaciones sociales y cualquier otra forma de organización, a labores

2.2.1.30 Combatir la impunidad, el retrato procesal de pena y de otros beneficios, en coordinación con el Ministerio Público, Defensa Pública y Poder Judicial.

2.2.1.31 Mejorar y construir infraestructuras para las Comunidades Penitenciarias de producción socialista.

2.2.1.32 Generar alternativas para cumplimiento de la pena.

2.2.1.33 Crear condiciones para el apoyo a antecedentes penales e inserción en programas Socio Educativo y Laboral.

2.2.1.34 Profundizar la acción educativa y comunicacional en función de la consolidación de los valores y principios del estado democrático y social de derecho y de justicia, contemplado en la Constitución de la República Bolivariana de Venezuela, así como el enriquecimiento de la conciencia de protección ambiental como requisito para preservar la vida planetaria.

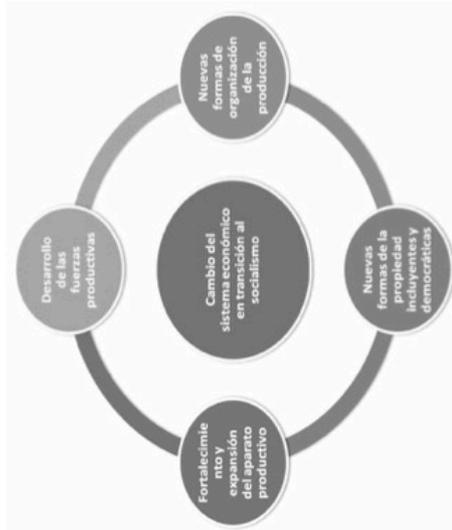
2.2.1.35 Desarrollar una política integral de protección y divulgación científica con relación a la diversidad biológica de nuestro país, y en específico la que se encuentra en nuestros Parques, así como los reservorios de agua de nuestro país y lo que representan para el planeta.

2.2.1.36 Profundizar condiciones para generar una cultura de recreación y práctica deportiva liberadora, ambientalista e integradora en torno a los valores de la Patria, como vía para la liberación de la conciencia, la paz y la convivencia armónica.

2.2.1.37 Profundizar la masificación deportiva, con el conformar el Fondo Nacional del Deporte, Actividad Física y Educación Física para impulsar la masificación del deporte.

2.2.1.38 Ampliar la infraestructura de la Misión Barrio Adentro Deportivo a nivel parroquial y de todos los espacios deportivos.

2.2.1.39 Fortalecer el Deporte de Alto Rendimiento, con apoyo integral al atleta de alto rendimiento y héroes del deporte; desarrollo de la medicina y las ciencias aplicadas al deporte de alto rendimiento; desarrollo de Centros de Alto Rendimiento y de la Escuela Nacional de Talentos Deportivos.



2.2.1.40 Contribuir a la práctica sistemática, masiva y diversificada de la actividad física en las comunidades y espacios poblacionales, a través de la formación de la actividad física en el Sistema

2.2.1.41 Educativo Bolivariano.

2.2.1.42 Profundizar las condiciones que aseguren para la familia venezolana, la mayor suma de seguridad social y suprema felicidad, a partir de valores y principios de respeto, igualdad, solidaridad, correspondencia y justicia social.

2.2.1.43 Consolidar la lucha contra los determinantes de las condiciones de desigualdad que requieren ser abatidas para erradicar la pobreza extrema.

2.2.1.44 Erradicar la pobreza extrema, según ingresos (pobreza extrema 0).

2.2.1.45 Continuar disminuyendo la pobreza general.

2.2.1.46 Disminuir el número de personas en situación de vulnerabilidad.

2.2.1.47 Mantener a Venezuela como el aula más grande del mundo a través de la profundización y ampliación de las condiciones de ingreso, prosecución y egreso que garanticen el derecho a la educación

2.2.2.1 Integrar, la producción intelectual y la vinculación social que garantice el desarrollo de las potencialidades creativas y capacidad resolutoria frente a los problemas prioritarios del país y los objetivos estratégicos del proyecto nacional Simón Bolívar.

2.2.2.2 Consolidar el derecho constitucional a la educación universitaria para todas y todos, fortaleciendo el ingreso, prosecución y egreso, mediante el incremento en un 30% la inclusión de jóvenes bachilleros al sistema de educación universitaria.

2.2.2.3 Profundizar la política de territorialización y pertinencia de la gestión para el desarrollo de la educación universitaria, a través del aumento de la matrícula municipalizada en un 60%, con las Misiones Sucre y Alma Mater.

2.2.2.4 Desarrollar programas y proyectos de formación-investigación que den respuesta a las necesidades y potencialidades productivas necesarias para desarrollo del país.

2.2.2.5 Ampliar la capacidad científico-técnica y humanística para garantizar la seguridad y soberanía en la producción de los insumos materiales, así como la producción teórico-metodológica y artística, necesarias para el buen vivir, mediante el incremento en un 70% el financiamiento a la investigación e innovación orientadas a proyectos que apuntalen la felicidad del pueblo.

2.2.2.6 Asegurar la salud de la población, a través de la consolidación del sistema público nacional de salud, sobre la base de la profundización de Barrio Adentro, el Poder Popular y la articulación de todos los niveles y ámbitos del sistema de protección, promoción, prevención y atención integral a la salud individual y colectiva.

2.2.2.7 Aumentar en un 100% la cobertura poblacional de atención médica integral, en Atención Primaria con Barrio Adentro I y II, y Atención Especializada con Barrio Adentro III y IV; b.- Reducir la mortalidad materna en 37,3 por cada 100.000 nacidos vivos. Reducir la mortalidad en niños menores de 5 años a 11,7 por cada 1.000 nacidos vivos.

2.2.2.8 Consolidar la nueva institucionalidad del Sistema Público Nacional de Salud basado en Barrio Adentro como eje rector, única, financiamiento asegurado, desarrollo soberano científico-tecnológico, talento humano de calidad y solidario internacionalmente.

2.2.2.9 Fortalecer e incentivar la inversión en el proceso educativo.

2.2.2.10 Adecuar el sistema educativo al modelo productivo.

2.2.2.11 Fortalecer e incentivar la inversión en el proceso educativo.

2.2.2.12 Consolidación de la transformativa universitaria en torno a la formación

tivas y de distribución, a través de la ampliación y mantenimiento de la Flota de transporte para abarcar el 40% de la distribución diaria de la Red Mercal.

2.2.2.26 Ampliar los centros de acopio y de venta de productos, con la expansión en un 50% de las redes de acropes, panaderías y carnicerías venezolanas.

2.2.2.27 Consolidar las casas de alimentación, como centros de formación y atención nutricional, a través de la adecuación y transformación de 4.500 Casas de Alimentación, en centros de formación y atención nutricional.

2.2.2.28 Consolidar y expandir la Red de Farmacias Populares en todo el territorio nacional.

2.2.2.29 Realizar obras de infraestructura, orientadas a la construcción, mejoramiento y adecuación de instalaciones industriales para incrementar la capacidad productiva de plantas procesadoras, plantas de empaquetado capacidad operativa y procesamiento) centros de almacenamiento (capacidad en seco y frío) y líneas de producción, entre otras.

2.2.2.30 Formar y capacitar a la población, a fin de que logre adecuar sus hábitos alimentarios y patrones de consumo. Se aspira a establecer como campeonatos de formación de la Misión Saber y Trabajo, a los comedores del Instituto Nacional de Nutrición y a los de la Fundación Programa Alimentos Estratégicos (FUNDAPROAL).

2.2.2.31 Prevenir y controlar las carencias de micronutrientes y promoción de la seguridad alimentaria en los hogares.

2.2.2.32 Ampliar las acciones para la inserción y activación socio-productiva de las familias a partir de la propiedad social, la creación de redes socio-productivas cooperativas, unidades familiares, grupos de intercambio solidario y demás formas asociativas para el trabajo y la formación pertinente.

2.2.2.33 Desarrollar el Sistema Económico Comunal con las distintas formas de organización socioproductiva: empresas de propiedad social, unidades familiares, grupos de intercambio solidario y demás formas asociativas para el trabajo.

2.2.2.34 Fortalecer la base social del sistema de economía comunal. Procesos de transferencia de empresas de propiedad social indirecta a instancias del Poder Popular, así como el financiamiento autosostenible.

tentable.

2.2.2.35 Desarrollar el Poder Popular en las empresas de propiedad social indirecta. Conformación de Consejos de Trabajadores y Trabajadoras en las empresas de propiedad social indirecta.

2.2.2.36 Desarrollar instancias de coordinación entre los Consejos Comunales y Consejos de Trabajadores y Trabajadoras de las empresas de propiedad social indirecta.

2.2.3 Consolidar las Grandes Misiones Socialistas como instrumento revolucionario de nivel superior que permita profundizar en la construcción de la justicia social, tal y como se ha hecho con la Gran Misión Hijos de Venezuela y la Gran Misión en Amor Mayor.

2.2.3.1 Completar el proceso de redimensionamiento de las misiones, a la luz del cumplimiento de los objetivos para los que fueron creadas o para atender nuevos retos.

2.2.3.2 Crear nuevas grandes misiones en áreas, temas o problemas prioritizados de acuerdo a los objetivos estratégicos.

2.2.3.3 Desarrollar, desde las grandes misiones, los sistemas de acompañamiento de base territorial para transformar la vida de familias y comunidades en situación de pobreza.

2.2.3.4 Garantizar sistemas de financiamiento especial para la sostenibilidad de las misiones y Grandes Misiones Socialistas.

OBJETIVO NACIONAL:

2.3 Consolidar y expandir el poder popular y la democracia socialista. Alcanzar la soberanía plena, como garantía de irreversibilidad del proyecto bolivariano, es el propósito central del ejercicio del poder por parte del pueblo consciente y organizado. La gestión y desarrollo de nuevas instancias de participación popular dan cuenta de cómo la Revolución Bolivariana avanza consolidando la hegemonía y el control de la orientación política, social, económica y cultural de la nación. El poder que ha sido secuestrado por la oligarquía va siendo restituido al pueblo, quien, de batalla en batalla y de victoria en victoria, ha aumentado su nivel de complejidad organizativa.

OBJETIVOS ESTRATÉGICOS Y GENERALES:

la 21.060.000 de ciudadanos. Es decir, que alrededor del 68% de los venezolanos del año 2019 (30.550.479) vivirán en subsistemas de agregación de Comunas.

2.3.2 Garantizar la transferencia de competencias en torno a la gestión y administración de lo público desde las instancias institucionales, regionales y locales hacia las comunidades organizadas, organizaciones de base y demás instancias del poder popular, como línea estratégica de restitución plena del poder al pueblo soberano.

2.3.2.1 Lograr la consolidación de un sistema de articulación entre las diferentes instancias del poder popular con el fin de trascender la acción local al ámbito de lo regional y nacional, rumbo a la construcción de un subsistema de Comunas, Distritos, Motores de Desarrollo y Ejes de Desarrollo Territorial, en consonancia con las potencialidades territoriales y acervo cultural de los habitantes de cada localidad, atendiendo a la sintonía y coherencia con los planes de Desarrollo Estratégico de la Nación.

2.3.2.2 Instaurar la noción de correspondencia en torno al proceso de planificación comunal, regional y territorial, para impulsar la participación correspondiente de la organización popular en el estudio y establecimiento de los lineamientos y acciones estratégicas para el desarrollo de planes, obras y servicios en las comunidades y regiones.

2.3.2.3 Consolidar 24 Unidades de Acompañamiento Técnico Integral Comunal (una por estado), con equipos multidisciplinares que garanticen una gestión comunal eficaz y eficiente, con el propósito de afianzar la política de acompañamiento técnico integral al Poder Popular en el ejercicio de la Gestión Comunal.

2.3.2.4 Constituir un Cuerpo de Inspectores integrado por 4.500 profesionales y técnicos, bajo un programa de formación socio-política y técnico-productiva permanente, desarrollado por la Escuela para el Fortalecimiento del Poder Popular.

2.3.2.5 Promover la organización y garantizar el adecuado funcionamiento de las Unidades de Contraloría Social de los 29.101 Consejos Comunales que se promoverán en el marco del período 2013-2019, para fomentar el ejercicio de la contraloría y el control social en todos los ámbitos del trabajo comunitario como garantía para el logro de los objetivos estratégicos y la satisfacción de las necesidades de los habitantes.

2.3.3 Fortalecer la integración territorial y la soberanía nacional, a través del desarrollo equilibrado de las regiones, impulsando actividades económicas que generen efectos de atracción e incentivos para reforzar el asentamiento poblacional en un subsistema de comunas, procurando con ello una distribución de la población consona con la utilización de las capacidades productivas del territorio.

2.3.4 Garantizar la plena inclusión social: El Poder Popular como garante del reconocimiento de la dignidad del ser humano, como sujeto en ejercicio pleno de sus derechos, reconociendo a la familia como un factor determinante de protección y base fundamental del nuevo andamiaje social, cuyas premisas han de ser la armonía, la solidaridad, la complejidad y la corresponsabilidad como vía hacia el vivir bien.

2.3.4.1 Impulsar la corresponsabilidad del Poder Popular en la lucha por la erradicación de la pobreza en todas sus manifestaciones.

2.3.4.2 Constituir 43.029 Comités de Prevención y Protección Social en los Consejos Comunales, a razón de 6.174 comités por año de manera sostenida. Dichos comités participarán en la ejecución y aplicación de planes y políticas públicas orientadas a la atención y el seguimiento de la inclusión de la población vulnerable en sus comunidades y territorios.

2.3.4.3 Afianzar las políticas especiales, desde la comunidad, para la población en mayor nivel de vulnerabilidad: Niños, niñas y adolescentes, adultos y adultos mayores, personas con discapacidad, personas en situación de calle, personas con adicciones, población sexo-género-diversa, entre otros.

2.3.4.4 Garantizar la organización de las familias beneficiarias de las Grandes Misiones Hijos de Venezuela y en Amor Mayor, a través de instancias como Comités de Adultos y Adultas Mayores, Comités de Patria Preñada y Comités de la Patria Niña.

2.3.4.5 Promover desde la comunidad un sistema de actividades enfocadas en generar nuevos esquemas de recreación, que se contrapongan a la cultura del exceso, de la destrucción e irrespetuosa de las relaciones humanas que genera el capitalismo.

2.3.4.6 Conformación de 55.000 Comités

de Deporte y Recreación, manteniendo un crecimiento sostenido a razón de 6.500 comités anuales. Los cuales serán responsables de la planificación y ejecución del Plan de Prevención y Recreación de su comunidad.

2.3.4.7 Consolidar el sistema de actividades enfocadas a la prevención social a través del impulso del Plan Nacional de Recreación para el vivir bien, el cual contempla, entre otros procesos la incorporación de la comunidad en la práctica deportiva permanente a través del subtema deportivo comunal, garantizando la participación de 10 millones de personas y la recuperación de los espacios públicos de las comunidades para el desarrollo de actividades culturales, recreativas y preventivas.

2.3.4.8 Desarrollar anualmente el Plan Vacacional Comunitario, con un enfoque de corresponsabilidad entre el poder popular y la institucionalidad revolucionaria. Se incorporará progresivamente 500.000 niños, niñas y adolescentes en situación de vulnerabilidad.

2.3.4.9 Aplicar programas de formación y debate permanente en materia de prevención social con la participación de 420.000 voceros y voceras del poder popular, a razón de 60.000 participantes por año.

2.3.5 Consolidar los diferentes procesos de socialización de saberes, orientados a la potenciación de las capacidades, habilidades y herramientas apropiadas por el pueblo para el ejercicio de lo público y desarrollo socio cultural de las comunidades, ampliando la cifra de participación, desde el año 2008, de 25.000 Consejos Comunales que han participado en los diferentes programas de formación desarrollados por la Escuela para el fortalecimiento del Poder Popular.

2.3.5.1 En los próximos 7 años se proyecta la formación, en los diferentes procesos de socialización de saberes, de 41.000 Consejos Comunales.

2.3.5.2 Incorporación de 10.000 facilitadores provenientes de las diferentes organizaciones del Poder Popular como sujetos principales en los procesos de formación.

2.3.5.3 Establecimiento de Núcleos de Formación encavados y gestionados por las propias comunidades como un espacio de aprendizaje y socialización de conocimiento en 3.000 Comunas y 1.000 Salas de Batalla Social proyectadas para este período.

2.3.5.4 Avanzar el ejercicio de educación popular como fuerza impulsora de la movilización consciente del pueblo, orientada a la restitución definitiva del Poder Popular.

2.3.5.5 Desarrollar y especializar programas formativos que eleven la capacidad de gestión del Poder Popular en los ámbitos político, económico y social, y en áreas estratégicas para el desarrollo nacional.

2.3.5.6 Incorporar a 5.000 Facilitadores a las acciones de formación técnico productiva de las distintas organizaciones vocacionales, a través de la orientación vocacional de las voceras y voceros de las organizaciones del Poder Popular.

2.3.5.7 Incorporar a la formación socio-política y técnico-productiva a los 500.000 Brigadistas del Ejército Productivo vinculados a las Grandes Misiones.

2.3.6 Construir el nuevo tejido productivo del país en nuevas relaciones sociales de producción, garantizando la transición de los insumos primarios de producción nacional. Se trata entonces de impulsar y consolidar una economía productiva, redistributiva, post-rentista, post-capitalista sobre la base de un amplio sustento público, social y colectivo de la propiedad sobre los medios de producción. La posibilidad de la planificación social en auténtica sincronía con la planificación centralizada y el desarrollo de las diversas formas de organización socio-productivas, sustentadas en las diversas formas de propiedad de productores y productores libres asociados, entre las que se destacan las de propiedad social, indirecta, de propiedad familiar y grupos de intercambio solidario.

2.3.6.1 Generar un tejido productivo diversificado y sustentable que garantice el desarrollo de las comunidades y la nación, mediante la recuperación, reformamiento, activación y creación de empresas de propiedad social.

2.3.6.2 Promover en el período 2013-2019 la constitución de 30.000 empresas de propiedad social directa para transformar la materia prima y agregarle valor a los insumos de producción nacional, a escala industrial y semi-industrial para la satisfacción de las necesidades de nuestro pueblo.

2.3.6.3 Impulsar 1.000 nuevas áreas de encadenamiento de la producción a escala comunal donde se pueda desarrollar las fases del ciclo productivo en el período 2013-2019.

2.3.6.4 Desarrollar una nueva arquitectura financiera sobre la base del sistema presupuestario de financiamiento, configurándose la red de organizaciones económicas financieras que gestionan, administran, transfieren, financian, facilitan, captan y controlan los recursos financieros y no financieros, retornables y no retornables, administrados por las comunidades y diferentes organizaciones de base del Poder Popular.

2.3.6.5 Conformación de 3.000 Bancos de la Comuna que servirán para consolidar la nueva arquitectura financiera del Poder Popular.

2.3.6.6 Promover la conformación de 3.000 Consejos de Economía Comunal en Comunas y de 43.000 Comités de Economía Comunal en el período 2013-2019.

2.3.6.7 Sincronizar, a través de la Planificación Centralizada la activación y desarrollo de las diversas formas de organización socio-productivas, promoviendo las diversas formas de propiedad social, directa e indirecta, la propiedad familiar, los grupos de intercambio solidario, así como la libre asociación de productores y productores.

2.3.6.8 Registro y conformación de todas las Empresas de Propiedad Social Directa Comunal, Empresas de Propiedad Social Indirecta Comunal, Unidades Productivas Familiares y Grupos de Intercambio Solidarios existentes en el país.

2.3.6.9 Impulsar una política de reinversión social con los recursos generados por las comunidades organizadas con el fin de masificar el aporte correspondiente para la satisfacción de sus necesidades y aspiraciones.

2.3.6.10 Garantizar la inclusión socio-productiva, el trabajo emancipado, la transformación del ejército de reserva del capitalismo en fuerza social creadora a través de la organización de las fuerzas productivas, generando una nueva cultura del trabajo.

2.3.6.11 Incorporación de 500.000 Brigadistas al Ejército Productivo vinculados a las Grandes Misiones.

OBJETIVO NACIONAL:
2.4 Convocar y promover una nueva orientación ética, moral y espiritual de la sociedad, basada en los valores liberadores del socialismo.

OBJETIVOS ESTRATÉGICOS Y OBJETIVOS GENERALES:

2.4.1 Preservar el acervo moral del Pueblo venezolano y reforzarlo mediante estrategias de formación en valores.

OBJETIVO NACIONAL:
2.5 Lograr la irrupción definitiva del Nuevo Estado Democrático y Social, de Derecho y de Justicia
OBJETIVOS ESTRATÉGICOS Y OBJETIVOS GENERALES:
2.5.1 Desatir la potencia contenida en la Constitución Bolivariana para el ejercicio de la democracia participativa y prola gónica.

2.5.1.1 Diseñar, junto a las organizaciones de base del Poder Popular, un plan práctico para el desarrollo legislativo y práctico de todos los artículos constitucionales que reconocen al pueblo el ejercicio de la democracia directa.
2.5.2 Establecer un sistema de comunicación permanente para escuchar al pueblo organizado y al pueblo despolitizado, como parte del esfuerzo para la construcción colectiva del Estado Socialista, bajo el principio de "mandar, obedeciendo".

2.5.2.1 Revisar para fortalecer y expandir el sistema de Misiones y Grandes Misiones, como formas de participación del pueblo en la nueva institucionalidad democrática.

2.5.2.2 Establecer como norma el desarrollo de jornadas y procedimientos de interrelación popular sobre la gestión de los servidores públicos.

2.5.3 Desarrollar el sistema Federal de Gobierno, basado en los principios de integridad territorial, económica y política de la Nación venezolana, mediante la participación protagónica de los obreros, los campesinos, los pobladores, los pueblos indígenas, los afrodescendientes, las mujeres y los jóvenes en las funciones de gobierno comunal y en la administración de los sectores y medios de producción de bienes y servicios de propiedad social.

2.5.3.1 Planificar y ejecutar la transferencia de competencias a las Comunas, consejos comunales, mesas técnicas de servicios, indigenas, a los movimientos de pobladores, pueblos trabajadores, de consejeros de trabajadores y motorizados, de estudiantes, en materia de viviendas, deportes, cultura, programas sociales, ambiente, mantenimiento y conservación de áreas urbanas, prevención y protección de

2.4.2 Fortalecer el sistema de administración de justicia, combatir la impunidad, reformar el sistema penitenciario, y promover la justicia de paz comunal.
2.4.3 Fortalecer el sistema de administración de justicia mediante la dotación de los medios necesarios para su óptimo desempeño, incluyendo el nivel de investigación criminal que permita combatir la impunidad.

2.4.3.2 Reformar integralmente el sistema penitenciario, con la vista puesta en la rehabilitación integral de las personas privadas de libertad para favorecer su inserción productiva en una nueva sociedad.
2.4.3.3 Promover la justicia de paz comunal como herramienta eficaz para respaldar

dar la convivencia pacífica y favorecer la práctica de la solidaridad y el amor entre los venezolanos y las venezolanas.

2.5.3.2 Planificar y ejecutar la participación en los procesos económicos estimulando las distintas expresiones de la economía y el desarrollo endógeno, mediante cooperativas, cajas de ahorro, empresas de propiedad social, colectiva y mixta, mutuales y otras formas.

2.5.3.3 Implementar, a través del Consejo Federal de Gobierno, un sistema de planificación con los Estados y Municipios para el desarrollo territorial productivo de la Nación, mediante el desarrollo de los Distritos Motores de Desarrollo, así como la elaboración de sistemas de gestión compartidos, en función de garantizar el mantenimiento de la vitalidad, el saneamiento ambiental y la infraestructura social en todo el territorio nacional.

2.5.4 Seguir transformando y reorganizando de manera integral la Administración Pública, para dignificar a los servidores públicos y hacerla cada vez más útil para el pueblo.
2.5.4.1 Establecer políticas de estímulo y reconocimiento a los servidores públicos y líderes populares y sociales que desarrollen el ejercicio de sus funciones en el marco de los valores que comportan la ética socialista.

2.5.4.2 Forjar una cultura revolucionaria de servicio público, en todos los ámbitos, fortaleciendo el criterio de que los funcionarios de la Administración Pública son ante todo servidores públicos y están allí para servir al pueblo de forma expedita y honesta.
2.5.4.3 Diseñar y ejecutar una política destinada a promover y revalorizar la cultura del saber y del trabajo socialistas, como mecanismos indispensables para la transformación del Estado, mediante la creación de Escuelas de Formación de Cuadros Administrativos y Políticos en las Instituciones del Estado, las empresas de Propiedad Social y en las instancias del Poder Popular.

2.5.4.4 Ejecutar un proceso de reorganización paulatina de la administración del Estado, homologando y dignificando las condiciones de los servidores públicos, de acuerdo a sus roles y competencias, orientado al uso de las capacidades profesionales y laborales hacia el fortalecimiento del modelo económico productivo.

2.5.4.5 Profundizar y ejecutar las meca-

nismos de sanción política, administrativa y penal, según sea el caso, para los servidores públicos que incurran en ineficiencia administrativa, política y en hechos de corrupción.

2.5.4.6 Erradicar definitivamente los transacciones ilegales haciendo que todos los trámites para obtener documentos, resoluciones, licencias, pagos, obtener becas, pensiones o efectuar cualquier gestión legal dentro de la Administración Pública, fluyan con la mayor celeridad y puntualidad, a través de la masificación de tecnologías de punta y unificación de criterios.

2.5.4.7 Suprimir todos los trámites innecesarios en los requerimientos exigidos a los ciudadanos y ciudadanas para realizar operaciones legales con el Estado o para obtener licencias, registros, diplomas, certificaciones, etc.

2.5.5 Dirigir desde la jefatura del Estado una profunda y definitiva revolución en el sistema de administración de justicia, para que cese la impunidad, lograr la igualdad en el acceso y erradicar el carácter clasista y racista en su aplicación.

2.5.5.1 Apoyar la implementación en todo el país las Fiscalías y Juzgados Municipales.

2.5.5.2 Apoyar el incremento en forma significativa el número de tribunales en el país, especialmente en materia penal.

2.5.5.3 Apoyar el incremento en forma significativa el número de fiscalías a nivel nacional.

2.5.5.4 Apoyar el desarrollo de la construcción de nuevos espacios físicos para que funcionen nuevos tribunales y mejorar la infraestructura existente.

2.5.5.5 Promover la cohesión y organización de todos los instrumentos jurídicos existentes en torno al Sistema de Justicia, que generen incoherencia en las definiciones y contribuyan con el desorden administrativo en muchas instancias del mismo, tales como el Código Penal, Código Procesal Penal, Código Civil, entre otros.

2.5.5.6 Apoyar las políticas de formación y capacitación de jueces o juezas y Fiscales Públicos orientadas a desarrollar una cultura de la responsabilidad en la administración de justicia en función del derecho a vivir bien de los seres humanos que conformamos la sociedad venezolana.

2.5.6 Desplegar en sobremarcha la Gran Misión "¡A TODA VIDA! Venezuela" o campo de conocimiento sobre seguridad

pública y ciudadana, dentro del Fondo Nacional de Ciencia, Tecnología e Innovación y culminar la expansión de la UNES en 77 estados del país: Portuguesa, Bolívar, Falcón, Barinas, Nueva Esparta y Apure, con el fin de aumentar la capacidad de formación del nuevo modelo de seguridad pública y ciudadana y la producción del saber localizado en materia de seguridad.

2.5.7 Garantizar el derecho al acceso y libre ejercicio de la información y la comunicación.

2.5.7.1 Fortalecer la soberanía comunicacional, divulgando nuestro patrimonio cultural, geográfico, turístico y ambiental, así como el desarrollo productivo y político, con miras al fortalecimiento de los procesos de integración y unidad latinoamericana y caribeña. Para ello, nos proponemos seguir coadyuvando al desarrollo de redes de comunicación y medios de expresión de la palabra, la imagen y las voces de nuestros pueblos.

2.5.7.2 Fortalecer el uso de los medios de comunicación como instrumento de fortalecimiento para la transición al socialismo, potenciando los valores ciudadanos, así como el uso responsable y crítico de los medios de comunicación. En esta tarea, se hace indispensable fomentar la investigación sobre la comunicación como proceso humano y herramienta de transformación y construcción social.

2.5.7.3 Consolidar la regulación social de los medios de comunicación como herramienta para el fortalecimiento del poder popular, promoviendo e impulsando el Sistema Nacional de Comunicación Popular (radios y televisores comunales, periódicos comunitarios, ambientalistas, obreros, juveniles, partidistas, sindicales, campesinos, entre otros) como espacio para la articulación de significados y relaciones producidas desde la práctica de la comunicación social y humana, con el fin de transformar la realidad desde el Poder Popular organizado.

2.5.7.4 Actualizar y desarrollar las plataformas tecnológicas de los medios de comunicación, aprovechando el impulso que representa la puesta en marcha de la Televisión Digital Abierta (TDA), que permitirá ampliar la calidad de las transmisiones y ofrecer un mayor espectro de señales diferenciadas.

III. CONVERTIR A VENEZUELA EN UN PAÍS POTENCIA EN LO SOCIAL, LO ECONÓMICO Y LO POLÍTICO DENTRO

ción y despacho de crudos y productos asociados con una capacidad de exportación de 2.0 MMBD, así como 3 terminales fluviales de sólidos y líquidos en el río Orinoco.

3.1.2.9 Construir 2 condominios industriales en las áreas de Carabobo y Junin por suministro de servicios a los mejoradores.

3.1.2.10 Crear 6 Bases Petroindustriales Socialistas (BPSISOS) en la zona de la Faja Petrolífera del Orinoco, en las áreas de Palital, Chaguaramas y San Diego de Cabrutica para desarrollar actividades de manufacturación de baladros, mechas, válvulas, tubulares y otros bienes y servicios.

3.1.3 Mantener la producción en las áreas tradicionales de petróleo y gas.

3.1.3.1 Mantener las actividades de perforación, rehabilitación y reparación de pozos.

3.1.3.2 Continuar con la incorporación de nuevos proyectos de recuperación secundaria y mantener y mejorar los existentes.

3.1.3.3 Mantener y mejorar los niveles de confiabilidad y mantenibilidad de la infraestructura existente.

3.1.4 Desarrollar las reservas del Cinturón Gasífero en nuestro mar territorial.

3.1.4.1 Desarrollar las potencialidades existentes en el Cinturón Gasífero de Venezuela en los proyectos Rafal Urdaneta, Mariscal Sucre y Plataforma Delta, para alcanzar una capacidad de producción de gas de 720 MMPGD para el 2014 y 2.000 MMPGD para el año 2019. Acelerar los esfuerzos exploratorios del Cinturón Gasífero de Venezuela en las áreas Blancquilla, Golfo de Venezuela, Ensenada de Barceloneta, el norte de Mariscal Sucre y Fachada Atlántica, para la búsqueda de nuevas reservas de gas con expectativa exploratoria de 135 BPC de gas natural.

3.1.4.2 Acelerar los esfuerzos exploratorios del Cinturón Gasífero de Venezuela en las áreas Blancquilla, Golfo de Venezuela, Ensenada de Barceloneta, el norte de Mariscal Sucre y Fachada Atlántica, para la búsqueda de nuevas reservas de gas con expectativa exploratoria de 135 BPC de gas natural.

3.1.4.3 Acelerar los esfuerzos exploratorios del Cinturón Gasífero de Venezuela en las áreas Blancquilla, Golfo de Venezuela, Ensenada de Barceloneta, el norte de Mariscal Sucre y Fachada Atlántica, para la búsqueda de nuevas reservas de gas con expectativa exploratoria de 135 BPC de gas natural.

3.1.4.4 Acelerar los esfuerzos exploratorios del Cinturón Gasífero de Venezuela en las áreas Blancquilla, Golfo de Venezuela, Ensenada de Barceloneta, el norte de Mariscal Sucre y Fachada Atlántica, para la búsqueda de nuevas reservas de gas con expectativa exploratoria de 135 BPC de gas natural.

3.1.4.5 Acelerar los esfuerzos exploratorios del Cinturón Gasífero de Venezuela en las áreas Blancquilla, Golfo de Venezuela, Ensenada de Barceloneta, el norte de Mariscal Sucre y Fachada Atlántica, para la búsqueda de nuevas reservas de gas con expectativa exploratoria de 135 BPC de gas natural.

3.1.4.6 Acelerar los esfuerzos exploratorios del Cinturón Gasífero de Venezuela en las áreas Blancquilla, Golfo de Venezuela, Ensenada de Barceloneta, el norte de Mariscal Sucre y Fachada Atlántica, para la búsqueda de nuevas reservas de gas con expectativa exploratoria de 135 BPC de gas natural.

3.1.4.7 Fortalecer y expandir la industria petroquímica nacional.

búsqueda de nuevas reservas de gas asociado para incorporar reservas de gas con expectativa exploratoria de 135 BPC de gas natural.

3.1.5 Adecuar y expandir el circuito de refinación nacional.

3.1.5.1 Adecuar y expandir el sistema de refinación nacional de 1,3 MMBD en el 2013 a 1,8 MMBD en el 2019, hacia el mayor procesamiento de los crudos pesados y extrapesado de la Faja Petrolífera del Orinoco, y adaptarlo a las exigencias de calidad de productos en los mercados nacional e internacional. Esto contempla los proyectos de expansión y conversión profunda de las refinerías El Palito, Puerto La Cruz y el Complejo Refinador Paraguariá; y la construcción de 3 nuevas refinerías, Batalla de Santa Inés de 100 MBD, Petrobioctenarrio de 350 MBD de capacidad y Cabrutica de 220 MBD.

3.1.6 Expandir la infraestructura de transporte almacenamiento y despacho de petróleo y gas.

3.1.6.1 Adecuar y expandir los sistemas de transporte por poliductos existentes, como Simandres y Sison; y la construcción de nuevos sistemas, como Puerto La Cruz - Maturín, Bajo Grande - Planta Ramón Laguna, El Vigía - La Fría y El Palito - Barquisimeto.

3.1.6.2 Adecuar y ampliar la red de plantas de distribución de combustibles, entre ellas El Guamache y Puerto Pesquero Guiría, y la construcción de nuevas plantas, como Planta del Oeste de Caracas, Calia La Mar, Batalla de Santa Inés, Cabrutica y Jose.

3.1.6.3 Ampliar la red de transporte de gas hasta alcanzar 1.965 kilómetros de gasoductos entre existentes y nuevos como los gasoductos José Francisco Bermúdez (SINORGAS), el Norte Llano y el Eje Orinoco - Apure.

3.1.6.4 Incrementar la capacidad de producción de extracción de líquidos de gas natural en 120 MBD, a través de los proyectos de procesamiento de gas Soto I y Soto II, Piritall I y San Joaquín IV.

3.1.6.5 Fortalecer y ampliar la cobertura de la red de distribución de metano con el fin de desplazar el consumo de GLP y brindar mayor calidad de vida a la población a través de tendido de 11.760 km.

3.1.7 Fortalecer y expandir la industria petroquímica nacional.

- 3.1.7.1. Desarrollar proyectos petroquímicos para el procesamiento de gas natural, naftas y corrientes de refinación, transformándolos en productos de mayor valor agregado.
- 3.1.8.3. Consolidar y desarrollar los seis polos Petroquímicos planificados: Ana María Campos, Morón, José Antonio Anzoátegui, Paraguaná, Navay, Puerto de Nívar y Guira.
- 3.1.7.3. Incrementar la producción de fertilizantes nitrogenados y fosforados en un 43%, lo cual cubrirá la demanda nacional y convertirá a Venezuela en un exportador de fertilizantes para toda la región.
- 3.1.7.4. Incrementar en un 300% la capacidad de producción de olefinas y resinas plásticas tradicionales, y desarrollar otras cadenas de resinas plásticas necesarias para el país y que actualmente se importan.
- 3.1.7.5. Expandir en 87% la capacidad instalada del sector productor de químicos, haciendo énfasis en la producción de aromáticos y el desarrollo de las cadenas aguas abajo del metano y la urea.
- 3.1.7.6. Continuar en el marco de la Gran Misión Vivienda Venezuela, desarrollando las fabricas modulares de viviendas y accesorios (Pétrocasa) instalando en diferentes zonas del país 10 nuevas plantas, alcanzando una producción de 50.000 unidades de viviendas/año, 800.000 ventanas/año y 800.000 puertas/año. Es importante resaltar que esta producción de viviendas y accesorios estará disponible a partir del II Trimestre del 2013.
- 3.1.8. Desarrollar el complejo industrial conexo a la industria petrolera, gasífera y petroquímica para fortalecer nuestra soberanía económica.
- 3.1.8.1. Incrementar la capacidad de ensamblaje y fabricación en el país de Taladros y Equipos de Servicios a Pozos, a través de la Empresa Industria China Venezolana de Taladros (ICVT) y otras por crear con una capacidad de 15 taladros al año.
- 3.1.8.2. Fortalecer los procesos de construcción en Venezuela de plataformas de perforación y producción de los yacimientos costa afuera, tal como la construida para el campo Corocoro de Petrosucre, a fin de garantizar la oportuna disponibilidad de los equipos requeridos en el desarrollo de Mariscal Sucre, Cardón IV y Plataforma Delhena, generando el mayor contenido nacional posible en tales proyectos.
- 3.1.10.2. Profundizar las estrategias de integración y posicionamiento de Venezuela en Latinoamérica y el Caribe, como son los proyectos de construcción de capacidad de refinación de 1.100 MBD entre los países de Ecuador, Brasil, Nicaragua y Cuba, y de 2.300 Km. de transporte de crudo con una capacidad de hasta 500 MBD hacia el Pacífico Colombiano. Y en Asia, la construcción de una capacidad de 1.200 MBD repartidas en 3 refinerías en China, una en Vietnam y una en Siria.
- 3.1.11. Fortalecer y profundizar las capacidades operativas de nuestra empresa nacional Petróleo de Venezuela.
- 3.1.11.1. Intensificar las acciones necesarias para garantizar la disponibilidad de los recursos humanos, logísticos y financieros requeridos para ejecutar los planes y programas.
- 3.1.11.2. Incrementar la confiabilidad y disponibilidad de la infraestructura de recolección, tratamiento, almacenamiento, embarque, medición y refinación de hidrocarburos.
- 3.1.11.3. Asegurar las destrezas requeridas en el talento humano para ejecutar eficientemente las actividades de la cadena de valor de los hidrocarburos.
- 3.1.12. Garantizar la Seguridad Energética del país
- 3.1.12.1. Sincronizar la producción con la demanda y los días de cobertura de los distintos combustibles de hidrocarburos en el territorio nacional.
- 3.1.12.2. Diversificar la matriz de energía primaria y adecuar el consumo energético a los mejores estándares de eficiencia, incorporando coque, carbón y otras energías alternativas.
- 3.1.12.3. Reforzar planes de contingencia para atender oportunamente los eventos de fuerza mayor.
- 3.1.13. Fortalecer al Estado en el control y gestión del sistema eléctrico nacional
- 3.1.13.1. Fortalecer y ampliar el sistema eléctrico nacional.
- 3.1.13.2. Diversificar la matriz de insumos para la generación eléctrica favoreciendo fuentes de energías.
- 3.1.13.3. Completar el desarrollo hidroeléctrico del país, a través de la culminación de los Complejos Hidroeléctricos de Tecoma, Urbante Caparo es su Segundo Desarrollo, y Desarrollar El Chorrín.
- 3.1.8.3. Impulsar las actividades de las Empresas Estatales de Mantenimiento para mejorar el tiempo, servicio y costo de las paradas de planta en el sistema de refinación y mejoramiento del país.
- 3.1.8.4. Crear Empresas Estatales, Mixtas y Conglomerados Industriales para la instalación de Plantas de Calcinación del Coque, Recuperación de Metales del Pexicoque y Coque Verde, Planta de Ferroviviandado, Planta de Brea de Petróleo y Planta de Ormatta, basados en la integración de las cadenas de Petróleo e Industrias Básicas y Minería de los sectores Hierro - Acero y Bauxita-Aluminio.
- 3.1.9. Fortalecer y profundizar la Soberanía Tecnológica.
- 3.1.9.1. Promover el desarrollo en el país de tecnologías propias de mejoramiento de crudos pesados y extrapesados, a través de procesos de mejoramiento in situ, procesos de conversión profunda de hidroge-viscosidad y procesos catalíticos de viscosorreducción de Aquaconversión.
- 3.1.9.2. Posicionar el uso de tecnologías de explotación secundaria y terciaria en crudos pesados y extrapesados para alcanzar un factor de recobro del 20%. Entre estas tecnologías destacan la Inyección Continua de Vapor, la Combustión In Situ, y la Inyección de Surfactantes.
- 3.1.9.3. Crear la Escuela Técnica Petro-Socialista para la capacitación de los técnicos medios requeridos en más de 180 oficinas, a través de la incorporación de la Misión Ribas Técnica con una capacidad de 5.000 personas por año.
- 3.1.9.4. Implementar a nivel nacional las sedes y plantel de autoridades y profesores de la Universidad de los Hidrocarburos que cumple con la formación técnica e ideológica de cuadros de generación de relevo para las áreas de desarrollo de la Eja Petrolera de Orinoco y Costa Azuera.
- 3.1.9.5. Crear el Instituto de Investigación del Coque y Minerales provenientes del procesamiento de los crudos de la FPO para su industrialización.
- 3.1.10. Profundizar la diversificación de nuestros mercados.
- 3.1.10.1. Profundizar las estrategias de diversificación de mercados de crudos y productos derivados, con una meta para el año 2019 de 2.200 MBD a países asiáticos, 1.250 MBD Latinoamérica y el Caribe, 500 MBD a Europa y 1,150 MBD a Norteamérica.

- desarrollo de infraestructura eléctrica con criterios de eficiencia, calidad, continuidad, confiabilidad y respeto al medio ambiente.
- 3.1.13.6. Continuar mejorando la eficiencia y la calidad del servicio eléctrico.
- 3.1.13.7. Fomentar el uso eficiente de la energía eléctrica, utilizando fuentes alternativas e implementando el uso de la generación solar.
- 3.1.13.8. Asegurar el aprovisionamiento del servicio eléctrico para los municipios a través del Plan Robusto, así como a través del Gran Misión Vivienda Venezuela así como para los nuevos desarrollos petroleros, gasíferos, mineros y petroquímicos.
- 3.1.14. Fortalecer y profundizar la cooperación energética internacional.
- 3.1.14.1. Consolidar las alianzas estratégicas ya acordadas y futuras entre los países señalados de los acuerdos de Petrocaribe, Acuerdos de Cooperación Energética y Convenio Integral de Cooperación, con el fin de asegurar el cumplimiento del acuerdo y la colocación de 470 MBD hidrocarburos directamente a los Pueblos de estos países.
- 3.1.14.2. Profundizar las alianzas políticas y económicas con aquellos países con posicionamiento geoestratégico favorable y cuyos intereses converjan con los de nuestra nación, favoreciendo la construcción de un mundo plurilateral.
- 3.1.14.3. Profundizar las relaciones de cooperación con los países en la región, en particular a los Principios de Complementariedad y Juntos Podemos Más, con el propósito de promover el acceso a la energía.
- 3.1.15. Desarrollar el poderío económico utilizando los recursos minerales.
- 3.1.15.1. Aumentar las reservas de minerales a nivel nacional.
- 3.1.15.2. Ubicar los nuevos yacimientos minerales en el Escudo de Guayana, Sistema Montañoso del Caribe, Cordillera de los Andes y Sierra de Perijá, con la prospección geológica y la utilización de las nuevas tecnologías de bajo impacto ambiental.
- 3.1.15.3. Duplicar las reservas minerales de bauxita, hierro, coltán (niobio y tantalita), roca fosfórica, feldespatos y carbón, con la certificación de los yacimientos ubicados en el Escudo de Guayana, Cordillera de los Andes, Sistema Montañoso del Caribe y la Sierra de Perijá.
- 3.1.15.4. Duplicar las reservas minerales de oro y diamante con la certificación de los yacimientos ubicados en el Escudo de Guayana, siendo su rol para la construcción del socialismo su utilización como bien de las reservas internacionales.
- 3.1.15.5. Desarrollar el potencial minero nacional para la diversificación de las fuentes de empleo, ingresos y formas de propiedad social.
- 3.1.15.6. Utilizar la demanda endógena industrial como fuerza motriz para el desarrollo de la minería, coordinando la demanda interna con la demanda internacional.
- 3.1.15.7. Fortalecer la Empresa Minera Nacional de propiedad social, incentivar a integrar las actividades mineras, explorar racionalmente los yacimientos minerales, desarrollar los conocimientos científicos y tecnológicos, elevar la productividad y mejorar la eficiencia de la producción en el sector.
- 3.1.15.8. Incrementar la producción de oro y diamante actualizando tecnológicamente las empresas estatales de oro existente, conformando empresas mixtas en las cuales la República Bolivariana de Venezuela tenga el control de sus decisiones y mantenga una participación mayor del 55 % y organizando la pequeña minería en unidades de producción.
- 3.1.15.9. Conformar empresas mixtas para la explotación y procesamiento de bauxita, hierro, coltán (niobio y tantalita), níquel, roca fosfórica, feldespatos y carbón, en las cuales la República Bolivariana de Venezuela tenga el control de sus decisiones y mantenga una participación mayor del 55 %.
- 3.1.15.10. Conformar empresas de propiedad social directa considerando los recursos minerales no metálicos de uso principal para la construcción de obras civiles tales como arcillas blandas, arenas gravas, granzón, granito, granodiorita, esquistos, mármol, gneis, cal, yeso y sal.
- 3.1.15.11. Desarrollar tecnologías mineras que disminuyan el impacto ambiental, los volúmenes de material residual y el procesamiento superficial del material útil; aprovechando el potencial de las universidades e institutos del país y los convenios de transferencia tecnológica firmados con países aliados.
- 3.1.15.12. Organizar la pequeña minería, concentrada en la explotación de oro y diamante, en unidades de producción donde el Estado brinde apoyo tecnológico y financiero para proteger la salud de los trabajadores, los recursos naturales y el medio ambiente.
- 3.1.15.13. Crear el Fondo de Desarrollo Social Minero con aportes financieros de la actividad minera para garantizar la seguridad social del trabajador y sus dependientes.

- 3.4.2.4 Definir unidades de gestión territorial en áreas con potencial minero para la coordinación de políticas territoriales, sociales y económicas, preservando el acervo histórico y socio-cultural.
- 3.4.3 Fomentar y consolidar el desarrollo de los Polos Petroleros.
- 3.4.4 Promover y consolidar el desarrollo de las Petrosociedades Socialistas en un espacio específico del territorio, que permita desarrollar las potencialidades regionales, para ofrecer bienes y servicios a la industria petrolera.
- 3.4.5 Mantener y garantizar el funcionamiento del Consejo Federal de Gobierno, las instancias que lo conforman, así como las formas de coordinación de políticas territoriales y las organizaciones de base del Poder Popular.
- 3.4.6 Promover la creación del los Distritos Motores de Desarrollo, con la finalidad de impulsar en el área geográfica comprendida en cada uno de ellos, un conjunto de proyectos económicos, sociales, científicos y tecnológicos destinados a lograr el desarrollo integral de las regiones y el fortalecimiento del poder popular, en aras de facilitar la transición hacia el socialismo.
- 3.4.6.1 Conformar el Distrito Motor Barlovento, Estado Miranda. Área con prioridad de tratamiento en la Cuenca del Río Tuy, de especialización agroindustrial.
- 3.4.6.2 Conformar el Distrito Motor Caracas - Cabruta, Estados Barinas y Guárico. Proyecto dinamizador: Muestreo Puente Obispo el Río Orinoco y UPS Algodoneros del Orinoco. De especialización agroindustrial.
- 3.4.6.3 Conformar el Distrito Motor Barinas - Achaguas, Estados Guárico y Apure. Proyecto dinamizador: Centro de Caña Etnol. De especialización agroindustrial.
- 3.4.6.4 Conformar el Distrito Motor Paria, Estado Sucre. Proyectos dinamizadores: Proyecto Gasífero Petrolero, Delta - Caribe Oriental, Plataforma Delta, Empresa Mixta Socialista Cacao del Alba. De especialización Agroícola-Turística.
- 3.4.6.5 Conformar el Distrito Motor Sur del Lago, Estados Zulia y Mérida. Proyecto dinamizador UPS de Distribución. De especialización agroindustrial.
- 3.4.6.6 Conformar el Distrito Motor Santa Elena de Uairén - Ikarabari, Estados Bolívar y Amazonas. Proyecto dinamizador: transporte aéreo y fluvial. De especialización agroecológica y turística.
- 3.4.6.7 Conformar el Distrito Motor Orizaba - Calabozo, Estados Guárico y Aragua. Proyecto dinamizador: UPS Agroindustrial Río Tiznado y Proyecto Río Guárico. De especialización agroindustrial.
- 3.4.6.8 Conformar el Distrito Motor Los Tacarigua - Las Tejerías, Estados Aragua y Carabobo. Proyectos dinamizadores: Ensambladora de Vehículos Irán-Venezuela y crecimiento del Lago de Tacarigua. De especialización industrial, ambiental y agrícola.
- 3.4.6.9 Conformar el Distrito Motor El Diluvio del Palmar, Estado Zulia. Proyecto dinamizador: Sistema de Riesgo el Diluvio. De especialización agrícola.
- 3.4.6.10 Conformar el Distrito Motor Florentino (Boconó - Barinas), Estado Barinas y Trujillo. Proyectos dinamizadores: Autopista Boconó - Barinas, Centro de Mejoramiento Genético Florentino. De especialización agroindustrial.
- 3.4.6.11 Conformar el Distrito Motor Orichuna - Maiture, Estado Apure. Proyecto dinamizador: UPS Ganaderas. De especialización agropecuario.
- 3.4.6.12 Conformar el Distrito Motor Urbana - Ciudad Trujillo, ubicado en Distrito Capital y el Estado Bolívar para desarrollar el nuevo modelo de Ciudad Socialista.
- 3.4.6.13 Distrito Motor Urbano Ciudad Trujillo, ubicado en Distrito Capital y el Estado Vargas. Para desarrollar el nuevo modelo de Ciudad Socialista.
- 3.4.6.14 Distrito Motor Urbano Ciudad Bolívar, ubicado en el Estado Bolívar y Mérida. Para desarrollar el nuevo modelo de Ciudad Socialista.
- 3.4.7 Mejorar y garantizar la infraestructura existente de las áreas de producción agrícola.
- 3.4.7.1 Promover la creación de zonas de concentración agrícola con grandes potencialidades, con la finalidad de garantizar la seguridad alimentaria nacional y la generación de productos agrícolas tales como el maíz, el arroz, la soya, el algodón, el sorgo y la producción pecuaria.
- 3.4.7.2 Desarrollar gradualmente las planicies centrales del Río Orinoco.
- 3.4.8 Integrar el territorio nacional, mediante los corredores multimodales de infraestructura: transporte terrestre, ferroviario, aéreo, fluvial, energía eléctrica, gas, petróleo, agua y telecomunicaciones.
- 3.4.8.1 Mantener y construir las carreteras, autopistas y troncales que conecten las grandes y medianas ciudades a lo largo del territorio nacional.
- 3.4.8.2 Construir la infraestructura vital necesaria que permita conectar las zonas industriales, con las zonas de explotación de recursos.
- 3.4.8.3 Mejorar las condiciones de las carreteras en las zonas rurales y agrícolas.
- 3.4.9 Promover la creación de una empresa estatal de transporte, que permita mejorar el servicio público a los usuarios y desplazar el viejo parque automotor, que genera un alto consumo de combustible.
- 3.4.10 Garantizar el desarrollo ferroviario a lo largo de nuestro territorio nacional con el fin de transportar pasajeros, productos agrícolas, industriales y bienes comerciales.
- 3.4.10.1 Culminar la construcción y rehabilitación de los tramos ferroviarios que se encuentran en la zona norte-cosiera de nuestro país: 1. Puerto Cabello - Valencia - Cagua (Construcción); 2. Yariagua - Barquisimeto - Puerto Cabello (Rehabilitación) y 3. Cagua - La Encrucijada (Construcción).
- 3.4.10.2 Impulsar la construcción de los tramos ferroviarios ubicados al sur de nuestro país: 1. Tinaco - Anaco (Construcción); 2. San Juan de los Morros - San Fernando (Construcción); 3. Chaguaramas - Cabruta (Construcción); y 4. San Juan de Morros - La Encrucijada (Construcción), y garantizar su conexión con los tramos ferroviarios ubicados en la zona norte-cosiera.
- 3.4.10.3 Promover la construcción de otros tramos ferroviarios que permitan interconectar a la región andina, oriental, sur y central del territorio nacional.
- 3.4.11 Acelerar el desarrollo de un sistema que permita la navegación del Río Orinoco y el Río Apure sin deprimir el medio ambiente.
- 3.4.11.1 Promover el desarrollo de un plan que permita la construcción de puertos a lo largo de nuestras costas.
- 3.4.12 Planificar desde el Gobierno Central y con protagonismo popular el desarrollo urbano y rural de las ciudades existentes y de las nacientes a lo largo de nuestro territorio nacional, a través del desarrollo de la Gran Misión Vivienda Venezuela.
- 3.4.12.1 Desarrollar la segunda fase de la Gran Misión Vivienda Venezuela para abordar definitivamente el déficit habitacional acumulado.
- 3.4.12.2 Implementar la ciudad compacta como modelo de desarrollo urbano sustentable, con edificaciones de baja altura y alta densidad.
- 3.4.12.3 Fomentar la economía de espacios y recursos como medio para lograr el crecimiento urbano equilibrado, incorporando

- los terrenos ociosos o subutilizados existentes en los centros poblados y en sus áreas periferias.
- 3.4.12.4 Fortalecer la construcción de viviendas en el ámbito rural para mejorar las condiciones de vida de la familia campesina.
- 3.4.12.5 Construir 2.650.000 viviendas nuevas, distribuidas en el territorio nacional de acuerdo con el registro nacional de viviendas y de tal manera que se consoliden los ejes de desarrollo integral, los polos de desarrollo y los distritos motores.
- 3.4.13 Fortalecer la presencia del Estado en las zonas más rezagadas en materia de desarrollo e integración territorial, así como en las zonas más rezagadas y amazónicas, con el fin de contribuir a reforzar la independencia y soberanía nacional.
- IV. CONTRIBUIR AL DESARROLLO DE UNA NUEVA GEOPOLÍTICA INTERNACIONAL EN LA CUAL TOME CUERPO EL MUNDO MULTICENTRICO Y PLURIPOLAR QUE PERMITA LOGRAR EL EQUILIBRIO DEL UNIVERSO Y GARANTIZAR LA PAZ PLANETARIA.
- OBJETIVO NACIONAL:
- 4.1. Continuar desimpugnando un papel protagónico en la construcción de la unión latinoamericana y caribeña.
- OBJETIVOS ESTRATÉGICOS Y OBJETIVOS GENERALES:
- 4.1.1 Fortalecer la Alianza Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América (ALBA), como el espacio vital del reacomunamiento político de la Revolución Bolivariana.
- 4.1.1.1 Impulsar el rol de vanguardia de la ALBA en el proceso de cambios latinoamericano y caribeño, dinamizando los nuevos espacios como la UNASUR y la CELAC.
- 4.1.1.2 Fortalecer los mecanismos de concertación del bloque ALBA en los sistemas interamericano y Universal, hacia su transformación integral.
- 4.1.1.3 Construir la Zona Económica del ALBA, mediante el andamiaje económico necesario, fortaleciendo el papel del Sistema Unitario de Compensación Regional (SUCRE) y del Banco del Alba en la estrategia de complementariedad económica, financiera, productiva y comercial de la región.
- 4.1.2 Fortalecer el mecanismo PETROCARIBE como esquema de cooperación energética y social solidario.
- 4.1.2.1 Profundizar la alianza entre Venezuela y los países del Caribe, mediante el mecanismo PETROCARIBE, consolidando una alianza estratégica y soberana para el desarrollo integral de sus pueblos.
- 4.1.3 Continuar consolidar la Unión de Naciones Suramericanas (UNASUR) como espacio productivo del mundo pluripolar.
- 4.1.3.1 Garantizar la participación, activa en cada uno de los Consejos de UNASUR, para alcanzar el impulso de políticas y acciones que beneficien a los pueblos de Nuestra América.
- 4.1.4 Impulsar y fortalecer a la Comunidad de Estados Latinoamericanos y Caribeños (CELAC), como mecanismo de unión de América Latina y el Caribe.
- 4.1.4.1 Fortalecer el papel de la CELAC como espacio común para la integración política, económica, social y cultural de la región.
- 4.1.4.2 Formar y destacar a los cuadros que impulsarán los espacios estratégicos de integración y cooperación regional (ALBA, PETROCARIBE, UNASUR, CELAC).
- 4.1.5 Fortalecer las alianzas estratégicas bilaterales con los países de Nuestra América, como base para impulsar los espacios de unión subregionales y regionales (ALBA, MERCOSUR, etc.)
- 4.1.5.1 Profundizar la identidad política con los gobiernos y pueblos hermanos de los países miembros de la ALBA y del MERCOSUR para seguir impulsando políticas de justicia y solidaridad en Nuestra América.
- 4.1.5.2 Intensificar los proyectos gramaticales de unión económica con los países de la ALBA, y de complementariedad productiva con los países del MERCOSUR.
- 4.1.5.3 Profundizar la política de diálogo político al más alto nivel y de encadenamientos productivos con la hermana República de Colombia, dando cumplimiento al mandato de unión de El Libertador Simón Bolívar.
- 4.1.6 Avanzar en la creación de encadenamientos económicos productivos con América Latina y el Caribe, que fortalezcan la industria nacional y garanticen el suministro seguro de productos.
- 4.1.6.1 Fortalecer el Banco del Sur como una institución para la integración financiera regional.
- 4.1.6.2 Generar una política permanente de financiamiento solidario para el impulso de encadenamientos económicos productivos con América Latina y el Caribe, para alcanzar nuestra independencia económica, productiva y alimentaria regional.
- 4.1.7 Profundizar las alianzas estratégicas bilaterales existentes entre Venezuela y los países de la región, con especial énfasis

en la cooperación con Brasil, Argentina, y Uruguay, en las distintas áreas de complementación y cooperación en marcha.

4.1.7.1 Consolidar a Venezuela como un proveedor de cooperación solidaria, sin pretensiones hegemónicas y bajo el principio de autodeterminación de los pueblos.

4.1.7.2 Orientar la cooperación con los países aliados de la región, como motor de impulso del modelo socio-productivo socialista.

4.1.7.3 Garantizar la transferencia científico-tecnológica en la cooperación, fin de alcanzar la independencia económica productiva.

4.1.8 Impulsar el nuevo orden comunicacional latinoamericano y caribeño, con énfasis en los nuevos sistemas y medios de información regionales, y en el impulso de nuevas herramientas comunicacionales.

4.1.8.1 Fortalecer Telesur garantizando una mayor presencia regional y mundial.

4.1.8.2 Expandir la señal de la Radio del Sur como herramienta comunicacional para el reconocimiento de los procesos políticos de la región.

ción de las minorías y pueblos originarios a la vida nacional y su toma de decisiones.

4.2.1.1 Consolidar y crear la institución nacional latinoamericana en las organizaciones de cooperación e integración con la ALBA, UNASUR, CELAC, MERCOSUR.

4.2.1.2 Aumentar la presencia en los contenidos curriculares y programación audiovisual, y eventos nacionales e internacionales de la temática.

4.2.2 Dirección desde el alto nivel del nivel nacional y muestraciones en los contenidos educativos sobre la identidad nacional y la diversidad de los pueblos.

4.2.2.1 Presentar iniciativas regionales y subregionales como Cartas Sociales, Culturales, Declaraciones, Pactos y documentos gubernamentales surgidos desde la participación popular y recogidos en la nueva institucionalidad nuestaamericana.

4.2.2.2 Defender la presencia de las minorías étnicas y pueblos originarios en las instancias de toma de decisión nuestaamericana.

OBJETIVO NACIONAL:

4.3 Continuar impulsando el desarrollo de un Mundo multicéntrico y pluripolar sin dominación imperial y con respecto a la autodeterminación de los pueblos.

OBJETIVOS ESTRATÉGICOS Y OBJETIVOS GENERALES:

4.3.1 Conformar una red de relaciones políticas con los polos de poder emergentes.

4.3.1.1 Establecer una alianza con el Grupo BRICS como núcleo que agrupa a los poderes emergentes fundamentales en la consolidación del mundo pluripolar.

4.3.1.2 Impulsar el acercamiento y la coordinación entre los nuevos mecanismos de unión latinoamericana y caribeña (ALBA, UNASUR, CELAC) y el Grupo BRICS, con el fin de dar mayor contundencia a la voz de los pueblos del Sur en la agenda global.

4.3.1.3 Elevar a un nivel superior las alianzas estratégicas con la República Popular China, la Federación de Rusia y la República Federativa de Brasil con el fin de seguir consolidando el poder nacional.

4.3.1.4 Establecer alianzas estratégicas con la República de la India y la República de Sudáfrica.

4.3.1.5 Profundizar las relaciones de cooperación política y económica con todos los países de Nuestra América, y con aquellos países de África, Asia, Europa y Oceanía

cuyos gobiernos estén dispuestos a trabajar con base en el respeto y la cooperación mutua.

4.3.1.6 Intensificar el acercamiento con los mecanismos de integración económica y política del Asia y del África, (ASEAN, ECOWAS, etc.) participando en calidad de observadores y promoviendo los contactos con los mecanismos de unión latinoamericana y caribeña.

4.3.1.7 Impulsar el liderazgo en el seno del Movimiento de Países No Alineados (MOPAL) con el objetivo de alcanzar el XVIII Cumbre de Jefes de Estado y de Gobierno en Venezuela.

4.3.1.8 Reimpulsar foros de unión interregionales Sur-Sur como el América del Sur-Africa (ASA) y el América del Sur-Paises Árabes (ASPA).

4.3.2 Conformar un nuevo orden comunicacional del Sur.

4.3.2.1 Fortalecer las cadenas multimediosales de televisión y radio Telesur y Radio del Sur, junto con sus respectivos plataformas electrónicas, expandiendo su alcance, su oferta en diferentes idiomas y la variedad y calidad de sus contenidos, con el fin de proyectar la verdad de nuestros pueblos y romper el bloque informativo y la censura a la cual están sometidos los pueblos de las potencias imperialistas por las corporaciones transnacionales de la comunicación.

4.3.2.2 Establecer alianzas con las cadenas de comunicación e información de los polos emergentes del mundo, para asegurar el conocimiento mutuo y la información para sobre las realidades, sin el filtro de la información de las grandes empresas de comunicación de las potencias imperialistas.

4.3.3 Impulsar la diplomacia de los pueblos y la participación protagónica de los movimientos populares organizados en la construcción de un mundo pluripolar y en equilibrio.

4.3.3.1 Promover la participación de las redes globales de movimientos sociales en los grandes Foros y Cumbres internacionales.

4.3.3.2 Acompañar la organización y realización de Foros internacionales de movimientos sociales y organizaciones populares de base con el fin de recoger sus reivindicaciones y propuestas para incorporarlas en la agenda política global.

4.3.4 Continuar impulsando la transformación de los Sistemas de Derechos Humanos, sobre la base del respeto, la democratización del sistema, la igualdad soberana de los Estados y el principio de la no injerencia.

4.3.4.1 Mantener política activa y liderazgo, conjuntamente con los países progresistas de la región, en el llamado a la urgente y necesaria reforma del Sistema Interamericano de Derechos Humanos y la Corte, por ser bastiones altamente politizados del imperialismo norteamericano.

OBJETIVO NACIONAL:

4.4 Desterrar el sistema neocolonial de dominación imperial.

OBJETIVOS ESTRATÉGICOS Y OBJETIVOS GENERALES:

4.4.1 Deslindar a Venezuela de los neocolonialismos internacionales de dominación imperial.

4.4.1.1 Denunciar los tratados multilaterales que limiten la soberanía nacional frente a los intereses de las potencias neocoloniales (Sistema Interamericano de Derechos Humanos, etc.).

4.4.1.2 Denunciar los tratados multilaterales que limiten la soberanía nacional frente a los intereses de las potencias neocoloniales (promoción y protección de inversiones).

4.4.1.3 Establecer las alianzas necesarias para neutralizar las acciones de las potencias neocoloniales en organismos internacionales.

4.4.1.4 Eliminar la participación de las instituciones financieras internacionales en los proyectos de desarrollo nacional.

4.4.2 Reducir a niveles que no comprometan la Independencia Nacional el endeudamiento económico y tecnológico con los centros imperiales de dominación.

4.4.2.1 Llevar a niveles no vitales el intercambio comercial con las potencias neocoloniales.

4.4.2.2 Llevar a niveles no vitales el reclutamiento por las potencias neocoloniales.

4.4.2.3 Reducir la participación de las potencias neocoloniales en el financiamiento de proyectos estratégicos para el desarrollo nacional.

4.4.2.4 Llevar a niveles no vitales la comunicación de Venezuela a las redes de comunicación e información dominadas por las potencias neocoloniales.

4.4.2.5 Eliminar la dependencia de sectores estratégicos para el desarrollo nacional de redes de comunicación e información controladas por las potencias neocoloniales.

4.4.2.6 Llevar a niveles no vitales la participación tecnológica de las potencias imperiales en proyectos de desarrollo nacional.

4.4.2.7 Eliminar la participación tecnológica de las potencias imperiales en sectores estratégicos para la soberanía nacional.

4.4.3 Profundizar y ampliar el relacionamiento con los polos emergentes del mundo nuevo.

4.4.3.1 Incrementar la parte de las divisas emergentes en las reservas y en el comercio internacional de Venezuela.

4.4.3.2 Efectuar la porción mayoritaria del intercambio económico y comercial con polos emergentes del mundo nuevo.

4.4.3.3 Incrementar la participación económica y tecnológica de polos emergentes del mundo en proyectos de desarrollo nacional.

4.4.3.4 Establecer alianzas para la coordinación política y el intercambio económico entre mecanismos de unión del Sur de los diferentes continentes, con especial énfasis en los BRICS.

V. CONTRIBUIR CON LA PRESERVACIÓN DE LA VIDA EN EL PLANETA Y LA SALVACIÓN DE LA ESPECIE HUMANA.

OBJETIVO NACIONAL:

5.1 Construir e impulsar el modelo económico productivo eco-socialista, basado en una relación armónica entre el hombre y la naturaleza, que garantice el uso y aprovechamiento racional, óptimo y sostenible de los recursos naturales, respetando los procesos y ciclos de la naturaleza.

OBJETIVOS ESTRATÉGICOS Y OBJETIVOS GENERALES:

5.1.1 Impulsar el socialismo como única opción frente al modelo depredador e insostenible capitalista.

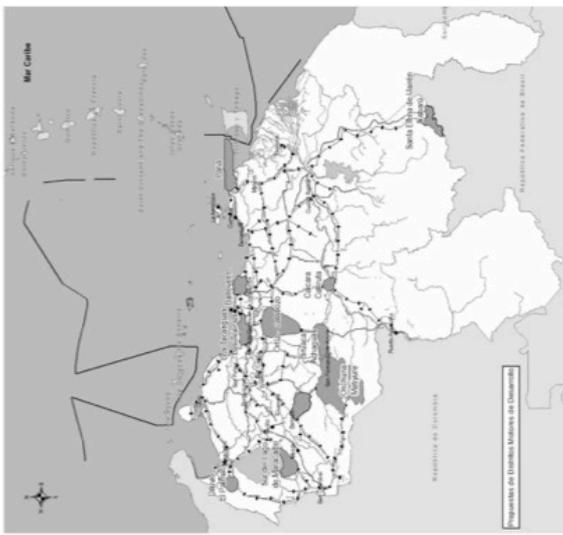
5.1.2 Promover, a nivel nacional e internacional, una nueva ética socio-productiva, que impulse la transformación de los patrones insostenibles de producción y de consumo capitalistas.

5.1.3 Generar alternativas socio-productivas y nuevos esquemas de cooperación económica y financiera para el establecimiento del desarrollo integral y el establecimiento de un comercio justo mundial, bajo los principios de complementariedad, cooperación y solidaridad.

OBJETIVO NACIONAL:

5.2 Proteger y defender la soberanía permanente del Estado sobre los recursos naturales para el beneficio supremo de nuestro Pueblo, que será su principal garante.

MAPA DE LOS DISTRITOS MOTORES



OBJETIVOS ESTRATÉGICOS Y OBJETIVOS GENERALES:

5.2.1. Promover acciones en el ámbito nacional e internacional para la protección y conservación de áreas estratégicas, entre otras: fuentes y reservorios de agua (superficial y subterránea), gestión integrada de cuencas hidrográficas, biodiversidad y bosques.

5.2.1.1. Mantener liderazgo en las negociaciones internacionales multilaterales y regionales relacionadas con los respectivos marcos jurídicos sectoriales ambientales.

5.2.1.2. Continuar impulsando el reconocimiento del acceso al agua como un derecho humano en todos los foros y ámbitos.

5.2.2. Desmontar y luchar contra los esquemas internacionales que promueven la mercantilización de la naturaleza, de los servicios ambientales y de los ecosistemas.

5.2.2.1. Activar alianzas estratégicas para la lucha contra la mercantilización de la naturaleza en todos los foros internacionales.

5.2.2.2. Impulsar el desarrollo de una visión desde la ALBA-TCP y la CELAC que permita fortalecer la defensa de los intereses regionales, con una visión propia desde el sur, en estos temas sensibles y estratégicos que constituyen formas nuevas de dominación y dependencia.

5.2.3. Promover la cooperación, a nivel regional, para el manejo integrado de los recursos naturales transfronterizos.

5.2.3.1. Reimpulsar la cooperación con los países fronterizos en temas de gestión ambiental y zonas ecológicas de interés común conforme a los principios del derecho internacional.

5.2.3.2. Defender los derechos territoriales y la soberanía del Estado venezolano en las negociaciones relacionadas con la administración de los espacios marinos y oceánicos, así como de la diversidad biológica marina más allá de la jurisdicción nacional.

5.2.4. Luchar contra la securitización de los problemas ambientales mundiales pues deben ser resueltos con la participación de todos los Estados, sin imposiciones hegemónicas foráneas.

5.2.4.1. Mantener vigilancia del desarrollo de la agenda del Consejo de Seguridad para evitar la incorporación de los temas ambientales y humanos como temas de "seguridad internacional".

5.2.4.2. Fortalecer los debates sustantivos en los foros, sociales y ambientales en los foros pertinentes a nivel regional y multilateral, para que las decisiones se

la situación actual y los cambios que se necesitan.

5.3.2.2. Poner especial acento en las relaciones de género. En este sentido, impulsar la creación de grupos de trabajo conformados por mujeres, al fin de reducir el riesgo en su vida familiar y laboral y promover estrategias de resiliencia y liberación, ya que sufren el embate de las culturas dominantes, donde la mujer es relegada a un papel secundario, sufriendo a menudo formas explícitas de violencia. Lo mismo aplicará a los grupos socioeconómicos, étnicos, sexuales, laborales, juveniles y personas con discapacidad, obligados a vivir en condiciones de presión y humillación, donde la única vía de salida es la trivulidad ofrecida por el mundo capitalista.

5.3.2.3. Favorecer la construcción de espacios sociales, que pueden coincidir con los Consejos Comunales más involucrados con el proyecto revolucionario, donde se experimenten formas de socialización nuevas, reglas económicas más solidarias y construcción de identidades menos repressivas.

5.3.4. Elaborar estrategias de mantenimiento y difusión en el mundo global de las características culturales y de la memoria histórica del pueblo venezolano.

5.3.4.1. Planificar de manera efectiva la entrega a todas las bibliotecas públicas, así como a las escuelas, de los materiales producidos sobre (a) la historia de los grupos subalternos; (b) la memoria histórica popular; (c) las diferentes culturas regionales y étnicas de Venezuela.

5.3.4.2. Incentivar la difusión en los medios de comunicación masiva, públicos y privados, de los valores, costumbres, tradiciones populares, tradicionales y de nueva producción.

5.3.4.3. Elaborar y realizar un plan coordinado de difusión de la cultura tradicional y de la memoria histórica subalterna y étnica de Venezuela a través de las instituciones diplomáticas internacionales de Venezuela e incentivar las relaciones con las universidades de otros países.

OBJETIVO NACIONAL:

5.4. Contribuir a la conformación de un gran movimiento mundial para contener las causas y reparar los efectos del cambio climático que ocurren como consecuencia del modelo capitalista depredador.

OBJETIVOS ESTRATÉGICOS Y OBJETIVOS GENERALES:

5.4.1. Continuar la lucha por la preservación, el respeto y el fortalecimiento del régimen climático conformado por la Conferencia Marco de Naciones Unidas para el Cambio Climático y su Protocolo de Kyoto.

5.4.1.1. Desmontar los esquemas de mercadeos internacionales de carbono que legitiman la compra de derechos de contaminación y la impune destrucción del planeta.

5.4.1.2. Promover e impulsar el fortalecimiento del régimen jurídico climático vigente con énfasis en las responsabilidades históricas de los países desarrollados.

5.4.1.3. Impulsar y apoyar las acciones que promueven la justicia internacional con relación al incumplimiento de los países desarrollados de sus obligaciones en el marco del Protocolo de Kyoto.

5.4.2. Diseñar, a nivel nacional, un Plan Nacional de Mitigación, que abarque los sectores productivos emisores de Gases de Efecto Invernadero, como una contribución voluntaria nacional a los esfuerzos para salvar el planeta.

5.4.2.1. Promover la transformación de aquellos sectores productivos, a nivel nacional, alineados a la ética transformadora del modelo económico socialista, con especial énfasis en el sector energético, agrícola u pecuario, gestión de desechos sólidos y bosques.

5.4.3. Diseñar un ambicioso Plan Nacional de Adaptación acorde con el compromiso ético bolivariano eco-socialista, que permita a nuestro país prepararse para los escenarios e impactos climáticos que se producirán debido a la irresponsabilidad de los países industrializados, contaminadores del mundo.

5.4.3.1. El Plan deberá elaborarse con la colaboración de todos los entes nacionales y regionales de la planificación territorial y energética, en estrecha colaboración con las universidades, institutos de investigación, centros de estudios, grupos de expertos, grupos de temperatura en los próximos 20 años, en función de las promesas de mitigación que legren consolidarse en el marco de la ONU.

5.4.3.2. Calcular los costos derivados de las pérdidas y daños resultantes de situaciones extremas climáticas, incluyendo seguros y reaseguros para sectores sensibles específicos (como la agricultura), las cuales deberán sumarse a la deuda ecológica de los países industrializados.

A LA BATALLA DE CARABOBO Y A LA VICTORIA DE LA PATRIA SOCIALISTA.

A lo largo de la propuesta que hoy presentamos, se refleja la marcha de más de dos siglos de resistencia y de 13 años de un pueblo en Revolución y se convoca a todos los que quieren Patria a seguir andando por la senda del Socialismo, bajo la máxima que nos dejó el Socialismo, bajo la máxima: "Camminare no hay camino, se hace camino al andar".

El contenido del Programa de la Patria intenta interpretar la voluntad de las mayorías populares, pero por más que hayamos podido plasmarla en el texto, sabemos que esto, no es para nada suficiente. Es por ello que a partir de este día, 11 de junio de 2012, y hasta el diciembre próximo, queremos que sea objeto del más amplio y desprejuiciado debate, para que se le agregue, suprima y corrija, para que se le complete y enriquezca, para que el II Plan Socialista de la Nación que habrá de regirnos durante el próximo periodo de Gobierno Bolivariano y socialista sea obra genuinamente colectiva, como corresponde en tiempos de revolución.

Esta propuesta le pertenece al pueblo venezolano que la ha marcado con sus demandas, con sus victorias, con su resistencia con sus luchas y sus sueños. Por eso estamos seguros que sabrá darle forma definitiva, poner los aceros necesarios, imprimirle su aliento y su infinita inspiración.

Este Programa de la Patria, le pertenece especialmente a ti, joven que trabajas, que estudias, que siembras, que creas, que innovas, que nos haces sentir profundamente orgullosos y orgullosas con tus triunfos deportivos y artísticos, que te has hecho soldado para defender el sagrado suelo, que luchas en el presente por el futuro. Es un programa para el futuro que te pertenece, para que te "empines" hacia lo grande, hacia lo hermoso como no los pudo el Maestro Luis Beltrán Prieto Figueroa.

Vamos pues, obreros y obreras, campesinos y campesinas, estudiantes, afrodescendientes, indígenas, académicos y académicas, pequeños y medianos productores y productores del tiempo y la ciudad, comerciantes de los mercados, maestros, profesores, maestras, servidoras y servidores públicos, mujeres, militares, pobladores, pescadores, y pescadoras, cultores y cultoras, deportistas, y especialmente juventud venezolana.

Vamos pues pueblo venezolano, con nuestro programa patrio y nuestras banderas revolucionarias a derrotar la inhumana propuesta capitalista y neocolonial del imperio y la derecha venezolana!

Vamos a la calle, a la carga, a la nueva Batalla de Carabobo y a la victoria por la Patria, como la conquistamos hace casi 200 años, en el glorioso Campo de Carabobo, el 24 de junio de 1812!

"Lo que se ha hecho no es más que un preludio de lo que podéis hacer: Preparaos al combate y contad con la victoria..."

Proclama del Libertador Simón Bolívar a los 150 héroes de la batalla de Las Quezadas del Medio, 3 abril de 1813.

CHÁVEZ
CORAZÓN DE MI PATRIA

CCC
COMANDO
CAMPAÑA
CARABOBO

República Bolivariana de Venezuela
Ministerio del Poder Popular para la Cultura
Fundación Misión Cultura Corazón Adentro

Misión Cultura
 Corazón Adentro

El Pueblo hace las
PACES
Programa para las Artes
y la Cultura en Espacios Socialistas

Frente Nuevos Urbanismos de la GMVV

HOMENAJE AL CENTENARIO DE *Corazón Adentro* 1915-2015

El Pueblo hace las **PACES**

La Gran Misión Vivienda Venezuela es uno de los milagros de Chávez en la tierra. Construir la comunidad socialista en estos espacios es un gran reto de la Revolución Bolivariana.

Desde la Misión Cultura Corazón Adentro, entendiendo "el poder intrínsecamente revolucionario del arte" (Ludovico Silva) pretendemos motivar a las familias de los Nuevos Urbanismos a asumir colectivamente este desafío histórico. En el marco del año de César Rengifo, impulsamos el Programa "El Pueblo Hace las PACES" (Programa para las Artes y la Cultura en Espacios Socialistas).

OBJETIVO

Impulsar, conjuntamente con el Pueblo, procesos identitarios, que generen arraigo y consolidación de formas de relación basadas en los valores socialistas de paz, solidaridad y participación protagónica, a través de las diferentes disciplinas artísticas y rescatando la memoria histórica de las familias que ahora comparten un hogar común.

Populación objetivo: Adolescentes y jóvenes en Nuevos Urbanismos de la GMVV donde actualmente tenemos presencia activa.

Territorio de activación: 200 Nuevos Urbanismos a nivel nacional



El Pueblo de César



El Pueblo de María



El Pueblo de Armando



El Pueblo de Aquiles



El Pueblo de Zobeida



El Pueblo de Añel



El Pueblo de Juan Arcadio

OPERADOR METODOLÓGICO → **COLECTIVO TERRITORIAL**

Es una unidad de trabajo, compuesta por Misioneros y Misioneras de La Misión Cultura Corazón Adentro (en sus distintas modalidades de relación), que desarrollan acciones en un mismo territorio y comparten estrategias, recursos y saberes, articulando con las expresiones del Poder Popular presentes en la comunidad.

El Pueblo hace las PACES Programa para las Artes y la Cultura en Espacios Socialistas

| TERRITORIO | CAPÍTULO | EXPRESIÓN | EJECUTANTE EN EL TERRITORIO | META | PARTICIPANTES |
|------------|---------------------------|------------------------------|---|--|----------------|
| | El Pueblo de César | Teatro | Red Nacional de Teatro | 100 Talleres-Montajes | 1.500 Personas |
| | El Pueblo de María | Danza | Danzas Tradiciones de Venezuela 12 agrupaciones de tradición | 150 Facilitadores 75 talleres permanentes | 900 Personas |
| | El Pueblo de Aquiles | Literatura | Promotores de Lectura IABN Plataforma de Libro MPPC | 120 Talleres Permanentes de Lecto-escritura | 600 Personas |
| | El pueblo de Armando | Artes Plásticas | Talleristas SNCP | 75 Talleres Permanentes 24 exposiciones | 750 Personas |
| | El pueblo de Zobeida | Artesanía | Talleristas SNCP | 75 Talleres Permanentes 24 expo-ventas | 750 Personas |
| | El Pueblo de Ali | Música Popular y Tradicional | Grupos de Trayectoria | 120 Facilitadores 24 Agrupaciones | 360 Personas |
| | El Pueblo de Juan Arcadio | Cine | Red de Cineclubes de Caracas Fundación 3 Pinceles | 24 Cine Clubs 120 Cineclubistas | 120 Personas |

200 NUEVOS URBANISMOS DE LA GMVV EN 24 ESTADOS

SALDOS

- 100 Grupos Comunales de Teatro
- 75 Agrupaciones Comunales de Danza
- 24 Redes de escritorxs regionales
- 24 Redes Comunales de Artesanía
- 24 Redes Comunales de Artes Plásticas
- 24 Agrupaciones musicales
- 24 Circuitos de Cine itinerante.

295

Colectivos conformados

4.980

Participantes



El Pueblo de Cesar

TEATRO RED NACIONAL DE TEATRO

ACCIONES

Inicio de Talleres Montaje
20 de Julio - Octubre
Dtto. Capital
22 NU

Gira de agitación y captación
Talleres Montaje
20 de Julio - Octubre
23 Estados Restantes
115 NU

Festival de Teatro Comunitario
"Año de Cesar Rengifo"
Noviembre
24 Estados
114 NU

Encuentro Metropolitano de experiencias
Noviembre
Dtto. Capital, Miranda y Vargas
Espacios Abiertos del Teresa Carreño
30 NU

137 NU



El Pueblo de Maria

DANZA TRADICIONAL DANZAS TRADICIONES DE VENEZUELA

ACCIONES

Gira de agitación y captación
Julio - Agosto

Taller Montaje
Agosto - Noviembre

Festival Comunitario "Sirena de Oriente"
Noviembre - Diciembre

Aragua, Dtto. Capital, Miranda
Vargas, Barinas, Cojedes, Portuguesa
Carabobo, Falcón, Lara
Anzoategui, Monagas, Trujillo

04 NU c/u

52 NU



El Pueblo de Aquiles

LITERATURA PROMOTORES DE LECTURA IABN

PLATAFORMA DEL LIBRO MPPC

ACCIONES

Jornadas nacionales de lectura
y reflexión
"Pueblo que no come cuento"
Julio-Diciembre
24 Estados
120 NU

120 NU



El Pueblo de Armando

ARTES PLÁSTICAS TALLERISTAS SNCP

ACCIONES

Talleres de Formación Permanente
Julio-Noviembre
24 Estados
120 NU

Exposición colectiva nacional.
"Luz de Reverón"
Noviembre
24 Estados- Red de Arte
Museos Nacionales

120 NU



El Pueblo hace las PAACES



El Pueblo de Zobeida

ARTESANÍA

TALLERISTAS SNCP

ACCIONES

Talleres de Formación Permanente
Julio- Noviembre
24 Estados
120 NU

Expo-Feria - Venta navideña
Noviembre-Diciembre
24 Estados- Red de Arte

120 NU



El Pueblo de Ali

MÚSICA TRADICIONAL Y POPULAR

GRUPOS DE TRAYECTORÍA

ACCIONES

Mini-Conciertos de agitación
y captación
Julio - Agosto

Ensayos y talleres
Agosto-Noviembre

Festival Comunitario de la Canción
"Ali Primera"
Noviembre-Diciembre
Vargas, Dtto. Capital, Nueva Esparta
Yaracuy, Táchira, Falcón, Anzoátegui
Delta Amacuro, Miranda, Trujillo

04 NU c/u

40 NU



El Pueblo de Juan Arcadio

CINE

RED DE CINECLUBES DE CARACAS

FUNDACIÓN 3 PINCELES FUNDACIÓN INFOCENTRO

ACCIONES

Taller de Producción Comunitaria
13 al 23 de Julio
Miranda, Dtto. Capital y Aragua.

Seminario "Esequibo Tierra Nuestra"
Julio-Agosto
Dtto. Capital,

Colegio Universitario Francisco de Miranda
Cine - Foros "Esequibo Tierra Nuestra"
Julio-Agosto

Dtto. Capital
30 NU

Círculo de cine Corazón Adentro
Julio-Diciembre
Dtto. Capital, Vargas y Miranda
22 NU

Cine en Vacaciones (traslado de niños
y jóvenes a los cines recuperados)

Agosto
Dtto. Capital
22 NU

Talleres de producción de cine guerrilla
(producción de 20 cortos
de historias de vida)

Julio- Noviembre

Dtto. Capital, Vargas, Miranda,
Amazonas, Táchira, Trujillo, Mérida,
Zulia, Anzoátegui y Bolívar
2 NU c/u

Festival de cortos
"Historias Corazón Adentro"

Noviembre-Diciembre

Dtto. Capital
22 NU

40 NU

Línea de Tiempo

Agitación y Captación

Julio-Septiembre

Presentaciones y
Exposiciones de Facilitadores

Registro de Participantes

Talleres Permanentes e Intercambios

Agosto-Octubre

Desarrollo de los Talleres

Muestras e Intercambios de
experiencias

Intercambio Regional de Experiencias

Octubre-Diciembre

Festivales de Teatro y Danza

Exposiciones y Expoventas
Conciertos

Festival de Cine Comunitario